

UNIVERSITE DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

L'UNIFICATION DU DROIT DU CHANGE

Comparaison
entre les principes de la Loi Uniforme de Genève
et ceux du Droit Cambiaire Anglo-Américain

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

Lioubomir BAYALOVITCH

Lauréat de l'Institut de Droit Comparé de Lyon

(Prix Moncorgé)



LYON

BOSC Frères, M. & L. RIOU

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

42, Quai Gailleton, 42

1934



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**L'UNIFICATION
DU DROIT DU CHANGE**

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

L'UNIFICATION DU DROIT DU CHANGE

Comparaison
entre les principes de la Loi Uniforme de Genève
et ceux du Droit Cambiaire Anglo-Américain

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

Lioubomir BAYALOVITCH

Lauréat de l'Institut de Droit Comparé de Lyon

(Prix Moncorgé)



LYON

BOSC Frères, M. & L. RIOU

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

42, Quai Gailleton, 42

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

Professeurs honoraires

- MM. APPLETON (Charles), *, §.
APPLETON (Jean), O. *, § I.
PIC (Paul), O. *, § I.

Professeurs

- MM. JOSSERAND O. *, §, I., Doyen, Professeur de *Droit civil*.
LAMBERT (Edouard), *, § I., Professeur de *Droit comparé*.
LAMEIRE, *, § I., Professeur de *Droit administratif et d'Histoire du Droit public de Doctorat*.
LÉVY, *, § I., Professeur de *Droit civil*.
GONNARD, §, § I., Professeur de *Economie politique*.
ANTONELLI, *, §, § I., Professeur de *Histoire des doctrines économiques*.
PERROUD, §, § I., Professeur de *Procédure civile*.
COHENDY (Georges), § I., Professeur de *Droit commercial général*.
GARRAUD (Pierre), §, §, Professeur de *Droit criminel*.
ROUBIER, §, Professeur de *Droit civil*.
FALLETTI, Professeur de *Droit Romain*.
LAMBERT (Jacques), Professeur de *étude des institutions internationales de la Paix*.
DE LAPLANCHE, Professeur de *Histoire du Droit Français*.
NICOLAS, §, § I., Professeur de *Droit administratif*.
PHILIP, Professeur de *Science financière et de Législation française des Finances*.
PERROUX (François), Professeur de *Législation et Economie industrielles et rurales*.
BASTID, Professeur sans chaire.

Agrégée

- M^{lle} BASDEVANT, chargée d'un cours de *Droit International Public*.

Chargé de cours

- M. CONDOMINE, § I., *Droit civil et droit public (Capacité, 2^e année)*.
M. SCHATZ, Professeur à la Faculté de Droit de Lille, chargé du Cours de *Economie Politique (Doctorat)*.

MEMBRES DU JURY

- M. Edouard LAMBERT, Professeur à la Faculté de Droit, *président*.
M. COHENDY, Professeur à la Faculté de Droit. {
M. CONDOMINE, Chargé de cours à la Faculté de Droit. { *assesseurs*.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



Arraché brutalement au foyer natal par la guerre mondiale, ce fut la ville de Lyon qui m'offrit une généreuse hospitalité. A mon jeune esprit qui s'éveillait à peine, les professeurs français inculquèrent alors les premières bases de l'instruction.

Aussi ma joie est-elle très grande de me voir décerner le plus haut grade universitaire par la Faculté de Lyon, — ville soulageant autrefois la misère, aujourd'hui diffusant la science sans distinction de races ou de nationalités.

Au cours de mes modestes études, encouragées par les professeurs de Belgrade et magistralement dirigées par ceux de la Faculté de Droit de Lyon, mon esprit se forma à l'idée qu'une communauté de notions juridiques règne en fait parmi les peuples, — communauté qui se révèle de plus en plus chaque jour par des règlements internationaux.

Cet état de fait, qui laisse espérer l'arrivée d'une entente internationale par la création de règles de droit uniques, orienta mes recherches vers une branche de droit dont l'internationalisation s'imposait invinciblement aux peuples.

L'ouvrage que j'ai rédigé n'aurait pu être écrit sans l'aide de l'éminent Professeur Edouard Lambert, qui

fut pour moi un guide précieux. Son érudition et sa connaissance parfaite du droit anglo-saxon ont écarté de moi bien des obstacles et aplani maintes difficultés. Je tiens donc à lui témoigner ma vive gratitude, regrettant que ces paroles soient bien faibles à lui exprimer toute ma reconnaissance.

J'adresse tous mes remerciements aux Professeurs Georges Cohendy et A. Condomine pour l'honneur qu'ils ont bien voulu nous faire en acceptant de faire partie du jury de cette thèse.

Ma gratitude va également à M. le Recteur André Lirondelle, toujours si affable avec ses étudiants, ainsi qu'à M. le Doyen Louis Josserand et à mes autres Maîtres de la Faculté de Droit qui ont contribué à développer mes connaissances juridiques.

Je dois marquer enfin ma reconnaissance pour les renseignements précieux, relatifs aux législations cambiales des différents Etats, que j'ai reçus de MM. John Delatre Falconbridge, doyen de la Osgoode Law School de Toronto, Mario Sarfatti, professeur à la Faculté de Droit de Turin, Hermann-Otavsky, professeur à la Faculté de Droit de l'Université Charles à Prague, Professeur Roman Longchamps de Berier, doyen de la Faculté de Droit de Lwow, Naojiro Sugiyama, professeur de l'Université de Tokio, Albert Chéron, professeur à la Faculté de Droit de l'Université égyptienne, Xavier Janne, doyen de la Faculté de Droit de Liège, Crozat, professeur à la Faculté de Droit de l'Université d'Istamboul, Frede Castberg, professeur de la Faculté de Droit de l'Université

d'Oslo, Givojin Peritch, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Belgrade, Jean Escarra, professeur à la Faculté de Droit de Paris, D^r Barboza de Magalhaës, professeur à la Faculté de Droit de Lisbonne, D^r Karl Wolff, professeur à la Faculté de Droit d'Innsbruck, C. Meyer, président de la Cour Suprême à Copenhague, Alexandre Costin, président de la Cour d'Appel à Bucarest, Wilhelm Uppstrom, ancien magistrat de Stockholm, Van Ter Meulen, directeur de la Bibliothèque de la Paix à La Haye. Je ne saurais enfin oublier, parmi ceux qui m'ont facilité l'établissement de ce travail, l'Association des Relations Culturelles de Moscou, qui a répondu avec tant d'obligeance à toutes mes demandes de renseignements. Qu'ils reçoivent ici l'expression de ma vive reconnaissance.

En terminant mes études je ne mets pas fin à mes modestes relations culturelles avec les milieux universitaires de Lyon. Au contraire, je pars avec le désir d'y revenir et la conviction d'y retrouver auprès de mes éminents Maîtres le même sincère appui qui m'a été jusqu'à présent témoigné.

TABLE DES MATIÈRES

Les chiffres de gauche renvoient aux premiers numéros traitant le sujet indiqué, les chiffres de droite aux pages du volume.

BIBLIOGRAPHIE	XXI
-------------------------	-----

INTRODUCTION	1
------------------------	---

PREMIERE PARTIE

EVOLUTION DE LA RÉGLEMENTATION DU DROIT DU CHANGE

CHAPITRE PREMIER. — *Période coutumière.*

1.	L'apparition de la lettre de change	5
	Section I. — Antiquité.	
2.	La lettre de change dans l'Antiquité	6
	Section II. — Moyen Age et xvi ^e et xvii ^e siècles.	
3.	§ 1. — Evolution du droit du change sur le Continent	8
4.	A. — Précurseurs de la lettre de change en usage dans le commerce	8
7.	B. — La lettre de change dans le commerce médiéval	11
8.	1° Parties concourant à la formation d'une lettre de change et leurs rapports	11
9.	2° Acquisition des caractéristiques de négociabilité	14
12.	§ 2. — L'introduction de la lettre de change en Angleterre et son développement par la Common Law	18
15.	A. — Précurseurs de la lettre de change	20
17.	B. — La lettre de change	22
19.	1° La lettre de change dans la pratique des affaires	22

21.	2° La reconnaissance de la lettre de change et son développement par la Common Law	25
26.	C. — Le billet à ordre	33

CHAPITRE II. — *Période de la réglementation nationale du droit du change par l'autorité publique.*

Section I. — Ordonnances et statuts des divers Etats au cours des xvii ^e et xviii ^e siècles.		
32.	Réglementation nationale et régionale du droit du change .	39
Section II. — Codes nationaux du xix ^e siècle.		
36.	§ 1. — Code de commerce français de 1807 ..	42
39.	§ 2. — Opposition des différentes conceptions de la nature de la lettre de change. Lutte entre la doctrine française et la théorie germanique. « Loi générale allemande sur le change » de 1848	45
48.	§ 3. — La lettre de change dans le droit moderne anglo-saxon. « Bills of Exchange Act » de 1882. Groupe des législations anglo-américaines .	52
56.	§ 4. — Différents groupes de législations cambiales contemporaines	61

CHAPITRE III. — *Lutte pour l'unification du droit du change.*

Section I. — Mouvement antérieur au xx ^e siècle,		
58.	Tendances vers le retour à une réglementation cambiale uniforme	65
Section II. — Mouvement contemporain.		
62.	Intervention officielle dans la rédaction de règles cambiales uniformes	70
64.	§ 1. — Conférences de la Haye de 1910 et 1912. Règlement uniforme	71
68.	§ 2. — Conférence de Genève de 1930. Loi uniforme .	76
78.	Ratifications des conventions de Genève de 1930 et adoptions de la Loi uniforme comme loi nationale .	84
79.	Considérations sur la coexistence de deux systèmes de droit du change : système anglo-américain et système dit continental	86

DEUXIEME PARTIE

LE DROIT UNIFORME DES CONVENTIONS DE GENÈVE DE 1930
COMPARÉ AU DROIT UNIFORME ANGLO-AMÉRICAIN

81. Liste des principaux termes propres au droit du change	94
--	----

CHAPITRE PREMIER. — *Généralités.*

Section I. — Théories sur la nature juridique de la lettre de change.

82. La nature juridique de la lettre de change	99
88. Acte juridique servant de fondement à la lettre de change	104
91. La provision dans certains droits continentaux	107
94. La provision dans le droit anglo-américain	110

Section II. — Capacité en matière de droit du change.

96. Règles sur la capacité pour s'obliger par lettre de change	112
102. Indépendance des obligations cambiales	116
103. Représentation en matière de droit du change dans la réglementation uniforme de Genève	116
106. Représentation dans le droit anglo-américain	120

CHAPITRE II. — *Eléments constitutifs de la lettre de change. Etapes normales de sa vie.*

Section I. — Création et forme de la lettre de change.

108. § 1. — Mentions légales (énonciations obligatoires)	123
111. 1° La dénomination de lettre de change	125
113. Clause « à ordre »	127
114. 2° Le mandat adressé au tiré	128
118. 3° Le tiré	131
121. 4° L'échéance	132
122. 5° Le lieu de paiement	132
124. Domiciliation de l'effet	133
126. 6° Le preneur	135
127. Lettre de change « au porteur »	135
130. 7° La date et le lieu d'émission	138
132. 8° Le tireur	139
137. Effet tiré pour le compte d'un tiers	141

	§ 2. — Echéance.	
139.	A. — Règles de la Loi uniforme	143
141.	Lettre de change à vue	143
142.	Lettre de change à un certain délai de vue..	144
143.	Lettre de change à jour fixe	144
144.	Lettre de change à plusieurs mois de date ou de vue	145
146.	B. — Règles du droit cambiaire anglo-américain	146
	§ 3. — Tireur.	
150.	A. — Règles de la Loi uniforme	148
151.	I. Obligations du tireur	148
152.	II. Droits du tireur	151
153.	B. — Règles du droit cambiaire anglo-américain	153
	§ 4. — Enonciations facultatives.	
161.	A. — Règles de la Loi uniforme	156
164.	B. — Règles du droit cambiaire anglo-américain	160
174.	Clause de paiement effectif en une monnaie étrangère dans la Loi uniforme	165
175.	Clause de paiement effectif en une monnaie étrangère dans le droit cambiaire anglo- américain	166
	§ 5. — Pluralité d'exemplaires et copies.	
	A. — Loi uniforme.	
176.	Pluralité d'exemplaires	167
184.	Copies	173
	B. — Droit anglo-américain.	
187.	Inexistence de copies dans les droits anglais et américain	176
188.	Pluralité d'exemplaires	176
	§ 6. — Lettre de change en blanc.	
191.	A. — Règles de la Loi uniforme	179
197.	B. — Règles du droit cambiaire anglo-américain	182
	§ 7. — Faux et altérations.	
	Des faux.	
205.	A. — Règles de la Loi uniforme	186
210.	B. — Règles du droit cambiaire anglo-américain	188
	Des altérations.	
214.	A. — Règles de la Loi uniforme	191
216.	B. — Règles du droit cambiaire anglo-américain	193
	Section II. — Négociation de la lettre de change.	
223.	Généralités	195

A. — Loi uniforme.

§ 1. — Forme et causes de l'endossement.

228.	Conditions de forme	197
236.	Causes de la négociation d'un effet	202
§ 2. — Effets juridiques de l'endossement.		
237.	Endossement translatif de propriété	203
238.	Obligations de l'endosseur	203
240.	Endossement de l'effet aux signataires précédents	204
244.	<i>Rekta-indossament</i>	206
246.	Endossement après échéance	208
250.	Endossement à titre de procuration	211
254.	Endossement à titre de gage	213
255.	Moyens de transmission de l'effet autres que l'endossement	214

B. — Droit anglo-américain.

256.	Négociation d'un effet dans le droit anglo-américain	215
258.	Conditions de forme de l'endossement	216
262.	Obligations de l'endosseur	220
266.	Négociation de l'effet à un signataire précédent	224
267.	Endossement après échéance	225
268.	Endossement restrictif	225

Section III. — Acceptation.

A. — Loi uniforme.

271.	Généralités	230
272.	Conditions de forme de l'acceptation	230
278.	Présentation à l'acceptation	235
290.	Obligation de l'accepteur	240
294.	Révocation de l'acceptation	242

B. — Droit anglo-américain.

295.	Généralités	243
297.	Forme de l'acceptation	244
300.	Présentation à l'acceptation	247
307.	Obligation de l'accepteur	251
309.	Révocation de l'acceptation	252

Section IV. — Paiement.

A. — Loi uniforme.

§ 1. — Du paiement.

313.	Principes du droit du change concernant le paiement d'un effet négociable	254
315.	Païement à l'échéance et validité du paiement	255
	§ 2. — Conditions de forme et mode de paiement.	
316.	Présentation au paiement	257
323.	Mode de paiement	259
324.	Païement partiel	260
325.	Effets libellés en une monnaie étrangère	261
	B. — Droit anglo-américain.	
328.	Le paiement	263
337.	Effets libellés en une monnaie étrangère	270
337.	Présentation au paiement	270
344.	Mode de paiement	277

CHAPITRE III. — *Eléments accidentels et complications dans la vie de la lettre de change.*

Section I. — Aval.

A. — Loi uniforme.

347.	Généralités	279
348.	Conditions de forme et de fond de l'aval	280
353.	Effets de l'aval	282

B. — Droit anglo-américain.

355.	Endosseur irrégulier	284
------	----------------------------	-----

Section II. — Le porteur et ses recours.

365.	Généralités	289
------	-----------------------	-----

§ 1. — Du porteur de l'effet et des exceptions qui lui sont opposables.

A. — Loi uniforme.

367.	Porteur de l'effet	290
371.	Exceptions opposables au porteur de l'effet..	293

B. — Droit anglo-américain.

377.	Porteur de l'effet	297
388.	Exceptions opposables au porteur de l'effet..	307
391.	Distinction entre les droits des différents détenteurs d'un effet négociable	311
392.	Exceptions	312
396.	Fraude et erreur	317
397.	Violation de la foi	318

398.	Violence, contrainte ou menace, ou influence abusive	319
399.	Cause illicite	320
400.	Absence ou défaillance de cause de valeur.	322
401.	Acquisition de l'effet après échéance	326
402.	Preuve verbale	327
§ 2. — Les droits et les devoirs du porteur.		
406.	Généralités	330
Faits donnant ouverture aux droits de recours au porteur contre les garants de la lettre de change.		
409.	A. — Règles de la Loi uniforme	332
412.	B. — Règles du droit cambiaire anglo-américain	334
Formalités indispensables à l'ouverture des droits aux recours.		
A. — Loi uniforme.		
Recours faute de paiement à l'échéance.		
415.	Présentation de l'effet	336
418.	Protêt	337
423.	Clause « retour sans frais »	340
425.	Notification	343
B. — Droit anglo-américain.		
Recours faute de paiement à l'échéance.		
434.	Présentation de l'effet	349
436.	Protêt	349
443.	Dispense de protêt	354
444.	Notification	355
A. — Règles de la Loi uniforme sur les recours avant l'échéance		
454.	Recours faute d'acceptation	366
459.	Recours basés sur l'état d'insolvabilité du tiré et du tireur	369
460.	B. — Règles cambiales anglo-américaines sur les recours avant l'échéance	370
§ 3. — Déchéance des droits du porteur négligent.		
464.	A. — Règles de la Loi uniforme	372
467.	B. — Règles du droit cambiaire anglo-américain	373
§ 4. — Prolongation des délais en cas d'événements de force majeure.		

468.	A. — Réglementation prévue par la Loi uniforme	374
472.	B. — Réglementation contenue dans le droit cambiaire anglo-américain	379
	§ 5. — Remboursement de l'effet par voie de recours.	
	A. — Loi uniforme.	
476.	Droits du porteur	381
478.	Droits du garant qui a remboursé l'effet	383
481.	Modes de remboursement	385
484.	La retraite	387
	B. — Droit anglo-américain.	
486.	Droits du porteur	389
491.	La retraite	393
492.	Droits du garant-payeur	394
494.	Modes de remboursement	395

Section III. — Intervention.

	A. — Loi uniforme.	
496.	Généralités	396
503.	Acceptation par intervention	401
505.	Conditions de forme de l'acceptation par intervention	402
507.	Effets de l'acceptation par intervention . .	403
511.	Païement par intervention	405
513.	Conditions de forme du paiement par intervention	407
515.	Effets du paiement par intervention	408
	B. — Droit anglo-américain.	
519.	Généralités	411
521.	Acceptation par intervention	412
522.	Conditions de forme de l'acceptation par intervention	413
523.	Effets de l'acceptation par intervention . .	413
524.	Païement par intervention	414
530.	Conditions de forme du paiement par intervention	414
531.	Effets du paiement par intervention	416

CHAPITRE IV. — *Extinction des obligations cambiales.*

534.	Perte ou vol de l'effet	419
535.	Système français	420

536.	Système allemand de la <i>Wechselordnung</i> de 1908	421
537.	Système anglo-saxon	422
Prescription.		
538.	A. — Règles de la Loi uniforme	423
544.	B. — Règles du droit cambiaire anglo-américain	430

CHAPITRE V. — *Le billet à ordre.*

A. — Loi uniforme.		
551.	Généralités	437
553.	§ 1. — Éléments constitutifs d'un billet à ordre	438
562.	§ 2. — Règles communes au billet à ordre et à la lettre de change quant aux différentes institutions du droit du change	442
563.	§ 3. — Caractéristiques spéciales du billet à ordre découlant de sa forme	445
564.	§ 4. — Souscripteur d'un billet à ordre	446
B. — Droit anglo-américain.		
567.	La <i>promissory note</i>	448
571.	Conditions de formes spéciales à la <i>promissory note</i>	450
574.	Dispositions relatives à la lettre de change applicables à la <i>promissory note</i>	452
576.	Souscripteur (<i>maker</i>) de la <i>promissory note</i>	453

CHAPITRE VI. — *Dispositions générales communes à la lettre de change et au billet à ordre.*

580.	A. — Règles de la Loi uniforme	457
585.	B. — Règles du droit cambiaire anglo-américain	460

CHAPITRE VII. — *Conflits de lois.*

591.	Généralités	463
A. — Droit uniforme dit continental.		
593.	§ 1. — Capacité des signataires	464
595.	§ 2. — Forme des engagements cambiaires	466
	§ 3. — Forme et délais des actes nécessaires à l'exercice ou à la conservation des droits résultant d'une lettre de change ou d'un billet à ordre.	
597.	Délais de recours	467

598.	Forme et délais du protêt et des autres actes nécessaires à l'exercice et à la conservation des droits cambiaires	468
§ 4.	— Effets des engagements cambiaires (substance des obligations).	
599.	Obligations des différents signataires	469
603.	Restriction de l'acceptation. Paiement partiel	471
604.	Droits du porteur sur la provision	472
	B. — Droit anglo-américain.	
606.	Généralités	473
607.	Capacité des signataires	474
608.	Forme des engagements cambiaires	474
610.	Interprétation et effets de l'émission, de l'acceptation et de l'endossement d'un effet négociable	475
612.	Echéance	477
613.	Somme payable en monnaie étrangère	477
615.	Lois relatives à la présentation de l'effet, au protêt et à la notification du refus de l'acceptation ou du paiement	478

CHAPITRE III. — *Droits de timbre.*

618.	Généralités	481
619.	A. — Droit uniforme dit continental	481
621.	B. — Droit anglo-américain	485
623.	CONCLUSION	489

Bibliographie (*)

A) TRAVAUX SUR LE DROIT DU CHANGE EN GÉNÉRAL

- BOUTERON (J.). — De l'unification du droit relatif à la lettre de change et au billet à ordre. *Thèse*, Paris, 1912.
- La clause de retour sans frais dans les effets de commerce, dans les *Annales de droit commercial*, 1929, p. 229 et suiv.
- BORCHARD (E.). — Guide to the law and legal literature of Argentina, Brazil and Chile. *Library of Congress*, Washington, 1917.
- Guide to the law and legal literature of Germany. *Library of Congress*, Washington, 1912.
- BRANNAN (J.-D.) et CHAFEE (Z.). — The Negotiable Instruments Law, annotated, 4th ed., Cincinnati, 1926 et 5th ed., Cincinnati, 1932. (*Editions de la W. H. Anderson Company*).
- BRISAUD. — Cours d'histoire générale du droit français public et privé, Paris, Fontemoing, 1904, t. II.
- CHALMERS (M. D.). — A Digest of the Law of Bills of Exchange, Promissory Notes, Cheques and Negotiable Securities, 9th ed., *Stevens & Sons*, London, 1926.

(*) Les citations de l'ouvrage de BRANNAN, *The Negotiable Instruments Law*, sont faites d'après sa quatrième édition jusqu'à la note 79 du Chapitre II de la Deuxième Partie de notre ouvrage ; à partir de la note 81 dudit chapitre les renvois se rapportent à la cinquième édition de ce livre.

La *Wechselordnung* allemande dont nous nous sommes servi dans cet ouvrage est celle du 3 juin 1908. C'est cette édition de la *Wechselordnung* qui a servi, en principe, de modèle au *Règlement Uniforme* de La Haye et à la *Loi Uniforme* de Genève.

CHÉRON (A.). — Vers l'unification du droit du change, dans les *Annales de droit commercial*, 1929, p. 3-37 et 135-162.

- La Conférence de Genève de 1930 pour l'unification du droit en matière de lettres de change et de billets à ordre, dans les *Annales de droit commercial*, 1931, p. 18 et suiv.

COHN (G.). — Der Entwurf einer Wechselordnung für das Russische Reich und die neuen Wechselgesetze Belgiens, Ungarns, Skandinaviens, der Schweiz, Italiens und Grossbritaniens, dans *Ztschr. für das gesammte Handelsrecht*, t. 28, 1882, p. 274.

CONSTANT (Ch.). — Le Congrès international de droit commercial d'Anvers, dans la *France Judiciaire*, 10^e année, I, 1885-86, p. 3 et suiv.

- Le Congrès international de droit commercial, session de Bruxelles, dans la *France Judiciaire*, 13^e année, I, 1889, p. 8 et suiv.

DAGUIN. — Rapport sur le Congrès international de droit commercial d'Anvers, dans le *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1885-86, t. XV, p. 607 et suiv.

FALCONBRIDGE (J. D.). — Banking and Bills of Exchange, 4th ed., *Canada Law Book Company*, Toronto, 1929.

- The Law of Negotiable Instruments in Canada, *The Ryerson Press*, Toronto, 1928.

GOLDSCHMIDT. — Universalgeschichte des Handelsrechts, 1891.

HERMANN-OTAVSKY. — Die hoehre Gewalt im Wechselrecht, Wien, 1913.

HOLDSWORTH (W. S.). — History of English Law, *Methuen & Co*, London, 1925, vol. VIII, p. 113-177.

HUVELIN. — Essai historique sur le droit des marchés et des foires. *Thèse*, Paris, 1897.

- Travaux récents sur la lettre de change, dans les *Annales de droit commercial*, 1901, p. 4 et suiv.

JANNE (X.). — L'unification internationale des lois sur les effets de commerce. Le rapport des experts-juristes de la Société des Nations, du 16 avril 1928, dans la *Revue de droit international et de législation comparée*, 1929, t. X, p. 52 et suiv.

- LACOUR et BOUTERON. — Précis de droit commercial. Paris, Dalloz, 1921, t. II.
- LACOUR (L.). — La provision en matière d'effets de commerce, dans les *Annales de droit commercial*, 1931, p. 3.
- LAMBERT (E.). — Un parère de jurisprudence comparative. *T. 33 de la Bibliothèque de l'Institut de droit comparé de Lyon*, Giard, Paris, 1934.
- LENORMANT (F.). — Histoire ancienne de l'Orient, Paris, 1887, t. V.
- LYON-CAEN et RENAULT. — Traité de droit commercial, 5^e éd., Paris, 1925, t. IV.
- MADIER (G.). — L'association du Barreau américain. *Thèse*, Paris, Giard. *Tome I de la Bibliothèque de l'Institut de droit comparé de Lyon*.
- MICHAELIS (R.). — Wechselrecht, *Walter de Gruyter et C^o*, Berlin et Leipzig, 1932.
- MONTESQUIEU. — De l'esprit des lois, l. 22, ch. 10.
- NOËL (O.). — Histoire du commerce du monde depuis les temps les plus reculés, Paris, 1891, 2 vol.
- NOUGUIER (L.). — Des lettres de change et des effets de commerce en général, 4^e éd., Paris, 1875, 2 vol.
- PAPPENHEIM. — Die Uniformirung des Wechselrechts auf der Grundlage der allgemeinen Deutschen Wechselordnung, dans *Ztschr. für das gesammte Handelsrecht*, t. 28, 1882, p. 509-552.
- PILLET et NIBOYET. — Manuel de droit international privé, Paris, Sirey, 1924.
- POTHIER. — Œuvres, annotées par M. Bugnet, Paris, 1861-1862.
- POTU (E.). — L'unification du droit relatif à la lettre de change et au billet à ordre. *Thèse*, Dijon, 1914.
- RUGGERI (F.). — La Cambiale. La legge uniforme di Ginevra nel diritto cambiario italiano, *Ulrico Hoepli*, Milano, 1934.
- SCHAUBE. — Die Anfaenge der Tratte, dans *Ztschr. für das gesammte Handelsrecht*, 1895.
- STAUB's. — Kommentar zur Wechselordnung, 12^e éd., *Walter de Gruyter et C^o*, Berlin und Leipzig, 1929.

THALLER et PERCEROU. — Traité élémentaire de droit commercial, 8^e éd., Paris, Rousseau, 1931, t. II.

TROULLIER (A.). — La lettre de change instrument de crédit en droit français et en droit étranger. *Thèse*, Paris, 1908.

WEISS (A.). — Traité théorique et pratique de droit international privé, Paris, 1893-1905, t. III et IV.

REY (Ch.). — La commission américaine d'uniformité des lois d'Etat. *Thèse. Tome 17 de la Bibliothèque de l'Institut de Droit comparé de Lyon*.

B) PUBLICATIONS OFFICIELLES CONCERNANT L'UNIFICATION
DU DROIT RELATIF A LA LETTRE DE CHANGE ET AU BILLET A ORDRE

Actes et documents de la Conférence de La Haye pour l'unification du droit relatif à la lettre de change, etc., 1910, La Haye, 2 vol.

Actes et documents de la Conférence de La Haye pour l'unification du droit relatif à la lettre de change, etc., 1912, La Haye, 4 vol.

Comptes rendus de la Conférence de Genève de 1930. Document C. 360, M. 151, 1930, II, S. D. N., Genève.

Document C. 487, M. 203, 1923, II, E. 106 (livre brun), S.D.N., Genève.

Document C. 190, M. 67, 1926, II, S. D. N., Genève.

Document C. 103 (2), M. 48 (1), 1927, II, S. D. N., Genève.

Document E. 353, 1927, S. D. N., Genève.

Document C. 175, M. 54, 1928, II, S. D. N., Genève.

Document C. 234, M. 83, 1929, II, S. D. N., Genève.

C) CODES DE COMMERCE ET LOIS CAMBIALES

BOHL (J.). — Code de commerce roumain, Paris, 1875.

DAINVILLE (M. E.). — Loi du 18 août 1882 pour la codification des lois relatives aux lettres de change, chèques et billets à ordre (*Bills of Exchange Act*), dans l'*Annuaire de législation étrangère*, 1882.

- ESCARRA (J.). — Loi chinoise sur les effets de commerce du 30-10-1929, dans les *Annales de droit commercial*, 1930.
- FRANSEN (M.). — Règlement sur les effets de commerce de l'U. R. S. S., dans les *Annales de droit commercial*, 1930.
- GRASSERIE (R. DE LA). — Code de Commerce hongrois, Paris, 1901.
- LACHNER. — Das neue Wechsel- und Scheckrecht Jugoslawiens, Wien, 1929.
- NAMUR. — Le Code de Commerce belge révisé, Bruxelles, 1876, t. I.
- LEHR (E.). — Code de Commerce portugais de 1888, Paris, 1889.
- PRUDHOMME (H.). — Code de Commerce espagnol, Paris, 1891.
— Code de Commerce chilien, Paris, 1892.
— Code de Commerce argentin, Paris, 1893.
- REY (Fr.). — Décret n° 2044 du 31 décembre 1908 sur la lettre de change et le billet à ordre (modifiant le Code de Commerce brésilien), dans l'*Annuaire de législation étrangère*, 1908.
- RIZZO. — Code de Commerce de la République de Turquie, Hachette, 1929.
- ROUTCHEK (Fr.). — Le projet de la loi cambiale (tchécoslovaque) dans le *Bulletin de droit tchécoslovaque*, 1927, II, 1-2, p. 41 et s.
- STRAZNICKY (M.). — Tumač zakona o menici (Commentaire de la loi cambiale yougoslave), Zagreb, 1929.
- TCHERNOFF (J.). — Code de Commerce russe, Paris, 1898.
- TURREL. — Code de Commerce italien, Paris, 1892.
- The Commercial Code of Japan*, annotated, vol. II, Tokyo, 1932.
- Código commercial portugues*, edição actualizada e diplomas complementares, Lisboa, 1932.
- Code fédéral suisse des obligations*, titres XXIX à XXXI.
- Loi allemande sur le change* (Wechselordnung) du 21 juin 1933, dans *Reichsgesetzblatt*, 1933, I Partie, p. 399.

Loi autrichienne sur le change du 18 août 1932, dans *Bundesgesetzblatt* pour la République d'Autriche du 27 septembre 1932, p. 1078-1090.

Loi grecque sur le change, n° 5.325 du 11 mars 1932, dans le Journal du gouvernement (en grec), du 16 mars 1932, p. 459.

Les lois polonaises sur la lettre de change, le billet à ordre et le chèque, publiées par J.-C. Wintenberg, Paris, Sirey, 1925.

Veksellov n° 68 du 23 mars 1932, dans *Lovtidende* du 31 mars 1932, p. 171-190 (Danemark).

Lov om veksler du 27 mai 1932, dans *Norsk Lovtidende* du 31 mai 1932, p. 493-513 (Norvège).

Vexellag du 13 mai 1932, dans *Svensk Foerfatningsamling*, n° 130, 1932, p. 199-216 (Suède).

ABRÉVIATIONS

Les principales abréviations utilisées dans l'ouvrage sont les suivantes :

B. E. A. : Bills of Exchange Act, 1882.

B. E. A. du Canada : Bills of Exchange Act, R. S. C.
applicable au Canada.

C. com. ou C. de com. : Code de commerce français
de 1807.

N. I. L. : Negotiable Instruments Law.

L. U. : Loi Uniforme sur la lettre de
change et le billet à ordre.

W. O. : Wechselordnung, - Loi générale
allemande sur le change
du 3 juin 1908.

Introduction

Le droit du change, englobant les deux institutions : la lettre de change et le billet à ordre ⁽¹⁾, a été soumis à une réglementation qui, au cours des siècles, se présenta sous trois formes bien distinctes. Aussi trouvons-nous trois périodes dans l'histoire de la réglementation et du développement du droit du change.

La première période se place à l'époque à laquelle était en vigueur un droit créé par la pratique des affaires et s'étendant au-dessus des multiples et différents droits nationaux. Ce fut un droit coutumier international : *la Coutume Marchande*.

Plus tard, les règlements des princes et ensuite les codes nationaux enlevèrent à la coutume marchande sa force d'application et frappèrent le droit du change au coin du régionalisme national.

Enfin, au cours de la troisième période, un mouvement, tenant à la nature cosmopolite de ces institutions du droit du change, a abouti à la confection

(1) Nous écartons le chèque, qui est régi par les lois cambiales anglo-américaines, mais qui se trouve en dehors de l'application de la Loi Uniforme de Genève ainsi que des législations cambiales dites *continentales*.

d'un projet de loi uniforme, élaboré à Genève en 1930 et proposé à tous les Etats du monde. Ce projet de loi aspire à rétablir la destination internationale de ces institutions et à régir désormais tous les pays d'une façon uniforme.

A travers ces trois étapes, la première des institutions prévues et réglementées par le droit du change, la lettre de change, a toujours servi de par son origine aux relations commerciales entre groupements sociaux et entre peuples divers. C'est donc une institution nécessairement internationale.

La seconde, le billet à ordre, se rapproche de la lettre de change par l'usage qui en est fait : on s'en sert concurremment avec celle-ci. Mais, à la différence de la lettre de change, le billet à ordre a toujours été un instrument de crédit.

La lettre de change, au contraire, fut d'abord l'instrument d'exécution du contrat de change ; puis, après une longue évolution, elle épousa la forme d'un instrument de crédit. Ainsi, suivant Pothier, c'était une lettre ayant la forme consacrée par la loi, par laquelle le tireur mandait à son correspondant, établi dans un autre lieu, de compter une certaine somme d'argent à une personne dénommée bénéficiaire (preneur) (ou à celui qui aura son ordre), — en échange d'une autre somme ou d'une valeur que le bénéficiaire avait déjà donnée au tireur, ou que celui-ci avait réellement en compte. Tandis que, selon la conception moderne d'Einert, la lettre de change devait

être, comme d'ailleurs elle l'est devenue, un simple contrat *litteris*, consistant en une obligation indépendante de toute autre considération étrangère à son contenu. C'est un contrat valable par le seul fait des stipulations qu'il contient et des signatures qui y sont apposées, puisant sa force exclusivement dans sa forme, qui remplace la nécessité d'une *causa debendi*.

Dans une étude sur la *Loi Uniforme* de Genève sortie de ce mouvement d'unification du droit du change, nous sommes naturellement conduit à rappeler d'abord, dans une première partie, les faits et événements qui ont provoqué ce mouvement et à retracer brièvement les principales étapes de l'évolution de la réglementation du droit du change. Dans une seconde partie, nous exposerons les principes de la *Loi Uniforme* ainsi que ceux qui sont à la base du droit du change anglo-américain, afin de mettre en lumière les divergences de ces deux systèmes juridiques et rechercher par là même des règles susceptibles de constituer un droit uniforme commun à ces deux corps de droit : le droit anglo-américain et le droit dit *continental*.

PREMIÈRE PARTIE

Evolution de la réglementation du droit du change

CHAPITRE PREMIER

Période coutumière

1. — Le contrat de change (*cambium*) — contrat par lequel les anciens procédaient à la vente d'espèces monnayées — a donné naissance à la lettre de change ⁽²⁾. Dérivant de l'idée de mandat ou de délégation, la notion de la lettre de change fut donc acquise, à une époque très reculée de l'histoire, par tout peuple commerçant s'ingéniant à recouvrer ses créances sur d'autres pays étrangers.

(2) MONTESQUIEU, *De l'Esprit des Lois*, livre XXII, chapitre X, p. 91. « C'est l'abondance et la rareté relative des monnaies des divers pays qui forment ce qu'on appelle le change ». — HUVELIN, *Travaux récents sur l'histoire de la lettre de change*, dans *Annales de droit commercial*, 1901, p. 4 et 5. Rappelons que le *cambium* était une variété de *permutatio*, spécialement désignée pour l'échange d'argent contre argent. Suivant Balde, il servait à l'échange d'une *species* d'un genre contre une autre *species* du même genre. Il y avait trois sortes de *cambium* : a) le *cambium minutum* ; b) le *cambium siccum* et *cambium fictivum* ; c) le

Cette apparition de la lettre de change tient en particulier aux circonstances dans lesquelles s'effectuait le règlement des affaires commerciales : difficultés de communications, insécurité des routes, diversité de valeur des monnaies.

PREMIERE SECTION

ANTIQUITÉ

2. — Dès l'antiquité, nous assistons à l'éclosion de cette institution conçue alors comme le moyen d'assurer l'exécution du contrat de change ⁽³⁾.

Déjà au ix^e siècle av. J. C. étaient apparus certains documents assyriens, constitués par de petites galettes en quadrilatères d'argile, portant des inscriptions. Ils attestaient l'existence ainsi que le développement des moyens de représentation fiduciaire des

cambium comportant le transport des sommes d'argent d'une place à une autre, soit « *ad riscum maris et gentium* », soit « *salvum in terra* ». Par le transport « *salvum in terra* », le transporteur assumait les risques du transport ; c'est cette variété de *cambium* qui a porté presque exclusivement et d'assez bonne heure le nom de *cambium*. — W. S. HOLDSWORTH, *A History of English Law*, London, 1925, t. VIII, p. 128. On peut dire que c'est cette forme de *cambium* qui est à la naissance du mécanisme du change et des banques.

(3) D'assez nombreuses preuves attestant l'existence de la lettre de change dans l'Antiquité, nous ont conduit à adopter l'opinion des auteurs, qui reconnaissent l'utilisation de la lettre de change dans le commerce antique. Cette théorie est cependant discutée et discutable. Aussi, nous bornerons-nous à signaler ce qu'il y a de plus important à cette époque de l'histoire et à citer les principaux ouvrages écrits sur la matière, auxquels nous renvoyons le lecteur. Parmi les anciens ouvrages sur l'historique de la lettre de change, v. GOLDSCHMIDT, *Universalgeschichte des Handelsrechts*, 1891 et SCHAUBE, *Die Anfänge der Tratte*, dans *Ztschr. für das gesammte Handelsrecht*, 1895.

valeurs métalliques, — représentation fondée sur le crédit des négociants. On a constaté, de plus, que cet instrument, la « *sipartu* » — mandat de remise d'un lieu sur un autre — était négociable. Enfin, à défaut d'acceptation ou d'endossement, on recourait à un acte spécial, constatant la négociation de l'effet ; ce procédé donnait au preneur de l'instrument un moyen de recours contre le tireur de cette lettre de change, en cas de non paiement ⁽⁴⁾.

La Grèce a connu la lettre de change selon toute probabilité ⁽⁵⁾. Il est incontestable que dans ce pays également et de bonne heure les conditions du commerce avec les pays éloignés avaient fait imaginer une méthode d'échanges épargnant le transport de numéraire. — Le « symbolon » du roi de Perse donné à Lysias en est un exemple ⁽⁶⁾.

A Rome on avait conçu de même la possibilité et la nécessité du contrat de change ⁽⁷⁾. Pour assurer son exécution et aplanir toutes difficultés on avait recours à des missives et à la *cautio* ⁽⁸⁾.

Enfin le même phénomène s'était produit, avec certainement un plus grand développement encore, à

(4) OCTAVE NOEL, *Histoire du commerce du monde depuis les temps les plus reculés*, Paris, 1891, p. 98-99 ; F. LENORMANT, *Histoire ancienne de l'Orient*, t. V, Paris, 1887, p. 115-120.

(5) V. passage d'Isocrate reproduit dans DU MESNIL MARIGNY, *L'Histoire de l'économie politique des anciens temps de l'Inde, de l'Égypte, de la Judée et de la Grèce*, Paris, 1873, t. II, et cité par A. TROULLIER, *La lettre de change instrument de crédit en droit français et en droit étranger*, thèse, Paris, 1908, p. 15, note 1.

(6) A. TROULLIER, *op. cit.* p. 18, note 2, — EGGER, *Note sur la question : si les Grecs ont connu l'usage de la lettre de change* dans le *Bulletin de la Société des Antiquaires*, séance du 13 juin 1860. (Lysias, 450 av. J.-C.).

(7) CICÉRON, *Lettres à Atticus*, livre XII, 24 et livre XV, 15.

(8) L. LACOUR et J. BOUTERON, *Précis de droit commercial*, Paris, 1921, t. II, p. 3.

Tyr, Carthage, Athènes, Corinthe, Syracuse, Alexandrie, — sièges importants de l'antique commerce maritime (°).

Cette institution, qui n'est pas mentionnée dans les textes classiques du droit grec et romain, est ainsi une pure création de la pratique des affaires, qui, inévitablement, a assuré à la lettre de change une application uniforme.

DEUXIEME SECTION

MOYEN AGE ET XVI^e ET XVII^e SIECLES

§ 1. — EVOLUTION DU DROIT DU CHANGE SUR LE CONTINENT

3. — Les mêmes nécessités ressenties par les commerçants, — le désir d'éviter les risques d'un transport de numéraire, — ont introduit au Moyen Age ces notions de représentation fiduciaire des valeurs métalliques.

Ce n'est pourtant que vers le xii^e et le xiii^e siècles que commencèrent à se former les éléments nécessaires au fonctionnement de la lettre de change.

A. — PRÉCURSEURS DE LA LETTRE DE CHANGE EN USAGE DANS LE COMMERCE.

4. — La coutume, tout d'abord, avait consacré l'usage de certains écrits (10) « au créancier ou à son

(9) DUPONT DE NEMOURS, *Théorie des Banques*, cité par Louis NOUGUIER, *Des lettres de change et des effets de commerce*, Paris, 1875, t. I, page 38.

(10) C'était un écrit par lequel une personne s'obligeait à faire

procureur » ou « au créancier ou au porteur ». Les changeurs s'en servirent pour recevoir paiement ou pour payer comme représentants (procureurs) ou *nuntii* des créanciers ou des débiteurs.

5. — Le caractère négociable de ces écrits n'était pas au début reconnu dans l'ancien droit pour trois raisons : 1° La représentation n'était pas admise dans un procès devant le tribunal ; 2° Les créances n'étaient pas cessibles ; 3° Il n'y avait pas possibilité d'opérer, au point de vue matériel, délivrance de la possession.

Par la suite, la pratique arriva à surmonter les deux premières difficultés. On inséra dans l'acte une clause de promesse de payer toute personne représentant le créancier.

C'est ainsi que, déjà au VIII^e et au IX^e siècle, les Lombards faisaient usage d'un écrit par lequel une personne s'obligeait à faire quelque chose pour le créancier « *vel cui istum breve in manu paruerit in vice nostra* ». — Puis apparut un acte dans lequel la promesse était faite en faveur de la personne qui produirait simplement le document — *tibi aut eidem homini qui hunc scriptum pro manibus abuerit* (IX^e siècle) ; — *ad hominem apud quem iste scriptus paruerit* (X^e siècle) ⁽¹¹⁾.

quelque chose ou à payer une certaine somme d'argent soit au créancier ou à la personne nommée par lui et produisant ce titre, — soit au mandataire du créancier produisant l'écrit, — soit au créancier ou à la personne produisant ce document, — soit à la personne produisant simplement cet écrit. Cet instrument était négociable.

(11) JENKS. *Essays. A. A. L. H.*, cité par HOLDSWORTH, p. 115-

Pour vaincre la troisième difficulté, soulevée par la nécessité d'une tradition de la *res*, on recourut à une tradition symbolique : la délivrance de la *carta* symbolisait le transfert de la possession.

C'est par l'emploi de ces clauses et de ce procédé des *cartæ* que ces anciens instruments acquirent l'aptitude à être négociés.

Le transfert de la propriété de la créance était désormais opéré par la remise de l'écrit, et le porteur de cet écrit était, par là même, doté d'un droit nouveau, indépendant du droit de son prédécesseur.

6. — Mais ce caractère d'acte négociable fut contesté par les jurisconsultes du *xiv^e* siècle. Ceux-ci, s'inspirant du *Corpus Juris Civilis*, prenaient en considération le droit du plaignant (demandeur) et non, comme en droit germanique, l'obligation du défendeur.

Dès le *xv^e* siècle ce caractère de négociabilité disparut et le porteur ne fut plus considéré que comme un simple mandataire ⁽¹²⁾.

116. Suivant *Brunner*, ces deux variétés d'écrits ont été en usage en France à partir du *13^e* siècle. *Holdsworth* considère comme probable que ces sortes d'écrits ont été également connues dans les autres pays de l'Europe, à la même époque. En Angleterre, ces actes ont pris le nom de *missibilia*. Devant les *Fair Courts* ces *scripta obligatoria* étaient présentés en vue de leur exécution par le fondé de pouvoirs ou *nuncius* du créancier.

(12) *BRISSAUD, Cours d'histoire générale du droit français*, t. II, p. 1438-1439 ; *HOLDSWORTH*, p. 122-123. En France, par dérogation aux principes de l'ancien droit, le porteur fut considéré comme *solutioni adjectus*. Cette transformation se produisit ainsi en Italie, en France (Ecole de la Renaissance) et dans les autres pays de réception de Droit romain. Dans le Nord de l'Europe et surtout en Angleterre, ce furent, au contraire, les anciennes conceptions qui subsistèrent.

Le commerce se vit donc obligé de chercher d'autres instruments plus souples pour satisfaire ses besoins : ce fut l'utilisation de la lettre de change.

B. — LA LETTRE DE CHANGE DANS LE COMMERCE MÉDIÉVAL.

7. — Les nécessités du change avaient, en effet, fait user d'une façon fréquente de la lettre de change, lettre de paiement, pour assurer l'exécution du contrat de transport d'argent ⁽¹³⁾.

Développée sous l'influence de la pratique des affaires, la lettre de change était devenue un contrat spécial. Elle avait, en outre, acquis, au cours des siècles, certains des éléments de ces anciens instruments « au créancier ou à son procureur » ou « au créancier ou au porteur ».

1° *Parties concourant à la formation d'une lettre de change et leurs rapports.*

8. — Cette spécialisation se révélait par les rapports qui existaient entre les quatre parties concourant à la formation de la lettre de change : le donneur de valeur ; — le tireur, auteur de la lettre ; — le tiré chargé de transmettre le montant de la somme d'argent reçue par le tireur et qui s'engageait à le faire en acceptant la lettre ; — et enfin, le preneur ou bénéficiaire qui recevait cette somme d'argent.

(13) HUVELIN, p. 5, 7, 23-28. En Italie, ces lettres portaient le nom de *lettere di pagamento* (lettres de paiement) et, le plus souvent, elles servaient dans la pratique à effectuer le paiement d'une obligation née d'un contrat de transport d'argent ; elles

Ces rapports se caractérisaient par les effets suivants :

1° *Relations entre le donneur de valeur et le tireur.*

Ces relations formaient un *constitut* ou *constitutum debiti alieni*, lorsque le donneur de valeur était le débiteur du preneur ; toutefois, conformément aux règles du droit romain, le tireur était obligé envers le *donneur de valeur*.

2° *Relations entre le tireur et le tiré.*

Au début, le tiré était d'ordinaire l'associé du tireur, ce qui l'obligeait à exécuter les ordres de ce dernier. Plus tard, cette obligation fut basée sur l'envoi de fonds par le tireur au tiré ; le tireur qui fournissait provision au tiré le constituait originairement son *commendatarius* ⁽¹⁴⁾ ; aussi, en l'absence de cette provision, le tiré était-il libéré de son obligation malgré son acceptation ⁽¹⁵⁾.

prenaient alors le nom de *lettere di pagamento di cambio* ou simplement *lettere di cambio*.

Avant cette lettre missive, *lettere di pagamento*, on faisait usage d'un instrument revêtant la forme d'un acte public. Un tel instrument, rédigé en vue d'un *cambium*, ne différait pas de celui qui serait rédigé pour servir à un autre contrat quelconque.

Signalons ici un instrument du droit du change arabe. Dans le très ancien droit musulman existait une institution consistant en une sorte de novation par changement de débiteur. C'était la « *suftaga* ». Elle était susceptible d'être endossée, s'il s'agissait d'une remise d'argent de place en place. En outre le bénéficiaire avait un droit de recours contre le tireur en cas de non-paiement par l'accepteur. Ce procédé, d'après *Huvelin*, ressemblait singulièrement à la lettre de change moderne. Aussi, certains auteurs attribuent-ils aux Arabes l'invention de la lettre de change.

(14) HUVELIN, p. 15.

(15) BRISSAUD, p. 1441.

3° *Relations entre l'accepteur et le preneur.*

L'acceptation était devenue à la longue la règle habituelle et le preneur pouvait dresser protêt faute d'acceptation ou de paiement ⁽¹⁶⁾. D'autre part, il fut admis, par la suite, qu'en acceptant, le tiré reconnaissait avoir entre les mains une valeur appartenant au tireur : il s'en constituait détenteur, s'engageant en conséquence à suivre les instructions du tireur ⁽¹⁷⁾.

4° *Relations entre le preneur et le tireur.*

On admit de bonne heure que le preneur, quoique étranger au contrat passé entre le donneur de valeur et le tireur, avait un droit de recours contre le tireur, en cas de non paiement par l'accepteur.

Cette solution, peu conforme à la logique, se justifiait par les nécessités du commerce.

Les juristes des XIII^e et XIV^e siècles reconnurent d'abord la nécessité de tenir compte de l'intention des parties. Ils admirent, ensuite, que cette intention résultait de l'envoi de la lettre, non à la personne chargée d'effectuer le paiement, mais à celle qui avait fourni la valeur destinée au preneur.

Le tireur était censé ainsi avoir promis au donneur de valeur de s'exécuter en cas de défaillance de l'ac-

(16) *Ibid.*, 1441. Il était admis que le tiré, à défaut de protestation immédiate, était censé avoir accepté.

(17) HUVELIN, p. 17. Aussi, s'écartant des principes du droit romain, la coutume des marchands sanctionna-t-elle la règle suivante : le preneur, constitué propriétaire de cet argent par le tireur, pouvait actionner le tiré (simple détenteur) afin de recouvrer ce qui déjà lui appartenait.

cepteur. En outre, le preneur était considéré comme *dominus negotii*.

On lui reconnut le droit d'agir contre le tireur, puisque le plus souvent il était, soit le représentant, soit le créancier du donneur de valeur ⁽¹⁸⁾.

C'est ainsi que la lettre de change ⁽¹⁹⁾ était devenue à la fin de la période médiévale un contrat spécial ; mais elle était encore dépourvue du caractère d'effet négociable.

2° *Acquisition des caractéristiques de négociabilité.*

9. — Ce n'est qu'après avoir acquis les éléments nouveaux tels que :

La clause à ordre ;

L'endossement ;

La présomption de la valeur reçue, et

L'acquisition du juste titre par le porteur de bonne foi, —

que la lettre de change devint un instrument négociable.

10. — Examinons brièvement ces éléments de négociabilité :

(18) HUVELIN, p. 13. « Il convient, nous disent *Balde* et *Scaccia*, d'apprécier, d'après la qualité des personnes et les circonstances, qui est le *dominus negotii*. Jusqu'à preuve contraire, c'est le présentant qui est réputé l'être ».

(19) Rappelons à cette occasion, afin de montrer le progrès réalisé par le développement de la lettre de change, combien ce mécanisme était au début rudimentaire et combien son fonctionnement était limité. Cet instrument était, en effet, une lettre adressée par le débiteur à son mandataire avec ordre de payer le représentant du créancier ; elle ne produisait aucun effet s'il y avait refus de paiement, car ces deux mandataires ne se connaissaient pas juridiquement.

a) *La clause à ordre* permettait le paiement du titre au créancier, ou à une autre personne à son ordre.

En outre, comme nous l'avons vu ⁽²⁰⁾, elle empêchait le débiteur d'opposer des exceptions à la demande de paiement qui lui était adressée par le représentant du créancier.

Toutefois ce représentant devait démontrer qu'il était le mandataire désigné par le créancier, ou que le créancier lui avait cédé son droit de créance. Cette preuve fut remplacée peu à peu par la pratique de l'endossement et par les effets légaux qui lui furent attribués.

b) *L'endossement* était, de par son origine, une institution née de l'habitude d'insérer au dos du titre des déclarations comportant des effets juridiques. Cet endossement fut utilisé pour la lettre de change la première fois en Italie, au xvr^e siècle.

On présuma ainsi que le bénéficiaire avait transmis la lettre à l'endossé avec autorisation d'ester en justice. Mais cet endossement ne permettait pas un nouvel endos, car *delegatus non potest delegare*. Cet obstacle disparut cependant, et dès 1560, les marchands italiens commencèrent à faire usage d'endossements multiples. Pour cela la pratique se référait à une loi vénitienne de 1593 ⁽²¹⁾.

(20) V. *supra*. — A. Précurseurs de la lettre de change en usage dans le commerce.

(21) HOLDSWORTH, p. 142 ; OCTAVE NOEL, t. II, p. 333. Quoique ni Scaccia, ni Raphaël de Turri ne fassent allusion à cet usage, Marquardus, dans son ouvrage « *De jure mercatorum et commerciorum* », certifie que dans le Nord de l'Europe cette pratique était connue au milieu du 17^e siècle. Dans son traité « *De com-*

Cette pluralité d'endossements fut rendue possible avec la dispense de produire une procuration spéciale de représentant (22). L'endossataire vit son caractère de représentant disparaître de plus en plus. Aussi se forma-t-on à l'idée que l'endossataire n'était plus *procurator in rem alienam*, mais *in rem suam*.

Enfin ce développement de l'endossement fit préciser les rapports des endossataires entre eux. Il était de principe que le mandant devait indemniser son mandataire. Aussi, chaque endosseur était-il obligé d'indemniser son *procurator* en raison même de cette procuration que constituait l'endossement (23).

c) On admit progressivement *la présomption de la valeur reçue*.

En tolérant l'exception *pecuniae non numeratae* de la part de l'accepteur, *Scaccia* posait le principe que la lettre portant la clause de la valeur reçue rendait impossible cette *exceptio* (24). Il fut assez facile ensuite d'arriver à la règle énoncée par les juristes français que « l'acceptation suppose la provision » (25) et à la règle du droit anglais, codifiée dans le *Bills of Exchange Act*, que : « toute personne, dont la signature se trouve apposée sur une lettre de

mercio et mercatura » (1689), *Ansaldus* déclare également que cette pratique avait cours en Italie à la fin du 17^e siècle. Elle s'implanta en France dans la première moitié du 17^e siècle et, en 1673, fut réglementée par l'ordonnance de Louis XIV. On cite encore d'autres dates comme dates de naissance de cette pratique : 1607, dans la Pragmatique de Naples, d'après *Chalmers*, et 1620 d'après *Savary*, cité par Nouguiér.

(22) BRISSAUD, p. 1439, 1440. « L'endossement dispensa de produire une procuration spéciale, puis, qu'il constituait un vrai mandat écrit au dos du titre ».

(23) ANSALDUS cité par HOLDSWORTH, p. 143, note 2.

(24) HUVELIN, p. 19-20.

(25) BRISSAUD, t. II, p. 1441.

change, est présumée être devenue partie contre valeur » ⁽²⁶⁾.

d) Enfin *la présomption de la bonne foi de l'endossataire* fut admise sans restriction à la fin du ^{xvii}^e siècle.

L'accepteur fut présumé de par son acceptation s'engager à payer le montant de la lettre de change, soit au preneur, soit à toute autre personne apparaissant comme endossataire. L'accepteur était censé ainsi s'être engagé directement envers l'endossataire, porteur de la lettre. Son obligation était par suite indépendante du titre lui-même. L'accepteur ne pouvait donc se prévaloir à l'encontre de cet endossataire, soit d'un vice dont le titre pouvait être atteint à l'égard d'une des parties seulement, soit d'une exception appartenant également à l'une de ces parties, celles-ci étant étrangères au contrat passé entre l'accepteur et le dernier endossataire ⁽²⁷⁾.

11. — C'est ainsi que la lettre de change, simple lettre sans valeur légale à son origine, se perfectionna ⁽²⁸⁾ peu à peu et devint le type et le modèle des instruments négociables grâce à l'influence prédominante de la *Coutume Marchande*. « Elle ne ser-

(26) S. M. B. CHALMERS, *A Digest of the law of Bills of Exchange Promissory notes, Cheques and Negotiable securities*, 9^e édition, London, 1926, p. 112.

(27) Il fut facile, ensuite, de rendre ces lettres payables au porteur, surtout dans les pays où le porteur de ces anciens instruments « au porteur » avait conservé un droit indépendant à agir.

(28) Ch. LYON-CAEN et L. RENAULT, *Traité de Droit commercial*, Paris, 1925, t. IV, p. 16, note 1. Signalons que dès le ^{xvi}^e siècle fut créée l'institution du protêt. En France le protêt fut réglementé en 1444 par les « Lettres patentes » de Charles VII et en 1462 par la Patente de Louis XI donnée à Acqs en Gascogne.

vit d'abord, écrit *Brissaud*, qu'à éviter un transport d'argent ; on en a fait un moyen de paiement et un instrument de crédit, une sorte de monnaie entre commerçants ; la valeur qu'elle représente s'incorpore à elle et la pratique savante des temps modernes revient ainsi par un détour inattendu à la *carta* formaliste d'époque barbare » ⁽²⁹⁾.

§ 2. — L'INTRODUCTION DE LA LETTRE DE CHANGE EN
ANGLETERRE ET SON DÉVELOPPEMENT PAR LA COMMON
LAW.

12. — Les us et coutumes, créés par la pratique des affaires et qui réglementaient la lettre de change jusqu'au milieu du XVII^e siècle, prirent naissance en général dans les pays de l'Europe méridionale : le plus grand nombre en Italie ⁽³⁰⁾. Les pays septentrionaux,

(29) BRISSAUD, t. II, p. 1442. Ajoutons quelques explications relatives aux principes sur lesquels reposent les caractéristiques de la lettre de change, titre négociable.

Ces principes proviennent soit de notre droit de la propriété, soit du droit des contrats et obligations.

C'est ainsi que, pour répondre aux besoins de la pratique des affaires, on emprunta au droit de la propriété le simple procédé du transfert par endossement et remise du titre ou bien par simple remise du titre. D'autre part, on emprunta au droit des contrats et obligations le principe de l'obligation directe et personnelle de l'accepteur à payer l'endossataire ou le porteur sur présentation du titre. De même on adopta la règle qu'aucune exception ou vice, pouvant être invoqués par les autres signataires, ne pourraient être opposés à l'endossataire ou au porteur de la lettre l'ayant acquise de bonne foi et contre valeur. Enfin, dans le but de perfectionner et de rendre plus souple encore cet instrument, on admit, comme dans la coutume marchande, que normalement la bonne foi et la valeur fournie seraient présumées.

(30) P. NAMUR, *Code de commerce belge révisé*, Bruxelles, 1876, t. I, p. 7-9; H. PRUDHOMME, *Code de commerce espagnol*, Paris 1891, p. 14. Le Droit coutumier des marchands (*consuetudo stylus mercatorum*) fut par la suite mis par écrit et ainsi authentifié. Aussi, possédons-nous certains recueils tels que :

a) *Consulat del Mar*, coutumier, probablement rédigé en Cata-

au contraire, demeurèrent moins accessibles à ces règles. *Pourtant le mouvement des affaires fit disparaître bientôt tous ces obstacles et presque tous les Etats européens adoptèrent les mêmes principes sur le change.*

13. — Il est cependant un pays de l'Europe, qui, retranché derrière la muraille marine, élaborâ un corps de droit dégagé presque complètement de toute influence romaine. Ce pays, l'Angleterre, constitua ainsi une communauté juridique distincte, opposant ses conceptions à celles du droit romain, admises sur le continent.

14. — Cette dualité de formation juridique devait avoir dans l'avenir des conséquences d'une impor-

logne au XIII^e ou XIV^e siècle, qui contenait en 14 chapitres le droit maritime observé sur les côtes de la Méditerranée, résumant les principes du Droit Romano-Grec, du Bas-Empire, des lois Rhodiennes et les usages des villes maritimes commerçant avec le Levant ;

b) *Rooles* ou *Rôles d'Oléron* ou *jugements d'Oléron* (XIII^e siècle) relatifs aux coutumes usitées dans les ports de l'Océan et dont la copie la plus répandue fut celle de 1266, faite par un greffier ou notaire d'Oléron ;

c) *Jugements de Damme* et *lois de Westcapelle*, publiés en Flandres et en Zelande ; c'est une traduction en hollandais des *Rooles d'Oléron* ;

d) *Le droit maritime de Wisby* — ville de l'île Gothland — coutumes des côtes de la Baltique imprimées à Copenhague en 1505 ;

e) *Le Guidon de la Mer*, rédigé à Rouen ;

f) *Jus hanseaticum maritimum*, lois arrêtées à Lübeck pour la Hanse Teutonique, en 1591, en 1597 et révisées en 1614.

Citons encore des monuments écrits relatifs exclusivement au Droit du change :

L'ordonnance de Barcelone de 1394 ;

Le Statut Florentin de Calimala de 1332 ;

Le Statut de Bologne de 1569 (*Capitula emporii sive cambii realis in civitate Bononiæ introductionem concerentia*.)

tance et d'une gravité exceptionnelles. L'Europe, puis le monde entier, furent scindés en deux sphères de droit : l'une régissant le monde anglo-saxon et l'autre, tous les autres pays, — sphères si judicieusement dénommées par les juristes anglo-saxons : pays de *Common Law* et pays de *Droit civil* ⁽³¹⁾.

Cet événement dans l'histoire du Droit eut aussi son influence sur le développement du droit du change en Angleterre. Il faut signaler, cependant, que les effets de change *s'imposèrent en Angleterre de la même façon qu'ils avaient fait leur apparition sur le Continent*.

A. — PRÉCURSEURS DE LA LETTRE DE CHANGE.

15. — On possède des indications attestant que des instruments payables au créancier ou à son représentant et peut-être même au créancier ou au porteur ont été connus dans l'Angleterre médiévale. On croit même que ces instruments possédaient certaines caractéristiques de négociabilité ⁽³²⁾. Aucun de ces actes, pourtant, ne fut soumis aux tribunaux de *Common Law*. Tout porte à croire même que, si ce cas s'était produit, ces éléments de négociabilité auraient été

(31) Ed. LAMBERT, *L'enseignement du Droit comparé et sa coopération au rapprochement entre les jurisprudences française et anglo-saxonne*, Lyon, *Annales de l'Université*, 1918.

(32) HOLDSWORTH, p. 116. Dans ses « *Essays A. A. L. H.* », le Professeur Jenks, citant un exemple pris dans l'année 1036, écrit : « Un certain « *Comes Petrus* » laissa par testament la tutelle de sa femme et la direction de ses biens à ses *germani* Malfred et John ou *illi viro cui scriptum in manu paruerit*. Trente ans plus tard, un certain clerc (clerk) John comparut devant le tribunal comme tuteur de la veuve et fut accepté comme tel sans discussion sur présentation du document ».

considérés comme aussi étrangers à la *Common Law* qu'ils l'avaient été au *Droit civil* ⁽³³⁾. Les effets payables au porteur ⁽³⁴⁾ étaient payés en réalité à la partie au bénéfice de qui l'effet était déclaré payable. Seul le créancier ou son fondé de pouvoirs dûment désigné, pouvait s'en prévaloir.

16. — Le commerce anglais, au contraire, les reconnaissait ; d'après les archives de la *Court of Admiralty*, en effet, on s'en servait dès le début du xvi^e siècle d'une façon habituelle ⁽³⁵⁾. Dans son traité, « *Lex Mercatoria* » de 1622, *Malynes* démontrait que ces instruments au porteur existaient déjà de son temps dans le commerce et constituaient pour les marchands une sorte de monnaie, « *as money paid by assignation* ». Il reconnaissait, par contre, que la *Coutume Marchande* était totalement inconnue et inapplicable devant les cours de *Common Law*. Aussi, avec d'autres jurisconsultes et marchands, invitait-il le Parlement à légiférer dans le sens de la coutume ⁽³⁶⁾.

(33) *Ibid*, p. 146. On doit conclure, d'après les collections imprimées, que la *Common Law* médiévale ignorait les effets négociables.

(34) *Ibid*, p. 147, note 2. *Select Pleas in Manorial Courts* (Selden Society), p. 152.

(35) *HOLDSWORTH*, p. 148 ; *CHALMERS*, p. XLIX. Les documents des années 1533, 1536, 1538 qui figurent dans les archives de l'*Admiralty Court* portent des formules comme « payable au créancier ou au « *brynger* » ou « au créancier ou à ses « *assignes* ». En 1538, un de ces documents notariés réunissait toutes ces clauses ; il énonçait que la somme en question serait payée au « dénommé John ou à son fondé de pouvoirs désigné, à ses héritiers exécuteurs ou ayants droit, ou à la personne présentant l'écrit, ou au porteur du présent écrit ».

(36) À ce propos, *Malynes* suggérait que les transferts puissent être endossés sur l'effet et que, de plus, on institue à l'instar de Lisbonne et de Rouen un registre de tous ces documents.

Ces idées cependant ne prévalurent pas. C'est seulement lorsque la conception moderne de négociabilité s'incorpora à la lettre de change que les désirs de ces précurseurs se réalisèrent en grande partie.

B. — LA LETTRE DE CHANGE.

17. — C'est au début du xvii^e siècle, à la faveur de la réception de la *Coutume Marchande* (*mercantile custom*) par la *Common Law*, que le droit anglais reconnut cette institution de la lettre de change. Mais elle existait depuis longtemps déjà dans le commerce anglais et avait pris un grand développement ⁽³⁷⁾.

18. — Cette réception par la *Common Law* eut lieu non seulement pour la lettre de change elle-même, mais encore pour tout le droit qui s'était formé sur le continent par rapport à cet instrument. Cependant cette réception ne se fit pas de façon servile ; elle ne s'opéra pas en bloc. Elle se produisit lentement en raison de la méthode d'élaboration du droit anglais — la *Case law* — droit jurisprudentiel — et de l'esprit particulariste des juristes de *Common Law*. Cette pénétration dans la *Common Law* atteignit son maximum au déclin du xvii^e siècle.

1^o La lettre de change dans la pratique des affaires.

19. — En Angleterre ⁽³⁸⁾, comme sur le continent, la pratique des affaires connaissait les mêmes quatre

(37) CHALMERS, p. XLIX-LI, citation de *Lord Blackburn*.

(38) HOLDSWORTH, p. 152-153. Entre 1486 et 1500, un acte, res-

parties qui concourent à la création d'une lettre de change : le donneur de la somme d'argent, le tireur qui a reçu cette somme, le tiré et enfin le preneur — bénéficiaire de cette somme d'argent.

Cependant, d'après *Malynes*, à l'époque à laquelle il écrivait — 1622, — la lettre de change n'était pas encore négociable, ni en Angleterre, ni même sur le Continent ⁽³⁹⁾. La lettre de change ne conférait donc pas, au porteur, à ce moment-là, le droit d'agir en justice. Toutefois, dans son « *Practical Advice* » (1651), *Marius* exposait que la lettre contenant la clause « ou au porteur » libérait l'accepteur, s'il effectuait le paiement entre les mains du porteur. On peut en conclure qu'entre 1622 et 1651, un grand progrès aurait été réalisé en vue de rendre la lettre de change négociable. Cette conclusion est d'ailleurs confirmée par le fait que ces méthodes — clause à ordre — endos, — furent communément utilisées sur le continent, à cette même époque. En France surtout on tirait de plus en plus des lettres de change et autres effets payables au porteur ⁽⁴⁰⁾.

semblant à la lettre de change, fit l'objet d'un procès devant la *Court of Chancery* — *Proceedings in Chancery (Record Series)*. — Mais les premiers spécimens de ces lettres de change se trouvent dans les archives de la *Court of Admiralty*. La forme de ces lettres est exactement la même que dans les autres pays de l'Europe. La plus ancienne, datant de 1540, est une traduction de l'italien en latin ; les autres sont en anglais et portent la date de 1553, 1554, 1562 et 1563.

(39) *Ibid.*, p. 154-155. D'après les archives de la *Court of Admiralty*. Dans leurs efforts pour la perfectionner, les marchands imaginèrent plus tard de laisser les noms en blanc ou d'insérer la clause « *or the bringer thereof* ».

(40) *Ibid.*, p. 156 ; CHALMERS, p. L. Exemples de lettre avec clause « *to assigns* » : lettre de 1554 dans les *Select pleas of the Admiralty (Selden Society)*, ainsi que dans un procès — de 1627 — *Vidian, Exact Pleader*, p. 68. Notons pourtant que jusqu'à l'époque du *Statut d'Anne* (1704) la lettre de change à un bénéficiaire

Marius disait également que les règles admises sur le continent recevaient en Angleterre aussi leur application pour l'acceptation par intervention, l'irrévocabilité de l'acceptation, les protêts faute d'acceptation ou pour cause d'acceptation irrégulière, ou encore faute de paiement, les jours de grâce, la valeur de l'acceptation verbale, la responsabilité résultant de la perte d'une lettre, l'obligation de l'endosseur à l'égard de son cessionnaire ainsi que vis-à-vis des cessionnaires subséquents. On observait, d'autre part, les prescriptions de la coutume anglaise faisant obligation de présenter la lettre à l'acceptation dès réception et sans attendre l'échéance, afin que les autres parties ne puissent pas éprouver de préjudice.

Sur beaucoup de ces points, paraît-il, la *Common Law* comportait des solutions opposées. En tous cas la plupart des règles concernant la forme, l'usage et la procédure relative à la lettre de change furent adoptées. On les trouve encore aujourd'hui dans le droit anglais ⁽⁴¹⁾.

Il convient de noter, toujours d'après *Marius*, que cette lettre de change ne possédait pas encore les deux autres éléments de négociabilité : a) l'aptitude du porteur *bonae fidei* à avoir un titre meilleur que celui de son endosseur, et b) la présomption de la cause de

déterminé ne fut pas négociable. *Chalmers*, de son côté, expose que l'usage de l'endossement se répandit rapidement et fut par la suite sanctionné par les cours anglaises. Selon toute probabilité, dit-il, cette méthode serait apparue, pour la première fois, dans la *Pragmatique de Naples* en 1607. Rappelons ici que, sur la foi de *Savary*, Nouguié pensait que cet usage n'aurait été connu que plus tard, en 1620.

(41) *HOLDSWORTH*, p. 156-157 ; *CHALMERS*, p. L, LI.

valeur. Ajoutons, cependant, que selon *Malynes*, dans le monde du commerce, on considérait qu'il y avait pour l'accepteur une obligation *prima facie* de payer ⁽⁴²⁾.

20. — L'évolution de la lettre de change vers sa fonction finale se poursuivait donc et son mécanisme, d'abord rudimentaire et compliqué, arrivait à se simplifier. C'est ainsi que la coutume n'avait connu tout d'abord que la lettre de change « *extérieure* », *outland bill*. Puis la lettre fit son apparition dans le commerce intérieur, lettre de change « *intérieure* », *inland bill*. Par ailleurs, quoique quatre parties eussent été d'abord nécessaires pour l'existence d'une lettre, on se contenta de trois parties seulement et on admit même la création d'une lettre entre deux parties.

Ce *processus* nous montre comment en Angleterre, comme partout ailleurs, la lettre de change s'est progressivement transformée en papier monnaie — *paper currency* ⁽⁴³⁾.

2° *La reconnaissance de la lettre de change et son développement par la Common Law*

21. — Après que la lettre de change eut réalisé ces progrès sous l'influence de la coutume des marchands, les juristes anglais s'efforcèrent à leur tour d'en améliorer le mécanisme. Dans ce but ils cherchè-

(42) *HOLDSWORTH*, p. 157, note 6.

(43) *HOLDSWORTH*, p. 158 et 159 ; *CHALMERS*, p. L. Ces *inland bills* étaient d'après *Marius* « *as effectual and binding as outland bills* ».

rent à protéger les parties en leur reconnaissant le droit de se servir de l'action née de la promesse verbale ⁽⁴⁴⁾.

Ce procédé fut d'ailleurs simplifié avec le temps.

22. — A la fin du ^{xvii}^e siècle, la *Coutume Marchande* faisant corps avec la *Common Law*, on admit que les droits et obligations des parties étaient basés sur cette coutume. Il n'était donc plus nécessaire, comme au début de cette période, de démontrer que la coutume était incorporée à la *Common Law* ⁽⁴⁵⁾.

Cette réception générale de la *Coutume Marchande* dans la *Common Law* eut une influence heureuse sur le développement du droit du change. Grâce à la possibilité de se prévaloir de cette coutume, désormais reconnue par la loi, il fut facile d'introduire dans la *Common Law* les principes de droit habituels aux juriconsultes du Continent ainsi que la pratique commerciale familière aux commerçants anglais et étrangers ⁽⁴⁶⁾. La *Common Law* s'appropriâ ainsi le produit du travail accompli par plusieurs générations de juriconsultes et marchands du Continent. Aussi, au déclin du ^{xvii}^e siècle, la *Common Law* commençait-elle à posséder un corps de droit relatif à la

(44) CHALMERS, p. XLIX, L. ; HOLDSWORTH, 159. Le cas le plus ancien d'utilisation de cette action avec succès remonte à 1602, *Martin v. Boure*.

(45) HOLDSWORTH, p. 159-161. *Oaste v. Tailor* (1612) ; ensuite *Williams v. Williams* (1694) ; « it is needless to set forth the declaration, for its sufficient to say that such a person *secundum usum et consuetudinem mercatorum* drew the bill ; therefore all the matter in the declaration concerning the special custom was merely surplusage, and the declaration good without it » ; puis *Bromwich v. Lloyd* (1698).

(46) CHALMERS, p. XLIX, L.

lettre de change. Le caractère de négociabilité de celle-ci commençait également à se dégager avec plus de netteté. Enfin, on remarquait déjà un événement de grande importance : *l'application du droit du change assurée par les cours de Common Law devenait différente de l'application qui en avait été faite sur le Continent.*

23. — D'après les recueils de jurisprudence du xviii^e siècle, les droits réciproques des parties étaient les suivants (47) :

1. *Relations du tireur et de la personne qui a fourni l'argent* : Le tireur qui a reçu l'argent du donneur doit exécuter le contrat en payant la personne au bénéfice de qui il a reçu cette somme (48).

2. *Tireur et tiré* : Le tiré est ou le représentant du tireur ou son débiteur.

3. *Accepteur et preneur-bénéficiaire* : L'acceptation équivaut à la promesse de payer, qui, d'après la Coutume Marchande était protégée par une action. Il était évident pourtant (beaucoup de « cas » l'attestent) qu'il n'existait pas de lien juridique entre l'accepteur et le preneur. La *Common Law* reconnut cependant au preneur le droit à une action contre l'accepteur — action basée sur la Coutume Marchande qu'elle approuvait.

4. *Tireur et bénéficiaire* : On admit d'abord, conformément à la conception qui prévalait sur le Conti-

(47) HOLDSWORTH, p. 161, 163.

(48) *Ibid.*, p. 161, note 4. *Mogadara v. Holt* (1622) : « the drawer is chargeable by the value received », citation de *Holt C. J.*

ment et qui était aussi celle de la Coutume Marchande, que le bénéficiaire était le représentant de celui qui avait fourni la valeur au tireur. Aussi le bénéficiaire pouvait-il se retourner contre le tireur. Plus tard (1666), la cour décida que cette situation serait présumée. Puis, à la fin de cette période, on fit découler l'obligation du tireur de principes nouveaux. On décida que le fait de tirer une lettre de change impliquerait garantie pour le preneur que la lettre serait payée ⁽⁴⁹⁾.

24. — *Caractère négociable de la lettre de change*

— Le développement du caractère négociable de la lettre de change a été le résultat de trois principaux facteurs, savoir :

a) *Le mode de transfert*. — La lettre pouvait être transmise par l'endossement et par la remise de l'effet, si elle était payable à ordre, au créancier ou à ses ayants droit ⁽⁵⁰⁾. Cependant deux conséquences résultèrent du principe que tout endos équivaut à la création d'une nouvelle lettre de change ⁽⁵¹⁾ : 1° Le der-

(49) HOLDSWORTH, p. 162, note 7. *Starke v. Cheeseman* (1700) 1 *Lord Raymond's King's Bench Reports* 538. Le Chief Justice Holt dit dans ce cas : « He who draws a bill warrants the payment of it, and if he does not, it is a deceit, and one may have an action upon it ». Le recueil de Law Reports mentionne que le demandeur a reçu satisfaction parce que « le fait de tirer une lettre est considéré comme une véritable promesse ».

(50) HOLDSWORTH, p. 163. « ...this will not make an order at Common Law because there are two indorsements... therefore you have depend upon the law of merchants, which at present I think we ought to take notice of », *Carter v. Downish* (1686).

(51) *Ibid.*, p. 163. *Williams v. Field* (1694) : 3 Salked's Reports 68 « Every indorsement is a new bill and implies a warranty by the indorser that the money shall be paid ». *Harry v. Perrit* (1711).

nier endossataire put exercer son recours contre n'importe lequel des endosseurs ainsi que contre le tireur. Ensuite, après quelque hésitation, on admit que chaque endosseur s'était directement engagé par la lettre, et non pas accessoirement, c'est-à-dire seulement au cas où le tireur ne paierait pas ; 2° Si une lettre libellée payable à une personne déterminée, Primus, et ne contenant pas de formule permettant le transfert, était endossée de Primus à Secundus, puis de Secundus à Tertius, le dernier endossataire Tertius pouvait se retourner, soit contre Secundus, soit contre Primus, en raison même des endossements ⁽⁵²⁾. Mais une lettre, libellée payable à Primus ou au porteur, ne conféra pas d'abord au porteur le droit de poursuivre le débiteur en son propre nom ⁽⁵³⁾. L'opinion contraire finit toutefois par triompher, aidée par la circonstance que depuis longtemps déjà, la législature avait reconnu au porteur d'un billet à ordre l'indépendance de son droit à agir en justice ⁽⁵⁴⁾.

(52) HOLDSWORTH, p. 164. *Hill v. Lewis* (1709) : « the indorsement of a bill which has not the words, *or to his order*, is good... to make the indoser chargeable to the indorsee ».

(53) *Ibid.*, p. 164. Cette solution persista en Angleterre jusqu'en 1764. — En France, elle prévalut jusqu'à 1721. — Mais l'opinion opposée l'emporta dans le procès de *Grant v. Vaughan* ; depuis, il fut couramment admis que le porteur avait un droit indépendant à agir en justice.

(54) *Ibid.*, p. 165, note 1 ; CHALMERS, p. L. On l'explique par l'idée répandue que ce droit fut certainement reconnu en Angleterre grâce à la Coutume Marchande, avant le 16^e siècle. Il faut ajouter, d'autre part, qu'au début on ne distinguait guère entre le billet et la lettre. On appliquait ainsi la même loi aux billets à ordre et aux lettres de change, puis on donna aux lettres « au porteur » les mêmes avantages qu'aux lettres « à ordre ». Lord Mansfield dans le cas de *Peacock v. Rhodes* (1781) déclara : « I see no difference between a note indorsed blank, and one payable to bearer ».

b) *Les droits du porteur* : Il fut admis peu à peu que les droits du porteur étaient distincts et ne pouvaient pas être atteints, soit par l'absence de droits de l'endosseur, soit par l'existence d'un vice compromettant les droits de ce dernier.

C'est dans le cas de lettre de change « au porteur » que se manifeste le mieux la lente élaboration de cette doctrine. On s'efforçait de démontrer que le porteur ne pouvait être traité ni comme fondé de pouvoirs, ni comme représentant, ni comme s'étant approprié par une simple cession les conditions dont un autre devait bénéficier. On devait, au contraire, disait-on, reconnaître que son titre provenait directement du cédant (tireur) qui était censé avoir contracté directement avec le porteur lui-même ⁽⁵⁵⁾. On arriva cependant au but poursuivi par deux voies différentes : 1° Dans le cas de *Hussey v. Jacob* (1697) le *Chief Justice Holt* exposait qu'une lettre de change donnée à X... ou à son ordre et issue d'une dette de jeu était nulle à l'époque du Statut 16 de Charles II. Pourtant, ajoutait-il, elle conférait au cessionnaire de X... le droit d'agir en justice, si l'acceptation avait été donnée après la cession. 2° D'autre part, la supériorité possible des droits du cessionnaire ⁽⁵⁶⁾ était renforcée par la fiction que chaque endosseur était censé tirer une nouvelle lettre de change. Il devenait responsable vis-à-vis de son endossataire malgré la défectuosité possible de ses propres droits.

(55) HOLDSWORTH, p. 165.

(56) *Ibid.*, p. 166. Cette solution fut consacrée dans le cas de *Hill v. Lewis* (1709).

Le porteur fut désormais à l'abri des exceptions susceptibles d'être opposées à son endosseur. La lettre de change était rendue ainsi négociable, malgré les exceptions pouvant être valablement invoquées entre certains signataires.

c) *La présomption de la valeur fournie* : Il était exigé pour la validité de la lettre de change qu'y fût insérée la mention de la valeur reçue ⁽⁵⁷⁾.

Cette énonciation semblait avoir entraîné d'assez bonne heure la présomption de l'existence d'une valeur ⁽⁵⁸⁾.

Cependant deux principes vinrent s'ajouter à cette théorie de la *contre-valeur* : 1° Il appartenait au défendeur de faire tomber cette présomption ; 2° Si la valeur existait déjà au moment où la lettre était tirée ou si la valeur était donnée au cours de sa négociation, la présomption de la valeur fournie devenait irréfragable. Il en résultait que le porteur-demandeur n'avait même pas besoin d'avancer lui-même la valeur. On a expliqué cette dérogation au principe par le fait que le porteur avait à sa disposition une action spéciale (*action on the case*) ⁽⁵⁹⁾. Elle différait de

(57) HOLDSWORTH, p. 167. « The civil law and the law merchant do require that the bill shall declare for what the debt groweth, either for marchandize or for money, or any other lawful consideration », — *Lex Mercatoria*. « If the drawer mention it « for value received » then he is chargeable at Common Law ». — *Crawlington v. Evans* (1685) — dictum du Chief Justice Holt.

(58) *Ibid.*, p. 167. Dans le cas *Josceline v. Lassere* (1714), on décida qu'il y aurait toujours présomption, même si la formule « value received » n'était pas mentionnée.

(59) *Ibid.*, p. 168. On se rapportait toujours à la Coutume Marchande, sans donner d'autres explications. Ainsi, Holt C. J. disait que s'il n'y avait pas de mention de la valeur reçue « then you must come upon the custom of the merchants only », *Crawlington v. Evans* (1685) ; *Woolvil v. Young* (1698).

celle, née de la promesse verbale, qui imposait au porteur le devoir de prouver l'existence de la valeur fournie par lui. Cette présomption, rendant responsable l'accepteur, le tireur ou l'endosseur, conduisit le *Chief Justice Holt* et beaucoup de magistrats à conclure que la lettre de change avait la nature d'un contrat sous le sceau (*contract under seal*, spécial au droit anglais, par sa force d'application parent de l'acte notarié). Cette conclusion était pourtant contraire aux notions juridiques admises sur le Continent ainsi qu'au point de vue adopté par les marchands. En outre elle était inconciliable avec la forme même de la lettre de change. Aussi, dans le cas de *Rann v. Hughes* (1797), la Chambre des Lords finit-elle par rejeter cette opinion, déclarant que la lettre de change ne pouvait pas être considérée comme un contrat sous le sceau par la simple raison qu'elle était un contrat *litteris* ⁽⁶⁰⁾.

25. — *Spécialisations créées en matière de droit du change sous l'influence de la Common Law* : Dans les dernières années du xviii^e siècle, le droit relatif aux lettres de change fut incorporé dans la *Common Law*

(60) *Ibid*, p. 168. Par cette décision étaient rendus applicables aux lettres de change les principes relatifs aux billets. Ce fut clairement exprimé par la majorité des juges ainsi que par le *Lord Chancellor* en 1721. Le billet à ordre, disaient-ils, n'était qu'un simple contrat « et quoique le statut prescrive que le montant sera dû et payable en vertu du billet, cela signifie simplement que le billet lui-même fait preuve de l'existence de la valeur fournie », « ...Quoique le billet lui-même fasse preuve de l'existence de la valeur, cela ne constitue pas une preuve irréfutable, mais fait retomber le fardeau de preuve sur le défendeur, qui doit démontrer que la compensation n'était pas donnée » (*Brown v. Marsch*, 1721).

et par suite appliqué par les tribunaux. Il en résulta l'évolution suivante : Au début, selon le *Chief Justice Treby*, seuls avaient fait usage de la lettre de change les commerçants étrangers trafiquant avec les marchands anglais. Son usage fut ensuite étendu à tous les négociants commerçant entre eux *en Angleterre*, puis à tous les commerçants et hommes d'affaires, enfin à toutes personnes commerçantes ou non ⁽⁶¹⁾. La règle exigeant la *distancia loci* avait d'autre part déjà disparu vers 1697 (*Hussey v. Jacob*). Par là, suivant l'expression de *Chalmers*, en Angleterre les lettres de change s'étaient transformées en véritable papier monnaie. En France elles représentaient une opération commerciale tandis qu'en Angleterre elles étaient un instrument de crédit ⁽⁶²⁾.

C. — LE BILLET A ORDRE.

26. — Au *xvi^e* siècle et au commencement du *xvii^e*, la *Common Law* ne reconnaissait pas aux billets à ordre le caractère de négociabilité, malgré l'opinion contraire généralement admise dans les milieux com-

(61) *Ibid.*, p. 169. *Bromwich v. Lloyd* (1697). L'existence de cette première phase est attestée par l'ouvrage de *Malynes « Lex Mercatoria »*, la seconde par le traité de *Marius « Practical Advice »*, et la troisième résulte de la jurisprudence du dernier quart du 17^e siècle.

(62) *HOLDSWORTH*, p. 169-170 ; *CHALMERS*, p. LII-LIII, 233-264. Ce caractère de la lettre de change lui fut reconnu dès 1720 (*Bowley v. Frazier*) ; la Cour s'exprima ainsi : « Le droit des marchands, contribuant à faciliter le commerce, avait à dessein opéré une distinction entre celles-ci (lettres de change) et les autres contrats, rendant les premières cessibles, afin qu'elles pussent passer de mains à mains dans la pratique des affaires, comme si elles étaient des espèces ». — Ajoutons que ces divers éléments, parachevant le caractère de négociabilité, furent justifiés, dans beaucoup de cas, par la simple référence à la Coutume Marchande.

merçants. Mais, dans les dernières années du xvii^e siècle, après la consécration de la lettre de change, les jurisconsultes estimèrent qu'il fallait étendre ces mêmes principes aux billets à ordre. Aussi, pendant toute cette période, la différence entre une *lettre de change intérieure* et un billet à ordre n'était-elle pas nettement définie ⁽⁶³⁾.

27. — Ces billets étaient mis de plus en plus en circulation et étaient fréquemment en jeu dans les procès, surtout dans les dernières années du xvii^e siècle. C'est à cette époque que, dans le cas de *Clerke v. Martin* (1702), le *Chief Justice Holt* décida qu'un billet payable à ordre ou au porteur n'était pas une lettre de change et, par conséquent, n'était pas négociable. Cette opinion fut consacrée par trois arrêts consécutifs.

Les négociants, fort gênés par cet état de choses, demandèrent alors l'intervention du législateur, qui par l'Acte de 1704 écarta cette jurisprudence. Le Parlement décida que tout billet, écrit et signé par une personne, s'engageant ainsi à payer une autre personne ou à son ordre ou à toute autre personne ou le porteur, serait négociable de la même façon et avec les mêmes effets que la *lettre de change intérieure*. On reconnut que ces billets étaient négociables, qu'ils fussent libellés payables, soit uniquement à une personne déterminée, soit à cette personne ou à son ordre, soit enfin à cette personne ou au porteur ⁽⁶⁴⁾.

(63) HOLDSWORTH, p. 171. *Grant v. Vaughan* (1764).

(64) *Ibid.*, p. 172-174 ; CHALMERS, p. L. Signalons que, malgré

28. — En terminant ce bref exposé de l'évolution du droit du change en Angleterre, nous pouvons conclure qu'ainsi les règles relatives à la lettre de change et au billet à ordre ont été imposées par la pratique des affaires, pratique déjà régie par un droit uniforme coutumier qui a pénétré à cette époque tous les pays commerçants.

Mais cette période fut aussi le point de départ de l'élaboration de la doctrine moderne anglo-saxonne du droit du change, — doctrine qui fut perfectionnée au cours des XVIII^e et XIX^e siècles par l'effort patient et persévérant de plusieurs générations de jurisconsultes anglais.

*
**

29. — Les transactions commerciales, englobant la lettre de change, furent ainsi régies durant plusieurs siècles par un droit coutumier, — la Coutume Marchande — commun, peut-on dire, à tous les commerçants de la Baltique à la Méditerranée.

Ce droit coutumier, par son application, avait donné naissance aux différents statuts commerciaux des cités et des ports marchands. Ces statuts à leur tour avaient fait apparaître de nouvelles règles, qui, s'unissant à la coutume générale, étaient par elle communiquées aux autres pays : il en résultait de nouvelles

son opinion erronée sur les billets à ordre, *Holt C. J.* doit être considéré par ses décisions, comme l'auteur de la plus grande partie des conceptions qui ont servi de fondement aux différents principes du droit relatif aux titres de change.

institutions répondant aux besoins, sans cesse grandissants, du commerce ⁽⁶⁵⁾.

30. — La mise en application de ces règles uniformes se faisait surtout aux foires, où se concentraient toutes les créances et toutes les dettes existant entre négociants des différents pays ⁽⁶⁶⁾. Ces assemblées, par leur caractère international, établirent la presque totalité des règles concernant la lettre de change et aidèrent puissamment à l'unification du droit du change ⁽⁶⁷⁾ ⁽⁶⁸⁾.

31. — Cependant ce droit coutumier, par suite de ses tendances à des applications locales, commençait à tomber en désuétude, — désuétude dont les conséquences furent aggravées encore par la spécialisation qui en était faite. On arriva avec le temps à posséder plusieurs usages différents à l'intérieur d'un même

(65) NOUGUIER, p. 39 et s., 52 et 53. L'uniformité existait déjà, puisque suivant *Estienne Clairac* les commerçants Italiens et Juifs trafiquaient dans le Levant en se conformant à leurs règles coutumières, et que le Bassin Méditerranéen observait les us et coutumes contenus dans le *Consulat Del Mar*. Enfin et surtout les règles uniformes du droit du change établissaient une liaison entre la foire de Champagne, puis celle de Lyon avec les cités importantes de l'Europe médiévale.

(66) HUVELIN, *Essai historique sur le droit des marchés et des foires*, thèse, Paris, 1897, p. 556. « C'est un usage très général depuis le XII^e siècle, de souscrire des effets de change payables en foire. Les foires de Champagne sont de bonne heure, selon le mot de Goldschmidt, le domicile de change de toute l'Europe ».

(67) HOLDSWORTH, p. 152. La réalisation de cette unification se reflète dans la forme identique dont la lettre de change était revêtue aussi bien dans les pays continentaux qu'en Angleterre.

(68) Les premières règles admises dans les foires au sujet des lettres de change furent les suivantes :

Le tireur est toujours un banquier ; le donneur de valeur n'est autre que le preneur ; la lettre n'est pas transmissible et *elle est émise en foire* ; la valeur fournie est en argent ; la remise de place en place est nécessaire ; la différence entre la monnaie de la valeur donnée et celle du paiement est obligatoire et enfin, *la lettre est payable en foire*.

Etat, ce qui, évidemment, entravait la marche des affaires.

D'autre part, les princes, désireux de mettre la main sur les rouages de la vie économique des peuples afin d'en tirer profit, saisirent l'occasion de réglementer un commerce qui souffrait de la diversité des règles coutumières.

Le droit du change fut particulièrement l'objet de leurs soins ⁽⁶⁹⁾.

(69) Ainsi en France, dès le XIII^e siècle, les rois intervinrent en édictant des ordonnances : Louis le Hutin en 1289 ; Philippe le Bel en 1294 ; Philippe de Valois en 1328 ; Charles V en 1356 ; Charles VI en 1380.

CHAPITRE II

Période de la réglementation nationale du droit du change par l'autorité publique

PREMIERE SECTION

ORDONNANCES ET STATUTS DES DIVERS ETATS AU COURS DES XVII^e ET XVIII^e SIECLES

32. — C'est au xvii^e siècle, et surtout au cours de sa seconde moitié, qu'intervint cette réglementation par l'autorité publique du droit du change.

33. — La plus célèbre de ces réglementations fut l'Ordonnance de Louis XIV de 1673 ⁽¹⁾ dont s'inspirèrent par la suite les Ordonnances de Bilbao de 1737, qui régirent pendant 150 ans le commerce de l'Espagne et de ses possessions d'outre mer ⁽²⁾.

(1) O. NOEL, t. II, p. 330 et 331. Vinrent ensuite les Ordonnances de 1675 et de 1700, organisant définitivement la réglementation des lettres de change.

(2) E. BORCHARD, *Guide to the law of Germany et Guide to the law of Argentina, Brazil and Chile* ; RICHARD MICHAELIS, *Wechselrecht Kommentar auf der Grundlage der deutschen Wechselordnung unter vergleichweiser Heranziehung der hauptsächlichsten ausländischen Wechselgesetze und des Künftigen einheitlichen Wechselrechts*, Berlin und Leipzig, 1932, p. 18. Dans la même période furent publiés : La Pragmatique de Naples 1607

En raison de l'influence de l'Ordonnance de 1673, dont les principes servirent longtemps de point de départ aux nombreuses législations, nous exposerons brièvement ses principales prescriptions, qui pour la plupart d'ailleurs ne firent qu'authentifier les coutumes existant déjà, ou préciser celles qui étaient en voie de formation.

33 *bis*. — Cette ordonnance supprima la nécessité de rattachement à une foire et admit la multiplicité des endossements ⁽³⁾. La valeur fournie put désormais être en compte ou en marchandises, et la différence de monnaies ne fut plus exigée. Quant à l'acceptation elle devait dorénavant être faite par écrit ⁽⁴⁾.

D'après son article 16, « les tireurs ou endosseurs des lettres seront tenus de pouvoir, en cas de dénégation, prouver que ceux, sur qui elles étaient tirées, leur étaient redevables, ou avaient provision au

ou 1635 ; Les Ordonnances de Rotterdam, 1635 et 1660 ; Le Règlement de Venise concernant les comptoirs de virement, 1663 ; Les Règlements d'Amsterdam, 1601, 1764 ; Les lois suédoises sur le change, 1671, 1748 ; la loi sur le change du Danemark et de la Norvège, 1681 ; la loi sur le change des Etats de l'Empire Germanique : Leipzig (1682), Dantzig (1701), Hambourg (1711), Brunswick (1715), Francfort (1739), Elbing (1758), Augsbourg (1778), Weimar (1819) ; la loi russe sur le change de 1729, rédigée en russe et en allemand ; la loi sur le change de l'impératrice Marie-Thérèse de 1763 et enfin la loi sur le change de la Galicie Occidentale de 1797, publiée en croate et en allemand et régissant la Croatie et la Slavonie.

(3) NOUGUIER, p. 389 et 390. La clause à ordre aurait pris son développement entre 1624 et 1642, ce qui par la suite facilita et fit admettre la négociation des lettres de change au moyen de l'endossement.

(4) OCTAVE NOEL, t. II, p. 330 et 331. Par la suite, de nouveaux règlements ajoutèrent l'obligation de la provision à l'époque du protêt en comptant les délais du lendemain de l'échéance, tandis que l'ordonnance avait déjà institué la solidarité entre donneurs d'aval, prometteurs, endosseurs et accepteurs ainsi que l'obligation de dater l'endos. On décida, en outre, que les tribunaux de commerce connaîtraient des différends concernant la lettre de change.

temps qu'elles ont dû être protestées, sinon ils seront tenus de les garantir » (5).

33 *ter.* — L'Ordonnance réglementait également un autre effet de commerce traditionnel, qui, lui aussi très ancien, se rapprochait de la lettre de change. C'est le *billet à ordre*, ou écrit par lequel le souscripteur s'engage à payer une somme déterminée à telle échéance, à l'ordre d'une telle personne. L'Ordonnance distinguait : 1° *Le billet de change* pour acquitter des lettres de change fournies ou qui devaient l'être, — billet ordinairement payable dans le lieu même de sa confection ; 2° *Le billet à domicile*, payable à un autre domicile que celui du souscripteur, de sorte qu'il constituait : ou a) une élection de domicile pour le paiement, ou b) une élection de domicile en raison de la remise d'argent de place en place ; le billet participait alors de la lettre de change (6).

34. — C'est ainsi qu'au début du XVIII^e siècle, la lettre de change était en possession de tous ses éléments caractéristiques ; *mais elle restait toujours, du moins sur le Continent, l'instrument d'exécution du contrat de change.*

(5) NOUGUIER, p. 115. Il est intéressant de remarquer que la condition de la remise de place en place n'était pas prescrite. On cherchait à l'expliquer en affirmant que cette condition, formant la base du contrat de change auquel la lettre de change servait de moyen d'exécution, — *il était superflu de la mentionner.*

(6) OCTAVE NOEL, t. II, p. 331.

DEUXIEME SECTION

CODES NATIONAUX DU XIX^e SIECLE

35. — Un siècle plus tard, au commencement du XIX^e siècle, intervint une nouvelle réglementation de la lettre de change. Ce fut le point de départ d'un grand mouvement universel : l'élaboration des codes nationaux. Ce mouvement fut provoqué par la confection du Code de commerce français de 1807 (7), réglementant la lettre de change d'une façon nette et précise.

§ 1. — CODE DE COMMERCE FRANÇAIS DE 1807

36. — Le système du Code de 1807, relatif à la lettre de change, se base presque en entier sur les conceptions émises par l'Ordonnance de 1673.

37. — Suivant le titre VIII du Code de commerce, la lettre de change contient plusieurs contrats différents :

a) Le contrat de change qui se forme entre le tireur et le preneur, et dont la lettre de change devient le moyen d'exécution ;

(7) Ce code est remarquable par l'influence qu'il exerça sur la rédaction des lois cambiales; tantôt son texte fut adopté comme loi ; tantôt il servit de modèle aux législations de nombreux Etats. Il édicta les principes de la lettre de change qui, admis par les uns et combattus par les autres, eurent un rayonnement sur un grand nombre de pays qui les adoptèrent.

b) Le contrat de mandat entre le tireur et l'accepteur ;

c) L'endossement, — contrat à double effet : En premier lieu, il opère cession et transfert au porteur des droits acquis par le contrat de change primitif ; il crée, en second lieu, un nouveau contrat de change par lequel l'endosseur assume à l'égard du porteur les mêmes obligations que le tireur avait contractées vis-à-vis de lui ;

d) Enfin l'accepteur contracte une obligation solidaire avec le tireur au bénéfice du preneur, des endosseurs et du porteur.

Aussi la lettre de change peut-elle être définie : un ordre écrit, revêtu de formes solennelles strictement prévues par la loi, adressé par le créateur de la lettre, dénommé tireur, à une autre personne nommée tiré, lui mandant de payer une somme d'argent déterminée à une troisième personne ou à celui auquel cette dernière aura transmis ses droits par voie d'ordre ; l'opération repose sur une convention de change, intervenue entre le tireur et cette troisième personne preneur — qui a en conséquence fourni la valeur au tireur ⁽⁸⁾.

(8) NOUGUIER, p. 152, 169. A côté des éléments de la lettre de change, passés de l'Ordonnance de 1673 dans le code de 1807, il faut signaler que l'existence de la clause à ordre fit préciser le principe de la solidarité ainsi que de l'obligation pour chaque signataire de l'effet de considérer comme créanciers non seulement le preneur, mais tous ceux dont les droits de propriété découlent des endossements ultérieurs. Ce code insiste aussi sur l'existence de la provision entre les mains du tiré. Nougier, cependant,

Suivant le code, la lettre de change a donc été créée pour exécuter un contrat de change.

38. — Le code envisage aussi, à côté de la lettre de change, le billet à ordre. Il le considère comme un effet de caractère mixte, constituant le complément des effets négociables ; mais, à la différence de la lettre de change, le billet assume pleinement le rôle d'instrument de crédit.

L'article 187 déclare que le billet à ordre est régi par les mêmes règles que la lettre de change en ce qui concerne l'endossement, la solidarité des signataires, les devoirs et obligations du porteur. Les prescriptions sur le protêt sont aussi étendues au billet à ordre.

En outre, il existe une variété du billet à ordre, le *billet à domicile*. C'est en réalité un billet pur et simple, puisque la mention du domicile n'est que le mode d'exécution de la promesse. Il n'y a en effet qu'un seul débiteur. Aussi, d'après la jurisprudence consacrée par la loi du 7 juin 1894, modifiant l'article 632 *in fine*, puisqu'il n'y a pas de concours de trois personnes pour la formation du contrat de change, il n'y a pas création de lettre de change.

déclare que ce n'est pas une condition substantielle, signalant que l'absence de la provision n'empêche pas d'arriver à l'exécution de l'obligation, c'est-à-dire à effectuer le paiement au porteur. La provision n'est donc que l'un des moyens permettant d'atteindre ce but.

§ 2. — OPPOSITION DES DIFFÉRENTES CONCEPTIONS DE LA NATURE JURIDIQUE DE LA LETTRE DE CHANGE. LUTTE ENTRE LA DOCTRINE FRANÇAISE ET LA THÉORIE GERMANIQUE. « LOI GÉNÉRALE ALLEMANDE SUR LE CHANGE » DE 1848.

39. — Cette œuvre, éditée par le titre du Code de commerce relatif au droit du change, portait-elle l'empreinte de son temps ?

On ne peut répondre que par la négative.

Le Code s'était borné, en réalité, à remanier l'ordonnance de 1673, en adoptant ses principes. Mais il faut reconnaître qu'il a exposé ces principes avec toute la clarté et toute la netteté nécessaires.

Cet état de choses provoqua des critiques (9). « Des règles générales, nous disait Bégouen, variables pendant le xv^e et le xvi^e siècles, éparses dans quelques règlements isolés et dans les exemples et les documents d'un commerce naissant, faible et incertain, ont été au milieu du xvii^e siècle rassemblées avec soin, rédigées avec clarté et précision et consacrées par l'ordonnance de 1673. *D'après cela on pourrait douter de la nécessité d'une loi nouvelle.* »

40. — Au seuil du xix^e siècle, les règles des siècles précédents apparaissaient un peu désuètes et il fallait au commerce, pour progresser, des dispositions nou-

(9) LYON-CAEN et RENAULT, p. 17. Cet anachronisme entre les concepts rendus légaux et la réalité entraîna de nombreuses et vives critiques de la part de Frémery et Mittermaier et plus tard de la part d'Alauzet, de Bravard et Demangeat, de Lyon-Caen.

velles ⁽¹⁰⁾. On se rendait compte que le fonctionnement du change entre pays avait subi des modifications inhérentes à la transformation du crédit et des finances, à la recherche d'un maximum de sécurité et au développement de la technique des transports. Enfin et surtout *le contrat de change n'était plus la seule cause qui put provoquer la confection d'une lettre de change. Celle-ci résultait aussi bien d'un contrat relatif à la conduite d'une affaire, d'un contrat de paiement ou d'un contrat de vente ou encore d'un contrat de crédit.*

Aussi, dans le but de s'adapter aux nouvelles exigences du commerce, et de par la force même des choses, ce titre se transforme-t-il en un instrument de crédit, qui appelle des dispositions légales en harmonie avec les conditions économiques de l'époque.

41. — Une œuvre puissante : « Le Droit du change d'après les besoins des opérations de change du XIX^e siècle », ouvrage d'*Einert*, paru en 1839, émit l'idée de la lettre de change envisagée comme papier-monnaie, rompant ainsi avec les anciens principes. Et la lutte s'engagea.

(10) *Observations du Tribunat. Travaux préparatoires.* Le Tribunat l'avait compris lors de la confection du Code de 1807 : « Le mode de remise de place en place, disait-il, est devenu une vaine forme, une espèce de faux de convention d'un très dangereux exemple » ; et il ajoutait « qu'il est aisé de sentir que ce formalisme nuit à la rapidité du commerce, qu'il entraîne des déplacements et des frais ». Mais le Conseil d'Etat estimait que si l'on supprimait cette condition, on anéantirait la lettre de change; que la prétendue lettre ne serait plus qu'un simple mandat et surtout qu'on laisserait libre cours aux usuriers. (LACOUR et BOUTERON, p. 11, note 1).

« On a affranchi la lettre de change de toutes formalités, disait Nouguier en 1851... On a voulu assimiler les lettres de change non pas à des obligations, mais à des monnaies, et de ce point de vue, on les a affranchies de toutes formalités. Une monnaie véritable porte en elle-même l'empreinte de sa réalité et exprime l'importance de sa propre valeur.

« Il en est autrement des effets de commerce, qui sont le signe représentatif de droits incorporels, et dont la sincérité ne saurait être garantie qu'à l'aide du concours des formalités usitées dans la confection des conventions ».

Et Rousseau déclarait : « ...La doctrine d'Outre-Rhin supprime tout cela. Dès lors le contrat de change disparaît complètement. La lettre de change n'est plus l'expression d'un contrat qui n'existe pas. Elle cesse même d'être une opération sérieuse et honnête. Le nom même de la lettre de change n'a plus de signification. On doute à bon droit que dans de pareilles conditions elle soit de longtemps accueillie dans les relations commerciales de l'Europe... »

Le Belge Namur affirmait cependant que la lettre de change doit être considérée comme une sorte de papier monnaie, doté de privilèges particuliers et destiné à la circulation.

Et Dupont de son côté déclarait en 1869 : « Généralement, lorsqu'on s'occupe de la lettre de change, on se laisse induire en erreur par les anciennes idées qui ont cours sur la nature du contrat de change. On semble croire que c'est toujours l'ancien contrat pour

lequel on faisait payer une certaine somme dans un certain lieu. Mais aujourd'hui la lettre de change est le véritable papier-monnaie du commerce. C'est une espèce de billet de banque, un signe transmissible d'une valeur » ⁽¹⁾.

42. — Le temps devait donner raison à Einert et on ne tarda pas à reconnaître la justesse de ses conceptions.

Toute la seconde moitié du XIX^e siècle fut marquée par les luttes dans les différents pays entre l'ancien système et la nouvelle doctrine ; — luttes terminées par la victoire plus ou moins complète des nouveaux principes.

43. — Le code français cependant, tout en restant fidèle à la théorie du contrat de change, était amendé à plusieurs reprises. En 1862, 1894, 1904, 1922 et 1924, on vit disparaître tour à tour la nécessité de la mention de la remise de place à place et de la valeur fournie, l'invalidité de l'endossement en blanc, qui étaient de véritables entraves pour le commerce et qui, en réalité, étaient devenues illusoires. On les éludait de plus en plus grâce à l'ingéniosité de la pratique des affaires, secondée par une jurisprudence clairvoyante et basée sur de larges conceptions en harmonie avec les besoins de l'époque.

(1) De même Poitvin et Delamarre exprimaient l'idée que la lettre de change est un ordre de paiement et peut s'appliquer à tout autre fin qu'à celle du contrat de change.

44. — Les idées d'Einert conquirent les Etats allemands, cependant qu'à la même époque l'Espagne, le Portugal, l'Italie, la Belgique, la Hollande et toute l'Amérique Latine ainsi que la Grèce, la Roumanie, la Serbie et la Turquie adoptaient presque sans modifications le code de commerce de 1807.

45. — La doctrine d'Einert devait recevoir sa consécration à la conférence de Leipzig avec la « Loi générale allemande sur le change », publiée en 1848 ⁽¹²⁾.

L'esprit de cette loi est de considérer la lettre de change comme un papier-monnaie.

Il ne dépend donc pas de la volonté de celui qui l'a créée, d'en déterminer les effets juridiques ; au con-

(12) MICHAELIS, p. 3-15 ; Dr J. STRANZ, et Dr M. STRANZ, *Staub's Kommentar zur Wechsordnung, Berlin und Leipzig*, 1929, p. 9-23 ; Ch. LYON-CAEN, Paul GIDE, J. FLACH, J. DIETZ, *Code de commerce allemand et la loi allemande sur le change*, Paris, Imprimerie Nationale, MDCCCLXXXI, p. XL et s. L'initiative vint du Zollverein prussien à la suite d'une requête, adressée en 1846 à la 8^e conférence du Zollverein par le délégué Wurtembergeois.

La rédaction de la loi se fit sur la base du projet prussien de *Bischoff*, mais on prit en considération les projets de Brunswick de *Liebe*, du Mecklembourg de *Thöl*, ainsi que le projet saxon d'Einert.

Cette loi fut amendée par les propositions retenues par la conférence de Nuremberg, connues sous le nom de *Novelles de Nuremberg* (1862), qui au nombre de 8 ou plutôt de 6, furent fondues dans le texte officiel de la loi.

En 1908 (le 3 juin), cette loi fut abrogée et remplacée par une loi presque identique à la précédente ; seules les dispositions relatives aux protêts ont été modifiées en vue d'y apporter des améliorations.

Inspirée par la théorie d'Einert, la loi allemande sur le change assimilait le billet à ordre à la lettre de change. Les mentions relatives à la *distancia loci*, à la valeur fournie et à la provision disparaissent. La transmissibilité est possible par endossement sans insertion de la clause à ordre et même par endossement en blanc ; il n'y a plus d'obligation d'indiquer la date et le lieu dans l'endos.

La multiplicité d'endossements est permise. Enfin, celui qui souscrit un titre à ordre s'oblige par là-même à accepter à la place de l'ancien créancier un nouveau créancier, doté d'un droit nouveau et personnel.

traire. ceux-ci sont strictement prévus par la loi dans l'intérêt du commerce. Ils sont par conséquent immuables.

Aussi peut-on donner de la lettre de change la définition suivante : la lettre de change est un simple contrat indépendant de toute cause qui l'inspire, obligatoire par lui-même, valable par le seul fait des stipulations qu'il renferme et des signatures qu'il porte.

46. — D'après cette loi, une lettre de change peut passer par trois étapes successives, bien distinctes les unes des autres :

a) *Création de la lettre de change.* — C'est la plus importante. Le titre représente une délégation à fin de paiement, portant l'ordre du tireur ou du souscripteur, donné au tiré, d'effectuer un paiement entre les mains d'un bénéficiaire (*remittent*). L'idée capitale de la lettre de change est qu'au moment de la création de la lettre de change le débiteur est le tireur, et non le tiré, tandis que le preneur est le créancier.

b) *Endossement.* — Il consiste dans l'ordre, adressé au tiré par l'endosseur, d'effectuer au profit du bénéficiaire le payement de la somme dont il a été disposé par la lettre de change, — ordre obligeant en outre le tireur à tenir à la disposition du preneur la somme qu'il pourrait être obligé de verser par suite de la garantie. Le preneur acquiert donc un droit nouveau, indépendant du droit de son auteur, le cédant. Ainsi l'endossement a une double fonction : *le transport des droits et la garantie de ceux-ci.*

c) *Acceptation*. — C'est la déclaration par laquelle le tiré accepte l'ordre : dès ce moment il devient le débiteur de change principal (*Hauptwechselschuldner*) par rapport aux endosseurs qui sont des débiteurs de recours. Elle consiste en une déclaration du tiré, écrite sur la lettre, précisant nettement sa volonté d'accepter. Mais la seule signature du tiré au recto est considérée comme suffisante.

47. — La même loi prescrit en outre que le débiteur ne peut faire usage des exceptions qui ne sont pas fondées sur la lettre de change elle-même et strictement déterminées par des textes légaux. Sont valables cependant les exceptions qui résultent des rapports juridiques existant personnellement entre le débiteur et chaque nouveau créancier.

La loi distingue 3 groupes d'exceptions :

1° Celles qui sont opposables à tous les droits de créances nés de la lettre de change (ex. : pour défaut de régularité de forme de la lettre de change) ; la preuve incombe au créancier ;

2° Celles, en principe, dirigées contre tous les droits de créance nés du titre (ex. : le débiteur prétend que la lettre est prescrite ; c'est à lui qu'incombe le fardeau de la preuve) ;

3° Celles qui sont dirigées contre certains droits de créance déterminés, résultant de la lettre de change ; c'est au débiteur d'en faire la preuve qui lui incombe rigoureusement.

Enfin, parmi les variétés de lettres de change, la loi prévoit la *nominative directe* (*Rektawechsel*).

§ 3. — LA LETTRE DE CHANGE DANS LE DROIT MODERNE
ANGLO-SAXON. « *BILLS OF EXCHANGE ACT* » DE 1882.
GROUPE DES LÉGISLATIONS AMÉRICAINES.

48. — La doctrine d'Outre-Rhin triompha de ses adversaires et inspira la majeure partie des législations. Cependant, il faut le souligner, ces idées n'étaient ni nouvelles ni inconnues. Dans leurs grandes lignes elles avaient déjà acquis chez les Anglo-Saxons le caractère de règles et comme telles avaient été répandues à travers mers et continents ⁽¹³⁾.

Les Etats qui adoptèrent ces règles, lesquelles avec le temps entraînèrent l'uniformité des lois anglo-américaines, sont : la Grande-Bretagne et l'Irlande, l'Union Nord-Américaine et la totalité de l'empire colonial britannique.

49. — Ces Etats, rigoureusement fidèles à ces règles uniformes, ne firent aucune concession aux idées des groupes latin et germanique. Bien mieux, jusqu'à ces dernières années, toutes les tentatives d'unification du Droit du change échouèrent auprès de ces peuples : soit parce que leur loi était excellente, soit en raison de leur mentalité particulière, si bien exprimée par une déclaration aussi nette que brève, faite par les barons anglais en assemblée au xiv^e siècle : « *Nolumus leges Angliae mutari!* » ⁽¹⁴⁾.

(13) V. *supra* le développement de la lettre de change en Angleterre. — Ch. LYON-CAEN, Paul GIDE, J. FLACH, J. DIETZ, *op. cit.*, p. XLIX.

(14) *Conférence de La Haye pour l'unification du droit relatif à la lettre de change, etc.*, 1910. *Actes*, p. 30, 36, 37, 68, 69, 70. Cfr. les raisons données à la conférence de La Haye par le délégué

50. — La loi type, qui servit de modèle aux législations des membres de la famille anglo-saxonne, fut l'Acte anglais : « *Bills of Exchange Act, 1882* » ⁽¹⁵⁾.

britannique, Sir George Buchanan : « Accepter des modifications des règles, où il existe déjà un accord complet dans tout l'empire britannique, sinon dans tous les pays du monde où la langue anglaise domine, ce serait porter atteinte à cette quasi-uniformité, qui est pour nous d'une importance capitale et nous exposer au danger d'élargir au lieu de rétrécir la divergence entre les législations des colonies et celle de la Mère Patrie ». Et également : « *Ce n'est pas un sentiment d'orgueil ou d'entêtement national qui a inspiré cette attitude, mais le besoin de sauvegarder les intérêts de nos commerçants. Une loi qui s'impose à plus de 120.000.000 d'habitants du monde — y compris ceux du Royaume Uni, des colonies britanniques et de la plupart des Etats des Etats-Unis d'Amérique — sans compter la vaste population de l'Empire des Indes — ne se laisse pas modifier, sans embrouiller des relations commerciales établies de longue date et sans créer des divergences de législation entre les membres de la famille anglo-saxonne* ».

Comparer de même les arguments du délégué américain, M. Conant : « ... Les Etats américains ne pourraient substituer cette loi (uniforme) à leur réglementation actuelle sans troubler l'uniformité relative qui a pu être établie entre le régime des différents Etats de l'Union et celui d'autres nations importantes par leur trafic commercial » et surtout vu « ... le temps et la somme de travail considérable qu'il a fallu employer pour parvenir à l'uniformité relative qui caractérise aujourd'hui la législation américaine sur les effets de commerce », car « il répugnerait beaucoup au législateur américain d'avoir à défaire le long et pénible travail grâce auquel l'uniformité du droit de change a pu être réalisée dans trente-cinq Etats et quatre Territoires de l'Union, ainsi que dans la Grande-Bretagne et ses dépendances ».

(15) A côté des Etats-Unis d'Amérique et du Canada au sujet desquels nous donnerons des explications *infra*, la loi anglaise de 1882, — à part quelques légères modifications, — fut adoptée intégralement dans les possessions britanniques suivantes :

- 1883, New Zealand, Isle of Man ;
- 1884, Queensland, South Australia, Tasmania, Western Australia, Trinidad et Tobago ;
- 1885, Hong Kong ;
- 1886, Cyprus ;
- 1887, Leeward Islands, Natal, New South Wales ;
- 1890, Canada, Victoria ;
- 1891, British Guiana, Fiji ;
- 1892, Bahamas, Newfoundland, Sierra Leone ;
- 1893, Barbados, Cape Colony, Grenada, Jamaica, St. Lucia ;
- 1894, Gold Coast ;
- 1895, St. Vincent, Southern Rhodesia ;
- 1898, Négri-Sembilan, Perak, Selangor ;
- 1899, Pahang ;
- 1900, Falklands ;
- 1902, Orange River Colony, Transvaal ;
- 1907, Gibraltar ;

Cette loi n'est qu'une « consolidation » de statuts et décisions judiciaires en matière de droit du change qui souvent remontent à des époques anciennes ⁽¹⁶⁾. Aussi, l'Acte de 1882 a-t-il une double importance: tout d'abord, c'est la première grande codification anglo-saxonne qui ait été faite en matière de droit du change. C'est, en second lieu, un Acte qui a réalisé l'unification pratique, sinon complète entre le droit anglais et le droit écossais du change. Et par la suite, grâce à la multiplication des lois s'inspirant de cet Acte, l'uniformité s'est aussi établie en cette matière entre les colonies britanniques et la Mère Patrie.

51. — Cette loi distingue donc la *lettre de change intérieure*, l'« *inland bill* » et le « *foreign bill* », *lettre de change extérieure*. « Une lettre intérieure (*inland bill*) est celle qui est ou se présente comme étant tirée et payable dans les Iles Britanniques, ou tirée dans les Iles Britanniques sur quelqu'un y résidant. Toute au-

1909, Australia (loi qui a été superposée aux statuts des différents Etats, publiés en 1884 et 1887).

Les Indes Anglaises sont soumises à l'Acte XXVI de 1881 (amendé par l'Acte II de 1885), dont les divergences avec l'Acte de 1882 sont un peu plus accentuées que celles des codes de change des autres dominions britanniques.

(16) CHALMERS, p. XL et s. Après les propositions de « Digeste des lois » par une commission nommée en 1867 et qui n'eurent pas de suite, une autre commission ayant pour président, Sir Farrer Herschell et comme membres, Sir John Lubbock, Bary, Cohen, Fry, Gibson et Martin et pour l'Ecosse Asher, examina le projet de D. Chalmers. Ce projet avait été rédigé en 1881, sur les renseignements et indications de l'*Institute of Bankers* et des chambres de commerce. La commission adopta ce projet et en même temps décida la fusion des lois de l'Angleterre et de l'Ecosse, qui fut rendue possible par les amendements au projet, apportés par Sheriff Dove-Wilson, d'Aberdeen. Les deux Chambres sanctionnèrent ces décisions.

tre lettre est extérieure (*foreign. bill*) » — art. 4, § 1, B. E. A.

D'après les articles 27 et 30 : toute cause de valeur, suffisante pour former un contrat simple, est valable comme cause de la lettre de change, et tout détenteur d'une lettre est présumé en être détenteur régulier.

La cause est présumée (17), mais cette présomption n'est pas irréfutable.

De même, la valeur fournie est présumée : il n'y a donc pas obligation de la mentionner. On présume également qu'il existe un engagement pris par le tireur envers le tiré de payer ou de fournir les moyens de payer la lettre de change à son échéance. De ce fait l'accepteur, qui a dû payer à découvert, possède contre le tireur l'« *action for money paid* », afin de recouvrer la somme par lui déboursée (18).

52. — A côté de la lettre de change, il y a le billet à ordre (*promissory note*), qui emprunte à la lettre de

(17) Notons que les effets de complaisance sont formellement admis en Angleterre.

(18) CHALMERS, p. 10 et s. Les éléments exigés pour former une lettre de change qui soit valable sont :

- a) Ordre de payer, adressé par une personne à une autre ;
- b) Ordre, qui doit être sans conditions ;
- c) Ordre écrit ;
- d) Signature sur la lettre de change de celui qui donne l'ordre ;
- e) Commandement à la personne à qui la lettre est adressée de payer une somme d'argent déterminée ;
- f) Paiement de la somme d'argent, soit à une personne désignée, soit à son ordre, soit au porteur ;
- g) Paiement effectué sur demande ou à une date déterminée ou susceptible d'être déterminée ;
- h) Indication suffisamment nette du nom du tiré.

Notons en outre que l'acceptation peut être : 1° pure et simple, ou 2° restrictive, c'est-à-dire : a) sous condition ; b) partielle, si elle ne porte que sur une partie du montant de la lettre de change ; c) locale, si le paiement doit se faire dans un seul lieu expressément désigné ; d) restrictive quant à l'époque (art. 19). Cependant,

change ses caractères, mais ne se confond pas avec elle (Cfr. les art. 36, § 3 et 86, § 3). Le billet à ordre peut être au porteur comme la lettre de change.

53. — Enfin, *il est de l'essence même de l'Acte anglais de tenir compte du détenteur (porteur) bonae fidei ainsi que de ses droits* — art. 27, §§ 2 et 3 et art. 28 et 30.

54. — Ainsi, à part quelques dispositions qui lui sont spéciales, la loi anglaise suit les mêmes lignes que la *Wechselordnung*. Elle aussi, suivant la déclaration de son auteur, *S. M. D. Chalmers*, considère la lettre de change comme un véritable « *paper currency* » — papier monnaie ⁽¹⁹⁾.

55. — Deux pays de langue anglaise, les Etats-Unis d'Amérique et le Canada, adoptèrent comme loi l'Acte anglais de 1882, en lui faisant subir des modifications plus ou moins accentuées.

le porteur, d'après l'art. 44, peut refuser une acceptation restrictive.

L'endossement peut être: en blanc, spécial, restrictif. Si l'endossement est en blanc, la lettre est payable comme la lettre de change au porteur, conformément à l'article 3. L'endossement est spécial lorsqu'il désigne la personne à qui, ou à l'ordre de qui, la lettre est payable. L'endossement est restrictif lorsqu'il interdit toute négociation postérieure; cette interdiction peut être atténuée dans certains cas.

(19) CHALMERS, p. LIII. Signalons ici une importante particularité des lois anglo-américaines sur le change. Suivant la déclaration de Sir Mackenzie Chalmers à la Conférence de La Haye, en 1910: « *Chez nous le chèque est une lettre de change, et nos chèques innombrables ne portent jamais la mention: « Chèque », ou « Lettre de change ».* (Conférence de La Haye, de 1910, Actes p. 30). C'est ce qui a été reproduit par les textes légaux: « *A cheque*

Canada. — Après l'adoption du *Bills of Exchange Act* de 1882 en Angleterre, les provinces canadiennes de langue anglaise continuèrent à appliquer le droit anglais non-codifié.

La province de Québec était régie par le Code civil du Bas Canada. Mais, là encore, la loi sur la lettre de change, le chèque et le billet à ordre était d'une façon générale la loi anglaise.

Le Code civil, lui-même, renvoyait pour tous les cas, qu'il n'avait pas prévus, à la loi anglaise ⁽²⁰⁾.

Cette situation dura jusqu'en 1890, époque à laquelle le Parlement canadien adopta une loi fédérale basée sur le *Bills of Exchange Act* de 1882.

On remarque pourtant des divergences entre les deux textes. Elles s'expliquent aisément. Dans le but de faciliter l'adoption de la nouvelle loi, on jugea bon d'incorporer dans son texte certaines coutumes locales, déjà adoptées par quelques-unes des provinces ⁽²¹⁾.

is a bill of exchange drawn on a banker (ou a bank) payable on demand ». Sec. 73, *Bills of Exchange Act*, 1882; Sec. 165, *Bills of Exchange Act*, R. S. C. 1927. C. 16; Sec. 185, *Negotiable Instruments Law*.

(20) Art. 2340 du Code civil du Bas Canada.

(21) J. D. FALCONBRIDGE, *Banking and Bills of Exchange*, Toronto, 1929, p. 455-456. Les différences existant entre ces deux lois sont les suivantes:

1° Au Canada, si le dernier jour de grâce est une fête légale ou un jour non ouvrable, l'échéance est reportée au jour qui suit la fête légale. En Angleterre, on distingue deux sortes de jours non ouvrables et suivant les cas la lettre est payable, soit le jour précédent, soit le jour suivant celui de la fête légale.

2° Les jours de fête légale au Canada ne sont pas toujours les mêmes que ceux reconnus non ouvrables en Grande-Bretagne. De plus, certains jours, non ouvrables à Québec, sont ouvrables dans le reste des provinces canadiennes.

3° Une lettre à vue, au Canada, est payable le troisième jour de grâce après sa présentation; en Angleterre, au contraire, elle

Etats-Unis d'Amérique. — De la Grande-Bretagne, du Canada et de quelques-unes des possessions britanniques, les conceptions anglaises sur la lettre de change devaient s'implanter sur le territoire des Etats-Unis de l'Amérique du Nord. Au commencement, à l'exception de la Louisiane, la *Common Law* anglaise régissait les différentes provinces de l'Union. Mais les règles relatives à la lettre de change, au chèque et au billet à ordre, non codifiées pour la plupart, variaient

est payable au moment de la présentation, les jours de grâce étant exclus.

4° La loi canadienne n'a pas prévu la disposition légale existant en Angleterre, et protégeant le banquier qui, de bonne foi et dans des circonstances commerciales normales, solde un chèque sur un endossement faux ou non autorisé.

5° Les deux lois se différencient par le délai donné pour dresser protêt ou pour notifier le protêt ou le refus d'acceptation ou de paiement, ainsi que par le mode prévu pour faire cette notification.

6° L'« *inland bill* » et le « *foreign bill* » doivent être protestés d'après les prescriptions du droit de Québec; dans les autres provinces et en Angleterre une simple notification du refus est suffisante, lorsqu'il s'agit de l'« *inland bill* » seulement. Ajoutons enfin qu'au Canada, il est permis de dresser protêt dans tous les cas où les frais de protêt font partie des dommages recouvrables sur la personne obligée.

7° La loi canadienne décide que l'endosseur irrégulier — la personne, qui signe la lettre ou le billet tout en n'étant ni tireur, ni accepteur, ni souscripteur, ni endosseur — est lié vis-à-vis du porteur régulier de la même façon que l'endosseur régulier.

8° Enfin les prescriptions de la loi canadienne, relatives à la présentation en vue du paiement d'une lettre de change ou d'un billet sur une place indiquée, ne sont pas les mêmes que celles de l'Act modèle; et, d'autre part, elles ne sont pas assez précises. C'est ainsi qu'on ne peut savoir avec certitude si la présentation au domicile est une condition essentielle pour avoir le droit d'agir contre l'accepteur ou le souscripteur, ou si, en cas de non présentation, il n'y aurait lieu qu'à recouvrement des dommages occasionnés par la non-présentation (art. 93).

Notons encore que les amendements apportés aux art. 76-82 de l'Act anglais, en 1906, en 1917 et en 1922, n'ont pas été adoptés au Canada.

Cependant le Parlement canadien incorpora en 1891 dans l'article 10 de son Act, la règle anglaise que « les règles de la *Common Law*, y compris la loi marchande, continueront à être appliquées aux lettres de change, aux billets à ordre et aux chèques, sauf au cas où elles seraient incompatibles avec les prescriptions expresses de la loi ».

suivant les pays : soit qu'elles aient été remaniées par les législatures d'Etats, soit qu'elles fussent issues des différentes juridictions des Etats. Aussi, le besoin d'une loi commune à tous les Etats de l'Union — cette véritable Société des Nations — se faisait de plus en plus sentir.

Cependant, la Constitution Fédérale des Etats-Unis d'Amérique n'admettait d'intervention législative pour l'ensemble des Etats que sur un certain nombre de matières de droit privé, parmi lesquelles ne figurait pas la réglementation du commerce intérieur de chaque Etat. Il fallait donc recourir à des expédients. On se servit d'une voie « tortueuse » — *la méthode de la Législation Uniforme*.

L'Association du Barreau Américain eut l'idée de créer la Commission d'Uniformité des lois d'Etats. Ce fut cette Commission qui s'occupa dès lors de l'élaboration et de l'adoption par les Etats, membres de l'Union, des lois à rendre uniformes.

Cette Commission fut créée en 1890 par une loi de l'Etat de New-York.

Le Gouverneur devait désigner trois commissaires et inviter les autres Etats à envoyer des commissaires en vue de rechercher les moyens d'arriver à des lois uniformes.

En 1891, 6 Etats avaient désigné leurs délégués ; mais ce fut seulement en 1892 que s'ouvrit le premier congrès avec 9 Etats présents.

Le nombre des Etats représentés alla croissant jusqu'en 1912, date à laquelle la Commission devint nationale par la représentation de tous les Etats.

Ces délégués étaient dans certains Etats nommés par le Gouverneur ; dans d'autres, ils ne l'étaient qu'avec l'assentiment du Parlement. De toute façon, d'ailleurs, ces délégués ne pouvaient lier les Etats qu'ils représentaient. La Commission jouissait cependant d'une grande influence, grâce à l'intérêt que lui portait l'Association du Barreau Américain ⁽²²⁾.

La loi américaine sur les effets négociables fut ainsi l'œuvre de ce corps de juristes américains, qui, ayant révisé et approuvé le projet de loi de *John J. Crawford*, de New-York, le recommanda aux Etats, en 1896, comme loi uniforme des instruments négociables et dès lors assura son adoption par les législatures des Etats ⁽²³⁾.

(22) E. LAMBERT, *L'enseignement de Droit comparé* ; MADIER, *L'association du barreau américain*, et Ch. REY, *La commission américaine d'uniformité des lois d'Etats*, tomes 1 et 17 de la Bibliothèque de l'Institut de Droit comparé de Lyon.

(23) E. LAMBERT, *op. cit.* ; FALCONBRIDGE, p. 459-460. Ce projet de loi fut élaboré à la suite d'une résolution, adressée au Comité de Droit commercial de la Commission d'Uniformité, dans sa réunion annuelle d'août 1895, résolution conçue en ces termes : La conférence demande au comité « de se procurer le plus tôt possible un projet de loi sur les effets de commerce, inspiré du Statut anglais relatif à cette matière ainsi que de toute autre source d'information, paraissant utile à être consultée ».

Le *Negotiable Instruments Act* a été successivement adopté dans les Etats fédérés suivants :

1897, Colorado, Connecticut, Florida, New-York, Virginia.
1898, Maryland, Massachusetts.
1899, District of Columbia, North Carolina, North Dakota, Oregon, Rhode Island, Tennessee, Utah, Washington, Wisconsin.
1901, Arizona, Pennsylvania.
1902, Iowa, New-Jersey, Ohio.
1903, Idaho, Montana.
1904, Kentucky, Louisiane.
1905, Kansas, Michigan, Missouri, Nébraska, Wyoming.
1907, Hawaï, Illinois (avec modifications), Nevada, New-Mexico, West Virginia.
1909, Alabama, New Hampshire, Oklahoma.
1911, Delaware, Philippine Islands.
1912, Vermont (avec modifications).
1913, Alaska, Arizona, Arkansas, Indiana, Minnesota, South Dakota.

Pour terminer, notons que la *Negotiable Instruments Law* est incontestablement « un code très important et habilement arrangé ». Son auteur, *J. Crawford*, a bénéficié des travaux de *Chalmers*, mais son œuvre est beaucoup plus simple, moins technique et mieux mise à la portée de tous que celle de son précurseur anglais (24).

§ 4. — DIFFÉRENTS GROUPES DE LÉGISLATIONS CAMBIALES CONTEMPORAINES

56. — Les 3 législations-types en matière de droit du change : *anglaise, française et allemande*, ont entraîné la formation de plusieurs groupes de droits nationaux bien distincts. Abstraction faite des pays ayant adopté aujourd'hui la réglementation uniforme de Genève, la composition de ces groupes est la suivante :

I. — *Groupe anglo-saxon*

Grande-Bretagne et Irlande du Nord.

Dominions et colonies britanniques.

Etats-Unis d'Amérique.

1914, South Carolina.

1916, Mississippi.

1917, California, Maine.

1919, Texas.

1924, Georgia.

La *Negotiable Instruments Law* est donc aujourd'hui adoptée par tous les Etats de l'Union Nord-Américaine sans exception.

(24) J. D. BRANNAN, *Negotiable Instruments Law*, Annotated, fifth edition, Cincinnati, 1932. — Bien qu'elle ait eu comme modèle l'Act anglais, la *Negotiable Instruments Law* s'en écarte nettement sur plusieurs points. A titre d'exemple, signalons que d'après la *Negotiable Instruments Law* un effet n'est négociable que s'il est expressément stipulé qu'il est payable, soit à l'ordre d'une personne déterminée, soit à elle ou à son ordre, soit au porteur; et, suivant le *Bills of Exchange Act*, 1882, l'effet est négociable s'il

II. — *Groupe Français* ⁽²⁵⁾

France.

Luxembourg.

Monaco.

III. — *Groupe intermédiaire*

(faisant pont entre les groupes français et germanique)

Belgique.

Espagne.

Argentine.

Chili.

IV. — *Groupe Germanique*

Bulgarie.

Brésil.

Finlande.

Honduras.

Hongrie.

Italie.

Japon.

Lithuanie.

Lettonie.

Esthonie.

est déclaré payable à une personne déterminée et si, en même temps, il ne contient pas de mention interdisant le transfert ou indiquant l'intention de ne pas rendre l'effet négociable.

(25) Il convient d'observer que le Code de commerce français avait au début rallié la presque totalité des législations commerciales. Mais, sous l'empire des besoins du commerce, ce code abandonnant lui-même peu à peu les conceptions de l'Ordonnance de Louis XIV, ce groupe d'Etats devait se voir énormément diminué. Appartiennent encore au groupe français quelques Etats de l'Amérique latine (Bolivie, Costa Rica, Haïti, Saint Domingue).

Pérou.

Portugal.

Roumanie.

Suisse.

Tchécoslovaquie.

Union des Républiques Socialistes Soviétiques ⁽²⁶⁾.

Uruguay.

Par contre, sous l'empire d'une nécessité absolue résultant de la nature internationale de la lettre de change, un certain nombre d'Etats avaient orienté leurs législations en matière de droit du change vers l'adoption des règles uniformes, posées par la Convention et le *Règlement Uniforme* de La Haye de 1912.

Ces Etats sont : la Chine, quelques républiques de l'Amérique Latine, la Pologne, la Turquie et la Yougoslavie.

Ce tableau témoigne du grand inconvénient que présentait une diversité de législations à l'égard d'un droit essentiellement international.

Le besoin impérieux d'unifier ce droit était donc évident ; cette nécessité explique l'apparition d'un mouvement tendant à obtenir une législation cambiale uniforme, dont nous allons retracer les étapes principales.

(26) L'U. R. S. S. a adopté le « *Règlement sur les effets de commerce approuvé par le Comité central exécutif panrusse et le Soviet des Commissaires du peuple le 20 mars 1922* ».

Cette loi, remarquable par sa concision et sa clarté, repose, de par la conception même qui l'a inspirée, sur les mêmes bases que la législation allemande. Comme la dernière législation cambiale russe, elle s'occupe dans sa première partie — plus étendue que la seconde — du « *Veksel prostoi* », c'est-à-dire du billet à ordre.

Signalons qu'en raison de la dernière réforme de l'organisation du crédit en U. R. S. S., survenue en janvier 1930, le règlement des effets de commerce a perdu presque toute sa valeur pratique.

CHAPITRE III

Lutte pour l'unification du droit du change

57. — « Certaines institutions juridiques, disait *Pappenheim* ⁽¹⁾, sont de par leur origine destinées à servir au commerce entre groupements sociaux. Leur histoire est internationale et la fin qu'elles poursuivent tend à les libérer des barrières nationales ».

PREMIERE SECTION

MOUVEMENT ANTERIEUR AU XX^e SIECLE

58. — Des objections s'élevèrent dès que l'Etat chercha à réglementer le commerce et à arrêter la marche de cette coutume internationale en enfermant le droit du change dans des limites étroites et nationales.

(1) PAPPENHEIM, *Die Uniformirung des Wechselrechts auf der Grundlage der Allgemeinen deutschen Wechselordnung*, dans *Zeitschrift für das gesammte Handelsrecht*, 1882, t. 28, p. 509. — CHALMERS, p. XLIV-XLV. — Lord BLACKBURN a dit: « ...mais les règles générales du droit commercial sont les mêmes dans tous les pays... Le droit relatif aux effets négociables, expliquait le juge *Story*, peut vraiment être déclaré dans le langage de Cicéron..., être en grande partie, non pas la loi d'un seul pays exclusivement, mais du monde commerçant entier: *Non erit lex alia Romae, alia Athenis, alia nunc, alia post hac, sed et apud omnes gentes et omni tempore una eademque lex obtinebit* ». Enfin *Chalmers* écrivait : « ...c'est spécialement le cas des effets négociables, les plus cosmopolites de tous les contrats ». — FALCONBRIDGE, p. 458-459. Le sep-

C'est ainsi qu'au milieu du xvii^e siècle, le jurisconsulte de Sérionne demandait « une loi générale et conforme chez toutes les nations commerçantes ».

Mais cette conception rencontra une vive opposition de la part des législateurs, petits ou grands, jaloux de leur indépendance. Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir les jurisconsultes du xviii^e siècle et de la première moitié du xix^e siècle railler l'idée d'unification du droit du change et la considérer comme une utopie ⁽²⁾ ⁽³⁾.

L'ouvrage d'Antoine de Saint Joseph, « *Concordance entre les codes de commerce étrangers et le code de commerce français* » ⁽⁴⁾, paru en 1844, décida le jurisconsulte Léone Lévi à proposer au Prince Albert la convocation d'un congrès mondial pour l'unification du droit en matière de change.

59. — Cette renaissance de l'idée d'uniformisation des règlements cambiaux mit en lumière la grande similitude existant entre toutes les lois cambiales ;

tième procès-verbal (*report*) de la commission chargée de codifier les lois du Bas Canada (*Lower Canada*) en matière de Droit civil, contient les remarques suivantes concernant les lettres de change, billets à ordre et chèques : « Les lois de toutes les nations, en ce qui concerne ce sujet, s'accordent parfaitement dans la plupart des cas ; il existe certains principes, communs à toutes les nations, qui constituent la vraie base sur laquelle repose tout le droit du change, faisant partie de la jurisprudence civile de chaque pays. Ces principes, ayant leur origine dans les coutumes et dans la pratique du change, sont considérés comme si justes en eux-mêmes que toutes les conclusions régulières, pouvant être déduites de ces principes, sont jugées universellement obligatoires ».

(2) GEORG COHN, *Der Entwurf einer Wechselordnung für das Russische Reich und die neuen Wechselgesetze Belgiens Ungarns, Skandinaviens, der Schweiz, Italiens und Grossbritaniens*, dans *Zeitschrift für das gesammte Handelsrecht*, 1882, t. 28, p. 1 et s.

(3) Les premières traces des travaux en vue de l'unification se trouvent dans les recueils des lois positives sur la lettre de change de Phoonson, Herbach, Nougner.

(4) Cet ouvrage contenait les lois cambiales de 44 Etats.

elle démontra surtout que les divergences entre les textes de lois tenaient moins au caractère national des lois qu'à l'obstination des législateurs, à leurs préjugés, à leur intolérance et parfois même à l'époque à laquelle avait eu lieu la codification ⁽⁵⁾ ⁽⁶⁾.

60. — Les tendances à réaliser cette unification se manifestèrent à plusieurs reprises.

En 1863 « l'Association internationale pour le progrès des sciences sociales » et le célèbre jurisconsulte *Asser* ⁽⁷⁾ émirent des vœux pour cette unification; ces efforts se poursuivirent en Italie, où *Mancini* s'était prononcé en faveur de la convocation d'une conférence internationale.

Ces tentatives se succédèrent dans les différents congrès de jurisconsultes à Budapest, à Copenhague et à Francfort. Elles furent secondées par les efforts des Pays-Bas en 1873.

Ces efforts furent puissamment aidés par l'« Association for the reform and codification of the law of nations », qui organisa les Congrès de La Haye, de Brême (1876), d'Anvers (1877), de Francfort-sur-Main (1878) ⁽⁸⁾.

(5) GEORG COHN, p. 3.

(6) En France, la « Loi relative aux échéances des effets de commerce » de 1870 fit très nettement ressortir toutes les difficultés dont souffraient les relations internationales.

(7) PAPPENHEIM, p. 515. Le jurisconsulte *Asser* s'exprimait en ces termes: « que des jurisconsultes des principaux pays commerçants se tendent la main pour entreprendre ensemble la rédaction d'un projet de loi uniforme ».

(8) PAPPENHEIM, p. 512-513. A Brême furent adoptées les 27 résolutions, connues sous le nom de « règles de Brême » et qui s'inspiraient en grande partie du droit allemand.

En 1880 la question d'unification fut reprise par l'Institut de Droit International, et en 1883, cette académie internationale se déclarait en faveur de l'unification en matière de droit du change.

Ecartant la proposition de *Norsa* ⁽⁹⁾ tendant à la création d'une lettre de change internationale, cet Institut, dans sa séance tenue à Bruxelles en 1885, recommanda aux Etats représentés, ainsi qu'aux corporations intéressées, l'adoption de ses projets d'une loi uniforme relative aux lettres de change et billets à ordre ainsi que d'un règlement international sur les conflits de lois en matière de droit du change.

On fit valoir une fois de plus le grand principe : *que la lettre de change, instrument de paiement et de crédit, est d'un usage universel; que sa raison d'être étant d'être transmise de main en main sans difficulté, la diversité des législations apportait un obstacle à sa circulation, gênait les négociants et nuisait aux relations d'affaires entre pays* ⁽¹⁰⁾.

Cette proposition fit l'objet d'une discussion au Congrès de Droit Commercial, tenu à Anvers en 1885, où fut élaboré un projet relatif aux lettres de change, aux billets à ordre et même aux chèques. ne compre-

(9) Les « *règles de Brême* » servirent de base à un projet de loi complet en 106 articles, rédigé par Dr *Cesare Norsa*, avocat à Milan; à l'exception des dispositions relatives à la lettre de change internationale, ce projet servit de modèle lors de la rédaction des projets de Bruxelles en 1885. (Voir *Annuaire de l'Institut de Droit international*, 1885, 7^e année, p. 53 et s., et 1886, 8^e année, p. 79 à 123).

(10) F. DAGUIN, dans *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1885-86, p. 608.

nant pas moins de 57 articles ⁽¹¹⁾. Ce projet fut complété et modifié en 1888 par le deuxième Congrès de Droit Commercial, siégeant à Bruxelles. Cependant, forts de l'expérience acquise au cours du premier congrès, les délégués limitèrent le projet de loi aux règles relatives au droit du change, laissant de côté la provision ⁽¹²⁾.

Ainsi, sous l'influence des besoins qui se faisaient sentir, les principes, considérés jusque-là comme immuables, voyaient-ils leur application se restreindre et les jurisconsultes étaient-ils obligés eux-mêmes, *pour répondre aux nécessités de la pratique*, de tempérer ces règles traditionnelles par des concessions de plus en plus importantes.

M. Primez, président de Section et rapporteur des travaux du congrès, le déclara d'ailleurs assez judicieusement : « La décision de ne pas s'occuper de la provision contient implicitement la condamnation du système franco-belge » ⁽¹³⁾.

(11) F. DAGUIN, dans *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1885-86, p. 608 et s. — CH. CONSTANT, dans *France Judiciaire*, 1885-86, p. 5 et s. Ce projet s'inspire aussi de celui du D^r Norsa: Le congrès fut divisé sur la question de la provision. Les délégués allemands, anglais, russes, hongrois et italiens déclarèrent inacceptable le maintien de la provision et des droits du preneur sur le montant de cette provision. Mais la doctrine française triompha grâce au grand nombre des délégués français et belges. Afin d'éviter une scission, on incorpora au projet quelques prescriptions de conception allemande, proposées d'une manière alternative avec celles de la doctrine française.

(12-13) CH. CONSTANT, dans *France Judiciaire*, 1889, p. 8. « Il appartiendra aux diverses législations, disent expressément les résolutions du congrès de Bruxelles, de déterminer s'il convient d'affecter la provision, quand il en est à payer, de préférence à la lettre à laquelle elle est afférente; de dire quelles dettes peuvent être recouvrées par lettres de change; de régir le gage et l'hypothèque dans leurs rapports avec la lettre de change; de fixer le caractère et les effets de l'aval par acte séparé, en l'assimilant sous ces rapports à l'aval inscrit sur la lettre ».

61. — Ces efforts ⁽¹⁴⁾, méritant les plus grands éloges, n'amenèrent malheureusement pas les Gouvernements à réaliser les vœux traduisant la volonté du monde des affaires et répondant aux besoins du commerce.

Ils n'eurent pas de suite, — malgré ce que contenait de logique la déclaration finale du Congrès de Bruxelles, concluant « ...qu'il n'est aucun des points débattus dans ce congrès qui s'oppose à l'adoption d'une législation uniforme de la lettre de change » ⁽¹⁵⁾.

DEUXIEME SECTION

MOUVEMENT CONTEMPORAIN. INTERVENTION OFFICIELLE DANS LA REDACTION DES REGLES CAMBIALES UNIFORMES.

62. — C'est au xx^e siècle que devaient être obtenus d'appréciables résultats, grâce à une active propagande, menée conjointement par des associations de juristes, de commerçants et d'industriels.

63. — En 1905 ⁽¹⁶⁾, année qui fut le point de départ d'un important mouvement en vue de l'unification, les « *Aeltesten der Kaufmannschaft* », de Berlin, confiè-

(14) MICHAELIS, p. 20. A la fin de 1901, cette question fut une fois de plus débattue au congrès international du commerce et de l'industrie, tenu à Paris, à l'occasion de l'Exposition universelle en 1889. On adopta un projet de loi uniforme, comprenant 18 articles, rédigé par MM. Lyon-Caen et Cousté.

(15) CHARLES CONSTANT, dans *France Judiciaire*, 1889, p. 15.

(16) Mentionnons que la question d'unification fut débattue en 1895 à la conférence sur le droit commercial; puis en 1900, à l'occasion de l'Exposition universelle de Paris, où se tint le Congrès international de droit comparé; ensuite à l'assemblée annuelle des juristes suisses, tenue en 1904, à la Chaux de Fonds.

rent au Dr *Félix Meyer* le soin de composer un travail de législation comparée sur la lettre de change et de rédiger un projet de loi uniforme. Ce remarquable travail, une fois terminé, servit de base scientifique à la discussion ouverte au Congrès de Milan ⁽¹⁷⁾ en 1906, tenu à la suite du Congrès à Liège des Chambres de Commerce et des Associations commerciales et industrielles.

L' « *International Law Association* » (*Association for the reform and codification of the law of nations*) propagea, de son côté, cette idée d'unification au congrès de Berlin en 1906, puis à celui de Buda-Pest en 1908 où les « *règles de Brême* » furent révisées et d'où sortit un nouveau projet, les « *règles de Buda-Pest* », comprenant 26 résolutions.

Des résolutions dans le même sens furent votées au congrès de l'Institut de Droit international, tenu en 1908, ainsi qu'aux assemblées internationales des Chambres et Corporations du Commerce et de l'Industrie à Liège en 1905 et à Prague en 1908 ⁽¹⁸⁾.

§ 1^{er}. — CONFÉRENCES DE LA HAYE DE 1910 ET 1912.

RÈGLEMENT UNIFORME

64. — Enfin, des voix, officielles cette fois, devaient se faire entendre en faveur de ce mouvement.

Sur la proposition des Gouvernements italien et allemand, la Hollande prit l'initiative d'une conférence

(17) MICHAËLIS, p. 21. Le compte rendu de ce congrès contient les propositions détaillées relatives à l'unification du droit du change.

(18) MICHAELIS, p. 21.

mondiale qui se réunit à deux reprises à La Haye, en 1910 et en 1912.

65. — A la première Conférence de La Haye ⁽¹⁹⁾, tenue du 23 juin au 25 juillet 1910, se manifestèrent dans les commissions d'assez nombreuses divergences de vues entre les délégués, surtout au sujet de la clause relative à la dénomination de la lettre de change.

Les délégués anglo-américains firent dès le début des réserves, déclarant qu'il leur était impossible d'adhérer à une convention portant unification du droit du change, en raison des différences existant entre la doctrine anglo-saxonne et celle admise sur le continent. Ils ajoutèrent qu'ils craignaient en outre par cette adhésion de détruire l'uniformité existant déjà en pratique dans le monde anglo-américain ⁽²⁰⁾.

Les rapporteurs, *Lyon-Caen* et *Simons*, pour la loi uniforme et *Renault*, pour la convention, déposèrent cependant devant l'assemblée les avant-projets d'une loi et d'une convention accompagnés de l'exposé des motifs.

L'assemblée, composée de représentants de 32 Etats,

(19) Sur les 40 Etats qui avaient adhéré à la Conférence projetée, 35 nommèrent des délégués. Les représentants de 32 Etats seulement se rendirent à La Haye, tandis que la Grèce, le Salvador et l'Uruguay ne se firent pas représenter.

Les travaux de la Conférence de La Haye furent ainsi suivis par l'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique, l'Argentine, l'Autriche, la Hongrie, la Belgique, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, la Chine, Costa-Rica, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, Haïti, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, le Monténégro, le Nicaragua, la Norvège, le Paraguay, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie, la Serbie, le Siam, la Suède, la Suisse et la Turquie.

(20) V. JACQUES BOUTERON, *De l'unification du droit relatif à la lettre de change et au billet à ordre*, thèse, Paris, 1912.

les adopta à l'exception de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis de l'Amérique du Nord ; elle se sépara en adressant au Gouvernement des Pays-Bas le vœu que, le délai pour apprécier les avant-projets une fois expiré, une seconde conférence se réunît pour adopter une loi internationale-uniforme sur le droit du change ⁽²¹⁾, et traiter également de l'unification du droit relatif au chèque.

66. — La seconde conférence de La Haye tint sa première séance le 15 juin 1912. Sa clôture fut prononcée le 23 juillet 1912.

37 Etats étaient représentés, parmi lesquels la Grande-Bretagne et les Etats-Unis de l'Amérique du Nord. A nouveau les délégués anglo-américains renouvelèrent les réserves qui avaient été formulées par eux en 1910.

La base des discussions fut fournie par les avant-projets de la première Conférence.

Comme à la première Conférence de 1910, la présidence de cette deuxième Conférence fut dévolue au célèbre jurisconsulte hollandais *Asser*.

En séances de commissions et en séances plénières furent adoptés avec quelques modifications les avant-projets, dont *MM. Lyon-Caen* et *Simons*, pour la loi uniforme, et *Renault*, pour la convention, avaient été les rapporteurs.

On rédigea le texte de la convention d'unification du droit relatif aux lettres de change et aux billets

(21) *Conférence de La Haye de 1910, Actes*, p. 375.

à ordre, contenant 31 articles, ainsi que le texte du *Règlement Uniforme* des lettres de change et des billets à ordre, comprenant 80 articles. La Convention, portant *Règlement Uniforme* des lettres de change et des billets à ordre, fut ensuite soumise à la signature des représentants des Etats.

Les Etats s'engageaient par l'article 1^{er} de la Convention à introduire sur leur territoire le *Règlement Uniforme*, sans lui faire subir d'autres modifications que celles prévues par les articles 2-23 de la Convention. Celle-ci était ouverte aux signataires jusqu'au 31 juillet 1913. Elle devait ensuite être ratifiée « le plus tôt possible » (art. 25) ⁽²²⁾.

Les signatures des représentants des 27 Etats européens et des 10 Etats extra-européens furent apposées dans le délai prévu. Parmi elles ne figurèrent naturellement pas celles des délégués britanniques et américains.

Malgré cela, exception faite de quelques républiques de l'Amérique Latine, ni la Convention ni le *Règlement Uniforme* ne furent mis en vigueur dans les territoires des Etats contractants ⁽²³⁾.

(22) En même temps était adressée aux gouvernements des Etats représentés une demande d'étude de l'institution d'une juridiction internationale, destinée à assurer l'uniformité du droit du change.

(23) MICHAELIS, *op. cit.*, p. 25. La guerre de 1914-1918 empêcha d'une manière générale les ratifications. La réalisation des conclusions de La Haye fut dans certains pays préparée par des rédactions de lois cambiales conformes à la Convention. C'est ainsi que la Serbie rédigea un projet de loi basée sur l'avant-projet de 1910. En Autriche-Hongrie et en Allemagne on elabora des projets s'inspirant des dispositions du *Règlement Uniforme* de 1912. En France cependant, cette réalisation s'était heurtée au fait qu'elle portait atteinte aux prérogatives du Parlement dont les pouvoirs étaient singulièrement restreints par les articles de la Convention de La

Quant au *Règlement Uniforme*, il se rapproche dans ses grandes lignes de la *Wechselordnung*. Mais, le formalisme strict et absolu de la conception allemande a été assoupli. Les intentions des parties sont quelque peu prises en considération, ainsi que la condition de la bonne foi ; la clause de dénomination de lettre de change, tout en étant maintenue comme indispensable, peut quand même être remplacée par la clause à ordre sur les lettres de change tirées dans les Etats ayant décidé de faire usage de cette faculté accordée par les prescriptions de la Convention ⁽²⁴⁾.

67. — Un pas décisif était donc ainsi fait vers l'unification du droit du change.

En effet, à la différence des résolutions des congrès et conférences antérieurs, — qui proposaient une loi type, susceptible de s'imposer par sa propre valeur aux différents Parlements et de devenir ainsi loi universelle ⁽²⁵⁾, — la Convention de La Haye de 1912 mettait les Parlements en demeure ou d'accepter comme loi interne le texte du *Règlement Uniforme* ou de le rejeter en entier ⁽²⁶⁾.

Haye ; en Italie on objecta le faible effet que pouvait avoir la Convention en raison du grand nombre de dérogations au *Règlement Uniforme*, permises aux législations nationales.

(24) *Convention de La Haye 1912 sur l'unification du droit relatif à la lettre de change et au billet à ordre* (art. 2).

(25) CHARLES CONSTANT, dans *France Judiciaire*, 1885-86, p. 6.

(26) *Convention de La Haye portant Règlement Uniforme*, art. 1.

§ 2. — CONFÉRENCE DE GENÈVE DE 1930.

LOI UNIFORME

68. — La guerre terminée, la question de l'unification s'imposa à nouveau aux Etats et ce fut d'une façon générale la Société des Nations qui s'en occupa ⁽²⁷⁾.

69. — L'effort de la Société des Nations pour organiser sous ses auspices une nouvelle conférence internationale pour l'unification du droit du change fut inspiré par les rapports des quatre jurisconsultes de 1923, réunis en un « Livre Brun » ⁽²⁸⁾, ainsi que par les propositions des experts techniques de 1926, qui se réunirent à la suite du congrès, tenu à Bruxelles par la Chambre de Commerce Internationale, où s'affirma le désir du monde des affaires de mettre fin à la diversité des législations cambiales.

(27) C'est à la suite de la Conférence financière de Bruxelles de 1920, que la Société des Nations par l'intermédiaire de son Comité Economique chargea trois experts, MM. Ch. Lyon-Caen, M. Chalmers et J. Jitta, de rédiger un rapport sur cette unification. A la demande de M. Lyon-Caen, il leur fut adjoint un représentant du droit allemand, l'autrichien Franz Klein. Ce rapport devait répondre aux questions suivantes: 1° Peut-on envisager et de quelle façon la possibilité d'obtenir l'uniformité des lois cambiales existant sur le continent dans le but de les rapprocher des lois des pays anglo-saxons; 2° Pour quelles raisons les Gouvernements, ayant signé la Convention de La Haye de 1912, ne l'ont-ils pas ratifiée ?

(28) Société des Nations. Document C. 487, M. 203, 1923, II, E. 106. Les experts exposèrent qu'il était trop tôt pour envisager la constitution d'un droit universel sur le change, en raison des profondes divergences existant entre le droit anglo-américain et les législations dites *continentales*. Les difficultés provenaient d'une part de l'impossibilité pour les pays anglo-américains de bouleverser leur système devenu presque uniforme. D'autre part, cette réforme se heurtait à des principes d'ordre constitutionnel ainsi qu'aux nécessités politiques.

C'est pourquoi les experts proposaient de se borner provisoire-

Ces experts techniques de 1926 estimèrent que les projets adoptés à La Haye en 1912 pouvaient servir de base à une nouvelle étude. Ils signalèrent également l'intérêt qu'il y avait à traiter de certaines questions pouvant faire l'objet d'un accord entre les divers pays continentaux ⁽²⁹⁾. A cet exposé, deux autres experts, l'un anglais, l'autre américain, joignirent une note faisant ressortir que les milieux bancaires de leurs pays étaient disposés à accepter, en réalité dans une faible mesure, certaines dispositions du projet de 1912 ; et surtout que l'Office de Compensation des Banquiers de Londres appuierait volontiers, auprès du Gouvernement Britannique, la réalisation de quelques légères modifications au *Bills of Exchange Act* de 1882 ⁽³⁰⁾.

Entre temps, la Chambre de Commerce Internatio-

ment à obtenir dans la mesure du possible, l'uniformité des législations dites *continentales*, qui englobaient en outre celles des Etats de l'Amérique du Sud.

Mr. J. Jitta émit l'avis qu'il faudrait, dans l'élaboration de ce droit continental unifié, chercher à se rapprocher des institutions anglo-saxonnes, afin de préparer la possibilité d'un rapprochement ultérieur.

Ces rapports concluaient que, même pour l'unification du droit continental, on ne pouvait espérer arriver à une identité absolue ; que l'on devrait être satisfait de pouvoir adopter une solution semblable sur quelques points essentiels, ce qui achèminerait ainsi vers l'assimilation complète.

(29) *Conférence de La Haye, 1910, Actes*, 36-37. A la Conférence de La Haye, en 1910, le délégué américain, M. Conant avait magistralement formulé cette idée d'unification des législations dites *continentales*, dont 20 ans plus tard, devaient s'inspirer les partisans de l'unification du droit du change et qui devait les conduire au succès : « Si l'on pouvait, disait-il, obtenir une uniformité relative de la législation et des usages concernant les effets de commerce, au moins dans les nombreux Etats de l'Europe Continentale, un grand pas serait déjà fait dans la voie des encouragements au commerce international ; il en serait ainsi, quand bien même des différences continueraient à subsister entre le régime de l'Europe Continentale, d'une part, celui de la Grande-Bretagne, des Colonies britanniques et des Etats-Unis de l'autre ».

(30) *Document C. 102 (2), M. 48 (1), 1927, II, annexe 3.*

nale, dans sa session de juin 1927, tenue à Stockholm, rédigea un texte complet de règlement en vue d'une troisième conférence mondiale, qui aurait pour but de parachever l'œuvre de La Haye de 1912.

70. — Le Comité Economique, désireux cependant qu'on arrivât à des textes précis, chargea un second comité de 8 juristes ⁽³¹⁾ d'élaborer un projet pouvant servir de base de discussion à la prochaine conférence internationale.

Ce comité d'experts-juristes siégea en novembre 1927, en janvier et en avril 1928. Il avait à utiliser comme matériaux, les textes de la conférence de La Haye de 1912, les rapports des experts de 1923 (*Livre Brun*), les rapports des experts techniques de 1926, ainsi que les résolutions et les vœux des Congrès de la Chambre de Commerce Internationale tenus à Bruxelles, en juin 1925 et à Stockholm, en juin-juillet 1927.

Le résultat de ces travaux fut la confection de textes qui suivaient de très près le *Règlement Uniforme* de La Haye, ne lui faisant subir qu'un petit nombre de modifications ⁽³²⁾.

(31) Ce comité se composait de: MM. Percerou, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris, président du comité, Dr Hans Flotow, conseiller supérieur intime de régence à Berlin, Hermann-Otawsky, professeur à l'Université de Prague, Xavier Janne, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Liège, Sulkowsky, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Poznan, Max Vischer, premier secrétaire de l'Association suisse des Banquiers, Vivot, docteur ès-sciences juridiques de la Faculté de Buenos-Ayres, Weiller, délégué de la Fédération générale fasciste bancaire, de Milan.

(32) *Document E. 353, 1927* ; *Document C. 175, M. 54, 1928, II*. Les principes directeurs dont s'inspirait ce comité étaient qu'il fallait se

71. — Le rapport de ces experts fut communiqué par le Comité Economique, aux Etats Membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux Etats non-Membres avec prière de faire connaître leur opinion: Devait-on soumettre ce travail des experts à l'étude d'une conférence internationale ?

Ayant obtenu des réponses favorables, le Secrétaire Général de la Société des Nations, au cours de l'été 1929, convoqua une conférence internationale qui devait se tenir le 17 février 1930 à Genève, mais qui retarda sa réunion jusqu'au 18 mars de la même année ⁽³³⁾.

72. — Trente-deux Etats ⁽³⁴⁾ répondirent à l'appel, dont les Etats-Unis d'Amérique à titre d'observateurs seulement.

borner actuellement à l'unification du droit du change dit *continental* en faisant, toutefois, les emprunts, apparaissant comme possibles, à la législation anglaise ou américaine; puis chercher à édicter des règles uniformes en matière de conflits de lois, pour obtenir ainsi l'adhésion des pays qui conserveraient leur législation nationale. Enfin, avait été émise l'idée qu'une convention, s'imposant en bloc aux parlements, était difficilement acceptable et que ce règlement ne pouvait être qu'une loi modèle (thèse française). Aussi une réglementation uniforme des conflits de lois apparaissait-elle d'autant plus nécessaire.

(33) *Société des Nations, Document C. 234, M. 83, 1929, II.*

(34) Ces états furent: l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, la Bulgarie, la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord (et les parties de l'Empire Britannique non membres séparés de la Société des Nations), la Colombie, le Danemark, la ville libre de Dantzig, l'Equateur, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Siam, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Turquie, le Vénézuéla et la Yougoslavie. Les Etats-Unis d'Amérique ont assisté à la conférence à titre d'observateurs. En outre, les travaux de la conférence furent suivis par un représentant du Comité Economique de la S. D. N. et par un délégué de l'Institut International de Rome pour l'unification du droit privé ainsi que par trois experts représentant la délégation de la Chambre Internationale de Commerce.

Il est intéressant de constater que plusieurs Etats adhérents aux Conférences de La Haye ne se firent pas représenter à la Conférence de Genève, savoir : l'Argentine, le Chili, la Chine, Haïti, le Mexique, les Républiques de l'Amérique Centrale, le Paraguay, l'Uruguay et enfin la Russie.

Les résultats officiels de cette conférence furent :

a) Une convention portant *Loi Uniforme* sur la lettre de change et le billet à ordre, complétée par un Protocole et accompagnées de deux annexes : l'une contenant le texte de la *Loi Uniforme*, l'autre déterminant les cas dans lesquels il pourra être dérogé à la loi et les points sur lesquels sera laissée leur liberté aux lois nationales ;

b) Une Convention, suivie d'un Protocole, destinée à régler certains conflits de lois en matière de lettres de change et de billets à ordre ;

c) Une Convention, avec Protocole, relative au droit de timbre en matière de lettres de change et de billets à ordre ;

d) Un Acte final, contenant les vœux de la conférence et prévoyant une seconde session pour la discussion des projets relatifs au chèque.

73. — Les travaux de la conférence eurent lieu en des séances plénières, qui furent au nombre de 35.

Dès les premières séances un important mouvement se dessina en faveur du retour au système du *Règlement Uniforme*, la proposition des experts de 1928 d'une loi modèle compromettant gravement l'œuvre

d'unification. Aussi, sous la pression des délégués d'Italie, de Pologne, d'Allemagne et d'Autriche, le principe d'une loi-type fut-il rejeté.

D'autre part, malgré le désir de réduire les réserves au strict minimum, on fut obligé, en définitive, d'en admettre un grand nombre afin de faciliter les ratifications et d'arriver au moins à une unification de principe ⁽³⁵⁾.

74. — L'œuvre édifiée à Genève s'inspire du *Règlement Uniforme* de 1912 et des projets de 1928, mais sur certains points la Conférence s'écarte des projets pour revenir aux conceptions du *Règlement Uniforme* et, sur d'autres, elle a fait œuvre d'innovation.

Ce projet de loi uniforme est nécessairement plus détaillé que les lois nationales actuellement en vigueur. Il compte un grand nombre de dispositions ayant un caractère impératif ou prohibitif, afin d'éviter des lacunes qui auraient inévitablement provoqué des interprétations judiciaires contradictoires, émanant des tribunaux des divers Etats contractants, ce qui, évidemment, nuirait à la réalisation d'une uniformité en matière de droit du change.

Il fut décidé que ces trois conventions n'entreraient en vigueur que lorsqu'elles auraient obtenu les ratifications ou adhésions d'au moins sept Etats Membres de la Société des Nations, parmi lesquels figure-

(35) *C. R. de la Conférence de Genève de 1930. Société des Nations, Document C 360, M. 151, 1930, II.* Toutefois, certaines réserves, envisagées par le *Règlement Uniforme* de La Haye, furent supprimées, telles que la substitution de la « *clause à ordre* » à la dénomination de la lettre de change. Cette dénomination fut désormais rendue obligatoire.

raient trois Membres de la Société des Nations, représentés d'une manière permanente au Conseil; que la date d'entrée en vigueur de ces conventions serait le quatre-vingt-dixième jour qui suivrait la réception par le Secrétaire général de la Société des Nations de la septième ratification ou adhésion.

Il était convenu que ces conventions pouvaient être dénoncées deux ans après leur entrée en vigueur et que cette dénonciation produirait effet 90 jours après qu'elle aurait été reçue par le Secrétaire Général de la Société des Nations.

Seule, la Convention portant *Loi Uniforme*, pourrait être dénoncée à tout moment, en cas d'urgence appréciée librement par chaque Etat, d'après les dispositions contenues dans les articles 7 et 22 de l'annexe II ; notification de la dénonciation devrait immédiatement être faite à toutes les parties contractantes ainsi qu'au Secrétaire Général de la Société des Nations. Elle produirait effet deux jours après sa réception par les Etats contractants.

Cette facilité de dénonciation, étant exceptionnelle, n'était pas étendue aux deux autres conventions ⁽³⁶⁾.

Enfin, la Convention relative aux droits de timbre différerait des deux premières par sa force d'application ; elle était étendue même aux effets qui se trou-

(36) Mentionnons que la courte durée de l'engagement (deux années un quart) ainsi que la faculté pour les Etats de dénoncer la convention à tout moment représentent le tempérament apporté, sur l'initiative du délégué français, M. *Perceurou*, au système de la *Loi Uniforme*. On espérait par là réserver, au moins théoriquement, au législateur son droit d'initiative et décider plus facilement les parlements à ratifier la Convention.

veraient en circulation au moment de sa mise en vigueur.

Les autres dispositions de ces trois conventions étaient la reproduction les unes des autres.

75. — Signalons en terminant qu'en raison du système adopté, la mise en vigueur de ces conventions créait entre les Etats co-contractants un lien de droit leur imposant des devoirs et leur donnant des droits réciproques, ce qui indique le caractère conventionnel de cette législation uniforme.

76. — Les Conventions pouvaient être signées jusqu'au 6 septembre 1930, bien après la séance de clôture qui était du 7 juin 1930. Après le 6 septembre, tout Etat, membre ou non de la Société des Nations, pouvait leur donner son adhésion.

Les instruments de ratification devaient être déposés avant le 1^{er} septembre 1932 auprès du Secrétaire Général de la Société des Nations.

77. — Ces Conventions et leurs protocoles complémentaires furent signés par les délégués de 22 Etats. Quant à l'Angleterre, elle ne signa que la troisième Convention relative aux droits de timbre ainsi que le protocole complémentaire ⁽³⁷⁾.

(37) *C. R. de la Conférence, Société des Nations. Document C. 360, M. 151, 1930, II.* Ces vingt-deux Etats furent : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, la Colombie, le Danemark, la ville libre de Dantzig, l'Equateur, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Suède, la Tchécoslovaquie et la Turquie.

Les délégués des autres Etats (la Grèce, la Hongrie, le Japon, la

78. — A l'heure actuelle, plusieurs Etats signataires des Conventions de Genève de 1930 ont déjà adopté comme loi nationale le texte de cette *Loi Uniforme* (en faisant un usage plus ou moins large — selon chaque législation nationale — des dérogations permises par les réserves contenues dans l'annexe II).

Le texte de la *Loi Uniforme* concernant la lettre de change et le billet à ordre est entré en vigueur en 1932 au Danemark (loi du 23-3-1932), en Grèce (loi du 11-3-1932), en Norvège (loi du 27-5-1932) et en Suède (loi du 13-5-1932). Il est en outre en application en Autriche (loi du 18-8-1932) et aux Pays-Bas (loi du 25-7-1932) depuis le 1^{er} janvier 1934. Enfin, en Allemagne, la *Loi Uniforme* a été mise en vigueur le 1^{er} avril 1934.

D'autre part, signalons que de nombreux Etats sont sur le point d'adopter ces règles uniformes ; entre autres, la Belgique, l'Italie ⁽³⁸⁾, le Japon, la Pologne, la Yougoslavie ont rédigé des textes de projet de loi cambiale en conformité des conventions de Genève de 1930.

78 bis. — Jusqu'à présent les Conventions de Genève ont été ratifiées par les Etats suivants :

Belgique : Ratification du 31 août 1932 des trois Conventions.

Lettonie, la Roumanie, le Siam, le Vénézuéla et la Yougoslavie), ne signèrent que l'Acte final, reconnaissant ainsi avoir pris connaissance des résultats de la Conférence. Ils s'engageaient à en informer leurs gouvernements respectifs et à leur présenter des propositions et projets conformes à ces résultats.

(38) Signalons l'excellent ouvrage de F. RUGGERI, *La Cambiale. La legge uniforme di Ginevra nel diritto cambiario italiano*, qui a pour but d'exposer les modifications introduites dans le droit du change italien pour l'adoption de la *Loi Uniforme* de Genève.

L'exécution de la première de ces Conventions est subordonnée à l'usage des facultés prévues aux articles 1, 2, 3, 4, 5, 8, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 17 et 24 de l'annexe II. Pour le Congo belge et pour Ruanda, le Gouvernement belge entend se réserver l'usage de toutes les facultés prévues dans l'annexe en question, à l'exception de celle stipulée à l'article 21 de celle-ci.

Les Conventions ont été approuvées par une loi en date du 16-8-1932 et sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1934. Il faut toutefois noter que la *Loi Uniforme* sur les lettres de change et les billets à ordre n'a pas encore été introduite dans la législation nationale.

Finlande : Ratification du 31 juillet 1932 des trois Conventions. La ratification de la première de ces Conventions est soumise aux réserves que mentionnent les articles 14 et 20 de l'annexe II de cette Convention. La Finlande a fait usage du droit accordé par les articles 16, 17 et 18 de l'annexe II de légiférer sur les matières y mentionnées. Les Conventions sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1934, en vertu du décret du 30 décembre 1933.

Italie : Ratification du 31 août 1932 des trois Conventions. Le Gouvernement se réserve de se prévaloir de la faculté prévue aux articles 2, 8, 10, 13, 15, 16, 17, 19 et 20 de l'Annexe II.

Japon : Ratification du 31 août 1932 des trois Conventions. La ratification de la première de ces Conventions est donnée sous réserve du bénéfice des dispositions mentionnées à l'annexe II de cette Convention par application de l'alinéa 2 de l'article 1^{er}.

Suisse : Les Conventions de 1930 ont été approuvées par le Parlement le 8 juillet 1932 (sous réserve, pour la Convention portant loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre, des articles 2, 6, 14, 15, 16, 17 et 19 de l'annexe II). Mais l'exécution de ces Conventions est subordonnée à l'adoption de la loi revisant les titres XXIV à XXXIII du code des obligations.

Ratifications en voie de préparation :

Espagne ;

Equateur ;

Grande-Bretagne (pour la Convention relative au droit de timbre en matière de lettres de change et de billets à ordre) ;

Hongrie ;

Luxembourg ;

Pologne ;

Portugal ;

Tchécoslovaquie.

79. — Le nombre et l'importance des Etats qui ont déjà accueilli dans leurs corps de droit nationaux les dispositions de la *Loi Uniforme* de Genève — ou s'apprêtent à les y accueillir — donnent à croire que ces principes sont appelés à s'imposer progressivement à toutes celles des législations qui échappent à l'attraction du droit anglais. A mesure que s'allongera la liste de ces réceptions effectives de la *Loi Uniforme* — et elle se développe avec rapidité — il deviendra de

plus en plus difficile aux législations les plus attachées à leurs traditions particularistes de se tenir en dehors de ce mouvement d'organisation internationale des rapports juridiques cambiaires.

Nous entrons donc dans la phase décisive d'une troisième période de l'évolution historique du droit des effets de commerce, où cette branche du droit n'arrive point encore à reconquérir la pleine unité dont elle avait joui au moyen âge sous l'égide de la Coutume Marchande, mais réagit déjà efficacement contre l'émiettement en une multitude de réglementations nationales qu'elle avait subi pendant les ^{xvii}^e, ^{xviii}^e et ^{xix}^e siècles. Elle réagit en fondant toutes ces réglementations dans deux systèmes supranationaux de droit du change dont elles n'apparaîtront plus que comme les adaptations locales : le système *anglo-américain* et le système dit *continental*.

L'un de ces deux corps de droit communs du change s'est formé spontanément en dehors de toute entente internationale, sous la seule poussée de la pratique commerciale, par la force d'exemplarité d'une loi anglaise qui, modelée sur cette pratique, s'est imposée à l'adoption ou l'imitation par les diverses législatures de l'Empire Britannique, et, grâce à l'intermédiaire de l'*Uniform Negotiable Instruments Law*, de tous les Etats de l'Union Nord-Américaine.

Le second est le produit réfléchi d'un travail de conciliation entre peuples souffrant de la diversité de leurs droits, et qui n'ont abouti qu'en 1930 à s'enten-

dre pour y mettre fin dans la mesure du possible. A raison de la date récente de sa formation et de ses origines internationales, il ne s'applique point encore dans un certain nombre des Etats qui lui ont promis reconnaissance en signant la Convention de Genève ou même ont confirmé cet engagement moral par leurs ratifications. Mais, en revanche, il aspire — et peut légitimement aspirer — à une sphère de domination beaucoup plus vaste que le système anglo-américain, qui limite son autorité à un groupe de peuples étroitement apparentés par la communauté de race, de langue, et de culture juridique générale. C'est, en effet, improprement qu'on le désigne sous le nom — consacré par l'usage — de *système continental*, en recourant à la terminologie employée par les juristes anglo-saxons pour opposer à leur *Common Law* le fond d'institutions juridiques commun aux peuples du continent européen. Car, ce n'est pas seulement pour l'usage exclusif des pays de « droit civil » ou « continental » qu'a été édifiée la réglementation uniforme de Genève. Et, sous sa forme actuelle, aussi bien que dans l'ébauche sortie des Conférences de La Haye, elle a même trouvé un accueil plus empressé sur des terres asiatiques, comme la Chine et le Japon, que dans quelques-uns des Etats de l'Europe Continentale.

79 bis. — Ni l'un ni l'autre de ces deux corps de droit supranationaux n'a d'ailleurs réussi à établir dans l'ensemble de sa sphère géographique de domination l'uniformité absolue de la réglementation ju-

ridique des effets de commerce. Ils n'y ont introduit qu'une uniformité relative, mais une uniformité suffisante pour faire face aux besoins essentiels du commerce entre les Etats, disent — peut-être avec un peu trop d'optimisme — les apologistes de l'*Uniform Negotiable Instruments Law*.

La persistance de ces variantes dans la mise en œuvre d'un programme commun a été pour le droit uniforme anglo-américain la conséquence inévitable des conditions dans lesquelles il s'est constitué. L'adoption des mêmes modèles par des législations indépendantes les unes des autres — qui lui a donné naissance — s'étant produite d'une façon entièrement libre, a pu laisser place à des réajustages différents d'une législation à l'autre. Le modèle d'Acte sur les effets de commerce, arrêté par la Commission américaine d'uniformité des lois d'Etat, tout en adoptant les principes généraux de la loi anglaise de 1882 sur les lettres de change, a fait preuve parfois de quelque indépendance dans leur application. Et, si les *Bills of Exchange Acts* des Dominions Britanniques — ou des Etats dont se composent ces dominions — ont en général reproduit avec la plus grande fidélité les dispositions de l'Acte anglais correspondant, les Etats de l'Union Nord-Américaine n'ont pas toujours observé la même discrétion à l'égard de l'œuvre de la Commission d'Uniformité des lois. Car, dans les premières éditions de son commentaire classique de l'*Uniform Negotiable Instruments Law*, Brannan constatait que 35 des Etats sur 48 avaient apporté quelques

modifications d'ordre secondaire, et pour la plupart d'un caractère purement rédactionnel, à cet Acte Uniforme, et que les législations de l'Illinois et du Wisconsin étaient allées jusqu'à corriger respectivement 31 et 26 de ses 198 articles.

79 *ter*. — Avertis par l'expérience anglo-américaine qu'il est difficile, sinon impossible, qu'une réglementation uniforme du droit des effets de commerce soit acceptée sans aucune réserve par tous les pays adhérents, et sans des réserves qui varient d'un pays à l'autre, les auteurs de la *Loi Uniforme* de Genève se sont inclinés devant cette cause de persistance de diversités de détail, tout en s'efforçant d'en régler le jeu et d'en atténuer les inconvénients. D'où l'énumération limitative des points réservés à la libre réglementation par chacun des Etats, et l'établissement, par voie de convention internationale, de règles uniformes pour la solution des conflits de lois provoqués tant par les réserves de la *Loi Uniforme* genevoise que par la coexistence de deux corps concurrents de droit uniforme.

L'achèvement de la constitution de ces deux corps rivaux de droit supranational ne saurait être considéré comme un but qui se suffise à lui-même. Il ne peut nous apparaître que comme un moyen d'arriver plus aisément à un but supérieur, comme une étape naturelle dans la marche vers le rétablissement final de l'unité mondiale du droit du change. Leur fixation par écrit, d'une part, dans le *Bills of Exchange Act*

anglais et dans l'*Uniform Negotiable Instruments Law* américain et, d'autre part, dans la *Loi Uniforme* de Genève, rend désormais plus facile la comparaison critique du système anglo-américain et du système dit *continental*. Elle était un prélude nécessaire pour mettre la science internationale du droit en mesure d'aborder utilement une nouvelle tâche : la préparation de la fusion progressive de ces deux systèmes juridiques en un superdroit commun qui puisse assurer l'uniformité du droit du change dans l'ensemble de la communauté internationale.

C'est à l'inventaire descriptif du contenu des deux régimes actuels de droit uniforme cambiaire que va être consacré le présent travail.

Dans l'exposé de ces deux groupes de principes juridiques, nous analyserons les dispositions de la *Loi Uniforme* de Genève et celles du système de droit uniforme dégagé par l'action et le rayonnement du *Bills of Exchange Act* anglais et du modèle américain d'*Uniform Negotiable Instruments Law*. Et de ce rapprochement, qui nous fera connaître les éléments de convergence et les éléments de désaccord entre les régimes actuels de droit cambiaire supranational, — nous chercherons à faire ressortir, dans la mesure du possible, les principales règles cambiaires susceptibles de former la base d'une réglementation commune aux deux systèmes de droit du change.

DEUXIÈME PARTIE

Le Droit uniforme des Conventions de Genève de 1930 comparé au Droit uniforme Anglo-Américain

80. — Cette seconde partie est consacrée à l'étude des règles uniformes contenues dans les trois Conventions de Genève, à savoir :

1° Convention portant *Loi Uniforme* sur les lettres de change et billets à ordre dont les dispositions sont contenues dans les deux annexes, la première contenant la *Loi Uniforme* et la seconde les réserves qui autorisent les États contractants à déroger à certaines prescriptions de la *Loi Uniforme*.

2° Convention destinée à régler certains conflits des lois en matière de lettres de change et de billets à ordre.

3° Convention relative au droit de timbre en matière de lettres de change et de billets à ordre.

Notre but étant de comparer les règles du droit uniforme dit *continental* et celles du droit anglo-améri-

cain en vue de faire ressortir leur valeur réciproque, nous diviserons chaque chapitre ou section contenant l'analyse d'une des institutions du droit du change en deux parties, dont la première sera consacrée à l'exposé des dispositions de la *Loi Uniforme* et la seconde aux règles correspondantes des lois et des jurisprudences anglaises et américaines.

81. — Nous croyons utile de donner d'abord une courte liste des principaux termes propres au droit du change du système dit *continental* ainsi que de celui du droit anglo-américain.

Tireur : C'est le créateur de la lettre de change ; le créateur d'un billet à ordre est désigné sous le nom de *souscripteur*.

Tiré : C'est la personne à qui le tireur adresse l'ordre d'acquiescer la lettre de change.

Accepteur : C'est le tiré qui a accepté ledit mandat de la part du tireur en revêtant la lettre de change de son acceptation ; le tiré devient ainsi partie à la lettre de change.

Provision : C'est « la créance d'argent appartenant ou devant appartenir lors de l'échéance de la traite au tireur contre le tiré, et motivant de la part du premier l'émission de la lettre de change sur le second ⁽¹⁾ ».

Preneur ou bénéficiaire : C'est la personne au profit de qui un effet négociable (lettre de change ou billet à ordre) est créé ; cette personne est encore désignée

(1) THALLER et PERCEROU, *Traité élémentaire de Droit commercial à l'exclusion du Droit maritime*, Paris, 1931, n° 1419.

sous le nom de *remettant* ou de *donneur de valeur*. Cette dernière dénomination fait allusion à ce que le preneur fournit une valeur au créateur de l'effet afin que celui-ci souscrive la lettre à son profit.

Endossement (endos) : C'est une mention inscrite au dos de l'effet et qui opère cession parfaite du titre d'une personne à une autre.

Endosseur-endossataire : Le terme « l'endosseur » s'applique à la personne qui détient et cède l'effet ; l'endosseur correspond au cédant du droit commun ; par contre, l'endossataire reçoit l'effet et en devient cessionnaire par voie d'endossement.

Porteur : C'est normalement la dernière personne à qui l'effet a été transmis avant l'échéance et qui, par suite, acquiert toutes les actions cambiales en vue de poursuivre le paiement de l'effet.

Domiciliataire : Cette désignation indique la personne chez qui et non par qui le paiement de l'effet doit être effectué ; dans ce cas, l'effet est dit domicilié ; cependant, il faut noter que l'effet peut être domicilié sans indication du nom d'un domiciliataire.

Avaliseur : C'est la caution du droit du change et qui, par suite, acquiert les caractéristiques spéciales à ce droit.

Recommandataire : C'est la personne indiquée dans l'effet par le tireur ou l'un des endosseurs pour accepter ou payer l'effet *au besoin* (à défaut du tiré ou de l'accepteur) ; si, au contraire, une personne intervient de son chef pour accepter ou payer, elle est désignée

sous le nom d'*accepteur* ou de *payeur par intervention*.

Protêt : C'est l'acte — représentant l'une des formalités fondamentales du droit du change, — que doit remplir le porteur en vue de conserver et d'exercer ses droits de recours.

Outre ces termes et expressions, il existe quelques autres définitions et interprétations dans les législations cambiales anglaise et américaine. A savoir :

« *Person primarily liable on instrument* » : C'est le *débiteur principal* d'un effet négociable, — personne, qui, aux termes de l'effet, est absolument obligée de l'acquitter. Toutes autres parties ne sont engagées qu'à titre de garantes.

« *Action* » : Action comprend aussi la demande reconventionnelle.

« *Bank* » ou « *Banker* » désigne toute personne ou association de personnes se livrant aux affaires de banque, qu'elle soit dotée ou non de la personnalité civile.

« *Person* » comprend (outre la personne physique) un groupe de personnes que leur groupement forme ou non une personne morale.

« *Bearer* » (porteur) indique toute personne possédant la lettre de change ou le billet à ordre payable au porteur.

« *Bankrupt* » comprend toute personne dessaisie de ses biens au profit de ses créanciers.

« *Delivery* » signifie le transfert réel ou fictif de la possession de l'effet d'une personne à une autre.

« *Indorsement* » signifie un endos complété par la tradition.

« *Issue* » veut dire la première cession de l'effet, régulier quant à la forme, à une personne qui le reçoit en qualité de porteur.

« *Value* » signifie cause de valeur.

« *Written* » (écrit) s'étend aussi à l'imprimé et « *writing* » désigne aussi l'impression.

CHAPITRE PREMIER

Généralités

PREMIERE SECTION

THEORIES SUR LA NATURE JURIDIQUE DE LA LETTRE DE CHANGE

82. — La nature juridique de la lettre de change a formé l'objet, au cours des siècles, de nombreuses transformations. Maintes controverses en sont résultées, controverses qui ne sont pas encore de nos jours complètement épuisées.

83. — Le lien étroit, unissant la lettre de change au contrat de change, avait d'abord fait poser le principe que toute lettre de change ⁽²⁾ avait à sa base un contrat de change, dont elle assurait l'exécution.

(2) Le contrat de change, nous le savons, était un contrat par lequel on assurait la remise de l'argent « *absent* », c'est-à-dire de l'argent qui sera payé sur une autre place déterminée, contre de l'argent « *présent* » représenté par la valeur fournie. C'était donc le contrat passé entre le tireur de la lettre de change et celui qui remettait l'argent (donneur de valeur). L'obligation découlant d'une lettre de change, dépendait ainsi de la *causa debendi*, contenue dans le contrat de change, qui était, d'après la majorité des auteurs, un simple contrat consensuel. Ces conceptions donnèrent naissance à la théorie du *contrat de change* ou du *contrat consensuel*, adoptée et enseignée par les célèbres juristes *Scaccia*, de *Turri*, *Casaregis*, *Savary*, *Pothier*.

Par suite, ces vues se modifièrent et des auteurs comme *Heineccius* et *Martens* enseignèrent que la source des obligations cambiales était la lettre de change elle-même, l'écrit qu'elle représentait.

Cette théorie du contrat préexistant est restée jusqu'à nos jours à la base de quelques législations ⁽³⁾.

Signalons ici une variété de la théorie du contrat de change dans le droit moderne français : *la théorie de la délégation* ⁽⁴⁾.

L'ordre donné par lettre de change, à un tiers, de payer la dette, n'est autre chose qu'une *délégation* ; le tireur est le *délegant*, le tiré un *délégué*, le preneur un *délégataire*. *L'acceptation de la délégation* se présente, en conséquence, comme *la clef de la lettre de change*, donc comme le mécanisme même de la lettre de change.

La lettre de change serait donc, d'après Thaller, *un titre pourvu de la rigueur d'exécution qui caractérise le change, constatant l'ordre de payer une certaine somme d'argent donné par délégation à un tiers et remis au bénéficiaire de cette délégation*.

Le droit allemand, lui aussi, a compté parmi ses juristes des partisans de la théorie du contrat de change, tels que *Sohm, Unger, Goldschmidt, Ihering, Rieser, Gierke*. Mais chacun d'eux a apporté à cette théorie sa contribution personnelle. *Unger* considère qu'il s'agit d'un contrat passé tant avec le preneur qu'avec

C'est ainsi que l'obligation cambiaire devint indépendante de la cause ou de la valeur fournie et que la lettre de change put être utilisée comme instrument de paiement.

(3) LYON-CAEN et RENAULT, n^{os} 34 (note 2) et 44 bis. Les législations française et chilienne restent encore attachées à la théorie d'un contrat préexistant.

Rappelons qu'il faut différencier la lettre de change du contrat qui est à sa naissance. En s'inspirant des expressions du Droit romain, on peut dire que le contrat de change est de *bonne foi*, tandis que la lettre de change est de *droit strict*.

(4) THALLER et PERCEROU, n^{os} 1292 et s.

chacun des endosseurs successifs, le preneur devenant le délégant. *Goldschmidt* expose que c'est un contrat conclu entre le tireur et le premier bénéficiaire, celui-ci s'obligeant en même temps et unilatéralement vis-à-vis des bénéficiaires subséquents. Enfin, *Ihering* constate que l'offre est faite par le débiteur du change et que l'acceptation de l'offre se manifeste par l'acte de présentation de la lettre de change.

84. — Cependant, avec le temps, d'autres conceptions sur la nature juridique de la lettre de change se manifestèrent, s'opposant à la conception du contrat préexistant. On vit apparaître la théorie de *l'acte unilatéral litteris*. *Einert* en fut le créateur. Il proclama que la lettre de change était la monnaie de papier des commerçants — *private Papiergeld der Kaufleute*.

La promesse de payer ou de faire payer, contenue dans la lettre de change, était désormais réglementée par la loi. Le bénéficiaire n'avait plus à se préoccuper des exceptions nées des relations réciproques entre signataires de la lettre de change.

Le preneur, possesseur légitime d'un tel effet, voyait ainsi ses droits protégés aussi efficacement que s'il avait été possesseur de monnaie de papier émise par l'Etat, avec garantie de convertibilité en espèces.

Abstraction faite de sa conception erronée d'une assimilation totale entre les effets de commerce et la véritable monnaie de papier, *Einert* a jeté les fonde-

ments d'une nouvelle doctrine sur la nature juridique de la lettre de change ⁽⁵⁾.

85. — La théorie de l'*acte unilatéral* a gagné du terrain sur l'ancienne théorie du *contrat*. Elle se présente aujourd'hui sous le nom de théorie de la *création* — de l'obligation incorporée dans le texte de l'effet — qui est très répandue en Allemagne. Cette théorie ⁽⁶⁾ considère qu'une *obligation cambiaire découle de la manifestation unilatérale de volonté, exprimée par la signature apposée sur une lettre de change*.

La dette existe dès l'apposition de la signature, même avant la cession de l'effet à un bénéficiaire. La cause de l'obligation ne réside plus ainsi dans l'opé-

(5) MICHAELIS, p. 40 et s. Les jurisconsultes *Liebe* et *Thöl* contribuèrent à propager les principes de la doctrine d'*Einert*.

Tout en adoptant les idées d'*Einert*, *Liebe* élaborait la théorie de l'*acte formel*. D'après lui, tout dépendait de la forme de la lettre de change. *Forma dat esse rei*. Les obligations cambiaires des parties découlaient uniquement de la forme spéciale de la lettre de change ; la *causa civilis*, disait-il, ne résultait point de l'accord des parties. L'extrémisme de ces idées fit ressortir leur défaut. Mais il est incontestable qu'elles aidèrent puissamment à la consécration de ces nouvelles idées par la *Loi générale allemande sur le change* de 1848.

Thöl, de son côté, déclarait que tout reposait sur la promesse d'une somme d'argent. C'était la théorie du *contrat* ou de la *promesse d'une somme d'argent* (*Summenversprechenstheorie*). La promesse, en matière de droit du change, se basait, d'après lui, d'une part, sur la lettre de change, et, de l'autre, sur un contrat conclu en vue de la *transmission et de l'acceptation* de la lettre de change. Ce contrat comprenait les conventions conclues : 1° entre le tireur ou l'endosseur et l'acquéreur (*Begebungsvertrag*), et 2° entre l'accepteur et l'acquéreur (*Akzeptationsvertrag*). L'obligation cambiaire reposait désormais sur cette promesse et non sur la *causa*, et d'autre part, cette promesse d'une somme d'argent ne dépendait plus de l'existence de la valeur fournie et de la provision.

(6) MICHAELIS, p. 40 et 6.; *Staub's Kommentar zur Wechselordnung*, p. 33, ann. 10 ; THALLER et PERCEROU, n°s 1306 et s. ; LYON-CAEN et RENAULT, n° 46.

ration de fond qui est désormais considérée comme un simple motif.

Toutefois, les auteurs qui se rallient à cette doctrine, exigent pour la création d'une obligation cambiaire un autre élément à côté de la signature.

Dans cet ordre d'idées, *Staub* ^(6 bis) expose qu'une *tradition* de l'effet déjà souscrit est nécessaire pour engendrer une obligation en matière de lettre de change. C'est la théorie de *l'émission*. Cependant, *Grünhut* et *Kuntze* affirment que l'obligation cambiaire ne produira ses effets que si le titre de change, revêtu de la signature du débiteur, se trouve entre les mains d'un *porteur légitime* ou de *bonne foi*.

Un grand nombre d'auteurs tels que : *Lehmann*, *Randa*, *Canstein*, *Oertzen*, *Siegel*, *Dernbourg* expriment des vues analogues qui diffèrent plutôt par la forme que par le fond.

86. — Des conceptions semblables se firent jour en Angleterre, mais les Anglais ne s'arrêtèrent pas à ces théories nombreuses et parfois obscures. Leur sens pratique leur fit apprécier les services que pouvait rendre la lettre de change, même dépourvue de ses énonciations et éléments traditionnels.

« Le droit anglais, nous dit *Chalmers*, a, peu à peu, été formé par les décisions des cours de justice, basées sur la coutume. La théorie anglaise peut être appelée théorie de *la monnaie courante* ou *théorie bancaire*. Les lettres de change se sont transformées en Angleterre en une véritable monnaie de papier par-

(6 bis) V. *supra*, note 6.

faitement souple. C'est tout simplement un instrument de crédit (7) ». Cette doctrine a été adoptée par tous les pays anglo-saxons.

87. — De cette revue rapide des diverses conceptions qui se sont fait jour dans les divers pays, quelle conclusion devons-nous tirer en ce qui concerne la nature juridique de la lettre de change envisagée par la *Loi Uniforme* ?

Malgré le silence de la loi et la réserve de l'article 16 de l'annexe II, l'esprit de la *Loi Uniforme* (8) est orienté vers la théorie de l'acte unilatéral d'engagement ou plutôt dans le sens de la théorie de la création avec, en outre, l'existence indispensable d'un porteur légitime ou de bonne foi de l'effet. Parmi toutes les conceptions du droit dit *continental*, c'est à notre avis celle qui répond le mieux aux nécessités du change moderne dans la pratique des affaires. Cette conception est d'autant plus heureuse et présente d'autant plus d'importance, qu'elle rapproche ce droit uniforme continental du droit anglo-américain. Nul doute qu'elle contribuera à l'assimilation complète de ces deux droits.

ACTE JURIDIQUE SERVANT DE FONDEMENT A LA LETTRE DE
CHANGE.

88. — Nous venons de voir quelle a pu être la cause de l'engagement de change. Dans la période au cours

(7) CHALMERS, p. LII et LIII.

(8) Cf. articles 1 et 16 de la *Loi Uniforme* et art. 16 de l'annexe II.

de laquelle prédominait la théorie du *contrat de change*, la lettre de change tirait sa cause de l'acte juridique primordial (contrat de change) intervenu entre les parties. Elle ne portait donc pas sa cause en elle.

Plus tard, la lettre de change étant devenu *instrument de paiement*, sa cause a varié suivant la nature du contrat conclu entre les parties.

De nos jours, sous l'influence des conceptions d'Outre-Rhin, il n'y a plus besoin de convention pour engendrer une obligation cambiaire. Celle-ci résulte d'un acte unilatéral d'engagement.

La créance naît du seul fait du souscripteur sans le concours d'une contre-partie.

89. — Entre ces deux théories, nettement opposées, celle du contrat préexistant et celle de l'acte unilatéral, se place la conception anglo-saxonne de la nature de l'acte juridique servant de fondement à la lettre de change. D'après cette doctrine, la cause de valeur (d'un effet négociable) est toute cause suffisante à donner naissance à un simple contrat. Une dette préexistante peut constituer cette cause (art. 25 N. I. L.; art. 27, § 1^{er}, B. E. A.). L'absence ou la défaillance de la cause donne droit à invoquer les exceptions contre toute personne, *sauf vis-à-vis du porteur régulier* (art. 28 (N. I. L.). En outre, une personne, partie par complaisance, est responsable vis-à-vis du porteur contre valeur, *même* si, au moment de l'acquisition, ce porteur savait que cette personne n'était partie que par complaisance » (art. 29 N. I. L.; art. 28 B. E. A.).

Les législateurs anglo-américains se sont donc fidèlement inspirés des circonstances dans lesquelles se traitent les affaires. D'autre part, la protection accordée par la loi au détenteur de bonne foi de l'effet, conserve aux effets négociables leur caractère de papier monnaie ⁽⁹⁾. C'est en empruntant ces règles à la pratique des affaires que la doctrine anglo-saxonne est arrivée à satisfaire les besoins du commerce, sans recourir au formalisme strict et excessif des principes d'Outre-Rhin.

90. — La *Loi Uniforme* ne s'est pas prononcée sur ce sujet. D'après l'article 16 de l'annexe II, la question de savoir si le tireur est obligé de fournir provision à l'échéance et si le porteur a des droits spéciaux sur cette provision reste en dehors de la *Loi Uniforme*. Il en est de même pour toute autre question concernant le rapport sur la base duquel a été émise la traite.

(9) CHALMERS, p. 96 et s., 104 et s. *Rose v. Sims* (1830) 1 B. et Ad., p. 526 ; *Currie v. Misa* (1875) L. R. 10 Ex 153. Ex. Ch. : Ex. p. *Martingell, Re Brouwne* (1904) 2 K. B. 133 ; *Société Générale v. Metropolitan Bank* (1873), 27 L. T. (N. S.) 849. Le prof. Williston déclare dans son ouvrage « *Law of contracts* », cité par BRANNAN, p. 211 et 212 « ...a drawer or a maker was not liable to the payee if he proved that the instrument was given without consideration... Nor was an indorser... » FALCONBRIDGE, p. 604 et s. Dans cet ordre d'idées signalons qu'une cause ou considération valable peut être constituée par :

1° Une acceptation irrégulière (*Rose v. Sims*, 1830, 1 B. et Ad. 521, p. 526) ; ou

2° L'abstention de procéder à l'exécution d'un jugement (*Smith v. France*, 1907, 41 N. S. R. 20) ; ou bien

3° L'abstention, à la demande du défendeur, de poursuivre un tiers pour une dette, sans que le demandeur se soit engagé par une convention à s'abstenir de toute poursuite (*Crears v. Hunter*, 1887, 19 Q. B. D. 341) ; ou encore

4° L'abstention de poursuivre ou la concession d'un délai de grâce au défendeur, qui se présentent sous forme d'un crédit accordé par le créancier et équivalent au montant de l'effet dont s'agit (*Royal Bank of Scotland v. Tottenham*, 1894, 2 Q. B. 715, p. 717 ; *Bank of British North America v. Warren*, 1909, 19 O. L. R. 257, p. 263 à 264).

LA PROVISION DANS CERTAINS DROITS CONTINENTAUX.

91. — On a souvent dit en France que la création d'une lettre de change supposait deux transmissions de valeurs, l'une du preneur au tireur : *la valeur fournie* ; l'autre du tireur au tiré : *la provision*. Mais, on s'est rendu compte que ces deux transmissions n'étaient pas également essentielles.

Suivant la théorie du contrat, l'engagement cambiaire ne peut avoir deux causes simultanées — la valeur fournie et la provision. C'est, seule, la valeur fournie par le preneur qui doit être envisagée ; *la provision n'est que le moyen employé par le tireur pour assurer l'acceptation de la lettre de change par le tiré et son paiement à l'échéance* (10).

92. — Quatre questions se posent à l'occasion de la provision : 1° Qui doit faire la provision ? 2° En quoi consiste-t-elle ? Comment l'existence de la provision est-elle prouvée ? 4° A qui appartient-elle ? Pour résoudre ces diverses questions, rapportons-nous aux textes du code de commerce français.

1° La provision doit être faite par le tireur, ou par celui pour le compte de qui la lettre sera tirée (art. 115). Nous n'insisterons pas davantage sur un texte aussi clair et précis.

2° L'article 116 déclare qu' « il y a provision si, à l'échéance de la lettre de change, celui sur qui elle est fournie est redevable au tireur ou à celui pour le compte de qui elle est tirée, d'une somme au moins

(10) LYON-CAEN et RENAULT, n° 160 ; THALLER et PERCEROU, n°s 1421 et s. ; LACOUR et BOUTERON, n° 1235.

égale au montant de la lettre de change ». L'envoi de marchandises par le tireur au tiré, pour assurer le paiement de la lettre de change, constitue provision. Il en est de même de l'envoi d'effets de commerce dans le même but. Enfin, la provision peut résulter d'un crédit que le tiré a ouvert au tireur.

La provision doit exister entre les mains du tiré.

3° L'article 117 édicte des règles au sujet de la preuve de la provision. L'acceptation, d'après lui, suppose provision. Elle en établit la preuve à l'égard des endosseurs. En outre, qu'il y ait ou non acceptation, le tireur seul est tenu de prouver, en cas de dénégation, que le tiré avait provision à l'échéance ; sinon, il est tenu de la garantir, même si le protêt a été fait après les délais légaux ⁽¹¹⁾.

L'acceptation établit une présomption légale en faveur de l'existence de la provision. Toutefois, cette présomption n'est pas irréfragable, n'étant pas au nombre de celles prévues par l'article 1352 C. civ.; aussi le tiré peut-il la faire tomber, en prouvant qu'il n'a pas reçu de provision (Cass., 30 nov. 1897, D. 1898, 1, 158).

4° La célèbre question de la propriété de la provision a été finalement tranchée par la loi du 8-11-1922 dans le sens de la jurisprudence constante, approuvée par la majorité des auteurs. L'alinéa 2 de l'article 116 C. Com. déclare : « la propriété de la provision est

(11) La responsabilité du tireur qui n'a pas fait provision en temps utile est réglée dans le même sens par la loi belge du 20 mai 1872 (art. 61), le c. commerce hollandais (art. 207), le c. commerce espagnol (art. 458), le c. commerce chilien (art. 651), le c. commerce argentin (art. 621).

transmise de droit aux porteurs successifs de la lettre de change ».

Si le tiré n'a pourtant pas accepté l'effet, le porteur ne possède point d'action cambiaire contre lui. Mais il a, comme cessionnaire de la provision, le droit d'exiger du tiré qu'il paye la dette représentée par la provision et, dans ce but, il peut faire valoir toutes les garanties personnelles ou réelles qui y sont attachées.

La théorie de la cession de la provision, consacrée par cette loi du 8-2-1922, n'offre pas, d'après certains auteurs, une solution parfaite ⁽¹²⁾. Des difficultés surgissent lorsqu'il s'agit d'une affectation spéciale de la provision au paiement de la lettre de change ou quand il faut régler le concours de plusieurs lettres de change ayant une même provision insuffisante pour assurer le paiement de toutes.

Il nous faut enfin mentionner que la transmission au porteur de la propriété de la provision ne joue pas si la lettre de change est stipulée *non acceptable*.

93. — La provision est une des questions les plus délicates du droit du change. Comme nous l'avons vu, elle fit l'objet de vifs débats entre les jurisconsultes du groupe français et ceux du groupe germanique. Malheureusement, elle fut aussi l'écueil contre lequel vinrent se briser les efforts tentés en vue d'unifier le droit du change. Aussi, à l'instar de la Conférence de

(12) THALLER et PERCEROU, n^{os} 1451 et s. ; LYON-CAEN et RENAUULT, n^o 181 ; LACOUR, *La provision en matière d'effets de commerce* dans *Annales de Droit commercial*, 1931, p. 13 et s.

la Haye de 1912 (art. 14 de la Convention), les auteurs de la *Loi Uniforme* décidèrent-ils de ne pas édicter de règles concernant la provision (art. 16 de l'annexe II de la Convention portant *Loi Uniforme*), afin de prévenir toute opposition à l'adoption de cette loi cambiale uniforme ⁽¹³⁾.

LA PROVISION DANS LE DROIT ANGLO-AMÉRICAIN.

94. — La loi uniforme américaine, au contraire, ainsi que la loi anglaise de 1882, contiennent une réglementation de la provision.

Une lettre de change n'opère pas cession de fonds entre les mains du tiré et ce dernier n'est engagé qu'à partir du moment où il signe son acceptation (N. I. L., art. 127 ; B. E. A., art. 53 § 1). Pourtant, l'article 53 § 2 du B. E. A., stipule qu'en Ecosse, lorsque le tiré d'une lettre de change a entre ses mains des fonds susceptibles d'être appliqués au paiement, la lettre vaut affectation spéciale, en faveur du détenteur, jusqu'à concurrence du montant de la lettre de change, à partir du jour où la lettre a été présentée au tiré ⁽¹⁴⁾.

(13) Les législations cambiales, qui se sont inspirées de la *Wechselordnung*, ne s'occupent plus de la provision. V. *supra*, n^{os} 39 à 47 et 56.

(14) BRANNAN, p. 815, 291 à 293, *Jones v. Crumpler* 119 Va. 143, 89 S. E. 232 S. C. sec. 134. Cependant une lettre de change une fois acceptée constituerait cession de fonds du tireur au tiré (*Sopp v. Mechaley*, 103 Neb. 264, 172 N. W. 35, 175 N. W. 658 S. C. sec. 135) ; p. 265, 267, 281, *Morris County Brick Co v. Austin*, 79 N. J. L. 273, Atl. 550 (citation de *Mc Keehan*) ; *State Banking Board v. James* (Tex. civ. app.) 264, S. W. 145.

95. — D'autre part, les effets de complaisance sont formellement admis. Toute personne qui a signé comme souscripteur, tireur, accepteur ou endosseur un effet sans avoir reçu de contre-valeur et dans le but de prêter son nom à une autre personne, est responsable vis-à-vis du porteur contre valeur, même si au moment de la cession, ce porteur savait que cette personne n'était partie que par complaisance (N. I. L., art. 29 ; B. E. A., art. 28, § 1 et § 2) ^(14 bis). C'est donc le contraire de la législation française, qui n'admet pas ces effets dits de *complaisance*, constitués par des échanges de signatures entre deux ou plusieurs personnes dans le but de se procurer mutuellement du crédit. Ces personnes laissent croire qu'il s'agit d'opérations sérieuses, alors que celles-ci sont absolument inexistantes. Le porteur de ces effets ne doit surtout pas savoir que les co-obligés ne sont qu'une partie

(14 bis) CHALMERS, p. 105 : n'est « effet de complaisance » que celui qui est accepté par complaisance, *Callott v. Haigh* (1812) 3 com. 281 ; *Oriental Financial Corporation v. Overend* (1871), L. R. 7 ch. 142 ; Cfr. *Société Générale v. Metropolitan Bank* (1873) 27 L. T. 849.

BRANNAN, p. 282 et s. Il est un point toutefois sur lequel il y a un désaccord entre la jurisprudence anglaise et la grande majorité des cours américaines. C'est en ce qui concerne le cas où un effet n'aurait été négocié pour la première fois qu'après son échéance. La jurisprudence anglaise pose comme règle qu'il n'y a point de différence à établir entre une première négociation après l'échéance et une première négociation avant l'échéance et que la responsabilité de la partie par complaisance est la même dans les deux hypothèses. Le courant général de la jurisprudence américaine repousse la règle anglaise — quoique quelques décisions l'aient suivie — et déclare que l'effet de complaisance, négocié pour la première fois après l'échéance, ne peut être exécuté contre la partie intervenue par complaisance, alors même que le porteur l'aurait acquis contre valeur et sans connaissance de son caractère d'effet de complaisance (*First Nat. Bank v. Grant* [1880], 71 Mc. 374 ; *Dittmeier Real Est. Co. v. Knox* [Mo. App.], 259 S. W. 835, S. C. sec. 52-2). Signalons que la partie par complaisance, ayant déboursé la lettre de change peut se retourner contre la personne pour laquelle elle s'était obligée (*Blanchard v. Blanchard*, 201 N. Y. 134, 94 N. E. 630).

FALCONBRIDGE, p. 611-612, *Bechervaise v. Lewis*, 1872 L. R. 7. C. P., p. 377. Une partie par complaisance a droit à toutes les garanties dont bénéficiait le créancier porteur.

par complaisance ; sinon il deviendrait porteur de mauvaise foi et subirait toutes les conséquences qu'entraîne la nullité absolue d'un tel effet ⁽¹⁵⁾.

Le système anglo-américain, ainsi que le système allemand, affirment aussi par là le caractère de papier-monnaie de la lettre de change.

DEUXIEME SECTION

CAPACITE EN MATIERE DE DROIT DU CHANGE

96. — Les récentes lois cambiales accordent aux personnes physiques et morales la même capacité de s'obliger par lettre de change que pour contracter toute autre obligation civile ou commerciale. Les limites d'une semblable obligation sont donc réglementées par le droit civil et par le droit commercial.

L'alinéa 1 de l'article 2 de la Convention de Genève sur les conflits de lois indique que « la capacité d'une personne pour s'engager par lettre de change et billet à ordre est déterminée par sa loi nationale ». Aussi la *Loi Uniforme* ne s'en occupe-t-elle pas.

97. — A défaut de prescriptions uniformes en pareille matière, examinons les dispositions des législations les plus importantes.

(15) LYON-CAEN et RENAULT, n^{os} 537 et s. ; THALER et PERCEROU, n^{os} 1430, 1434, 1437, 1440 ; LACOUR et BOUTERON, n^{os} 1385, 1388, 1392 et s. Cf. la loi du 24 germinal, an XI (art. 51) sur la Banque de France.

98. — *En droit français* ⁽¹⁶⁾, les dispositions du Code de Commerce, antérieures à la loi du 8 février 1922, déclaraient « que la signature des femmes et des filles non négociantes ou marchandes publiques sur lettres de change ne vaut, à leur égard, que comme simple promesse » (art. 113). Après l'abrogation de l'article 113 par cette loi, il n'existe qu'un seul principe concernant à la fois les signataires du sexe masculin et ceux du sexe féminin. C'est le principe de l'article 1123, C. civ., d'après lequel « toute personne peut « contracter », si elle n'est pas déclarée incapable par la loi ». Exception faite des restrictions légales apportées à la capacité de la femme mariée, c'est donc le mineur qui, *en principe*, ne peut contracter par lettre de change (art. 114, C. Com.).

99. — *La législation allemande* ⁽¹⁷⁾ a par la *Wechselordnung* consacré le même principe que celui qui est en vigueur dans le droit français : « Est capable en matière de change quiconque peut s'obliger par contrat » (Art. 1). Ce principe a été reproduit par d'autres législations, qui se sont inspirées du droit du change allemand.

100. — *Les lois anglo-américaines* ⁽¹⁸⁾ ont adopté une solution identique. « La capacité de s'engager par lettre de change est corrélative de la capacité de

(16) THALLER et PERCEROU, n^{os} 1376 et s. ; LYON-CAEN et RENAUT, n^o 108 ; LACOUR et BOUTERON, n^{os} 1279 et s.

(17) MICHAELIS, p. 30 et s. ; STAUB-STRANZ, p. 37 et s.

(18) CHALMERS, p. 70 et s., *Exp. Margrett, Re Soltykoff* (1891) 1 Q. B. 413, C. A. ; FALCONBRIDGE, p. 572 à 574 ; BRANNAN, p. 179 à 182, 132, 434, 435.

contracter » (*Bills of Exchange Act*. de 1882, art. 22, § 1^{er} et *Bills of Exchange Act* (R. S. C., 1927, c. 16) du Canada, art. 47). D'autre part, les prescriptions de la *Negotiable Instruments Law* concernant les mineurs (art. 22), les associations (art. 22), les interdits, nous conduisent à conclure par argument *a contrario* que le législateur ne s'est pas écarté du principe édicté par la loi anglaise. La loi anglaise décide en outre qu'une association ne pourra s'engager comme tireur, accepteur, ou endosseur d'une lettre que si cette capacité lui est reconnue par la loi en vigueur sur les associations.

101. — La capacité en matière de droit du change entraîne plusieurs questions.

A quel moment doit-on tout d'abord se placer pour rechercher si le signataire d'un effet était capable ou non de contracter ? Est-ce à l'époque de l'échéance ? Est-ce à l'époque à laquelle la signature a été apposée ? Ou bien est-ce le moment où l'effet de commerce a été mis en circulation ou transmis à un bénéficiaire ?

Il n'est pas douteux que l'époque de l'échéance ne peut être prise en considération. Il reste donc à choisir entre le moment où la signature a été donnée et celui de la mise en circulation de l'effet.

Il serait juste de décider que c'est l'époque de la signature qui doit être déterminante. Cependant, en raison du droit accordé par la *Loi Uniforme* au signataire de rayer sa signature (art. 29), il faudrait admettre que c'est la tradition de l'effet qui, s'ajoutant à la

signature, démontre la volonté de contracter une obligation cambiaire. Une acceptation transcrite sur l'effet, pendant la minorité de l'accepteur, serait ainsi valable si l'effet n'avait été remis par le tiré-accepteur qu'après qu'il aurait atteint sa majorité.

Nous concluons donc qu'en principe, c'est l'époque de la signature qui est décisive. Mais, chaque fois que se posera un cas analogue à celui que nous venons de signaler, semblable question de fait sera laissée à l'appréciation souveraine des tribunaux ⁽¹⁹⁾.

La recherche de l'existence de cette capacité entraîne en second lieu un autre problème. Cette capacité de contracter par lettre de change est-elle présumée ? Nous estimons qu'elle l'est dès l'instant où elle est corrélative de la capacité de s'engager par simple contrat.

Tout signataire d'un effet de commerce est présumé capable de s'obliger en matière de droit de change. C'est donc au signataire-défendeur qu'il appartient d'établir l'existence de son incapacité. Mais, cette capacité étant une présomption *juris tantum*, nous sommes d'avis que le défendeur est recevable à plaider son incapacité même dans le cas où sa signature paraîtrait avoir été donnée pendant la période où il jouissait de la capacité de contracter.

(19) Cf. *Levene v. Brougham* (1909) 25 T. L. R. 265, C. A., *Leslie Ltd. v. Shiel* (1914) 3 K. B. 607, C. A. cités par CHALMERS, p. 73.
¹MICHAELIS, p. 35, ann. 16.

INDÉPENDANCE DES OBLIGATIONS CAMBIAIRES ⁽²⁰⁾.

102. — Tout en laissant aux diverses législations nationales le soin de réglementer la capacité des personnes, la *Loi Uniforme* s'est cependant préoccupée du *principe général de l'indépendance des obligations cambiales entre elles*. Dans son article 7, elle prescrit que « si la lettre de change porte des signatures de personnes incapables de s'obliger par lettre de change, des signatures fausses ou des signatures de personnes imaginaires ou des signatures qui, pour toute autre raison, ne sauraient obliger les personnes qui ont signé la lettre de change, ou du nom desquelles elle a été signée, *les obligations des autres signataires n'en sont pas moins valables* » ;

Ainsi le fait que l'une des signatures apposées sur une lettre de change émanerait d'un incapable, n'aurait pas pour effet d'annuler les autres. C'est d'ailleurs la règle adoptée par toutes les lois cambiales ⁽²¹⁾.

REPRÉSENTATION EN MATIÈRE DE DROIT DU CHANGE DANS
LA RÉGLEMENTATION UNIFORME DE GENÈVE.

103. — L'article 8 de la *Loi Uniforme* porte que quiconque appose sa signature sur une lettre de change

(20) *C. R. de la Conférence de Genève*, p. 130, n° 30, p. 189, 190. C'est sur la proposition des délégations des pays scandinaves que l'art. 7 du projet des experts juristes de 1928 avait été refondu. En vue d'avoir une règle unique, contenant toutes les dispositions relatives au principe de l'indépendance des signatures cambiales, on lui avait ajouté les prescriptions de l'article 68 dudit projet concernant les faux.

(21) Il en résulte qu'un incapable peut transmettre la propriété d'une lettre de change soit en la tirant, soit en l'endossant (art. 22 § 2 du *Bills of Exchange Act* de 1882 ; art. 22 de la *Negotiable Instruments Law* ; art. 114 C. de Com. ; art. 3 de la *Wechselordnung*).

comme représentant d'une personne, pour laquelle il n'avait pas pouvoir d'agir, est obligé lui-même, en vertu de la lettre et, s'il a payé, a les mêmes droits qu'aurait eu le prétendu représenté. Il en est de même du représentant qui a dépassé ses pouvoirs.

La *Loi Uniforme* admet le principe de la représentation en matière de lettre de change. Elle réglemente expressément la responsabilité du représentant qui n'a pas reçu un mandat formel de la personne représentée. Elle prescrit, en outre, que, même le représentant dûment mandaté, mais qui a dépassé ses pouvoirs, s'engage pour le montant total de l'effet. Cette responsabilité est la même si le représentant a reçu ses pouvoirs d'une personne incapable de s'obliger.

Les exceptions qui seraient ou opposables ou favorables au représenté ne pourraient être utilisées vis-à-vis du représentant.

La prescription est déterminée par la qualité que le représenté fictif posséderait comme signataire de la lettre de change.

104. — Ainsi, en raison de la rigueur exceptionnelle en matière d'exécution de change, l'article 8, L. U., vient protéger la personne apparaissant comme signataire d'une lettre de change contre les fraudes possibles en matière de représentation. Deux cas sont prévus: a) Le signataire n'avait pas pouvoir d'agir; b) le signataire a seulement outrepassé les pouvoirs dont il était investi. La loi le déclare invariablement responsable du montant total de l'effet. Cependant, le représentant qui a dépassé son mandat, aurait droit

de se retourner contre son mandant. Ce dernier lui doit la partie de la somme déboursée qu'il avait effectivement mandat de souscrire.

D'autre part, le représentant qui a payé le montant de l'effet est investi par le texte formel de la *Loi Uniforme* des mêmes droits qu'aurait eus le prétendu représenté. En formulant cette règle, les auteurs de la *Loi Uniforme* ont fait œuvre d'innovation par rapport à la réglementation uniforme élaborée à La Haye en 1912 (cfr. art. 8 R. U.).

Quant à la personne représentée, sa responsabilité n'est pas mentionnée dans l'article 8 L. U. Nous estimons néanmoins qu'elle est responsable jusqu'à concurrence du montant pour lequel elle avait donné son autorisation. Il n'y a pas lieu de conclure autrement. On ne peut admettre que le silence de la loi soit équivalent à une disposition expresse, qui seule pourrait apporter une dérogation à la règle universellement admise que toute manifestation de volonté, régulièrement émise, engendre une obligation cambiaire ⁽²²⁾.

(22) Mentionnons que la loi yougoslave sur le change, de 1929, traite expressément de cette responsabilité dans son art. 8.

M. le Professeur *Percerou*, délégué français à la Conférence de Genève, avait exposé à la 27^e séance du 31 mai 1930 que le Comité de rédaction, dont il était le rapporteur, avait adopté le principe de l'irresponsabilité totale, en matière de droit du change, du représenté dont le mandat avait été dépassé par son représentant. Nous ne pouvons nous rallier au point de vue du savant professeur. Dans une lettre de change, — instrument de crédit, — ce qui importe le plus, ce sont les noms des signataires ainsi que leur situation matérielle. Ce n'est point le représenté que l'on considère, mais le représentant.

Supposons qu'au moment de s'exécuter, le représenté démontre qu'il ne doit qu'une somme inférieure au montant du titre. Devrait-on ne se retourner que contre le représentant, sans espoir d'agir contre le représenté? Si le représenté est une société ayant un capital considérable et que son représentant soit un employé insolvable, dans l'impossibilité de faire face au paiement, semblable solution consacrerait la plus criante des injustices.

Il n'y a, en outre, aucun motif sérieux d'écarter cette responsa-

105. — *La ratification* de la signature d'une personne qui n'était pas autorisée, n'est pas réglée par la *Loi Uniforme*. Cette question est laissée à l'appréciation des diverses législations nationales ⁽²³⁾. Il en est de même des relations entre représentant et représenté, qui rentrent dans la matière du droit civil et du droit commercial.

bilité. Si l'on admet la responsabilité du représenté, le créancier aura un garant de plus, celui sur lequel il a d'ailleurs toujours compté; et même celui qui, par sa solvabilité connue, l'a incité à se rendre acquéreur de l'effet.

Enfin, il y a mieux encore. La situation de ce représenté, obligé pour le montant d'une somme inférieure à celle portée sur la lettre de change, n'est pas un cas isolé en matière de droit du change. L'art. 26 de la *Loi Uniforme* autorise une acceptation partielle donnée personnellement par le tiré. On ne voit donc pas pourquoi serait nulle une obligation également partielle résultant d'un cas de représentation. D'autre part, cette obligation du représenté, en tant que partielle, ne déroge pas aux principes de la législation cambiale, puisqu'elle vient se joindre à l'engagement du représentant qui porte sur la totalité de la dette cambiaire: le montant total de l'effet se trouve ainsi couvert. Par suite, disparaissent d'eux-mêmes les arguments contraires présentés par le professeur italien *La Lumia*.

Nous tenons compte d'ailleurs non seulement de la fraude, mais encore des nombreux cas d'erreur ou de mégarde commises par le représentant et où toute rectification serait impossible.

Ce serait donc s'élever contre la force même des choses que de méconnaître la volonté du représenté de traiter des affaires en contractant des obligations cambiales.

Aussi estimons-nous très heureuse la circonstance que la *Loi Uniforme* ne contienne pas à cet égard de texte formel; cette absence de texte nous permet de conclure à la responsabilité cambiale du représenté suivant le principe universellement reconnu (v. *C. R. de la Conférence de Genève*, p. 130, n° 31, 5^e séance du 15-5-930, p. 190, 191, — deuxième lecture de l'art. 8, p. 382 à 384; v. l'exposé de la délégation yougoslave insérée dans l'annexe 16, p. 466).

(23) D'ailleurs, une disposition insérée dans l'art. 2 de l'annexe II de la Convention prescrit que chacun des Etats contractants a, pour les engagements pris en matière de lettre de change sur son territoire, la faculté de déterminer de quelle manière il peut être suppléé à la signature elle-même, pourvu qu'une déclaration authentique inscrite sur la lettre de change constate la volonté de celui qui aurait dû signer.

Représentation dans le droit anglo-américain.

106. — Les législations cambiales anglaise et américaine envisagent le cas du faux représentant d'une manière différente ⁽²⁴⁾.

Si la signature sur une lettre est fausse ou y est apposée sans l'autorisation de la personne présentée comme ayant autorisé la souscription, cette signature fausse ou non autorisée est sans effet ; aucun droit de garder la lettre, d'en donner décharge, ou d'en requérir le paiement contre une partie quelconque ne peut être conféré par cette signature (art. 24 B. E. A. ; art. 23 N. I. L.).

Il est évident qu'une fausse signature n'entraîne point d'obligation cambiaire. Mais nous pensons, au contraire, que l'auteur d'une signature pour laquelle il n'était pas autorisé, le faux représentant, doit assumer l'entière responsabilité d'une signature de l'effet. Cette conception est plus favorable à la sûreté de la circulation d'un titre négociable. Elle évite les complications en cas de nullité lorsque l'effet a déjà été négocié à d'autres personnes. La supériorité de ce point de vue adopté par la *Loi Uniforme* est d'ailleurs confirmée par l'article 26 § 2 de la loi anglaise, qui apporte un correctif à la conception anglo-américaine. Cette disposition admet *l'interprétation la plus favorable* à la validité d'une lettre de change, dans le

(24) BRANNAN, p. 183 et s., *Beem v. Farrell*, 135, 1 à 670, 113, N. W. 509; FALCONBRIDGE, *op. cit.*, p. 576, 577; *Jenks v. Daran*, 1880, 5, O. A. R., 558 à 562, Cf. art. 50, p. 587; CHALMERS, p. 86, *Hogg v. Skeen* (1865), 18, C. B., p. 432; *Embiricos v. Anglo-Austrian Bank* (1904), 2, K. B. 870; au regard du porteur de bonne foi, on ne peut exciper du défaut d'autorisation à signer un effet de commerce.

cas où l'authenticité d'une signature serait mise en doute. Ce correctif nous paraît pencher vers l'arbitraire ; il serait, en conséquence, dangereux pour une législation uniforme.

Les autres règles des lois anglaise et américaine (art. 23, 25 et 26 du B. E. A. et art. 19, 20 et 21 de la N. I. L.), relatives à la représentation en matière de droit du change, aboutissent au même résultat pratique que celles universellement admises par les législations dites *continentales* : article 1998, C. civ. français ; articles 164 et 3, C. civ. allemand ; article 30 du projet de Code des obligations et des contrats franco-italien ; articles 1002, 1007 et s., C. civ. autrichien ; articles 1709 et s., C. civ. espagnol ; articles 1318 à 1360, C. civ. portugais ; article 1132, C. civ. roumain ; articles 2, 5, du chap. xviii du Code suédois de 1734 ; article 394, C. des obligations suisse ; articles 38, 39, C. civ. soviétique ; articles 611, 612 et 620, C. civ. serbe.

CHAPITRE II

Eléments constitutifs de la lettre de change Étapes normales de sa vie

107. — Nous examinerons dans ce chapitre tout ce qui a trait aux conditions requises pour la création et l'existence d'une lettre de change. Toutes les dispositions qui se rapportent au billet à ordre seront analysées dans le chapitre V.

PREMIERE SECTION

CREATION ET FORME DE LA LETTRE DE CHANGE

§ 1. — MENTIONS LÉGALES (*énonciations obligatoires*) :

108. — Les fins poursuivies par le droit du change imposent à la lettre de change une forme immuable. La forme, disait *Ihering*, est à l'engagement ce que l'empreinte est à la monnaie. Aussi les articles 1 et 2 de la *Loi Uniforme* déterminent-ils les énonciations qui doivent obligatoirement figurer sur une lettre de change. Celle-ci est ainsi un écrit qui a le caractère d'un acte solennel.

109. — Avant d'examiner en détail ces mentions légales, indiquons quelques généralités.

L'élément matériel sur lequel est inscrite la lettre de change est en principe sans importance. Il suffit de ne pas éveiller de doutes sur l'authenticité du titre et de n'entraver ni sa négociation ni l'exécution de tous actes prescrits par la loi.

Le texte de la lettre de change peut être écrit à la machine à écrire ou imprimé ⁽¹⁾. Il peut même être composé avec des caractères de sténographie.

La langue employée pour la rédaction du titre peut être une langue vivante ou une langue morte. On peut faire usage de l'Espéranto. Quant aux diverses déclarations cambiales, chacune d'elles peut être exprimée en une langue différente.

Signalons enfin qu'un usage *universellement reconnu* dans la pratique des affaires a institué l'ordre dans lequel les engagements sont souscrits sur une lettre de change ⁽²⁾.

ENONCIATIONS OBLIGATOIRES :

110. — Les articles 1 et 2 de la *Loi Uniforme* rentrent dans les dispositions essentielles. Aux termes de l'article 1 ⁽³⁾, la lettre de change doit contenir :

(1) Dans le même sens, art. 2 B. E. A. et art. 191 N. I. L. (v. BRANNAN, p. 304, 918, 922).

(2) Les décisions de la Cour d'appel de New-York, qui se rapportent aux articles 134 et 135 N. I. L., admettraient l'acceptation d'un effet avant sa création (BRANNAN, p. 831).

(3) Le droit allemand est dans le même sens. V. MICHAELIS, p. 49 à 89.

1° La dénomination de lettre de change insérée dans le texte même du titre et exprimée dans la langue employée pour la rédaction de ce titre ;

2° Le mandat pur et simple de payer une somme déterminée ;

3° Le nom de celui qui doit payer ;

4° L'indication de l'échéance ;

5° Celle du lieu où le paiement doit s'effectuer ;

6° Le nom de celui auquel ou à l'ordre duquel le paiement doit être fait ;

7° L'indication de la date et du lieu où la dette est créée ;

8° La signature de celui qui émet la lettre.

Et la loi ajoute dans son article 2 :

L'effet, sur lequel une de ces énonciations indiquées à l'article précédent fait défaut, ne vaut pas comme lettre de change (4).

Examinons chacune de ces mentions.

1° *La dénomination de lettre de change.*

111. — La *Loi Uniforme* exige avant tout la dénomination de lettre de change insérée dans le texte même de l'effet.

Cette formalité présente l'avantage pratique incontestable d'éclairer immédiatement sur la nature de l'effet les personnes non expérimentées.

L'adoption brusque par certains pays du nouveau régime peut être tempérée par une dérogation provi-

(4) MICHAELIS, p. 94.

soire admise par l'article 1 de l'annexe II. Il est permis aux Etats de décider que cette nouvelle règle ne sera applicable qu'aux lettres de change émises six mois après l'entrée en vigueur de la *Loi Uniforme*. Ce délai suffira, selon toutes probabilités, pour mettre fin à la circulation des effets comportant d'anciennes formules.

Dans le cas où plusieurs langues sont employées dans une lettre de change, la dénomination doit être exprimée dans la langue employée pour formuler l'invitation de payer adressée par le tireur au tiré ⁽⁵⁾.

112. — L'esprit de la législation anglo-américaine est par contre tout-à-fait hostile à l'adoption de cette dénomination obligatoire.

Cette formule pourrait cependant être introduite dans la législation anglo-saxonne comme une mention facultative de la lettre de change et les Anglo-saxons s'y habitueraient peu à peu.

Le fait que le chèque anglo-américain est assimilé à une lettre de change ne peut créer de difficultés, puisqu'il est en l'espèce une lettre de change *tirée sur une banque*. D'ailleurs, même sous l'empire des règles actuelles de la loi américaine sur le change, une telle dénomination serait possible; car, un effet n'est pas nécessairement rédigé dans le langage même de la loi cambiale; il suffit qu'il exprime clairement l'inten-

(5) *Comptes rendus de la Conférence de Genève*, p. 128, n° 18. C'est à l'unanimité que la Conférence a reconnu que le terme « lettre de change » doit être exprimé dans la même langue que le mot « payez », qui se présente comme terme caractéristique de la lettre de change.

tion de se conformer aux exigences de la loi (art. 10 N. I. L.) (6). L'introduction d'une telle formule ne saurait donc nuire.

Cette nouvelle formalité, d'ailleurs, serait facilement portée à la connaissance de tous, grâce à l'état actuel des communications et des relations commerciales. La coutume qui a créé cette législation anglo-américaine n'influence plus de la même manière les actes des particuliers. Ces derniers forment aujourd'hui un milieu d'affaires où l'attention sur les causes de nullité dans les actes est constamment en éveil.

113. — *Clause à ordre*. La Loi Uniforme n'exige pas l'insertion de la « *clause à ordre* », élément traditionnel de la lettre de change. Cette clause est cependant sous-entendue ; car toute lettre de change, même non expressément tirée à ordre, est transmissible par voie d'endossement (art. 11, al. 1, L. U.). La même solution est adoptée dans l'article 8 § 4, B. E. A. La loi anglaise s'est inspirée du droit écossais ; car, avant la codification, la *Common Law* exigeait qu'un effet, pour être négociable, fût expressément tiré à ordre. C'est d'ailleurs encore aujourd'hui la règle dans le droit américain (art. 8 N. I. L.) (7).

(6) BRANNAN, p. 105. Cfr. *Ibid.*, p. 810 et s.; CHALMERS, p. 11 ; FALCONBRIDGE, p. 492.

(7) CHALMERS, p. 30, *Plimley v. Westley* (1835), 2 Bing. N. C., p. 251; FALCONBRIDGE, p. 505 et 515, art. 21, § 1, B. E. A. du Canada, *Harvey v. Bank of Hamilton* (1888), 16 Can. S. C. R. 714, S. C. Cas. 129; BRANNAN, p. 75, *Haggard v. Mut. Oil et Ref. Co.*, 204 K. Y., 209, 263 L. W. 745 S. C. Sec. 1-4. Quelques lois et codes de commerce exigent encore de nos jours la mention obligatoire de la « *clause à ordre* », savoir : Code de Commerce français, art. 110; Code roumain, art. 270; Code argentin, art. 600; Code chilien, art. 634; Code espagnol, art. 444.

2° *Le mandat adressé au tiré.*

114. — Le mandat adressé au tiré de payer une somme déterminée doit obligatoirement être pur et simple.

L'insertion d'une condition aurait pour résultat d'annuler la lettre de change. Ce mandat ne se traduit pas par une formule immuable ⁽⁸⁾. Il importe seulement qu'il exprime clairement l'ordre de payer, adressé par le tireur au tiré. Cet ordre se trouvera le plus souvent dans le texte même de l'effet ; mais il peut aussi bien accompagner l'adresse du tiré.

115. — Il en est de même dans les législations anglaise et américaine (art. 3 B. E. A.; art. 3 et 126 N. I. L.). Pourtant, un ordre ou une promesse pur et simple de payer y est considéré comme inconditionnel, bien qu'il soit accompagné : 1° d'une désignation de fonds, destinés spécialement au paiement ou d'un compte spécial qui doit être débité du montant de l'effet ; ou 2° d'une indication de la transaction qui a donné naissance à l'effet. Cependant, un ordre ou une promesse de payer sur des fonds spécifiés n'est pas inconditionnel (art. 3 B. E. A.; art. 3 N. I. L.) ⁽⁹⁾.

(8) *C. R. de la Conférence de Genève, Rapport du Comité de rédaction*, p. 128, n° 19. La Conférence a précisé que le mot « mandat » n'était nullement pris dans un sens juridique précis. Il a été déclaré en outre que ce mot ne préjugeait pas la nature exacte de l'opération en laquelle s'analyse juridiquement la création d'une lettre de change.

(9) BRANNAN, p. 39, 40, 50, *International Finance Co v. Northwestern Drug Co*, 282, Fed 920 (Minn.), S. C. secs, 59, 141-1 (une référence au contrat préexistant ne constitue pas le mandat conditionnel). *Contra, International Finance Corp. v. Calvert Laug C.*, 144 M. d. 303, 124, A. T. L. 891, 33, A. L. R., 1162, *Rector v. Strauss*,

Ces clauses, à notre avis, pourraient figurer sur une lettre de change sous l'empire de la *Loi Uniforme*, puisqu'elles ne dérogent point à la règle énoncée.

116. — *Détermination certaine de la somme.* Le projet de loi de Genève décide en outre que le paie-

134, Ark. 374, 203, S. W. 1.024 (le mandat était conditionnel, car l'effet devait être payé sur des fonds spécifiés, en l'espèce, sur la première part du montant d'une somme devant être encaissée pour la vente de certains lots; de plus, si la somme ne suffisait pas à l'époque de l'échéance, l'effet serait prolongé ou renouvelé). CHALMERS, p. 11, 14, 15, *Ruff. v. Webb* (1794), 1 Esp. 129; *Palmer v. Pratt* (1824), 2 Bing 185; *Carlos v. Fancourt* (1794), 5, T. R. 482, Ex. ch. Cfr. *London and Montrose Ship Building Co. v. Barclays Bank* (1925), 31, Com. Cas. 67; p. 78, *Munger v. Shannon* (1874), 61 New-York R. 251; *Guaranty Trust Co. of New-York v. Hannay* (1918), 23 Comm. Cas. 399 C. A. (1918), 2, K. B. 623, C. A.; *Re Boyse* (1886), 33 ch. D. 612, FALCONBRIDGE, p. 492 et s., *Merchants Bank of Canada v. Bury* (1915), 33 O. L. R. 204, 21, D. L. R. 495. Ajoutons que la loi américaine déclare dans son article 5 : « Un instrument de crédit qui contient un ordre ou une promesse de faire un acte additionnel à celui du paiement en espèces, n'est pas négociable. Mais le caractère de négociabilité d'un instrument de crédit, négociable dans tous autres cas, n'est pas affecté par une clause qui :

1° Autorise la réalisation d'un nantissement, dans le cas où le paiement n'est pas effectué à l'échéance;

2° Autorise la « *confession of judgement* », si l'instrument de crédit n'est pas payé à l'échéance;

3° Enlève le bénéfice de toute loi créée pour l'avantage ou la protection du débiteur;

4° Donne au porteur une option pour exiger autre chose que le paiement en espèces. Mais rien dans cet article ne pourra rendre valable toute clause ou stipulation d'un caractère illégal ».

A l'exception de la clause n° 3, les autres clauses sont inconciliables avec les dispositions formelles de la *Loi Uniforme*. Et cependant leur utilité dans la pratique des affaires est incontestable. Notons que la « *confession of judgement* » représente une institution de la procédure civile spéciale aux Etats-Unis d'Amérique. Cette méthode permet de prendre un jugement, sous une forme régulière, contre une personne qui y donne son acquiescement (*confession*), prévoyant qu'une réclamation est faite ou est sur le point de se produire et qui émane d'une autre personne; celle-ci se trouve ainsi autorisée à prendre jugement pour le montant désigné. Ce jugement est valable et a force exécutoire aussi bien que s'il avait été prononcé par les voies légales habituelles. Dans quelques Etats de l'Union Américaine du Nord il est d'usage de donner à un billet à ordre, au moment même de sa création, la forme et le caractère d'une « *confession of judgement* ». De ce fait, le détenteur du billet à ordre est autorisé à l'échéance, ou à une autre époque déterminée, à faire prendre un jugement au sujet de cet effet sans aucune autre poursuite.

ment doit s'effectuer en argent. Ni les marchandises ni les valeurs de Bourse ne peuvent en faire l'objet. D'autre part, la somme à payer doit être déterminée d'une façon certaine. Dans les lettres de change payables à vue ou à un délai de vue, il peut être stipulé des intérêts ; dans les autres effets, la stipulation d'intérêts est réputée non-écrite ⁽¹⁰⁾. La lettre reste toujours valable (principe : *in favorem cambii*). Le tireur est tenu d'indiquer le taux des intérêts dans la lettre ; à défaut de cette indication, la clause sera réputée non avenue. Ces intérêts courent à partir de la date de la lettre de change, si une autre date n'est pas indiquée (art. 5 L. U.). Cette dérogation à la règle en faveur de cette clause d'intérêts s'explique par le désir des auteurs de la *Loi Uniforme* de satisfaire aux besoins du monde commerçant en relation d'affaires avec les pays d'outre-mer.

L'article 6 de la *Loi Uniforme* ajoute que la lettre de change, dont le montant est écrit plusieurs fois en toutes lettres et en chiffres, vaut, en cas de différence, pour la somme écrite en toutes lettres. De plus, la lettre de change dont le montant est écrit plusieurs fois, soit en toutes lettres, soit en chiffres, ne vaut, en cas de différence, que pour la moindre somme écrite en toutes lettres. Ces cas peuvent d'autant plus aisément se produire, qu'il est d'usage dans le commerce d'écrire une fois la somme en toutes lettres dans le

(10) MICHAELIS, p. 94 et s. L'art. 7 W. O. considère toute mention d'intérêt comme non écrite; la jurisprudence française la reconnaît comme valable: Req., 5 février 1868; D. 68, 1, 387. *La Wechselordnung* autrichienne (art. 7) considérerait que la stipulation d'intérêts entraînait la nullité de la traite.

corps même de l'effet et de la transcrire une seconde fois en chiffres en tête et à droite de la traite (dans les pays anglo-américains, en tête et à gauche).

117. — Les lois anglo-américaines se prononcent dans le même sens. Bien mieux, les articles 2, N. I. I. et 9 § 1, B. E. A. spécifient qu'une somme est déterminée d'une façon certaine même si elle est payable soit avec intérêts, soit par fractions fixes, soit par fractions spécifiées avec clause qu'à défaut de paiement de l'une d'elles ou des intérêts, le tout deviendrait exigible. De plus, il peut y avoir une mention d'un change, soit à un taux déterminé, soit au cours du jour. Enfin, la législation américaine ajoute que cette somme peut même être payable avec frais de recouvrement ou honoraires d'attorney, au cas où le paiement ne serait pas fait à l'échéance ⁽¹¹⁾.

3° *Le tiré.*

118. — Il est nécessaire d'indiquer le nom de celui qui est invité à payer l'effet. Le tiré doit être désigné avec une certitude suffisante. Ainsi son nom conventionnel suffirait. Cette dénomination se trouve d'habitude sous forme d'adresse au bas de l'effet.

Une lettre de change peut être tirée sur deux ou plusieurs personnes conjointement, mais elle ne peut pas être adressée alternativement ou successivement à deux ou plusieurs tirés.

(11) CHALMERS, p. 31, 32; BRANNAN, p. 4, 25 et s. D'après la loi de la Georgie « un billet à ordre peut être payable en *coton ou autres marchandises* » (art. 1, § 2). FALCONBRIDGE, p. 492 et s.

119. — Aux termes de l'article 2, al. 3, L. U., le lieu désigné à côté du nom du tiré est réputé être le lieu du domicile de celui-ci. La loi n'exige pourtant pas cette indication.

120. — Les dispositions correspondantes des lois anglo-américaines sont identiques ⁽¹²⁾ (art. 6 et 23 § 1, B. E. A. ; art. 18, § 2, 20 B. E. A. du Canada ; art. 126, 128, 18 et 1 N. I. L.).

4° *L'échéance.*

121. — La lettre de change doit énoncer l'époque à laquelle le paiement aura lieu. Nous donnerons plus loin des détails sur l'échéance. Mentionnons en attendant qu'une lettre de change, dont l'échéance n'est pas indiquée, est considérée comme payable à vue (al. 2 de l'art. 2 L. U.).

5° *Le lieu du paiement.*

122. — La lettre de change contient obligatoirement la désignation du lieu où le paiement doit s'effectuer. Ce sera normalement le domicile du tiré ; la mention en sera faite à côté de son nom. Notons tout de suite que l'effet pourra aussi bien être payable au domicile du tireur.

123. — A défaut d'indication spéciale, le lieu désigné à côté du nom du tiré est réputé être le lieu du

(12) CHALMERS, p. 22, 23, 78, *Ferris v. Bond* (1821), 4 B. Ald. 679 ; FALCONBRIDGE, p. 501, 502 ; BRANNAN, p. 159, 810 à 813, *Frazier v. Cottrel*, 82 Oreg., 614, 162 Pac. 834. *Ingersoll v. Kansas State Bank*, 109 Kan. 534, 110 Kan. 122, 202 Pac. 837, S. C. sec. 62.

paiement (al. 3 de l'art. 2 L. U.). D'après l'expression « *indication spéciale* », cette règle ne s'appliquerait qu'à défaut d'une désignation bien précise dudit lieu. Nous sommes cependant d'avis qu'il faut l'étendre à tous les cas où il y aurait mention d'une place inexistante ou désignation de plusieurs places à la fois. Nous devons évidemment envisager que la lettre de change est en circulation, qu'elle a été négociée, ces circonstances étant suffisantes à attester la sincérité de l'opération. Il serait donc injuste de l'annuler, du moment que la disposition précitée valide indirectement toute lettre de change ne contenant point d'indication du lieu de paiement.

124. — *Domiciliation de l'effet.* L'article 4 de la *Loi Uniforme* prévoit la possibilité pour une lettre de change d'être payable au domicile d'un tiers, soit dans la localité où le tiré a son domicile, soit dans une autre localité.

Aux termes de l'article 27, le tireur seul peut en faire mention. Toutefois, si le tireur, en indiquant un lieu de paiement autre que celui du domicile du tiré, n'a pas pu désigner un tiers chez qui le paiement doit être effectué, le tiré peut l'indiquer lors de son acceptation. A défaut de cette indication, l'accepteur est réputé s'être obligé à payer lui-même au lieu du paiement. C'est la lettre de change domiciliée et le tiers désigné c'est le domiciliataire. Il faut cependant distinguer cette lettre de celle qui est payable au domicile du tiré et dans laquelle celui-ci peut, en l'accep-

tant, indiquer une adresse du même lieu où le paiement doit être effectué (al. 2 de l'article 27).

Le domiciliataire paie toujours pour le tiré, mais leurs relations sont régies par le droit civil.

La clause de domiciliation de l'effet est généralement introduite dans l'adresse ; elle peut cependant être insérée dans le texte de la lettre.

Il convient de noter que l'expression *domiciliation* n'ayant pas le même sens dans tous les pays, on ne l'a pas insérée dans l'article 4 L. U., afin d'éviter toute équivoque ⁽¹³⁾.

125. — Les règles du droit anglo-américain, quant au lieu du paiement, accordent une plus grande liberté dans la rédaction de l'effet. Une désignation alternative du lieu du paiement serait valable (*Beeching v. Gower* [1816], Holt N. P. C. 313). En outre, s'il n'y a d'indication ni du domicile du tiré, ni du lieu du paiement, on est autorisé à présenter la lettre au paiement, soit au siège commercial du tiré, soit à son domicile privé s'il est connu. De plus, on peut exiger le paiement partout où l'on peut rejoindre le tiré, et enfin la présentation peut même être faite au dernier lieu connu de ses affaires ou de

(13) Aux termes de l'article 24 de la *Wechselordnung*, une lettre de change est dite domiciliée, lorsqu'elle indique un lieu de paiement autre que le domicile du tiré, tandis que le Code de commerce français stipule qu'il y a domiciliation d'un effet, lorsque celui-ci est payable chez un tiers, soit au lieu où réside le tiré, soit dans une autre localité. Il faut mentionner que les auteurs de la *Loi Uniforme* ont employé le terme *localité* à la place du mot *lieu*, parce que dans une même localité plusieurs lieux de paiement peuvent exister (v. C. R. de la Conférence de Genève, p. 129, nos 26 et 27 et p. 182 à 186).

sa résidence. C'est, on le voit, la consécration des usages commerciaux. L'utilité de cette large conception anglo-américaine est incontestable. Il serait donc désirable que les tribunaux, sous l'empire de la *Loi Uniforme*, se rallient aux vues des Anglo-Saxons dans la mesure du possible, en attendant l'adoption du système anglo-américain par la législation uniforme ⁽¹⁴⁾.

6° *Le preneur.*

126. — Le tireur est tenu de mentionner dans l'effet le nom de celui auquel ou à l'ordre duquel le paiement doit être effectué. Un effet peut en outre être libellé payable à deux ou plusieurs bénéficiaires conjointement ou alternativement. Dans le premier cas ils ne peuvent exercer leurs droits que collectivement, à moins que l'un d'eux ne soit autorisé à agir pour le compte des autres. Dans les deux cas cependant, le débiteur est libéré par le paiement à l'un quelconque de ces bénéficiaires.

127. — *Lettre de change « au porteur ».* — Les auteurs de la *Loi Uniforme* ont repoussé l'idée de la lettre de change « au porteur ».

(14) CHALMERS, p. 18, 171 à 174, art. 3 § 4, 45 § 4 B. E. A., *Speyer Bros. v. Inland Revenue* (1907), I. K. B. 246, 247 C. A.; *King v. Crowell* (1873), 14 Amer. R. 560. BRANNAN, p. 67, 647 à 649, art. 6, n° 3, 73, n°s 2, 3 et 4 N. I. L., *Engen v. Medberry Farmers Eq. Elev. co.* (N. D.), 203, N. W. 182, 39 A. L. R. 915. FALCONBRIDGE, p. 684 et s., art. 88 B. E. A. du Canada, *Sparks v. Hamilton* (1920), 47, O. L. R. 55. Mentionnons que dans le droit français l'absence d'indication d'un lieu de paiement annule la lettre de change; car la loi ne contient pas de disposition pour suppléer à cette omission (art. 110 c. de Comm.).

Depuis l'abrogation de l'Ordonnance de Louis XIV de 1673, le droit dit *continental* a toujours été hostile à la lettre de change « au porteur ». On a fait valoir de nombreux arguments d'ordre pratique pour justifier cette hostilité. Cependant l'utilisation constante de ces effets dans l'important commerce des Anglo-Américains enlève toute autorité à ces arguments. Le commerce actif détruit de plus en plus les obstacles dressés par des conceptions formalistes et désuètes. En effet, la *Loi Uniforme* et avant elle la plupart des législations, ont adopté l'endos en blanc qui entraîne des conséquences identiques à celles d'un titre au porteur. D'autre part, les billets au porteur sont admis en droit français. Enfin, l'endossement au porteur n'est plus sans valeur : il vaut comme endossement en blanc (al. 3 de l'art. 12 de la *Loi Uniforme*).

Il faut donc souhaiter que le triomphe de la lettre de change « au porteur » ne se fasse plus longtemps attendre dans le droit dit *continental*. Ce sera incontestablement un pas décisif vers l'assimilation des deux systèmes.

128. — La *Loi Uniforme* n'a pas désigné sur la lettre de change la place de la mention du bénéficiaire. On l'indique de préférence dans le texte même de la lettre. La loi n'exige pas non plus que le nom même du preneur soit mentionné dans la lettre ; son identité sera donc suffisamment déterminée par l'indication de la fonction qu'il remplit ⁽¹⁵⁾. On peut enfin

(15) Notons que dans le Rapport du Comité de Rédaction l'avis a été émis que la question de savoir si le bénéficiaire pourrait

considérer comme valable toute lettre de change dans laquelle la désignation du preneur serait accompagnée des mots « ou au porteur ».

129. — Les règles du droit anglo-américain ⁽¹⁶⁾ sont semblables aux dispositions de la *Loi Uniforme*, quant au preneur, sauf la divergence au sujet de la clause « au porteur ».

Les législations anglo-américaines décident en effet qu'un instrument négociable est payable au porteur : 1° Quand il est libellé payable dans ce sens ; 2° Quand il est payable à l'ordre d'une personne fictive ou inexistante, et que ce fait a été connu par la personne qui l'avait rendu payable de cette manière ; 3° Quand le nom du bénéficiaire ne paraît pas être le nom véritable d'une personne ; 4° Quand l'unique ou le dernier endos est en blanc. La loi uniforme américaine ajoute que l'effet sera payable au porteur, s'il est libellé payable à une personne nommée dans l'effet ou au porteur (art. 9 N. I. L. ; art. 8 B. E. A.).

être désigné simplement par l'indication de sa fonction et si, par suite, il est suffisamment identifié, est laissée à l'appréciation des tribunaux (*C. R. de la Conférence de Genève*, p. 128, n° 20).

(16) CHALMERS, p. 23, 29, 30, art. 7, 8 § 2 et 3 B. E. A. *Soares v. Glyn* (845), 8 Q. B. 24, Ex. Ch. *House Property Co. v. London County And Westminster Bank* (1915), 84 L. J. K. B. 1846. BRANNAN, *op. cit.*, p. 74 et s., art. 8, 9 N. I. L. *Voris v. Schoonover*, 91 Kan. 530, 138 Pac. 607, 50 L. R. A. (N. S.) 1097 ; *American Nat Bank v. Kerley* 109, Oreg. 155, 220 Pac. 116, 32 A. L. R. 262, S. C. secs. 9-2 16, 24, 25, 52, 54, 59. La désignation d'un titulaire d'une fonction comme bénéficiaire est « *a floating promise* » à celui qui remplira la fonction de secrétaire à un moment donné. FALCONBRIDGE, p. 502 et s., art. 19, 21 § 2, 3, 4 et 5 B. E. A. du Canada, *Holmes v. Jacques*, 1866, L. R. I. Q. B. 376, 1 Ames 126. Le Code de commerce japonais admet formellement des lettres de change « au porteur » (art. 446). Il en est de même du Code de commerce chilien (art. 634).

7° *La date et le lieu d'émission.*

130. — L'effet doit être daté et porter l'indication du lieu de sa création. La date se présente comme indispensable toutes les fois qu'il s'agit d'effets à un délai de date ou à un délai de vue ; d'autre part, elle apparaît surtout comme nécessaire pour vérifier la capacité du créateur de l'effet à l'époque de l'émission. Quant à la désignation du lieu d'émission, elle joue un rôle important en raison des règles consacrées par la convention destinée à résoudre les conflits entre lois diverses. Aussi, à défaut de ces énonciations, un effet est-il considéré comme nul. La *Loi Uniforme* apporte cependant un tempérament : toute lettre de change, n'indiquant pas le lieu de sa création, est considérée comme souscrite dans le lieu désigné à côté du nom du tireur (al. 3 de l'art. 2, L. U.). Donc, si aucun des deux lieux n'est mentionné, l'effet est infailliblement nul.

131. — Contrairement à ces prescriptions, l'article 3, § 4, B. E. A. et l'article 6, N. I. L., dispensent le créateur de l'effet de l'obligation de mentionner la date et le lieu d'émission. Les auteurs anglais et américains sont cependant d'accord sur l'utilité de ces énonciations, qui sont d'un usage courant dans les pays anglo-saxons.

Le lieu de la création de l'effet ainsi que le lieu du paiement jouent en fait un rôle exceptionnel dans le droit du change anglo-américain. Dans les pays anglo-saxons, comme nous le savons, une lettre

de change peut être « intérieure » ou « extérieure ». Elle est « intérieure » si son libellé indique qu'elle est à la fois tirée et payable dans le même Etat ; toute autre lettre est « extérieure » (art. 129 N. I. L. ; art. 4 B. E. A.).

Suivant qu'une lettre de change est « intérieure » ou « extérieure », la loi édicte des règles spéciales pour chacune de ces catégories, notamment lorsqu'il s'agit de protêt ⁽¹⁷⁾.

8° *Le tireur.*

132. — La lettre de change doit être revêtue de la signature du tireur. Il s'agit en principe d'une signature régulièrement apposée au bas du texte. Mais il faut surtout donner une indication suffisamment précise de l'identité du tireur. A cet effet, le nom peut être inséré seul dans le texte ou encore la signature manuscrite peut être remplacée par l'apposition d'une griffe ⁽¹⁸⁾.

133. — L'article 3 L. U. stipule qu'une lettre de change peut être tirée à l'ordre du tireur lui-même.

(17) BRANNAN, *op. cit.*, p. 67, 816, 817, *Church v. Stevens*, 56, Mix Rep. 572, 107 N. Y. Supp. 310; *Richard v. Conn. Electric Mfg. Co.* 200 App. Div. 681, 194 N. Y. Supp. 497 affd. in. memo. 235 N. Y. 530, 139 N. E. 722. CHALMERS, p. 16-18. FALCONBRIDGE, p. 522 et s., art. 25, 27 B. E. A. du Canada, Cf. *Amner v. Clark*, 1825, 2 C. M. Et. 4. 468 et art. 162; *Drapeau v. Pominville*, 1897 Q. R. II S. C. 326; *Speyer v. Inland Revenue* (1907) 1. K. B. 247.

(18) *C. R. de la Conférence de Genève*, p. 128, n° 20. La Conférence a émis l'avis que le mot « signature » est employé dans un sens large; il désigne tout signe matériel quelconque, servant selon l'usage du pays à identifier sur des papiers ou effets la personnalité de celui qui l'appose. La même interprétation se rapporte aux signatures d'endosseur, d'accepteur, d'avaliseur et de tout autre obligé en vertu d'un effet négociable.

Le tireur peut être aussi son propre tiré et, s'il revêt l'effet de son acceptation, il sera responsable à la fois comme tiré et comme tireur. Il ne pourra se prévaloir en ce cas que de la prescription triennale, instituée en faveur de l'accepteur.

134. — D'après les articles 8 N. I. L. et 5 B. E. A. un effet peut être créé à l'ordre du tiré. Cette variété de lettre de change n'est pas visée par la *Loi Uniforme*. Nous estimons cependant qu'elle est possible sous l'empire de la Législation Uniforme, qui ne l'a condamnée par aucun texte formel. Elle rend d'ailleurs des services au commerce. La responsabilité du tireur d'un tel effet est pourtant controversée. *Falconbridge* ne l'admet qu'après l'endossement opéré par le preneur-tiré ⁽¹⁹⁾.

135. — On peut se demander si la lettre de change est valable au cas où le tireur, le preneur et le tiré seraient une seule et même personne. Nous pensons qu'il faut reconnaître sa validité du moment que la Loi Uniforme ne l'interdit pas et qu'elle n'est pas dépourvue de toute utilité pratique pour le commerce ⁽²⁰⁾.

(19) CHALMERS, p. 20, *Holdsworth v. Hunter* (1830), 10. B. § C. 449; *Witte v. Williams* (1876), 28 Amer R. 294. FALCONBRIDGE, p. 503, *Reg. v. Bertlett* (1841), 2 Moo. R. 362.

(20) Cette argumentation repose sur le fait qu'en raison des réclamations faites par les délégués de plusieurs pays, les auteurs du *Règlement Uniforme* de 1912 ont écarté de l'art. 3 la disposition de l'al. 2, art. 3 de l'*Avant projet de La Haye de 1910*: « (Elle peut être tirée sur le tireur lui-même). Dans ce cas elle est nulle, si elle est à l'ordre du tireur ». Cf. art. 6 W. O., v. MICHAELIS, p. 93.

136. — Signalons en outre que plusieurs personnes peuvent ensemble tirer une lettre de change. Dans ce cas tous leurs actes doivent être faits conjointement. S'il ressortait de l'effet qu'ils agissent d'une façon alternative, celui-ci serait nul.

137. — *Effet tiré pour le compte d'un tiers.* — Une lettre de change peut être enfin tirée pour le compte d'autrui (al. 3 de l'article 3 L. U.). C'est un effet tiré par une personne en son nom pour le compte d'un tiers. Le tireur est en l'espèce un commissionnaire et le donneur d'ordre joue le rôle de commettant.

L'engagement cambiaire n'a d'effet qu'à l'égard du tireur commissionnaire.

Ces mêmes conceptions sont consacrées par les législations qui se sont inspirées de la *Wechselordnung*. Des règles spéciales relatives à cette variété de lettre de change existent au contraire dans le droit français ⁽²¹⁾.

138. — *Les dispositions des lois anglo-américaines* exigent, elles aussi, la mention du tireur. Le cas de *Knox v. Rivers Bros* (17 Ala. App. 630, 88 So. 33), démontre qu'il ne s'agit point de la signature du tireur au sens technique du mot, mais simplement d'une in-

(21) LYON-CAEN et RENAULT, n^{os} 92 et s. En cas de lettre de change tirée pour le compte d'un tiers, un contrat de mandat est également intervenu entre l'ordonnateur et le tiré. Aussi, lorsque le tiré paie à découvert, pourra-t-il actionner le donneur d'ordre en remboursement (art. 1999 c. civ.). Mais il n'a point de recours contre le tireur, en raison de la règle établie par l'art. 115 C. com. : « ...sans que le tireur pour compte d'autrui cesse d'être personnellement obligé envers les endosseurs et le porteur seulement ». THALLER et PERCEROU, n^{os} 1331 à 1333.

dication suffisante de son identité. Plusieurs personnes enfin peuvent être tireurs d'une lettre de change, mais elles doivent la tirer conjointement.

Ces législations admettent aussi des lettres tirées sur le tireur lui-même ou à l'ordre de celui-ci (art. 8 N. I. L. et 5 B. E. A.).

Quelle serait la valeur d'une traite dans laquelle une même personne jouerait le rôle du tireur, du tiré et du preneur ? Dans le cas d'un effet où le tireur et le tiré sont la même personne, *Chalmers* décide que ce serait un billet à ordre souscrit par le premier endosseur. Il nous semble que cette solution pourrait s'appliquer à notre cas, puisque l'obligation ne commencerait normalement qu'à partir de la première négociation opérée par le preneur, qui est en même temps tireur et tiré.

Ajoutons que la traite créée pour le compte d'autrui est également admise dans le droit anglo-américain quoiqu'elle n'ait pas été formellement consacrée par les textes ⁽²²⁾.

(22) CHALMERS, p. 20 et 21, art. 5 B. E. A., *Allen v. Sea, Fire and Life Assurance Co.* (1880, 9 C. B. 574. FALCONBRIDGE, p. 502, art. 19 B. E. A. du Canada, *Chamberlain v. Young* (1893) 2. Q. B. 206. BRANNAN, *op. cit.*, p. 12, 811 à 814, art. 1, 126 N. I. L. *Knox v. Rivers Bros.*, 17 Ala. App. 630, 88 So. 33 ; *Corr. v. Evans Colliery Co.* 63 Pa. Super. Ct. 56 (signature reconnue par la pratique) ; *Lawson's Executors v. Watson* (1907) (en Ecosse) ; *Mc. Clintock v. Union Bank of Australia*, 20 S. R. (N. S. W.) 494, révisé en 1922, 1 A. C. 240 (J. C.), S. C. Eecs. 130, 185, B. E. A. sec. 82 (en Australie).

§ 2. — ECHÉANCE.

A. — LOI UNIFORME (art. 33 à 37).

139. — C'est l'époque du paiement de la créance représentée par la lettre de change ⁽²³⁾. Normalement, le jour de l'échéance est le même que celui du paiement effectif. Mais il peut en être autrement. Signalons que le jour de l'échéance comprend la journée tout entière et que, d'autre part, les délais qui déterminent l'échéance ne comprennent pas le jour qui leur sert de point de départ (art. 73 L. U.).

140. — Une lettre de change, d'après l'article 33 L. U., peut être tirée : 1° à vue ; 2° à un certain délai de vue ; 3° à un certain délai de date ; 4° à jour fixe. Si d'autres échéances ou des échéances successives sont mentionnées, la lettre de change est nulle.

141. — 1° *Une lettre de change à vue* est payable à sa présentation (art. 34 L. U.). Le porteur obtient par là le droit de fixer le jour de l'échéance au gré de ses convenances, ce qui est, au contraire, très peu commode pour le débiteur de change. Aussi, la loi est-elle

(23) On est tenté tout d'abord de croire que la mention de l'échéance n'est pas une énonciation essentielle. *Quod sine die debetur statim debetur*. Nous considérons cependant qu'elle est requise par la *Loi Uniforme*, en raison même de la présomption légale que l'effet est considéré comme payable à vue, s'il n'y a pas d'indication expresse de l'échéance (al. 2 de l'art. 2 L. U.). En effet, si d'une part, il y avait absence de mentions d'échéance, telles qu'elles sont prévues par l'article 33 L. U. et si, d'autre part, une autre mention d'échéance faisait naître de l'incertitude, l'effet serait nul. L'énonciation de l'échéance est donc essentielle dans une lettre de change, mais pour les commodités du commerce la loi a suppléé à l'oubli des parties contractantes.

intervenue en limitant le droit du porteur à un délai d'un an à dater de l'émission de l'effet. Néanmoins, ce délai, reconnu suffisant pour la généralité des cas, peut être au besoin prolongé ou abrégé par le tireur ; les endosseurs ne peuvent que l'abrégé. De plus le tireur peut prescrire qu'une lettre de change, payable à vue, ne doit pas être présentée au paiement avant un terme indiqué. Dans ce cas, le délai de présentation part de ce terme.

142. — 2° *L'échéance d'une lettre de change à un certain délai de vue* (art. 35 L. U.) est déterminée, soit par la date de l'acceptation, soit par celle du protêt.

Trois solutions se présentent en ce qui concerne le point de départ du délai :

- a) Le délai part de la date du jour de l'acceptation.
- b) Si l'acceptation n'est pas datée, le délai prend cours du jour du protêt, dressé pour défaut de date, conformément à l'alinéa 2 de l'article 25 L. U. L'article 35 ajoute qu'en l'absence du protêt, l'acceptation non datée est réputée, à l'égard de l'accepteur, avoir été donnée le dernier jour du délai prévu pour la présentation à l'acceptation.
- c) Le délai court à partir de la date du protêt faute d'acceptation.

143. — 3° *L'échéance d'une lettre de change à jour fixe* se détermine par la mention d'une date ou d'un jour férié sur l'effet. Si l'échéance est fixée au début, au milieu (ex. mi-novembre) ou à la fin du mois, on

entend par ces termes le premier, le quinze ou le dernier jour du mois. Il en est de même par analogie, lorsqu'il s'agit d'une année (al. 3 de l'art. 36 L. U.) ⁽²⁴⁾.

Si la mention d'année est omise à la suite de la date, on se reporte à celle énoncée par la date de la création de la lettre de change. Et, si, d'autre part, la date indiquée est passée, on présume que l'échéance sera le jour correspondant de l'année suivante ⁽²⁵⁾.

144. — 4° *L'échéance d'une lettre de change tirée à un ou plusieurs mois de date ou de vue* a lieu à la date correspondante du mois où le paiement doit être effectué. A défaut de date correspondante, l'échéance a lieu le dernier jour de ce mois. Pour déterminer cette échéance, il faut d'abord compter les mois entiers. Les expressions « huit jours » ou « quinze jours » comprennent un délai de huit ou de quinze jours effectifs. Enfin l'expression « demi-mois » indique un délai de quinze jours.

145. — L'article 37 L. U. ajoute encore quelques règles relatives à ces différentes échéances. Lorsqu'une lettre de change est payable à jour fixe dans un lieu où le calendrier est différent de celui du lieu de l'émission, la date de l'échéance est considérée comme fixée d'après le calendrier du lieu de paie-

(24) Toutes ces prescriptions des articles 35 et 36 sont empruntées aux articles 32 et 34 W. O., v. MICHAELIS, p. 208 et s.

(25) *Conférence de La Haye*, 1912, p. 42. C'était l'opinion prédominante.

ment. Et quand une lettre de change tirée entre deux places, ayant des calendriers différents, est payable à un certain délai de date, le jour de l'émission est ramené au jour correspondant du calendrier du lieu de paiement et l'échéance est fixée en conséquence ; il en est de même pour la computation des délais de présentation des effets.

Ces règles cependant ne sont pas applicables, si une clause de la lettre de change, ou même les simples énonciations du titre, indiquent que l'intention a été d'adopter des règles différentes.

B. — DROIT ANGLO-AMÉRICAIN.

146. — Dans le droit anglo-saxon les règles concernant l'échéance sont quelque peu différentes.

Aux termes des articles 11 B. E. A. et 4 N. I. L., une lettre de change est payable à une époque susceptible d'être déterminée, lorsqu'elle est libellée payable :

1° A tant de délai de vue ou de date; 2° à *tant de délai d'un événement spécifié qui doit se réaliser certainement, bien que l'époque de sa réalisation soit incertaine* ⁽²⁶⁾ ; 3° Et enfin, comme l'ajoute l'article 4, n° 2, N. I. L., à ou avant une époque spécifiée qui est déterminée ou susceptible de l'être.

(26) BRANNAN, *op. cit.*, p. 58, 53, *Mc Clenathan v. Davis*, 243, III, 87, 90 N. E. 265, 27 L. R. A. (N. S.) 1017, l'effet a été jugé négociable, parce qu'il a été libellé payable à G. ou à son ordre, 12 mois après l'entrée en possession de l'héritage de son père (la mort du père étant un événement qui doit se produire). Pourtant la loi cambiale américaine n'a pas été citée. *Pierce v. Talbot*, 213 Mass. 330, 100 N. E. 553 (l'effet portait une clause qui permettait le paiement en tout ou en partie avant l'échéance ; la clause n'annulait pas le caractère de négociabilité de l'effet).

Mais l'effet, libellé payable sous condition de l'arrivée d'un événement incertain, est nul en tant qu'effet négociable, et la réalisation de cet événement ne fait pas disparaître la nullité (26 *bis*).

147. — D'après les articles 7 N. I. L. et 10 B. E. A. un effet de commerce est payable sur demande : 1° quand il est libellé payable sur demande, à vue ou à présentation ou 2° quand aucun délai de paiement n'est mentionné. D'autre part, lorsqu'un effet est émis, accepté ou endossé après l'échéance, il est considéré comme payable sur demande, vis-à-vis de la personne qui l'émet, l'accepte ou l'endosse.

148. — Aux Etats-Unis d'Amérique, tout effet est payable à la date qu'il indique sans aucun délai de grâce (art. 85 N. I. L.). D'après la loi anglaise, au contraire, tout effet, non payable sur demande, *n'est dû ni payable* qu'après l'expiration du délai de grâce, sauf dispositions contraires dans la teneur de l'effet. Ajoutons enfin que l'article 14, § 4, B. E. A., décide que le mot « mois », employé dans une lettre de change s'entend du mois du calendrier (27).

(26 *bis*) Signalons que la législation américaine contient dans son art. 4 *in fine* une rédaction qui se différencie de celle employée par le législateur anglais : « un effet créé payable sous condition de l'arrivée d'un cas fortuit *n'est pas négociable* (dans le texte anglais : *n'est pas une lettre de change*), et la réalisation de cet événement ne fait pas disparaître la nullité ». Cela s'explique par le fait que la négociabilité (qui s'exprime par la clause « à ordre » ou « au porteur ») est reconnue par l'art. 1 N. I. L. comme un élément essentiel d'un effet négociable; par suite, à défaut de négociabilité, un tel écrit n'est pas une lettre de change. L'esprit de ces deux dispositions (américaine et anglaise) est donc le même.

(27) BRANNAN, *op. cit.*, p. 51 et s., 72 à 74. *Rottman v. Hevener*, 54 Cal. App. 474, 202 Pac. 329 L. C. sec. 1191; *Chelsea Exch. Bank v.*

149. — Le texte formel de l'article 33 L. U. rejette les conceptions anglo-américaines sur l'échéance basée sur la réalisation d'un événement et sur les échéances successivement et éventuellement fixées (clause d'accélération de paiement). Il est évident, cependant, que les relations commerciales gagneraient à ce que l'on se servît de ces méthodes de fixation d'échéances.

§ 3. — LE TIREUR

A. — LOI UNIFORME.

150. — Le fait de tirer une lettre de change crée des obligations et des droits à l'égard du tireur.

I. *Obligations du tireur.*

151. — L'article 9 de la *Loi Uniforme* déclare le tireur garant de l'acceptation et du paiement. Le tireur peut cependant s'exonérer de la garantie de l'acceptation, mais non de celle du paiement ; toute clause le dégageant de la responsabilité du paiement est réputée non écrite ⁽²⁸⁾.

D'après l'article 22, alinéa 2, de la *Loi Uniforme*, le

Warner, 202 App. Div. 499, 195 N. Y. Supp. 419, S. C. secs 2-1, 5-1, 14, 25; *Finklea v. First State Bank* (Tex. civ. App.) 247, S. W. 320 (un effet souscrit après l'échéance, devient effet payable sur demande). CHALMERS, p. 35, 36, 37; *Royal Bank of Scotland v. Tottenham* (1894), 2. Q. B. 715, C. A.; *Colehan v. Cooke* (1742) citation de *Willes*, 393 à 399; *Pearson v. Garret* (1689), 4 Mod, 242. FALCONBRIDGE, p. 516 et s. Contrairement à la législation anglaise, la législation canadienne admet des jours de grâce pour la libération de l'effet à vue. *Whitlock v. Underwood*, 1823, 2 B. et C. 157; *Hogg v. Marsh*, 1849, 5 U. C. R. 319.

(28) Mentionnons que la clause « *ohne obligo* » n'est admise dans le droit allemand que pour l'endosseur (art. 8 et 14 W. O.).

tireur peut aussi s'exonérer de la garantie de l'acceptation par une stipulation insérée dans l'effet, interdisant sa présentation à l'acceptation, sauf les restrictions apportées par le même article relatives à la lettre de change domiciliée ou à celle tirée à un certain délai de vue ⁽²⁹⁾.

Il faut préciser que ces clauses d'exonération n'ont l'effet ci-dessus défini que dans le droit du change. Leur valeur dans les autres domaines juridiques serait une question de fait.

151 *bis.* — *Garantie d'acceptation et de paiement.* — L'obligation principale du tireur se résume à faire face aux frais du recours exercé par le porteur légitime de l'effet ainsi que par les endosseurs qui le précédent, y compris le preneur. Et la somme à rembourser par le tireur, actionné en recours, est la plus élevée, le tireur étant le dernier dans l'ordre des débiteurs de recours (art. 48 et 49 L. U.)

Il n'y a aucune différence, qu'il s'agisse de recours soit pour faute d'acceptation, soit pour faute de paiement, puisque la garantie de l'acceptation n'existe que pour renforcer celle du paiement.

Cette obligation est en réalité soumise à une condition suspensive : si le porteur a fait toutes les diligences nécessaires (présentation, protêt, (art. 21-23, 38 et 44 L. U.), le tireur est tenu vis-à-vis de lui ; sinon le tireur est dégagé de sa responsabilité cambiaire.

Suivant l'article 47 L. U., le tireur est tenu envers

(29) MICHAELIS, p. 127 et s., art. 14 W. O.

le porteur, solidairement avec tous ceux qui ont accepté, endossé ou avalisé une lettre de change. Comme toute autre obligation cambiaire, celle du tireur est indépendante (art. 7 L. U.). L'obligation du tireur apparaît comme principale. Aussi le tireur n'est-il pas « tout à fait caution de l'accepteur » ⁽³⁰⁾, puisqu'en cas de refus d'acceptation il est toujours responsable, quoique le débiteur principal ne le soit pas. D'autre part, il est difficile, en se plaçant en dehors de l'ancienne théorie du contrat, de conclure à des relations entre tireur et tiré comme résultant d'un contrat de mandat ⁽³¹⁾. Selon la théorie moderne *de la création*, en connexité avec *les droits du porteur régulier* ⁽³²⁾, l'obligation du tireur naît du fait de la signature apposée sur l'effet et de la mise en circulation de celui-ci d'une façon régulière.

La *Loi Uniforme* règle encore une autre obligation incombant au tireur. Celui-ci est tenu de délivrer à la demande du porteur de la lettre de change des exemplaires de celle-ci (art. 64, al. 3, L. U.).

151 *ter.* — *Extinction de l'obligation du tireur.* — L'obligation du tireur est essentiellement cambiaire quant à l'acceptation et au paiement. Elle prend fin, soit lorsque le tiré ou l'accepteur s'exécute à la demande du porteur, soit lorsque le tireur lui-même paie la lettre de change, soit enfin lorsque la dette,

(30) V. citation de *Lord Blackburn* dans CHALMERS, p. 215.

(31) LYON-CAEN et RENAULT, n° 26; cfr. THALLER et PERGEROU, n°s 1419 et s.

(32) V. *supra* n° 87.

résultant de l'effet, s'est éteinte pour toute autre raison valable ⁽³³⁾.

Notons enfin que le tireur peut révoquer sa signature. S'il l'annule après avoir transmis la lettre au preneur ou après l'avoir dûment informé de l'émission de celle-ci il est responsable vis-à-vis du preneur.

II. — *Droits du tireur.*

152.— Contrairement aux anciennes conceptions, le tireur a un droit de créance sur le tiré accepteur. Ce droit résulte pour lui de la prise en possession de la lettre de change d'une façon régulière. Il est alors investi de tous les droits d'un porteur de bonne foi (porteur légitime). Il possède ce droit, s'il a l'effet entre ses mains en qualité de preneur, n'ayant pas négocié la lettre de change, ou si, actionné en recours, il effectue le paiement conformément aux articles 48 et 49 L. U., ou encore s'il se rend acquéreur de l'effet de toute autre manière.

152 *bis*. — D'autres droits sont encore conférés par la *Loi Uniforme* au tireur.

a) Le porteur est tenu de donner avis du défaut d'acceptation ou de paiement à son endosseur *et au tireur* dans les 4 jours ouvrables qui suivent le jour du protêt ou celui de la présentation en cas de clause de « retour sans frais » (art. 45, al. 1, L. U.).

(33) Voir *infra*: *Prescription*, n^{os} 538 et s.

b) Ensuite l'aval est réputé donné pour le tireur à défaut d'indication d'autre bénéficiaire (art. 31, al. 4, L. U.). Il en est de même pour l'acceptation par intervention. Elle doit indiquer pour le compte de qui elle a lieu ; sinon elle est réputée donnée pour le tireur (art. 57 L. U.).

c) La qualité de créateur de la lettre de change attribue au tireur certains droits spéciaux :

le tireur peut insérer dans la lettre de change les mots « non à ordre » ou une expression équivalente, ce qui a un effet absolu, enlevant au titre tout caractère de négociabilité (art. 11, al. 2, L. U.) ;

le tireur possède en outre le pouvoir d'abréger le délai d'un an ou d'en stipuler un plus long pour la présentation à l'acceptation des lettres de change à un certain délai de vue ainsi que pour la présentation au paiement d'une lettre à vue ; le tireur peut également prescrire qu'une lettre de change payable à vue ne doit pas être présentée au paiement avant un terme indiqué (art. 23, al. 2 et 34 L. U.) ;

le tireur est aussi autorisé à dispenser le porteur de dresser protêt faute d'acceptation ou faute de paiement, en insérant dans l'effet la clause « retour sans frais », « sans protêt », ou toute autre clause équivalente. Cette clause produit ses effets à l'égard de tous les signataires (art. 46, al. 1, L. U.) ;

suivant l'article 4 et l'article 27, al. 2, L. U., le tireur peut stipuler que l'effet sera payable au domicile d'un tiers, soit dans la localité où le tiré a son domicile, soit dans une autre localité.

Enfin, il peut stipuler que la somme à payer, indi-

quée en une monnaie étrangère, sera calculée d'après un cours déterminé dans l'effet; de plus, il peut ordonner que l'effet sera obligatoirement payé en une certaine monnaie indiquée (art. 41 L. U.).

B. — DROIT ANGLO-AMÉRICAIN.

153.— Aux termes de l'art. 61 N. I. L. et des art. 55, § 1, et 16 B. E. A., le tireur, qui crée un effet, admet l'existence d'un bénéficiaire et sa capacité éventuelle pour endosser ; il garantit que sur présentation régulière l'effet sera accepté ou payé, ou l'un et l'autre, conformément à sa teneur, et, en cas de refus, il s'engage à indemniser le porteur ou les endosseurs subséquents appelés à le payer, à la condition que les formalités nécessaires aient été dûment remplies. Mais, le tireur peut insérer dans le texte de l'effet une clause expresse dégageant ou limitant sa propre responsabilité vis-à-vis du porteur.

Les législations anglo-américaines confèrent ainsi au tireur des droits plus larges que ceux spécifiés par la *Loi Uniforme* : le tireur peut s'exonérer de sa garantie de paiement aussi bien que de celle d'acceptation ⁽³⁴⁾.

Le tireur est solidairement tenu avec les autres signataires vis-à-vis du porteur régulier. *Chalmers* déclare cependant que, dans la plupart des cas, les rapports du tireur à l'égard de l'accepteur se présentent sous forme d'une caution vis-à-vis du débiteur principal ⁽³⁵⁾.

(34) CHALMERS, p. 45, art. 16 B. E. A. BRANNAN, *op. cit.*, p. 551; art. 61 N. I. L. FALCONBRIDGE, p. 534, art. 34 B. E. A. du Canada.

(35) CHALMERS, p. 217. *Rouquette v. Overmann* (1875), L. R. 10 Q. Q. 525 p. 536, 537.

154. — *Notification du protêt. Renonciation au protêt.* — L'article 110 N. I. L. précise que, lorsque la renonciation à la notification est incorporée dans le texte de l'effet, elle engage toutes les parties. Et l'article 111 N. I. L. ajoute : « un abandon de protêt — qu'il s'agisse d'une lettre de change tirée de l'étranger ou de tout autre effet de commerce négociable — est considéré comme une renonciation non seulement au protêt régulier, mais aussi à la présentation et à la notification ». Mais la lettre de change reste négociable (art. 5, n° 3, N. I. L.). *Chalmers* doute pourtant que, d'après les règles du droit anglais, l'insertion de cette clause de dispense par le tireur soit valable pour tous les cosignataires. En effet, suivant l'article 16 B. E. A., tout tireur peut insérer une stipulation expresse relevant le porteur, en tout ou en partie, de ses obligations *envers lui* ⁽³⁶⁾.

Contrairement à ces dispositions du droit anglo-américain, la clause de dispense de protêt, sous l'empire de la *Loi Uniforme*, ne relève pas le porteur de ses obligations de présenter l'effet dans les délais prescrits ni de donner avis du défaut d'acceptation ou de paiement (art. 46, al. 2, L. U.).

(36) *Ibid.*, p. 46. BRANNAN, *op. cit.*, p. 65, 708, 709, *Peterson v. Kuhn*, 110 Neb. 372, 193, N. W. 756, S. C. secs 1, 119, 1; *Central Nat. Bank v. Sciotoville Co.*, 79 W. V. à 782, 91 S. E. 808 (dispense des actes conservatoires insérée dans le texte de l'effet); *Frank-Tailor-Kendrick Co. v. Voisement*, 147 La. 973, 77 So. 895 (dispense de protêt entraîne dispense de présentation et de notification), FALCONBRIDGE, p. 534, 535, *Rat Portage Lumber Co. v. Margulius*, 1914, 24 Man. R. 230, 16 D. L. R. 477, 15 D. L. R. 577, *Banque de St-Jean v. Desmarais*, 1910, 17 R. de J. 304 (arrêt de Québec : la dispense de protêt n'a d'effet qu'à l'égard de l'auteur de la clause).

155.— Les articles 143, n° 1, N. I. L., et 39, § 1, B. E. A., comme l'article 23 L. U., prescrivent que seule la lettre de change à un certain délai de vue doit être présentée à l'acceptation en vue de déterminer la date de l'échéance. Mais, d'après les législations anglo-américaines, le tireur n'a pas le droit de déterminer ou de changer les délais de présentation. Les règles du droit anglo-saxon ordonnent au porteur de présenter l'effet à l'acceptation ou de le négocier dans un *délai raisonnable*.

156. — *Rapports entre tireur et tiré*. — Il est expressément stipulé que le tireur, actionné en recours et ayant payé la lettre, peut poursuivre l'accepteur afin de recouvrer la somme déboursée (art. 57, § 1, 59, § 2 a) B. E. A. ; art. 121 N. I. L.). Par contre, d'après la solution donnée par le cas de *Stratton v. Mathews* ([1848], 3 Exch. 48), l'accepteur par complaisance pour le compte du tireur, ayant payé à découvert, a le droit de recouvrer sur le tireur la somme déboursée ; on considère que la partie pour le compte de qui l'intervenant par complaisance s'est obligé — en l'espèce le tireur — s'est engagée implicitement à indemniser le payeur par complaisance, si celui-ci n'a pas reçu à l'échéance les fonds nécessaires au paiement ⁽³⁷⁾.

157. — Suivant les articles 89 N. I. L., 48 B. E. A., et 96 B. E. A. du Canada, la notification du défaut

(37) CHALMERS, p. 230, 231. BRANNAN, *op. cit.*, p. 292, *Blanchard v. Blanchard*, 201 N. Y. 134, 94 N. E. 630 (engagement implicite d'indemniser le payeur par complaisance).

d'acceptation ou de paiement est obligatoirement faite au tireur.

158. — Notons que, dans le droit anglais et américain, le tireur n'est point tenu de délivrer des exemplaires d'une lettre de change. C'est avant tout une question d'entente entre le porteur et le tireur ⁽³⁸⁾.

159. — L'obligation cambiaire du tireur prend fin dans les mêmes conditions que sous l'empire de la *Loi Uniforme*. Toutefois il faut mentionner le cas de la responsabilité du tireur vis-à-vis de l'accepteur-payeur par complaisance pour lui.

160. — Ce bref exposé démontre une fois de plus qu'il y a dans l'ensemble de ces règles du droit anglo-américain nombre d'usages commerciaux, consacrés par la tradition et dont l'utilité indéniable devrait, à notre avis, trouver sa consécration dans la législation uniforme mondiale.

§ 4. — ENONCIATIONS FACULTATIVES

A. LOI UNIFORME.

161. — Les lettres de change peuvent parfois contenir, suivant les conventions intervenues entre les parties, des clauses qui ne sont pas considérées par la loi comme essentielles. L'insertion ou l'absence de ces

(38) CHALMERS, p. 275.

clauses ne provoque ainsi aucun changement dans le caractère normal d'une lettre de change.

Il est cependant des cas spéciaux où certaines clauses facultatives ont pour résultat de modifier les effets ordinaires d'une lettre de change.

162. — *I. La Loi Uniforme* fait mention de quelques-unes des clauses susceptibles de modifier les conséquences ordinaires des obligations cambiales, savoir :

a) mention « non à ordre » (art. 11, al. 2, L. U.) ;

b) mention par laquelle le tireur s'exonère de la garantie du paiement (art. 9, al. 2, L. U.) ;

c) mentions « valeur en recouvrement », « pour encaissement », « par procuration », ainsi que « valeur en garantie » ou « valeur en gage » (art. 18, al. 1 et art. 19, al. 1, L. U.), — toutes enlevant le caractère de négociabilité au titre mis en circulation ;

d) mention du délai pour la présentation à l'acceptation de l'effet ou pour la présentation au paiement d'une lettre de change à un certain délai de vue, interdiction de présentation à l'acceptation, mention du délai de présentation au paiement d'une lettre de change à vue (articles : 22, 23, al. 2 et 3 ; 34, al. 2 et 3, L. U.) ;

e) clause de paiement effectif en une monnaie étrangère (art. 41, al. 3, L. U.) ;

f) clause « retour sans frais », « sans protêt » (art. 46, al. 1, L. U.) ;

g) mention du domicile d'un tiers où la lettre de change sera payable (art. 4, L. U.) ;

h) indication d'un recommandataire (art. 55, al. 1, L. U.) ;

i) mention du numéro des exemplaires ou mention que l'effet a été tiré en un seul exemplaire (art. 64, al. 2 et 3, L. U.), ainsi que l'indication de la partie du texte où la copie s'arrête (art. 67, al. 2, L. U.) ;

j) désignation du détenteur de l'exemplaire envoyé à l'acceptation ou du détenteur du titre original (art. 66, al. 1, et art. 68, al. 1, L. U.).

Ces clauses feront l'objet d'une explication de détail dans les parties correspondantes du droit du change suivant les dispositions de la *Loi Uniforme*.

163. — II. D'autres mentions facultatives n'entraînent pas de modifications dans les effets habituels de la lettre de change. Examinons quelques-unes de ces clauses les plus usuelles :

1° Clause « *suivant avis* » et « *sans autre avis* ». La clause « *suivant avis* » fait connaître au tiré qu'il ne doit ni accepter ni payer l'effet avant d'avoir reçu de la part du tireur un avis séparé ; sinon il sera responsable vis-à-vis du tireur des dommages occasionnés. La clause « *sans autre avis* » produit un effet exactement inverse ⁽³⁹⁾.

2° Clause à *ordre*. Nous avons donné une explication suffisante de cette clause dans l'exposé fait à l'occasion de la dénomination de la lettre de change. Nous nous bornons donc à renvoyer le lecteur à la partie indiquée ⁽⁴⁰⁾.

(39) L'utilité pratique de ces clauses est indiquée dans LYON-CAEN et RENAULT, n° 100.

(40) V. *supra*, n° 113.

3° Clause de *la valeur fournie*. Elle représente la cause de l'engagement du tireur. C'est l'équivalent du montant de la lettre de change que le tireur reçoit de la part du preneur. Cette valeur peut être exprimée comme *valeur en espèces*, ou *valeur en marchandises*, lorsque la traite est créée en vue de solder le prix d'une vente, ou encore *valeur en compte*, ce qui indique que le montant de l'effet est inscrit par les soins du preneur au crédit du tireur.

4° Clause concernant *la provision*. Cette clause indique quelle est la personne qui doit *faire provision* au tiré. C'est d'habitude le tireur qui en est chargé. Au contraire, s'il s'agit d'une *lettre de change tirée pour le compte d'autrui*, c'est le commettant — donneur d'ordre — qui doit fournir au tiré les fonds nécessaires au paiement ⁽⁴¹⁾.

Les trois dernières clauses formaient des éléments essentiels d'une lettre de change dans toutes les anciennes législations inspirées par le code de commerce français de 1807.

Mais, de nos jours, la grande majorité des lois cambiales, s'inspirant de la *Wechselordnung*, ont écarté ces clauses du nombre des énonciations essentielles d'une lettre de change.

Les auteurs de la *Loi Uniforme* ont décidé de laisser en dehors de la réglementation uniforme toute question concernant la provision, ainsi que le rapport sur la base duquel a été émise la lettre de change (art. 16 de l'annexe II). Mais, même sous l'empire de

(41) V. *supra*, n° 137.

la *Loi Uniforme*, l'usage de ces clauses peut être admis ; car elles peuvent éclairer et préciser le texte de la lettre de change sans en modifier les effets ordinaires.

B. DROIT ANGLO-AMÉRICAIN.

164. — Les règles du droit du change anglo-américain, imprégnées d'un esprit libéral, ne s'opposent nullement à l'insertion de toutes ces clauses dans le corps de l'effet.

165. — Nous avons déjà mentionné la faculté qu'avait le tireur de dégager ou de limiter sa propre responsabilité vis-à-vis du porteur (art. 61 N. I. L., 16 B. E. A., et 34 B. E. A. du Canada). Signalons que l'endosseur lui aussi possède ces mêmes facultés (art. 38 N. I. L. et 16 B. E. A.). Ces mêmes dispositions admettent en outre l'insertion des clauses comme « retour sans frais », « sans protêt ».

Les articles 36 et 38 N. I. L. et 35, §§ 1 et 2 B. E. A. autorisent l'insertion des clauses : « valeur en recouvrement », « pour encaissement », « par procuration », « sans recours ». Et les articles 27 N. I. L. et 27, § 3, B. E. A. permettraient de mentionner dans l'effet qu'il est donné comme « valeur en garantie » ou « valeur en gage » ⁽⁴²⁾.

(42) CHALMERS, p. 103. FALCONBRIDGE, p. 610. Le droit du détenteur de la lettre de change, conçue comme « valeur en gage », se résume à poursuivre les signataires de l'effet en qualité de représentant (*trustee*) de l'auteur de l'endos portant la clause « valeur en gage », *Reid v. Furnivall* (1833), 1 Cr. & M. 538.

Ces énonciations produisent les mêmes effets que ceux résultant des dispositions de la *Loi Uniforme*.

166. — *Chalmers* expose, au sujet de la domiciliation, qu'une lettre est dite « domiciliée » au lieu du paiement, lorsqu'elle est libellée payable dans un lieu autre que celui de la résidence du tiré ⁽⁴³⁾.

167. — La mention du recommandataire — *referee* — est également admise dans le droit anglo-américain (art. 131 N. I. L., art. 15 B. E. A.). Cependant, cette clause est rarement insérée dans les effets anglais ou américains. Aucun cas concernant cette clause n'a pu être relevé dans la jurisprudence des Etats-Unis ⁽⁴⁴⁾.

168. — Les articles 178 N. I. L. et 71, § 1^{er}, B. E. A. prescrivent la numérotation des exemplaires d'une lettre de change. Il est intéressant de constater, d'autre part, que le droit anglo-américain ne connaît point les *copies* de l'article 67 L. U., de l'article 110 C. Comm. français et de l'article 70 de la *Wechselordnung* ⁽⁴⁵⁾.

La désignation du détenteur de l'exemplaire envoyé à l'acceptation (art. 66. al. 1^{er} L. U.) n'est pas requise par les lois anglo-américaines. Mais, en fait, cette men-

(43) CHALMERS, p. 18. FALCONBRIDGE, p. 523.

(44) BRANNAN, *op. cit.*, p. 820. CHALMERS, p. 44, 45. FALCONBRIDGE, p. 533.

(45) Les articles 32 § 1 B. E. A. et 62 § 2 B. E. A. du Canada considèrent les endos transcrits sur les copies de la lettre de change, émises ou négociées dans les pays où ces copies sont valables, comme étant inscrits sur l'effet lui-même. (v. CHALMERS, p. 129, 130; FALCONBRIDGE, p. 632, 633).

tion serait possible. Suivant *Chalmers* cette clause serait utilisée par les commerçants anglais.

169. — La mention « non à ordre » est également admise dans le droit anglais. Une lettre de change, contenant prohibition de transfert, ou indiquant l'intention de la rendre non transmissible, est valable entre les parties contractantes, mais elle ne peut être négociée (art. 8, § 1^{er}, B. E. A.; art. 21, § 1^{er} B. E. A. du Canada). Contrairement aux lois anglaises et canadiennes, un effet dans le droit américain perd son caractère d'effet négociable par le seul fait de l'absence de la « clause à ordre » (art. 1^{er}, 8, 126 N. I. L.) ⁽⁴⁶⁾.

170. — Dans le cas *Hatch v. Trayes* ([1840], 11 A. & E. 702), il a été précisé que la mention « valeur fournie » n'est pas exigée par la loi. Cependant, d'après le cas *Grant v. Da Costa* ([1815], 3 M. & S. 351), la formule « valeur fournie », insérée dans un effet payable à une tierce personne, laisserait présumer que la valeur a été reçue par le tireur. Néanmoins, il est d'usage en Angleterre d'insérer la clause de la « valeur fournie » dans le corps de l'effet ⁽⁴⁷⁾. La « clause à ordre » a déjà été analysée plus haut ⁽⁴⁸⁾.

171. — La mention de la provision, constatant quelle est la personne qui doit fournir provision, n'est pas

(46) Voir *supra*, 1^{re} sect. *mentions légales*, 1^o dénomination de lettre de change, n^{os} 112, 113.

(47) CHALMERS, p. 16, 17, art. 3 § 4 b, B. E. A. FALCONBRIDGE, p. 522, 523, art. 276 B. E. A. du Canada. BRANNAN, *op. cit.*, p. 67, art. 6, 2^o N. I. L. *Goodfellow v. Farnham* 236, Mass. 453, 128 N. E. 776 ; S. C. secs 1-2, 70.

(48) V. *supra*, n^o 113.

retenue par le droit anglo-américain; dans les pays anglo-saxons, à l'exception de l'Ecosse, une lettre de change ne constitue pas cession de fonds entre les mains du tiré (art. 127 N. I. L., art. 53 B. E. A. et 127 B. E. A. du Canada) ⁽⁴⁹⁾.

172. — La réglementation de la présentation à l'acceptation et au paiement indique d'autres délais que ceux qui sont prévus par les articles 22 et 23, al. 2 et 3 de la Loi Uniforme. Le porteur d'une lettre de change soumise à l'acceptation est tenu soit de la présenter à l'acceptation, soit de la négocier *dans un délai raisonnable*, sinon le tireur et tous les endosseurs seraient libérés. D'autre part, quand un effet est payable sur demande, la présentation au paiement doit en être faite dans un délai raisonnable après sa création ; la loi uniforme américaine ajoute « à l'exception de la lettre de change dont la présentation au paiement sera considérée comme valable, si elle est faite dans un délai raisonnable après sa dernière négociation » (art. 144 et 71 N. I. L., art. 40, § 1^{er} et 45 § 2, B. E. A.).

172 bis. — *Délai raisonnable*. — Pour déterminer ce qu'on entend par *délai raisonnable*, il faut prendre en considération la nature des effets, les usages commerciaux (s'il y en a) qui s'appliquent à ces effets et les faits particuliers à chaque cas (193 N. I. L., art. 40, § 3, et 45, § 2, B. E. A. ; art. 77, § 3, et 86, § 2, B.

(49) BRANNAN, p. 814, 815 *Jones v. Crumpler*, 119, V. 143, 89 S. E. 232, S. C. sec. 134. CHALMERS, p. 209, 210, *Re Bank-für Handel Industrie* (1915) 1 Ch. D. 848 (le chèque étant une lettre de change tirée sur un banquier). FALCONBRIDGE, p. 739 à 741.

E. A. du Canada).

Aux Etats-Unis, dans le cas de *Sheffield v. Cleland* (19 Ida. 612, 115 Pac. 20), il a été décidé que le *Jury* seul était compétent pour trancher une question de fait concernant le délai raisonnable ⁽⁵⁰⁾.

Pour l'Angleterre, *Chalmers* dit que l'expression « *reasonable time* » est à la fois une question de droit et de fait ; pour la déterminer il est nécessaire de prendre en considération aussi bien les intérêts du porteur que ceux des tireurs et des endosseurs ⁽⁵¹⁾.

Il n'est pas douteux que l'adoption d'une méthode ainsi élastique de fixation de délais entraînerait de graves inconvénients dans la Législation Uniforme. Ainsi, d'après la solution du cas américain *Milliken v. Davis* (Mass. 166, N. E. 626), un délai de douze mois a été déclaré « non raisonnable », tandis que d'après la solution du cas *Van Buren v. Wensley* (102 Misc. 248, 169 N. Y. Supp. 789) un délai de quatre ans a été admis ⁽⁵²⁾.

La détermination précise des délais, consacrés par la *Loi Uniforme*, est donc d'une nécessité incontestable.

173. — Les clauses « suivant avis » et « sans autre avis » ne sont pas mentionnées par les lois anglaise et

(50) *Contra Citizen's Bank v. First Nat. Bank*, 135, II 605, 113, N. W. 481, 13 L. R. A. (N. S.) 303, S. C. sec. 186.

(51) CHALMERS, p. 159, 160, *Ramchurn Mullick v. Luchmeechund Radakissen* (1854), 9 Moore P. C. 46. BRANNAN, *op. cit.*, p. 927, 928, *Merritt v. Jackson*, 181, Mass. 69, 67 N. E. 987, S. C. sec. 71 ; *Wheeler v. Young* (Q. B. Div.), 13 T. L. R. 486. FALCONBRIDGE, p. 672, 673, 681, *Mellish v. Rawdon*, 1832, 9 Bing. 416.

(52) CHALMERS, p. 320 ; FALCONBRIDGE, p. 643. 864 à 866 ; BRANNAN, p. 778, 779.

américaine. Nous estimons pourtant que ces législations ne sauraient s'opposer à l'insertion de telles clauses.

Clause de paiement effectif en une monnaie étrangère

A. — *Loi Uniforme* (art. 41).

174. — L'article 41 L. U. prescrit : « Lorsqu'une lettre de change est stipulée payable en une monnaie étrangère, n'ayant pas cours au lieu du paiement, le montant peut être payé dans la monnaie du pays d'après sa valeur au jour de l'échéance. Les règles ci-dessus énoncées ne s'appliquent pas au cas où le tireur a stipulé *que le paiement devra être fait dans une certaine monnaie indiquée (clause de paiement effectif en une monnaie étrangère)* ».

Cette clause évite toute équivoque surgissant à l'occasion du paiement d'une lettre de change, libellée payable en une monnaie étrangère ⁽⁵³⁾ : *le débiteur se voit astreint à fournir en paiement la monnaie formellement indiquée.*

Cependant la clause de paiement effectif en une monnaie étrangère a fait l'objet d'un des articles de l'annexe II de la Convention portant *Loi Uniforme*. Aux termes de l'article 7 de l'annexe II il est permis à tout Etat contractant, dont la monnaie nationale vien-

(53) LYON-CAEN et RENAULT, n° 301. THALLER et PERCEROU, n° 1251. MICHAELIS, p. 224. Dans le même sens : Code portugais, art. 315 ; loi belge de 1872, art. 33 ; Code italien, art. 39 et 293 ; loi yougoslave de 1929, art. 40 ; loi hongroise de 1872, art. 37 ; la *Wechseldornung*, art. 37. Cfr., art. 143 c. commerce français. V. *infra*, sect. IV, *Paiement*, n° 325.

draît à être menacée de dépréciation et qui jugerait devoir prendre des mesures exceptionnelles en vue de la protéger, d'interdire pour les lettres de change payables sur son territoire l'exécution de la clause de paiement effectif en une monnaie étrangère. Il en est de même en ce qui concerne la création de lettres de change en monnaie étrangère sur le territoire national.

B. — *Droit Anglo-Américain.*

175. — La loi cambiale anglaise, ainsi que la loi canadienne, décident qu'une lettre de change en monnaie étrangère, payable sur le territoire national, sera payée en monnaie nationale, en l'absence de toute stipulation expresse, d'après le taux du change appliqué aux traites à vue au lieu du paiement et au jour de l'échéance de la lettre de change (art. 72, § 4, B. E. A., art. 163 B. E. A. du Canada).

Aussi, expose *Falconbridge*, une lettre de change, exprimée payable en une monnaie étrangère, ne perd-elle pas son caractère de négociabilité, à condition qu'il n'y ait pas de stipulation autorisant le débiteur ou l'astreignant au paiement en une monnaie autre que la monnaie nationale du lieu du paiement ⁽⁵⁴⁾.

D'autre part, à l'exception de la disposition quelque peu obscure de l'article 6, n° 5, N. I. L., permettant l'insertion de la clause d'une monnaie spéciale qui doit servir au paiement de l'effet, la *Negotiable Ins-*

(54) FALCONBRIDGE, p. 848 et 498. CHALMERS, p. 13 et 286. *Hirschfield v. Smith* (1866), L. R., I. C. P., p. 353.

truments Law ne contient pas d'autre règle concernant les effets libellés payables en une monnaie étrangère. Il ressort cependant du cas *Thompson v. Sloan* (1840, 23 Wend 71) qu'une lettre de change, portant la clause de paiement effectif en une monnaie étrangère, n'est pas négociable. La raison en est que le paiement en une monnaie étrangère met le porteur en possession de valeurs qui ne sont pas négociables sous l'empire de la loi cambiale américaine.

A notre avis, ces conceptions américaines et anglaises ne sont admissibles que dans des cas spéciaux, et la jurisprudence américaine contient d'ailleurs des arrêts contradictoires ⁽⁵⁵⁾. Toutefois, on ne pourrait nier le sens logique du point de vue anglo-américain : les effets négociables sont considérés comme monnaie de papier et une convertibilité obligatoire en une monnaie étrangère leur enlèverait ce caractère.

§ 5. — PLURALITÉ D'EXEMPLAIRES ET COPIES

A. — LOI UNIFORME.

Pluralité d'exemplaires (art. 64 à 66)

176. — Une lettre de change peut être tirée en plusieurs exemplaires identiques (art. 64 L. U.) ; mais l'ensemble ne forme qu'un seul effet. Chacun de ces exemplaires représente la lettre de change elle-même.

(55) BRANNAN, *op. cit.*, p. 160 à 162, *Brown v. Perera*, 176, N. Y. Supp. 215, confirmé par 182 App. Div. 922, 169 N. Y. Supp. 1086, S. C. sec. I.

Il y a, en somme, plusieurs originaux d'une même lettre de change.

Les exemplaires accroissent la sécurité en évitant les inconvénients qui résulteraient de la perte d'un exemplaire unique. D'autre part, l'utilité de ces duplicata se justifie par l'avantage qu'ils offrent pour la négociation des lettres de change pendant qu'on envoie l'effet à l'acceptation.

177. — La création des exemplaires suppose :

a) Qu'ils ont été créés par le tireur. La signature du tireur doit être exactement la même et sur l'exemplaire et sur le premier original.

b) Qu'ils doivent être numérotés dans le texte même du titre, faute de quoi, chacun d'eux sera considéré comme une lettre de change distincte. Il est nécessaire en outre que le premier original ne contienne point d'indication constatant que la lettre de change a été tirée en un exemplaire unique.

c) Que ces exemplaires soient identiques au premier original, quant à leur rédaction. Toutefois, ils peuvent se différencier par l'acceptation donnée sur l'un d'eux ou encore par l'endos ou par la mention du recommandataire inscrite sur l'un quelconque de ces exemplaires ⁽⁵⁶⁾.

178. — La personne qui exige la délivrance de ces doubles peut être l'un des endosseurs (même le pre-

(56) MICHAELIS, *op. cit.*, p. 306 et s. Les différenciations, qui ne modifient pas le sens du contenu de la lettre de change, n'invalident pas les exemplaires.

neur), — porteur légitime d'une lettre de change ⁽⁵⁷⁾. Les frais de la délivrance des exemplaires sont à sa charge.

En vue d'obtenir ces *duplicata*, le porteur doit s'adresser à son endosseur immédiat, qui est dans l'obligation de lui prêter son concours pour agir contre son propre endosseur, et ainsi de suite, en remontant jusqu'au tireur. Les endosseurs sont tenus de reproduire les endossements sur les nouveaux exemplaires (art. 64, al. 3 L. U.).

179. — La *Loi Uniforme* ne résout cependant pas la question du nombre des exemplaires ni du laps de temps pendant lequel on peut demander la délivrance des doubles. En raison du but poursuivi par cette institution, nous estimons qu'il est permis d'exiger des *duplicata* jusqu'à l'extinction complète des droits de créance découlant d'une lettre de change ; et le nombre des exemplaires n'est pas limité à dessein, pensons-nous, puisqu'il dépend du jeu des rapports commerciaux ⁽⁵⁸⁾.

(57) Nous donnerons plus loin une explication détaillée sur le « porteur légitime » d'un effet. Pour le moment, nous nous bornons à constater qu'aux termes de l'art. 16 L. U. le « porteur légitime » d'une lettre de change c'est le détenteur qui justifie de son droit par une suite ininterrompue d'endossements, (même si le dernier endossement est en blanc) et qui n'a pas acquis la lettre de mauvaise foi, ou en commettant une faute lourde.

(58) Ces doubles peuvent être requis même en vue d'actionner le tireur pour enrichissement sans cause, donc après l'extinction de tous droits cambiaires.

Michaelis estime, quant au nombre des exemplaires, qu'une demande de délivrance des *duplicata*, qui serait faite avec un esprit de chicane, pourrait être repoussée en vertu de l'art. 226 c. civ. allemand (abus du droit) (*op. cit.*, p. 306, *ann.* 2).

180. — *Paiement effectué sur un duplicatum.* — Le paiement fait sur un des exemplaires est libératoire. Le débiteur payeur est libéré même s'il n'est pas stipulé que ce paiement annule l'effet des autres exemplaires. Dans cet ordre d'idées signalons en outre que les effets de la prescription s'étendent à tous les exemplaires et que l'acceptation donnée sur un seul des *duplicata* enlève les droits de recours au porteur (arg. de l'art. 65, al. 1^{er} L. U.).

181. — *Négociation des exemplaires à différentes personnes.* — L'endosseur qui a transféré les exemplaires à différentes personnes, ainsi que les endosseurs subséquents, sont engagés jusqu'à concurrence de tous les exemplaires portant leur signature et qui n'ont pas été restitués (art. 65, al. 2, L. U.). Le débiteur payeur a par conséquent le droit de conditionner son paiement à la remise de tous les exemplaires qui se trouvent entre les mains du porteur sollicitant le paiement ⁽⁵⁹⁾.

Si, au contraire, le payeur ne s'est pas fait remettre tous les duplicata, il risque de se voir devancer par le détenteur d'un autre exemplaire, qui agirait de plein droit contre les obligés précédant ce payeur. Cette circonstance fait ressortir les inconvénients de la création d'exemplaires supplémentaires. Le débiteur

(59) Si les endos en blanc sont remplis par l'endossataire au nom des différentes personnes et si les lettres de change sont transmises à celles-ci, l'endosseur de cet endossataire est responsable de chacun des duplicata non rendus, puisque l'endos en blanc présume l'autorisation donnée à l'endossataire pour le compléter.

payeur sera le mieux placé pour s'assurer le recours vis-à-vis des signataires qui le précèdent, en exigeant la remise de l'exemplaire revêtu de l'acceptation du tiré.

L'indépendance de ces exemplaires se reflète aussi dans les stipulations insérées sur l'un quelconque des doubles et qui se rapportent à la présentation des lettres de change à vue, ou à un certain délai de vue. Le porteur est tenu de suivre ces indications.

182. — *Acceptation des exemplaires.* — Le tiré ne doit accepter qu'un seul des exemplaires d'une lettre de change ; sinon chacun des exemplaires revêtu de l'acceptation du tiré, est considéré vis-à-vis de celui-ci comme une lettre de change distincte, tant qu'il n'en a pas obtenu la restitution (art. 65, al. 1, L. U.) ⁽⁶⁰⁾.

183. — *Envoi d'un exemplaire à l'acceptation.* — Souvent l'un des exemplaires est envoyé à l'acceptation, cependant que l'autre est négocié. Le porteur de l'effet négocié a tout intérêt de connaître la personne détenant l'exemplaire envoyé à l'acceptation, pour pouvoir se faire remettre ce duplicatum. Aussi l'article 66 L. U. a-t-il prévu que celui qui a envoyé un des exemplaires à l'acceptation doit indiquer sur les au-

(60) MICHAELIS, *op. cit.*, p. 306 et 449. L'obligation de délivrer des exemplaires n'est pas étendue au créateur d'un billet à ordre (*Reichsgericht*, R. G. Z. 9, 116). En effet, la raison de la délivrance des exemplaires — l'envoi à l'acceptation — n'existe pas en matière de billet à ordre. Rappelons, d'autre part, qu'il faut aussi tenir compte du fait que le souscripteur est en même temps le débiteur principal de l'effet (il assume les obligations du tiré).

tres duplicata le nom de la personne entre les mains de laquelle cet exemplaire se trouve. Il semble inutile de mentionner le domicile ou le siège commercial de ladite personne. Elle devrait en effet habiter la localité désignée comme lieu du domicile du tiré.

183 *bis*. — Le même article 66 L. U. déclare en outre que cette personne est tenue de remettre ledit exemplaire au porteur légitime d'un autre exemplaire. La nature juridique de ce droit, conféré au porteur légitime, revêt les caractères de la *rei-vindicatio*, car tous ces exemplaires ne font qu'une seule lettre de change. Le porteur légitime devient donc propriétaire de l'exemplaire envoyé à l'acceptation au moment où il est entré en possession de l'exemplaire négocié. Jusqu'au moment de la demande de ce duplicatum, faite par le porteur, le dépositaire est dans l'obligation de suivre les indications de la personne qui lui avait remis le double de la lettre de change pour la présenter à l'acceptation. Si le porteur ne se présente pas chez le dépositaire, celui-ci est tenu de rendre l'exemplaire et autres pièces, s'il y en a, à la personne qui les lui avait envoyés. Le dépositaire, de son côté, remettant le duplicatum au porteur, aurait droit d'exiger un reçu de la part de ce dernier.

Si, au contraire, le dépositaire refuse de remettre le double au porteur, celui-ci ne pourra exercer de recours qu'après avoir fait constater par un protêt :

1° Que l'exemplaire envoyé à l'acceptation ne lui a pas été remis sur sa demande, et

2° Que l'acceptation ou le paiement n'a pu être obtenu sur un autre exemplaire.

Il convient de noter que l'obligation de présenter un autre exemplaire à l'acceptation ou au paiement résulte du fait que la personne qui a envoyé l'exemplaire à l'acceptation, ainsi que les obligés subséquents, ne se portent pas garants de l'existence de l'exemplaire envoyé à l'acceptation.

Copies (art. 67, 68)

184. — La copie est une transcription littérale de la lettre de change ⁽⁶¹⁾.

Cette institution présente de sérieux avantages, lorsqu'il s'agit d'envoyer l'original à l'acceptation ou au dépositaire ; la copie évite alors les retards qui seraient occasionnés par la demande d'un double de la lettre de change ; de plus, elle épargne les frais que causerait la délivrance d'un duplicatum.

L'article 67 L. U. déclare que *tout porteur* d'une lettre de change a le droit d'en faire des copies. La loi n'en limite pas le nombre. A moins qu'il ne s'agisse d'un effet tiré à son ordre, le tireur ne pourra en faire de copie valable. Il en est de même de toute personne qui ne pourra établir un lien juridique entre la copie et les endossements figurant sur l'original.

Signalons qu'aux termes de l'article 51 L. U., en cas d'exercice d'un recours après une acceptation partielle, celui qui a remboursé la somme pour laquelle

(61) MICHAELIS, op. cit., p. 314 à 317, art. 70 à 72 W. O.

la lettre n'a pas été acceptée peut exiger du porteur, outre la quittance et la mention du remboursement sur la lettre de change, une copie de celle-ci certifiée conforme.

185. — *Rédaction de la copie* (art. 67, al. 2, L. U.). — La copie doit reproduire exactement l'original avec les endossements et toutes les autres mentions qui y figurent. Elle doit, en outre, indiquer où elle s'arrête. Le défaut de cette clause pourrait faire considérer la copie comme un effet original, ce qui entraînerait l'application des dispositions de l'article 7 L. U. (principe de l'indépendance des obligations cambiales).

Le même article 67 L. U. porte aussi que la copie peut être endossée et avalisée de la même manière et avec les mêmes effets que l'original. Dès la négociation de la copie, les endossements sur l'original qui interviendraient postérieurement seraient nuls.

La copie peut porter l'indication du recommandataire.

L'acceptation par contre ne peut être donnée que sur l'original.

185 *bis*. — L'article 68, al. 1^{er}, L. U. exige l'insertion dans la copie d'une mention désignant le détenteur du titre original destiné à l'acceptation.

L'omission de la désignation du détenteur n'entraînerait pas la nullité des endos inscrits sur la copie. Elle donnerait seulement lieu à des dommages-intérêts au profit du porteur légitime de la copie qui aurait éprouvé un préjudice par suite de la mise en circulation de la copie dépourvue de cette mention.

Le détenteur est tenu de remettre ledit effet au porteur légitime de la copie (al. 1^{er} de l'art. 68 L. U.) ⁽⁶²⁾. Si le détenteur de l'original ne peut le rendre ou refuse de le faire, le porteur ne peut exercer de recours contre les personnes qui ont endossé ou avalisé la copie qu'après avoir fait constater par un protêt que l'original ne lui a pas été remis sur sa demande (art. 68, al. 2, L. U.).

186. — Enfin l'article 68, al. 3, L. U. contient une règle ayant pour but d'empêcher la négociation de l'original après que le porteur est entré en possession de la copie. Sont nuls tous endos sur le titre original inscrits après la clause : « à partir d'ici l'endossement ne vaut que sur la copie ». En effet, le danger est évident pour le porteur légitime de la copie ; si l'original portait ces endos ultérieurs, ce porteur ne pourrait plus se faire remettre l'effet original par un endossataire détenteur de bonne foi ⁽⁶³⁾.

En apparence, par sa rédaction, la règle énoncée par l'alinéa 3 de l'article 68 L. U. se présente comme une disposition purement interprétative. Nous estimons cependant qu'il serait contraire à l'esprit de la *Loi Uniforme* de la considérer comme telle, puisqu'il est impossible de concevoir logiquement les effets at-

(62) Les relations de ce depositaire et de la personne qui lui a envoyé l'original sont les mêmes que celles du détenteur de l'exemplaire envoyé à l'acceptation et de la personne de qui il l'a reçu. En outre, la nature juridique du droit du porteur de la copie de se faire remettre l'original repose sur les mêmes principes que le droit du porteur légitime du duplicatum négocié de réclamer la remise de l'exemplaire envoyé à l'acceptation (v. Michaelis, p. 316).

(63) *Comptes rendus de la Conférence de Genève, Rapport du Comité de rédaction*, p. 148, n° 142.

tribués par le droit du change à la copie sans en assurer la réalisation par un procédé efficace. Ce procédé consisterait dans l'obligation pour le créateur de la copie d'insérer ladite clause.

B. — DROIT ANGLO-AMÉRICAIN.

187. — Le droit anglo-américain contient des règles concernant la pluralité d'exemplaires, tandis qu'il n'y a point de dispositions relatives aux copies. *Chalmers* signale qu'elles sont rares en Angleterre et qu'il n'y a pas de jurisprudence à ce sujet ⁽⁶⁴⁾.

Pluralité d'exemplaires.

188. — D'après l'article 178 N. I. L. et l'article 71, § 1^{er}, B. E. A., une lettre de change peut être tirée en plusieurs exemplaires. Chacun de ces exemplaires étant numéroté et se référant aux autres (la formule usitée est : « *first remaining unpaid* » ou « *second being not paid* »), l'ensemble de ces exemplaires ne forme qu'une lettre de change. Sauf dispositions contraires, si l'un des exemplaires d'une lettre de change, tirée en plusieurs exemplaires, est acquitté par paiement ou de toute autre manière, il y a décharge de l'effet dans son ensemble (art. 183 N.I.L., art. 71, § 6, B.E.A.). La négociation d'un exemplaire nécessite la remise de tous les autres à l'endossataire ⁽⁶⁵⁾. Sinon,

(64) CHALMERS, p. 277.

(65) CHALMERS, p. 275 ; FALCONBRIDGE, p. 801, *Pinard v. Klockman*, 1863, 32 L. J. Q. B. 82. Par le fait de la négociation, l'endosseur ne certifie point qu'il a les autres exemplaires par devers soi.

suivant les articles 180 N.I.L. et 71, § 2, B.E.A., l'endosseur qui négocie deux ou plusieurs exemplaires à des personnes différentes, est lié par chacun d'eux comme si chacun était une lettre de change distincte. L'acceptation peut être donnée sur l'un quelconque des exemplaires, mais ne doit l'être que sur un seul. Si le tiré accepte plus d'un exemplaire et si les exemplaires revêtus de sa signature sont négociés à différents porteurs réguliers, il est responsable de chaque exemplaire comme s'il s'agissait d'un effet indépendant (art. 181 N. I. L.; art. 71, § 4, B. E. A.; art. 158, § 2, B. E. A. du Canada). Il faut mentionner qu'il est d'usage dans le commerce anglais d'insérer dans les autres exemplaires une clause indiquant quel est le détenteur du double envoyé à l'acceptation. Ce dépositaire, d'autre part, est tenu de se conformer aux exigences de l'endossataire du duplicatum négocié ⁽⁶⁶⁾.

189. — Quand, aux termes des articles 179 N. I. L. et 71, § 3, B. E. A., deux ou plusieurs exemplaires sont régulièrement négociés à différents porteurs réguliers, le porteur dont les droits sont nés les premiers est considéré, parmi les autres porteurs, comme le véritable propriétaire de la lettre de change ⁽⁶⁷⁾. Cependant, aucune de ces dispositions n'affectera les droits

(66) CHALMERS, p. 277.

(67) *Ibid.*, p. 276; FALCONBRIDGE, p. 801. Le véritable propriétaire aurait même droit aux exemplaires se trouvant entre les mains d'une personne qui a été de bonne foi en les acquérant contre valeur. Cf. *Holdsworth v. Hunter* (1830), 10 B. et C. 449, p. 450, 454. — Cela paraît contraire aux dispositions expresses des art. 71 § 2 B. E. A. et 180 N. I. L.

de la personne qui aura régulièrement accepté ou payé le premier exemplaire à elle présenté.

189 *bis*. — Lorsque l'accepteur d'une lettre de change, tirée en plusieurs exemplaires, paie sur présentation d'un exemplaire, sans exiger la remise de l'exemplaire portant son acceptation, et si cet exemplaire-ci est resté jusqu'à l'échéance entre les mains d'un porteur régulier, il est responsable envers ce porteur ⁽⁶⁸⁾ (art. 182 N. I. L., art. 71, § 5, B. E. A., art. 159, § 4, B. E. A. du Canada).

190. — Cet exposé des règles anglo-américaines fait ressortir leur similitude avec les dispositions de la *Loi Uniforme*. En outre, il importe d'observer que la réglementation uniforme de Genève ne contient pas de prescriptions qui s'opposeraient à l'admission de ces solutions. Bien mieux, il nous semble que ces solutions conviennent parfaitement au cadre tracé par la *Loi Uniforme* en matière de pluralité d'exemplaires.

(68) BRANNAN, p. 865, *Stevenson v. Earling*, 213 Ill. App. 395, confirmé 290 Ill. 565, 125 N. E. 322, S. C. sec. 186. Cfr. *Caras v. Thalmann* 138 App. Div. 297, 123 N. Y. Supp. 97. FALCONBRIDGE, p. 801. CHALMERS, p. 277. Dans le vieux cas américain *Downes v. Church* (1839), 13, Peters, 205, cité par *Story*, — il a été déclaré que dans le cas d'une lettre de change acceptée, il suffisait de remettre au payeur l'exemplaire accepté, et que dans le cas d'une lettre de change non acceptée, il était suffisant de rendre l'exemplaire sur lequel le protêt avait été dressé. La raison en est que les autres exemplaires n'étaient pas présumés avoir été négociés à d'autres personnes.

§ 6. — BLANC-SEING (LETTRE DE CHANGE EN BLANC)

A. — LOI UNIFORME (art. 10).

191. — La lettre de change peut être émise en blanc, c'est-à-dire qu'elle ne renferme pas toutes les mentions prescrites par l'article 1^{er} L. U. Mais les signatures qui y sont apposées doivent être données avec l'intention de contracter ; sinon un tel écrit n'entraînera point d'obligation cambiaire.

192. — Les auteurs de la *Loi Uniforme* ont fait œuvre d'innovation en introduisant dans l'article 10 L. U. la lettre de change en blanc (Le *Règlement Uniforme* de La Haye de 1912 n'avait pas de disposition semblable). Cependant, en raison de l'opposition de nombreux délégués à la Conférence de Genève, une réserve a été adoptée (art. 3 de l'annexe II), autorisant chacun des Etats contractants à ne pas insérer l'article 10 L. U. dans sa loi nationale. Il a été surtout objecté que l'emploi d'une telle variété de lettre de change pouvait aisément prêter à des abus.

Ces écrits se trouvent surtout en circulation sous forme d'acceptation donnée en blanc. Dans ce cas, on peut dire qu'ils se rapprochent des titres au porteur. Toutefois un blanc seing ne constitue pas une lettre de change. Pour cela, il faut remplir les mentions essentielles laissées en blanc ⁽⁶⁹⁾.

(69) Le comité de rédaction de la *Loi Uniforme* a signalé qu'il y avait aussi lieu d'appliquer les prescriptions de l'art. 10 lorsqu'il s'agirait de compléter une lettre de change par l'addition

193. — *Obligation résultant d'un blanc-seing.* — Il semble que l'obligation cambiaire naisse dès l'apposition de la signature ; le fait de compléter une lettre de change ouvre simplement les possibilités à l'action du créancier. Dans cet ordre d'idées, cet écrit étant transmissible par voie d'endossement (de même que par remise ou tradition), l'endossement doit être considéré comme un véritable endossement, qui produit ses effets dès son inscription.

194. — *Droit de remplir les blancs.* — Par la transmission même de la lettre de change, on transmet à l'acquéreur le droit de la compléter. Ce droit est présumé, mais il est permis de démontrer son inexistence. Suivant les accords intervenus entre les parties, ce droit peut n'être conféré que partiellement. Se trouvent investis de ce pouvoir⁽⁷⁰⁾ : les héritiers, le tuteur de l'héritier mineur, le curateur de la masse des biens du défunt ; le syndic, qui pourrait de plus déléguer

d'une clause facultative. *M. Percerou* s'était opposé à la réglementation de la lettre de change en blanc ; car, selon lui, elle n'était qu'un blanc-seing et tombait par suite dans le droit général. Par contre, son utilité pratique fut vivement défendue par les délégués britannique et italien. *M. Giannini*, délégué italien, rappela qu'au début la lettre de change en blanc tombait sous le coup du code pénal, mais qu'aujourd'hui elle est une réalité, elle s'impose à l'usage du commerce ; la pratique l'a emporté sur les tendances de la jurisprudence. (*C. R. de la Conférence de Genève*, p. 265 à 270). *V. MICHAELIS*, p. 96.

(70) *C. R. de la Conférence de Genève, Rapport du Comité de rédaction*, p. 130, 131, nos 33, 34, 35, 36. En réalité, la Conférence n'a pas précisé si l'acquéreur d'un effet en blanc avait le droit, comme le preneur originaire, de remplir les blancs. Mais il a été établi que, si cet acquéreur remplissait les blancs abusivement, un porteur ultérieur de bonne foi ne pourrait pas se voir opposer les exceptions qui en résulteraient. En somme, la non-opposabilité des exceptions est ici une conséquence de l'idée générale consistant dans le respect dû à la croyance légitime du porteur, dont l'art. 16 fait une autre application.

ce pouvoir au failli ; le créancier enfin, qui pratique la saisie des biens appartenant au détenteur de cet écrit.

Les parties peuvent aussi limiter ou exclure la transmission du droit de compléter une lettre de change. Mais *cette convention ne serait valable qu'entre les parties.*

195. — Les blancs doivent être remplis conformément aux accords intervenus entre les parties immédiates. Si rien n'a été convenu, ou si tous les détails n'ont pas été pris en considération, l'effet sera complété d'après les usages de la pratique des affaires, ou suivant d'autres circonstances mettant en évidence l'intention des parties.

196. — Le droit de remplir les blancs est soumis, à notre avis, aux dispositions sur la prescription en matière de droit du change ; ce droit ne peut avoir d'application utile, ni valable, une fois toutes les obligations cambiales éteintes.

Les exceptions résultant du fait d'une lettre de change complétée contrairement aux accords intervenus seront expliquées dans l'exposé traitant des droits et obligations du porteur.

Notons enfin qu'il ne faut pas confondre une lettre de change en blanc et un effet dans lequel une des mentions légales fait défaut. Ce dernier est nul et ne peut être validé par aucune addition postérieure ⁽⁷¹⁾.

(71) MICHAELIS, p. 94.

B. — DROIT ANGLO-AMÉRICAIN.

197. — Les règles du droit anglo-américain relatives à la lettre de change en blanc sont plus détaillées et plus complètes.

Aux termes des articles 14 N. I. L. et 20 B. E. A., lorsqu'un effet est incomplet dans l'une quelconque de ses énonciations essentielles, la personne, qui le détient, a, en principe, l'autorisation de le compléter en remplissant les blancs. D'autre part, une signature donnée en blanc sur une feuille (sur une feuille de papier timbré, art. 20, § 1^{er}, B. E. A.) remise par le signataire, afin d'en permettre la transformation en un effet négociable, comporte en principe l'autorisation d'insérer dans l'effet n'importe quel montant (jusqu'à concurrence de la somme pour laquelle le timbre est valable, — art. 20, § 1^{er}, B. E. A.) (72).

En outre, tout porteur est autorisé à insérer la vraie date de l'émission ou de l'acceptation, quand un effet de commerce, libellé payable à un certain délai de date, est émis sans date ou bien lorsqu'on n'a pas daté l'acceptation d'un effet payable à un certain délai de

(72) BRANNAN, p. 111, art. 14 N. I. L. *Linthicum v. Bagby*, 131 Md. 644, 102 Atl. 997, S. C. sec. 109. L'autorisation comprend le droit de compléter l'effet par les mentions de la date, du montant, du nom du bénéficiaire, de l'échéance et du lieu du paiement. CHALMERS, p. 55 à 60, art. 20 § 1 B. E. A., *Collis v. Emmet* (1790), 1 H. Bl. 313 ; *Molloy v. Delves* (1831), 7 Bing. 428 ; *Shaw v. Holland and Neal* (1913), 2 K. B. 15 C. A. Lord Mansfield avait déclaré dans le cas de *Russell v. Langstaffe* (1780), 2 Dougl. 514, 516 : « L'endos inscrit sur une *promissory note* en blanc constitue une lettre de crédit pour une somme illimitée ». FALCONBRIDGE, p. 555, 556, art. 31 B. E. A. du Canada, *British Columbia v. Ellis*, 1897, 6 B. C. R. 82.

vue. Toutefois, quand, par erreur et de bonne foi, le détenteur a inséré une date erronée et dans tous les autres cas où la date insérée est erronée, si la lettre postérieurement passe aux mains d'un détenteur régulier, elle n'est pas annulée par là même, mais produit tous ses effets comme si la date ainsi insérée était vraie (art. 13 N. I. L., art. 12 B. E. A., art. 30 B. E. A. du Canada).

198. — Dans le cas anglais *Mc Donald & C^o v. Nash & C^o* (1924, A. C. 625 S. C. secs. 52-1, 64-2) le *Lord Chancellor Haldane* a émis l'opinion qu'une lettre de change, portant la signature de l'endosseur, a été complétée par le seul fait de la remise de l'effet au cessionnaire. Ce dernier pouvait en effet poursuivre en son nom sans remplir effectivement le blanc ⁽⁷³⁾.

199. — Cependant, pour que l'effet ainsi complété permette d'agir contre une personne qui est devenue partie avant sa régularisation, il faut qu'il soit rempli dans un *délai raisonnable* et en *stricte conformité avec l'autorisation donnée*. En cette matière, le délai raisonnable est une question de fait. Mais, lorsqu'un tel effet est négocié à un porteur régulier, après qu'il a été complété, il est valable entre ses mains et produit tous ses effets ; le porteur peut même en imposer l'exécution comme s'il avait été rempli dans un délai raisonnable et en se conformant strictement à l'autorisation donnée (art. 14 N. I. L.; art. 20, § 2, B. E. A.;

(73) BRANNAN, p. 112 ; FALCONBRIDGE, p. 557, 558. Voir *infra* endossement en blanc, n° 231.

art. 32 B. E. A. du Canada) (74). Citons à titre d'exemple que dans le cas anglais, *Hall v. Padley*, il a été déclaré qu'un délai de trois ans après la négociation de l'effet n'était pas un délai raisonnable.

200. — *Effet incomplet négocié sans autorisation.* — La *Negotiable Instruments Law* contient une disposition spéciale dans son article 15, qui consacre la solution donnée par le cas anglais *Baxendale v. Bennett* (1878, 3. Q. B. D. 643 C. A.). Un effet incomplet, qui n'a pas été remis, mais qui, par la suite, aurait été complété et négocié sans autorisation, ne sera point valable entre les mains d'un porteur éventuel vis-à-vis d'une personne dont la signature a été apposée avant la négociation.

La solution du cas anglais *Smith v. Prosser* (1907, 2 K. B. 735) aboutit aux mêmes fins pratiques. La Cour d'Appel anglaise expose que la remise seule de l'effet ne suffit pas pour autoriser le cessionnaire à remplir les blancs, aussi bien sous l'empire de la loi sur le change de 1882 que sous la *Common Law* ; il faut aussi l'intention chez le cédant de permettre la transformation en un effet négociable. Il semble cependant que la jurisprudence anglaise admet plus facilement en faveur du détenteur la présomption de l'autorisation de compléter un effet. Dans la jurispru-

(74) *Equitable Trust Company of New-York v. Lyons*, 72 Misc. Rep. 49, 129 N. Y. supp. 79 ; *Brown v. Thomas*, 120 Va 763, 92 S. E. 977 S. C. (le demandeur a fourni des preuves suffisantes pour démontrer avoir rempli les blancs dans un délai raisonnable) ; *Hall v. Padley*, 156 L. T. Jo. 83 (cas anglais) (v. BRANNAN, p. 113 et s.).

dence américaine, au contraire, l'acquéreur doit démontrer l'existence de circonstances qui établissent son pouvoir de remplir les blancs ⁽⁷⁵⁾.

201. — *Les obligations des parties* qui ont donné leur signature en blanc naissent, suivant *Chalmers*, au moment où l'effet a été complété, et non le jour de l'apposition de la signature, comme nous l'avons indiqué. Il serait pourtant difficile de se ranger à l'avis de l'auteur anglais, surtout si l'on envisage le cas de l'incapacité du signataire survenue après la souscription ; il est évident qu'en dépit de cela le signataire reste engagé. Par contre, comme nous l'avons vu plus haut, ces obligations s'éteignent à l'expiration d'un délai raisonnable.

202. — *Signature donnée en blanc sur papier timbré.* — Pour constituer un blanc-seing en matière de droit du change, la loi anglaise exige que la signature donnée en blanc soit apposée sur une feuille de papier timbré (art. 20, § 1^{er}, B. E. A.). Cette exigence opère un rapprochement du droit anglais avec les législations dites *continentales*. Les lois cambiales américaine et canadienne ne contiennent pas de telles dispositions.

203. — Au cours de l'analyse de ces prescriptions du droit anglo-américain, on a pu reconnaître la parenté de ces solutions avec celles de la législation uniforme

(75) FALCONBRIDGE, p. 562, 563 ; BRANNAN, p. 116, *Guerrant v. Guerrant*, 7 Va. L. Reg. 639.

de Genève. Les solutions plus détaillées et plus précises des droits anglais et américain — exception faite des prescriptions sur le délai raisonnable, — cadrant assez bien avec l'esprit de la *Loi Uniforme*, mériteraient d'être retenues pour la mise en œuvre de celle-ci.

§ 7. — FAUX ET ALTÉRATIONS

204. — Un effet est dit falsifié, au sens large du mot, lorsque les signatures qu'il porte ont été falsifiées ou bien lorsque les mentions obligatoires ou facultatives ont été altérées.

DES FAUX

A. — LOI UNIFORME (art. 7).

205. — Une lettre de change est un faux « *stricto sensu* », lorsqu'elle contient de fausses signatures.

206. — L'article 7 L. U., proclamant l'indépendance des signatures en matière de droit du change, porte que la falsification de l'une d'entre elles est sans effet à l'égard des signatures authentiques ⁽⁷⁶⁾.

207. — En premier lieu, il faut préciser, que la personne dont on a falsifié la signature ne contracte aucune obligation cambiaire. Aussi, en cas de paiement

(76) On a réuni dans l'art. 7 L. U. en un texte unique les dispositions relatives au principe de l'indépendance des signatures, qui étaient éparses dans les art. 7 et 68 du projet des experts de 1928 (v. *C. R. de la Conférence de Genève, Rapport du Comité de rédaction*, p. 148, n° 143).

effectué par erreur de sa part, aura-t-elle la répétition de l'indu. D'autre part, toute ratification est impossible en matière de droit du change; quelle serait sa valeur en matière de droit civil, on ne peut pas poser à cet égard une règle générale; c'est une question d'espèce. Mentionnons cependant que, si une signature est falsifiée par suite d'altération d'une signature authentique, le signataire de cette dernière demeure responsable dans les limites de son engagement.

208. — En second lieu, répétons que les signatures authentiques produisent tous les effets cambiaires. Cette règle s'applique même si les signatures du tireur ou de l'accepteur sont falsifiées ⁽⁷⁷⁾. Un endossement falsifié n'annule point les endossements subséquents régulièrement inscrits. Seul l'accepteur par intervention se trouve libéré s'il est intervenu pour la personne dont on a falsifié la signature (art. 58, al. 1^{er}, L. U.). L'avaliseur de ce dernier resterait, au contraire, responsable; car, aux termes de l'article 32, al. 2, L. U., « son engagement est valable, alors même que l'obligation qu'il a garantie serait nulle pour toute cause autre qu'un vice de forme ».

209. — Ajoutons que la loi maintient la validité des signatures authentiques même au cas où l'une des obligations contractées serait nulle pour cause de vice de consentement, dol ou violence.

(77) Dans le même sens THALLER et PERCEROU, n° 1477, 1473.

B. — DROIT ANGLO-AMÉRICAIN.

210. — Les dispositions du droit anglo-américain ⁽⁷⁸⁾ portent que, lorsqu'une signature est fausse ou apposée sans l'autorisation de la personne à qui elle appartient, cette signature est entièrement sans valeur. A la différence des prescriptions de la *Loi Uniforme*, les législations anglaise et américaine prescrivent qu'aucun droit de garder l'effet, ou d'en donner décharge, ou bien d'en requérir paiement contre toute partie ne peut être conféré par cette fausse signature. Seule reste tenue la personne actionnée qui n'est pas admise à opposer le faux ou l'absence d'autorisation (art. 23 N. I. L. et 24 B. E. A.). L'article 24 du *Bills of Exchange Act* ajoute que rien dans sa disposition ne pourrait affecter la ratification d'une signature non autorisée, à moins qu'il n'y ait eu faux (ex.: gestion d'affaires).

211. — *Répétition de l'indu.* — L'article 50 B. E. A. du Canada prévoit expressément que toute partie payant sur un endossement falsifié ou non autorisé

(78) BRANNAN, p. 280 et s., art. 23 N. I. L., *Hayes v. Midland Crédit Co.*, 173 Minn. 554, 218 N. W. 106 (endos falsifié) ; Cfr. art. 61, 65, 66 N. I. L. CHALMERS, p. 84 à 89, art. 24 B. E. A., *Mead v. Young* (1790), 4 T. R. 28 ; *Brook v. Hook* (1871), L. R. 6 Ex. p. 100. FALCONBRIDGE, p. 575 et s., art. 49 B. E. A. du Canada, *Ewing v. Dominion Bank*, 1904, 35. Can. S. C. R. 133 (perte du droit d'exciper du faux). — Mentionnons que l'art. 60 B. E. A. apporte à la règle générale la dérogation suivante : Lorsqu'un banquier paie de bonne foi et selon la pratique des affaires, un effet négociable tiré sur lui et payable sur demande, il ne lui incombe pas de démontrer que l'endos du preneur ainsi que tout endos subséquent ont été inscrits par le signataire ou avec l'autorisation de ce dernier. Aussi le banquier est-il censé avoir fait un paiement régulier, bien que l'endossement soit falsifié ou fait sans autorisation.

aura la répétition de l'indu. Est tenue envers elle toute personne qui a encaissé le montant de l'effet au moyen de l'endos falsifié ou toute partie endossant postérieurement au faux endossement ⁽⁷⁹⁾.

211 bis. — A défaut de texte formel, la jurisprudence anglaise ⁽⁷⁹⁾ a conféré à la personne « payant par erreur » le droit de répéter l'indu. Mais elle a ajouté une autre règle importante, découlant de la solution du célèbre cas *Price v. Neal* (1762, 3 Burr. 1355). Cette règle spécifie que la répétition de l'indu est empêchée si, d'une part, le payeur est coupable de négligence et si, d'autre part, la partie, qui a reçu paiement n'avait subi aucun préjudice avant la découverte de l'erreur.

211 ter. — Aux Etats-Unis, une jurisprudence constante ⁽⁷⁹⁾ base les solutions de l'article 62 N. I. L. sur

(79) FALCONBRIDGE p. 586 à 592 ; *Bank of Montréal v. The King*, 1907, 38 Can. S. C. R. 258. CHALMERS, p. 240 et s. *Milnes v. Duncan* (1827), 6 B et C. 671. Cfr. *Kelly v. Solari* (1841), 9, M. et W., p. 59 ; *Price v. Neal* (1762), 3 Burr. 1355. *Banque Belge v. Hambrouck* (1921), 1 K. B. 321 (le B. E. A. n'a pas été cité). BRANNAN, p. 694 à 709, art. 62 N. I. L., *United States v. Chase National Bank*, 241 Fed. Rep. 535 (N. Y.). V. « *The Doctrine of Price v. Neal* » dans 4 Harv. L. Rev. 297 par le Doyen Ames. Quelques états de l'Union n'admettent pas la doctrine du cas *Price v. Neal* à l'application de l'art. 62 N. I. L. Au *Massachusetts*, dans le cas de *South Boston Trust Co. v. Levin*, 942, Mass. 245, 143 N. E. 816, le tiré qui a payé un effet falsifié a été autorisé de demander la répétition de l'indu : il ne l'avait pas revêtu de son acceptation et l'art. 62 N. I. L. traite le cas de l'acceptation. Dans le *North Dakota* ladite doctrine a été écartée dans le seul cas sur cette matière depuis l'adoption de la N. I. L. (*First Nat. Bank of Wyndmere*, 15 N. D. 299, 108 N. W. 540, 10 L. R. A. (N. L.) 49 (1906)). En *Pennsylvania*, la règle coutumière créée par *Price v. Neal* a été abrogée par une loi de 1849 et aujourd'hui encore on n'est pas sûr si elle est remise en vigueur par l'art. 62 N. I. L. (*v. Nat. Bank of Rolla v. First Nat. Bank of Salem*, 141 Mo. App. 719, 125 S. W. 513). Enfin dans le *South Dakota*, la doctrine du cas *Price v. Neal* est à nouveau mise en application depuis l'adoption de la N. I. L. ; on n'est pas cependant sûr qu'elle s'impose dans toute son intégralité (*v. First Nat. Bank v. Brule Nat. Bank*, 38 S. D. 396, 41 S. D. 87, 161 N. W. 616, 168, N. W. 1054, 12 A. L. R. 1079).

la doctrine du cas *Price v. Neal*. Le tiré-payeur d'un effet dont la signature du tireur est falsifiée ne peut avoir la répétition de l'indu. Cette conclusion est logique, puisque le tiré est censé connaître la signature du tireur et le paiement résulte alors de sa négligence. D'autre part, en acceptant un effet, l'accepteur reconnaît l'existence du tireur et l'*authenticité de sa signature*. Et il s'engage à payer conformément aux termes de son acceptation. Aussi, *a fortiori*, n'a-t-il pas droit à la répétition de l'indu, s'il paie un tel effet. Par contre, en admettant l'existence du bénéficiaire et sa capacité éventuelle pour endosser, l'accepteur ne reconnaît point l'authenticité de la signature de l'endosseur. Aussi, s'il y a falsification de la signature de l'endosseur, l'accepteur payeur pourrait-il répéter l'indu.

La jurisprudence canadienne est fixée dans le même sens.

212. — Enfin, en dehors de la question du faux relevant du droit pénal, il est nécessaire de connaître dans quel délai on peut réclamer le remboursement de la somme déboursée par erreur. L'article 50, § 3, B. E. A. du Canada prescrit que la demande doit être faite dans un délai raisonnable. C'est la consécration de la règle anglaise créée par la solution du cas *Cocks v. Masterman* (1829, 9 B. & C. 902) et confirmée dans les cas *London and River Plate Bank v. Bank of Liverpool* [(1896), 12. B. 7], et *Imperial Bank of Canada v. Bank of Hamilton* [(1903), A. C. 49].

213. — Ces règles américaines et anglaises sont logiques ; mais leur application est impossible sous

l'empire de la *Loi Uniforme*, en raison du texte formel de son article 7. Il est peut-être utile de constater qu'il est pratiquement plus commode pour la sécurité de la circulation internationale des effets que ceux-ci ne soient pas invalidés par l'apposition de signatures fausses. De nombreuses difficultés en résulteraient.

DES ALTÉRATIONS

A. — LOI UNIFORME (art. 69).

214. — Il y a altération du texte d'un effet toutes les fois qu'une de ses énonciations a été illicitement transformée. Il est sans importance que les mentions, qui ont été altérées, soient obligatoires ou facultatives et que l'auteur de ces altérations soit un des coobligés ou un tiers. Si l'une des mentions essentielles de l'effet était effacée, enlevée ou détruite de toute autre manière, on serait alors en présence d'une lettre de change non altérée, mais nulle. Toutefois, il serait peut-être plus exact de dire qu'un tel effet a perdu tout caractère cambiaire quant à la circulation, mais qu'il a toute sa force d'application entre les signataires ; en tout cas, le porteur recevra réparation du dommage subi du chef de l'annulation de l'effet, suivant la procédure existant dans les droits nationaux.

215. — *Obligations résultant d'un effet altéré.* — La *Loi Uniforme* décide qu'en cas d'altération du texte d'une lettre de change, les signataires postérieurs à

cette altération sont engagés dans les termes du texte altéré ; les signataires antérieurs le sont dans les termes du texte original (art. 69). Cette règle s'applique à toute partie obligée en vertu de l'effet. De plus, le porteur régulier (légitime) lui-même ne peut poursuivre les signataires que dans les limites précitées.

215 *bis*. — Si les altérations ne sont pas visibles, c'est au défendeur qui s'en prévaut d'en faire la preuve. Dans le cas contraire, c'est le porteur-demandeur qui doit établir la responsabilité du signataire, et suivant le cas démontrer que l'altération a eu lieu avec le consentement de l'obligé appelé à s'exécuter.

215 *ter*. — Il convient de noter toutefois qu'il sera souvent difficile de déterminer l'époque à laquelle la falsification a été commise et d'appliquer, par suite, la règle énoncée par ledit article 69 L.U. C'est pourquoi on avait proposé d'ériger en présomption légale que toutes les signatures sont antérieures à l'altération. Mais cette présomption penchait vers l'arbitraire. Aussi l'a-t-on repoussée à la Conférence de Genève, comme d'ailleurs à La Haye en 1912, en estimant qu'il était plus prudent de s'en remettre entièrement aux tribunaux pour l'appréciation de cette question ⁽⁸⁰⁾.

(80) *C. R. de la Conférence de Genève*, p. 311 et s. *Deuxième Conférence de La Haye* de 1912, *Actes*, p. 98.

B. — DROIT ANGLO-AMÉRICAIN.

216. — Les règles du droit anglo-américain sur cette matière ressemblent en grande partie à celles de la *Loi Uniforme*.

217. — Depuis longtemps déjà, dans le cas de *Pigot* (1614 ; 11 Rep. 26), on a déclaré nul tout acte « sous le sceau » (*deed*) qui avait subi une altération essentielle, exécutée soit par le demandeur lui-même, soit par un tiers. En 1793, dans le cas *Master v. Miller* ([1793], 1 Smith, L. C.), la décision précitée fut proclamée comme règle applicable à tout effet négociable et autres instruments qui ne sont pas « sous le sceau » (*under seal*).

218. — Aussi, dans le droit contemporain anglais et américain ⁽⁸¹⁾ un effet négociable est-il nul quand il a subi une altération dans le texte, sans l'autorisation des parties engagées. De plus, comme sous l'empire de la *Loi Uniforme*, une ratification ne saurait valider un effet annulé par suite d'une altération qui serait un faux (*Herbert v. Banque Nationale*, 1908-40 Can. S. C. R. 458 à 485). Mais, tout porteur régulier d'un effet au texte altéré peut en demander paiement conformément à sa teneur originale.

(81) CHALMERS, p. 251 à 257, art. 64 B. E. A., *Knill v. Williams* (1809), 10 East. 431 ; *Fanshawe v. Peet* (1857), 26 L. J. Ex. 314. FALCONBRIDGE, p. 785 et s., art. 145 B. E. A. du Canada. *Banque Provinciale v. Arnoldi*, 2 Ont. L. R. 624 (C. A.). BRANNAN, *op. cit.* (5^e éd.), p. 938 et s., art. 124 N. I. L., *Marion Sav. Bank v. Leahy*, 200 Ia 220, 204, N. W. 456. *Hong Kong and Shanghai Bank v. Lo Lee Shi* (1928-A. C. 181, cas anglais), l'altération accidentelle n'inflrme pas la validité de l'effet. V. art. 48 et 62 N. I. L. (BRANNAN, p. 460, 694 et s.).

Cependant, cette nullité ne peut bénéficier ni à la personne qui a fait, autorisé ou consenti cette altération ni aux endosseurs suivants.

219. — D'après la solution du cas américain *Peevey v. Buchanan* (131 Tenn. 24, 173 S. W. 447), la preuve d'une altération invisible incombe au défendeur qui s'en prévaut, tandis qu'en cas d'une altération apparente, le demandeur doit fournir la preuve de sa bonne foi.

220. — Les législations anglo-américaines ne protègent ainsi que les droits d'un porteur régulier vis-à-vis des parties antérieures à l'altération. Quant aux parties qui ne le sont devenues que postérieurement, elles sont tenues de la même façon que sous l'empire de la *Loi Uniforme*.

221. — *En quoi consiste une altération.* — Les lois anglo-américaines proclament : est altération essentielle tout changement : 1° dans la date ; 2° dans le montant de la somme à payer (aussi bien le principal que les intérêts) ; 3° dans l'époque ou le lieu de paiement ; 4° dans le nombre ou les relations des parties ; 5° dans les moyens ou espèces devant servir à effectuer le paiement. Il en est de même de toute addition d'une mention du lieu de paiement là où elle n'existait pas, ou enfin de tout autre changement ou addition susceptibles de modifier les fins pour lesquelles l'effet a été créé. La question de savoir si une altération est essentielle ou non est une question de droit.

Enfin, il est nécessaire, pour déterminer si une altération est essentielle, de s'en rapporter au contrat lui-même et non aux circonstances ⁽⁸²⁾.

222. — Ces conceptions du droit anglais et américain, élaborées à l'aide des solutions données par la pratique des affaires, devraient être consacrées dans une législation mondialement uniforme.

DEUXIEME SECTION

NEGOCIATION DE LA LETTRE DE CHANGE

223. — Une lettre de change se négocie par voie d'endossement. Cette institution, spéciale au droit du change, représente le transfert à un nouveau porteur des droits découlant d'une lettre de change au moyen d'une inscription insérée au dos du titre ⁽⁸³⁾.

L'auteur de l'endossement porte le nom d'*endosseur* et le bénéficiaire de cette opération s'appelle *endossataire*.

224. — Normalement, l'endossataire, prenant le caractère de créancier, devient le propriétaire de l'effet (*Goldschmidt, Cosack*). Mais il y a des cas où la pro-

(82) CHALMERS, p. 252. Le juge Brett estime qu'une altération essentielle est celle qui modifierait les effets transactionnels de l'instrument négociable, et qui serait faite dans un but de nature commerciale (*Suffel v. Bank of England* [1882] 9 Q. B. D. 555, p. 568). L'énumération des cas d'altération, dans les art. 125 N. I. L. et 64 § 2 B. E. A. n'est pas faite à titre limitatif. (CHALMERS, p. 254 à 256 ; FALCONBRIDGE, p. 788).

(83) V. MICHAELIS, p. 109, 118.

priété de l'effet ne lui est pas transférée (ex.: endossement à titre de gage).

225. — L'endossement serait donc une sorte de cession de créances qui se différencierait de la cession du droit commun par 3 dérogations apportées à cette dernière : a) cette cession cambiaire est considérée comme signifiée par le seul fait de la mention de l'endossement sur l'effet ; b) outre la garantie de l'existence de la créance cédée, le cédant assume la garantie de l'acceptation et du paiement du titre ; c) l'endossement a la propriété de purger à l'égard de l'endossataire les exceptions fondées sur les rapports personnels entre l'endosseur cédant et les autres obligés.

226. — D'autres théories ont d'ailleurs été proposées pour expliquer la nature juridique de l'endossement.

L'endossement, disait *Pothier*, est un vrai contrat de change entièrement semblable à celui qui intervient entre le tireur et le donneur de valeur.

Thöl, de son côté, proclame que l'endossement est une nouvelle traite soudée à la première. Adoptant cette opinion et suivant sa propre conception de la lettre de change, *Thaller* déclare que l'endossement est une délégation ou plutôt une sous-délégation au regard de la lettre de change portant cet endossement ⁽⁸⁴⁾.

(84) *THALLER* et *PERCEROU*, n° 1463. *LYON-CAEN* et *RENAULT*, *op. cit.*, n°s 110 et s.

Les jurisconsultes anglais enseignent aussi qu'un endossement constitue une nouvelle lettre de change ⁽⁸⁵⁾.

Enfin, d'après *Unger*, l'endossement aurait le caractère d'une novation.

A. — LOI UNIFORME (art. 11 à 20).

227. — Il convient de signaler tout de suite qu'aucune réserve n'a été admise dérogeant aux règles relatives à l'endossement telles qu'elles ont été posées par la *Loi Uniforme*.

§ 1^{er}. — FORME ET CAUSES DE L'ENDOSSEMENT

Conditions de forme

228. — L'article 13 de la *Loi Uniforme* porte que l'endossement doit être fait par écrit sur la lettre de change elle-même ou sur une feuille qui y est attachée (allonge).

229. — Suivant sa rédaction, l'endos peut contenir l'indication du bénéficiaire, de même que celle de la date, la clause à ordre et autres mentions facultatives, ou bien il peut consister simplement dans la signature de l'endosseur (endossement en blanc). De toute

(85) *Williams v. Field* (1694), 3 Salk. 68. — « Chaque endossement est une nouvelle lettre de change et entraîne garantie de la part de l'endosseur que le paiement sera effectué », dans *HOLDSWORTH*, p. 163. *CHALMERS*, p. 218. « L'endosseur d'un effet revêt le caractère d'un nouveau tireur », *Steele v. McKinlay* (1880), 5 App. Cas., p. 767, 768, citation de *Lord Blackburn*.

manière l'endosseur doit signer l'endos, personnellement ou par l'intermédiaire d'un représentant mandaté.

230. — Dans le premier cas, on peut désigner plusieurs bénéficiaires. Ils peuvent, en outre, être investis de droits qu'ils exercent conjointement ou ils peuvent bénéficier de droits *in solidum*. Toutefois, il est nécessaire d'établir dans l'endos le lien entre l'endosseur et l'endossataire en vue d'indiquer que le transfert a été opéré. Il est possible enfin d'insérer cet endos soit au recto, soit au dos de l'effet.

231. — *Endossement en blanc*. — Il se présente toutes les fois que l'indication du bénéficiaire fait défaut dans une formule d'endossement. Il en est de même lorsque l'endos ne porte que la signature de l'endosseur. Dans ce dernier cas, l'endossement, pour être valable, doit être obligatoirement inscrit au dos de l'effet ou sur l'allonge, afin d'éviter toute confusion avec d'autres opérations cambiales, telles que l'acceptation ou l'aval.

Tout détenteur de l'effet peut compléter tous les endos en blanc insérés dans l'effet. Rappelons cependant que l'endossataire doit tenir compte des limitations prévues par l'endosseur quant au droit de remplir les blancs ⁽⁸⁶⁾.

231 bis. — En cas d'endossement en blanc, l'article 14 L. U. autorise le porteur :

(86) V. *supra*, 1^{re} section, § 6, *Blanc-seing*, n^{os} 194 à 196.

- 1° à remplir le blanc de son nom ;
- 2° à remplir le blanc du nom d'une autre personne ;
- 3° à endosser l'effet de nouveau en blanc ou à une autre personne ;
- 4° à remettre la lettre à un tiers, sans remplir le blanc et sans l'endosser (tradition en blanc).

Il faut préciser que chacun de ces modes de transmission produit des effets purement cambiaires.

Dans les deuxième et quatrième cas, le porteur, qui négocie l'effet, n'assume point d'obligation cambiaire. Mais il reste tenu civilement vis-à-vis du cessionnaire, auquel il garantit l'existence de la créance cambiaire.

231 *ter.* — Par contre, la *Loi Uniforme* ne prévoit pas la faculté de convertir un endos ordinaire (portant le nom d'un endossataire) en un endos en blanc. Cette opération peut être pourtant envisagée. Mais le détenteur de l'effet, pour conserver son caractère de créancier, devra démontrer que cette transformation a été opérée par son endosseur avant la transmission de l'effet ou bien qu'elle a été faite avec le consentement de cet endosseur.

232. — *Endossement au porteur.* — L'endossement au porteur vaut comme endossement en blanc (art. 12, al. 3, L. U.).

Rappelons que l'article 1^{er}, 6°, L. U. prohibe d'une façon implicite la création d'effets au porteur. C'est encore à La Haye que cette interdiction avait été justifiée par le désir de sauvegarder les privilèges des banques d'émission, et la prohibition de l'endosse-

ment au porteur avait alors été due à cette préoccupation. Cependant, une nouvelle étude de cette question a poussé la Conférence de Genève à revenir sur la première décision des Conférences de La Haye et des experts de 1928. Il a été facile de reconnaître que pratiquement les effets de l'endossement au porteur se confondaient avec ceux de l'endossement en blanc. Il apparut, dès lors, qu'il n'était point dans l'intérêt du commerce de frapper de nullité l'endossement au porteur.

Cette solution de la *Loi Uniforme* opère un rapprochement notable avec le droit uniforme anglo-américain ⁽⁸⁷⁾.

Il convient, pourtant, de noter qu'au point de vue juridique, il faut distinguer l'endossement en blanc de celui au porteur. L'endos en blanc établit un lien, formel il est vrai, entre l'endossataire et les droits résultant de la lettre de change. C'est la signature de l'endosseur qui représente ce lien. Dans le cas de l'endos au porteur, aucun lien n'existe. Tandis que le porteur de l'endossement en blanc peut prouver sa qualité de créancier en complétant l'endos, le titulaire de l'endossement au porteur est suffisamment qualifié par la possession de l'effet, sans avoir recours à une qualification de créancier découlant de la suite régulière des endos précédents, qu'il pourrait même annuler ⁽⁸⁸⁾.

(87) *C. R. de la Conférence de Genève, Rapport du Comité de Rédaction*, p. 131, 132, n^{os} 39 et 40.

(88) Comparer cette solution avec la solution correspondante du droit anglo-américain exposée *infra*. Cfr. *Smith v. Clarke* (1794), Peake 225 dans CHALMERS, p. 29, 30.

233. — Ces deux endossements — en blanc et au porteur — entraînent cependant des dangers en cas de perte de l'effet; car tout détenteur en devient propriétaire par une présomption difficile à combattre. D'autre part, il faut signaler que les détenteurs successifs ne devenant point parties à l'effet, la valeur de celui-ci est souvent diminuée faute d'un plus grand nombre de garants. Mais ces inconvénients sont largement dépassés par les avantages qu'un tel effet offre à ses acquéreurs non désireux de s'engager par leur signature, aussi bien que par sa facilité de circulation qui convient fort bien au commerce. De plus, il diminue dans une large mesure les frais de recours.

234. — *L'endossement doit être pur et simple* (art. 12, al. 1, L. U.). Une obligation cambiaire ne peut être soumise à aucune condition; c'est la nature juridique du titre de change qui l'impose. Donc, si un endossement était conditionné on aurait pu penser qu'il devrait être considéré comme nul. Mais il en a été décidé autrement. Conformément au principe *in favorem cambii*, l'article 12 al. 1, L. U. dispose que toute condition à laquelle un endossement est subordonné est réputée *non écrite*.

235. — *L'endossement partiel est nul* (art. 12, al. 2, L. U.). Il se produit lorsqu'un endosseur endosse une partie du montant de l'effet à une ou à plusieurs personnes *pro parte*, tandis que l'autre partie de la créance est réservée à son profit. Il en est de même si l'endosseur transmet ses droits de créance à plusieurs

endossataires *pro parte*. Il convient d'observer qu'il ne faut pas confondre avec l'endos partiel l'endossement du reliquat après un paiement partiel. Ce dernier endossement est valable à condition qu'il ressorte de la lettre de change elle-même qu'il y a eu paiement partiel ⁽⁸⁹⁾.

Causes de la négociation d'un effet.

236. — Aux termes des articles 14, 18 et 19 L. U., la transmission d'un effet négociable s'opère pour l'une des causes suivantes :

1° *A titre de propriété.* L'endossement transmet la propriété avec purge des exceptions en faveur de l'endossataire-porteur; de plus, il entraîne garantie de l'endosseur.

2° *A titre de procuration.* L'endossement confère à l'endossataire le droit d'exiger et recevoir paiement au nom et au compte de l'endosseur.

3° *A titre de nantissement.* Dans le cas où l'effet est transmis par voie d'endossement à un créancier à titre de gage, ce créancier n'en devient pas réellement propriétaire; il ne le conserve qu'aux fins de remboursement de ses avances.

(89) Constatons que la validité d'un endossement partiel est controversée en théorie. Mais, il est universellement reconnu qu'il est très peu commode dans la pratique. Il ne peut qu'entraîner des difficultés et complications. MICHAELIS, p. 113, 114. L'art. 9 de la *Wechselordnung* contient la même règle que l'article 12 L. U. L'endossement partiel n'est pas admis dans le droit allemand (*Reichsgericht*, 2-4-1884, R. G. Z. 11, 184). D'autre part, l'endossement subordonné à une condition est nul sous l'empire de la *Wechselordnung*.

§ 2. — EFFETS JURIDIQUES DE L'ENDOSSEMENT

ENDOSSEMENT TRANSLATIF DE PROPRIÉTÉ (art. 14 à 17 L. U.).

237. — L'endossement translatif transmet à l'endossataire tous les droits attachés à un effet négociable. Et suivant l'art. 11 L. U., l'endossataire peut en devenir porteur par voie d'endossement, même si l'effet n'est pas expressément tiré à ordre.

L'endossataire-porteur est investi de droits spéciaux, exorbitants du droit commun, qui tiennent à la nature juridique cambiaire de l'opération. Aux effets de cette transmission cambiaire se rattache une importante question, celle de savoir quelles exceptions les personnes obligées en vertu de l'effet peuvent opposer au porteur.

Nous examinerons, plus loin, les caractéristiques et la nature des droits du porteur ainsi que la purge des exceptions qui résulte de cette nature des droits du porteur.

Signalons seulement que le porteur endossataire est autorisé à négocier l'effet à son tour par voie d'endossement. Il devient alors endosseur lui aussi et en assume les obligations.

Obligations de l'endosseur.

238. — L'endosseur est garant de l'acceptation et du paiement de l'effet. Aux termes de l'art. 47, al. 1, L. U., son obligation est solidaire avec celle de tous les autres signataires de l'effet. D'autre part, cette obliga-

tion est indépendante : elle n'est pas annulée par la présence de signatures non valables (art. 7 L. U.). L'endosseur est censé avoir contracté directement avec chacun des endossataires successifs de l'effet.

L'endosseur est un débiteur de recours. Aussi son obligation, comme celle du tireur, est-elle subordonnée à une condition suspensive (diligences du porteur, présentation, protêt).

239. — L'endosseur a la faculté d'insérer dans l'endos une clause le dégageant de sa *double* garantie de l'acceptation et du paiement (ex.: « sans garantie », art. 15, al. 1 L. U.) ⁽⁹⁰⁾. Mais il convient d'observer que pareilles clauses n'ont d'effet qu'en matière de droit du change : les garanties de l'endosseur envers le cessionnaire relevant du droit civil subsistent toujours.

Mentionnons qu'il peut révoquer sa signature. S'il le fait après avoir transmis l'effet à l'endossataire ou après lui avoir occasionné certains frais, il encourt vis-à-vis de lui une responsabilité purement civile.

Endossement de l'effet aux signataires précédents.

240. — L'art. 11, al. 3 L. U. porte que l'endossement peut être fait même au profit du tiré, accepteur ou non, du tireur ou de tout autre obligé. *Ces personnes peuvent endosser l'effet à nouveau.*

(90) MICHAELIS, p. 127, 128 ; art. 14, W. O.

241. — *L'accepteur* peut devenir endossataire. Mais la dette ne s'éteint point par confusion ⁽⁹¹⁾; pour qu'elle s'éteigne ainsi il faut que l'échéance soit arrivée. La dette ne s'éteint pas non plus parce qu'il a acquis l'effet contre valeur; cette valeur ne peut être considérée comme un paiement par anticipation. Jusqu'à l'échéance, il est libre de remettre l'effet en circulation. Après son endossement, il est tenu à la fois comme accepteur et comme endosseur. Si, par contre, le tiré n'a pas accepté, il devient créancier cambiaire en vertu de l'endossement. Cependant, si le tiré acquiert l'effet par voie d'endossement en blanc, la contre valeur qu'il a donnée est considérée comme versée à titre définitif de paiement de la dette (argument des art. 39 et 40 L. U.). Il en est de même du domiciliataire. Le tiré possède enfin la faculté de faire le protêt sur lui-même et poursuivre en recours le paiement de l'effet contre les divers obligés.

242. — *L'endossement au tireur* ne change pas la situation de ce dernier. En tant qu'endossataire-crédancier, il ne peut actionner que l'accepteur, les autres obligés ayant un droit de recours contre lui comme tireur. S'il endosse l'effet à nouveau, il a une double responsabilité : comme tireur, il s'est engagé envers

(91) La jurisprudence française est fixée dans le sens contraire : Cass. 19 avril 1848, D. 1848.1.87 ; S. 1848.1.385. THALLER et PERCEROU, n° 1474. LYON-CAEN et RENAULT, n° 137. De même la confusion s'opère au cas où le tiré avait provision ; dans le droit français cela le caractérise comme débiteur. *C. R. de la Conférence de Genève, Rapport du Comité de rédaction*, p. 131, n° 38. Il a été déclaré que ce n'est pas non plus un nouvel effet et, par suite, il n'y a pas lieu à la perception d'un nouveau droit de timbre.

tous les bénéficiaires successifs et, comme endosseur, il est tenu vis-à-vis de son endossataire et des bénéficiaires succédant à ce dernier.

243. — *Si l'effet est négocié à un endosseur précédent*, celui-ci devient créancier. Son obligation éventuelle, résultant de la négociation qu'il a opérée comme endosseur, ne peut s'éteindre par confusion : l'échéance n'est pas encore arrivée (ou il n'y a pas lieu aux recours). La confusion ne jouera pas dans le cas où cet endosseur négocie l'effet à nouveau. Mais, elle produira ses effets si, à l'époque de l'échéance ou au moment où les recours seront ouverts, il n'a pas endossé l'effet une seconde fois. En conséquence, seront libérés tous les endosseurs intermédiaires. Il aura droit à l'action contre l'accepteur et suivant les circonstances un droit de recours contre le tireur et contre tout autre bénéficiaire postérieur au tireur, ainsi que contre leurs avaliseurs et accepteurs par intervention. Il semble qu'il aurait aussi la faculté d'actionner le donneur d'aval et l'accepteur par intervention se rattachant à son premier endossement.

Enfin, si un avaliseur ou un accepteur par intervention devient endossataire, ses droits seront déterminés suivant les limites des droits de l'obligé pour lequel il est intervenu.

« *Rekta-indossament* ».

244. — L'endosseur, qui insère dans l'endos la formule « *non à ordre* », ou une autre expression équiva-

lente, interdit tout endossement ultérieur de l'effet ⁽⁹²⁾. La violation de cette stipulation prohibitive n'annule pas le nouvel endossement ; mais l'endosseur, auteur de cette clause, n'est pas garant de l'acceptation et du paiement vis-à-vis de ceux à qui l'effet a été endossé malgré cette interdiction. C'est de cette manière qu'il a la possibilité de limiter sa garantie à certains endossataires seulement (art. 15, al. 2 L. U.). Il résulte de ce qui a été dit que l'endosseur demeure garant vis-à-vis de son endossataire immédiat. Les bénéficiaires qui succèdent au *rekta-endossataire* ne seraient donc investis que des droits de simples cessionnaires à l'égard de l'endosseur du « *rekta-indossament* ».

244 bis. — Mais, lorsque c'est le tireur qui insère dans l'effet les mots « *non à ordre* » ou une autre expression équivalente, il y a interdiction absolue de transmettre l'effet par voie d'endossement (art. 11, al. 2 L. U.). La lettre de change perd son caractère de négociabilité. Le tireur l'a rendue payable entre les mains du preneur exclusivement. Toutefois les droits de celui-ci gardent leur caractère cambiaire. Le tireur a ainsi la faculté de rendre l'effet négociable en faveur de certaines personnes seulement (ex.: à Secundus et à son endossataire).

245. — La règle exposée appelle une double observation. D'une part, on conclut que le caractère de

(92) Cette formule a été empruntée au droit allemand, art. 15 de la *Wechselordnung* (v. MICHAELIS, p. 129 et s.).

négociabilité n'est pas de l'essence de la lettre de change ⁽⁹³⁾. D'autre part, la « *Rekta-klausel* » n'a pas pour effet d'interdire d'une façon absolue toute transmission de propriété du titre qui en est revêtu. Il n'y a pas d'empêchement à une cession de l'effet; car, revêtu de la formule « non à ordre », « le titre est transmissible dans la forme et avec les effets d'une cession ordinaire » (art. 11, al. 2 L. U.). Toutefois, il faudrait pour cela que les formes de l'endossement satisfassent à celles de la cession prescrites par la loi du pays où la cession a lieu. Aussi peut-on dire qu'en principe l'endossement en blanc d'un tel effet n'a aucune valeur même en matière de droit civil.

Endossement après échéance.

246. — L'art. 20 L. U. consacre la règle qu'un endossement postérieur à l'échéance produit les mêmes effets qu'un endossement antérieur.

Cette disposition est d'une utilité incontestable. Il est désirable, en raison des conditions et usages du commerce, que les créanciers (les banques surtout) aient la faculté de transmettre après échéance la propriété des titres avec tous les effets attachés à l'endossement fait avant l'échéance.

247. — Le même article met pourtant un terme à ces endossements tardifs ⁽⁹⁴⁾.

(93) L'absence de la clause à ordre a pour effet d'invalider une lettre de change dans certaines législations, telles que la française (art. 110 c. de com.) et la roumaine (art. 270 c. de com.).

(94) *Contra* Req. 6 fév. 1906, S. 1906. 1. 65. La jurisprudence française admet sans distinction la pleine efficacité de l'endos-

1° L'endossement postérieur au protêt faute de paiement n'a que la valeur d'une cession ordinaire. L'endosseur après échéance ne contracte aucune garantie cambiaire. Et l'endossataire de son côté n'acquiert point de droit propre autonome; il ne succède aux recours conservés par le protêt que comme l'ayant-cause de l'endosseur. Il faut préciser que cette disposition vise uniquement le protêt faute de paiement. Aussi tout endossement postérieur au protêt faute d'acceptation, mais fait avant l'échéance, serait-il valable. Mais sa validité n'existerait que dans la mesure où ses effets seraient compatibles avec les circonstances créées par ce protêt.

2° L'endossement, opéré après l'expiration du délai fixé pour dresser protêt, ne produit que les effets d'une cession ordinaire. Rappelons qu'il s'agit toujours et uniquement d'un protêt faute de paiement. Le bénéficiaire de cet endossement n'aura que le droit de poursuivre civilement l'accepteur et son avaliseur, puisque les droits de recours de change sont perdus faute de protêt. Il pourra aussi actionner le tireur pour enrichissement sans cause (ainsi que l'accepteur si celui-ci a reçu provision).

Si cependant, d'après l'art. 46 L. U., le tireur, un endosseur ou un avaliseur ont dispensé le porteur de dresser, pour exercer ses recours, un protêt faute de

sement postérieur à l'échéance. LYON-CAEN et RENAUT, *op. cit.*, n° 137. Cfr. THALLER et PERCEROU, n° 1475. MICHAELIS, p. 130 et s. Dans le droit allemand (art. 16, al. 1. W. O.), si l'endossement a eu lieu après l'expiration du délai fixé pour dresser protêt, l'endosseur demeure toujours garant du paiement vis-à-vis de l'endossataire, contrairement aux prescriptions de la *Loi Uniforme*.

paiement, il y aura une distinction à faire. En cas de dispense par le tireur, on se trouvera dans la situation du cas n° 1; la lettre de change doit être considérée comme protestée. Si, au contraire, ce sont l'endosseur ou l'avaliseur qui ont accordé la dispense, l'effet ne sera considéré comme protesté qu'à leur égard. Les autres obligés seront libérés, faute de conservation des droits de recours de change contre eux.

248. — Une autre question peut enfin être envisagée. Si l'endossataire était entré en possession de l'effet après le protêt ou après l'expiration des délais pour y procéder, quels seraient ses droits lorsqu'il s'agirait d'un endossement en blanc, inscrit après échéance, mais avant le protêt, faute de paiement ou avant l'expiration des délais pour dresser ce protêt ?

Il aurait les droits d'en endossataire avant échéance, sauf controverse possible dans le cas du protêt qui met un terme à la suite des endossements et des endossataires.

249. — Les auteurs de la *Loi Uniforme* ont ajouté un paragraphe à cette réglementation des endossements après échéance, élaborée à La Haye et adoptée par les experts de 1928. Cette nouvelle disposition tranche la question de la preuve : l'endossement sans date, sauf preuve contraire, est censé avoir été fait avant l'expiration du délai fixé pour dresser protêt⁽⁹⁵⁾.

(95) Dans cet ordre d'idées, si les protêts sont remplacés par une déclaration datée et écrite sur la lettre de change elle-même, signée par le tiré, l'endossement sans date est présumé, dans ce cas, avoir été fait antérieurement au protêt (al. 3, art. 8 de l'annexe II).

ENDOSSEMENT A TITRE DE PROCURATION (art. 18)

250. — Lorsque l'endossement contient la mention « valeur en recouvrement », « pour encaissement », « par procuration » ou toute autre mention impliquant un simple mandat, le porteur peut exercer tous les droits dérivant de l'effet. Il s'ensuit que les obligés ne peuvent invoquer contre l'endossataire mandataire que les exceptions qui seraient opposables à l'endosseur. Ce mandat est limité aux droits que le mandant possède en vertu de la lettre de change et qui sont déterminés par la loi cambiale. Il peut être donné même après échéance et même, quant à sa forme, par voie d'endossement en blanc. Plusieurs endossataires peuvent être désignés dans cet endos, mais ils doivent alors agir collectivement, l'endossement *pro parte* étant exclu par le droit du change.

251. — Dans le cas où la rédaction de l'endos n'exprimerait pas clairement son caractère de procuration, il doit être considéré comme endossement translatif, si les conditions de forme sont remplies. D'autre part, un effet revêtu de la clause « non à ordre » peut être endossé à titre de procuration.

252. — *Droits du nouvel endossataire.* — L'article 18 de la *Loi Uniforme* porte que l'endossataire d'un tel endos ne peut endosser à nouveau l'effet qu'à titre de procuration. Ce droit lui est conféré par la nature de l'effet négociable. Il faut une stipulation expresse pour le lui enlever. Si, malgré tout, l'endossataire-mandataire essayait de négocier l'effet par

voie d'endossement translatif, cette opération serait nulle en tant qu'endossement translatif ; mais il est peut-être désirable pour la rapidité et la sécurité de la circulation des effets de la considérer comme un endossement à titre de procuration ⁽⁹⁶⁾. Il est cependant possible que l'endossataire de procuration obtienne l'autorisation, soit d'endosser l'effet régulièrement, soit de le transférer par voie de cession ordinaire. Mais, sauf preuve contraire, tout endossement translatif (comme nous l'avons vu) ainsi que toute cession n'auront point de valeur.

253. — Les rapports entre endosseur mandant et endossataire de procuration relèvent du droit commun. La révocation du mandat doit être faite conformément aux règles ou usages en vigueur dans les différents Etats. Le texte de la disposition du *Règlement Uniforme* de La Haye relatif à cette procuration a été complété par les experts juristes de 1928 dans le but de favoriser la négociation des effets et renforcer leur crédit. Le troisième alinéa de l'article 18 de la *Loi Uniforme* édicte une règle dérogeant au droit commun et d'après laquelle le mandat renfermé dans un endossement de procuration ne prend pas fin soit par le décès du mandant soit par la survenance de son incapacité.

(96) D'ailleurs la Conférence de Genève a reconnu qu'un endossement fait par l'endossataire de procuration vaut comme endossement par procuration, même s'il ne mentionne pas le mandat. (V. C. R. de la Conférence de Genève, Rapport du Comité de rédaction, p. 133, n° 47).

ENDOSSEMENT A TITRE DE GAGE (art. 19 L. U.).

254. — La législation uniforme du droit du change a adopté l'institution de l'endossement pignoratif.

Il existe toutes les fois qu'un endos porte la mention « valeur en garantie », « valeur en gage » ou toute autre formule exprimant l'idée d'un nantissement.

Dans ce cas, le porteur est investi de tous les droits découlant de l'effet, à l'exception de la faculté d'endosser par voie d'endossement translatif. *Son endossement translatif ne sera considéré que comme un endossement de procuration*, qui seul est à sa disposition. D'autre part, aux termes de l'article 18, al. 3 L.U., ce mandat de procuration ne sera point révoqué par le décès de cet endossataire devenu endosseur ni par la survenance de son incapacité. Le droit principal qui est ainsi conféré à cet endossataire, créancier-gagiste, est de poursuivre les signataires de l'effet (en faisant toutes diligences) pour en toucher le montant, à charge de l'imputer sur la dette garantie. Dans ce but, l'endossataire pourra à l'échéance transférer l'effet par voie d'endossement translatif (97).

(97) L'endossement pignoratif est une institution du droit français, inconnue du droit allemand ; et ce n'est qu'après une vive discussion à La Haye qu'il a été consacré par la réglementation uniforme du change. Mentionnons que les experts-juristes de 1928 avaient ajouté à l'art. 18 de leur projet que, si la créance garantie devenait exigible avant l'échéance de l'effet, le créancier non payé pourrait, à ce moment, en vue de réaliser son gage, négocier l'effet par voie d'endossement translatif. Mais, cette addition des experts fut supprimée à la Conférence de Genève, pour le motif que cette question ne pouvait être réglementée que par le droit commun. Nous estimons qu'il est regrettable qu'une réserve sur cette question ait été ainsi introduite implicitement et que le commerce international aurait gagné à ce que cette question fut tranchée par des règles cambiales uniformes (v. *C. R. de la Conférence de Genève*, p. 133, nos 50 et 51).

Enfin, à son action en paiement, les obligés ne peuvent opposer contre lui les exceptions fondées sur leurs rapports personnels avec l'endosseur, à moins que l'endossataire en recevant l'effet n'ait agi sciemment au détriment du débiteur (art. 19, al. 2 L. U.).

MOYENS DE TRANSMISSION DE L'EFFET
AUTRES QUE L'ENDOSSEMENT.

255. — A cet exposé sur l'endossement, il convient d'ajouter que les effets négociables peuvent être transmis autrement que par voie d'endossement.

En premier lieu, tout endossataire, même celui de l'endos en blanc, peut employer les formes ordinaires de la cession du droit commun. Dans ce cas, le cédant de l'effet ne se porte garant que de l'existence de la créance ; mais par suite, il garantit aussi l'authenticité de la signature de l'accepteur.

D'autre part, un effet peut être transmis par voie de succession universelle ou à titre universel. Le successeur est investi des droits du défunt. Il aura droit à endosser l'effet ; mais, se substituant au défunt, il est soumis aux exceptions fondées sur les rapports qui ont existé entre les obligés et le défunt.

Un effet peut aussi passer dans les mains d'un créancier qui poursuit le paiement de sa créance par les voies d'exécution.

Le payeur de la dette de change d'un tiers est subrogé aux droits du créancier. Il a droit à la possession de l'effet ; mais il n'est pas investi du droit d'exi-

ger l'endossement à son profit ni d'endosser l'effet à son tour.

Enfin, signalons que tous ces cessionnaires sont tenus de justifier de la manière prescrite par la loi cambiale du droit de leur prédécesseur cédant (art. 16, al. 1, L. U.).

B. DROIT ANGLO-AMÉRICAIN.

256. — Un effet de commerce, dans le droit anglo-américain, est dit négocié, lorsqu'il est transféré d'une personne à une autre, de manière à conférer au cessionnaire la qualité de porteur. S'il est payable « au porteur », on le négocie par simple remise ; s'il est payable « à ordre », on le négocie par endossement du porteur complété par la remise de l'effet (art. 30, N. I. L., et 31, § 1, 2, 3, B. E. A.).

256 *bis*. — En outre, d'après les articles 49 N. I. L., et 31, § 4, B. E. A., quand le porteur d'un effet payable à son ordre le transfère contre valeur sans l'endosser, cette cession confère au cessionnaire les mêmes droits qu'avait le cédant sur le titre et le cessionnaire est, de plus, autorisé à requérir de celui-ci l'endossement. Mais, en fait, le cessionnaire acquerrait un droit propre autonome même avant l'inscription de l'endossement. La *Negotiable Instruments Law* ajoute que, dans ce cas, pour déterminer si le cessionnaire est un porteur régulier, la négociation prend effet de la date à laquelle l'endos a été réellement inscrit.

256 *ter.* — Enfin, tout effet de commerce, négociable à son origine, reste tel tant qu'il n'y a pas eu d'endos restrictif ou décharge par suite de paiement ou de toute autre manière (art. 47 N. I. L. et 36 § 1 B. E. A.).

257. — Les règles anglaises et américaines relatives à l'endossement sont à peu près identiques à celles de la législation uniforme de Genève. Néanmoins, quelques dispositions différentes, existant dans le droit anglo-américain, sont motivées par leur utilité pratique. Ces règles anglaises et américaines sont, en outre, plus complètes et elles réduisent au minimum la nécessité d'interprétation. Il en résulte une supériorité qui les recommanderait pour une législation mondialement uniforme.

Examinons brièvement les textes de lois cambiales anglo-américaines, qui se rapportent à la négociation des effets ⁽⁹⁸⁾.

258. — *Conditions de forme de l'endossement.* — Les articles 31 N. I. L.; 32 §1, B. E. A.; et 62 §§ 1 et 2, B. E. A. du Canada portent qu'un endossement, quant à sa forme, doit être écrit sur l'effet même ou sur une allonge. La simple signature de l'endosseur, sans autre mention, est considérée comme suffisante pour constituer un endos.

(98) BRANNAN, p. 414 à 478, 737 à 759, art. 30 à 50, 65, 66, 68 N. I. L. CHALMERS, p. 125 à 156, 218, 219, 227 à 229, art. 16, 31 à 38, 55 § 2, 58 B. E. A. FALCONBRIDGE, p. 628 à 647, 757 à 760, 768 à 770, art. 60 à 73, 133, 137, 138 B. E. A. du Canada.

Les lois anglaise et canadienne ajoutent : l'endossement, écrit sur une allonge ou sur une copie de la lettre de change émise ou négociée dans un pays où les copies sont admises, est considéré comme écrit sur l'effet lui-même.

259. — D'autres règles viennent préciser les conditions relatives à la date de l'endossement et au lieu où il a été opéré. D'abord, toute négociation est considérée comme étant antérieure à l'échéance de l'effet, sauf dans le cas où l'endos porte une date postérieure à l'échéance. En ce qui concerne le lieu de l'endossement, l'article 46 N. I. L. déclare que, à moins que le contraire ne ressorte de la rédaction de l'endos, tout endossement est présumé avoir été fait au lieu d'où l'effet a été daté. Enfin, le bénéficiaire ou l'endossataire, dont le nom est mal désigné ou mal orthographié, peut endosser l'effet en ajoutant sa signature exacte, s'il le juge utile.

260. — Un endos peut être soit spécial, soit en blanc; il peut être aussi ou qualifié ou restrictif, ou encore conditionnel (art. 33 N. I. L.; art. 32 § 6 et art. 33 B. E. A.).

260 *bis*. — L'endos spécial détermine la personne à qui ou à l'ordre de qui l'effet est payable ; et l'endos d'un tel endossataire est nécessaire à la négociation ultérieure de l'effet. D'autre part, un effet peut être endossé à deux ou plusieurs endossataires qui ne sont pas associés, ou à leur ordre. Pour négocier l'ef-

fet à leur tour, ils doivent tous signer l'endos, à moins que celui qui endosse ne soit autorisé à le faire pour le compte des autres. La *Negotiable Instruments Law* (art. 42) prévoit, en outre, le cas où l'effet est tiré ou endossé à une personne ayant qualité de « caissier » ou de tout autre titulaire d'une fonction financière d'une banque ou d'une société. On présume alors que le titre est payable à la banque ou à la société à laquelle l'endossataire est attaché, et il peut être négocié soit par un endossement de la banque ou de la société, soit par un endossement de l'employé en question.

260 *ter.* — Aux termes de l'article 34 N. I. L., tout endos qui ne spécifie aucun endossataire est un endos en blanc. Un effet ainsi endossé est payable au porteur et peut être négocié par simple remise (art. 34. § 1 B. E. A.). Le bénéficiaire de cet endos en blanc est autorisé à le convertir en un endos spécial « en écrivant au-dessus de la signature de l'endosseur en blanc la mention d'un contrat qui ne soit pas incompatible avec la nature de l'endossement ». L'endossataire pourrait ainsi utiliser l'endos en blanc conformément à l'article 14, al. 2. L. U. ⁽⁹⁹⁾. Quant à l'effet

(99) *Vincent v. Horlock* (1808), 1 Camp. 442 dans CHALMERS, *op. cit.*, p. 135. *Freile v. Rudiger*, 89 N. J. Eq. 91, 104 Atl. 142, 90 N. J. Eq. 248, 106 Atl. 410 dans BRANNAN, *op. cit.*, p. 432 (l'addition de l'expression « sans recours » serait une altération matérielle). La formule de la section 35 N. I. L. « en écrivant au-dessus de la signature de l'endosseur un contrat qui ne soit pas incompatible avec la nature de l'endossement », que nous avons reproduite dans la gaucherie de sa teneur littérale, s'explique sans doute par le désir d'exprimer par une formule générale ce que le B. E. A. avait exprimé par voie d'énumération dans son article 34 § 4 : « en écrivant au-dessus de la signature de l'endosseur l'indication (*direction*) de payer l'effet à lui-même, ou à son ordre ou à l'ordre d'une autre personne ».

libellé « au porteur », on le négocie, comme nous l'avons dit par simple remise. Il en est de même de l'effet dont le dernier endos est en blanc.

Cependant, la règle portant qu'un effet libellé payable « au porteur » conserve ce caractère malgré l'inscription ultérieure d'un endos spécial, a subi une modification dans le droit américain. Il semble que le législateur américain soit revenu au principe de la *Common Law*, tiré de la solution du cas *Smith v. Clarke* ([1794] Peake, 225) : l'endosseur d'un endos spécial, inséré à la suite d'un endos en blanc, n'est responsable que vis-à-vis des parties puisant directement leurs droits dans son endos spécial. Ainsi, aux termes de l'article 40 N. I. L., lorsqu'un effet, payable « au porteur », est endossé « spécialement », il peut néanmoins être éventuellement négocié par simple remise, mais, l'auteur de l'endos « spécial » n'est responsable que vis-à-vis des porteurs qui ont acquis leurs droits en vertu de son endos. Le sens de cette règle est encore de nos jours controversé ; il y a surtout une discussion pour savoir si elle vise les effets « au porteur » au sens strict du mot, ou s'il s'agit aussi des effets endossés en blanc ⁽¹⁰⁰⁾.

261. — La réglementation anglo-américaine du change contient encore deux dispositions concernant les conditions de forme d'un endossement.

(100) BRANNAN, *op. cit.*, p. 447 à 450, v. citations des jurisconsultes américains Ames, Brewster, Mc Keehan. CHALMERS, *op. cit.*, p. 29, 39. FALCONBRIDGE, *op. cit.*, p. 506, 507.

261 *bis*. — Conformément aux articles 32 N. I. L. et 32 § 2 B. E. A., l'endossement doit porter sur la valeur totale de l'effet. Un endossement, qui ne transférerait à l'endossataire qu'une partie du montant de la somme à payer, ou qui transférerait l'effet à deux ou plusieurs bénéficiaires *pro parte*, ne constituerait pas négociation de l'effet. Cependant, l'article 32 N.I.L. *in fine*, précise que si l'effet avait été acquitté partiellement, il pourrait être endossé pour le reliquat.

261 *ter*. — Contrairement à la *Loi Uniforme*, le droit anglo-américain, se conformant aux exigences du commerce, reconnaît l'endossement conditionnel (art. 33 N. I. L., et 33 B. E. A.). Mais, les articles 39 N. I. L. et 33 B. E. A. prescrivent que, lorsqu'un endos est conditionnel, la partie à laquelle il est demandé de payer l'effet peut ne pas tenir compte de la « condition » et effectuer le paiement à l'endossataire ou à son cessionnaire, que la condition soit remplie ou non. La *Negotiable Instruments Law* (art. 39) ajoute que toute personne à qui un effet ainsi endossé est négocié, ne tiendra cet effet ou son montant que sous réserve des droits appartenant au tireur qui l'a endossé conditionnellement ⁽¹⁰¹⁾.

Obligations de l'endosseur dans le droit anglo-américain.

262. — Tout endosseur d'un endos, ne comportant pas de restriction, garantit aux porteurs réguliers qui

(101) v. BRANNAN, p. 446.

suivent : 1° l'authenticité absolue de l'effet ; 2° les droits affranchis de tout vice ; 3° le fait que toutes les parties qui le précèdent avaient la capacité pour s'engager ; 4° l'existence et la validité de l'effet à l'époque de l'endossement. En outre, il répond que, sur présentation régulière, l'effet sera accepté ou payé ou l'un et l'autre, suivant le cas, conformément à sa teneur ; et, en cas de refus, l'endosseur s'engage à en rembourser le montant au porteur ou à tout endosseur subséquent, appelé à le payer, pourvu que les formalités requises aient été dûment remplies (art. 66 N. I. L. et 55, § 2, B. E. A.). Notons qu'en ce qui concerne l'accomplissement de ces formalités, l'article 16, § 2, B. E. A., porte que l'endosseur peut relever le porteur, en tout ou en partie, de ses obligations envers lui. Et la *Negotiable Instruments Law* (art. 5 [3]) autorise l'insertion dans l'effet d'une clause qui enlève le bénéfice de toute loi créée pour l'avantage ou la protection du débiteur ⁽¹⁰²⁾.

263. — S'il s'agit d'un effet négociable par simple remise (ex. : endos en blanc), l'article 67 N. I. L. décide que la personne qui a inscrit son endos contracte par là toutes les obligations d'un endosseur. Cette disposition n'existe que dans le droit américain. Dans la jurisprudence anglaise on applique la règle relative à l'endosseur irrégulier (art. 56 B. E. A.) ⁽¹⁰³⁾.

(102) *Ibid.*, p. 153 et s. ; CHALMERS, p. 45, 36. *Parshley v. Heath* (1879), 31 Amer. R. 246. Aux Etats-Unis, la clause de dispense de ces formalités produirait des effets même à l'égard des endosseurs subséquents.

(103) BRANNAN, p. 759 ; CHALMERS, p. 219. V. *infra*, *Aval*, nos 355 et s.

264. — L'endosseur a la faculté de limiter ou de dégager sa responsabilité envers le porteur (art. 38 et 61 N. I. L. et 16, § 1, B. E. A.).

264 *bis*. — Dans le droit américain c'est en vertu de l'endos dit « qualifié » que l'endosseur devient simple cédant des droits provenant du titre. Cet endos peut être créé par l'addition à la signature de l'endosseur de l'expression « sans recours » ou de toute autre formule équivalente. Notons pourtant qu'un tel endos n'enlève pas à l'effet son caractère de négociabilité ⁽¹⁰⁴⁾. Aux termes de l'article 65 N. I. L. l'endosseur de l'endos « qualifié » garantit : a) l'authenticité absolue de l'effet ; b) ses droits affranchis de tout vice ; c) le fait que toutes les parties qui le précèdent avaient la capacité pour s'engager ; d) n'avoir aucune connaissance de faits qui pourraient altérer la validité de l'effet ou le rendre nul.

Ces garanties mises à la charge de l'endosseur de l'endos « qualifié » incombent aussi à l'endosseur qui négocie, par simple remise, l'effet tel qu'il l'a reçu. Mais, d'après l'article 65, alinéa 2, N. I. L., cette garantie est limitée à l'endossataire immédiat. Cette distinction, faite entre les limites de ces garanties, est inadmissible, puisque les obligations découlant de la tradition et celle résultant de l'endos « qualifié » n'existent, en réalité, qu'en faveur de l'endossataire immédiat ⁽¹⁰⁵⁾.

(104) BRANNAN, p. 445. *Page v. Ford*, 65 Oreg. 450, 131 Pac. 1013, 45 L. R. A. (N. S.) 247, Ann. Cas. 1915. A, 1048.

(105) C'est aussi l'opinion du professeur Ames (v. BRANNAN, p. 736 et FALCONBRIDGE, p. 770).

264 *ter.* — Le droit anglais, au contraire, n'admet ces règles que pour l'endosseur qui négocie l'effet par simple remise : le *Bills of Exchange Act* ne connaît point la variété de l'endossement dit « qualifié ».

En réalité, ces garanties découlant de la tradition et de l'endos « qualifié » ne résultent pas de principes exceptionnels du droit du change, mais de principes du droit commun : la garantie ordinaire du vendeur vis-à-vis de l'acheteur. Et, en effet, l'article 58, § 2, B. E. A. proclame comme principe du droit du change que l'endosseur qui négocie un effet par simple remise ne contracte aucun engagement (*cam-biaire*). En faisant la comparaison entre ces vues adoptées en Angleterre et la solution du cas américain *Hoge v. Ward* (W. Va) ⁽¹⁰⁶⁾, nous sommes conduits à conclure que ledit principe de l'article 58, § 2, du *Bills of Exchange Act* existe aussi à la base du droit américain. Les faits du cas précité nous en donnent l'explication : l'endosseur d'un effet, nanti d'un gage, avait réalisé le gage ; il fut déclaré responsable envers le bénéficiaire à qui il avait simplement transmis l'effet, faute de paiement par le souscripteur. Cette décision a été basée sur le fait que les garanties mentionnées dans l'article 65 N. I. L. ne sont pas énumérées limitativement et que, par suite, l'endosseur garantit aussi « qu'il n'entreprendra rien qui mette obstacle au paiement de l'effet ». Ainsi, en cas de faillite ou d'insolvabilité du débiteur de change, l'endossataire n'aura pas droit à l'action

(106) BRANNAN, p. 737.

contre l'endosseur — simple transférant — à la charge duquel il n'existe aucune faute. Ce dernier ne contracte donc aucune obligation cambiaire par ce mode de négociation.

265. — Les obligations réciproques entre différents endosseurs sont réglées par les articles 68 N. I. L. et 32, § 5, B. E. A. D'après ces dispositions, les endosseurs sont présumés responsables dans l'ordre des endossements, mais ils sont admis à prouver que d'autres accords sont intervenus entre eux. La *Negotiable Instruments Law* ajoute que lorsque les preneurs ou endossataires conjoints endossent, ils doivent être considérés comme procédant à l'endossement et conjointement et séparément ⁽¹⁰⁷⁾.

266. — *Négociation de l'effet à un signataire précédent.* — Tout effet de commerce négocié à nouveau à un signataire précédent peut encore être mis en circulation et négocié. Mais, le signataire en question n'est pas en droit d'exiger le paiement de celui envers lequel il était responsable personnellement (art. 50 N. I. L. et 37 B. E. A.).

Il convient d'observer que, pour cette sorte d'endossement, les solutions adoptées par les règles de la *Loi Uniforme*, sont admises dans le droit anglo-américain. C'est ce qui résulte de la décision du cas *Horn v. Ni-*

(107) *Ibid.*, p. 767, *Williams v. Paintsville Nat. Bank*, 143 Kg. 781, 137 S. W. 535. Ann. Cas. 1912 D., 350. Cet article a changé l'ancienne règle ; maintenant, tout endosseur conjoint est responsable s'il a reçu notification, même si les autres endosseurs n'ont pas été avisés.

cholas (139 Tenn. 453, 201 S. W. 756, L. R. A. 1919 E., 157), où le souscripteur d'un billet à ordre en était devenu endossataire avant échéance et l'avait négocié à son tour. Il fut décidé qu'il n'y avait pas eu confusion et qu'après l'endossement il avait pu assumer une seconde responsabilité comme endosseur.

267. — *Endossement après échéance.* — Aux termes des articles 7 (2) N. I. L. et 10, § 2, B. E. A., un effet peut être négocié après échéance. Dans ce cas il est considéré à l'égard de l'endosseur comme payable sur demande. Cependant il faut préciser qu'un effet négocié après échéance reste soumis à toute cause de nullité l'affectant lors de son échéance. Aussi l'endossataire après échéance n'acquiert-il point de droit propre autonome. Il n'obtient et ne peut transmettre que les droits appartenant à la personne de qui il tient l'effet (art. 36, § 2, B. E. A.). La loi américaine ne contient qu'une prescription ne se rapportant pas directement à l'endossement après échéance : lorsqu'un effet payable sur demande est négocié à un délai de date dont la longueur est exagérée, le porteur de cet effet n'est pas considéré comme porteur régulier (art. 53 N. I. L.).

268. — *Endossement restrictif.* — Le droit anglo-américain connaît une variété d'endossement dit « restrictif ». Cet endossement présente une certaine parenté avec les endossements spéciaux prévus par la *Loi Uniforme*, tels que *Rekta-indossament* et endosse-

ment à titre de procuration ; mais, il produit des effets sensiblement différents de ceux-ci.

268 *bis*. — Il y a d'abord endossement restrictif lorsque l'endosseur interdit toute négociation postérieure de l'effet (art. 36, n° 1, N. I. L., et 35, § 1, B. E. A.). Cette interdiction est plus énergique que celle contenue dans le *Rekta-indossament*. En effet, un endos restrictif ne confère à l'endossataire que le droit : 1° de recevoir paiement de l'effet; 2° d'intenter toute action dont l'endosseur pourrait se prévaloir, et 3° de transférer seulement les droits limités dont il est investi, si la forme de l'endos l'y autorise. Ainsi l'interdiction inscrite par l'endosseur est aussi absolue que celle du tireur, notamment celle du tireur de la *Loi Uniforme*.

Le Professeur *Mc Keehan* pense que, sous l'empire de la loi uniforme américaine, l'endossataire aurait droit, même dans ce cas, à une action cambiaire contre l'endosseur ⁽¹⁰⁸⁾.

La jurisprudence anglaise paraît être fixée dans le sens contraire. D'après la solution du cas *Williams Deacon et C^o v. Shadbolt* (1 C. et E. 529), l'endosseur et l'endossataire auraient alors les mêmes rapports que le commettant et son agent. Aussi, lorsque l'endosseur aura obtenu le paiement de l'effet, l'endossa-

(108) BRANNAN, p. 436. FALCONBRIDGE, p. 640. L'endossement restrictif fait supposer qu'aucune valeur n'a été fournie de la part de l'endossataire (*Edie v. East India Co.* (1761), 2 Burr, 1216, p. 1227. Mais, si l'endos indique que c'est un tiers (non l'endossataire) qui a fourni la valeur, il ny a pas d'endossement restrictif. *Potts v. Reed*, 1806, 6 Esp. 57).

taire n'aura-t-il pas droit à poursuivre l'accepteur, même s'il a fourni la valeur ⁽¹⁰⁹⁾. Toutefois la question de savoir si l'endossataire peut poursuivre l'endosseur n'est pas tranchée d'une façon définitive. Nous estimons que la solution variera suivant chaque cas, selon la rédaction de l'endos.

268 *ter.* — Un endossement restrictif peut aussi se présenter sous forme d'endos à titre de procuration (art. 36, n° 2, N. I. L. et art. 35, § 1, B. E. A.). L'endossataire devient alors représentant de l'endosseur. Il en est de même d'après l'article 36, n° 3, N. I. L. lorsque l'effet est confié par voie d'endossement à la garde de l'endossataire, pour le compte ou au profit d'une tierce personne (*in trust for a third person*). Dans ce dernier cas, le Professeur *Mc Keehan* admet le droit de l'endossataire-*trustee* de poursuivre l'endosseur. C'est aussi l'opinion du Professeur *Falconbridge*. Cependant, le sens dans lequel se prononce la jurisprudence anglaise n'est pas clair. D'après *Chalmers* le *trustee*-endossataire qui a la garde de l'effet ne serait qu'un simple agent de l'endosseur ⁽¹¹⁰⁾.

Enfin, aux termes des articles 35, § 3, B. E. A. et 37 N. I. L., tous les endossataires subséquents n'acquerront que les droits conférés au premier endossataire par l'endos restrictif et seront soumis aux mêmes obligations que le premier endossataire ⁽¹⁰⁷⁾. Rappe-

(109) CHALMERS, p. 138, 139.

(110) CHALMERS, p. 138, *Wilson v. Holmes* (1809), 5 Mass. R. 543. Toute exception fondée sur les rapports entre l'endosseur et les autres obligés est opposable à l'endossataire.

lons que cet endossataire ne peut endosser l'effet à son tour que si l'endossement l'y autorise formellement.

A notre avis, l'endossement pignoratif de la *Loi Uniforme* se rapproche beaucoup de l'endossement restrictif anglo-américain confiant l'effet à la garde de l'endossataire pour le compte ou au profit d'une tierce personne. Il est aussi possible, comme nous l'avons déjà exposé, de l'envisager sous forme d'endossement à titre de procuration.

269. — Les lois cambiales anglaise et américaine réglementent en outre certains autres cas relatifs à l'endossement restrictif de procuration.

269 *bis*. — Ainsi, aux termes des articles 44 N. I. L. et 31, § 5, B. E. A., toute personne tenue d'endosser un effet, à titre de représentant, peut le faire en des termes qui dégagent sa responsabilité personnelle. Et s'il s'agit d'un courtier ou d'un autre agent qui négocie un effet sans endossement, l'article 69 N. I. L. décide qu'il assume toutes les obligations incombant à celui qui négocie un effet par remise ou par endossement « qualifié », sauf dans le cas où il indiquerait le nom de son commettant et ajouterait la déclaration qu'il agit uniquement en qualité de mandataire. Cette règle ne se trouve pas dans la loi cambiale anglaise.

269 *ter*. — Signalons cependant qu'un endossement restrictif ne peut être soumis à aucune condition (*Soares v. Glyn*, 1845, 14 L. J. Q. B. 313).

D'après la solution du cas *Dugan v. United States* (1818, 3 Wheat 173), le possesseur de l'effet aurait la faculté de biffer l'endos restrictif libellé « pour recouvrement ». Dans cet ordre d'idées, le droit anglais, ainsi que la *Negotiable Instruments Law* autorisent formellement le porteur à effacer à tout moment l'un quelconque des endos qui n'est pas indispensable à l'exercice de ses droits. L'endosseur dont l'endos est biffé ainsi que tous les endosseurs subséquents sont, par ce fait, dégagés de toute responsabilité ⁽¹¹¹⁾.

270. — Nous venons d'analyser brièvement toutes les formes sous lesquelles se présente un endos restrictif. Mais, la simple absence d'une énonciation conférant le droit de négocier l'effet, ne rend pas l'endos restrictif (art. 36 N. I. L. *in fine* et art. 8, § 5, B. E. A.). Dans le droit anglais c'est la conséquence de ce que la « clause à ordre » ne figure point parmi les énonciations essentielles d'un effet négociable. Il n'en est pas de même dans le droit américain : l'absence de la « clause à ordre » enlève à l'effet tout caractère de négociabilité. Cependant, ce formalisme extrême est écarté, lorsqu'il s'agit d'endossement ⁽¹¹²⁾.

Mentionnons enfin que dans le droit anglo-américain, comme dans la réglementation cambiale uniforme de Genève, le transfert des effets négociables peut s'effectuer, outre le procédé de l'endossement, par toutes les voies du droit commun.

(111) CHALMERS, p. 135, 136. BRANNAN, p. 460, 461.

(112) CHALMERS, p. 30, 31. FALCONBRIDGE, p. 505, 506. BRANNAN, p. 432 et s.

TROISIEME SECTION

ACCEPTATION

A. — LOI UNIFORME (art. 21 à 29).

271. — L'acceptation est l'acte par lequel le tiré se constitue débiteur principal de l'effet. Il accepte par là l'invitation du tireur à payer le montant de la lettre de change à l'échéance.

L'acceptation doit être donnée par le tiré personnellement, une autre personne ne peut le faire qu'en qualité de mandataire. Aussi, lorsque c'est un tiers qui accepte *en son propre nom*, n'y a-t-il pas d'acceptation. De même, il n'y a pas de co-acceptation dans le cas où l'effet serait déjà revêtu de l'acceptation du tiré. En tant qu'obligation cambiaire, l'engagement contracté par ce tiers pourrait être considéré comme un aval ou une acceptation par intervention, dont les détails seront étudiés dans le chapitre suivant.

En vue d'obtenir l'acceptation du tiré, l'article 21 L. U. porte qu'il faut lui présenter la lettre de change.

Notons que les auteurs de la *Loi Uniforme* ont réussi à rendre l'unification parfaite en matière d'acceptation : aucune réserve n'a été admise.

Conditions de forme de l'acceptation.

272. — L'acceptation ne peut être donnée que par écrit. Toute autre manière de l'exprimer ne crée pas d'obligation cambiaire. De plus, l'article 25 L. U. exige formellement que l'acceptation soit écrite sur la

lettre de change elle-même ⁽¹¹³⁾. Cette précaution est d'une valeur incontestable pour la circulation internationale des effets. Les inconvénients possibles, résultant de l'envoi de l'effet à l'acceptation, sont écartés par la faculté d'obtenir des exemplaires et des copies d'une lettre de change.

273. — L'acceptation consiste dans le mot « accepté » ou toute autre expression équivalente, suivie de la signature de l'accepteur. En réalité, c'est la signature qui manifeste la volonté du tiré de s'obliger. Et en effet, le même article 25 porte que la simple signature du tiré suffit pour le rendre accepteur. Cette présomption n'est pourtant pas absolue ; le prétendu accepteur possède la faculté de démontrer qu'il n'a pas réellement donné son consentement. Dans le cas où l'acceptation ne consiste que dans la signature du tiré, celle-ci doit être apposée au recto de la lettre ; dans le cas contraire, le tiré est libre de l'inscrire aussi au dos de l'effet.

274. — Il est nécessaire qu'il y ait une identité suffisante entre le tiré désigné par la lettre de change et

(113) C'est dans un sens contraire que décide la jurisprudence française : Cass. 14 mai 1862, S. 62, 1, 719 ; Cass. civ. 4 février 1929, D. 1929, 1, 61. Toutefois, cette acceptation par acte séparé n'a de valeur qu'à l'égard du porteur à qui elle est accordée. Elle n'est pas sanctionnée par le droit du change et n'exclut point le recours en garantie que le porteur est libre d'exercer. À notre avis, cette forme d'acceptation ne se trouve même pas dans l'esprit de l'*Ordonnance de 1673* qui, par l'abrogation de l'acceptation verbale, avait pour but de lier l'acceptation à la lettre de change (argument de l'art. 2 de l'*Ordonnance*). v. THALLER et PERCEROU, n° 1407 ; *contra* LYON-CAEN et RENAULT, *op. cit.*, n° 213. MICHAELIS, p. 162 à 167. Le droit allemand décide dans le même sens que la *Loi Uniforme*, art. 21, W. O.

la signature de l'accepteur. L'acceptation est nulle en matière de droit du change s'il y a absence d'identité. Sa valeur d'après le droit commun sera alors une question d'espèce.

275. — A part la signature de l'accepteur et le terme « accepté », une acceptation peut exprimer la somme pour laquelle on s'oblige et, si plusieurs montants sont inscrits, la préférence sera donnée à la plus petite somme inscrite en toutes lettres. L'acceptation peut indiquer, en outre, soit le domicile du tiré accepteur, soit le lieu de paiement ; enfin elle peut être datée. Toutes ces indications sont facultatives. Cependant, une exception est faite pour la date. Celle-ci s'impose dans deux cas : 1° Lorsqu'il s'agit d'une lettre payable à un certain délai de vue, il est indispensable d'insérer la date afin de marquer le point de départ du délai ; 2° Lorsqu'un délai de présentation à l'acceptation a été stipulé. De plus, en raison de la faculté accordée au tiré par l'article 24 L. U. de réclamer une seconde présentation de la lettre de change le lendemain de la première, il importe de savoir à quelle date le tiré doit donner son acceptation ; celle de la première présentation à l'acceptation ou celle de la seconde. L'article 25 L. U. tranche cette question en ordonnant que l'acceptation doit être datée du jour où elle a été effectivement donnée ; mais le porteur est autorisé par le même article à exiger que l'effet soit daté du jour de la première présentation à l'acceptation et il aura droit à des dommages-intérêts si l'accepteur agit dans un autre sens.

En tout cas, pour conserver ses droits de recours contre les endosseurs et contre le tireur, le porteur doit constater cette omission de date par un protêt dressé en temps utile ⁽¹¹⁴⁾.

276. — *Acceptation modifiant les énonciations de la lettre de change* (art. 26 L. U.). — L'acceptation, pour être valable, doit être pure et simple. Elle doit respecter les conditions du mandat que le tireur adresse au tiré et qui servent de base à la négociation de la lettre de change. Ainsi, aux termes de l'article 26 L. U., toute modification que le tiré apporterait par son acceptation aux énonciations de la lettre de change, serait considérée comme un refus d'acceptation et ouvrirait les voies aux recours ⁽¹¹⁵⁾. Cette règle ne rend le porteur ni engagé, ni déchu de ses droits

(114) MICHAELIS, p. 154 et s., art. 20. W. O. dans le même sens. Cfr. art. 122, c. de com. français.

(115) Il a été précisé que par « modification » on entend à la fois la limitation, au-dessous du montant de la traite, du chiffre pour lequel l'acceptation est donnée et l'insertion d'une condition dans cette acceptation (V. C. R. de la Conférence de Genève, p. 135, n° 64). Citons à titre d'exemple les quelques modifications qui se présentent comme refus d'acceptation :

a) Acceptation de la somme à un cours ou en une monnaie autre que ceux indiqués dans la lettre de change (art. 41, al. 1) ;

b) Acceptation contenant un taux des intérêts différent de celui qui est mentionné dans la lettre de change (art. 5, al. 2) ;

c) Acceptation avec désignation de recommandataire (art. 55, al. 1) ;

d) Acceptation comportant l'indication d'un autre lieu de paiement et d'une autre échéance (arg. de l'art. 1^{er}, n° 5 et n° 4), sauf le cas mentionné dans l'art. 27, al. 2 L. U. ;

e) Acceptation contenant la clause « accepté pour payer à moi-même » ;

f) Acceptation portant la formule « non à ordre », qui dégagerait le tiré accepteur vis-à-vis de tous les endosseurs postérieurs à l'acceptation (analogie avec l'art. 11).

Mais l'acceptation donnée pour un montant plus élevé que celui de la lettre de change n'aurait pas pour effet d'annuler l'acceptation. L'obligation contractée par l'excédent n'est pas d'ordre cambiaire. Dans le même sens MICHAELIS, p. 169, art. 22, W. O.

de recours par le fait d'avoir agréé cette acceptation : il a toujours le droit d'exiger à l'échéance le paiement intégral du montant de la lettre de change et de poursuivre en recours les autres coobligés.

La même règle précise pourtant que le tiré reste fenu dans les limites de son acceptation. Cet engagement relève du droit du change. Mais, si l'accepteur introduit une modification incompatible avec le droit du change, il ne contracte aucun engagement cambiaire.

276 *bis*. — L'addition d'une modalité quelconque à l'acceptation invalide celle-ci et ne peut donc, en aucune façon, être considérée comme non écrite. Cependant la mention des intérêts pourrait être traitée *pro non scripta*, par voie d'analogie découlant de l'article 5 L. U. et serait ainsi une addition qui n'infirmait pas l'acte d'acceptation.

D'autre part, dans le cas où le tireur d'une lettre de change payable en un lieu autre que le domicile du tiré omet de désigner un tiers chez qui le paiement doit être effectué, le tiré a la faculté de l'indiquer dans son acceptation. Cette indication du tiré n'entraîne pas modification de la lettre de change par l'acceptation (art. 27, al. 1, L. U., domiciliation d'une lettre de change). Il en est de même lorsque le tiré désigne dans son acceptation une adresse dans la localité même de son domicile où le paiement doit s'effectuer ⁽¹¹⁶⁾.

(116) C. R. de la Conférence de Genève, Rapport du Comité de rédaction, p. 135, n° 68. La Conférence a émis l'avis que dans le

277. — La *Loi Uniforme* ne permet qu'une dérogation au principe de l'acceptation pure et simple : c'est l'acceptation partielle. Dans le but d'alléger la responsabilité des autres coobligés, la *Loi Uniforme* admet que le tiré peut restreindre l'acceptation à une partie de la somme ⁽¹¹⁷⁾. Le porteur est alors obligé de dresser protêt pour le surplus.

Présentation à l'acceptation.

278. — L'article 21 L. U. porte que la lettre de change peut, jusqu'à l'échéance, être présentée à l'acceptation du tiré. Ces démarches aux fins d'acceptation sont donc facultatives.

279. — Le délai ordinaire de présentation n'est limité que par le jour de l'échéance. Quant à son point de départ, c'est le jour de l'émission de l'effet, l'acceptation ne pouvant être donnée que sur la lettre de change elle-même. Le jour de l'échéance ne peut être compris dans le délai, puisqu'à cette époque il n'est question que du paiement. Malgré cela, nous ralliant à la logique des règles anglaises, nous estimons que même sous l'empire de la *Loi Uniforme* toute acceptation donnée après l'expiration dudit délai n'en est pas moins valable. Mais dans le cas où le tiré refuserait d'accepter sur présentation tardive, le créancier porteur perdrait ses droits de recours.

cas visé à l'alinéa 2 de l'art 27, le tiré peut, lors de l'acceptation, indiquer un tiers chez qui le paiement sera effectué, lorsque le tireur a omis de le mentionner.

(117) *C. R. de la Conférence de Genève*, p. 135. On a écarté le point de vue anglo-saxon selon lequel le porteur aurait droit de refuser une acceptation partielle.

280. — La présentation doit être faite au tiré ou à son représentant dûment mandaté ou enfin à toute personne qualifiée pour cela selon les circonstances et les règles de droit qui se rapportent à la représentation. S'il y a plusieurs tirés, la présentation peut être faite à l'un quelconque d'entre eux ; mais s'il s'agit de la conservation des droits de recours, la présentation sera obligatoirement faite à chacun d'eux.

281. — Le présentant c'est le porteur de l'effet investi des droits du créancier. Pourtant la *Loi Uniforme* autorise la présentation par un simple détenteur, ce qui est en harmonie avec les prescriptions relatives à la pluralité d'exemplaires et aux copies.

282. — La lettre de change est présentée à l'acceptation au domicile du tiré (centre d'affaires ou résidence privée). A défaut d'indication spéciale, le domicile du tiré sera tout lieu mentionné à côté du nom du tiré et, en l'absence de cette dernière désignation, la présentation se fera au lieu du paiement (art. 1^{er} al. 3, L. U.). Toute disposition différente, adoptée à la suite d'un accord intervenu entre le tiré et un porteur, n'aura d'effet qu'à leur égard. Signalons enfin qu'aux termes de l'article 72, al. 1, L. U., la présentation à l'acceptation ne peut être faite qu'un jour ouvrable ; pourtant l'acceptation donnée un jour férié — non ouvrable — n'en est pas moins valable.

283. — Les parties peuvent, par des conventions spéciales, déroger d'une double manière au principe

qui accorde la faculté de la présentation : elles peuvent, soit rendre la présentation obligatoire, soit l'interdire. D'autre part, la *Loi Uniforme* contient aussi des exceptions dérogeant audit principe.

Ainsi, d'après l'art. 22 L. U., le tireur peut stipuler que la lettre de change devra être présentée à l'acceptation, avec ou sans fixation de délai. Cette stipulation peut être insérée dans toute lettre de change. Le même droit appartient à l'endosseur. Si le tireur a institué un délai de présentation, les endosseurs, semble-t-il, auraient droit à l'abrégé (analogie tirée de l'al. 3, art. 23 L. U.). Toutes ces stipulations insérées par le tireur produisent leur effet à l'égard de tous les endosseurs. Mentionnons que les endosseurs ne peuvent faire usage de ce droit, si le tireur a rendu la lettre de change *non acceptable*.

284. — En dehors de ces conventions des parties, la *Loi Uniforme* (art. 23), prescrit que les lettres de change à un certain délai de vue doivent être présentées à l'acceptation dans le délai d'un an à partir de leur date. Rappelons ici que l'acceptation d'une telle lettre doit être datée, faute de quoi protêt en sera dressé. Et en l'absence du protêt, l'article 35 L. U. porte que l'acceptation non datée est réputée, à l'égard de l'accepteur, avoir été donnée le dernier jour du délai prévu pour cette acceptation.

Ce délai peut être abrégé par le tireur. Celui-ci peut aussi en stipuler un plus long. Les endosseurs n'ont que la faculté de l'abrégé.

Tous ces délais légaux ou conventionnels ne comprennent pas le jour qui leur sert de point de départ (art. 73 L. U.).

285. — Signalons enfin que l'inobservation de ces délais entraîne pour le porteur négligent la déchéance complète des recours. Si c'est l'endosseur qui a stipulé les délais, il n'y a déchéance de recours que vis-à-vis de lui. Mais, d'après l'article 53, al. 2, L. U., les clauses, instituant les délais, peuvent permettre au porteur de conserver ses droits de recours pour non-paiement, s'il est diligent à l'échéance.

286. — Aux termes de l'article 22, al. 2, L. U., il est permis au tireur seul d'interdire dans la lettre la présentation à l'acceptation ⁽¹¹⁸⁾. Il lui est permis aussi de stipuler que la présentation ne pourra avoir lieu avant un terme fixé. Toutefois, l'acceptation demandée et donnée à l'insu de ces interdictions sera valable. Par contre, le refus d'une telle acceptation ne donnera pas lieu aux recours.

287. — Le tireur est autorisé à insérer la clause « non acceptable » dans toute lettre de change, sauf dans celle qui est domiciliée ou tirée payable à un certain délai de vue. Si cette clause figure sur la lettre de change, les endosseurs ne peuvent pas rendre obligatoire la présentation de celle-ci.

(118) V. C. R. de la Conférence de Genève, p. 134, n° 58.

288. — Notons que toutes ces prescriptions relatives à la présentation obligatoire à l'acceptation ou à l'interdiction de cette présentation sont la consécration des solutions du droit français ⁽¹¹⁹⁾.

289. — La *Loi Uniforme* décide dans son article 24 que le tiré est autorisé à exiger qu'une seconde présentation lui soit faite le lendemain de la première, tandis que le porteur de son côté ne peut la renouveler que le lendemain au plus tôt. Cette règle ne fait pas de distinction que les délais soient impartis par la loi ou bien stipulés par les parties. Ajoutons que, si la première présentation à l'acceptation est faite à la veille de l'échéance, une seconde présentation ne serait pas possible (arg. de l'art. 21). D'autre part, si la première présentation a eu lieu le dernier jour du délai impartie à cette lettre de change, la deuxième présentation pourra être faite le lendemain et le protêt dressé faute d'acceptation sera encore valable. Les auteurs de la *Loi Uniforme* ont adopté une solution intermédiaire entre celle du droit français qui accorde au tiré un délai de 24 heures, et la solution que la jurisprudence allemande avait tirée du silence de la *Wechselordnung*, et qui obligeait le tiré à donner ou refuser immédiatement l'acceptation. Signalons que le même article dispose que les intéressés ne sont admis à prétendre qu'il n'a pas été fait droit à cette demande du tiré que si celle-ci est mentionnée dans

(119) THALLER et PERCEROU, n° 1405. LYON-CAEN et RENAULT, n°s 189 à 192. LACOUR et BOUTERON, n°s 1251 et 1252.

le protêt. L'omission de cette mention n'invalide pas le protêt : celui-ci produit tous ses effets légaux en rendant possible l'action en recours. Le tiré coupable de cette omission encourt une responsabilité civile vis-à-vis des garants actionnés en recours. D'autre part, le porteur lui-même a la faculté de faire mentionner dans le protêt que la seconde présentation a eu lieu et qu'elle a été suivie du refus d'acceptation.

En présence de la demande de délai de réflexion faite par le tiré, le tireur peut refuser de se dessaisir entre les mains du tiré, du titre présenté à l'acceptation ⁽¹²⁰⁾.

Obligation de l'accepteur.

290. — La doctrine n'est pas encore fixée sur la nature juridique de l'engagement cambiaire de l'accepteur. Ni la *théorie de la création* ni celle du *contrat* ne donnent satisfaction ⁽¹²¹⁾.

291. — Aux termes de l'article 28 L. U., l'accepteur est le principal débiteur de change. La décharge de l'effet faite par lui éteint la dette cambiaire. Tous les garants sont libérés.

(120) *C. R. de la Conférence de Genève, Rapport du Comité de Rédaction*, p. 134, 135, n° 61. Le Comité a émis l'avis que le délai de réflexion appartient au tiré, que le tireur se dessaisisse de l'effet ou qu'il ne s'en dessaisisse pas.

(121) MICHAELIS, p. 40, 41, art. 21 et 22 W. O. Le *Reichsgericht* allemand s'est rallié par sa jurisprudence à la théorie de la création ; sa jurisprudence récente proclame que l'obligation de l'accepteur résulte uniquement de l'apposition de la signature, qui représente la manifestation unilatérale de volonté. Cfr. R. G. Z. 24, 89 ; 70, 210 ; 77, 140.

292. — L'accepteur est tenu **solidairement avec tous** les autres signataires de l'effet. Mais, à la différence des autres, son obligation n'est conditionnée par l'exécution d'aucun acte conservatoire. Aussi, toute acceptation de lettres de change à vue ou à un certain délai de vue est-elle valable, même si elle est donnée après l'expiration des délais impartis par la loi ou fixés par les conventions des parties.

Il convient de préciser que si l'on rejette la théorie de la provision, le tiré accepteur n'assume d'obligation qu'à partir du moment où il a revêtu la lettre de change de sa signature. D'autre part, il demeure responsable en vertu de son acceptation, bien qu'il n'ait pas reçu de provision.

293. — L'obligation du tiré consiste à effectuer à l'échéance le paiement du montant de la lettre de change ou de la partie de la somme qu'il a acceptée. En cas de recours pour défaut de paiement à l'échéance, il est tenu à l'acquittement des sommes déterminées par les articles 48 et 49 L. U. suivant qu'il paie le créancier-porteur ou un des garants-payeurs. Il ne paiera cependant que le montant de la lettre de change et les intérêts moratoires, si les recours ne sont pas ouverts.

Cette obligation du tiré existe en premier lieu vis-à-vis du porteur légitime de la lettre de change. Ensuite viennent tous les signataires actionnés en recours en entrant en possession de l'effet après avoir déboursé les sommes de recours. En définitive, le tireur lui aussi a contre l'accepteur une action directe

résultant de la lettre de change. Cette dernière solution est imposée par des nécessités d'ordre pratique. Et en effet, bien que le tireur, qui rembourse la lettre de change au porteur, soit subrogé de plein droit à celui-ci, comme d'ailleurs tous les signataires de la lettre de change et puisse, en cette qualité, agir contre l'accepteur, il peut y avoir intérêt, pour le tireur, à agir directement, de son propre chef. Cette solution évite certaines exceptions opposables au porteur et qui le seraient, par suite, au tireur, si ce dernier ne pouvait agir que comme subrogé au porteur ⁽¹²²⁾. Par contre, d'après la *Loi Uniforme* l'accepteur ne possède aucune action contre le tireur. Les législations nationales ont cependant la faculté d'attribuer au tiré le droit d'agir contre le tireur, si le paiement de la lettre a été fait à découvert (art. 16, annexe II).

294. — *Révocation de l'acceptation* ⁽¹²³⁾. — En principe, l'acceptation une fois donnée lie l'accepteur et ne peut être révoquée. Néanmoins, aux termes de l'article 29 L. U., la révocation est admise dans certains cas. L'acceptation est censée refusée si le tiré, qui a revêtu la lettre de change de son acceptation, a biffé celle-ci avant la restitution de la lettre. La consé-

(122) V. *Deuxième Conférence de La Haye, Actes*, t. I, p. 85. — Notons que, dans les législations admettant la provision, le tiré est admis à opposer au tireur le défaut de provision.

(123) La faculté de révoquer l'acceptation cadre assez bien avec la théorie de la création connexe à l'existence d'un porteur de bonne foi. Dans le droit allemand, il semble que c'est la *Vertrags-theorie* qui s'y applique le mieux. Nous pensons pourtant que le porteur de bonne foi pourra actionner le tiré bien qu'il se soit dessaisi involontairement de l'effet. C'est la sécurité de la circulation internationale des effets qui justifie cette opinion à l'encontre de la théorie allemande. Cfr. MICHAELIS, p. 162 à 165.

cration de cette règle née dans la pratique des affaires a été complétée par deux précisions utiles : 1° sauf preuve contraire, la radiation est réputée avoir été faite avant la restitution du titre ; 2° si le tiré a fait connaître son acceptation par écrit au porteur ou à un signataire quelconque, le texte précise qu'il reste tenu vis-à-vis de ceux-ci dans les termes de son acceptation, malgré la radiation de cette dernière sur la lettre.

La révocation faite à la suite de la restitution de la lettre, n'a aucune valeur, de même que la révocation de la part d'une personne qui n'est pas qualifiée pour la faire. Enfin, notons que la révocation peut consister dans toute modification qui, d'après l'article 26, al. 2, L. U., équivaut à un refus d'acceptation.

B. — DROIT ANGLO-AMÉRICAIN.

295. — Aux termes de l'article 132 N. I. L., l'acceptation d'une lettre de change vaut signification par le tiré de son consentement à l'ordre du tireur (art. 17, § 1, B. E. A.) ⁽¹²⁴⁾.

Dans le droit anglo-américain, comme dans la législation uniforme, la présentation à l'acceptation n'est pas obligatoire. D'après les articles 145 N. I. L. et 41, § 1, B. E. A., l'acceptation est généralement donnée par le tiré ; mais, l'acceptation donnée par toute

(124) BRANNAN, p. 986 à 1016 ; v. art. 11, 16, 132 à 151 N. I. L. CHALMERS, p. 3, 9, 35, 47 à 78, 96, 157 à 167, 176, 195 ; v. art. 10, 12, 17 à 19, 21, 23, 39 à 44 B. E. A. FALCONBRIDGE, p. 467, 468, 537 à 549, 670 à 679, 684, 693 ; v. art. 2, 35 à 39, 75 à 84, 88, 93 § 1 B. E. A. du Canada.

autre personne, autorisée par lui à accepter ou à refuser l'acceptation, n'en est pas moins valable.

296. — Une lettre de change peut être acceptée avant d'avoir été signée par le tireur ou quand elle n'a pas été complétée par d'autres mentions, ou bien *quand elle est échue*, ou après qu'elle a subi un refus d'acceptation ou de paiement (art. 138 N. I. L. et 18, §§ 1 et 2, B. E. A.).

297. — *Forme de l'acceptation* (art. 132, 133 N. I. L. et 17, §§ 1 et 2, B. E. A.).

L'acceptation est obligatoirement faite par écrit et doit porter la signature du tiré. La simple signature du tiré est suffisante. Le porteur de l'effet a droit d'exiger qu'elle soit inscrite sur la lettre de change elle-même et, à défaut d'accomplissement de cette exigence, il peut considérer qu'il y a refus. Aussi, l'acceptation donnée sur une feuille séparée ne lie-t-elle pas l'accepteur. Elle est pourtant valable, d'après l'article 134 N. I. L., à l'égard de la personne à qui on l'a montrée et qui sur la foi de cette mention fait acquisition de l'effet contre valeur. En outre, tout écrit, fait avant l'émission de la lettre de change promettant purement et simplement d'accepter celle-ci, est considéré comme une réelle acceptation à l'égard de toute personne, qui sur la foi de cette promesse, prend l'effet contre valeur. Ces deux dernières règles, spéciales au droit américain, dérogent au principe, établi dans le droit anglais par les statuts de 1821 et de

1856, qui exige l'indication de l'acceptation sur l'effet même ⁽¹²⁵⁾.

298. — L'acceptation peut, comme dans la *Loi Uniforme*, contenir d'autres énonciations à côté de la signature et du terme « accepté ». Ainsi l'accepteur a la faculté d'insérer le montant qu'il s'engage à payer. Mais, d'après les articles 132 N. I. L. et 17, § 2, B. E. A., l'acceptation ne peut contenir des clauses énonçant que le tiré pourra exécuter son engagement d'une autre manière que par un paiement en espèces. L'accepteur peut aussi ajouter la date de son acceptation. Si, au contraire, l'acceptation d'une lettre de change payable à un certain délai de vue n'est pas datée, tout détenteur peut y insérer la vraie date de l'acceptation et la lettre est payable conformément à cette date (art. 13 N. I. L. et 12 B. E. A.). D'autre part, les articles 138 N. I. L. et 18, § 3, B. E. A., prescrivent que, si une lettre de change, payable après vue, a subi un refus d'acceptation et si elle est acceptée postérieurement par le tiré, le porteur a droit d'exiger, sauf convention contraire, que l'acceptation soit datée du jour de la première présentation.

(125) Ces règles font l'objet de vives critiques aux Etats-Unis. On suggère que ces promesses ne devraient servir que de moyen de réclamer les dommages-intérêts pour défaut d'acceptation. (V. BRANNAN, p. 996, 997). FALCONBRIDGE, p. 541, 542. Mais dans le but de protéger la personne qui fait acquisition d'un effet dont la création a été précédée par une promesse d'accepter (lettre de crédit en l'espèce), les cours anglaises elles-mêmes ont été obligées de déclarer négociables ces promesses d'acceptation et, par suite, de les mettre hors de la portée des exceptions fondées sur les rapports entre promettant et tireur, *Re Agra and Masterman's Bank, Ex parte Asiatic Banking Corporation*, 1867, L. R. 2 Ch. 391.

299. — *Sortes d'acceptation* (art. 139 à 142 N. I. L. et art 19 et 44 B. E. A.). — Une acceptation est pure et simple ou restrictive (*qualified*). Elle est pure et simple lorsque le tiré acquiesce, sans observation, à l'ordre du tireur. Par contre, elle est restrictive lorsque, modifiant en termes expres les effets de la rédaction primitive de la lettre de change, elle spécifie que l'effet sera exclusivement payable dans un lieu déterminé et pas ailleurs. Elle est restrictive aussi ⁽¹²⁶⁾ : 1° Lorsqu'elle soumet le paiement par l'accepteur à l'accomplissement d'une condition mentionnée dans le libellé ; 2° Lorsqu'elle ne promet que le paiement d'une partie du montant de la lettre de change ; 3° Lorsqu'elle fait une restriction quant à l'échéance ; 4° Lorsqu'il y a acceptation d'un ou plusieurs tirés, mais non de tous.

299 *bis*. — En vertu des articles 142 N. I. L. et 44 B. E. A., le porteur peut refuser de recevoir une acceptation conditionnée par une modalité. Et, s'il n'obtient pas alors une acceptation sans condition ou modalité, il est en droit de traiter l'effet de commerce comme s'il avait subi un refus d'acceptation. Quand le porteur agréé une acceptation restrictive, le tireur et les endosseurs sont libérés de leurs obligations cambiales, à moins qu'ils n'aient expressément

(126) BRANNAN, p. 1010. L'énumération des modifications dans l'art. 141 N. I. L. est limitative. Il semble cependant qu'une acceptation serait restrictive si elle affirmait que l'effet serait payé en papier monnaie, bien que la lettre de change soit libellée payable en or (arg. de l'art. 132 N. I. L. *in fine*). FALCONBRIDGE, p. 544 et 678 ; CHALMERS, p. 54 et 167.

ou implicitement autorisé le porteur à la recevoir, ou qu'ils n'y aient donné postérieurement leur assentiment. Quand le tireur ou un endosseur a reçu avis de l'acceptation restrictive (conditionnée), il doit, dans un temps raisonnable, exprimer son désaccord au porteur. Sinon il est considéré comme ayant consenti à l'acceptation conditionnée et ne peut plus l'invoquer comme une cause de libération de ses obligations cambiales.

L'article 44, § 2, B. E. A., ajoute que, contrairement aux règles sus-visées, le tireur et les endosseurs ne sont pas libérés par suite d'une acceptation partielle dont notification a été dûment faite. En outre, il est précisé que, si une lettre de change « extérieure » a été acceptée pour partie, elle doit être protestée pour le surplus.

Présentation à l'acceptation.

300. — Le droit anglo-américain n'impose pas, en principe, la présentation à l'acceptation.

301. — Cependant des dérogations analogues à celles de la *Loi Uniforme* sont admises :

1° *La présentation à l'acceptation est obligatoire* (art. 143 N. I. L. et 39 B. E. A.) : 1° Si la lettre de change est payable à un certain délai de vue ou, dans tout autre cas, lorsque la présentation à l'acceptation est nécessaire pour fixer la date de l'échéance de l'effet ; 2° Si la lettre de change énonce expressément qu'elle sera présentée à l'acceptation ; 3° Si la lettre

de change est tirée payable dans un lieu autre que la résidence ou le siège commercial du tiré. Dans aucun autre cas, la présentation à l'acceptation n'est nécessaire pour lier l'une quelconque des parties. Lorsqu'il s'agit d'une lettre de change soumise à la présentation à l'acceptation, le porteur est tenu, sauf dispositions contraires, soit de la présenter à l'acceptation, soit de la négocier dans un délai raisonnable ; sinon le tireur et tous les endosseurs sont libérés.

2° Il peut y avoir « *dispense* » de *présentation*, soit qu'elle soit prescrite par la loi, soit qu'elle résulte des conventions entre parties ⁽¹²⁷⁾.

302. — Aux termes des articles 148 N. I. L. et 41, §§ 2 et 3, B. E. A., la présentation à l'acceptation n'est pas exigée : 1° Si le tiré est décédé (ou en faillite, d'après la loi anglaise), ou s'il a disparu, ou n'est qu'une personne fictive, ou n'ayant pas capacité de contracter par lettre de change ; 2° Si, malgré toutes diligences, la présentation n'a pu avoir lieu ; 3° Si, dans le cas d'une présentation irrégulière, le refus d'acceptation a été basé sur un autre motif. Par suite, la lettre de change peut être considérée comme ayant subi un refus d'acceptation. D'après le *Bills of Exchange Act* (art. 41, § 3, B. E. A.), le fait que le porteur a lieu de croire que sur présentation la lettre subira un refus, ne le dispense pas de cette présentation.

(127) CHALMERS, p. 158, *R. v. Kinnear* (1838), 2 M. et R., 117 : « *Pay without acceptance* ». BRANNAN, p. 1012, 1013.

303. — La présentation à l'acceptation doit être faite par le porteur ou en son nom, au tiré ou à toute autre personne autorisée par lui à accepter ou à refuser l'acceptation, à une heure convenable, un jour ouvrable. Elle doit être effectuée avant l'échéance de la lettre de change. En outre, quand une lettre est tirée sur deux ou plusieurs personnes, non associées, la présentation est obligatoirement faite à chacune d'elles, à moins que l'une n'ait l'autorisation des autres d'accepter ou de refuser l'acceptation, auquel cas, la présentation à cette seule personne suffit. Si le tiré est mort, la présentation peut être faite à son « représentant personnel ». Enfin, quand le tiré est en faillite, ou, comme le précise la N. I. L., lorsqu'il est devenu insolvable ou s'il a fait cession de ses biens au profit de ses créanciers, la présentation peut être faite à lui ou au syndic ou au cessionnaire. Le *Bills of Exchange Act* ajoute que la présentation est valable lorsque l'usage ou une convention autorise la présentation par la poste (art. 145 N. I. L. et 41, § 1, B. E. A.).

304. — La loi cambiale américaine spécifie de plus quels sont les jours auxquels la présentation peut être faite. Aux termes de l'article 146 N. I. L., une lettre de change peut être présentée à l'acceptation l'un quelconque des jours ouvrables. Au cas où le samedi n'est pas un jour autrement férié, la présentation à l'acceptation peut être faite ce jour-là avant midi. En Angleterre, cette question est réglée par le *Bank Holi-*

days Act de 1871, qui détermine quels sont les jours fériés non-ouvrables ⁽¹²⁸⁾.

305. — Si cependant le porteur d'une traite, payable autre part qu'au siège commercial ou à la résidence du tiré, n'a pas eu le temps, malgré sa diligence, de présenter l'effet à l'acceptation avant de le présenter au paiement à l'échéance, le retard occasionné en la circonstance est admissible et ne dégage pas le tireur et les endosseurs.

306. — Les règles cambiales anglaises ne précisent point si le tiré a droit de demander à retenir entre ses mains la lettre de change durant le délai de réflexion. D'après la pratique courante, l'effet présenté à l'acceptation est remis au tiré qui le garde pendant 24 heures ou pendant les autres délais dont il peut disposer pour se décider à accepter ou non la lettre de change présentée. Le délai normal de 24 heures pour réflexion après la présentation est consacré par l'article 136 N. I. L. qui ajoute : si l'acceptation est donnée après réflexion, elle prend date du jour de la présentation ⁽¹²⁹⁾. Mais, dit l'article 137 N. I. L., si le tiré à qui un effet est remis pour acceptation, le détruit ou bien refuse, dans les 24 heures après cette remise ou dans tout autre délai accordé par le tireur, de le renvoyer accepté ou non, ce tiré sera considéré

(128) CHALMERS, p. 399 à 403.

(129) CHALMERS, p. 164, 165, *Bank of Van Diemen's Land v. Victoria Bank* (1871), L. R. 3. P. C. p. 546, 547, les jours fériés sont exclus de la computation du délai.

comme l'ayant accepté. Le droit anglais ne contient pas une pareille disposition. Il semble résulter de la solution du cas *Jeune v. Ward* ([1818] 1 B. et Ald. 653, p. 659) que la destruction de l'effet par le tiré n'y équivaut pas à une acceptation ; le porteur n'aurait droit qu'à des dommages-intérêts ⁽¹³⁰⁾. En tout cas, la solution du droit américain, nous semble meilleure que celles données par la loi anglaise et par la *Loi Uniforme*, cette dernière prévoyant que le tireur n'est pas obligé de se dessaisir entre les mains du tiré du titre présenté à l'acceptation.

Obligation de l'accepteur (art. 62 N. I. L. et 54 B. E. A.).

307. — En acceptant une lettre de change, l'accepteur s'engage à la payer, conformément aux termes de son acceptation.

Le droit anglo-américain lui aussi traite l'accepteur comme débiteur principal de change. Rappelons que d'après ce droit les responsabilités des tireurs et endosseurs ressembleraient à celles des cautions.

308. — Le tiré-accepteur reconnaît, en outre :
1° l'existence du tireur, l'authenticité de sa signature et sa capacité ou l'autorisation qu'il avait de tirer l'effet ; 2° l'existence du bénéficiaire et sa capacité éventuelle pour endosser.

(130) CHALMERS, p. 165, citation de *Bayley*. BRANNAN, p. 1005, *State Bank v. Weiss*, 46 Misc. Rep. 93, 91 N. Y. Supp. 276. *Contra*, *Wisner v. First Nat. Bank*, 220 Pa. 21, 68 Atl. 955, 17 L. R. A. (N. S.), 1266 (la non-restitution équivaut à l'acceptation). Le *Bills of Exchange Act* (art. 42) contient une disposition vague stipu-

308 *bis.* — L'article 54, § 2 *b)* et *c)*, B. E. A., précise que l'accepteur n'est pas admis à contester au détenteur régulier la capacité d'endosser du tireur (dans le cas d'une lettre de change payable à l'ordre du tireur) ; mais il est admis à contester l'authenticité ou la validité de l'endossement du tireur. En outre, dans le cas d'une lettre de change payable à l'ordre d'une tierce personne, l'accepteur reconnaît l'existence du preneur et sa capacité d'endosser, mais non l'authenticité et la validité de son endossement.

Dans le cas où le tireur se révélerait comme une personne fictive, la lettre de change serait considérée comme libellée « au porteur ». Il en serait de même si l'endosseur était une personne fictive. Mais dans les deux cas l'accepteur demeurerait responsable.

Signalons que le tireur qui acquitte la lettre de change peut actionner l'accepteur en son propre nom aussi bien que comme subrogé au porteur. Par contre, l'accepteur par complaisance pour le compte du tireur, ayant payé à découvert, a le droit de recouvrer sur le tireur la somme déboursée ⁽¹³¹⁾.

309. — *Révocation de l'acceptation.* — Tout contrat à l'occasion de la lettre de change, qu'il s'agisse de l'émission, de l'acceptation ou de l'endossement, est imparfait et révocable jusqu'à remise du titre en vue

lant que lorsqu'une lettre de change a été dûment présentée à l'acceptation et n'a pas été acceptée dans le délai d'usage, la personne qui l'a présentée doit la traiter (treat) comme ayant subi un refus d'acceptation. Si elle ne le fait pas, le porteur perd son droit de recours contre le tireur et les endosseurs.

(131) Art. 57 § 1 B. E. A., 121 N.I.L., 140 B. E. A. du Canada ; v. *supra* sect. 1, § 3. *Tireur*, nos 153 et s.

de faire produire des effets à ce dernier (art. 16 N. I. L. et 21, § 1, B. E. A.). Mais, d'après la règle expresse de l'article 21 § 1, al. 2 B. E. A., si l'acceptation est écrite sur la lettre, et si le tiré notifie au titulaire qu'il a accepté ou si la notification est faite conformément à ses instructions, l'acceptation devient parfaite et irrévocable ⁽¹³²⁾.

310. — Toutes les autres règles concernant les obligations de l'accepteur sont identiques à celles contenues dans la *Loi Uniforme*.

311. — Les règles du droit anglo-américain sur l'acceptation ressemblent donc beaucoup aux solutions données par la législation uniforme de Genève ; mais elles sont plus détaillées et suivent de plus près les usages du commerce.

QUATRIEME SECTION

PAIEMENT

312. — La fin normale des obligations cambiales est le paiement régulier de la dette créée par le titre de change.

(132) BRANNAN, *op. cit.*, p. 216; cfr. art. 16, 191, 133 à 137 N. I. L. CHALMERS, *op. cit.*, p. 60, art. 21 § 1 B. E. A. *Cox v. Troy* (1822), 5 B. et Ald. 474. FALCONBRIDGE, *op. cit.*, p. 549 à 552, art. 39 B. E. A. du Canada.

A. — LOI UNIFORME (art. 38 à 42).

§ 1. — DU PAIEMENT

313. — Le paiement d'un effet négociable intéresse le plus souvent toute une série de personnes. L'exactitude dans le paiement est d'une importance exceptionnelle, tout retard pouvant provoquer une perturbation, en raison de l'enchevêtrement des intérêts.

D'après l'article 38, al. 1, L. U., le paiement peut être exigé le jour de l'échéance de l'effet ou l'un des deux jours ouvrables qui suivent. Tout délai de grâce légal ou judiciaire est prohibé (art. 74 L. U.). Si, cependant, le jour de l'échéance tombe un jour férié, le paiement sera reporté au premier jour ouvrable qui suit. Par contre, tout signataire payant après échéance le fait à ses risques et périls, à moins qu'il ne soit encore tenu d'effectuer le paiement (ex. : actions des endosseurs, art. 70, al. 3, L. U.). Toutefois, le tiré qui paie après échéance, mais avant l'établissement du protêt, est assimilé au débiteur qui paie à l'échéance ⁽¹³³⁾.

314. — La *Loi Uniforme* proclame, en outre, le principe que le paiement ne peut être imposé par l'une des deux parties à l'autre avant l'échéance ⁽¹³⁴⁾. On a dérogé ainsi à la règle générale que le terme était

(133) *C. R. de la Conférence de Genève, Rapport du Comité de rédaction*, p. 139, n° 90 et p. 270.

(134) *Ibid.*, n° 88. Le législateur français s'est prononcé dans le même sens : art. 144 et 146 c. de com. v. THALLER et PERCEROU, n° 1511 ; LYON-CAEN et RENAULT, n°s 293 à 296.

établi en faveur du débiteur seul. En matière cambiaire, l'échéance est donc instituée aussi bien à l'avantage du créancier-porteur qu'à celui du débiteur principal (art. 40 L. U.). Aux termes de l'article 40, al. 2, L. U., le tiré ne peut être astreint à payer avant l'échéance, et, s'il le fait, il est responsable de la validité du paiement. Ce principe est justifié par le désir de ne pas restreindre la liberté de la circulation des effets, ce qui est particulièrement important lorsqu'il s'agit de la circulation internationale des titres de change.

315. — *Paiement à l'échéance et validité du paiement* (art. 40, al. 3). — Celui qui paie à l'échéance est valablement libéré. Il y a décharge de l'effet, lorsque le débiteur principal s'acquitte de son obligation, même s'il agit en croyant à tort avoir donné une acceptation valable. Tous les garants sont alors libérés, à l'exception du tireur, dans le cas où le paiement est basé sur une erreur du tiré au sujet de la validité de son acceptation. La même décharge de l'effet résulte du paiement effectué par le domiciliataire.

Mentionnons que les relations entre le débiteur principal et l'un quelconque des signataires, résultant de la décharge de la dette, relèvent du droit commun.

315 bis. — La validité du paiement est soumise à la bonne foi du tiré-payeur. En payant l'effet, le tiré ne doit pas être de mauvaise foi ni commettre une faute lourde. Il en résulte que le tiré sera libéré toutes les fois qu'il n'aura pas la certitude qu'il ne doit pas

payer. De cette façon, d'une part le tiré n'est pas exposé à payer deux fois, s'il s'est exécuté alors qu'il n'y avait qu'un doute fondé ; et d'autre part, on écarte la possibilité d'un préjudice matériel et moral, que le tiré encourrait en refusant de payer si son doute n'était pas fondé ⁽¹³⁵⁾.

La bonne foi du tiré est mise à l'épreuve par l'obligation que la loi impose au tiré de vérifier la légitimité du porteur. Cette vérification ne consiste qu'à s'assurer de la régularité de la suite des endossements. La *Loi Uniforme* n'exige donc de la part du tiré que d'établir la qualité de « porteur légitime » du détenteur de l'effet, conformément à l'article 16, al. 1, L. U. ⁽¹³⁶⁾. Le tiré n'a pas à vérifier l'authenticité de la signature des endosseurs, pas plus que l'identité du porteur. Cependant, il ne doit pas payer, s'il a connaissance de faux ⁽¹³⁷⁾ contenus par la lettre de change, ainsi que d'une fausse identité du porteur.

315 *ter.* — En définitive, toute opération susceptible de donner décharge d'une dette cambiaire vaut paiement de l'effet (ex. : dation en paiement, remise de dette). Dans cet ordre d'idées, mentionnons qu'il peut intervenir une novation d'une obligation cambiaire. Le plus souvent il s'agit de prolonger le délai de paiement. Dans ce but, avec le consentement de tous les

(135) *C. R. de la Conférence de Genève*, p. 139, n° 91.

(136) V. chap. II, section 2. Porteur et ses recours, n°s 367 et s.

(137) La solution de cette question dépendrait, en réalité, des faits relatifs à chaque cas d'espèce. Pour notre part, nous estimons que le débiteur-payeur doit refuser le paiement s'il sait que la signature de l'endosseur du porteur est un faux.

signataires, on peut reporter le jour du paiement (ou de l'échéance) à une date ultérieure. On aboutit au même résultat en faisant souscrire au débiteur un autre engagement *en renouvellement*, auquel adhèrent tous les signataires antérieurs. Cette novation par voie d'engagement en renouvellement ou par voie de report du jour du paiement ou de l'échéance éteint complètement l'ancienne dette cambiaire et élimine toute condition que les parties n'auraient pas entendu rétablir dans le nouvel engagement.

§ 2. — CONDITIONS DE FORME ET MODE DE PAIEMENT

Présentation au paiement.

316. — Le paiement d'un effet négociable exige la présentation du titre à la personne appelée à le payer. La créance cambiaire est dite *quérable*.

317. — Aux termes de l'article 38, al. 1, L. U., le porteur d'un effet négociable est tenu de le présenter au paiement. Un effet payable à vue doit être présenté au paiement dans un délai d'un an à partir de sa date d'émission (art. 34 L. U.). Et, lorsqu'il s'agit d'une lettre de change payable à jour fixe ou à un certain délai de date ou de vue, le porteur est autorisé à faire cette présentation, soit le jour même de l'échéance, soit l'un des deux jours ouvrables qui suivent. Cependant, cette règle est subordonnée à une réserve, permettant aux Etats contractants de prescrire que le porteur d'un effet payable sur le territoire na-

tional, sera obligé de le présenter le jour même de l'échéance. Mais il est ajouté que l'inobservation de cette obligation ne pourra donner lieu qu'à des dommages-intérêts. Les autres Etats garderont la faculté de déterminer les conditions sous lesquelles ils reconnaîtront une pareille mesure (art. 5 de l'annexe II).

318. — La présentation au paiement est locale, à la différence de la présentation à l'acceptation qui est personnelle.

Il faut présenter l'effet au lieu du paiement. En cas de domiciliation, le titre est présenté dans la localité ainsi indiquée dans l'effet. Par contre, s'il y a plusieurs lieux de paiement, la présentation faite dans n'importe lequel de ces lieux est valable, à moins que la personne qui agit de cette manière ne le fasse sciemment au détriment du débiteur.

319. — D'autre part, c'est normalement au tiré, accepteur ou non, que l'on présente l'effet. Il peut être remplacé par un coaccepteur ou un avaliseur du tiré (art. 30 L. U.) ou un accepteur par intervention ou un recommandataire (art. 60, al. 1, L. U.). Lorsque la lettre de change est domiciliée, il faut la présenter au domiciliataire et, s'il n'est pas désigné, au tiré. Enfin, d'après l'al. 2 de l'article 38 L. U., la présentation à une Chambre de compensation équivaut à une présentation au paiement faite au débiteur ⁽¹³⁸⁾.

(138) Conformément à l'art. 6 de l'annexe II, il appartiendra à chacun des Etats contractants de déterminer les institutions qui, selon la loi nationale, sont à considérer comme chambres de compensation. (V. C. R. de la Conférence de Genève, Rapport du Comité de rédaction, p. 138, n° 84).

320. — La personne qui présente la lettre de change au paiement, c'est le porteur de l'effet qui en est le détenteur légitime suivant l'article 16 L. U. Il est possible qu'il n'ait pas la propriété du titre. Toute personne dûment mandatée par le véritable propriétaire de l'effet peut, elle aussi, présenter le titre au paiement.

321. — Il semble, malgré le silence de la *Loi Uniforme*, qu'une dispense de présentation au paiement serait possible (argument de l'art. 46, al. 2, L. U.). Dans ce cas, si la clause de dispense est insérée dans la lettre de change par le tireur, elle produit un effet absolu à l'égard de tous les endosseurs. Par contre, si c'est l'endosseur qui accorde la dispense, elle n'a d'effet que vis-à-vis de lui.

322. — En vue d'inviter et d'obliger le débiteur à se rendre auprès du créancier et à s'exécuter, la présentation au paiement doit être faite dans les délais impartis par la loi. De plus, elle doit se faire un jour ouvrable au domicile commercial ou privé de la personne ayant droit à la présentation. A défaut de cette présentation régulière, la *Loi Uniforme* prescrit que les garants — débiteurs de recours — seront libérés ⁽¹³⁹⁾.

Mode de paiement.

323. — C'est le tiré, accepteur ou non, qui paie d'habitude la lettre de change. Il peut alors exiger que

(139) Art. 53, L. U. — V. *infra*, chapitre III, section II. *Porteur et ses recours*, n° 465.

l'effet lui soit remis acquitté par le porteur (art. 39, al. 1, L. U.). Si la lettre de change est émise en plusieurs exemplaires, il a droit, d'après l'al. 1 de l'article 65 L. U., de réclamer la remise de l'exemplaire revêtu de son acceptation. D'autre part, le fait que l'effet se trouve entre les mains du tiré établit la présomption de décharge de la dette; mais le tiré serait tenu d'apporter la preuve d'avoir acquis régulièrement la lettre de change. Par contre, le tiré ne pourrait pas exiger l'endossement de l'effet à son profit pas plus que la cession. D'ailleurs, ces négociations possibles à la rigueur, seraient inopérantes, si elles étaient faites en faveur de l'accepteur. Il en serait de même s'il s'agissait du tiré non accepteur, puisque les voies de recours ne seraient pas ouvertes, faute de protêt dressé.

Cependant, aux termes de l'article 42 L. U., si le porteur ne présente l'effet au paiement ni à l'échéance ni l'un des deux jours ouvrables qui suivent, le débiteur a la faculté d'en remettre le montant en dépôt à l'autorité compétente. Il n'incombe pas au débiteur qui procède à ce dépôt de démontrer que la présentation n'a pas été faite; c'est au contraire le porteur qui a la charge de prouver que la présentation a eu lieu. Le débiteur qui s'exécute ainsi est à l'abri des poursuites de la part du porteur: il est valablement libéré. Cette opération est aux frais, risques et périls du porteur.

324. — *Paiement partiel* (art. 39, al. 2 et 3, L. U.). — Une solution dérogatoire au droit commun et corres-

pendant à la règle sur l'acceptation partielle, a été consacrée pour la réglementation du paiement : le porteur ne peut refuser un paiement partiel. Cette mesure se justifie par le désir d'assurer rapidement, dans la plus large mesure possible, la libération des garants ⁽¹⁴⁰⁾. En cas de paiement partiel le tiré peut exiger, en vue de sauvegarder ses droits, que mention de ce paiement soit inscrite sur la lettre même et que quittance lui en soit donnée. La même règle s'applique dans le cas d'un débiteur-payeur, ayant donné une acceptation partielle. S'il ne paye, notons-le, que jusqu'à concurrence de son acceptation partielle, il n'aura pas droit d'exiger la radiation de son acceptation.

325. — *Effets libellés en une monnaie étrangère* (art. 41 L. U.). — La *Loi Uniforme* énonce une dérogation au principe général que tout contrat doit être

(140) MICHAELIS, p. 224, art. 38 W. O. Dans le même sens THALLER et PERCEROU, n° 1510 ; LYON-CAEN et RENAULT, n°s 305 à 307 ; LACOUR et BOUTERON, n° 1313. L'article 156 c. de com. n'est pas clair et précis. D'autre part, la question ne s'est pas présentée directement dans la jurisprudence française ; on ne possède qu'un ancien arrêt qui s'est basé sur les solutions du droit civil (art. 1244 C. civ.) et qui, par conséquent, décide que le porteur a « le droit d'exiger le paiement intégral de sa créance et que, faute d'un tel paiement, il est fondé à faire protester la lettre dont il s'agit ». (Cass. 7 avril 1856, D. 56, 1, 17). Cfr. les arguments des délégués britannique et français à la Conférence de Genève : le délégué britannique *M. Gutteridge* avait pris la défense du point de vue du monde des affaires, exposant que le porteur se trouvera dans une position embarrassée s'il est obligé d'accepter un paiement partiel, lequel en somme n'a point de rapport avec l'acceptation partielle ; *M. Percerou*, délégué français, se ralliant à l'opinion du délégué britannique, avait ajouté que les circonstances dans lesquelles on fait les paiements ne peuvent que s'accommoder difficilement aux nécessités qu'un garçon de recettes soit obligé d'avoir un mandat spécial afin de pouvoir acquitter un paiement partiel. (*C. R. de la Conférence de Genève*, p. 138, 139, n° 87 et p. 249 à 253).

exécuté selon sa teneur ⁽¹⁴¹⁾. L'article 41 L. U., comportant cette disposition dérogatoire, décide que lorsqu'une lettre de change est libellée payable en une monnaie n'ayant pas cours au lieu du paiement, le débiteur est autorisé à s'acquitter dans la monnaie du pays où le paiement doit s'effectuer.

Le même article contient pourtant une règle qui permet au tireur d'insérer dans l'effet une stipulation ordonnant que le paiement doit avoir lieu effectivement dans une certaine monnaie indiquée. Cette « clause de paiement effectif en une monnaie étrangère » fait disparaître la faculté pour le débiteur de s'acquitter en la monnaie du lieu de paiement ⁽¹⁴²⁾.

326. — S'il s'agit d'un effet libellé en une monnaie étrangère (sans clause de paiement effectif en monnaie étrangère) le tiré, qui se décide à payer dans la monnaie nationale, doit procéder à la conversion en cette monnaie nationale de la monnaie étrangère mentionnée sur la lettre de change. Dans ce but, à défaut de fixation spéciale d'un cours faite par le tireur dans la lettre même, il lui faut : 1° calculer la valeur de la monnaie étrangère indiquée dans le titre d'après les usages du lieu du paiement ; 2° prendre le cours du change au jour de l'échéance en vue de déterminer la valeur de la monnaie du lieu du paie-

(141) D'ailleurs, cette règle dérogatoire a été déjà consacrée par les textes formels du Code civil allemand de 1900 (art. 244) et du code des obligations suisse de 1912 (art. 84).

(142) Pour plus ample explication, nous renvoyons le lecteur à la section I, *supra* n° 174. Cfr. LYON-CAEN et RENAULT, n°s 301, 302; THALLER et PERCEROU, n° 1514 (1251) ; LACOUR et BOUTERON, n° 1312 ; MICHAELIS, p. 223 et s.

ment. Signalons que si le tireur a fixé le cours du change dans l'effet, on doit conclure que le paiement sera obligatoirement effectué dans la monnaie du lieu du paiement.

326 *bis*. — D'autre part, les auteurs de la *Loi Uniforme* ont établi des règles ayant pour but d'empêcher le débiteur de réaliser un gain au détriment du porteur en retardant délibérément le paiement. Aussi, dans ce cas, le porteur aura-t-il droit de réclamer à son choix que le montant de la lettre de change soit payé dans la monnaie nationale d'après le cours, soit du jour de l'échéance, soit du jour du paiement.

327. — L'article 41 L. U. (al. 4) contient enfin une disposition dont l'utilité est incontestable dans une législation internationale. Il y est déclaré que si le montant de la lettre de change est indiqué dans une monnaie ayant la même dénomination, mais une valeur différente dans le pays d'émission et dans celui du paiement, on est présumé s'être référé à la monnaie du lieu du paiement.

B. — DROIT ANGLO-AMÉRICAIN.

Le paiement.

328. — La décharge d'un effet ⁽¹⁴³⁾ résulte de tout paiement régulier effectué par le tiré, accepteur ou

(143) BRANNAN, p. 769 à 825, 872 à 976, 1010, 1012 ; art. 70 à 88, 119 à 125, 136, 137, 142, 169 N. I. L. CHALMERS, p. 168 à 178, 233 à 264, art. 45, 46, 59 à 64 B. E. A. FALCONBRIDGE, p. 397, 398, 680 à 692, 770 à 790, art. 85 à 95, 139 à 146 B. E. A. du Canada.

non, ou en son nom. Mais, la dette cambiaire n'est pas toujours éteinte par suite de la libération d'un obligé, même accepteur (ex. : faillite de l'accepteur).

Une dette cambiaire, payée par le tireur ou un endosseur, ne peut être considérée comme éteinte. Le tireur peut se retourner contre l'accepteur, mais ne peut négocier à nouveau la lettre de change. L'endosseur, par contre, pourra le faire, à moins qu'il ne s'agisse d'un effet créé ou accepté par complaisance et dont il a été le bénéficiaire.

329. — Un paiement régulier, aux termes des articles 88 N. I. L. et 59, § 1, B. E. A., est constitué par tout paiement, fait à l'échéance ou après, au porteur de bonne foi et n'ayant connaissance d'aucun vice pouvant entacher ses droits.

330. — La fixation de l'échéance est réglée dans le droit américain de la même manière que par la *Loi Uniforme*. Les délais de grâce sont exclus et l'effet est payable à la date qu'il indique (art. 85 N. I. L.).

330 bis. — Par contre, la loi cambiale anglaise accorde un délai de grâce, prévu par son article 14. Si une lettre de change n'est pas payable sur demande, le délai fixé pour le paiement est augmenté de 3 jours, dits jours de grâce, et la lettre devient exigible le dernier jour de grâce. Toutefois, lorsque le dernier jour de grâce tombe un dimanche, le jour de Noël, le Vendredi Saint, un jour proclamé férié par la reine (ou le roi), ou un jour d'actions de grâces publiques,

le porteur peut exiger le paiement le jour ouvrable qui précède. Par contre, si le dernier jour de grâce est un jour férié bancaire (autre que Noël ou le Vendredi Saint), suivant l'Act de 1871 sur les *Bank Holidays* et autres lois qui l'ont amendé ou étendu, ou si le troisième jour de grâce est un dimanche et le second un jour férié bancaire, le porteur peut exiger le paiement de l'effet le jour ouvrable suivant. De plus, lorsqu'un effet est payable à un certain délai de vue (ou à vue d'après l'article 45 du B. E. A. du Canada), le délai commence à courir du jour de l'acceptation s'il y en a une, et du jour du constat ou du protêt s'il y a eu constat ou protêt faute d'acceptation ou faute de remise de l'effet. Les deux législations, anglaise et américaine, s'accordent pourtant à déclarer que lorsqu'un effet est payable à un certain délai de date, de vue, ou après l'arrivée d'un événement spécifié, on ne compte pas dans ce délai le jour où il commence à courir, mais on compte le jour même du paiement (art. 86 N. I. L. et 14, § 2, B. E. A.).

330 *ter.* — La *Negotiable Instruments Law*, de son côté, édicte des règles semblables à celles de la *Loi Uniforme*, sauf pour le cas où le jour de l'échéance tombe un samedi. Ainsi, quand l'échéance est un dimanche ou un jour férié, l'effet est payable le jour ouvrable suivant. Quant aux effets, dont l'échéance a lieu un samedi, ils doivent être présentés au paiement le premier jour ouvrable qui suit, à l'exception des effets payables sur demande, dont le paiement peut être exigé, au choix du porteur, ledit samedi avant

midi, si, toutefois, ce samedi n'est pas autrement férié (art. 85 N. I. L.).

331. — Le paiement d'un effet négociable doit avant tout être effectué de bonne foi par le débiteur ⁽¹⁴⁴⁾. En Angleterre, le débiteur est autorisé à payer tout porteur détenteur de l'effet, sauf le cas où il est clair que le payeur pourrait avoir des doutes sur l'identité du porteur : la détention de l'effet établit la présomption de la possession légitime. La jurisprudence américaine, au contraire, exige une enquête préalable de la part du payeur sur l'identité du porteur. Mais, dans les deux droits, la vérification d'un paiement régulier est en définitive une question de fait ⁽¹⁴⁵⁾. Ajoutons que, l'effet une fois payé par le débiteur, la dette cambiale est éteinte et la négociation ultérieure de l'effet n'est plus possible ⁽¹⁴⁵⁾.

332. — Examinons brièvement les cas où il y a décharge absolue d'un effet négociable.

Aux termes des articles 119 N. I. L. et art. 59, §§ 1 et 3, 61 et 63, § 1, B. E. A., un effet négociable est acquitté :

(144) D'après la législation cambiale anglo-américaine, basée sur la *Common Law*, le paiement de la dette cambiale par un tiers, étranger à ce contrat, ne vaut pas décharge de l'effet ; la *Loi Uniforme* assise sur les principes du droit romain se prononce en sens contraire. Dans le cas américain *Stevens v. Laub* (38 Wyo. 182, 265 Pac. 453), il a été déclaré que les personnes tierces ayant déboursé le montant de l'effet, l'on fait avec l'intention de l'acquérir et non en vue de l'acquitter au profit du débiteur principal. V. BRANNAN, p. 874 ; CHALMERS, p. 236.

(145) BRANNAN, p. 812, *Henry Knecht and Son v. Shall*, 9 La. App. 98, 119 So. 80. CHALMERS, p. 237, 248. V. le dictum du *Chief Justice Best* au sujet de la confusion.

1° Par un paiement régulier effectué par le débiteur principal ou en son nom ⁽¹⁴⁶⁾.

2° Par un paiement régulier, en cas d'effet créé ou accepté par complaisance, paiement fait par celui qui en a bénéficié ⁽¹⁴⁷⁾.

3° Par une annulation expressément voulue par le porteur. Aussi, l'annulation faite involontairement ou par erreur ou sans l'autorisation du porteur reste-t-elle sans effet ; mais si un effet ou l'une des signatures, dont il est revêtu, paraît avoir été annulé, la preuve incombe à la personne affirmant que l'annulation a été involontaire, faite par erreur ou sans autorisation (art. 123 N. I. L. et 63, § 3, B. E. A.) ⁽¹⁴⁸⁾.

4° Quand le débiteur principal est devenu porteur de l'effet de son propre chef, à l'échéance ou postérieurement ⁽¹⁴⁹⁾ (confusion).

La *Negotiable Instruments Law* (art. 119, n° 4) ajoute qu'il y a décharge de la dette cambiaire par tout autre acte qui, par sa teneur, signifie paiement

(146) Mentionnons que l'art. 60 B. E. A. contient une règle spéciale au droit du change anglais et contraire à la *Common Law* : Quand une lettre de change, payable à ordre sur demande, est tirée sur un banquier et que ce banquier, sur lequel on a tiré, paie de bonne foi et selon les habitudes commerciales, il ne sera pas à sa charge de prouver que l'endossement du bénéficiaire ou autre endosseur ultérieur a été fait par ou avec autorisation de la personne indiquée par l'endossement ; et le banquier sera considéré comme ayant payé la lettre régulièrement, alors même que l'endossement serait faux ou fait sans autorisation.

(147) BRANNAN, p. 876, *Comstock v. Buckley*, 141 Wis. 228, 124 N. W. 414 ; CHALMERS, p. 240. *Cook v. Lister* (1863), 32. L. J. C. P. citation du juge Willes.

(148) CHALMERS, p. 251, *Dominion Bank v. Anderson* (1888), 15 Sess. Cas. 408. BRANNAN, *op. cit.*, p. 937, *Black v. Meyer*, 204 Cal. 504, 269 Pac. 173. C'est au créancier demandeur à combattre la présomption qu'il y a décharge de l'effet du fait de l'annulation.

(149) BRANNAN, p. 899, *Peoples State Bank v. Dryden*, 91. Kan. 216, 137 Pac. 928. FALCONBRIDGE, p. 781, *Jenkins v. Jenkins* (1928), 2 K. B. 501.

d'une dette provenant d'un simple contrat payable en espèces.

333. — D'autre part, d'après les articles 122 N. I. L. et 62 B. E. A., le porteur peut renoncer formellement, à l'échéance, avant ou après celle-ci, à tous ses droits contre l'une quelconque des parties liées par l'effet. Sa renonciation absolue, et pure et simple, à tous ses droits contre le débiteur principal, faite à l'échéance ou après, vaut libération. Mais, une renonciation ne peut porter atteinte aux droits d'un porteur régulier qui n'en aurait pas été avisé. La renonciation doit être faite *par écrit* ⁽¹⁵⁰⁾, à moins qu'il n'y ait remise de l'effet au débiteur principal.

334. — Avec la décharge de l'effet, tout débiteur de recours se trouve lui aussi libéré ; il est dégagé par tout acte comportant quittance de l'effet (art. 120 N. I. L. et 63 B. E. A.). En cas d'altération d'un effet, les articles 124 N. I. L. et 64, § 1 B. E. A.), déclarent que les signataires antérieurs à l'altération ne sont tenus, sauf vis-à-vis d'un porteur régulier, que d'après la teneur originaire de l'effet. Rappelons, d'autre part, qu'une acceptation restrictive, agréée par le porteur, libère le tireur et les endosseurs.

D'après l'article 120 N. I. L., un garant est aussi libéré pour les causes suivantes :

1° Annulation expresse de sa signature faite par le porteur ;

(150) V. CHALMERS, p. 250. Cette règle contraire à la *Common Law* a été empruntée au droit écossais.

2° Libération d'une des parties qui le précèdent ;
3° Offre régulière de paiement fait par une partie le précédant ⁽¹⁵¹⁾ ;

4° Décharge au profit du débiteur principal, sauf dans le cas où il est expressément prévu que le porteur garde un droit de recours contre la personne en question ⁽¹⁵²⁾ ;

5° Toute convention contraignant le porteur à prolonger l'échéance ou à ajourner l'exercice de son droit, à moins que cette convention ne soit faite avec le consentement du débiteur de recours ou bien que le droit de recours contre ce débiteur ne soit manifestement réservé.

Et l'article 63, § 2, B. E. A. spécifie que toute partie à une lettre de change peut être relevée de son engagement par l'annulation expresse de sa signature par le détenteur ou son « agent ». Dans ce cas, il est précisé que tout endosseur, ayant un droit de recours contre celui dont la signature a été biffée, est aussi libéré.

335. — A côté de la prolongation du délai relatif au paiement d'un effet, nous avons signalé qu'il était possible dans la réglementation uniforme de Genève de faire souscrire aux signataires antérieurs un engagement en renouvellement qui annulait l'ancienne dette cambiaire. Il en est autrement dans le droit an-

(151) BRANNAN, p. 910, *State Bank v. Kahn*, 49 Misc. Rep. 500, 98, N. Y. Supp. 858.

(152) CHALMERS, p. 257 à 263. BRANNAN, p. 913, 914, *Greenberg v. Ginsberg*, 143 N. Y. Supp. 1017, 82 Misc. Rep. 415.

glo-américain. Une nouvelle lettre de change, donnée à la place d'une autre dette cambiaire, n'éteint pas cette dernière, malgré qu'elle prolonge l'échéance. D'après le juge *Lush*, cette opération est présumée n'être faite qu'à titre de paiement conditionnel : la condition consistant en ce que l'ancienne dette réapparaîtrait, si cette nouvelle lettre de change, considérée comme un gage, n'était pas payée à l'échéance ⁽¹⁵³⁾.

336. — *Effets libellés en une monnaie étrangère.* — Le droit anglo-américain autorise la circulation des effets libellés en une monnaie étrangère. Mais, tous ces effets, s'ils sont payables en Angleterre ou aux Etats-Unis sont obligatoirement payés en monnaie nationale. Aussi, suivant la solution du cas *Thompson v. Sloan* (1840, 23 Wend. 71, 1 Ames 31, 2 Ames 829), un effet, portant la *clause de paiement effectif* en une monnaie étrangère, n'est-il pas négociable sous l'empire des lois anglaise et américaine ⁽¹⁵⁴⁾.

Présentation au paiement

337. — Selon les règles anglo-américaines (art. 70 N. I. L. et 45 B. E. A.), la présentation au paiement est indispensable en vue de lier les garants d'un effet ; par contre, le débiteur principal demeure toujours

(153) CHALMERS, p. 263, 264, 362. BRANNAN, p. 895, 897, 912 et s. Mais une convention expresse pourrait éteindre l'ancienne dette cambiaire par l'émission d'une nouvelle lettre de change à la place de celle-ci.

(154) BRANNAN, p. 161, 162 ; CHALMERS, p. 12, 32, 287 ; FALCONBRIDGE, p. 498, 499. — V. sur le calcul du cours du change *supra*, section 1, § 4, *Enonciations facultatives*, n° 175.

responsable : il n'a pas droit à la présentation de l'effet ; bien mieux, d'après la règle générale du droit anglais, il a le devoir de chercher le créancier et de lui remettre la somme dont il est redevable ⁽¹⁵⁵⁾.

338. — Un effet de commerce est régulièrement présenté au paiement si la présentation est faite d'après les règles suivantes (art. 71, 79, 80 N. I. L. et art. 45, §§ 1 et 2, et 46, § 2 c) et d), B. E. A.) :

1° Un effet non payable sur demande doit être présenté au jour de l'échéance ;

2° Si, au contraire, l'effet de commerce est payable sur demande, la présentation doit alors être faite dans un délai raisonnable à partir de sa création pour lier le tireur et (la loi anglaise ajoute) dans un délai rai-

(155) BRANNAN, p. 769, 774. Toutefois, si l'effet est payable dans un lieu spécifié et si le débiteur en cause est à même de payer et consent à payer à l'échéance dans ce lieu, cette faculté et ce consentement sont équivalents à une offre de paiement de sa part (art. 70 N. I. L.). Notons que cette disposition a soulevé des critiques de la part des jurisconsultes américains *Ames, Mc Keehan* et *Brannan*. La raison en est que les billets de banque (bank-notes), destinés à circuler pendant un temps illimité, doivent être présentés en vue d'obliger leurs créateurs, afin d'éviter les effets libératoires du *Statute of Limitations*, qui prennent pour point de départ le jour de la création de ces billets. D'après la solution du cas *Gordon v. Benguiat*, 95 Misc. Rep. 132, 159 N. Y. Supp. 1, le débiteur serait obligé bien que l'effet ne soit pas présenté au lieu spécifié. Solution contraire dans le cas anglais *Spindler v. Grellett* (1847), 1 Exch. 38. Pourtant, l'article 52 § 2 B. E. A. prescrit que, lorsque aux termes d'une acceptation restrictive la présentation au paiement est déclarée nécessaire, l'accepteur, en l'absence d'une clause expresse à cet effet, n'est pas libéré par le défaut de présentation au paiement au jour de l'échéance. Mais l'action contre le débiteur principal ne peut être intentée avant qu'il y ait eu une présentation. D'autre part, signalons que les règles relatives à la *promissory note* sont plus absolues : toute *promissory note* portant dans sa teneur mention qu'elle est payable sur une place désignée, doit être, pour engager le souscripteur, présentée au paiement sur la place désignée (art. 87 § 1 B. E. A.). (CHALMERS, p. 206, 321. V. *Ibid.*, p. 361, et FALCONBRIDGE, *op. cit.*, p. 695, *Cranley v. Hillary* (1813), 2 M. et S. 120 ; cfr. *Bradford Old Bank v. Sutcliffe* (1918), 24. Com. Cas. p. 30, 37. C. A.).

sonnable après son endossement pour lier l'endosseur. La loi uniforme américaine stipule en outre que lorsqu'il s'agit de lettre de change, sa présentation sera considérée comme valable, si elle est faite dans un délai raisonnable après sa dernière négociation.

Mais, la présentation au paiement n'est plus requise en vue de lier le tireur, quand le tiré ou l'accepteur n'est pas obligé envers lui à accepter ou payer l'effet et que le tireur n'a pas de raison pour croire qu'il y aurait paiement sur présentation de l'effet ⁽¹⁵⁶⁾. Il en est de même, quant à l'endosseur, si l'effet a été créé ou accepté par complaisance au profit de cet endosseur et si celui-ci n'a aucune raison pour espérer qu'il y aurait paiement si on présentait l'effet.

339. — L'établissement de ce qui constitue un délai raisonnable pour procéder à la présentation au paiement est à la fois une question de droit et d'espèce. Pour déterminer ce qu'on entend par « délai raisonnable », les articles 193 N. I. L. et 46, § 2, B. E. A. décident qu'il faut prendre en considération la nature des effets, les usages commerciaux (s'il y en a) qui s'appliquent à ces effets et les faits particuliers à chaque cas.

340. — En outre, les lois cambiales anglo-américaines (art. 168 N. I. L. et 67, § 2, B. E. A.) reproduisant dans son esprit le statut anglais 6 et 7 W. 4, c. 58, dé-

(156) BRANNAN, *op. cit.*, p. 793, 794, *Simonoff v. Granite City Nat. Bank*, 279, 111, 246, 116 N. E. 636. Le fait que le tireur n'avait pas envoyé au tiré des fonds nécessaires au paiement de la lettre de change ne dispense pas le porteur de faire la présentation au paiement.

clarent que lorsque l'adresse de l'accepteur par intervention d'un effet est la même que le lieu où la lettre de change est protestée faute de paiement, l'effet doit être présenté à l'intervenant au plus tard le jour qui suit l'échéance. Et, si l'adresse de cet intervenant est différente du lieu où le protêt faute de paiement a été établi, l'effet est obligatoirement envoyé en vue de présentation à l'intervenant au plus tard le jour qui suit l'échéance. Dans ce dernier cas, la *Negotiable Instruments Law* (art. 168) renvoie aux règles concernant la notification du refus ⁽¹⁵⁷⁾.

341. — Aux termes des articles 72 N. I. L. et 45, § 3, B. E. A., tout effet négociable à date fixée ou susceptible de l'être ou encore à vue, n'est valablement présenté que par le porteur ou par toute autre personne autorisée à recevoir le paiement ; celui-ci est tenu de le faire un jour ouvrable, à une heure convenable. Cette présentation doit, en outre, être effectuée à un lieu défini tel qu'il est déterminé par la loi. Dans cet ordre d'idées, la présentation est censée être faite au lieu défini : a) si le lieu du paiement est spécifié sur l'effet et que celui-ci y est présenté ; b) s'il n'y a pas indication d'un lieu de paiement, mais l'adresse de la personne appelée à payer y est mentionnée et si l'effet y est présenté ; c) s'il n'y a mention ni du lieu, ni de l'adresse et si l'effet est présenté au domicile commercial ou au domicile privé de la personne appelée à payer ; d) en tout autre cas, si la présentation est faite

(157) FALCONBRIDGE, p. 696. V. chapitre III, section II. *Notification du refus de paiement et d'acceptation*, nos 444 et s.

à la personne appelée à payer là où elle a pu être rejointe ou au dernier domicile commercial connu ou à son dernier domicile privé. En outre, d'après l'article 75 N. I. L., dans le cas où l'effet est payable dans une banque, la présentation au paiement sera faite pendant les heures d'ouverture des caisses, à moins que le payeur n'ait pas de fonds à cette banque pour assurer le paiement dans la journée même, auquel cas, la présentation sera valable si elle est faite avant la fermeture des bureaux de la banque. Si, d'autre part, un effet, payable dans une banque, est présenté par entremise de la Chambre de Compensation à l'agent de la banque, cette présentation, d'après les solutions des cas *Reynolds v. Chettle* ([1811], 2 Camp. 595) et *Harris v. Parker* ([1833], 6 Tyr. 370), est considérée comme suffisante et valable ⁽¹⁵⁸⁾.

342. — La loi anglaise, de son côté, consacre dans son article 45, § 8, une pratique adoptée aux Etats-Unis et en Angleterre : la présentation par entremise de la poste est suffisante, si elle est autorisée par l'usage ou par une convention. Et la loi cambiale canadienne (art. 90) stipule en outre qu'un effet, libellé payable dans une cité, ville ou village sans mention d'autre adresse plus complète, peut être porté en vue de présentation au domicile connu du débiteur ; mais si ce siège commercial ou ce domicile du débiteur n'existe plus, une présentation est valablement faite

(158) CHALMERS, p. 173 ; BRANNAN, p. 785, *Geibe v. Chicago-Lake State Bank*, 160 Minn. 89, 199 N. W. 514.

à la poste centrale ou à un bureau de quartier dans ladite cité, ville ou village ⁽¹⁵⁹⁾.

Toutefois, l'article 45, § 5, B. E. A. précise qu'il ne sera pas nécessaire de faire une nouvelle présentation au tiré, ou à l'accepteur, d'un effet présenté au lieu défini si, malgré toutes diligences nécessaires, on n'a pu y rencontrer aucune personne autorisée à payer ou à refuser le paiement.

343. — Cette présentation doit, aux termes des articles 72, 76 à 78 N. I. L. et 45, §§ 3, 6, 7, B. E. A., être faite au débiteur principal de l'effet, ou s'il est absent ou introuvable, à toute personne rejointe au lieu où l'effet doit être présenté. En cas de décès du débiteur principal, et si le lieu de paiement n'est pas indiqué, la présentation sera faite au « représentant personnel » du débiteur décédé, s'il existe et qu'on puisse le rejoindre après des diligences raisonnables. D'autre part, s'il y a plusieurs débiteurs principaux, deux cas peuvent se présenter : *a)* débiteurs ayant qualité d'associés, et *b)* débiteurs conjoints non-associés. Lorsque les débiteurs principaux sont liés en qualité d'associés et *sans qu'il y ait indication du lieu de paiement*, l'article 77 N. I. L. précise que la présentation au paiement sera faite à l'un quelconque d'entre eux, même au cas où la société a été dissoute. Par contre, les deux lois anglaise et américaine décident que si plusieurs personnes non-associées sont débiteurs principaux de l'effet et *si le lieu de paiement n'est pas*

(159) FALCONBRIDGE, p. 688, 689.

spécifié, la présentation doit être faite à chacune de ces personnes.

344. — *Dispense de présentation* (art. 82 N. I. L. et 46, § 2 a), b), c), d), e), B. E. A.). — La dispense de présentation est consacrée par des règles expresses dans le droit anglo-américain. Il y a dispense de présentation au paiement, lorsqu'après toutes diligences raisonnables, la présentation prescrite par la loi n'a pas été faite. La législation anglaise ajoute que le détenteur n'est pas dispensé de la nécessité de cette présentation, par le seul fait qu'il pouvait croire que la lettre de change subirait à sa présentation un refus. On est ensuite dispensé de présenter l'effet, lorsque le tiré est une personne fictive. Et enfin, il y a dispense de présentation si cette dispense a été donnée expressément ou tacitement. D'après la loi canadienne (art. 94), les mêmes règles s'appliqueraient en cas de présentation à l'accepteur par intervention ⁽¹⁶⁰⁾.

Il convient de noter que la dispense de présentation, accordée par le tireur dans le texte de la lettre de change, produit ses effets, d'après la loi américaine, à l'égard de tous les endosseurs. Dans le droit anglais, au contraire, la dispense accordée, soit par le tireur, soit par l'endosseur, n'a d'effet que vis-à-vis du tireur ou vis-à-vis de cet endosseur (art. 110 et 111 N. I. L. et art 16, § 2, B. E. A.) ⁽¹⁶¹⁾.

(160) FALCONBRIDGE, p. 696.

(161) CHALMERS, p. 46.

Mode de paiement

344. — Aux termes des articles 74 N. I. L. et 52, § 4, B. E. A., l'effet doit être montré à la personne de qui on exige le paiement. Et dans le cas où l'effet est payé, il est obligatoirement remis au payeur. Mais, il faut noter que le porteur créancier ne garantit point l'authenticité de l'effet ⁽¹⁶²⁾.

Si l'effet est libellé payable dans une banque, l'article 75 N. I. L. précise qu'il équivaut à un ordre adressé à la banque d'en payer le montant pour le compte du débiteur principal. Il est entendu que pour appliquer cette règle l'effet doit être créé payable dans une banque spécialement dénommée ⁽¹⁶³⁾.

345. — *Paiement partiel.* — D'après la solution du cas *Graves v. Kay* ([1832], 3 B. & Ad. 313), le paiement partiel opère une décharge *pro tanto* de l'effet. Cependant il n'y a pas de règle dans le droit anglo-saxon qui oblige le porteur à accepter un paiement partiel ⁽¹⁶⁴⁾.

346. — Ce bref exposé des règles anglo-américaines relatives au paiement des effets négociables montre qu'elles sont, elles aussi, calquées sur des solutions données par la pratique des affaires. Elles contribuent par là à augmenter la valeur du droit du change anglo-américain et à recommander l'acceptation de ses principes pour l'établissement d'une législation mondialement uniforme.

(162) *Ibid.*, p. 208. *Guaranty Trust Co. of New-York v. Hanney* (1918), 23 Com. cas. 399, 402, C. A.; (1918), 2. K. B. 623, 631, C. A. V. BRANNAN, p. 713, 714.

(163) BRANNAN, p. 804.

(164) CHALMERS, p. 235 ; FALCONBRIDGE, p. 774.

CHAPITRE III

Éléments accidentels et complications dans la vie de la lettre de change

PREMIERE SECTION

AVAL

A. — LOI UNIFORME ⁽¹⁾ (art. 30 à 32 L. U.).

347. — Le paiement d'un effet, indépendamment de l'acceptation, de la coacceptation et de l'endossement, peut être garanti par un *aval* ⁽²⁾. Le donneur d'aval ou avaliseur s'oblige par droit du change et prend place dans la chaîne des signataires, entre celui pour qui il est intervenu et celui qui succède à ce dernier.

En réalité, l'aval ne doit pas être considéré comme un cautionnement relevant du droit civil. Cet engage-

(1) Mentionnons que, dans son *Acte final* (IV), la Conférence de Genève, considérant le développement que prennent dans la pratique les garanties extra-cambiales des titres de crédit, a émis le vœu que l'*Institut International de Rome pour l'unification du droit privé* mette à l'étude les problèmes concernant la fidéjussion et l'assurance des créances cambiales en connexion avec le système général de la lettre de change et particulièrement avec l'aval.

(2) *Aval* signifie *en bas*. Il semble que c'est la place de la signature qui a déterminé cet emploi métaphorique du mot (Dictionnaire *Littre*). D'après certains auteurs, le terme aval signifie *faire valoir*. D'autres enfin disent que ce mot dérive des mots latins *ad valorem*, étant donné que l'engagement de l'avaliseur ajoute à la valeur de l'effet.

ment est purement cambiaire et, pour être une caution du droit commun, l'avaliseur devrait le mentionner formellement.

Conditions de forme et de fond de l'aval

348. — Le donneur d'aval peut être toute personne capable de s'engager par lettre de change. De plus, conformément à l'article 30, al. 2, L. U., cette garantie peut être fournie, soit par un tiers, soit par un signataire de l'effet ⁽³⁾. Cette disposition est d'ailleurs conforme à l'esprit de la *Loi Uniforme* qui adopte la même solution pour l'acceptation par intervention. Ajoutons que l'avaliseur aurait la faculté de s'engager même avant l'apposition de la signature du débiteur principal. D'autre part, il pourrait aussi s'obliger après l'échéance de l'effet.

349. — L'aval est exprimé par les mots « bon pour aval » ou par toute autre formule équivalente. Il doit être signé par le donneur d'aval (art. 31, al. 2, L. U.).

350. — A la différence du droit français, qui n'exige pas un aval expressément indiqué et du droit allemand qui, au contraire, l'exige, la *Loi Uniforme* fait à ce sujet une distinction. D'après l'article 31, al. 3, L. U., l'aval est considéré comme résultant de la seule signature, apposée au recto de la lettre de change,

(3) LYON-CAEN et RENAULT, n° 251. Dans le droit français, d'après la lettre de l'article 142 c. com., ce n'est qu'un tiers qui peut être donneur d'aval, opinion traditionnelle consacrée par les arrêts de la Cour de Cassation, Req. 10 juillet 1895, S. 99, 1, 460 ; Civ. 30 janvier 1907, S. 1908, 1, 321. Cependant l'opinion contraire est soutenue par lesdits auteurs et le principe en a été admis par un arrêt de la Cour d'Appel de Paris (9^e Ch.), 1^{er} mars 1906.

sauf au cas où il s'agirait de la signature du tiré ou de celle du tireur. Ce serait alors une question d'espèce de déterminer si le signataire s'engage en qualité de tireur ou de tiré ou bien en celle d'avaliseur. Par contre, si l'aval est apposé au verso de l'effet il doit obligatoirement mentionner que l'engagement est souscrit à titre d'aval, afin d'éviter toute confusion avec l'endos en blanc.

351. — Le même article (al. 4) prescrit, en outre, que l'aval, venant garantir la signature de tout obligé cambiaire, doit indiquer pour le compte de qui il est donné. A défaut de cette indication, la *Loi Uniforme* érige en présomption absolue que l'aval est réputé donné au profit du tireur (4).

352. — La *Loi Uniforme* (art. 31, al. 1^{er}) déclare que l'aval doit obligatoirement être donné sur la lettre de change ou sur une allonge (sur un exemplaire ou même sur une copie de l'effet). C'est la solution du droit allemand. Elle est logique, puisqu'elle est conforme à la conception que toute obligation cambiaire doit figurer sur l'effet même. Cependant, à la demande des délégués de plusieurs Etats, les auteurs de la *Loi Uniforme* ont été obligés de faire une réserve à cet égard. L'article 4 de l'annexe II permet aux Etats, qui connaissent l'usage de l'aval par acte séparé, d'admettre dans leurs législations nationales qu'un aval pourra

(4) Cfr. MICHAELIS, p. 356.

être donné sur leur territoire par un acte séparé indiquant le lieu où l'aval est intervenu ⁽⁵⁾.

Effets de l'aval

353. — *Obligations du donneur d'aval* ⁽⁶⁾. — Le donneur d'aval est tenu de la même manière que l'obligé dont il vient garantir la signature. Ainsi la nature de son engagement varie suivant qu'il garantit l'obligation principale de l'accepteur ou bien l'obligation de l'un quelconque des débiteurs de recours ou encore l'obligation d'un intervenant. Il en résulte d'abord que l'avaliseur aura le droit d'opposer les exceptions appartenant au signataire garanti. D'autre part, il en ressort aussi que l'avaliseur garantit, selon le cas, soit le paiement, soit l'acceptation et le paiement de l'effet (art. 32, al. 1^{er}, L. U.).

Cependant, en raison de la nature cambiaire de tout engagement figurant sur une lettre de change, l'obligation du donneur d'aval se présente comme principale et indépendante. Les auteurs de la *Loi Uniforme*, s'écartant du droit français, se sont inspirés du droit allemand qui déclare que l'engagement de l'avaliseur ne dépend de l'obligation du garanti qu'au point de vue de la forme. Aussi, l'alinéa 2 de l'article 32 L. U. porte-t-il que l'engagement du donneur d'aval est valable, alors même que l'obligation qu'il a garantie est nulle pour toute cause autre qu'un vice de forme. Il

(5) *C. R. de la Conférence de Genève, Rapport du Comité de Rédaction*, p. 150 et 151, n° 159. Cet aval par acte séparé reste, d'après les auteurs de la *Loi Uniforme*, en dehors de l'obligation de change.

(6) MICHAELIS, p. 355 ; R. G. Z. 40, 58 ; R. O. H. G. 18, 141.

convient pourtant de préciser que l'extinction de l'obligation du garanti (ex.: *compensation, remise de dette*) entraîne libération de l'avaliseur ; car, dans ce cas, aucun vice de l'engagement du garanti n'entre en considération.

353 bis. — La *Loi Uniforme* décide dans son article 47 que l'obligation du donneur d'aval est solidaire de toutes celles du tireur, de l'accepteur et des endosseurs. Il faut noter, pourtant, qu'aux termes de l'article 30, alinéa 1^{er}, L. U., l'avaliseur peut ne garantir que le paiement d'une partie du montant de l'effet. Cette solution est conforme à l'esprit de la *Loi Uniforme* qui admet l'acceptation partielle (7).

354. — *Droits de l'avaliseur payeur*. — Dans le cas où le donneur d'aval paie la lettre de change, il peut agir en remboursement avec un droit propre. La *Loi Uniforme* lui attribue formellement les droits découlant de la lettre de change contre le signataire garanti et contre tous ceux qui sont tenus envers ce dernier en vertu de l'effet (art. 32, al. 3, L. U.). Le tiré accepteur, lui aussi, est déclaré par là responsable vis-à-vis de l'avaliseur payeur (8). Mentionnons enfin que les coavaliseurs sont responsables *in solidum* et que la décharge de l'effet par l'un d'eux libère les autres. La Conférence a estimé qu'il n'existait pas entre ces donneurs d'aval des rapports de change, mais seulement

(7) C. R. de la Conférence de Genève, Rapport du Comité de Rédaction, p. 136, n° 73.

(8) Ibid., p. 137, n° 77.

des rapports basés sur le droit commun, selon lequel ils devaient être réglés ⁽⁹⁾.

B. — DROIT ANGLO-AMÉRICAIN.

355. — Le droit anglo-américain ne connaît pas l'aval proprement dit ⁽¹⁰⁾.

356. — Les législations anglaise et américaine déclarent que toute personne apposant sa signature sur un effet, à un autre titre que créateur, tireur ou accepteur, est présumée être un endosseur, à moins qu'elle n'indique clairement, par des mots appropriés, son intention d'être engagée d'une autre manière (art. 63 N. I. L. et 56 B. E. A.). Les règles cambiales anglo-américaines assimilent donc le donneur d'aval à l'endosseur. Cet avaliseur est connu sous le nom d'*endosseur irrégulier*.

357. — Suivant le dictum de *Lord Blackburn*, dans le cas *Steele v. M'Kinlay* ([1880], 5 App. Cas. 772), l'endossement pouvait aussi, d'après la coutume marchande modifiée par le droit anglais, être fait par une personne autre que le porteur de l'effet, afin d'en augmenter la valeur par une signature de plus et d'en faciliter la négociation. *Lord Blackburn* exposait en outre que dans l'ancien droit continental cette opéra-

(9) *Ibid.*, p. 136, 142, 143, nos 75, 112, 113.

(10) CHALMERS, p. 219 à 222, art. 56 B. E. A. — BRANNAN, p. 716 à 736, 759, art. 63, 64 et 67 N. I. L., *Peck v. Easton*, 74 Conn. 456. 51 Atl. 134. — FALCONBRIDGE, p. 747 à 754, art. 131 B. E. A. du Canada, *Robinson v. Mann*, 1901, 2 O. L. R. 63, confirmé 31 Can. S. C. R. 484.

tion se faisait au moyen d'un aval. Mais comme l'ancien droit continental, relatif à cette matière, n'avait pas été intégralement adopté en Angleterre, les règles du droit anglais y apportaient quelques dérogations. Ainsi, un aval, donné pour l'accepteur, ne produisait aucun effet dans le droit anglais ; tandis qu'un endossement de la lettre de change, opéré par une personne étrangère à l'effet, entraînait les effets identiques à ceux d'un aval. *Lord Holt* l'avait déjà reconnu dans l'ancien cas de *Bill v. Lewis* (1695). Cet endossement, fait par une tierce personne, ne créait d'obligation que vis-à-vis des parties intervenues postérieurement. Il n'était pas considéré comme un engagement accessoire mais, au contraire, comme une obligation qui découlait directement de la lettre de change ⁽¹¹⁾.

358. — Il convient d'observer que, d'après la solution d'un des récents cas anglais *Macdonald and Co v. Nash and Co* ([1924], A. C. 625, H. L.), il s'est manifesté une certaine tendance à permettre aux parties de démontrer en quelle qualité elles se sont réellement obligées, en dépit de la présomption résultant de la place qu'elles occupent dans l'ordre chronologique sur un effet.

359. — Aux Etats-Unis d'Amérique ⁽¹²⁾, l'article 63 N. I. L. a changé le droit antérieurement en vigueur. Toute partie qui s'obligeait par complaisance pour le

(11) *Steel v. Mc Kinlay* (1880), 5 App. Cas. 754, 4 R. C. 218 ; *Hill v. Lewis* (1695), 1. Salk. 132, p. 133 (FALCONBRIDGE, p. 749, 750).

(12) BRANNAN, p. 716 et s. *Cooper v. Sonk*, 201 Mich. 655, 167 N. W. 842.

tireur était naguère considérée comme partie *conjointement* liée avec celui-ci ou comme caution relevant du droit commun. Maintenant, elle est censée s'être obligée en qualité d'endosseur et sa responsabilité n'est engagée que si la présentation de l'effet et la notification du refus lui sont faites.

360. — L'article 64 N. I. L. précise que si une personne, qui n'est pas partie à un effet, appose sa signature en blanc, avant la première négociation du titre faite par le tireur, elle s'engage en qualité d'endosseur, conformément aux règles suivantes :

1° Si l'effet est payable à l'ordre d'un tiers, la personne en cause est liée vis-à-vis du preneur et de toutes les parties subséquentes.

2° Si le titre est payable à l'ordre du souscripteur ou du tireur ou lorsqu'il est payable au porteur, la personne en cause demeure responsable à l'égard de toutes les parties succédant au souscripteur ou au tireur.

Dans ce cas, la jurisprudence anglaise n'est pas uniforme ⁽¹³⁾. Le *Lord Chancellor Haldane* considère que la personne qui ne signe un effet ni comme tireur ni comme accepteur est, en raison de l'intention qu'elle manifeste par sa signature, engagée comme « endosseur irrégulier ». C'est l'opinion la plus conforme au point de vue du monde commerçant. D'autres jurisconsultes anglais ne reconnaissent l'obliga-

(13) FALCONBRIDGE, p. 748 à 750. — BRANNAN, p. 731, 732, *Jenkins v. Coomber* (1898), 2 Q. B. 168 ; *Glenie v. Bruce Smith* (1908), 1 K. B. 263.

tion de l'endosseur irrégulier vis-à-vis du tireur que si ce dernier a endossé l'effet avant l'apposition de l'endos par l'endosseur irrégulier. Toutefois, il convient de noter que des cas semblables ont donné lieu à des décisions contradictoires. Les tribunaux anglais avaient surtout basé la responsabilité de l'endosseur irrégulier sur l'article 20 B. E. A., qui n'autorise pas le signataire en blanc à opposer à la demande de paiement le fait qu'il est devenu partie avant que le porteur ait complété l'effet.

3° Enfin, l'article 64 N. I. L. prescrit que, si la personne en question signe un effet par complaisance pour le preneur, elle est liée vis-à-vis de toutes les parties succédant au preneur.

361. — Rappelons que la législation américaine contient une disposition relative aux effets négociables par simple remise et qui régit les obligations de l'endosseur irrégulier : « quand une personne inscrit son endos sur un effet négociable par tradition, elle contracte par là toutes les obligations d'un endosseur » (art. 67 N. I. L.).

362. — Les solutions des cas américains relatifs à l'endosseur irrégulier concordent avec les vues adoptées dans le monde des affaires. Il est surtout intéressant de noter que les cours américaines admettent couramment la possibilité de la preuve verbale en vue de démontrer en quelle qualité et pour qui l'endosseur irrégulier s'est engagé ⁽¹⁴⁾.

(14) BRANNAN, p. 729, 731, 735. *Bender v. Bahr Trucking Co.*, 144, App. Div. 472. 129 N. Y. Supp. 737 ; *Haddock, Blanchard and Co. v.*

363. — Nous venons de voir que la variété d'aval connue par le droit anglo-américain ne comprend pas tous les cas prévus par les dispositions de la *Loi Uniforme* relatives à l'institution de l'aval. L'aval donné pour l'accepteur n'a aucune valeur d'après la législation anglo-américaine. D'autre part, l'obligation de l'endosseur irrégulier du droit anglo-américain n'a rien de commun avec celle d'une caution : c'est un engagement indépendant et principal comme celui d'un endosseur ordinaire.

364. — Nous estimons que la réglementation donnée à l'institution de l'aval dans la législation uniforme continentale donne seule pleine satisfaction aux besoins du commerce international. En raison de l'efficacité et de la rigueur essentiellement cambiales de l'obligation de l'avaliseur, l'aval nous apparaît supérieur à l'institution de l'endosseur irrégulier du droit anglo-américain.

La réglementation de l'aval contenue dans la *Loi Uniforme* apporte la fixité des règles indispensable à une législation internationale. Par contre, l'appel à la notion de l'endosseur irrégulier a donné lieu à des décisions judiciaires contradictoires, dangereuses pour l'uniformité, surtout par suite de l'admission de la preuve verbale. Le danger qu'elle présente pour l'uniformité du droit est démontré par le fait que dans la

Haddock, 192 N. Y. 499, 85 N. E. 682 ; *Franklin v. Kidd*, 219 N. Y. 409, 114 N. E. 839. Rappelons que les tribunaux anglais semblent admettre la preuve verbale depuis la solution du cas *Macdonald and Co. v. Nash and Co.* (1924), A. C. 625, S. C. secs. 14, 52-1. V. *supra* p. .

réglementation de l'aval plusieurs Dominions ⁽¹⁵⁾ ne se sont pas ralliés au point de vue de la loi modèle : les législations et la jurisprudence des *Indes* et de l'*Afrique du Sud* considèrent le donneur d'aval comme une caution, et non comme une partie à l'effet. D'autre part, le droit du *Canada*, tout en reconnaissant la nature cambiaire à l'engagement de l'endosseur irrégulier, adopte la forme de l'obligation découlant de l'aval, telle quelle est consacrée par le Code de commerce français. L'*Australie* et la *Nouvelle-Zélande* ont une jurisprudence identique à celle de l'Angleterre, composée de nombreux arrêts contradictoires et ne donnant pas de réponse définitive au sujet de la responsabilité de l'endosseur irrégulier.

DEUXIEME SECTION

LE PORTEUR ET SES RECOURS

365. — Le créancier cambiaire — dernier endossataire de l'effet — est celui qui en est le porteur à l'échéance ou lors du refus d'acceptation, en vertu d'un endos spécial (ordinaire), d'un endos en blanc, ou encore d'un endos « au porteur ».

366. — Les droits de l'endossataire ou porteur ont une double nature juridique. La manifestation unilatérale de volonté par laquelle s'est engagé le tireur

(15) BRANNAN, p. 733 à 735 ; FALCONBRIDGE, p. 750 à 755, *Robinson v. Mann*, 31 Canada Supreme Court Reports, 484, S. C. sec. 52.

rend l'endossataire titulaire d'un droit propre et direct contre le débiteur, et distinct du droit de son endosseur cédant. Par la transmission de l'effet l'endosseur cède aussi ses droits. Mais les droits de l'endossataire, acquis par la négociation de l'effet, sont plus étendus que les droits résultant de la cession. Ils font disparaître ces derniers. Aussi ne peut-on pratiquement parler que du droit autonome de l'endossataire porteur qui découle de la nature cambiaire de l'opération. C'est en somme l'effet qui, par sa nature cambiaire, détermine les droits de l'endossataire-porteur.

366 *bis*. — L'endossataire n'est pas, en principe, autorisé à disposer des sûretés et autres droits accessoires appartenant à son cédant. Au contraire, tout acte entrepris par un endosseur en vue d'exercer ou de conserver l'exercice des droits inhérents à un effet négociable bénéficie au porteur qui se rend acquéreur de l'effet.

§ 1^{er}. — DU PORTEUR DE L'EFFET ET DES EXCEPTIONS
QUI LUI SONT OPPOSABLES

A. — LOI UNIFORME (art. 16 et 17).

Porteur de l'effet

367. — La *Loi Uniforme* ne confère de droits découlant d'un effet négociable qu'à un créancier qui en est porteur « *légitime* » et « *de bonne foi* » conformément à l'article 16 L. U. ⁽¹⁶⁾.

(16) La disposition de l'art. 16 L. U. est calquée sur les art. 36 et 74 W. O. (v. MICHAELIS, p. 216, 328 à 331).

368. — Aux termes de l'article 16, alinéa 1^{er}, est porteur légitime tout détenteur qui justifie de son droit par une suite ininterrompue d'endossements.

Afin de préciser l'expression « suite ininterrompue d'endossements », cet article stipule que la chaîne des endossements n'est pas interrompue si elle contient des endos en blanc; car le signataire, possesseur après cet endossement, est réputé avoir acquis l'effet par l'endos en blanc. On admet ainsi plusieurs endossements en blanc, et le détenteur de l'effet est considéré comme porteur légitime, même si le dernier endos est en blanc ⁽¹⁷⁾. Toutes ces règles sont érigées par la *Loi Uniforme* en présomptions irréfragables.

En principe, la cession seule interrompt la chaîne des endossements ⁽¹⁸⁾. Par contre, un endos, constitué par une signature falsifiée, n'enlève pas au détenteur le caractère de porteur légitime (art. 7 L. U.).

C'est donc une simple condition de forme qui est exigée par cette disposition légale.

Un endossataire précédent ne peut bénéficier des effets de cette qualification qu'une fois les recours ouverts et l'effet remboursé par lui. Si l'endossataire avait inséré la clause « retour sans frais » ou autre formule équivalente, il n'acquerrait ces droits qu'à l'expiration des délais impartis par la *Loi Uniforme* pour dresser protêt. Avant l'expiration de ces délais,

(17) Rappelons que ces règles concordent avec le principe autorisant le bénéficiaire d'un endos en blanc à remplir les blancs (v. *supra*, ch. I, § 6, Blancs seings).

(18) Les bénéficiaires des endos inscrits après cette interruption n'ont d'autres droits que ceux du droit commun, leur acquisition n'est plus revêtue du caractère spécial du droit du change.

la radiation de son endos et des endos subséquents ne pourrait, en aucune façon, lui conférer ces droits : d'une manière générale, la radiation de ces endos serait de nature à faire disparaître tout fondement juridique aux droits aux recours. Il convient de préciser que l'endossataire en cause ne fait en somme que recouvrer les droits antérieurs dont l'exercice était suspendu par le fait de l'existence d'un endossataire-porteur ultérieur.

369. — A côté de cette condition de forme, la *Loi Uniforme* exige une condition de fond : la bonne foi du porteur légitime.

Pour avoir droit aux actions relatives à un effet négociable, le porteur doit être entré en possession de l'effet d'une manière régulière. Aussi, conformément à l'alinéa 2 de l'article 16 L. U., le porteur légitime ne sera-t-il tenu de se dessaisir de l'effet en faveur d'une personne, qui en a été dépossédée par un événement quelconque, que si ce porteur a acquis l'effet de mauvaise foi (*dolo malo*) ou si, en l'acquérant, il a commis une faute lourde (*culpa lata*).

369. — Dans l'intérêt des affaires, il convient de donner une large interprétation à l'expression « bonne foi ». Dans cet ordre d'idées, la seule connaissance des vices entachant les droits de ses prédécesseurs, à l'exception de son endosseur immédiat, ne pourrait rendre de mauvaise foi un porteur légitime ⁽¹⁹⁾ : la

(19) L'opinion générale se prononce en sens contraire (v. LYON-CAEN et REAULT, n° 130 ; LACOUR et BOUTERON, n° 1299).

question de la mauvaise foi ne peut se rapporter qu'à l'acquisition faite par le porteur légitime lui-même. En outre, toute découverte d'un vice, survenue après l'acquisition de l'effet, n'altère pas non plus la bonne foi du porteur.

370. — La bonne foi est présumée suivant les principes généraux du droit et, sauf preuve contraire, le porteur est admis à agir en vertu de l'effet, s'il remplit par ailleurs la condition de forme exigée.

Exceptions opposables au porteur de l'effet

371. — En vue d'assurer aux effets de commerce une circulation aussi facile que celle des billets de banque, la pratique des affaires a, comme nous l'avons vu, créé le principe, consacré par la loi, que le porteur de bonne foi doit être à l'abri de toute exception pouvant être invoquée à l'encontre seulement de ses cédants par les signataires antérieurs de l'effet ⁽²⁰⁾. L'adage romain, *nemo plus juris transferre potest quam ipse habet*, est ainsi banni par les conceptions commerciales du droit du change.

372. — La Loi Uniforme, s'inspirant de cette conception, universellement admise, reproduit ce principe dans son article 17 : « les personnes, actionnées en vertu des règles du droit du change, ne peuvent pas

(20) Voir à ce sujet les cas énumérés par THALLER et PERCEROU, n° 1469.

opposer au porteur les exceptions fondées sur leurs rapports personnels avec le tireur ou avec les endossataires-porteurs antérieurs ».

373. — L'application de cette disposition exceptionnelle, prévue en faveur du porteur de bonne foi, est écartée dès que le porteur paraît avoir agi comme complice (volontaire ou par négligence) de son endosseur, afin de nuire aux débiteurs de l'effet. Pour enlever toute protection au porteur de mauvaise foi, la *Loi Uniforme* prive de ce bénéfice tout porteur qui, en se rendant acquéreur de l'effet, aurait « *agi sciemment au détriment du débiteur* » (art. 17 L. U. *in fine*) ⁽²¹⁾.

C'est dans le même sens que se prononce la *Loi Uniforme* à l'égard du porteur gagiste. Ceux qui se sont obligés ne peuvent invoquer à l'encontre de ce porteur les exceptions fondées sur leurs rapports personnels avec l'endosseur, à moins que le porteur, en

(21) C'est à la Conférence de Genève que les mots « *agi sciemment au détriment du débiteur* » furent substitués à l'expression « à moins que le porteur n'ait acquis la lettre de change de *mauvaise foi* », proposée par les experts juristes de 1928 et laquelle avait à son tour pris la place du texte rédigé à La Haye en 1912 et ainsi conçu : « à moins que la transmission n'ait eu lieu à la suite d'une *entente frauduleuse* ». (L'expression « *entente frauduleuse* » semble pourtant être celle qui répond le mieux à l'esprit du droit anglo-saxon). La rédaction transactionnelle adoptée à Genève signifie donc, comme nous l'avons indiqué plus haut, qu'il ne suffit pas pour priver un porteur du bénéfice de la purge des exceptions qu'il ait connu ces exceptions, mais qu'il faut qu'en réalité il ait agi en sachant qu'il nuisait au débiteur. Les circonstances de fait auxquelles pourrait s'appliquer cette règle sont, par conséquent, laissées à l'appréciation souveraine des tribunaux. Le président de la Conférence avait déclaré que, lorsqu'en acquérant l'effet on avait eu connaissance des exceptions, on agissait sciemment au détriment du débiteur, l'intention de nuire étant manifeste. (V. *C. R. de la Conférence de Genève*, p. 132, 133, nos 44 et 45 et p. 198 à 200, p. 291 à 295.)

recevant l'effet, n'ait agi sciemment au détriment du débiteur (art. 19, al. 2, L. U.).

374. — Outre la disposition de l'article 17 L. U. qui précise d'une manière définitive en quoi consiste la mauvaise foi du porteur, la Loi Uniforme traite la même question dans l'article 10 relatif à la purge des exceptions tirées de l'abus du blanc-seing. La Loi Uniforme déclare que, si une lettre de change, incomplète à l'émission, a été complétée contrairement aux accords intervenus, l'inobservation de ces conventions ne peut pas être opposée au porteur, à moins qu'il n'ait acquis l'effet de mauvaise foi ou que en l'acquérant, il n'ait commis une faute lourde. L'emploi par cet article 10 des expressions « mauvaise foi » et « faute lourde », au lieu de la formule de l'article 17: « n'ait agi sciemment au détriment du débiteur » est critiquée avec raison par M. le Professeur *Chéron* ⁽²²⁾. Il était inopportun, en effet, de donner à un même principe deux expressions différentes ; c'était même dangereux, la divergence de ces deux textes étant susceptible d'entraîner des divergences d'interprétation. Nous estimons que c'est l'article 17 qui est la disposition fondamentale ⁽²³⁾ sur la définition de la mauvaise foi du porteur et que l'article 10 n'est qu'une règle secondaire soulignant simplement l'importance de la purge de l'exception tirée de l'abus de blanc-

(22) A. CHÉRON, *la Conférence de Genève de 1930*, dans *Annales de Droit commercial*, 1931, p. 31, 32.

(23) C'est la conclusion qui s'impose d'après le Rapport général du Comité de rédaction et des séances. *C. R. de la Conférence de Genève de 1930*, p. 130 et s. et 195 et s.

seing. De ce fait, « mauvaise foi » et « faute lourde », acceptions assez larges et vagues, doivent nécessairement s'appliquer, sous l'empire de la Loi Uniforme, à tout acte exécuté par le porteur au détriment du débiteur et en pleine connaissance de cause.

375. — L'inopposabilité des exceptions n'est pas cependant un principe absolu. Le droit du change admet certains moyens de défense qui peuvent être invoqués même contre un porteur légitime et de bonne foi.

Ces exceptions, de nature objective, sont tirées soit du droit du change lui-même, soit de toute autre règle de droit ayant pour but de réglementer directement les obligations de change. Elles sont de trois sortes, suivant qu'il s'agit d'une exception mise à la disposition de n'importe lequel des obligés et opposable à tout porteur de l'effet (ex. : vice de forme de l'effet) ou d'une exception qui ne peut être invoquée que par un seul obligé déterminé, mais contre n'importe lequel des créanciers de change (ex. : quand la signature de l'obligé est un faux) ou enfin, lorsqu'il s'agit d'une exception appartenant à tout signataire de l'effet, mais utilisable contre un seul porteur (ex. : le défaut de condition de forme dans la qualité de porteur légitime) ⁽²⁴⁾.

(24) Citons quelques-unes de ces exceptions :

1° Le vice de forme de l'effet (art. 1^{er} et 2 L. U.) ; 2° La prescription accomplie des actions cambiales (art. 70 et 71 L. U.) ; 3° L'inobservation des formalités requises en cas de non paiement (art. 24, 44 et 53 L. U.) ; 4° La décharge de l'effet par le débiteur principal ou par son avaliseur, ou encore par le tiré, ou enfin par le domiciliataire (art. 38, 32, 4, 27 L. U.) ; 5° L'offre de remboursement par un débiteur de recours (art. 50 L. U.) ; 6° L'illégalité du

B. — DROIT ANGLO-AMÉRICAIN.

376. — La conception juridique qu'ont les Anglo-américains du détenteur-porteur de l'effet et de la purge à son égard des exceptions, fait le mieux ressortir l'esprit propre du système anglo-américain du droit du change. C'est, on peut le dire, la pièce fondamentale de ce corps de droit.

Porteur de l'effet.

377. — Les législations anglaise et américaine désignent sous le nom de « *holder* » le créancier cambiaire, c'est-à-dire le preneur ou l'endossataire d'une lettre de change ou d'un billet à ordre qu'il a en sa possession, ou encore le porteur de ces effets lorsqu'ils sont créés « au porteur » ⁽²⁵⁾.

378. — Pour être investi de tous les droits qui découlent d'un effet négociable, ce créancier cambiaire

contrat donnant naissance à un effet de commerce ; 7° L'exception tirée de la *rei iudicatae* ; 8° L'exception tirée du *litis pendentis* ; 9° La novation opérée par un autre engagement en renouvellement ; 10° L'altération de l'effet (art. 69 L. U.) ; 11° La falsification d'une ou de plusieurs signatures (art. 7 L. U.) ; 12° L'incapacité du signataire (art. 7 L. U.) ; L'endossement fait au porteur à titre de procuration (art. 18 L. U.). Ajoutons que la mauvaise foi du porteur, telle qu'elle est définie dans l'art. 17 L. U., donne naissance à des exceptions contre le porteur en faveur de toute personne dépossédée d'un effet à la suite de quelque événement que ce soit.

Notons que ces exceptions ne peuvent être définies comme *exceptiones in rem* ; car parmi ces exceptions il s'en trouve aussi qui ne sont opposables qu'à une personne déterminée. Toutefois elles sont, soit mises à la disposition de tout obligé de change contre un porteur déterminé, soit opposables à tout porteur de l'effet par un signataire déterminé, ce qui les distingue nettement des exceptions fondées sur des rapports personnels entre signataires successifs.

(25) BRANNAN, p. 1086, 1087, art. 191 N. I. L. — CHALMERS, p. 6 et 7, art. 2 B. E. A. — FALCONBRIDGE, p. 470, 471, art. 2. B. E. A. du Canada.

doit, de par ces législations, être un *détenteur-porteur régulier* de l'effet.

L'article 9 du *Negotiable Instruments Act* de 1881 des Indes Anglaises ⁽²⁶⁾ a, dans une définition brève et claire, consacré cette conception anglo-américaine du porteur régulier : « Est porteur régulier toute personne devenue possesseur contre valeur d'un billet à ordre, d'une lettre de change, d'un chèque, qu'ils soient payables « au porteur », au preneur ^(26 bis) ou

(26) BRANNAN, p. 501, note 3.

(26 bis) BRANNAN, p. 487 à 502.

La question de savoir si le preneur peut être porteur régulier est très discutée dans la jurisprudence anglo-américaine. Actuellement on penche vers l'affirmative. Ce résultat a été obtenu par une large interprétation du terme « négociier ». On a décidé que, par ce terme, il faut entendre toute négociation d'un effet, même l'émission d'un titre au profit du preneur ou à son ordre.

Aux Etats-Unis, les jurisprudences des différents Etats ne concordent pas entre elles. Dans le sens de l'affirmative se prononcent celles d'*Alabama*, d'*Arkansas*, de *California*, de *Connecticut*, d'*Illinois*, de *Massachusetts*, de *Montana*, de *New-Jersey*, de *North Carolina*, d'*Oregon*, de *Pennsylvania*, de *Tennessee*, de *Vermont*, de *Washington*, de *West Virginia*. Dans le sens de la négative, il faut citer celles de *Missouri*, de *South Dakota*. Par contre, quelques jurisprudences reconnaissent au preneur la qualité de porteur régulier, mais sous certaines conditions. C'est ainsi que dans les Etats d'*Idaho* et de *Nebraska* pour que le preneur puisse être porteur régulier il faut que l'effet n'ait pas été émis en blanc, peu importe qu'il soit complété ensuite avant d'être remis à un preneur de bonne foi.

CHALMERS, p. 107, 108. — FALCONBRIDGE, p. 615 à 617.

En Angleterre, la solution du cas *Lloyds Bank v. Cooke* ([1907] 1 K. B. 794 [C. A.]) a orienté la jurisprudence anglaise vers l'affirmative, adoptée lors des solutions des cas *Glenie v. Bruce Smith* ([1908], 1 K. B. 263 [C. A.]) ; *Talbot v. Von Boris* ([1911], 1 K. B. 854, 865 [C. A.]) et même celle du cas *Jones v. Waring and Gillow* [1925], 2 K. B. 612 [C. A.]) et de son pourvoi à la Chambre des Lords, 1926 A. C. 670 (chèque barré, libellé non négociable).

Les opinions des tribunaux des dominions et colonies anglaises sont cependant divisées. Au *Canada*, il est admis que le preneur peut être porteur régulier. Cette décision est surtout inspirée par le cas anglais sus-visé : *Lloyds Bank v. Cooke*. Aux Indes, cette notion a été formellement consacrée par le *Negotiable Instruments Act* de 1881. Les cours de la *Nouvelle Zélande* considèrent elles aussi le preneur comme pouvant être porteur régulier. Par contre, dans l'*Afrique du Sud*, les tribunaux de la *Colonie du Cap* et de l'*Etat libre d'Orange* ne se sont pas encore prononcés définitivement sur cette question. Il en est de même en *Australie* (v. BRANNAN, p. 499 à 502).

à l'endossataire, ou encore qu'ils soient payables à l'ordre du preneur. En outre, cette acquisition doit avoir été effectuée avant l'échéance et il ne faut pas que l'acquéreur puisse avoir une raison sérieuse de croire qu'il existe un vice entachant les droits de la personne dont il tire lui-même ses droits ».

379. — Afin de préciser les caractéristiques qui s'attachent à la qualité d'un porteur régulier dans le droit anglo-américain, analysons les dispositions légales le concernant ⁽²⁷⁾.

Un porteur régulier est celui qui a acquis l'effet dans les conditions spécialement prévues par le droit du change.

1. La rédaction de l'effet ne doit comporter aucune lacune (art. 52 [1], N. I. L. et art. 29, § 1^{er}, B. E. A.). Tout détail susceptible d'éveiller le moindre doute à cet égard entraînerait l'irrégularité de l'effet. Mais, ainsi que l'établit la solution du cas canadien *Maxon v. Irwin* (1907, 150 L. R. 81), si les apparences sont sauves, l'effet est réputé parfait. Rappelons, d'autre part, que l'effet ne serait pas vicié parce qu'il n'aurait pas de date ou parce qu'il serait antidaté ou post-daté.

(27) FALCONBRIDGE, p. 614 à 627, art. 56 à 59 B. E. A. du Canada. — BRANNAN, p. 314 à 323, 486 à 525, 537 à 618, 651 à 682, art. 24, 52, 55, 56 et 59 N. I. L. — CHALMERS, p. 106 à 124, 325 à 327, art. 29, 30 et 90 B. E. A. — Notons que le terme juridique anglais « *holder in due course* » est utilisé pour désigner le « détenteur-porteur régulier » à la place de l'ancienne expression compliquée et lourde « *bona fide holder for value without notice* » signifiant « tiers porteur de bonne foi ».

380. — 2. L'acquéreur doit obligatoirement être devenu détenteur de l'effet avant l'échéance et, si l'effet est payable sur demande, sa négociation ne doit pas être opérée dans un délai excessif ⁽²⁸⁾. Le porteur doit, en outre, ignorer qu'il y ait eu refus d'acceptation ou refus de paiement, s'il y en a eu un (art. 52 [2] et 53 N. I. L. et art. 29, § a, et 36, § 3, B. E. A.).

Lorsqu'un effet est payable avec intérêts, une clause peut stipuler que le défaut de paiement d'une fraction d'intérêts rendra immédiatement exigible le montant total de l'effet. D'après les solutions du cas canadien *Union Investment Co v. Wells* (1908, 39 Can. S. C. R. 625), et du cas américain *Wulfe Kuhler State Bank v. Wible* (121 Kan. 66, 245 Pac. 1067), l'acquéreur ne perd sa qualité de porteur régulier que s'il a eu connaissance du défaut de paiement d'une fraction d'intérêts.

381. — 3. L'acquisition doit être faite de bonne foi et contre valeur (art. 52 [3], N. I. L. et art. 29, § 1^{er} b), B. E. A.).

Suivant l'article 90 B. E. A., la bonne foi existe toutes les fois qu'on agit honnêtement. Peu importe qu'il y ait négligence ou non. *Byles* déclarait que la négligence du créateur de l'effet ne fournissait pas d'exception contre un honnête acquéreur contre valeur et que,

(28) Il est intéressant de noter que lorsqu'il s'agit de billets à ordre, payables sur demande, l'art. 86, § 3, B. E. A. prescrit qu'un tel effet n'est pas considéré comme échu et affectant les droits du détenteur d'un vice dont il n'a pas reçu avis, par la seule raison qu'un délai raisonnable depuis l'émission s'est écoulé sans présentation au paiement. Cette règle particulière n'est pas connue au droit du change américain.

d'autre part, la faute la plus grave du porteur, à moins qu'il ne s'agît d'une fraude, ne pouvait pas infirmer les droits de celui-ci ⁽²⁹⁾. De plus, il a été reconnu dans le cas américain *Gersea Corporation v. Wessex-Campbell Silk Co* ([U. S. C. C. A.], 33 [2 d], 236), que, si l'acquisition n'est pas faite de mauvaise foi, la bonne foi est suffisamment démontrée ⁽³⁰⁾.

La bonne foi ou la mauvaise foi est en somme une question d'espèce soumise à l'appréciation souveraine des tribunaux ; ceux-ci doivent, d'après *Lord Brett*, faire usage de leurs connaissances générales des affaires et prendre en considération les mobiles ordinaires de la vie d'un homme ⁽³¹⁾.

381 *bis*. — La bonne foi de l'acquéreur est en relation assez étroite avec la question de la contre-valeur par lui fournie. La juste proportion de la valeur donnée en vue de l'acquisition de l'effet établit une forte présomption en faveur de la bonne foi de l'acquéreur ainsi que de son ignorance des vices entachant les droits de son prédécesseur. Par contre, l'insuffisance de la contre-valeur ne démontre pas la mauvaise foi de l'acquéreur, mais elle peut cependant être prise en considération pour constituer l'un des éléments qui l'établiront ⁽³²⁾.

Il convient de noter, par ailleurs, que si la valeur a été à un moment quelconque fournie en vue de l'ac-

(29) CHALMERS, p. 325 à 327, *Swan v. North British Australasian Co.* (1863), 2 H. et C. 184.

(30) BRANNAN, p. 515.

(31) Cité dans CHALMERS, p. 326.

(32) FALCONBRIDGE, p. 619, *Jones v. Gordon*, 1877, 2 App. Cas. 616
4 R. C. 415.

quisition d'un effet, les législations anglo-américaines (art. 26 N. I. L. et 27, § 2, B. E. A.) décident que le porteur sera considéré comme détenteur contre valeur vis-à-vis de toute partie qui se serait engagée auparavant. Enfin, lorsque le porteur a un droit de rétention sur l'effet, résultant d'un contrat, ou reconnu par la loi, il est réputé être porteur contre valeur jusqu'à concurrence de son droit de rétention ⁽³³⁾.

382. — 4. A la question de bonne foi se rattache aussi la circonstance qu'à l'époque où l'effet a été négocié à l'acquéreur, celui-ci ne doit pas avoir connu les irrégularités de l'effet, ni les vices affectant les droits de son auteur-endosseur (art. 52 [4] et 56 N. I. L. et art. 29, § 1^{er} b), B. E. A.).

Un porteur, pour être régulier, doit donc ignorer toutes les irrégularités de l'effet et tous les vices entachant les droits de son prédécesseur. Néanmoins, s'il n'en a eu connaissance qu'une fois l'acquisition faite, sa bonne foi n'est pas mise en cause. Les solutions, apportées en vue de trancher la question de savoir en quoi consiste la connaissance des irrégularités et des vices, ne sont pas les mêmes dans le droit anglais et dans la législation américaine.

Dans le droit anglais, comme l'expose *Chalmers*, la « notice » (connaissance) consiste, soit dans la con-

(33) BRANNAN, p. 366, *Stover Bank v. Welpman*, 323 Mo. 234, 19 S. W. (2 d) 74. Il convient d'attirer tout de suite l'attention sur la différence qui existe entre un porteur régulier et un porteur contre valeur. Nous verrons plus loin, à propos de la purge des exceptions, qu'un porteur contre valeur a moins de droits qu'un porteur régulier.

naissance des faits, soit dans un doute concernant une circonstance suspecte, — doute connexe à une omission voulue de vérification de cette circonstance ⁽³⁴⁾.

Le droit américain, de son côté, détermine expressément le sens dans lequel est employé le terme « *notice* ». D'après l'article 56 N. I. L., est considéré comme ayant eu connaissance d'une irrégularité ou de vices affectant les droits de la personne qui négocie l'effet, l'acquéreur de cet effet qui a réellement eu connaissance de l'irrégularité ou du vice, ou qui a eu connaissance de certains faits qui entachent de mauvaise foi son acquisition de l'effet.

Il n'est pas indispensable que cette connaissance des faits soit strictement exacte ; il suffit qu'elle existe et qu'elle éveille l'attention de l'acquéreur sur tous faits susceptibles d'empêcher la conclusion d'une honnête transaction commerciale ⁽³⁵⁾. Un soupçon, une simple conjecture ou une crainte quelconque ne seraient pas toutefois suffisants à établir la mauvaise foi de l'acquéreur. En outre, lorsqu'il s'agit d'effets transmis contre valeur, la théorie de la connaissance des faits obtenue par voie d'induction ne peut recevoir son application ⁽³⁶⁾.

Une autre règle du droit anglo-saxon, relative à la « *notice* », est formellement consacrée par la législa-

(34) CHALMERS, p. 108.

(35) FALCONBRIDGE, p. 621, la jurisprudence anglaise s'est prononcée dans ce sens dans le cas *Jones v. Gordon* (1877), 2 App. Cas. 616, 4 R. C. 415 ; c'est l'arrêt qui fait autorité (v. citation de *Lord Blackburn* dans CHALMERS, p. 326, 327).

(36) FALCONBRIDGE, p. 621, *London Joint Stock Bank v. Simmons* (1892), A. C. 201, modifiant la solution du cas *Simmons v. London Joint Stock Bank*, (1891) 1 ch. 270.

tion des Etats-Unis. L'article 54 N. I. L. stipule que lorsque, avant d'avoir déboursé la somme intégrale, correspondant au paiement convenu, le cessionnaire est averti de l'existence des irrégularités de l'effet ou des vices affectant les droits de la personne qui a négocié l'effet, il ne sera considéré comme porteur régulier que jusqu'à concurrence du montant de la fraction payée. Précisons que cette règle doit être interprétée restrictivement, afin d'être en harmonie avec la pratique des affaires. On admet dans la jurisprudence prédominante qu'elle vise seulement le cessionnaire qui n'a pas achevé le type de transaction qu'il a entreprise et non celui qui n'a pas effectué le paiement en espèces de la dernière fraction du prix convenu ⁽³⁷⁾.

Rapports entre mandant et mandataire. — Sont réputés avoir été connus du mandant les faits portés à la connaissance de son représentant. De son côté, ce mandataire est censé connaître les faits portés à la connaissance de son mandant. On doit présumer toutefois que le mandataire ne doit pas être considéré comme ayant révélé sa participation personnelle à une fraude. D'autre part, si l'effet a été négocié à un mandataire, pour que ce fait soit censé être porté à la connaissance de son mandant ou *vice-versa*, il est nécessaire d'admettre l'existence d'un délai raisonnable pendant lequel pourra se faire cette communication ⁽³⁸⁾.

(37) BRANNAN, p. 530.

(38) CHALMERS, p. 109 ; BRANNAN, p. 523.

383. — En dehors du cas où ces éléments nécessaires pour être reconnu porteur régulier sont réunis, les articles 58 N. I. L. et 29, § 3, B. E. A. décident qu'un porteur qui tient ses droits d'un porteur régulier et ne s'est pas lui-même associé à un acte frauduleux ou illégal, possède tous les droits de ce porteur régulier contre tous ceux précédant celui-ci. C'est la consécration de la solution de l'ancien cas *May v. Chapman* (1847, 16 M. & W. 355). Les droits qu'a un porteur régulier de procéder à son tour à la négociation de l'effet sont ainsi suffisamment protégés ; car son ayant cause peut agir en vertu de l'effet, bien qu'il ait eu connaissance, après l'acquisition de l'effet par le porteur régulier, de circonstances qui vicient le titre de son prédécesseur. Cette règle est aussi applicable lorsqu'il s'agit d'un transfert après échéance. Mais un détenteur de l'effet dont les droits étaient entachés de vices, ne pourrait améliorer sa situation en transmettant l'effet à un porteur régulier et en se rendant ensuite et à nouveau acquéreur de cet effet ⁽³⁹⁾.

384. — Le droit anglo-américain érige en présomption l'existence des éléments d'où dépend la qualité de porteur régulier (art. 24 et 59 N. I. L. et art. 30 B. E. A.).

Ainsi toute personne dont la signature figure sur un effet est censée être devenue partie à l'effet en en fournissant la valeur.

(39) BRANNAN, p. 645. *Andrews v. Robertson*, 111 Wis, 334, 87 N. W. 190, 87 Am. St. Rep. 870 ; FALCONBRIDGE, p. 622, 623.

D'autre part, tout porteur est présumé porteur régulier.

385. — Avant la codification du droit du change anglo-saxon, on discutait, lorsque le débiteur poursuivi avait démontré qu'il y avait eu fraude ou tout autre vice atteignant les droits du porteur, quel moyen était à la disposition du porteur pour échapper aux conséquences de cette démonstration. Le *Baron Parke* a exposé dans le cas *Bailey v. Bidwell* ([1844], 13 M. & W. 73) son point de vue, inspiré par les nécessités du commerce, qui a reçu consécration dans les lois cambiales anglo-américaines ⁽⁴⁰⁾ : dès qu'au cours de l'instance, il est établi que l'acceptation, l'émission ou la négociation de l'effet sont entachés de fraude, de violence ou d'illégalité, c'est au porteur à démontrer que lui-même ou la personne dont il tient ses droits ont acquis l'effet en qualité de porteur régulier (art. 59 N. I. L. et 30 B. E. A.). Actuellement, la loi cambiale anglaise et celles des Dominions tendent à préciser qu'il suffit au porteur de prouver que, postérieurement à la fraude ou à l'illégalité alléguées, il a remis de bonne foi une contre-valeur pour l'effet (art. 30 B. E. A. et 58, § 2, B. E. A. du Canada).

386. — Mais, les opinions restent divisées sur le mode d'administrer la preuve.

Le Professeur *Brannan*, défendant le point de vue

(40) CHALMERS, p. 113 et 114 ; FALCONBRIDGE, p. 624 et 625 ; BRANNAN, p. 651 à 674.

de la majorité des jurisconsultes (anglais surtout), expose que le porteur, dont la bonne foi a été mise en doute, doit non seulement faire justice des allégations du défendeur, mais encore établir d'une manière absolue sa qualité de porteur régulier.

La minorité déclare au contraire que, lorsque le porteur-demandeur justifie qu'il a fourni la valeur avant l'échéance et de la façon usitée dans le commerce, est rétablie la présomption première existant en sa faveur ; que la preuve que ce porteur connaissait les irrégularités incombe alors une fois de plus au défendeur.

387. — Afin de sauvegarder, dans la plus large mesure possible, les droits du porteur régulier, la législation cambiale américaine (art. 59 N. I. L. *in fine*) a consacré la solution du cas *Kinnez v. Kruse* (1871, 28 Wis. 183) : Bien que soit admise la preuve d'irrégularités, le porteur n'est pas tenu de justifier de sa qualité de détenteur régulier, quand il agit contre un signataire qui s'est engagé avant que surviennent les vices ou irrégularités ⁽⁴¹⁾.

Exceptions opposables au porteur de l'effet

388. — Les règles anglo-américaines, relatives aux moyens de défense mis à la disposition des obligés contre le porteur de l'effet, sont très précises et se basent sur les réalités de la pratique des affaires.

(41) V. BRANNAN, p. 676 à 678.

Pour déterminer la valeur de ces exceptions, il convient de faire une distinction entre les différents détenteurs d'un effet négociable et de distinguer également les rapports entre les diverses parties obligées par l'effet ⁽⁴²⁾.

389. — Les articles 51 N. I. L. et 38, § 1^{er}, B. E. A. déclarent que tout porteur peut, en vertu de l'effet dont il a la possession, agir en son propre nom. Suivant la solution du cas canadien *Fidelity Trust Co v. Terminal Land and Investment Co* (1927, 4 D. L. R. 532), il est, en général, nécessaire que le porteur ait entre les mains cet effet.

A cet égard, plusieurs règles peuvent être établies ⁽⁴³⁾ :

a) Tout porteur d'un effet a droit à agir en son propre nom contre l'une quelconque des parties engagées par cet effet. Mais, il perd ce droit dès qu'il est prouvé qu'il détient l'effet au détriment du véritable propriétaire.

b) Lorsqu'un effet est payable à une ou à plusieurs personnes, ou à leur ordre, l'action doit être intentée au nom de cette ou de ces personnes. D'après les solutions des cas *Attwood v. Rattenbury* ([1822], 6 Moore, p. 583) et *Pease v. Hirst* ([1829], 10 B. & C. 122), l'associé administrateur d'une société pourrait toutefois agir en son propre nom s'il s'était constitué préalable-

(42) CHALMERS, p. 112 à 124 et 146 à 156, art. 30 et 38 B. E. A. ; FALCONBRIDGE, p. 648 à 668, art. 74 B. E. A. du Canada ; BRANNAN, p. 479 à 485, 537 à 571, 619 à 651, art. 51, 55, 57 et 58 N. I. L.

(43) V. CHALMERS, p. 147 et s.

ment endossataire de l'effet par voie d'endossement réalisé au nom de la société.

c) Lorsqu'un effet est payable « au porteur », l'action peut être intentée par toute personne ayant cet effet en sa possession matérielle ou idéale.

d) Lorsqu'une personne obligée est tombée en faillite, le porteur, qui aurait eu le droit d'agir contre cet obligé s'il était resté solvable, pourra introduire son action contre la masse des biens de ce failli.

390. — Par ailleurs, en dehors de la voie de l'endossement, une personne peut être investie de tous ces droits par le fait même de la loi.

C'est ainsi que les droits d'un porteur décédé passent à ceux qui représentent sa personne.

Un créancier, qui poursuit le recouvrement de sa créance par voie d'exécution contre un porteur d'un effet négociable, acquiert les droits de ce porteur sur l'effet. Notons cependant que, suivant le *Judgements Act* de 1838, le *Sheriff*, procédant à la saisie, n'est pas autorisé à endosser au créancier un effet créé payable à ordre (44).

En cas de faillite d'un porteur désigné comme bénéficiaire d'un effet, ou lorsqu'un effet est créé payable au profit du failli lui-même, les droits qui en dérivent sont *ipso jure* conférés au *trustee* (syndic) de la faillite. Par contre, si la lettre de change n'est pas créée au profit de ces personnes, ces droits ne passent pas au *trustee*, à moins qu'il ne s'agisse d'un effet cons-

(44) CHALMERS, p. 152, 153.

tatant une dette due à la personne ayant fait faillite, ou dont elle aura le droit d'exiger paiement en raison du cours de ses affaires. Il faut, en outre, que ce failli détienne l'effet dès le début de sa faillite avec le consentement et l'autorisation de son véritable propriétaire ^(44 bis).

Rappelons enfin que la possession d'un effet peut être transmise par voie de cession ordinaire. Est valable également la transmission de l'effet résultant d'une donation *mortis causa* ⁽⁴⁵⁾.

391. — La distinction entre les droits des différents détenteurs d'un effet négociable est faite par les articles 57 et 58 N. I. L. et par les articles 29, § 3, et 38, § 2, B. E. A.

Tout porteur régulier détient l'effet exempt de tous vices provenant des droits de ses prédécesseurs, aussi bien que de toutes exceptions pouvant être invoquées entre eux. Il peut exiger le paiement intégral de l'effet de tous ceux qui en sont responsables. Si donc un détenteur, dont les droits sont entachés de quelque vice, a négocié l'effet à un porteur régulier, ce dernier se rend acquéreur d'un droit parfaitement valable sur l'effet. D'autre part, si un détenteur, qui n'est pas régulier, obtient paiement de l'effet, la personne qui lui aura payé régulièrement est elle-même valablement libérée.

Par contre, lorsqu'un effet négociable est en posses-

(44 bis) CHALMERS, p. 153, 154.

(45) *Ibid.*, p. 156. Une donation *mortis causa* à l'occasion d'un suicide projeté et accompli ne serait pas valable, *Re Dudman*, (1925) 1 Ch. 553.

sion de tout autre porteur que le porteur régulier, cet effet se trouve soumis aux mêmes exceptions que s'il n'était pas négociable.

391 bis. — *Partie « immédiate » et partie « intermédiaire »*. — La jurisprudence anglo-saxonne, de son côté, pose la règle que tout moyen de défense, opposable à une partie « immédiate », peut être opposée à une partie « intermédiaire » (*remote*), toutes les fois qu'il y a défaut de cause de valeur, et dans certains cas lorsque la partie « intermédiaire » a eu connaissance des vices des droits de cette partie « immédiate » ⁽⁴⁶⁾. Suivant les auteurs anglais et canadien *Chalmers* et *Falconbridge*, les parties « immédiates » sont celles qui, en s'obligeant par titre de change, entrent en relations directes l'une avec l'autre (ex.: accepteur et tireur). Toutes les autres parties sont dites intermédiaires ou « médiates » (*remotes*) (ex.: l'accepteur et l'un des endossataires); celles-ci ne sont, en effet, en relations entre elles que par intermédiaire d'une autre partie à l'effet.

D'autre part, des conséquences importantes résultent de la règle que tout contrat, né de la lettre de change, est imparfait et révocable jusqu'à remise du titre qui lui donnera effet (art. 16 N. I. L. et 21 B. E. A.). Quand la lettre de change est entre les mains d'un porteur régulier, il est érigé en présomption ab-

(46) V. CHALMERS, p. 114, 115, FALCONBRIDGE, p. 651, 652. — Notons toutefois que la simple absence de la cause de valeur ne pourra pas vicier les droits d'une partie intermédiaire, si celle-ci se présente comme porteur contre valeur.

solue que la remise de l'effet a été effectuée par toutes les parties qui le précédaient de façon à les lier à son égard.

391 *ter.* — La situation est différente lorsque la remise du titre est faite entre les parties immédiates ou à un tiers « médiat » (*remote*) autre que le détenteur régulier. Dans ce cas, pour produire effet, la remise doit être faite soit par le tireur, soit par l'accepteur, soit par l'endosseur, soit encore en vertu de l'autorisation de l'un de ces signataires. En outre, on peut prouver que cette remise n'a été que conditionnelle ou limitée à un but déterminé et qu'elle n'avait pas pour objet de transférer la propriété de l'effet. Mais, quand l'effet n'est plus entre les mains de celui qui l'a émis, accepté ou endossé, on doit présumer, jusqu'à preuve contraire, qu'il y a eu de sa part remise valable et pure et simple de l'effet ⁽⁴⁷⁾.

392. — *Exceptions* (art. 55 et 57 N. I. L. et art. 29, § 2, et 38, § 2, B. E. A.). — Toutes les exceptions, tirées des conditions dans lesquelles les parties se sont engagées cambiairement, peuvent donc être divisées en trois groupes : 1° les *exceptions réelles* ; 2° les *exceptions qui résultent des vices entachant les droits des parties* ; 3° les *exceptions purement personnelles* ⁽⁴⁸⁾.

(47) CHALMERS, p. 60 à 69, art. 21 B. E. A., FALCONBRIDGE, p. 549 à 555, art. 39, 40, 41 B. E. A. du Canada. BRANNAN, p. 215 à 222, art. 16 N. I. L. C'est en somme la consécration de la solution du cas anglais *Watson v. Russell* (1862), 3 B. et S. 34, 1864, 5 B. et S. 968.

(48) Cette division tripartite nous a été communiquée par le savant professeur canadien M. John Delatre Falconbridge, Doyen de la *Osgoode Hall Law School* de Toronto (Canada).

Avant d'analyser en détail ces exceptions, il convient d'observer tout d'abord que les exceptions réelles et celles résultant des vices entachant les droits des parties sont unies par un élément commun : les unes et les autres sont basées sur l'effet négociable et affectent les droits qui en découlent. Mais, d'autre part, les secondes, celles qui naissent des vices entachant les droits des parties, ressemblent aux exceptions purement personnelles, puisque, comme ces dernières, elles ne peuvent être utilisées que *vis-à-vis* des détenteurs de l'effet qui ne sont pas des porteurs réguliers.

393. — 1° Les dispositions des articles 57 N. I. L. et 38, § 2, B. E. A., relatives à la purge des exceptions à l'égard d'un porteur régulier, ne mentionnent pas les exceptions du premier groupe. On doit en conclure qu'elles sont opposables même à l'encontre d'un porteur régulier.

Ces exceptions tiennent à la nature même de l'effet négociable ; elles sont tirées des vices du consentement qui entraînent la nullité absolue (inexistence) de l'opération.

Entrent dans cette catégorie d'exceptions :

l'incapacité de s'obliger par contrat ⁽⁴⁹⁾ ;

la falsification d'une signature (sauf les cas exceptionnels prévus par les lois cambiales) ;

(49) Cfr. *Swoboda v. Nowak*, 213 Mo App. 452, 255 S. W. 1079. Un mineur pourrait être tenu en vertu d'un billet à ordre donné pour une dette résultant d'un délit dont il serait responsable. V. aussi 37 *Harv. Law. Rev.* 1133. Signalons pourtant que la licéité de la cause d'un effet n'est pas présumée.

la remise d'un effet incomplet ou en blanc ;

l'altération matérielle d'un effet (sauf les cas expressément mentionnés) ;

le paiement régulier résultant d'une remise de dette ou d'une destruction de l'effet apparente ou voulue ;

la fraude ou l'illégalité, en tant qu'elles sont susceptibles de rendre un effet négociable *nul* et non pas seulement annulable.

394. — 2° Un signataire de l'effet peut se voir opposer des exceptions toutes les fois que ses droits sont entachés de vice, ou encore lorsqu'il tient l'effet d'une personne dont les droits sont entachés de vice dont il a eu connaissance.

Les lois cambiales anglo-américaines (art. 55 N. I. L. et 29, § 2, B. E. A.) décident que les droits d'une personne sont entachés de vice lorsqu'elle a acquis cet effet ou toute signature s'y rattachant par fraude, violence, contrainte ou menace, par tous autres moyens illégaux ou pour une cause illicite, ou encore lorsque la négociation constitue un abus de confiance ou revêt les caractères d'une fraude ⁽⁵⁰⁾. Ajoutons qu'aux termes des articles 36, § 2, B. E. A. et 70, § 1^{er}, B. E. A. du Canada, un effet, négocié après échéance, reste soumis à toute nullité de droit l'affectant lors de son échéance ; par suite, la personne qui

(50) Pour désigner ces vices portant atteinte aux droits d'un signataire, les auteurs des lois cambiales anglaise et américaine ont employé des termes « *defect of title* », écartant l'expression antérieure correspondante anglaise « *equity attaching to the bill* », qui avait l'inconvénient d'être inconnue du droit écossais. V. CHALMERS, p. 141 ; FALCONBRIDGE, p. 654 ; BRANNAN, p. 537, 538 *Alcock v. Smith* (1892), 1 Ch. 238.

le reçoit ne peut acquérir — (ou transmettre) — plus de droits que n'en avait celle de qui elle le tient. L'article 53 N. I. L. n'a pas une portée aussi large. Il ne réglemente que le cas d'un effet payable sur demande : « lorsqu'un effet, payable sur demande n'est négocié qu'après écoulement d'une longueur de temps déraisonnable depuis son émission, le porteur de cet effet n'est pas considéré comme un porteur régulier ».

Les exceptions tirées de ces vices des droits, n'étant inopérantes qu'à l'encontre d'un porteur régulier, sont donc opposables aussi bien à une partie « immédiate » qu'à un signataire se présentant comme partie « médiate » (*remote*), qui ne serait pas un porteur régulier. C'est la règle qui avait été déjà énoncée par la solution du cas *Burrough v. Moss* (1830, 10 B. & C. 558, 1 Ames 755), où il avait été précisé que la compensation n'était pas au nombre de ces exceptions : elle n'était valable qu'à l'égard d'une partie « immédiate » (c'est une exception purement personnelle).

Il convient de signaler que les causes de ces vices, atteignant les droits des parties, ne sont pas énumérées limitativement ⁽⁵¹⁾.

394 *bis*. — Ces exceptions, inopérantes contre un porteur régulier, sont déterminées par les art. 57 N. I. L. et 38, § 2, B. E. A. Mais la rédaction des textes de la loi uniforme américaine sur cette matière n'est pas aussi claire et aussi précise que celle des textes de la loi anglaise. L'article 57 N. I. L. emploie le mot « excep-

(51) CHALMERS, p. 111 ; FALCONBRIDGE, p. 656.

tions » à la différence de l'article 38, § 2, B. E. A., qui indique « simples exceptions personnelles ». Aussi l'emploi du seul mot « exceptions » pourrait-il incliner à faire considérer que le porteur régulier est à l'abri de toute exception, même de celles résultant directement de la nature de l'instrument négociable (exceptions réelles). Par ailleurs, l'article 55 N. I. L. permettrait de conclure que même les exceptions tirées des vices du consentement, qui entraînent l'inexistence du contrat, seraient inopérantes à l'encontre d'un porteur régulier. Toutefois, la jurisprudence des Etats-Unis d'Amérique, conforme à l'esprit de la *Common Law*, fait une distinction exacte entre ces deux groupes d'exceptions. Et, dans la plupart des cas, elle déclare valable même à l'égard d'un porteur régulier toute exception résultant des vices du consentement susceptibles d'entraîner la nullité absolue de l'opération ⁽⁵²⁾.

Nous examinerons plus loin les causes principales qui donnent naissance à ces exceptions du second groupe.

395. — 3° En troisième lieu, enfin, viennent les exceptions qui ne sont opposables qu'entre parties « immédiates ». A la différence des deux premiers groupes d'exceptions, les exceptions purement personnelles ne se basent aucunement sur l'effet, mais résultent exclusivement des rapports personnels entre signataires d'un effet.

(52) BRANNAN, p. 558, 559, 563 à 567, *Mason v. Burnett*, 126. Wash. 498, 218 Pac. 255 (une femme suffisamment instruite ne peut exciper de son ignorance sur la nature juridique d'un effet négociable qu'elle a signé).

*Causes principales qui donnent lieu aux exceptions
du second groupe.*

396. — *Fraude et erreur.* — Deux cas peuvent se présenter.

S'il y a eu fraude ou erreur sur les éléments substantiels du contrat cambiaire, il en résulte des exceptions réelles valables *erga omnes* et rendant nulle l'opération de change. Ce principe a été exposé par le juge *Byles* dans l'arrêt relatif au cas de *Forster v. Mac Kinnon* ([1896], L. R. 4 C. P. 704) ⁽⁵³⁾. La solution de ce cas a été confirmée par les décisions des cas anglais de *Lewis v. Clay* ([1897], 14 T. L. R. 149), puis de *Howatson v. Webb* ([1907], 1 Ch. 537; (1908), 1 Ch. 1) et enfin du cas de *Carlisle and Cumberland Banking Co v. Bragg* ([1911], 1 K. B. 489). Dans ces deux derniers cas, il a été précisé que, s'il y a fraude, la « fausse représentation » doit se rapporter à la nature même du contrat et non pas seulement à certains effets produits par ce contrat. Il a été, en outre, décidé que, d'une part, la règle posée par la solution du cas *Forster v. Mac Kinnon* ne s'étendait qu'aux effets négociables et que, d'autre part, la personne, victime de la fraude, pour pouvoir en exciper, ne devait pas être coupable de négligence.

Tous les autres cas de fraude ou d'erreur ne peuvent être invoqués qu'à l'encontre d'une partie « immédiate » ou d'une partie « médiate » (*remote*) qui ne serait pas porteur régulier.

(53) V. BRANNAN, p. 565 ; FALCONBRIDGE, p. 656, 657.

Il en est de même de la négociation qui revêt les caractères d'une fraude.

Ajoutons que, dans les cas où l'opération est annulable, *Chalmers* impose au porteur l'obligation d'administrer la preuve de son acquisition régulière, toutes les fois qu'il a été démontré que l'acceptation, l'émission ou la négociation de l'effet était entachée de fraude ⁽⁵⁴⁾.

397. — *Violation de la foi.* — Les droits d'une personne qui négocie un effet sont aussi entachés de vice lorsque la négociation constitue un abus de confiance. Les exceptions qui en résultent sont opposables à tout détenteur de l'effet, sauf au porteur régulier. Le cas anglais *Hornby v. Mc Laren* ([1908], 24 T. L. R. 494, C. A.) démontre clairement que ces exceptions sont valables même à l'encontre d'un porteur contre valeur ⁽⁵⁵⁾.

(54) V. CHALMERS, p. 112, 113 et la jurisprudence citée. Le même auteur expose en s'appuyant sur la jurisprudence anglaise et américaine que l'exception de *jus tertii* serait profitable à un signataire de l'effet, si le porteur de l'effet l'avait obtenu sans que son endosseur ait eu l'intention de le lui transmettre à titre de propriété. Par contre, cette exception serait inopérante si cet endosseur avait réellement voulu transférer la propriété de l'effet au porteur, même s'il y avait été décidé par des manœuvres frauduleuses. Le signataire qui excipe du *jus tertii* ne pourrait réussir qu'en démontrant que cet endosseur avait ensuite rétracté sa volonté de transmettre la propriété de l'effet. (*Dawes v. Harness* (1875), L. R. 10 C. P. 166 ; *Frouitz v. Roberts* (1850), 69 Massachus. R. 19). D'autre part, notons que la jurisprudence américaine compte de nombreuses solutions déclarant que la prolongation des délais ou l'engagement en renouvellement souscrit par le créateur de l'effet enlèvent à celui-ci le droit d'exciper de la fraude affectant l'effet antérieur. Toutefois, il est nécessaire que le fait de la fraude soit connu du créateur de l'effet au plus tard au moment où la prolongation était accordée ou l'engagement en renouvellement souscrit (v. BRANNAN, p. 567).

(55) BRANNAN, p. 541 à 544. Une nombreuse jurisprudence américaine confirme la règle susvisée.

398. — *Violence, contrainte ou menace, ou influence abusive.* — Le fait qu'il y a eu violence (ou contrainte ou menace) impose au porteur l'obligation de démontrer que, postérieurement à ces faits, il y a eu de bonne foi remise d'une valeur.

Dans son ouvrage « *Foundations of Legal Liability* », *Street* constate qu'en Angleterre il paraît définitivement admis par la jurisprudence et par les auteurs que la violence ne se présente plus comme une exception opposable à un acquéreur de bonne foi. Les auteurs américains, ajoute-t-il, ont tendance, au contraire, à considérer comme nul tout effet négociable, même entre les mains d'un porteur régulier, si la création ou la négociation de cet effet a eu lieu par la violence. C'est d'ailleurs l'opinion la plus conforme aux conceptions fondamentales du droit sur les contrats à laquelle se rallie l'éminent jurisconsulte américain *Daniel* ⁽⁵⁶⁾.

398 bis. — S'il s'agit d'influence abusive, le porteur peut prouver qu'il est détenteur régulier ou bien qu'il tient ses droits d'un porteur régulier.

Malgré le silence des lois anglo-américaines, aucune décision judiciaire n'érige cette influence en ex-

(56) Mais la *Common Law* aux Etats-Unis avait donné des solutions identiques à celles adoptées en Angleterre. La plus connue de ces solutions américaines est celle du cas *State v. Wegener*, 180 1a, 102, 162 N. W. 1040. D'autre part, constatons que la solution du cas américain *Eash v. Pence* (121 okla. 7,246 Pac. 1091) démontre que le paiement des intérêts du montant d'un effet et la prolongation de l'échéance obtenue par le débiteur poursuivi, équivalent à la ratification de son engagement résultant du fait de la violence. Le débiteur est ainsi réputé avoir renoncé aux exceptions tirées du fait de la violence.

ception réelle. On cite à cet égard le *dictum* du *Lord Chancellor Cottenham* déclarant que le porteur ne perdrait son droit à agir que dans le cas où un doute sérieux (*reasonable suspicion*) viendrait affecter ses droits de vices qui donnent naissance aux exceptions valables entre les parties le précédant ⁽⁵⁷⁾.

399. — *Cause illicite*. — On peut dire que la cause de la valeur d'un effet négociable est illicite lorsqu'elle est, soit pour la totalité, soit en partie seulement, immorale, contraire à l'ordre public ou prohibée par les lois.

On admet généralement dans le droit anglo-américain qu'une cause illicite, en totalité, ou en partie, ne donne lieu qu'à des exceptions à l'encontre d'une partie « immédiate » ou d'une partie « médiate » (*remote*) qui n'est pas un porteur régulier.

Il faut cependant faire une distinction. Un certain nombre de lois, des lois anglaises principalement (abrogées pour la plupart), avaient déclaré nul tout effet basé sur des causes illicites. Aussi, la personne, qui avait transmis pareil effet, était-elle dégagée de toute responsabilité vis-à-vis de tous, aussi bien par-

(57) *Maitland v. Backhouse* (1847), 16 sim. 58. dans FALCONBRIDGE, p. 659. On pourrait aussi admettre que le terme général d'« illégalité » ou de « tous autres moyens illégaux » comprend « l'influence abusive ». Il a été admis également, dans le cas américain *Edgar v. Haines* (109 Ohio 159, 141 N. E. 837, 38 A. L. R. 795), qu'avait acquis un effet par des « moyens illégaux » celui dont l'acquisition avait été faite contrairement aux dispositions légales de la *Negotiable Instruments Law* (BRANNAN, p. 547). Notons que, d'après la solution du cas *Macdonald v. Fox* (1917, 39 L. R. 261), il n'existe pas de disposition légale établissant la présomption que ce serait par suite d'influence abusive que le mari aurait déterminé son épouse à signer un effet négociable en qualité de garante.

tie « immédiate » que « médiate » (*remote*). C'était déjà la solution de l'ancien cas *Bowyer v. Bampton* (1741, 2 Stra. 1155, 1 Ames 399) ⁽⁵⁸⁾. Par contre, d'autres lois (ex. : *Gaming Act* de 1835) considéraient simplement ces effets comme reposant sur des causes illicites. Les exceptions qui en résultaient étaient inopposables à un porteur régulier. Il en était de même pour tout effet créé ou négocié un jour férié en vue d'une opération dont l'exécution était interdite ce jour-là.

Actuellement, la législation canadienne (art. 59) déclare qu'un effet négociable est valable entre les mains d'un porteur même s'il a été créé pour assurer une opération usuraire. Mais l'effet sera nul, si le porteur a eu en réalité connaissance du fait que l'effet avait été créé pour une opération usuraire. Il faut toutefois bien préciser qu'il s'agit d'un porteur quelconque, n'ayant pas eu connaissance de l'opération usuraire, et non pas seulement d'un porteur régulier ou d'un porteur contre valeur. Les tribunaux de l'Etat de New-York, au contraire, s'inspirant de la solution du cas *Sabine v. Paine* (166 App. Div. 9, 151. N. Y. Supp. 735), décident que les lois, prohibant l'usure, n'ont pas été abrogées par la *Negotiable Instruments Law*. Aussi considèrent-ils comme nuls tous les efforts né-

(58) FALCONBRIDGE, p. 661. v. dans CHALMERS, p. 122 à 124, les cas énumérés relatifs aux effets réputés nuls. BRANNAN, p. 549, 550, 572, *Henderson v. Farmers Sav. Bank of Harper*, 199 Ia 496, 202 N. E. 259, 3 Wis. L. Rev. 483 ; sous l'empire du Code de l'Etat d'Iowa de 1924 (9222), le tribunal a déclaré nuls les effets (certificats) émis en vue d'un emprunt illicite. Notons que la renonciation à une exception tirée d'une cause illicite n'est pas admissible (*Nashville State Bank v. Weiser*, 117, Kan. 389, 232 Pac. 613).

gociables relatifs à des opérations usuraires. Une seule exception existe en faveur des effets se trouvant entre les mains des banques, porteurs de bonne foi. Cette dernière distinction est faite en vertu du *National Banking Act* et des lois postérieures qui l'ont amendé ⁽⁵⁹⁾.

399 *bis*. — En général, les jurisconsultes américains s'accordent à reconnaître que lorsqu'une loi déclare un effet nul, cette nullité ne peut être opposée à un porteur régulier, sauf si la loi déclare d'une façon formelle cet effet nul, même entre les mains d'un porteur régulier ⁽⁶⁰⁾. Par ailleurs, dans des cas analogues, les tribunaux ont souvent décidé que seules les lois postérieures à la *Negotiable Instruments Law* pouvaient constituer en exceptions réelles des causes illicites d'effets négociables : les lois antérieures étaient censées être implicitement abrogées par la *Negotiable Instruments Law*.

400. — *Absence ou défaillance (failure) de cause de valeur*. — Les législations anglo-américaines déclarent, comme nous l'avons déjà mentionné, que toute partie dont la signature figure sur un effet négociable est présumée être devenue partie à l'effet contre valeur (art. 24 N. I. L. et 30, § 1^{er}, B. E. A.). Les signa-

(59) BRANNAN, p. 554. *Schlesinger v. Lehmaier*, 191, N. Y. 69, 83 N. E. 657, 16 L. R. A. (N. S.) 626 (banque déchue de ses droits comme n'ayant pas qualité de porteur de bonne foi).

(60) Ibid., p. 556. Il est à noter que sous l'empire des lois, « *Blue Sky Laws* », les tribunaux ont généralement décidé que les dispositions légales, prononçant la nullité d'effets, ne sont pas opposables à un porteur régulier.

taires sont admis toutefois à administrer la preuve de l'absence ou de la défaillance totale ou partielle de la cause de valeur.

Quand cette preuve a été fournie, quelle va être son influence sur la situation du porteur ? C'est là un point qui est réglé à la fois par les lois et jurisprudences de l'Angleterre et des Etats-Unis, mais sans une complète concordance entre elles.

Elles s'accordent à reconnaître que l'exception qui résulte de l'absence de cause ne rentre ni dans la catégorie des exceptions réelles, ni dans celle des exceptions tirés des vices entachant le droit d'une des parties, et lui donnent un traitement à part. Elles admettent que cette exception n'est pas seulement opposable à la partie initiale (*immediate*) à l'effet, mais aussi, en principe, mais sous certaines réserves, aux souscripteurs postérieurs (*remote party*). Mais leur accord cesse pour la détermination des cas où ladite exception cesse de pouvoir être opposée à une partie intermédiaire (*remote*).

400 *bis*. — Le droit anglais distingue entre l'absence initiale de cause (*original absence of consideration*) et la défaillance de la cause initialement envisagée (*failure of consideration*). Il résulte des principes exposés par *Chalmers*, comme règles 2 et 3 dans son commentaire de l'article 30 du B. E. A. ⁽⁶¹⁾ que, dans le pre-

(61) CHALMERS, p. 115 à 117. FALCONBRIDGE, p. 662 à 665. Ces deux règles sont également reproduites, pour l'interprétation du B. E. A. Canadien par Falconbridge, 1 c. pp, 633, 634, Rappelons que lorsque à un moment quelconque valeur a été fournie pour un effet, son détenteur est considéré comme porteur contre valeur, à

mier cas — absence originaire de cause ou de *valuable consideration* — un souscripteur intermédiaire ou *remote party* n'échappe à l'exception née de ce chef que s'il est un *porteur contre valeur (for value)*, tandis que, dans le second cas, — défaillance de la cause, — il faut, pour y échapper, qu'il soit un *porteur régulier*.

L'article 28 N. I. L. soumet, au contraire, l'exception au même régime, qu'elle naisse du défaut originaire de cause ou de la défaillance de la cause. Il dispose que « *l'absence ou la défaillance de la cause fournit une défense contre toute personne qui n'est pas un porteur régulier* ».

En ce qui concerne l'application de la règle admise par le droit anglais pour le cas d'absence originaire de cause, notons que *Falconbridge* ⁽⁶²⁾ expose qu'un porteur contre valeur qui a connaissance de l'absence originaire de cause peut exiger le paiement même de la partie qui n'a pas reçu de contre-valeur, mais il ne peut agir que pour le montant de la somme par lui réellement déboursée. En outre, d'après la solution du cas *re Owerend, Gurney & Co, Ex parte Swan* (1868, L. R. 6 Eg. 344, 4 R. C. 375), le porteur contre valeur peut poursuivre en vertu de l'effet, même accepté par complaisance pour le tireur, sans contre-valeur, et endossé au profit du porteur après échéance. Mais, d'après la

l'égard de toutes les parties qui s'étaient engagées auparavant. En outre, lorsque le porteur a un droit de rétention sur l'effet, provenant d'un contrat ou reconnu par la loi, il est considéré comme porteur jusqu'à concurrence de son droit de rétention (art. 26, 27, N. I. L. et 27, §§ 2 et 3 B. E. A.).

(62) FALCONBRIDGE, p. 663.

solution du cas *Bechervaise v. Lewis* ([1872], L. R. 7 C. P. 372), une partie par complaisance a la faculté d'exciper de tout fait qui constitue une exception existant au profit du signataire pour le compte de qui elle est intervenue. Par contre, si la négociation d'un effet de complaisance a eu lieu contrairement à une convention expresse ou tacite cette convention met obstacle au recouvrement, car elle constitue une exception réelle.

La *défaillance totale de cause de valeur* donne naissance, comme nous l'avons vu, à des exceptions opposables aussi bien à une partie « immédiate » qu'à une partie « médiate » (remote). Mais, à la différence des « cas » anglais relatifs à l'absence originaire de la cause de valeur, c'est le porteur régulier qui se trouve seul à l'abri de ces exceptions. Ainsi, d'après *Chalmers*, l'exception tirée de la défaillance de la cause de valeur est opposable même à un porteur contre valeur ayant connaissance de ce défaut. Cette solution provient vraisemblablement du fait que l'on peut assimiler à une fraude la négociation de l'effet à un porteur qui est averti du défaut de la cause de valeur.

La solution du cas *Bainbridge v. Hemingway* ([1865], 12 L. T. (N. S.) 74) montre que les tribunaux sont enclins à interdire la négociation d'un effet affecté d'une absence totale de toute cause de valeur ⁽⁶³⁾.

(63) CHALMERS, p. 117 et 118.

Les effets de l'absence ou de la défaillance partielle de cause de valeur sont expressément réglementés par la *Negotiable Instruments Law*. Son article 28 *in fine* stipule que l'absence ou la défaillance partielle de cause de valeur constitue une exception *pro tanto*, qu'il s'agisse d'une somme d'argent reconnue et liquidée ou *de tout autre chose*. Cette exception est valable à l'encontre de tout porteur de l'effet, sauf du porteur régulier. Par contre, dans le silence du *Bills of Exchange Act*, la jurisprudence anglaise — *Day v. Nix*. ([1824], 9 Moore, 159) ; *Archer v. Bamford* ([1822], 3 Stark. 175) — décide que la défaillance partielle de la cause de valeur ne donne naissance à une exception *pro tanto* contre une partie « immédiate » que si elle porte sur une somme d'argent reconnue et liquidée et non sur autre chose. Et cette exception n'est pas invocable contre une partie « médiate » qui est un porteur contre valeur ⁽⁶⁴⁾.

Dans quelques cas de défaillance partielle de la cause les Cours de justice peuvent parfois interdire au porteur de négocier l'effet après qu'il a reçu connaissance de cette défaillance.

401. — *Acquisition de l'effet après échéance*. — La réglementation cambiale anglo-américaine déclare

(64) *Ibid.*, p. 118. Une jurisprudence nombreuse des Etats-Unis d'Amérique déclare qu'il y a renonciation valable aux exceptions tirées du défaut de cause de valeur, chaque fois qu'un signataire en ayant connaissance pour un effet, en signe un autre en renouvellement (v. BRANNAN, p. 379, 380). Mais, d'après la solution du cas anglais *Edwards v. Chancellor* (52 J. P. 454), un effet, créé simplement en renouvellement d'un effet antérieur affecté du défaut de la cause de valeur, n'est pas valable par suite de ce manque de cause de valeur.

que, lorsqu'un effet a été négocié après échéance, tout acquéreur est exposé à se voir opposer les exceptions valables contre son endosseur (art. 36 § 2 B.E.A. et 53 N. I. L.). Cette règle a été énoncée pour la première fois dans le cas *Brown v. Davies* ([1789], 3 T. R. 80) ⁽⁶⁵⁾.

Les effets de ces exceptions sont absolus. Une négociation après échéance est un fait anormal qui fait naître des doutes sur la validité du titre. Aussi, le porteur régulier lui-même n'est-il pas à l'abri des exceptions tirées de cette circonstance.

401 *bis*. — Rappelons cependant qu'une dérogation à cette règle est apportée au profit du porteur régulier d'un billet à ordre (*promissory note*) payable sur demande. Ce porteur est à l'abri de ces exceptions, même si le billet est présenté au bout d'un laps de temps considérable après la date de son émission. Mais il faut que le porteur n'ait eu connaissance d'aucun vice atteignant les droits de son prédécesseur (art. 86, § 3 B. E. A. et 182 B. E. A. du Canada). Cette distinction entre lettre de change et billet à ordre faite par les législations anglaise et canadienne, n'est pas admise par la loi uniforme américaine ⁽⁶⁶⁾.

Preuve verbale.

402. — L'administration de la preuve des exceptions relatives aux obligations cambiales dépend de

(65) V. FALCONBRIDGE, p. 642, 643. CHALMERS, p. 140. Rappelons que l'art. 53 N. I. L. ne réglemeute que le cas d'un effet payable sur demande.

(66) V. *infra* chapitre V, *Le billet à ordre*.

la question de savoir si la preuve testimoniale est admise en matière de conventions cambiales.

403. — Tous les auteurs anglo-américains, tels que *Chalmers, Byles, Brannan, Grant, Russel, Falconbridge*, s'accordent à déclarer qu'en principe la preuve testimoniale n'est pas admise dans le droit du change : les effets négociables sont obligatoirement rédigés par écrit, ainsi que toutes les conventions qui s'y rapportent (acceptation, endossement). Aussi, sont-ils soumis aux principes adoptés pour régler les contrats faits par écrit, conformément aux dispositions des lois cambiales et aux règles du droit commercial ⁽⁶⁷⁾.

404. — Certaines dérogations sont pourtant apportées à cette règle ⁽⁶⁸⁾.

Entre parties « immédiates » la preuve verbale est valable pour établir une convention subsidiaire ou antérieure au principal contrat cambial représenté par la teneur d'un effet négociable.

En outre, comme l'expose le juge *Byles* dans le cas de *Lindley v. Lacey* ([1864], 34 L. J. C. P. 7), dès l'instant où on est autorisé à administrer la preuve d'une convention orale relative à l'exécution d'un contrat fait par écrit, il est évident qu'une preuve verbale est

(67) Aux termes de l'art. 100 B. E. A., ce principe est écarté lorsqu'il s'agit de la procédure à suivre devant les tribunaux écossais : la preuve verbale est admise en Ecosse en matière de lettre de change, billets à ordre et chèques, toutes les fois qu'il est question de la responsabilité des signataires.

(68) V. CHALMER^o, p. 65 à 69 ; FALCONBRIDGE, p. 665 à 668.

admise lorsqu'il s'agit d'une convention orale relative à une matière sur laquelle le contrat écrit est muet ⁽⁶⁹⁾.

Dans cet ordre d'idées, la preuve verbale est admissible pour démontrer qu'un contrat cambiaire, représenté par la lettre de change, n'a jamais été rendu parfait. Notons à cet égard que cette preuve peut être faite même contre un porteur régulier. La preuve verbale est également admise en cas de négation de l'existence ou de la licéité de la cause de valeur d'un effet négociable. Il est possible aussi d'établir verbalement la libération résultant, soit d'un paiement ou d'une remise de dette, soit autrement. Par la solution du cas *Mc Quarrie v. Brand* ([1896], 28 O. R. 69), a été reconnue une convention verbale aux termes de laquelle l'effet serait considéré comme payé, si le créateur de l'effet s'engageait à payer les intérêts du montant de l'effet et à faire vivre durant sa vie un parent du bénéficiaire. De même, par la solution du cas *Ewin v. Lancaster* ([1865], 6 B. & S. 571), le tribunal a admis la possibilité de prouver verbalement que le débiteur principal ne s'était en réalité engagé que comme caution d'un autre signataire de l'effet et que cette circonstance était connue du porteur ⁽⁷⁰⁾.

(69) CHALMERS, p. 68, 69. Une situation juridique analogue se présente dans le cas *Macdonald et Co. v. Nash et Co.* (1924) A. C. 625. Voir les exemples énumérés dans l'ouvrage précité, consacrant le principe de l'inadmissibilité de la preuve testimoniale en matière de droit du change (p. 66 à 69).

(70) FALCONBRIDGE, p. 666, 667, voir aussi CHALMERS, p. 65, 66 et BRANNAN, p. 368 à 370, 384 à 385, 687. *Bank of Searcy v. Baldock*, 153 Ark. 308, 240 S. W. 399.

405. — Les deux systèmes juridiques, *Common Law* et Droit civil d'origine romaine sont partis des mêmes principes fondamentaux en ce qui concerne l'admissibilité de la preuve testimoniale. Mais les jurisprudences anglo-américaines ont apporté beaucoup plus d'assouplissement que le droit dit *continental* à l'application de ces principes et les ont par là mieux adaptés aux besoins de la pratique des affaires.

§ 2. — LES DROITS ET LES DEVOIRS DU PORTEUR.

406. — Dans son article 47, la *Loi Uniforme* consacre le principe universellement reconnu de l'obligation solidaire envers le porteur de toutes les parties à l'effet sans distinction.

Ainsi tous ceux qui ont tiré, accepté, endossé ou avalisé une lettre de change sont tenus solidairement envers ce porteur. Celui-ci n'a pas à observer l'ordre dans lequel les parties se sont obligées : il peut à son choix agir contre l'une quelconque d'entre elles ou contre toutes collectivement. Par suite, d'après la même disposition, l'action intentée contre l'un des signataires n'empêche pas le porteur d'agir contre les autres, même s'ils ne se sont engagés que postérieurement à celui qui a été d'abord poursuivi. Bien plus, malgré le silence de la *Loi Uniforme*, le principe de la solidarité conduit à conclure que même ceux qui ont conjointement créé, accepté ou endossé un effet sont réputés s'être engagés solidairement. Il convient cependant de noter que cette solidarité peut être res-

treinte et même supprimée par une clause expresse ⁽⁷¹⁾.

Mais pour obtenir le paiement de l'effet, le porteur est astreint à faire une distinction entre les obligés : les obligés de change principaux (accepteurs, coaccepteurs, souscripteurs et les avaliseurs de ceux-ci) et les garants (tous les autres signataires). C'est à l'obligé principal que doit tout d'abord s'adresser le porteur, et, s'il ne s'exécute pas, le porteur est alors libre d'exercer son recours contre les autres obligés.

407. — Des règles analogues existent dans le droit anglo-américain.

Aux termes des articles 57 N. I. L. et 38 § 2 B. E. A., un porteur régulier peut exiger le paiement intégral de tous ceux qui sont liés par l'effet.

Pour obtenir paiement de l'effet, le porteur est obligé de s'adresser d'abord au débiteur principal ; et, s'il y a refus d'acceptation ou de paiement de la part du débiteur principal, les articles 61 et 66 N. I. L. et l'article 55 §§ 1, 2, B. E. A., autorisent le porteur à exercer ses droits de recours contre le tireur et les endosseurs, à condition que les formalités nécessaires soit dûment remplies.

408. — Dans les deux droits — droit anglo-américain et droit dit *continental*, — les recours contre les garants sont donc subordonnés à des conditions.

(71) Dans le même sens LYON-CAEN et RENAULT, n° 270. La clause « sans garantie », figurant à côté du nom de l'endosseur, le protège contre l'application des règles de la solidarité.

FAITS DONNANT OUVERTURE AUX DROITS DE RECOURS
DU PORTEUR CONTRE LES GARANTS DE LA LETTRE DE CHANGE

A. — LOI UNIFORME (art. 43).

409. — Aux termes de l'article 43 L. U., le porteur peut exercer ses recours contre les endosseurs, le tireur et les autres obligés soit à l'échéance, soit même avant l'échéance.

Il peut le faire à l'échéance si le tiré, accepteur ou non, refuse de payer ou ne s'exécute qu'en partie.

Il peut exercer ses recours même avant l'échéance :

1° S'il y a refus, total ou partiel, d'acceptation.

2° En cas de faillite du tiré, accepteur ou non. L'état de faillite du tiré, déclaré avant ou après l'acceptation donnée, rend possible l'exercice des recours du porteur avant l'échéance. Afin de permettre au porteur de poursuivre les garants lorsque le tiré n'est pas commerçant dans les pays où la faillite n'est pas étendue aux commerçants, les auteurs de la *Loi Uniforme*, comme ceux du *Règlement Uniforme* de 1912, ont élargi la portée de la règle précitée. Pour réaliser entre commerçants et non-commerçants un état d'équivalence aussi parfait que possible, l'article 43 L. U. assimile à l'état de faillite du tiré la cessation de ses paiements, même si elle n'était pas constatée par un jugement. La même portée est donnée à la saisie pratiquée sur les biens du tiré et demeurée infructueuse. Cette saisie, pour produire ses effets, doit avoir lieu après l'émission de la lettre de change.

3° Les recours peuvent également être exercés en

cas de faillite du tireur d'une lettre de change non acceptable. Il en est de même, lorsque le tireur d'une lettre, qui ne doit pas être présentée à l'acceptation avant une certaine date, tombe en faillite avant cette date (art. 22, al. 2 et 3, L. U.). Cette règle s'explique par elle-même. Le tireur d'une lettre de change non acceptable est en somme le débiteur principal et sa faillite doit produire les mêmes effets que celle du tiré. Nous estimons en outre que la cessation des paiements du tireur et la saisie de ses biens demeurée infructueuse devraient entraîner les mêmes conséquences que s'il s'agissait du tiré : ce sont des circonstances identiques (72).

410. — A la Conférence de Genève, les termes utilisés pour la rédaction de cet article — notamment le mot faillite — ont été critiqués comme intraduisibles dans certaines langues, telles que l'anglais ; aussi, a-t-on été obligé d'introduire dans l'annexe II de la Convention (art. 10) une disposition stipulant qu'il serait réservé à la législation de chacun des Etats contractants de déterminer de façon précise les situations juridiques visées à l'article 43, numéros 2° et 3° et à l'article 44, al. 5 et 6 de la *Loi Uniforme*. De ce fait, *la question de savoir quels sont les cas d'insolvabilité d'un débiteur sera librement tranchée par la législation nationale de chaque Etat* (72).

(72) Cependant, suivant l'avis émis par le Comité de Rédaction et les procès-verbaux de la Conférence, on ne pourrait exercer des recours avant l'échéance que dans le seul cas de faillite déclarée par jugement du tireur de la lettre de change non acceptable. Il serait difficile, a-t-on expliqué, de préciser les moyens par lesquels pourrait être établie la cessation de paiements non constatée par jugement déclaratif de faillite de ce tireur ou la saisie de ses biens de-

411. — La *Loi Uniforme*, on le voit, ne prévoit nulle part l'exercice de recours pour obtenir des sûretés ⁽⁷³⁾. L'article 43 L. U. prescrit que même les recours, ouverts avant l'échéance, ne le sont qu'en vue du paiement. Pour atténuer une réglementation aussi rigoureuse, l'article 11 de l'annexe II porte que, par dérogation aux dispositions des articles 43, numéros 2° et 3° et 74 L. U., chacun des Etats garde la faculté d'introduire dans sa législation la possibilité pour les garants d'une lettre de change d'obtenir, en cas de recours exercé contre eux, des délais qui, en aucun cas, ne pourront dépasser l'échéance de la lettre de change.

B. — DROIT ANGLO-AMÉRICAIN.

412. — Les recours sont, comme dans la *Loi Uniforme*, rendus possibles quand l'effet négociable a subi un refus d'acceptation, soit quand il n'a pas été honoré à sa présentation au paiement (art. 83, 84 et 149 à 151 N. I. L. et art. 43 et 47 B. E. A.) ⁽⁷⁴⁾.

meurée infructueuse. Pour notre part, en raison de l'importance de ce cas, nous restons, malgré tout, attachés à l'opinion que nous avons exprimée. Nous ajoutons même : ne pourrait-on pas exercer les recours après avoir fait constater sur la lettre de change elle-même, par le tireur, qu'il a suspendu ses paiements ? En outre, pourquoi serait-il impossible d'exercer les recours sur production d'un acte ou certificat, attestant que la saisie des biens du tireur est demeurée infructueuse ? (V. *Comptes Rendus de la Conférence de Genève*, p. 140, n° 103 et p. 274 à 280).

(73) MICHAELIS, p. 186 à 189. La *Wechselordnung* connaît ces recours qui font l'objet de son chapitre VI. Il a paru préférable de ne pas admettre cette variété de recours dans la *Loi Uniforme*, en raison des difficultés et des procès qui en résulteraient, et qui seraient de nature à compromettre l'uniformité d'une législation internationale.

(74) CHALMERS, p. 165, 166, 178, 179 ; BRANNAN, p. 800, 801, 1015 ; FALCONBRIDGE, p. 667, 678, 696, 697, art. 82 et 95 B. E. A. du Canada.

Un effet est dit « déshonoré » (*dishonored*) d'après la réglemen-

413. — Mais, à la différence de la *Loi Uniforme*, les législations anglo-américaines (art. 158 N. I. L. et 51 § 5 B. E. A.) n'autorisent le porteur qu'à dresser protêt de l'effet dans les cas où, avant l'échéance, l'accepteur tombe en faillite, devient insolvable, ou cède ses biens à ses créanciers. Le paiement immédiat de l'effet n'a pas lieu et le porteur n'établit ce protêt que dans le but de s'assurer une plus ample garantie à l'égard du tireur et des endosseurs. Par contre, dans la province de Québec, un effet est immédiatement exigible, si l'accepteur tombe avant l'échéance en état d'insolvabilité. Cette règle est confirmée par la solution du cas *Banque Nationale v. Martel* ([1899], Q. R. 17 S. C. 97) ⁽⁷⁵⁾.

FORMALITÉS INDISPENSABLES A L'OUVERTURE DES DROITS
AUX RECOURS.

A. — LOI UNIFORME (art. 44 et 45).

414. — Conformément aux règles contenues dans les articles 44 et 45 L. U., le créancier cambiaire est tenu de remplir certaines formalités prescrites par la loi afin de pouvoir exercer ses droits de recours.

tation cambiale anglo-américaine, lorsqu'il a subi un refus d'acceptation ou de paiement. Le terme *dishonored* ou *dishonour*, correspondant à l'expression du droit continental « refus d'acceptation ou de paiement », a en réalité une signification plus large : aux termes des art. 83 et 149 N. I. L. et 43 et 47 B. E. A. il englobe tous les cas où, soit l'acceptation, soit le paiement n'a pu être obtenu et non seulement les cas du refus de la part du débiteur.

(75) CHALMERS, p. 201, 202, art. 51 § 5 B. E. A. ; BRANNAN, p. 1022, art. 158 N. I. L. ; FALCONBRIDGE, p. 731, art. 116 B. E. A. du Canada. Le seul remède possible dans ces circonstances, sous l'empire de la loi cambiale anglaise, serait l'acceptation par intervention.

Les formalités requises par la *Loi Uniforme* pour l'exercice des droits de recours sont au nombre de trois : *présentation, protêt, notification*. — Le protêt est la plus importante d'entre elles. Il peut être dressé, soit avant l'échéance par suite du refus d'acceptation ou de l'insolvabilité du tiré ou du tireur d'une lettre non acceptable, soit après échéance pour constater le défaut de paiement.

Recours faute de paiement à l'échéance.

Présentation de l'effet.

415. — Nous avons vu plus haut (art. 38 L. U.) ⁽⁷⁶⁾ que le détenteur de l'effet payable à un jour fixe ou à un certain délai de date ou de vue est tenu de le présenter au paiement, soit le jour de l'échéance, soit l'un des deux jours ouvrables qui suivent. La présentation au paiement d'une lettre de change à vue doit se faire dans un délai d'un an à partir de sa date d'émission (art. 34 L. U.). D'autre part, suivant l'article 60, si la lettre de change a été acceptée par des intervenants, ayant leur domicile au lieu du paiement, ou si des personnes, ayant leur domicile dans ce lieu, ont été indiquées pour payer « au besoin », le porteur doit présenter la lettre à toutes ces personnes.

(76) V. *supra* sur la présentation au paiement, chapitre II, section IV, *Paiement*, nos 316 et s.

416. — La présentation faite à une Chambre de compensation équivaut, comme nous le savons, à une présentation au paiement (art. 38, al. 2, L. U.).

417. — La question de la preuve de l'inobservation des délais de présentation est tranchée par l'al. 2 de l'article 46 L. U. D'après cette disposition, la présentation est réputée avoir été faite dans les délais prescrits et la preuve de l'inobservation de ces délais incombe à celui qui s'en prévaut contre le porteur.

Protêt.

418. — L'al. 1 de l'article 44 L. U. édicte qu'il est du devoir du porteur de faire constater le refus de paiement par la confection d'un acte authentique, qui est le protêt faute de paiement.

419. — Aux termes de l'article 44, al. 3 L. U., le protêt faute de paiement d'une lettre de change payable à jour fixe ou à un certain délai de date ou de vue doit être dressé l'un des deux jours ouvrables qui suivent le jour de l'échéance. On a estimé que le débiteur avait à sa disposition le jour entier de l'échéance pour se libérer⁽⁷⁷⁾. Une réserve (art. 9 de l'annexe II) permet toutefois aux Etats contractants de déroger à cette règle en autorisant la confection du protêt, soit le jour où la lettre de change est payable, soit l'un des deux jours ouvrables qui suivent.

(77) C'est l'esprit du C. de Commerce français (art. 162). (V. LYON-CAEN et RENAULT, n° 347 et s. V. aussi C. R. de la Conférence de Genève, p. 141, n° 109 et p. 280).

420. — Le protêt faute de paiement des effets à vue est obligatoirement dressé dans les délais impartis pour leur présentation à l'acceptation. Si cependant, d'après l'article 24, al. 1 L. U., la première présentation a eu lieu le dernier jour du délai, le protêt pourra être valablement dressé le lendemain (al. 2 et 3 de l'art. 44 L. U.).

421. — De plus, lorsque, conformément à l'article 60, la lettre a été acceptée par intervention ou qu'elle porte la désignation d'un recommandataire pour payer « au besoin » et que le recommandataire et l'intervenant ont leur domicile au lieu du paiement, le porteur est tenu, après refus de paiement sur présentation à ces intervenants, de faire dresser un protêt. Ce protêt doit être établi, au plus tard, le lendemain du dernier jour admis pour la confection du protêt, c'est-à-dire le troisième jour après l'échéance. A défaut de protêt dans ce délai, l'intervenant ou le recommandataire et celui pour le compte de qui la lettre a été acceptée, ainsi que les endosseurs postérieurs cesseraient d'être obligés ⁽⁷⁸⁾.

422. — S'il y a eu protêt faute d'acceptation — nous examinerons plus bas cette hypothèse — le porteur sera dispensé de présenter l'effet au paiement et de faire dresser protêt faute de paiement (art. 44, al. 4, L. U.).

(78) Toutes ces solutions sont exactement les mêmes que celles du droit allemand, art. 60 et 62 W. O. (V. MICHAELIS, p. 287, 289, 290.).

422. — D'autres protêts sont encore imposés par la *Loi Uniforme*.

Aux termes des articles 66, al. 2, et 68, al. 2, de la *Loi Uniforme*, la confection du protêt est nécessaire pour l'exercice des recours lorsqu'il y a refus de remise de l'effet par le détenteur de l'exemplaire envoyé à l'acceptation ou par le détenteur du titre original dont les copies sont mises en circulation.

Si la personne, qui détient l'exemplaire envoyé à l'acceptation, refuse de le remettre au porteur légitime d'un autre exemplaire, ou ne peut faire cette remise, ce dernier ne pourra exercer de recours ⁽⁷⁹⁾ qu'après avoir fait constater par un protêt :

1° que l'exemplaire envoyé à l'acceptation ne lui a pas été remis à sa demande ;

2° que l'acceptation ou le paiement n'a pu être obtenu sur un autre exemplaire.

Du silence de la *Loi Uniforme*, il faut déduire que ce protêt doit être établi avant l'expiration des délais impartis pour la présentation au paiement, qui se fait, comme il est indiqué au numéro 2°, avec un autre exemplaire.

D'autre part, lorsque le détenteur de l'effet original ne peut le remettre au porteur légitime de la copie ou s'y refuse, le porteur ne peut exercer de recours contre les personnes qui ont endossé ou avalisé la copie, ou l'ont signée comme intervenants qu'après avoir fait constater par un protêt que l'original ne

(79) Sont aussi exposés au recours les signataires qui précèdent le porteur sur l'exemplaire envoyé à l'acceptation.

lui a pas été remis sur sa demande. Dans ce cas, la présentation au paiement et le protêt faute de paiement ne sont plus exigés.

423. — *Clause « retour sans frais »* ⁽⁸⁰⁾. — L'obligation de dresser protêt n'est pas absolue. La *Loi Uniforme*, comme le *Règlement Uniforme* de La Haye de 1912 et le projet des experts-juristes de 1928, prévoit la possibilité de la dispense de protêt. Cette faculté, dont disposent les parties à une lettre de change, est consacrée par l'article 46 L. U. Cette disposition s'applique aux protêts faute d'acceptation ou de paiement ⁽⁸¹⁾. Par conséquent, elle n'englobe pas le protêt pour défaut de date de l'acceptation prévu par l'article 25, al. 2, L. U. et le protêt constatant la non remise de l'exemplaire envoyé à l'acceptation ou du titre original (art. 66, al. 2, et 68, al. 2, L. U.), qui demeurent obligatoires.

Conformément à la disposition sus-visée, c'est le tireur ou un endosseur qui peuvent, par la clause « retour sans frais », « sans protêt » ou par toute autre expression équivalente, dispenser le porteur d'établir un protêt faute d'acceptation ou de paiement en vue de l'exercice des recours. La Conférence de Genève a ajouté dans ledit article que ce droit appartenait aussi à tout avaliseur de ces signataires.

(80) Signalons que cette clause et les effets juridiques qui en découlent ont été imposés à la jurisprudence et à la doctrine françaises par la pratique des affaires. V. THALLER et PERCEROU, n° 1541; LYON-CAEN et RENAULT, n° 376 et s. V. aussi BOUTERON, *La clause de retour sans frais dans les effets de commerce* dans *Annales de Droit commercial*, 1929, p. 229 et s.

(81) Il convient de noter que cette dispense s'étend aussi au protêt simplifié envisagé par la réserve de l'art. 8 de l'annexe II.

Notons que probablement un accepteur par intervention, garantissant l'obligation des signataires, peut lui aussi user de cette faculté. Par contre, cette faculté doit être refusée à l'accepteur.

A la différence du projet des experts-juristes de 1928, l'article 46 exige formellement, pour la rédaction de cette dispense, que cette clause soit obligatoirement inscrite sur le titre et signée de son auteur.

Les effets de cette dispense ou plutôt de la défense de dresser protêt, varient suivant la qualité de l'auteur. La *Loi Uniforme* déclare que lorsque l'insertion de cette clause émane du tireur, elle produit ses effets vis-à-vis de tous les signataires, puisqu'elle a été ainsi portée à la connaissance de tous. Il en résulte que les frais de protêt restent à la charge du porteur, s'il l'a dressé malgré cette défense. Si, au contraire, c'est un autre signataire qui insère cette clause, elle n'aura d'effet qu'à l'égard de son auteur, même s'il s'agit de l'avaliseur ou de la personne intervenue en faveur du tireur. Mais, le porteur est investi du droit d'établir le protêt pour exercer ses recours contre les autres obligés, et les frais peuvent en être recouvrés contre tous les signataires de la lettre de change y compris l'auteur de la dispense de protêt. C'est le principe de l'indépendance des endossements qui a fait consacrer cette règle par la *Loi Uniforme*.

Il faut, en outre, préciser que suivant l'article 46, al. 2, L. U., cette clause ne dispense pas le porteur de la présentation de l'effet dans les délais prescrits ni des avis à donner. Toutefois, il est présumé de par

la *Loi Uniforme* avoir observé les délais impartis. Aussi, la preuve de l'inobservation de ces délais incombe à celui qui s'en prévaut contre le porteur. La dispense de présentation englobe au contraire celle de dresser protêt ⁽⁸²⁾.

La dispense de protêt peut intervenir jusqu'à l'échéance.

424. — Tout ce qui concerne les formes du protêt, les mentions qui y sont portées, les officiers publics préposés à sa confection, est laissé à la réglementation de chaque législation nationale. De plus, l'article 8 de l'annexe II donne la faculté à chacun des Etats contractants de prescrire que les protêts à dresser sur son territoire pourront être remplacés par une déclaration datée et écrite sur la lettre de change elle-même, signée du tiré, sauf dans le cas où le tireur exigerait dans le texte de la lettre de change un protêt par acte authentique. Ces Etats ont également la faculté de prescrire que cette déclaration sera transcrite sur un registre public dans le délai fixé pour dresser protêt. Le même article ajoute qu'en ce cas l'endossement sans date sera présumé avoir été fait antérieurement au protêt ⁽⁸³⁾.

(82) D'autre part, on est amené à conclure qu'une « dispense de protêt » en général signifie à la fois « dispense de protêt faute d'acceptation » et « dispense de protêt faute de paiement ». Une dispense de protêt faute d'acceptation ou de paiement comprend aussi la dispense de protêt faute d'acceptation ou de paiement par intervention. Enfin, une dispense de protêt faute de paiement relève en même temps le porteur de l'obligation de dresser le protêt faute d'acceptation ; mais il n'en est pas de même dans le cas contraire.

(83) L'usage des protêts est obligatoire dans toutes les législations dite *continentales*. C'est une formalité sans doute lente et

Notification.

425. — A la différence du droit anglo-américain, comme nous le verrons plus bas, la *Loi Uniforme* n'adopte pas l'obligation stricte et indispensable de notifier aux garants le refus d'acceptation ou de paiement. Mais il a été décidé que le défaut de notification entraînerait pour celui qui devait la faire l'obligation de réparer le préjudice causé par cette négligence.

Il faut préciser que la notification se fait aussi en cas de recours avant l'échéance par suite de l'état d'insolvabilité ou de faillite du tiré, accepteur ou non, et de la faillite du tireur de la lettre de change non acceptable.

coûteuse ; mais, les auteurs de la *Loi Uniforme* en ont prescrit l'accomplissement dans un assez grand nombre de cas, savoir :

1. Protêt faute d'acceptation (art. 44, al. 1 L. U.).
2. Protêt faute d'acceptation de la part du recommandataire (art. 56, al. 2 L. U.).
3. Protêt faute de paiement (art. 44, al. 1 L. U.).
4. Protêt faute de paiement de la part du recommandataire (art. 60, al. 1, L. U.).
5. Protêt faute de paiement de la part de l'accepteur par intervention (art. 60, al. 1 L. U.).
6. Protêt pour défaut de date d'acceptation d'une lettre de change payable à un certain délai de vue (art. 25, al. 2 L. U.).
7. Protêt pour défaut de date d'acceptation d'une lettre de change qui doit être présentée à l'acceptation dans un délai déterminé en vertu d'une stipulation spéciale (art. 25, al. 2 L. U.).
8. Protêt constatant l'impossibilité d'obtenir l'exemplaire envoyé à l'acceptation (art. 66, al. 2, n° 1 L. U.).
9. Protêt faute d'acceptation ou de paiement sur présentation d'un autre exemplaire (art. 66, al. 2, n° 2 L. U.).
10. Protêt constatant la non remise du titre original (art. 68, al. 2 L. U.).

Aussi, est-il tout indiqué de faire usage des réserves contenues dans l'art. 8 de l'annexe II, puisqu'elles tendent à simplifier les actes nécessaires lors du défaut d'acceptation ou de paiement et à réduire dans une mesure sensible le nombre assez considérable des protêts.

426. — L'article 45 L. U. prescrit l'obligation de la notification et la façon dont il doit y être procédé. Il détermine, en outre, les conséquences du défaut de notification.

427. — C'est le porteur ⁽⁸⁴⁾ de l'effet, endossataire de l'effet à titre translatif ou à titre de procuration, qui doit donner avis du défaut d'acceptation ou de paiement et de la confection du protêt. L'obligation de notifier existe même s'il y a eu acceptation ou paiement partiels, car la loi ne fait pas de distinction.

La notification doit être faite par le porteur dans les quatre jours ouvrables qui suivent le jour du protêt ou celui de la présentation en cas de clause de retour sans frais. Elle peut se faire sous une forme quelconque : par écrit ou verbalement. Il suffit même d'un simple renvoi de la lettre de change impayée, fait par le porteur à la personne qu'il faut aviser.

Toutefois, celui qui a un avis à donner est tenu de prouver qu'il l'a fait dans le délai imparti. La *Loi Uniforme* considère que le délai est observé si une lettre missive, donnant l'avis, a été mise à la poste dans ce délai. Il est préférable d'utiliser comme

(84) L'art. 12 de l'annexe II de la Convention accorde aux Etats contractants la faculté de maintenir ou d'introduire le système d'avis à donner par l'officier public. Ainsi, en effectuant le protêt faute d'acceptation ou faute de paiement, le notaire ou le fonctionnaire qui, d'après la loi nationale, est autorisé à dresser le protêt sera tenu d'en donner avis par écrit à celles des personnes obligées dans la lettre de change dont les adresses sont, soit mentionnées dans la lettre de change, soit connues par l'officier public dressant le protêt, soit indiquées par les personnes ayant exigé le protêt. Les dépenses résultant d'un tel avis sont à ajouter aux frais de protêt. Cette délégation des formalités à accomplir à des officiers publics est en somme l'esprit qui a présidé à l'économie de l'art. 176, al. 2 du Code de Commerce français.

moyen de notification des « lettres recommandées », système qui a été proposé par l'avant-projet de la première Conférence de La Haye en 1910, mais, qui a été repoussé à la seconde Conférence de 1912 ⁽⁸⁵⁾.

428. — Les personnes que le porteur doit aviser sont le tireur et l'endosseur du porteur. A la différence du projet des experts-juristes de 1928, la *Loi Uniforme* ajoute ⁽⁸⁶⁾ que le même avis est obligatoirement adressé, dans le même délai, aux donneurs d'aval de ces signataires. S'il s'agit d'une lettre de change émise à l'ordre du tireur, celui-ci sera avisé deux fois, comme tireur et comme endosseur. Par contre, si la lettre porte la clause « *non à ordre* », c'est le tireur seul qui devra être avisé du défaut d'acceptation ou de paiement. Remarquons que la notification immédiate faite au tireur est d'une grande importance pratique : elle permet au tireur de prendre à temps les décisions nécessaires concernant ses rapports commerciaux avec son correspondant en affaires, le tiré.

429. — Chaque endosseur, de son côté, est tenu, dans les deux jours ouvrables qui suivent le jour où il a reçu l'avis de le faire connaître à son endosseur et ainsi de suite en remontant jusqu'au tireur. Mais

(85) V. *Deuxième Conférence de la Haye, Actes*, p. 93. Nous estimons donc que, malgré le libéralisme de la règle portant que les avis ne doivent être soumis à aucune forme spéciale, une lettre recommandée offrirait le double avantage de parvenir d'une façon certaine à destination et d'établir d'une façon indiscutable la date à laquelle l'avis a été envoyé.

(86) V. *Comptes Rendus de la Conférence de Genève, Rapport du Comité de Rédaction*, p. 142, n° 110.

la loi n'exige pas que le preneur adresse lui aussi un avis au tireur. Dans sa notification l'endosseur doit indiquer les noms et les adresses de ceux qui ont donné les avis précédents. L'endosseur qui a inséré la clause « sans garantie » ne jouit pas du droit d'être avisé et si la notification lui est faite, nous estimons que les frais en resteront à la charge du donneur d'avis. Dans le même ordre d'idées l'endosseur « sans garantie », s'il a été avisé, n'a point d'obligation de donner avis à son tour.

430. — La *Loi Uniforme* prévoit que, dans le cas où un endosseur n'a pas indiqué son adresse ou l'a indiquée d'une façon illisible, il suffit que l'avis soit donné à l'endosseur qui le précède. Aussi, peut-on conclure que celui qui a un avis à donner est obligé de le notifier au prédécesseur de son auteur, lorsque son auteur n'a pas indiqué d'adresse ou lorsque celle-ci est illisible, et même si par hasard il connaissait l'adresse de son auteur et si, par suite, il l'avait avisé ⁽⁸⁷⁾.

La Conférence de Genève a émis l'avis que si le tireur ou l'endosseur n'ont pas indiqué leur adresse d'une façon suffisante, le porteur ne sera pas tenu de leur donner avis ⁽⁸⁸⁾.

(87) MICHAELIS, p. 249. Dans ce sens se prononce aussi la jurisprudence allemande (R. O. H. G. 8, 140). Suivant la même jurisprudence, on considère comme mention suffisante le nom d'une ville. Celui qui doit donner avis est tenu de faire toutes diligences nécessaires en vue de découvrir l'adresse exacte de l'endosseur en question.

(88) C. R. de la Conférence de Genève, Rapport du Comité de rédaction, p. 142, n° 111.

431. — Il faut enfin préciser, pour les délais dans lesquels les avis doivent être donnés, et la façon dont ils doivent être donnés, que, suivant l'article 72, al. 2, L. U., si le dernier jour du délai est un jour férié, ce délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable qui en suit l'expiration. Néanmoins, est valable toute mise à la poste d'une lettre missive un jour férié.

432. — *Le défaut de notification*, comme nous l'avons fait observer plus haut, n'entraîne que la réparation éventuelle du dommage causé. En effet, aux termes de l'article 45, al. 6, L. U., celui qui ne donne pas l'avis dans le délai imparti n'encourt pas de déchéance. Il peut seulement être responsable du préjudice causé par sa négligence. Toutefois ces dommages-intérêts ne peuvent dépasser le montant de la lettre de change ⁽⁸⁹⁾. Il convient d'ajouter qu'en raison de la valeur purement pratique de la notification, un endosseur, qui a été avisé par un des signataires ultérieurs, n'a pas le droit d'agir en dommages-intérêts contre son endossataire qui a manqué de lui adresser la notification.

432 bis. — Par contre, conformément à l'économie de l'article 46 L. U., un tireur, un endosseur ou un avaliseur peuvent dispenser de l'obligation de notifier

(89) MICHAELIS, p. 247. C'est à peu près la règle de l'art. 45 W. O. D'après le droit allemand, le porteur ou l'endosseur négligent ne peut que poursuivre le paiement du montant de l'effet, sans frais et intérêts. Il est, en outre, responsable du préjudice causé et dont le montant n'est pas limité à la somme portée sur la lettre de change.

le refus d'acceptation ou de paiement. Mais cette autorisation n'a d'effet qu'à l'égard de l'auteur de la dispense, même s'il s'agit du tireur. Cela s'explique par l'importance toute pratique de la notification vis-à-vis de chacun de ces signataires séparément.

Cette dispense peut être donnée par écrit sur l'effet même ou par acte séparé. Elle peut aussi résulter de tout autre acte qui en indique clairement l'intention. Rappelons que la dispense de protêt ne comprend point la dispense de faire notification.

B. — DROIT ANGLO-AMÉRICAIN.

Recours faute de paiement à l'échéance.

433. — Le porteur d'un effet, dont le paiement a été refusé par le débiteur, a un droit de recours immédiat contre tous les autres signataires de l'effet (art. 84 N. I. L. et 47, § 2, B. E. A.) ⁽⁹⁰⁾. Les articles 83 N. I. L. et 47, § 1, B. E. A. précisent qu'il y a défaut de paiement de la part du débiteur principal : 1° Lorsqu'un effet a été présenté régulièrement au paiement et que celui-ci a été refusé ou n'a pu être obtenu ; et 2° Lorsque le défaut de présentation est motivé et que l'effet est échu et resté impayé.

Comme dans la *Loi Uniforme*, ce droit de recours est conditionné par l'exécution de certaines formalités : *présentation, protêt, notification*.

⁽⁹⁰⁾ Art. 83 et 84 N. I. L. ; art. 47 B. E. A. ; art. 95 B. E. A. du Canada.

Présentation de l'effet.

434. — En principe la présentation au paiement est indispensable en vue de lier le tireur et les endosseurs (art. 70 N. I. L. *in fine* et 45 B. E. A.).

435. — Les règles concernant l'époque et le lieu de présentation, ainsi que toutes les autres prescriptions relatives à la présentation au paiement, ont déjà fait l'objet d'une explication détaillée dans notre analyse des dispositions des lois cambiales anglo-américaines réglementant le paiement des effets négociables. Nous y renvoyons le lecteur ⁽⁹¹⁾.

Protêt.

436. — Dans le droit anglais le protêt n'est pas obligatoire. Dans certains cas pourtant il peut se présenter comme une des diligences imposées au porteur.

437. — Aux termes des articles 152 *in fine* N. I. L. et 51, § 1, B. E. A., il est inutile de faire dresser le constat ou d'établir le protêt d'un effet « intérieur » en vue de conserver les droits aux recours contre le tireur et les endosseurs. Et l'article 52, § 3, B. E. A., déclare qu'il n'est pas nécessaire pour lier l'accepteur d'une lettre de change de la faire protester. Si, au contraire, il s'agit d'un effet négociable « exté-

(91) BRANNAN, p. 669 à 800, art. 70 à 82 ; CHALMERS, p. 168 à 175 et 205 à 208, art. 45 et 52, §§ 1 et 4 B. E. A. ; FALCONBRIDGE, p. 680 à 696, art. 85 à 94 B. E. A. du Canada. V. Chapitre III, section IV, *Paiement*, n^{os} 337 et s.

rieur », le protêt est indispensable pour lier le tireur et les endosseurs (art. 151 N. I. L. et 51, § 2, B. E. A.). Cette dernière règle, d'après la solution de l'ancien cas *Gale v. Walsh* ([1793], 5 T. R. 239, 2 Ames 114), était déjà consacrée en Angleterre par la *Coutume marchande* ⁽⁹²⁾. De même, quand un effet (« intérieur » ou « extérieur »), qui a subi un refus d'acceptation, a été accepté par un intervenant, ou quand il indique un recommandataire, les articles 167 N. I. L. et 67, § 1, B. E. A. décident qu'il doit être protesté faute de paiement avant d'être présenté au paiement à l'accepteur par intervention ou au recommandataire. Et, quand une lettre de change n'est pas honorée par l'accepteur par intervention, on doit la faire protester à nouveau faute de paiement (art. 170 N. I. L. et 67, § 4, B. E. A.).

437 bis. — Par contre, d'après les articles 113 *in fine* et 114 B. E. A. du Canada, le porteur est tenu de faire dresser le constat ou le protêt d'une lettre de change « intérieure » tirée sur une personne demeurant dans la province de Québec, ou d'un effet « intérieur » payable ou accepté dans ladite province. A défaut, les garants seront libérés.

438. — Le *Bills of Exchange Act* anglais précise, dans son article 93, que lorsqu'une lettre de change ou

(92) BRANNAN, p. 861, 862, 1016 à 1024, art. 111, 152 à 160 N. I. L.; CHALMERS, p. 199 à 205, art. 51 B. E. A. ; FALCONBRIDGE, p. 726 à 738, art. 109 à 126 B. E. A. du Canada.

(93) FALCONBRIDGE, p. 727 ; HOLDSWORTH, p. 156, 171, 174 ; CHALMERS, p. 200, 201 ; BRANNAN, p. 1022 : une lettre de change protestée faute d'acceptation peut ensuite être protestée faute de paiement

un billet à ordre doit être protesté dans un délai déterminé ou avant quelque acte de procédure ultérieure, il suffit que le constat pour protêt soit fait avant l'expiration du délai ou avant l'ouverture de la procédure et le protêt peut être, à toute époque postérieure, rédigé comme étant du jour du constat.

Les articles 155 N. I. L. et 51 § 4, B. E. A. édictent des dispositions analogues. D'autre part, suivant la modification apportée à l'article 51, § 4, B. E. A., en 1917, le constat peut être dressé le jour même du refus de paiement ou d'acceptation, mais doit l'être, au plus tard, le premier jour ouvrable qui suit. La loi uniforme américaine (art. 155) a gardé l'ancienne rédaction : le constat ou le protêt est obligatoirement dressé le jour même où il y a eu refus de paiement ou d'acceptation. Il en est de même dans la loi canadienne (art. 119, 121 et 126).

439. — En ce qui concerne l'équivalence du constat (*noting*) et du protêt, le constat est en réalité un protêt dans sa forme naissante : il n'est pas connu de la loi comme un acte rigoureusement distinct du protêt ⁽⁹⁴⁾. Suivant la pratique notariale en Angleterre, le constat n'est autre chose que la minute faite par un « notaire public » sur un effet négociable, au moment où celui-ci a subi un refus d'acceptation ou de paiement. Le certificat formel du notaire, le pro-

(art. 51, § 3 B. E. A. ; art. 157 N. I. L. ; art. 115 B. E. A. du Canada) ; notons que dans ce cas la loi canadienne assimile, avec raison, au protêt dressé faute d'acceptation, la dispense de ce protêt.

(94) CHALMERS, p. 333. C'est la consécration de la solution du cas *Geralopulo v. Wieler* (1881), 10 C. B. 690, 4 R. C. 654.

têt, qui atteste le défaut d'acceptation ou de paiement, est basé sur ce constat ⁽⁹⁵⁾.

440. — Aux termes des articles 156 N. I. L. et 51, § 6 b), B. E. A., l'effet doit être protesté au lieu même où il a subi un refus d'acceptation ou de paiement. Mais quand un effet, payable au siège commercial ou au domicile d'une personne autre que le tiré, a subi un refus d'acceptation, il doit être protesté faute de paiement au lieu même où il est mentionné payable et il n'y a pas nécessité de présentation ou demande au tiré. Le *Bills of Exchange Act* (art. 51, § 6 a), B. E. A.) ajoute que lorsqu'une lettre de change est présentée par l'entremise de la poste et retournée après refus par la poste, on peut la protester au lieu du retour et le jour de ce retour, si elle est reçue aux heures d'affaires, et, si elle n'est pas reçue aux heures d'affaires, au plus tard le jour ouvrable suivant. Cette règle anglaise reproduit une pratique des notaires de Liverpool qui s'occupent des effets tirés sur les filateurs de coton installés dans le Lancashire ⁽⁹⁶⁾.

441. — *Forme de l'acte de protêt* (art. 153 N. I. L. et 51, § 7, B. E. A.). — Le protêt doit être annexé à

(95) Le constat contient les initiales du notaire, la date, la mention des frais du notaire et une marque se référant au registre du notaire, le tout écrit sur l'effet lui-même. Les registres du notaire portent certaines lettres et la lettre correspondante est mise sur l'effet en signe de marque. En outre, on joint une étiquette à l'effet, sur laquelle se trouve inscrite la réponse donnée au clerc du notaire lors de la présentation. Mentionnons aussi que, avant d'envoyer l'effet à la présentation, le notaire en fait une transcription littérale sur son registre, et ajoute après la réponse reçue de la part du débiteur (v. l'ouvrage de Brooke, « *le Notaire* »).

(96) V. CHALMERS, *op. cit.*, p. 202.

l'effet ou doit contenir sa copie. Il est obligatoirement rédigé, signé et revêtu du sceau du notaire. La loi cambiale anglaise n'exige pas l'annexion du protêt à l'effet. Elle ne requiert pas non plus le sceau du notaire, mais dans la pratique l'usage du sceau est adopté. Le protêt doit expressément mentionner : 1° la date et le lieu de la présentation ; 2° le fait que la présentation a eu lieu et dans quelles circonstances ; 3° la raison ou la cause donnant lieu au protêt ; et 4° la demande faite et la réponse donnée, s'il y en a, ou le fait que le tiré ou l'accepteur n'a pu être rejoint. La mention citée sous le n° 2 est spéciale au droit américain.

Si cependant un effet négociable est perdu, détruit ou irrégulièrement détenu au détriment de la personne qui y a droit, les articles 160 N. I. L. et 51, § 8, B. E. A. prescrivent que le protêt peut être dressé sur une copie ou des écrits s'y rapportant.

442. — Suivant les dispositions des articles 154 N. I. L. et 94 B. E. A., le protêt peut être dressé par :

1° un notaire public, ou par

2° tout honorable habitant du lieu, où la lettre de change a subi le refus, en présence de deux ou plusieurs témoins. Le *Bills of Exchange Act* du Canada n'admet pas la confection du protêt par un particulier. D'après son article 123, à défaut de notaire, tout juge de paix du lieu peut présenter et protester l'effet, ainsi que donner tous les avis nécessaires. Il est en outre investi de tous les pouvoirs d'un notaire, indispensables dans cette circonstance.

443. — *Dispense de protêt* (art. 159 N. I. L. et 51, § 9, B. E. A.). — Il peut y avoir dispense de la confection du protêt. Les lois cambiales anglo-américaines dispensent le porteur de faire dresser protêt dans tous les cas où il y a dispense de notifier un refus. En outre, le retard à dresser le constat ou le protêt est excusé quand il est dû à des circonstances indépendantes du porteur et non imputables à sa faute, sa mauvaise conduite ou sa négligence. Dès que la cause du retard disparaît, le constat ou le protêt doit être dressé avec diligence.

443 bis. — D'autre part, il peut y avoir renonciation au protêt. Aux termes de l'article 111 N. I. L., un abandon de protêt — qu'il s'agisse d'une lettre de change « extérieure » ou de tout autre effet de commerce négociable — est considéré comme une renonciation non seulement au protêt régulier, mais aussi à la présentation et à la notification du refus. Par contre, d'après les jurisprudences anglaise et canadienne, un abandon de protêt n'est pas réputé être aussi un abandon de présentation ; mais il englobe la renonciation à la notification du refus ⁽⁹⁷⁾.

Ainsi donc les effets juridiques d'une convention ou d'une stipulation équivalente à la clause « retour sans frais », sont reconnus dans le droit anglo-américain.

(97) CHALMERS, 46, 178, *Chesmer v. Noyes* (1815), 4 Camp. 129 : le protêt d'une lettre de change dressé en Angleterre ne constitue pas la preuve d'une présentation régulièrement exécutée. BRANNAN, p. 858 à 862 ; FRANK TAILOR-KENDRICK CO V. VOISSEMENT, 142 La. 973, 77 So 895 ; FALCONBRIDGE, p. 535, 536, *Rat Portage Lumber Co. v. Margulius*, 1914, 24 Man. R. 230, 16 D. L. R. 477, 15 D. L. R. 577.

Notification.

444. — Dans le droit anglo-saxon la notification est un avis en due forme, adressé à qui de droit pour l'avertir du défaut d'acceptation ou de paiement ⁽⁹⁸⁾.

445. — Une jurisprudence constante, dans les pays anglo-saxons, décide, d'une part, que pour les effets « intérieurs » la notification du refus tient la place du protêt tandis qu'au regard des effets « extérieurs » elle complète le protêt, et, d'autre part, qu'un certificat du notaire, attestant la confection du protêt, ne peut pas servir à conserver les recours contre les garants, s'il ne porte pas mention de la notification du refus ⁽⁹⁹⁾.

445 *bis*. — En vue de consacrer ces solutions tirées directement de la pratique des affaires, le droit anglo-américain proclame la notification comme une formalité indispensable et supérieure à l'acte purement formaliste du protêt, en raison de sa valeur toute pratique. Ainsi, d'après les articles 89 N. I. L. et 48 B. E. A., si un effet a subi un refus d'acceptation ou de paiement, notification de ce refus doit obligatoirement être faite au tireur et à chaque endosseur ; à défaut, tout tireur

(98) BRANNAN, p. 825 à 872, art. 89 à 117, N. I. L.; CHALMERS, p. 179 à 198, art. 48 à 50 B. E. A. ; FALCONBRIDGE, p. 700 à 725, art. 96 à 108 B. E. A. Canada. La solution du cas *Ex parte Lowenthal* ([1874], L. R. 9 Ch. 591) précise que la notification n'est pas considérée comme défectueuse, si elle ne donne pas en même temps avis de la confection du protêt.

(99) CHALMERS, p. 181, *Solarte v. Palmer* (1833), 7 Bing. p. 533 ; BRANNAN, p. 828, *Carter Lumber Co v. Shupe Terminal Corp.* 101, N. J. Law 349, 127 Atl. 245. C'est au porteur qu'incombe la preuve de la notification faite ou de la dispense de notification accordée.

ou endosseur sera libéré. Et le fait que le tireur ou un endosseur a connaissance du refus ne dispense point le porteur de lui en faire la notification (*Miers v. Brown* [1843], 11 M. et W. 372). Mais aux termes des articles 117 N. I. L. et 48, § 1, B. E. A., l'omission de notification du refus d'acceptation ne porte pas atteinte aux droits d'un porteur régulier, constitués après cette omission. D'autre part, notons que, lorsque due notification du refus d'acceptation a été faite, il est inutile de notifier le refus de paiement intervenu à la suite, à moins que dans l'intervalle l'effet n'ait été accepté (art. 116 N. I. L. et 48, § 2, B. E. A.).

Cette obligation de notifier le refus a été exposée dans l'arrêt rendu par le juge BRETT, lors de la solution du cas *Horne v. Rouquette* ([1878]) 32 B. D. 511, C. A.). Dans le cas où il y a plusieurs endosseurs, le dernier d'entre eux, porteur de l'effet, peut notifier le refus, soit seulement à son endosseur immédiat, soit seulement au tireur, soit à la fois au tireur et à tous les endosseurs subséquents. Chaque endosseur, de son côté, en vue de conserver ses droits de recours, doit, au reçu de la notification, notifier le refus à son endosseur seulement ou à tous les signataires qui le précèdent ⁽¹⁰⁰⁾.

446. — *Forme et délais de la notification.* — La forme de la notification est prescrite par les articles 96 N. I. L. et 49, § 5, B. E. A. Suivant ces règles, elle peut être faite par écrit, et la loi américaine ajoute :

(100) FALCONBRIDGE, p. 713.

ou simplement par communication verbale. Les termes employés doivent être tels qu'ils identifient suffisamment l'effet et font savoir le refus d'acceptation ou de paiement. Dans tous les cas, elle peut être faite personnellement ou par la poste. En outre, les articles 95 N. I. L. et 49, § 7, B. E. A., précisent que la notification faite par écrit n'a pas besoin d'être signée et celle faite par écrit, mais incomplète, peut être complétée et rendue valable par une communication verbale. Une description erronée de l'effet n'infirmes pas la notification, à moins que celui qui la reçoit ne soit, par ce fait, induit en erreur ⁽¹⁰¹⁾. Enfin, l'article 49, § 6, B. E. A. reproduit une pratique bancaire, qui, d'ailleurs, est aussi incorporée dans la *Loi Uniforme* : le retour au tireur ou endosseur de l'effet qui a subi un refus, constitue, quant à la forme, notification suffisante du refus.

446 bis. — Aux termes de l'article 102 N. I. L., la notification peut être faite dès qu'il y a eu refus et dans les délais prescrits par la loi. Le *Bills of Exchange Act* (art. 49, § 12) prescrit qu'elle doit être faite dans un délai raisonnable ⁽¹⁰²⁾. Mais, d'après les solutions du cas *Kennedy v. Thomas* ([1894], 2 Q. B. 759 C. A.) et du cas *Castrique v. Bernabo* ([1844], 6 Q. B. 498), lorsque le paiement de l'effet a été re-

(101) V. l'énumération des cas de description (inexacte) de l'effet, constituant des notifications suffisantes dans CHALMERS, p. 183, 184, et dans FALCONBRIDGE, p. 709, 710.

(102) BRANNAN, p. 841. Le *Bills of Exchange Act* du Canada (art. 97) exige que notification soit faite au plus tard le premier jour ouvrable ou judiciaire qui suit le jour du refus (v. FALCONBRIDGE, *op. cit.*, p. 702, 703).

fusé le dernier jour de grâce, le porteur n'est autorisé à poursuivre aucun des signataires avant l'expiration de ce jour, quoiqu'il ait la faculté de notifier le refus ce jour-même.

Les deux lois (art. 103 et 104 N. I. L. et art. 49, § 12, B. E. A.) précisent enfin certaines circonstances spéciales.

Ainsi, quand celui qui fait et celui qui doit recevoir notification résident au même lieu, la notification doit être faite dans les délais suivants :

1° Si la notification est faite au siège commercial de la personne qui doit la recevoir, elle doit être faite le lendemain du refus durant les heures ouvrables ;

2° Si elle est adressée au domicile de ladite personne, elle doit être faite le lendemain du refus, avant les heures habituelles de repos ;

3° Si elle est envoyée par lettre, celle-ci doit être mise à la poste à temps pour pouvoir atteindre le destinataire, dans le cours normal des choses, pendant la journée qui suit le jour du refus.

Par contre, lorsque celui qui fait et celui qui doit recevoir notification habitent des lieux différents, notification doit être faite dans les délais suivants :

1° Si la notification est envoyée par courrier, la lettre doit être mise à la poste afin de pouvoir partir par le courrier du lendemain du refus, ou par la plus prochaine levée, s'il n'y a pas de levée convenable le jour même.

2° Si elle est envoyée autrement que par la poste, le délai de transmission doit être semblable à celui

que comporterait la transmission par la poste dans les conditions énumérées ci-dessus. Cette dernière règle est spéciale au droit américain.

Dans cet ordre d'idées, la *Negotiable Instruments Law* (art. 106) précise que toute notification est considérée comme ayant été confiée à la poste, si elle a été remise à un bureau de quartier ou déposée dans une boîte aux lettres soumise au contrôle du Ministère des P. T. T. Les deux législations, anglaise et américaine (art. 105 N. I. L. et 49, § 15, B. E. A.), déclarent enfin que la notification du refus dûment adressée par la poste sera considérée comme faite valablement, même si le service postal commet une faute ⁽¹⁰³⁾.

447. — *Devoirs du garant qui a reçu notification.* — Aux termes de l'article 107 N. I. L. et 49, § 14, B. E. A. toute partie qui a reçu la notification du refus, doit la faire suivre aux parties qui la précèdent dans le même délai qui est imposé au porteur lui-même après le refus ⁽¹⁰⁴⁾. Et, suivant la solution du cas *Bray v. Hadwen* ([1816], 5 M. et S. 68), qui a consacré une pratique constante en Angleterre, chacun des obligés dispose d'un jour entier pour faire la notification.

448. — *Personne qui doit faire la notification.* — La notification doit être faite par le porteur ou en son

(103) BRANNAN, p. 842, *Wilson v. Peck*, 66 Misc. Rep. 179, 121 N. Y. Supp. 344.

(104) BRANNAN, p. 846, *Gleason v. Thayer*, 87 Conn. 248, 87 Atl. 790 Ann. Cas. 1915 B, 1069. FALCONBRIDGE, *op. cit.* p. 713, *Horne v. Rouquette* (1878) 3 Q.B.D. 514.

nom. Ensuite, elle peut être faite par toute partie, ou au nom de cette même partie, liée par l'effet et pouvant être forcée de payer au porteur et qui, en outre, s'étant acquittée, aurait droit au remboursement de la part du signataire qui a reçu notification (art. 90 N. I. L. et 49, § 1, B. E. A.).

Les articles 91 N. I. L. et 49, § 2, B. E. A. décident que notification du refus peut aussi être faite par un « agent », soit en son propre nom, soit au nom de toute personne qualifiée pour faire cette notification, que cette personne soit son commettant ou non. Les solutions des cas *Rosher v. Kieran* ([1814], 4 Camp. 87) et *Harrison v. Ruscoe* ([1846], 15 M. et W., p. 235) ajoutent que la personne qualifiée pour faire cette notification peut constituer comme son « agent » le tiré ou l'accepteur. Et, *Chalmers*, de son côté, précise que, dans le cas où l'effet est présenté au paiement par l'intermédiaire d'un bureau de poste, le tiré ou l'accepteur peut être considéré comme agent du porteur en ce qui concerne la notification à faire ⁽¹⁰⁵⁾.

En outre, aux termes des articles 94 N. I. L. et 49, § 13, B. E. A., un mandataire, détenant un effet qui a subi un refus, peut en aviser, soit les parties liées par l'effet, soit son commettant. S'il adresse la notification à son commettant, il doit agir dans le même délai que s'il était porteur et, au reçu de la notification, le commettant à son tour agira dans le même

(105) CHALMERS, p. 182, 183, *Prideaux v. Criddle*, L. R. 4 Q. B. p. 461, BRANNAN, *op. cit.*, p. 832. *Grenda v. Kitchen* (Mass.), 170 N. E. 619.

délai que si son mandataire était un porteur indépendant ⁽¹⁰⁶⁾.

449. — *Personne à qui notification peut être adressée.* — La notification du refus, comme nous l'avons vu, est obligatoirement faite au tireur et aux endosseurs. *Chalmers* ajoute que toute partie responsable de la valeur fournie, quoique n'étant pas obligée en vertu de l'effet, aurait droit à recevoir notification du refus. Par contre, d'après la jurisprudence constante des tribunaux de Québec (*Banque Jacques Cartier v. Gagnon*, 1894), un endosseur « pour aval », ayant apposé sa signature au dos de l'effet avant l'endossement du preneur, n'a pas droit à être avisé du refus ou du protêt ⁽¹⁰⁷⁾.

Suivant les dispositions des articles 97 à 101 N. I. L. et 49, §§ 8, 9, 10, 11, B. E. A., la notification peut être adressée soit au signataire lui-même, soit à son représentant. Si l'un quelconque des signataires est décédé et si celui qui adresse la notification en a connaissance, notification doit être faite au « représentant personnel » du défunt, s'il en a un, et si on a pu le rejoindre après toutes diligences raisonnables. Au cas où il n'y aurait point de représentant personnel, la notification peut être envoyée au dernier domicile ou au dernier siège commercial du défunt. Quand les parties que l'on doit aviser sont associées, notification

(106) CHALMERS, p. 190, *Fielding et Co. v. Corry* (1898), 1 Q. B. 268, C. A.

(107) CHALMERS, p. 198 ; FALCONBRIDGE, *op. cit.*, p. 702, *Banque Jacques Cartier v. Gagnon*, 1894, Q. R. 5 S. C. 499.

faite à l'une quelconque d'entre elles vaut notification à la société, même si elle est dissoute. Il en est de même, d'après la solution du cas américain *Kensington Nat. Bank v. Wore* (32 Pa. Super. Ct. 247), lorsque l'associé, informé du refus par une notification, la détruit frauduleusement ⁽¹⁰⁸⁾. Par contre, la notification à faire aux signataires conjoints, non associés, doit être adressée à chacun d'eux, à moins que l'un n'ait eu, des autres, l'autorisation de la recevoir. Enfin, si l'une des parties est en faillite ou devient insolvable, ou si elle a cédé ses biens à ses créanciers, notification pourra être adressée à la partie en cause ou au syndic ou bien au cessionnaire ⁽¹⁰⁹⁾.

450. — *Lieu où la notification doit être adressée* (art. 108 N. I. L.). — Quand une partie a ajouté une adresse à sa signature, la notification du refus doit lui être transmise à cette adresse. A défaut d'une telle adresse, la notification sera transmise comme suit :

1° Soit au bureau de poste le plus proche de son domicile, soit au bureau de poste par lequel elle reçoit d'habitude sa correspondance.

2° Si elle habite dans un lieu différent de celui de son siège commercial, notification peut être envoyée à l'une ou à l'autre adresse ;

3° Si la partie en cause séjourne dans un lieu différent, notification peut être adressée à ce lieu de séjour.

(108) BRANNAN, *op. cit.*, p. 839.

(109) BRANNAN, p. 839, 840, *Callahan v. Bank of Kentucky*, 82 Ky. 231 ; *contra House v. Vinton Nat. Bank*, 43 Ohio St. 436, 1 N. E. 129. Notons que le *Bills of Exchange Act* ne prévoit pas le cas de la cession des biens aux créanciers du débiteur (art. 49, § 10).

Enfin l'article 108 N. I. L. *in fine* précise que la notification sera toutefois valable, si elle a été réellement reçue par la partie en question, dans les délais prescrits par la *Negotiable Instruments Law*, même si elle n'a pas été envoyée conformément aux dispositions légales.

Ces règles sont spéciales à la législation américaine ⁽¹¹⁰⁾.

451. — *Effets de la notification* (art. 92 et 93 N. I. L. et art. 49, §§ 3 et 4, B. E. A. — La notification, faite par le porteur ou en son nom, profite à tous les porteurs subséquents et à toutes parties précédentes qui ont un droit de recours contre celui qui a reçu notification. Et, d'autre part, quand la notification est envoyée par une partie qualifiée pour la faire, ou en son nom, elle profite au porteur ainsi qu'à toutes parties venant après celle qui a reçu notification. C'est la consécration des solutions des anciens cas *Stafford v. Gates* (1820, 18 Johns 327, New-York) et *Chapman v. Keane* ([1835], 3 A. et E., 193) ⁽¹¹¹⁾.

452. — *Renonciation à la notification* (art. 109 N. I. L. et 50. § 2 b), B. E. A.). — Toute partie peut renoncer à son droit d'être informée du refus. La notification du refus peut être abandonnée, soit avant l'époque où notification doit être faite, soit après l'omission de la notification régulière, et l'acte d'abandon peut être manifeste ou tacite. Cette renonciation

(110) *Ibid*, p. 847 à 850.

(111) CHALMERS, p. 183, 184.

englobe l'abandon de protêt et *vice versa*. D'après l'analogie tirée de l'article 111 N. I. L., la renonciation à la présentation est aussi comprise aux Etats-Unis dans cet abandon ; les jurisprudences anglaise et canadienne sont fixées dans le sens contraire (^{111 bis}). Ajoutons qu'un effet souscrit en renouvellement peut, selon le cas, être considéré comme un abandon de notification.

Cependant les législations américaine et anglaise ne s'accordent plus lorsqu'il s'agit de savoir quels effets produit cette renonciation à l'égard des parties.

Le droit américain fait une distinction, formulée par l'article 110 N. I. L. : lorsque mention de l'abandon est incorporée dans le texte de l'effet, elle engage toutes les parties ; si, au contraire, elle se trouve inscrite au-dessus de la signature d'un seul endosseur, elle ne concerne que celui-ci, et, suivant *Chalmers*, elle engagerait aussi tous les endosseurs subséquents.

Dans la législation anglaise, une disposition expresse de l'article 16, § 2, B. E. A., déclare qu'une formule, relevant le porteur, en tout ou en partie, de ses obligations, ne concerne que l'auteur de la clause, que ce soit le tireur ou un endosseur (¹¹²).

(111 bis) V. *supra*, note 111.

(112) CHALMERS, p. 46, 178, 194. *Hill v. Heap* (1823) D. et R. N. P. C., 57. BRANNAN, p. 850 à 861. Si la mention de l'abandon est imprimée au dos de l'effet, elle est réputée insérée dans le texte et engage tous les endosseurs dont le nom se trouve à sa suite, *Costello Bros. v. Buckley* (R. I.), 148 Atl. 414. FALCONBRIDGE, p. 534 à 536 et 720 à 722, *Nadeau v. Vachon*, 1926, 29 Q. P. R. 185.

452 *bis*. — Le droit anglo-américain contient aussi quelques règles sur les cas où notification n'est pas exigée ⁽¹¹³⁾.

Aux termes des articles 112 N. I. L. et 50, § 2 *a*), B. E. A., l'obligation de notifier le refus cesse dans le cas où malgré toutes les diligences exercées, la notification n'a pu être faite ou n'est pas arrivée aux parties que l'on voulait atteindre.

453. — D'après les articles 114 N. I. L. et 50, § 2 *c*), B. E. A., dans les cas suivants, la notification au tireur n'est pas obligatoire :

1° Quand le tireur et le tiré sont la même personne ;

2° Quand le tiré est une personne fictive ou n'ayant pas capacité de contracter ;

3° Quand le tireur est la personne à qui l'effet est présenté pour le paiement ⁽¹¹³⁾ ;

4° Quand le tireur n'a aucun droit d'attendre ou d'exiger de la part du tiré ou de l'accepteur le paiement de l'effet ;

5° Quand le tireur a donné contre-ordre au paiement.

Enfin, quant à l'endosseur, les articles 115 N. I. L. et 50, § 2 *d*), B. E. A. décident qu'il n'y a pas lieu de lui notifier le refus :

(113) BRANNAN, p. 864 à 870. CHALMERS, p. 192 à 198. FALCON-BRIDGE, p. 722 à 725. La clause 3^e, qui se rapporte au tireur, englobe tous les cas dans lesquels présentation au paiement est faite au tireur. C'est le point de vue adopté par la Chambre des Lords dans le cas *Bank of England v. Vagliano* (1891), A. C. 107, 3 R. C. 695.

1° Quand le tiré est une personne fictive ou n'ayant pas capacité de contracter et que l'endosseur en avait connaissance au moment de l'endossement ;

2° Quand l'endosseur est la personne à qui l'effet avait été présenté au paiement ;

3° Quand l'effet avait été créé ou accepté par complaisance pour lui.

RECOURS AVANT L'ÉCHÉANCE

A. — LOI UNIFORME (art. 43).

Recours faute d'acceptation.

454. — La *Loi Uniforme* reconnaît au refus d'acceptation les mêmes effets qu'au refus de paiement : les recours sont immédiatement ouverts au porteur (art. 43 L. U.).

Les formalités de ce recours sont la présentation et le protêt. La notification doit se faire également ; mais, comme nous le savons déjà, il n'y a pas de déchéance des recours, si elle fait défaut.

455. — Il y a lieu à exercice des recours si la lettre de change, étant présentée à l'acceptation, celle-ci est refusée ou bien si, sur présentation à l'acceptation, la lettre de change est revêtue d'une acceptation conditionnelle (114). Et, si le tiré accepte la lettre pour une

(114) On n'est pas tenu de présenter l'effet lorsque le titre original ne peut pas être remis au porteur. S'il s'agit d'une lettre de change tirée en plusieurs exemplaires, le porteur devra, dans ce cas, présenter à l'acceptation l'exemplaire qu'il détient (art. 66

partie du montant, les recours sont alors possibles pour le découvert.

Le porteur est par suite tenu de faire constater par un protêt le défaut d'acceptation pure et simple (art. 44, al. 1, L. U.). Ce protêt serait inutile, dans le cas où le refus de remise de l'effet original au porteur aurait déjà été constaté par un protêt (art. 68, al. 2, L. U.).

456. — D'après l'article 44, al. 2, L. U., le protêt faute d'acceptation, doit être établi dans les délais fixés pour la présentation à l'acceptation, c'est-à-dire jusqu'à l'échéance (art. 21 L. U.) ⁽¹¹⁵⁾. Il convient de préciser qu'on ne fera usage de ce protêt que lorsqu'il s'agira de la présentation à l'acceptation obligatoire, la présentation à l'acceptation étant en principe facultative. Ainsi, le protêt des lettres de change qui doivent être présentées à l'acceptation est obligatoirement dressé dans le délai fixé par le tireur ou par l'endosseur, ou dans le délai imparti par la loi. Dans cet ordre d'idées, s'il s'agit du refus d'acceptation d'une lettre payable à un certain délai après vue, le porteur est tenu de dresser protêt dans le délai fixé par le tireur, un endosseur ou bien par la loi ⁽¹¹³⁾. Il

L. U.). Toutefois, le tiré peut refuser d'accepter cet exemplaire, s'il a déjà accepté le premier et dans ce cas le recours faute d'acceptation est exclu. Il en est de même lorsqu'il s'agit de l'original de l'effet revêtu de l'acceptation du tiré (art. 68 L. U.).

(115) Signalons qu'il est nécessaire d'établir, avant l'échéance, par un protêt, que l'original n'a pas été remis au porteur sur sa demande.

(116) Si un tel effet n'est pas présenté dans le délai fixé ou si le protêt pour défaut de date d'acceptation n'est pas dressé, il n'y a pas d'indication d'échéance qui ouvrirait les recours contre les garants. C'était déjà l'opinion adoptée par la Conférence de La Haye en 1912 (v. *Deuxième Conférence de la Haye, 1912, Actes*, p. 96).

faut ajouter que si, la première présentation étant faite le dernier jour du délai conventionnel ou légal, le tiré demandait une seconde présentation pour le lendemain (art. 24, al. 1, L. U.), le protêt serait valablement dressé le lendemain. Enfin, lorsqu'une lettre de change ne doit pas être présentée à l'acceptation avant un délai déterminé, le protêt faute d'acceptation ne peut être valablement établi qu'à l'expiration de ce délai.

D'autre part, conformément à l'article 56 L. U., lorsqu'il a été indiqué sur la lettre de change une personne pour l'accepter ou la payer, « au besoin », ayant son domicile au lieu du paiement, le porteur ne peut exercer avant l'échéance ses droits de recours contre celui qui a apposé l'indication et contre les signataires subséquents, à moins qu'il n'ait présenté la lettre de change à la personne désignée et que, celle-ci ayant refusé l'acceptation, ce refus n'ait été constaté par un protêt.

457. — Le porteur doit donner avis du défaut d'acceptation (art. 45 L. U.). Cette notification participe de la même nature juridique que celle requise lors du protêt faute de paiement.

458. — Le porteur peut être dispensé de faire dresser le protêt faute d'acceptation (art. 46 L. U.). Rappelons, d'autre part, que la confection du protêt faute d'acceptation dispense de la présentation au paiement et du protêt faute de paiement (al. 4 de l'art. 44 L. U.).

*Recours basés sur l'état d'insolvabilité du tiré
et du tireur.*

459. — Aux termes de l'article 44, al. 5 et 6, L. U., le porteur est aussi autorisé à agir contre les garants avant l'échéance, lorsqu'il résulte des circonstances qu'il y a insolvabilité du tiré, accepteur ou non, ou du tireur d'une lettre de change non acceptable.

En cas de cessation de paiements du tiré, accepteur ou non, le porteur peut exercer son recours avant l'échéance. Conformément à l'article 43, n° 2, L. U., la cessation de paiement ne doit même pas être constatée par un jugement. Toutefois, l'exercice de ces recours est subordonné à la présentation de la lettre au paiement et à un protêt faute de paiement. Le délai dans lequel ce protêt doit être dressé, est limité par le jour de l'échéance. La même règle s'applique, si la saisie pratiquée sur les biens du tiré, accepteur ou non, est demeurée infructueuse. Il semble que le porteur peut être dispensé de dresser ce protêt (argument de l'art. 46 L. U.).

D'autre part, en cas de faillite déclarée du tiré, accepteur ou non, l'article susvisé prescrit que la simple production du jugement déclaratif de faillite suffit pour permettre au porteur d'exercer ses recours. Il en est de même dans le cas de la faillite déclarée du tireur d'une lettre créée non acceptable, ou d'une lettre qui ne doit pas être présentée à l'acceptation avant une date ou un délai déterminés, si ce délai n'est pas encore expiré. Dans ces cas c'est la loi qui dispense de faire dresser protêt et si, néanmoins, il

en est adressé un, les frais sont à la charge du porteur (art. 44, al. 6, L. U.).

Enfin, l'obligation de la notification, telle qu'elle est prévue pour le cas de défaut de paiement, existe aussi en cas de recours basés sur l'état d'insolvabilité du tiré ou du tireur. Il convient de noter cependant que lorsqu'il s'agit de la faillite du tireur, le porteur n'est pas tenu d'observer les délais impartis par l'article 45 L. U.

B. — DROIT ANGLO-AMÉRICAIN.

460. — Les recours avant l'échéance, nous l'avons déjà mentionné, ne sont possibles dans le droit anglo-américain que dans le cas où l'acceptation n'est pas obtenue ⁽¹¹⁷⁾. Donc, d'après les articles 151 N. I. L. et 43, § 2, B. E. A., lorsqu'une lettre de change a subi un refus d'acceptation, le porteur acquiert un droit immédiat de recours contre le tireur et les endosseurs et la présentation n'est plus nécessaire.

461. — D'autres règles cambiales précisent les situations dans lesquelles une lettre de change doit être considérée comme ayant subi un refus d'acceptation (art. 149 N. I. L. et 43, § 1, B. E. A.). En premier lieu

(117) BRANNAN, p. 825 à 872, 1012 à 1024 ; art. 89 à 118 et 142 à 160 N. I. L., CHALMERS, p. 157 à 168, 179 à 208 ; art. 39 à 44 et 48 à 52 B. E. A. FALCONBRIDGE, p. 669 à 679, 700 à 738 ; art. 75 à 83 et 96 à 126 B. E. A. du Canada. Rappelons que dans les cas où avant l'échéance l'accepteur tombe en faillite, devient insolvable ou cède ses biens à ses créanciers, le porteur n'a pas droit aux recours ; il ne peut que dresser protêt dans le but de s'assurer une plus ample garantie à l'égard du tireur et des endosseurs (art. 158 N. I. L. et 51 § 5 B. E. A.),

quand, après une présentation régulière, l'acceptation, telle qu'elle est prévue par la loi, est refusée ou n'a pu être obtenue, et, en second lieu, quand la présentation à l'acceptation n'est pas exigée et que la lettre de change n'a pas été acceptée. En outre, si le porteur refuse de recevoir une acceptation restrictive et, si, d'autre part, il n'obtient pas une acceptation pure et simple, il peut traiter la lettre de change comme si elle avait subi un refus d'acceptation (art. 142 N. I. L. et 44, § 1, B. E. A.).

462. — L'analyse détaillée des dispositions relatives à la présentation à l'acceptation a été faite dans notre exposé des règles sur l'acceptation dans le droit anglo-américain. Nous y renvoyons le lecteur.

463. — Comme la *Loi Uniforme*, les législations anglo-américaines (art. 150 N. I. L. et 42 B. E. A.) déclarent que, lorsque la lettre de change a été régulièrement présentée à l'acceptation et n'a pas été acceptée dans le délai prescrit (ou d'après le *Bills of Exchange Act*, dans le délai d'usage), la personne qui l'a présentée doit considérer la lettre de change comme ayant subi un refus d'acceptation ; sinon, elle perd son droit de recours contre le tireur et les endosseurs. En conséquence, le porteur a le devoir de notifier le refus et de faire protester la lettre de change, conformément aux règles concernant la notification et le protêt faute de paiement (art. 89 et 152 N. I. L. et art. 48 et 51, § 2, B. E. A.).

§ 3. — DÉCHÉANCE DES DROITS DU PORTEUR NÉGLIGENT

A. — LOI UNIFORME (art. 53).

464. — Le porteur qui néglige de remplir en temps utile les formalités requises en vue d'exercer les recours s'expose à la déchéance de ses droits ⁽¹¹⁸⁾.

Cette sanction contre le porteur négligent ne doit en somme profiter qu'aux garants. L'accepteur, le souscripteur d'un billet à ordre et leurs avaliseurs, ne peuvent pas s'en prévaloir.

Les rédacteurs de la *Loi Uniforme* ont dû examiner quelle sera la situation du tireur ou d'un endosseur qui, par suite de cette déchéance, se serait enrichi injustement ⁽¹¹⁹⁾. Comme en 1912 (art. 13 de la Convention de La Haye), il a été décidé que chaque Etat contractant est libre de prescrire que, dans le cas de déchéance ou de prescription, il subsistera sur son territoire une action contre le tireur qui n'a pas fait provision ou contre un tireur ou un endosseur qui s'est injustement enrichi (art. 15 de l'annexe II de la Convention de Genève).

465. — Ainsi, aux termes de l'article 53 L. U., après l'expiration des délais fixés pour la présentation d'une lettre de change à vue ou à un certain délai de vue,

(118) Rappelons que le défaut de notification n'entraîne que des dommages-intérêts (art. 45 L. U.).

(119) v. MICHAELIS, p. 379 à 385, art. 83 W. O. Le droit allemand ne reconnaît que l'action contre le tireur qui s'est enrichi injustement. En droit français, le tireur est tenu, en vertu de la lettre de change même vis-à-vis du porteur négligent s'il n'administre pas la preuve de la provision fournie à l'époque de l'échéance. (art. 170 C. de Com. v. LYON-CAEN et RENAULT, n^{os} 407 et s.).

le porteur est déchu de ses droits contre les endosseurs, contre le tireur et contre les autres obligés, à l'exception de l'accepteur. Précisons qu'à défaut de présentation à l'acceptation dans le délai stipulé par le tireur, le porteur est déchu de ses droits de recours tant pour défaut de paiement que pour défaut d'acceptation. Cela est en effet conforme à l'intention du tireur ⁽¹²⁰⁾. Néanmoins, il peut en être autrement si, comme l'article 53 L. U. le précise, il ressort des termes de la stipulation que le tireur n'a entendu s'exonérer que de la garantie de l'acceptation. La stipulation de ce délai par le tireur produit ses effets à l'égard de tous les garants. Mais, si elle émane d'un endosseur, c'est ce dernier, tout seul, qui peut s'en prévaloir.

466. — Outre ces circonstances, la *Loi Uniforme* prévoit que le porteur encourt aussi ladite déchéance après l'expiration des délais fixés pour la confection du protêt faute d'acceptation ou faute de paiement et pour la présentation au paiement en cas de clause de « retour sans frais » (art. 53, al. 1, L. U.).

B. — DROIT ANGLO-AMÉRICAIN.

467. — Dans le droit anglo-américain, comme dans la *Loi Uniforme*, le défaut d'exécution des différentes

(120) Le tireur et les endosseurs ont tout intérêt à savoir si leur responsabilité est engagée par suite du refus d'acceptation. Aussi, serait-il injuste de permettre au porteur de s'abstenir de la présentation de l'effet au tiré à la date fixée par celui qui l'a émis et de prolonger ainsi à son gré la période d'incertitude.

formalités, telles que présentation, notification, protêt, entraîne la déchéance des droits aux recours du porteur (art. 70, 89, 144, 150, 152 N. I. L., et art. 40, §§ 1 et 2, 42, 45, 48, 51, § 2, B. E. A.).

En outre, d'après une jurisprudence nombreuse anglo-saxonne, la négligence du porteur annule aussi ses droits qui résultent de la cause du contrat cambiaire : la partie, qui en profite, est définitivement libérée de toute obligation, tant civile que cambiaire, même si elle n'a subi aucun préjudice par suite de la négligence du porteur ⁽¹²¹⁾. Néanmoins, d'après *Chalmers*, ce point de vue juridique des Anglo-Saxons ne peut être accepté que sous certaines réserves : 1° cette question n'a fait l'objet d'aucun débat devant une Cour d'Appel ; 2° les cas qui se sont présentés étaient toujours accompagnés d'allégation d'un préjudice subi par suite de la négligence du porteur ; 3° la jurisprudence ne contient aucune décision basée sur une lettre de change non acceptée ⁽¹²²⁾.

§ 4. — *Prolongation des délais en cas d'événements de force majeure.*

A. — LOI UNIFORME (art. 54).

468. — La rigueur des délais fixés pour l'exécution des formalités, qui ouvrent les recours, est tempérée

(121) Rappelons que la Législation Uniforme de Genève admet, sous forme de réserve, la possibilité d'une action contre toute partie à l'effet qui se serait enrichie injustement (art. 15 de l'annexe II de la Convention portant Loi Uniforme). v. les décisions citées dans CHALMERS, p. 157, de *Soward v. Palmer* (1818). 8 Taunt. 277 ; *Peacock v. Purssell* (1863), 32 L. J. C. P. 266 (présentation au paiement) ; *Bridges v. Berry* (1810) 3 Taunt. 130 (notification du refus).

(122) CHALMERS, p. 367.

par la prise en considération de certaines circonstances qui mettent obstacle insurmontable à l'accomplissement régulier de ces formalités : le porteur peut alors être relevé de la déchéance qu'il a encourue.

D'après l'article 54 L. U., ces obstacles insurmontables sont le résultat des événements de force majeure. Ces événements ont pour effet de prolonger les délais dans lesquels il faut présenter l'effet et dresser protêt, s'il y a lieu.

469. — La *Loi Uniforme* ne fournit pas une définition précise de la force majeure et elle ne donne pas non plus une énumération limitative des cas de force majeure. Il appartiendra donc aux tribunaux de décider si les faits invoqués par une partie dans un procès constituent en réalité un obstacle insurmontable, comme l'exige l'article 54.

Toutefois, les auteurs de la *Loi Uniforme*, à la différence des experts-juristes de 1928, ont précisé que les moratoires déclarés, soit par un Etat contractant, soit même par un Etat non adhérent à la Convention de Genève, constituent un cas de force majeure, tandis que la Convention de La Haye de 1912 décidait que « ces actes pouvaient simplement contribuer à faire admettre par les tribunaux des autres pays l'existence de la force majeure, sans que ceux-ci soient, en droit, tenus de se conformer aux prescriptions contenues dans les actes d'une autorité étrangère » ⁽¹²³⁾.

(123) *C. R. de la Conférence de Genève, Rapport du Comité de Rédaction*, p. 144, n° 123. *Deuxième Conférence de La Haye de*

D'autre part, en vue de mieux déterminer sa conception de la force majeure, la *Loi Uniforme* prescrit en outre que l'on ne peut reconnaître, comme constituant des cas de force majeure, les faits purement personnels au porteur ou à celui qu'il a chargé de la présentation de la lettre ou de la confection du protêt. L'expression « *purement personnels* » indique que cette exception doit être interprétée dans un sens restrictif : l'existence de la force majeure peut être reconnue dès qu'il y aura un empêchement insurmontable, même limité à un certain nombre de personnes ⁽¹²⁴⁾.

470. — Dès qu'un cas de force majeure apparaît, le porteur a l'obligation d'en donner avis à son endosseur immédiat. Il n'y a pas de délai spécial pour faire cette notification ; la *Loi Uniforme* ordonne de la faire *sans retard*. Le porteur est en outre tenu de la mentionner sur la lettre de change même ou sur une allonge en y apposant la date et sa signature. Cette notification doit par suite être transmise par le signataire qui l'a reçue à son endosseur et conformément aux articles 45 et 72 et 73 L. U., le délai de deux

1912, *Actes*, t. 1, p. 97 (p. 25 du rapport présenté à la Conférence de La Haye, au nom de la Commission de révision, par MM. LYON-CAEN et SIMONS).

(124) C'était déjà l'opinion adoptée à la Conférence de La Haye en 1912 (v. *Deuxième Conférence de La Haye*, *Actes*, t. 1, p. 97). Ainsi on pourrait conclure qu'en général la force majeure se présente comme un état de choses, de courte ou longue durée, résultant des événements naturels ou du fait de l'homme ou encore des circonstances spéciales créées par les rapports sociaux. Elle doit être de nature objective et à l'exclusion des faits purement personnels. Enfin, elle doit être telle qu'un homme normalement capable ne pourrait pas la surmonter, malgré toute sa diligence.

jours est obligatoirement observé. Enfin, pour tout ce qui concerne la manière dont il faut donner avis, ainsi que pour la responsabilité du porteur, pour les dommages-intérêts en cas de défaut de notification, les dispositions de l'article 45 reçoivent application.

Tout de suite (« sans retard »), après la cessation de la force majeure, le porteur doit obligatoirement présenter la lettre de change à l'acceptation ou au paiement et, s'il y a lieu, faire dresser le protêt (al. 3 de l'art. 54 L. U.).

471. — Mais la question se complique si la force majeure dure longtemps. Quelle serait alors la situation du porteur, quant à l'accomplissement de ses devoirs de diligence ?

Déjà à la première Conférence de La Haye, lors de la discussion des devoirs du porteur en cas de force majeure, on vit s'affronter le point de vue autrichien du recours immédiat et l'opinion des juristes allemands qui proposaient la suspension des recours tant que durait la force majeure.

On finit par adopter une solution intermédiaire. Le *Règlement Uniforme* de La Haye de 1912 consacra en principe la suggestion allemande, mais on réduisit à un mois le délai au delà duquel, même si la force majeure persistait, le recours pouvait être ouvert : le porteur était alors autorisé à exercer ses droits de recours contre le tireur et les endosseurs sans présentation et sans protêt.

C'est au système que nous venons d'exposer que revint la Conférence de Genève en écartant le texte

des experts juristes de 1928 qui suspendait les recours pendant toute la durée de la force majeure ⁽¹²⁵⁾.

Ainsi, la *Loi Uniforme* (al. 4 de l'art. 54) décide que, si la force majeure persiste au delà de trente jours à partir de l'échéance des lettres de change à date et à certain délai de date, le porteur pourra exercer ses recours sans que ni la présentation, ni la confection d'un protêt soient nécessaires. Pour les lettres de change à vue ou à un certain délai de vue, l'article 54, al. 5, L. U. précise que le délai de trente jours commence à courir à partir de la date à laquelle le porteur a, même avant l'expiration des délais de présentation, donné avis de la force majeure à son endosseur. Mais, en ce qui concerne spécialement les lettres de change à un certain délai de vue, ledit délai de trente jours s'augmente du délai de vue mentionné dans l'effet. Ce système est en somme institué en faveur du porteur, qui a la faculté de ne pas s'en servir. Aussi, lorsqu'il n'a pas notifié le cas de force majeure, doit-il attendre que ce cas de force majeure ait pris fin et présenter alors, sans retard, la lettre de change à un certain délai de vue en dressant protêt, s'il y a lieu. D'autre part, le porteur d'une lettre de change à vue devra, à défaut de notification et si le délai de présentation est expiré, la présenter au paiement dès que le cas de force majeure aura cessé.

(125) *Comptes Rendus de la Conférence de Genève*, p. 253 à 265, *Rapport du Comité de Rédaction*, p. 144, n° 123. C'est à M. Ernest Picard, secrétaire général de la Banque de France, membre de la délégation française à la Conférence de La Haye de 1910, que revient l'honneur d'avoir trouvé cette solution transactionnelle.

B. — DROIT ANGLO-AMÉRICAIN.

472. — Le principe du droit anglo-américain, qui règle les devoirs du porteur en vue de la conservation des droits de recours, consiste à exiger du porteur une « diligence raisonnable » lors de l'accomplissement des formalités prescrites par la loi. La souplesse des conceptions juridiques des Anglo-Américains a rejeté avec raison toute notion absolue dans l'exécution des devoirs du porteur ⁽¹²⁶⁾.

Ainsi, aux termes des articles 81 et 113 N. I. L. et article 46, § 1, et 50, § 1, B. E. A., qu'il s'agisse de la présentation au paiement ou de la notification du refus d'acceptation ou de paiement, le retard dans l'accomplissement de l'une quelconque de ces formalités est motivé et excusé toutes les fois qu'il est causé par des circonstances indépendantes de la volonté du porteur en cause et non imputable à sa faute, mauvaise conduite ou négligence. D'autre part, il est précisé que, dès le moment où cette cause de retard aura disparu, le porteur sera tenu d'exécuter la formalité en question avec toutes diligences ⁽¹²⁷⁾.

473. — *Chalmers* signale ⁽¹²⁷⁾ que les tribunaux ne font pas une distinction bien nette entre les excuses visant le défaut de présentation et celles qui concernent

(126) CHALMERS, p. 157.

(127) CHALMERS, p. 175, 191 ; art. 46 § 1 et 50 § 1 B. E. A. BRANNAN, p. 795, 863 ; art. 81 et 113 N. I. L. FALCONBRIDGE, p. 689, 690, 718, 719 ; art. 91 et 105 B. E. A. du Canada. Cette obligation d'accomplir la formalité, seulement après cessation de la cause du retard, concorde avec l'opinion exposée par la délégation allemande à la première Conférence de La Haye en 1910.

le retard dans la présentation, ce qui évidemment devient important, lorsqu'il s'agit de déterminer si le porteur a apporté à l'accomplissement de ses devoirs les diligences raisonnables. L'obligation de présenter l'effet lui incombant cesse seulement au cas où, après toutes diligences raisonnables la présentation n'a pu être faite (ex.: déclaration de guerre, *Re Francke and Rasch* ([1918], 1 Ch. 470). Il en est de même de la notification. Et, en effet, la cause qui motive et excuse un retard dans l'accomplissement des formalités n'est pas toujours suffisante pour faire cesser l'obligation de faire la présentation ou la notification. Ainsi, d'après la solution du cas *Studdy v. Beesty* (1889, 60 L. T. N. S. 647, 4 R. C. 498), le porteur, qui ne connaissait pas l'adresse du tireur, était excusé du retard dans la notification. Cependant, lorsqu'avant l'introduction de l'instance il l'a apprise, il était tenu de notifier le refus, à peine de perdre ses droits de recours contre le tireur. Mais, en définitive, c'est toujours une question d'espèce à apprécier souverainement par les tribunaux ⁽¹²⁸⁾.

§ 5. — REMBOURSEMENT DE L'EFFET PAR VOIE DE RECOURS

A. — LOI UNIFORME (art. 48 à 52).

474. — Les auteurs de la *Loi Uniforme*, préoccupés de satisfaire le mieux possible les besoins du commerce, ont tenu à fixer les éléments qui composent la

(128) V. CHALMERS, p. 175 ; BRANNAN, p. 795, 796 ; FALCONBRIDGE, p. 689, 718, 719.

somme que le porteur peut réclamer en vertu de ses droits de créance cambiaire.

475. — La *Loi Uniforme* fait une distinction entre la somme à laquelle a droit le porteur qui exerce les recours et celle que peut exiger un des garants précédents après avoir remboursé l'effet (art. 48 et 49 L. U.) ⁽¹²⁹⁾.

Droits du porteur.

476. — Aux termes de l'article 48 L. U., le porteur, qui exerce ses recours en vertu d'une lettre de change impayée, a droit de réclamer à l'un quelconque des garants, les sommes suivantes :

a) Le montant de la lettre de change non acceptée ou non-payée, ainsi que les intérêts, s'il en a été stipulé ; s'il y a eu acceptation ou paiement partiels, le recours n'existera que pour le reliquat.

b) Les intérêts dus « sur le principal » ou « sur le principal et les intérêts convenus dans la lettre de change » ; les intérêts commencent à courir à partir de l'échéance ; le taux est fixé à 6 %, mais l'article 13 de l'annexe II permet à chacun des Etats contractants de déroger à cette règle en ce qui concerne les lettres de change qui sont à la fois émises et payables sur son territoire ; dans ce cas, ce taux de 6 % pourra

(129) C'est le système de la loi allemande et des lois qui l'ont suivie. Par contre, l'art. 182 c. de comm. français prescrit qu'il ne peut être fait plusieurs comptes de retour sur une même lettre de change (v. MICHAELIS, p. 256 et 257 ; LYON-CAEN et RENAULT, n° 401).

être remplacé par le taux légal en vigueur dans le territoire de l'Etat en question.

c) Les frais du protêt. Précisons que le porteur a droit au remboursement des frais occasionnés par tous les protêts qu'il a été obligé de dresser en vue de conserver ses droits de recours ⁽¹³⁰⁾.

d) Les frais occasionnés par les avis donnés du refus d'acceptation ou de paiement, par la notification de la survenance d'un cas de force majeure, ainsi que par la notification de l'intervention conformément à l'article 55 L. U.

e) Tous les autres frais, comprenant notamment ceux d'une présentation spéciale ainsi que ceux des taxes payées.

f) De plus, d'après une réserve contenue dans l'article 14 de l'annexe II, le porteur pourra être autorisé, par une législation locale, à exiger des garants, outre les sommes ci-dessus énumérées un droit de commission afin de compenser le préjudice éventuel causé par le retard dans le paiement de l'effet ; le montant en sera déterminé par la loi nationale.

L'alinéa 2 de l'article 48 L. U. prévoit enfin la possibilité d'un paiement effectué sur le recours avant l'échéance. Dans ce cas, il est prescrit que déduction sera faite d'un escompte sur le montant de la lettre de change. Cet escompte sera calculé, d'après le taux de l'escompte officiel (taux officiel de la Banque), tel

(130) v. *supra* l'énumération des protêts dans la note 83.

qu'il existe à la date du recours au lieu du domicile du porteur.

477. — Les dispositions précitées ne règlent, en somme, que le paiement intégral du montant que le porteur, qui exerce les recours, peut réclamer. La question de savoir, si ce porteur est obligé de recevoir un paiement partiel, n'est pas tranchée par la *Loi Uniforme*. Nous estimons, malgré la disposition de l'article 29 L. U., autorisant un paiement partiel de la part du débiteur principal, qu'en cas de recours, le porteur n'est pas tenu de recevoir un paiement partiel : si l'on permettait un tel paiement partiel, de nombreuses complications en résulteraient dans la pratique.

Droits du garant qui a remboursé l'effet.

478. — Suivant les dispositions de l'article 47, al. 3, L. U., tous les signataires qui précèdent le garant qui a remboursé l'effet sont solidairement tenus envers ce dernier. Par suite, celui-ci a le droit d'agir contre toutes ces personnes, individuellement ou collectivement, sans être astreint à observer l'ordre dans lequel elles se sont engagées ⁽¹³¹⁾.

(131) Rappelons que la Conférence a émis l'avis que lorsque plusieurs obligés ont une position du même degré (donneurs d'aval pour un même signataire), et même s'ils ont signé successivement, ils ne peuvent exercer les uns contre les autres les recours en vertu de la lettre de change. Sauf stipulation contraire, leurs rapports réciproques sont régis, dans ce cas, par les dispositions de droit commun sur les obligations solidaires (*C. R. de la Conférence de Genève, Rapport du Comité de Rédaction*, p. 142 et 143, n^{os} 112 et 113).

479. — Le garant-payeur ne succède pas aux droits du porteur qui exerce ses recours. En réalité, il rentre dans ses anciens droits, suspendus par l'existence d'un détenteur postérieur de l'effet. Aussi, pour être qualifié en vue des recours, est-il obligé de justifier de son droit de la manière prévue à l'article 16 L. U. De plus, il doit être de bonne foi. Il convient de préciser en outre qu'il est dans l'esprit de la *Loi Uniforme* que ce garant doit avoir remboursé la lettre de change ⁽¹⁸²⁾ ; il ne serait pas qualifié s'il l'acquerrait par voie de donation ou de toute autre manière. Néanmoins, une présomption *juris tantum* existe en faveur des droits de recours de ce garant, dès qu'il a entre ses mains la lettre de change et le protêt.

480. — D'après l'article 49 L. U., le garant, qui a payé l'effet a le droit de réclamer aux signataires qui l'ont précédé la somme intégrale qu'il a déboursée. En outre, il est autorisé à exiger les intérêts de ladite somme, calculés au taux de 6 % à partir du jour où il l'a payée. Rappelons que ledit taux pourra être remplacé par le taux légal, en vigueur dans le territoire de l'Etat contractant, qui aura fait usage de la réserve contenue dans l'article 13 de l'annexe II. Le garant peut ensuite demander le remboursement de tous les frais qui lui ont été occasionnés par l'exercice de ses recours, ainsi que ceux qu'il a déboursés pour les notifications qui ont eu lieu. Enfin, par dérogation à l'article 49 L. U., chacun des Etats contrac-

(182) Il est indifférent que ce paiement soit fait volontairement, au moyen d'une retraite ou effectué à la suite des recours exercés.

tants peut introduire dans sa législation une disposition prescrivant que le garant, qui a fait l'avance des frais, aura le droit d'exiger de celui, contre lequel il exerce son recours, un droit de commission dont le montant sera déterminé par la loi nationale (art. 14, al. 2, de l'annexe II).

Comme le porteur de l'effet, et pour la même raison, le garant, qui à son tour exerce les recours, n'est pas obligé d'accepter un paiement partiel.

Modes de remboursement.

481. — La *Loi Uniforme* (art. 47) prévoit, comme nous l'avons vu, que celui qui exerce les droits de recours (porteur ou l'un quelconque des garants) a la faculté d'agir contre ses garants, individuellement ou collectivement, sans être astreint à observer l'ordre dans lequel ils se sont obligés. Ainsi, l'action intentée contre l'un des obligés n'empêche-t-elle pas d'agir contre les autres, même postérieurs à celui qui a été d'abord poursuivi : un seul et même garant peut donc être poursuivi plusieurs fois, tant qu'il n'a pas payé la lettre de change.

481 *bis*. — La somme qu'un garant actionné doit déboursier est « quérable ». En effet, malgré la notification faite de l'exercice des recours, il nous semble peu pratique, surtout dans les rapports internationaux, qu'un garant-payeur soit tenu d'aller chercher le détenteur actuel de l'effet.

482. — Le garant-payeur est autorisé par la *Loi Uniforme* (art. 50) à ne s'exécuter que contre la remise de la lettre de change, du protêt et d'un compte acquitté. Et, s'il a payé sans avoir obtenu ces pièces probantes, il pourra les exiger par les voies de droit commun. Par contre, la loi ne donne pas la faculté au garant-payeur de requérir l'endossement de l'effet à son profit. De même, il n'a pas le droit de demander que l'effet soit acquitté ; ce droit n'appartient qu'au tiré payeur, accepteur ou non ; car le payement effectué par l'un quelconque des garants ne vaut pas décharge de l'effet. Notons que la lettre de change doit être remise en bon état audit garant, afin de sauvegarder tous ses droits de recours. Dans le cas contraire, il semble qu'il pourrait répéter la somme déboursée. Dans cet ordre d'idées, le seul droit que la *Loi Uniforme* accorde au garant-payeur consiste dans la possibilité pour tout endosseur, qui a remboursé la lettre de change, de biffer son endos et ceux des endosseurs subséquents ⁽¹³³⁾. De plus, s'il a encore le droit d'endosser, il pourrait transformer son endos en biffant le nom de l'endossataire antérieur et désigner à sa place une autre personne. Et s'il y a des endos en blanc, il peut les remplir, mais de façon à ne pas interrompre la suite des endos nécessaires à la justification de ses droits.

D'autre part, en cas d'exercice d'un recours après une acceptation partielle, celui qui rembourse la

(133) S'il a acquis l'effet autrement que par un rembour, il serait même nécessaire, pour avoir les droits de recours, de biffer son endos et les endos subséquents.

somme pour laquelle la lettre de change n'a pas été acceptée peut exiger que ce remboursement soit mentionné sur la lettre et qu'il lui en soit donné quittance. Le porteur doit, en outre, lui remettre une copie certifiée conforme de la lettre et le protêt pour permettre l'exercice des recours ultérieurs (art. 51).

483. — Aux termes de l'article 50 L. U. tout obligé, qui est exposé à un recours ou contre lequel un recours est exercé, et l'accepteur lui-même, a le droit de rembourser immédiatement la lettre de change protestée et d'exiger la remise de toutes les pièces probantes. Cette disposition a été introduite pour faciliter la marche des affaires : il est ainsi permis à tout signataire d'éviter le cumul des intérêts et des frais, ainsi que de prévenir la prescription possible en faveur de ses garants. Nous estimons, d'autre part, que le détenteur doit accepter le paiement offert par l'un quelconque des obligés ⁽¹³⁴⁾ (argument tiré de l'art. 61 L. U.) sous peine de perdre ses recours contre ceux que ce paiement aurait libérés. Dans le même ordre d'idées, en cas de concurrence de plusieurs payeurs, celui qui libère le plus largement doit être préféré, sauf le cas où cela présenterait des difficultés et créerait des frais inutiles et non remboursables à la charge dudit détenteur.

484. — *La retraite.* — En vue de satisfaire à un besoin urgent de fonds, les auteurs de la *Loi Uniforme*

(134) Dans le cas contraire, cet obligé aura la faculté de remettre la somme due en dépôt à l'autorité compétente.

ont adopté le paiement par voie de retraite, lorsque les recours faute de paiement sont exercés.

Ainsi, d'après l'article 52 L. U., toute personne ayant le droit d'exercer un recours, peut, sauf stipulation contraire, se rembourser au moyen d'une nouvelle lettre (retraite) tirée à vue sur l'un de ses garants et payable au domicile de celui-ci. Notons tout de suite que, si plusieurs garants ont un même domicile, on pourrait tirer sur eux une seule retraite. Il convient d'ailleurs de préciser qu'une personne peut simultanément exercer ses droits de recours et tirer une retraite.

La retraite comprend, outre les sommes indiquées dans les articles 48 et 49 L. U., un droit de courtage et le droit de timbre de la retraite.

La retraite est obligatoirement tirée sans intermédiaire, à *droiture*, c'est-à-dire sur le garant-tiré, au lieu de son domicile. Elle doit être libellée payable à vue. Elle ne peut donc ni être tirée pour le compte d'autrui ni être domiciliée ⁽¹³⁵⁾.

Quant au cours du *rechange*, la *Loi Uniforme* (art. 52, al. 3) fait la distinction suivante :

Si la retraite est tirée par le porteur, le montant en est fixé d'après le cours d'une lettre de change à vue, tirée du lieu où la lettre primitive était payable sur le lieu du domicile du garant. Et si elle est tirée par un endosseur, le montant en est fixé d'après le

(135) D'habitude, on remet aussi à l'acquéreur de la retraite la lettre de change protestée. Il en est de même, si le garant-tiré effectue le paiement. Cfr. art. 53 W. O. et art. 177 à 186 C. d. com. (V. LYON-CAEN et RENAULT, n^{os} 384 à 390 ; MICHAELIS, p. 258, 259).

cours d'une lettre à vue, tirée du lieu où le tireur de la retraite a son domicile sur le lieu du domicile du garant.

485. — Mentionnons enfin que les dispositions des articles 72 et 73 L. U., relatives aux jours ouvrables et à la computation des délais, reçoivent application en ce qui concerne ces différents modes de paiement effectué à la suite de l'exercice des recours.

B. — DROIT ANGLO-AMÉRICAIN.

Droits du porteur.

486. — Dans le droit anglo-américain (art. 57 N. I. L. et 38, § 2, B. E. A.), comme dans la Législation Uniforme de Genève, le porteur régulier de l'effet peut exiger le paiement total de l'effet de tous ceux qui en sont responsables ⁽¹³⁶⁾.

487. — Aux termes des articles 24 N. I. L. et 30, § 1, B. E. A., toute personne dont la signature figure sur l'effet est considérée être devenue partie intéressée dans la valeur exprimée par le montant de l'effet. Une partie, qui est ainsi obligée, peut l'être comme débiteur principal ou comme garant. D'après l'article 192 N. I. L., elle est réputée être débiteur principal, lorsqu'aux termes de l'effet elle est absolument obligée de

(136) BRANNAN, p. 314 et s., 619, 1012, 1088 à 1090 ; CHALMERS, p. 112 à 114, 146, 166 à 168, 222 à 227 ; FALCONBRIDGE, p. 678, 679, 764 à 768, art. 83, 84 et 134 à 136 B. E. A. du Canada.

l'acquitter. Toutes autres parties ne sont engagées qu'à titre de garants. En cas d'acceptation restrictive, agréée par le porteur, les garants restent tenus, s'ils ont autorisé le porteur expressément ou implicitement à agréer une telle acceptation. Il en est de même si, après avis reçu de l'acceptation restrictive agréée, les garants n'ont pas informé le porteur, dans un délai raisonnable, du refus de leur consentement (art. 142 N. I. L. et 44 B. E. A.). Et, la loi cambiale anglaise ajoute que, lorsqu'il s'agit d'une acceptation partielle, agréée par le porteur, les garants ne sont pas libérés, si notification régulière de cette acceptation leur est faite.

488. — Le refus d'acceptation ou de paiement donne droit à la réparation du préjudice que le porteur a subi par suite de ce refus. Cette réparation, comme dans la *Loi Uniforme*, se présente sous forme de sommes que le porteur peut recouvrer sur les signataires de l'effet. Dans le droit américain, ces sommes ne sont pas déterminées par la *Negotiable Instruments Law*, mais sont laissés sous l'application des principes de la *Law Merchant*. Par contre, la législation cambiale anglaise les réglemeute d'une façon précise.

489. — Aux termes de l'article 57, § 1, B. E. A., le porteur peut recouvrer sur toute partie liée par l'effet : 1° le montant de l'effet; 2° les intérêts du jour de la présentation au paiement, si l'effet est payable sur demande; dans tous les autres cas, à dater du jour de l'échéance; 3° les frais du constat ou, quand il y a

eu nécessité de protester et que le protêt a été dressé, les frais de ce protêt.

Cette disposition, suivant la solution du cas *London and Universal Bank v. Clancarty* ([1892], 1 Q. B. 689), rend possible le recouvrement de toutes ces sommes d'après les règles de l' « *Order XIV* », comme si elles étaient liquidées. Ces facilités n'existaient pas sous l'empire de la *Common Law* : les frais de notification et de protêt n'étaient recouvrés que comme « dommages-intérêts spéciaux » (*Rogers v. Hunt* (1854), 10. Exch. 473).

489 *bis*. — L'article 57, § 3, B. E. A. ajoute que, lorsqu'en vertu de cette loi, des intérêts peuvent être recouvrés à titre de dommages-intérêts, ces intérêts, si la justice le requiert, peuvent être refusés en tout ou en partie (réduits). En outre, lorsqu'un effet est libellé payable avec intérêts à un taux donné, en vertu de ce même texte, des intérêts à titre de dommages-intérêts peuvent ou non être accordés au même taux que les intérêts proprement dits. Ce texte réserve ainsi aux tribunaux un pouvoir d'appréciation assez large dans l'octroi d'intérêts.

Les intérêts simples entrent uniquement en considération; les intérêts composés ne sont recouvrables que s'ils sont expressément prévus dans l'effet. En cas de refus d'acceptation, les intérêts ne commencent à courir qu'à partir de l'échéance. Un arrêt antérieur à la loi de 1882, mais d'autorité douteuse ou limitée, avait, au contraire, admis que les intérêts étaient

payables à partir du jour du refus d'acceptation ⁽¹³⁷⁾.

D'autre part, il a été déclaré, dans la solution du cas *Ex. p. Bank of Brazil, Re English Bank of the River Plate* ([1893], 2 Ch. 438) que le porteur n'avait pas le droit d'exiger le remboursement des frais occasionnés par le protêt pour plus ample garantie, dressé lors de l'insolvabilité du débiteur principal ; la raison en était que ce protêt n'était pas reconnu comme nécessaire par la loi, et l'article 57 B. E. A. n'autorisait que le recouvrement des frais causés par l'accomplissement des formalités indispensables ⁽¹³⁸⁾.

490. — *Refus d'acceptation ou de paiement d'un effet « extérieur »*. — L'article 57, § 2, B. E. A. pose une règle spéciale, lorsqu'il s'agit d'un effet qui a subi un refus d'acceptation ou de paiement à l'étranger. Dans ce cas, « au lieu des dommages-intérêts sus-mentionnés, le porteur peut recouvrer le montant du rechange avec les intérêts jusqu'au jour du paiement ». Par l'emploi du mot « peut », ce texte n'ouvre pas au débiteur une option. Il substitue le règlement par le rechange au règlement prévu dans le paragraphe 1 de l'article 57. (*Re Commercial Bank of South Australia* ([1887], 36 Ch. D. 522) ⁽¹³⁹⁾).

(137) FALCONBRIDGE, p. 527, 528, 765, 766. CHALMERS, p. 224.

(138) BRANNAN, p. 1158. FALCONBRIDGE, p. 728, 766. La loi canadienne, au contraire, permet le recouvrement de tous frais occasionnés par les notifications et les protêts (art. 134 c.).

(139) FALCONBRIDGE, *op. cit.* p. 767. Par une rédaction erronée, le *Bills of Exchange Act* du Canada (art. 136) paraît dire que le porteur peut recouvrir à la fois les sommes prévues par l'art. 57 § 1 B. E. A. et le montant du rechange. On ne saurait voir là qu'une maladresse de langage, car, comme l'expose *Russell*, cité

Le terme « *rechange* », tel qu'il est employé dans le langage de la loi cambiale anglaise désigne le montant de l'effet libellé payable à vue englobant la somme portée sur l'effet qui a subi le refus, ainsi que les sommes déboursées par suite de ce refus. Ce nouvel effet doit être tiré le jour même du refus, au cours de ce jour, et de la place où le refus a eu lieu sur le lieu du domicile du garant que l'on veut rendre responsable. La même règle est admise aux Etats-Unis comme conséquence du renvoi que l'article 196 de la *Negotiable Instruments Law* fait aux principes de la *Loi Marchande* pour tous les points non réglés par cet Acte ⁽¹⁴⁰⁾.

Cette réglementation diffère donc de celle de la *Loi Uniforme* en ce qui concerne les retraits : la Loi Uniforme (art. 52, al. 3) fait une distinction entre le cas où le tireur de la retraite est le porteur lui-même, et le cas où ce tireur est un des garants payeurs.

491. — *Retraite*. — Le porteur a la faculté de se rembourser en tirant une retraite sur l'une quelconque des parties à l'effet. Et, si le tiré de la retraite l'accepte et la paie, il exécute le contrat, conclu en vue d'indemniser le porteur. Actuellement, les retraits sont rarement utilisées dans la pratique en Angleterre, mais le droit commercial les reconnaît et les régle-

par *Falconbridge*, les auteurs de la loi canadienne n'ont pas pu avoir l'intention de modifier la règle consacrée par la loi cambiale anglaise. CHALMERS, p. 224.

(140) CHALMERS, p. 225, 226. *De Tastet v. Baring* (1809) 11 East, p. 269 ; *Suse v. Pompe* (1860), 8 C. B. (N. S.), p. 566, 567. BRANNAN, p. 1017, 1018. *Pavenstedt v. N. Y. Life Ins Co.* 203 N. Y. 91, 96 N. E. 104, Ann. Cas. 1913 A 805 ; *Simonoff v. Granite City Nat. Bank*, 279 111. 248, 116 N. E. 636.

mente. Toutefois, comme l'expose *Falconbridge*, c'est en se basant sur l'idée d'un tel effet que l'on peut scientifiquement comprendre et calculer les sommes à rembourser, en cas d'exercice d'un recours, qui sont comprises dans une action découlant de l'effet original ⁽¹⁴¹⁾.

Droits du garant-payeur.

492. — Aux termes de l'article 121 N. I. L. et 59, § 2, B. E. A., la partie qui a déboursé le montant de l'effet est rétablie dans ses anciens droits vis-à-vis des parties qui la précèdent ⁽¹⁴²⁾. Elle peut, en outre, biffer son endos et les endos subséquents.

493. — Les sommes que le garant-payeur peut recouvrer par la voie des recours sont déterminées par l'article 57 B. E. A. (La *Negotiable Instruments Law* ne contient pas de disposition semblable). L'endosseur, qui a été forcé de payer l'effet, peut recouvrer, sur l'accepteur, ou sur le tireur, ou sur un précédent endosseur, les mêmes sommes que le porteur de l'effet qui exerce ses droits de recours. Il en est de même du tireur.

En cas d'effet ayant subi un refus d'acceptation ou de paiement à l'étranger, le garant, qui a dû déboursé l'effet, possède les mêmes droits que le dernier

(141) FALCONBRIDGE, p. 767, 768. En outre, il convient de distinguer le véritable rechange des frais qui ont la nature du rechange et que, suivant l'art. 134 B. E. A. du Canada, la personne, exerçant les droits de recours, avait pu payer en vertu d'une loi étrangère au porteur d'un effet « extérieur » tiré sur un accepteur demeurant au Canada. CHALMERS, p. 226.

(142) BRANNAN, p. 925 et s. CHALMERS, p. 222 à 227. FALCONBRIDGE, p. 764 à 768.

endossataire-porteur. Le cumul du rechange ne paraît pas être permis. Néanmoins, dans le cas *Mellish v. Simeon* ([1794], 2 H. Bl. 378), les rechanges cumulés ont été mis à la charge du tireur.

Modes de remboursement.

494. — Comme la Loi Uniforme, le droit anglo-américain admet, outre la retraite, plusieurs autres modes de remboursement de l'effet.

Suivant les solutions des cas *Cowasjee v. Thompson* ([1845], 5 Moore, P. C. 165) et *Goldshede v. Cottrell* ([1836], 2 M. & W. 20), la remise d'un effet de la part du débiteur au créancier porteur peut être faite à titre de paiement définitif, si telle a été l'intention des parties. En somme, c'est une question de fait : les parties sont libres d'écarter la règle générale qui considère comme paiement conditionnel la remise d'un effet à la place d'un paiement en espèces⁽¹⁴³⁾.

Le créancier peut aussi avoir autorisé expressément ou implicitement un débiteur à s'acquitter de sa dette en lui envoyant par la poste une traite ou un chèque : la remise de l'effet à la poste entraîne alors libération du débiteur et le risque de perte de l'effet au cours de la transmission postale incombe au créancier (143^{bis}).

Enfin, aux termes de l'article 120 (4) N. I. L., tout signataire est autorisé à faire une offre régulière de paiement de l'effet. Le même mode de remboursement

(143) CHALMERS, p. 367.

est possible sous l'empire de la loi cambiale anglaise ^(143 bis).

495. — Les règles de la loi anglaise de 1882 et de la loi uniforme américaine montrent que le droit anglo-américain se fait une conception générale du rôle et des droits du porteur régulier, qui diffère fortement de celle du droit dit *continental*, — une conception plus souple, plus réaliste. La réglementation qui y est donnée aux formalités requises pour l'exercice des recours et aux conditions dans lesquelles se purgent les exceptions à l'égard du porteur régulier est aussi plus exactement adaptée aux cadres fournis par la pratique journalière des affaires. A ce double point de vue ce chapitre du droit cambiaire anglo-américain nous semble se recommander dans ses grandes lignes à l'adoption d'un droit uniforme commun aux deux groupes actuels anglo-saxon et dit *continental* de droits cambiaires.

TROISIEME SECTION

INTERVENTION

A. — LOI UNIFORME (art. 55 à 63).

Généralités.

496. — En vue de simplifier la rédaction de la *Loi Uniforme* on a réuni en un chapitre unique toutes les

(143 bis) CHALMERS, p. 370 ; BRANNAN, p. 910.

dispositions ayant trait à la désignation dans l'effet d'un « besoin » ou recommandataire, et à l'intervention d'un tiers qui accepte ou qui paye à la décharge de l'un quelconque des signataires ⁽¹⁴⁴⁾.

496. — L'intervention comprend la désignation dans la lettre de change d'un « besoin » ou recommandataire et l'intervention *stricto sensu* (art. 55 L. U.).

497. — Le tireur, un endosseur ou un avaliseur, afin d'éviter les recours auxquels peut l'exposer le refus d'acceptation ou de paiement, indique une personne dans l'effet (exemplaire ou copie) pour accepter ou payer au besoin en lui recommandant de le faire (art. 55, al. 1, L. U.).

Le recommandataire se présenterait ainsi comme un tiré subsidiaire qui, par son intervention, peut être considéré comme exécutant un mandat ⁽¹⁴⁵⁾. En réalité, l'intervention d'un recommandataire est un acte juridique d'une nature *sui generis* : l'intervenant qui accepte contracte une obligation en vue d'acquitter l'effet ; il ne s'oblige point comme caution d'un signataire, mais à la place de celui-ci.

La désignation du recommandataire doit être signée par celui de qui elle émane. A défaut de signa-

(144) C. R. de la Conférence de Genève, Rapport du Comité de rédaction, p. 145, n° 125. Comme il a été admis que le simple défaut d'acceptation suffisait à ouvrir les recours, les auteurs de la *Loi Uniforme* étaient d'avis qu'il n'était pas impossible que l'acceptation par intervention ne prenne, dans l'avenir, une grande importance pratique.

(145) MICHAELIS, p. 278. Dans le même sens se prononce le R. O. H. G. (arrêt 6, 164; 11, 301); art. 56 W. O.

ture, on pourrait la considérer comme insérée par le tireur (arg. des art. 57 et 62 L. U. — présomption absolue). D'autre part, devant la disposition formelle de l'article 55, al. 1, L. U., ni l'accepteur, ni l'accepteur par intervention n'ont la faculté d'indiquer un recommandataire. Cette solution est d'ailleurs logique, puisque, d'une part, une telle mention constituerait une acceptation conditionnelle, et par suite un refus d'acceptation, et que, d'autre part, elle serait contraire au but poursuivi par la pratique de l'intervention.

498. — Une pareille clause peut porter les noms de plusieurs recommandataires, qui sont libres de s'obliger comme coaccepteurs par intervention ou bien indépendamment les uns des autres. Si, par contre, une lettre de change contient plusieurs désignations de recommandataires, elles peuvent émaner, soit de la part d'un même signataire, soit de différents signataires.

Notons que les mêmes personnes qui ont inséré la mention du recommandataire peuvent la révoquer en la biffant. La clause sera alors réputée non-avenue.

499. — L'intervention au sens strict du mot a lieu lorsqu'un tiers, en vue de rendre service à l'un des obligés, intervient spontanément pour accepter ou payer à sa charge. Il fait alors un acte de gestion d'affaires, acte relevant du droit du change et qui se présente, par suite, sous les traits d'un engagement cambiaire.

500. — L'alinéa 2 de l'article 55 de la *Loi Uniforme* porte que la personne pour laquelle on intervient ne peut être qu' « un débiteur exposé au recours », mais, pratiquement, l'intervention au profit de l'accepteur est possible. Toutefois, l'intervenant en faveur de l'accepteur, en acquittant l'obligation de celui-ci, n'acquiert point les droits résultant de la lettre de change. Le paiement qu'il effectue est soumis aux règles du droit commun ⁽¹⁴⁶⁾.

501. — Le recommandataire, ainsi que la personne qui intervient de son propre chef, peut être un tiers quelconque, capable de contracter par lettre de change. La *Loi Uniforme* ne distingue pas si cet intervenant est un signataire de l'effet ou bien s'il est demeuré étranger à toute obligation cambiaire. Il est admissible que le tireur, un endosseur ou un avaliseur se désigne lui-même pour accepter ou payer au besoin ; cette opération diminue les frais de recours, puisque le porteur est invité à recourir directement contre ce tireur, cet endosseur ou cet avaliseur, qui s'exécutera immédiatement ⁽¹⁴⁷⁾. Le tiré lui aussi peut intervenir, s'il n'a pas déjà accepté ou payé ⁽¹⁴⁸⁾. L'avaliseur de l'accepteur ne peut pas intervenir (arg. de l'al. 3 de l'art. 55 L. U.). Ajoutons que plusieurs personnes peuvent intervenir de leur propre chef, soit

(146) *Comptes Rendus de la Conférence de Genève*, p. 145, n° 126.

(147) MICHAELIS, p. 279 (R. G. Z. 36 S. 103, 104).

(148) Le tiré peut le faire surtout en cas d'une lettre de change tirée pour le compte d'un tiers. Dans le but d'avoir une action contre le tireur de cet effet, le tiré, non accepteur, peut intervenir en faveur de celui-ci.

en faveur d'un seul et même signataire exposé au recours, soit en faveur de plusieurs de ces obligés.

502. — *Notification de l'intervention* (art. 55, al. 4, L. U.). — Tout intervenant, aussi bien un recommandataire qu'une personne qui intervient de son propre chef, est tenu de donner, dans un délai de deux jours ouvrables, avis de son intervention à celui pour qui il est intervenu. Il est prescrit, en outre, qu'en cas d'inobservation de ce délai, l'intervenant est responsable, s'il y a lieu, du préjudice causé par sa négligence sans que les dommages-intérêts puissent dépasser le montant de l'effet. Il en est de même, s'il y a absence totale de notification. Cette action en dommages-intérêts relève du droit commun et non du droit du change.

502 bis. — Enfin, les auteurs de la *Loi Uniforme* ont décidé que si l'effet contient une désignation de recommandataire, ayant domicile au lieu de paiement, les recours faute d'acceptation ou de paiement contre le bénéficiaire de l'intervention et les signataires subséquents, sont conditionnés par une double obligation du porteur : celui-ci doit d'abord présenter l'effet au recommandataire et ensuite faire dresser le protêt pour constater le refus d'acceptation ou de paiement. Il en est de même de l'accepteur par intervention, demeurant au lieu de paiement, s'il y a refus de paiement. Ainsi la *Loi Uniforme* autorise le porteur à ne tenir compte d'aucune indication d'intervenant qui

demeurerait dans une localité différente de celle du lieu de paiement ⁽¹⁴⁹⁾.

Acceptation par intervention.

503. — L'acceptation par intervention constitue l'acte par lequel un recommandataire ou une personne intervenant de son propre chef s'engage à payer l'effet à l'échéance, au cas où un signataire déterminé ne l'aurait pas acquitté.

Suivant l'opinion adoptée à la Conférence de Genève, un recommandataire désigné pour accepter et payer dans la même localité que le tiré, est considéré comme un tiré subsidiaire ⁽¹⁵⁰⁾.

504. — La *Loi Uniforme* exige deux conditions pour qu'une acceptation par intervention puisse se produire : 1° les recours faute d'acceptation doivent être ouverts, soit qu'il y ait eu refus total ou partiel d'acceptation, soit que l'on se trouve dans les cas de faillite du tiré, accepteur ou non, de cessation de ses paiements, même non constatée par un jugement, ou de saisie de ses biens demeurés infructueuse ; 2° l'effet ne doit pas encore être échu, ou plutôt, le délai pour dresser protêt faute de paiement, ne doit pas être expiré ; ce délai passé, l'intervenant ne peut que *payer* par intervention (art. 56, al. 1, L. U.).

Il faut mentionner que tout effet peut être accepté par intervention, sauf les lettres de change rendues

(149) MICHAELIS, p. 282, art. 57 W. O.

(150) MICHAELIS, *ibid* ; cfr. art. 60 W. O. v. C. R. de la Conférence de Genève, Rapport du Comité de Rédaction, p. 145, n° 127.

non acceptables. Si cependant l'acceptation ne peut être exigée avant une certaine date, l'acceptation par intervention ne pourra être donnée qu'une fois ce délai passé.

Conditions de forme de l'acceptation par intervention.

505. — Aux termes de l'article 57 L. U., l'acceptation par intervention doit, quant à sa forme, être faite par écrit. Il est nécessaire, et par suite suffisant, de la mentionner sur l'effet même (sur l'un des exemplaires ou sur la copie) ⁽¹⁵¹⁾. Elle est signée par l'intervenant, mais il faut préciser qu'à la différence de l'acceptation ordinaire, elle ne peut pas consister uniquement dans la signature; elle doit obligatoirement indiquer qu'il s'agit d'intervention. En outre, elle doit désigner le signataire pour le compte de qui elle a lieu. En cas d'absence de cette indication, la *Loi Uniforme* érige en présomption absolue que l'acceptation est réputée donnée pour le tireur ⁽¹⁵²⁾. Toutefois, le recommandataire est libre de donner son acceptation pour un obligé autre que l'auteur de la mention de recommandataire. Notons que plusieurs acceptations ou co-acceptations par intervention peuvent être données, soit pour un seul obligé, soit pour plusieurs.

(151) Cfr. LYON-CAEN et RENAULT, n° 242, 243 ; LACOUR et BOUTERON, n° 1205.

(152) Il est intéressant de signaler que d'après la *Loi Uniforme*, basée sur les principes du droit allemand, l'intervenant en faveur du tireur n'aura de recours que contre celui-ci. Dans le droit français, au contraire, on considère que cet intervenant entend se réserver un recours éventuel contre tous les signataires.

506. — L'acceptation par intervention doit être pure et simple. Toute condition aura pour effet de l'annuler. Mais elle pourrait être restreinte à une partie du montant de l'effet ⁽¹⁵³⁾ : l'acceptation partielle de la part du tiré pour être complétée appelle inévitablement une telle mesure.

Effets de l'acceptation par intervention.

507. — En expliquant plus haut les règles générales concernant l'intervention, nous avons montré qu'en principe, le porteur est libre de refuser une acceptation par intervention et, s'il y trouve un avantage, d'exercer ses droits de recours contre les garants de la lettre. Il y a cependant une exception à cette règle. Lorsqu'il a été indiqué sur la lettre de change une personne pour l'accepter ou la payer au besoin au lieu du paiement, le porteur ne peut exercer avant l'échéance ses droits de recours contre celui qui a apposé l'indication et contre les signataires subséquents, à moins qu'il n'ait présenté la lettre de change à la personne désignée et que, celle-ci ayant refusé l'acceptation, ce refus n'ait été constaté par un protêt (al. 2 et 3 de l'art. 56 L. U.). D'autre part, si le porteur ne refuse pas une intervention purement facultative, il est alors privé de ses droits de recours avant l'échéance contre celui pour qui l'acceptation a été

(153) Si cette acceptation partielle de la part d'un intervenant ou recommandataire est agréée par le porteur, les débiteurs, actionnés en recours et exerçant leurs droits à leur tour, pourraient ne pas tenir compte de cette acceptation.

donnée et contre les signataires subséquents ⁽¹⁵⁴⁾. Dans le même ordre d'idées, signalons que le porteur perd ses recours même si l'acceptation par intervention est donnée pour un signataire autre que celui qui avait apposé la mention du recommandataire. Ainsi l'effet produit par l'acceptation par intervention est absolu : sa valeur égale celle d'une acceptation ordinaire.

508. — L'acceptation par intervention crée, conformément à l'article 47, al. 1, L. U., une obligation solidaire avec les obligations des autres signataires de l'effet. Cependant, cette obligation est conditionnée par la présentation au paiement et par la confection du protêt faute de paiement.

509. — Aux termes de l'article 58, alinéa 1, L. U., l'accepteur par intervention contracte les mêmes obligations et acquiert les mêmes droits que le signataire en faveur duquel il est intervenu. Il est obligé envers le porteur et les parties qui suivent le « bénéficiaire de l'intervention ». Il garantit, en outre, le paiement de la somme totale pour laquelle s'est obligée la personne en faveur de qui il est intervenu. D'autre part, l'intervenant accepteur, ayant déboursé le montant de l'effet, peut poursuivre la personne qui a bénéficié de son intervention ainsi que les signataires qui la précèdent. De plus, étant *obligé de la même manière* que le « bénéficiaire de l'intervention », l'intervenant

(154) Le droit français se prononce dans le sens contraire (art. 128 c. com.) ; cfr. art. 57 et 61 W. O. (v. MICHAELIS, *op. cit.*, p. 282 et 287).

peut se servir des exceptions appartenant audit « bénéficiaire de l'intervention ». Ainsi, à la différence de l'aval, l'obligation d'un intervenant, tout en restant solidaire avec les autres, n'est pas indépendante ⁽¹⁵⁵⁾.

510. — Cependant, pour permettre au « bénéficiaire de l'intervention » et aux obligés qui le précèdent, de s'assurer le droit aux recours, la *Loi Uniforme* prescrit, dans son article 58, alinéa 2, que, malgré l'acceptation par intervention, celui pour lequel elle a été faite et ses garants peuvent exiger du porteur contre remboursement de la somme indiquée à l'article 48, la remise de la lettre de change, d'un compte acquitté ⁽¹⁵⁶⁾ ; et, s'il y a eu protêt, du protêt. Le porteur est tenu de donner satisfaction à ces réclamations. Aussi, en cas de refus de la part du porteur, le « bénéficiaire de l'intervention » et l'un quelconque des signataires qui le précèdent auraient-ils le droit de demander des dommages-intérêts en utilisant les voies ordinaires du droit commun. De plus, ils auraient la faculté de remettre la somme indiquée à l'article 48 L. U. en dépôt à l'autorité compétente, aux frais, risques et périls du porteur (art. 42 L. U.).

Paiement par intervention.

511. — Aux termes de l'article 59 L. U., le paiement par intervention peut avoir lieu dans tous les cas où,

(155) LYON-CAEN et RENAULT, n^{os} 239, 245. — V. l'art. 32 L. U., relatif à l'obligation de l'avaliseur.

(156) *C. R. de la Conférence de Genève*, p. 146, n^o 132. Par l'adjonction des mots « et d'un compte acquitté » la Conférence a comblé la lacune qui existait dans le *Règlement Uniforme* de 1912 et dans le projet des experts-juristes de 1928.

soit à l'échéance, soit avant l'échéance, des recours sont ouverts au porteur.

Ce paiement peut donc être fait :

1° Après un protêt faute de paiement ;

2° Après présentation au paiement, demeurée infructueuse, si l'effet porte la mention de « retour sans frais ».

3° Après un protêt faute d'acceptation.

4° Dès que les recours avant l'échéance ont été provoqués par la faillite ou la constatation de l'état d'insolvabilité du tiré, accepteur ou non, ou par la faillite du tireur d'une lettre non acceptable (art. 43 L. U.). Dans le cas de faillite du tiré, accepteur ou non, ainsi qu'en cas de faillite du tireur d'une lettre non acceptable, la production du jugement constatant la faillite suffit pour permettre un paiement par intervention (arg. de l'art. 44, al. 6, L. U.).

512. — L'intervenant doit effectuer le paiement au plus tard le lendemain du dernier jour admis pour la confection du protêt faute de paiement. La *Loi Uniforme* ne distingue pas entre les cas sus-énumérés, et l'intervention en vue de paiement peut avoir lieu dans tous ces cas, sans distinction, jusqu'à l'expiration du dit délai.

La lettre de change, contenant une désignation de recommandataire en vue du paiement ou acceptée par intervention, doit obligatoirement être présentée au paiement à ce recommandataire ou à l'accepteur par intervention dans le cas où celui-ci aurait son domicile au lieu du paiement (art. 60, al. 1, L. U.).

Mentionnons que l'exécution de cette intervention en vue du paiement, ainsi que la présentation au paiement, sont réglées par les articles 72 et 73 L. U.

Si toutefois le porteur a omis de faire dresser ce protêt faute de paiement par intervention, le signataire qui a désigné le recommandataire ou celui pour qui l'acceptation par intervention a eu lieu seront libérés ainsi que tous ceux qui leur succèdent. Cependant, dans le cas où l'accepteur serait la personne en faveur de qui l'intervenant aurait payé, le porteur conserverait son action contre cet accepteur, mais il perdrait ses droits de recours contre les garants.

Conditions de forme du paiement par intervention.

513. — Les formes imposées par l'article 62 L. U. lors d'un paiement par intervention consistent dans l'obligation du porteur de constater le paiement par un acquit donné sur la lettre de change même. Cette simplification, qui évite la constatation par voie de protêt, est fort utile dans une législation internationale. De plus, elle écarte toute difficulté lorsqu'il s'agit de lettre de change portant la clause « retour sans frais ».

Cet acquit doit, en outre, indiquer le signataire en faveur de qui l'intervention a eu lieu. A défaut de cette indication, le paiement est considéré comme fait pour le tireur ⁽¹⁵⁷⁾. Cette présomption est appliquée

(157) Cette conception est plus favorable pour la prompte liquidation des affaires que celle du droit français, d'après laquelle il est présumé que dans ce cas l'intervenant payeur a voulu acquérir les droits du porteur contre tous les signataires. (v. LYON-CAEN et RENAULT, *op. cit.*, n° 338).

même si l'acceptation par intervention était donnée en faveur d'un signataire autre que le tireur. Il convient d'observer que le paiement par intervention n'est pas obligatoirement effectué pour l'obligé qui a bénéficié de l'acceptation par intervention. Ainsi l'intervenant peut payer pour un autre signataire, bien que par son acceptation, la présomption fût établie que la lettre était acceptée en faveur du tireur.

514. — La lettre de change doit être remise au payeur par intervention. Il en est de même de la copie de l'effet. La *Loi Uniforme* autorise encore le payeur à exiger la remise du protêt faute d'acceptation ou faute de paiement. L'intervenant n'a pas droit aux autres écrits qui se rapportent à la dette cambiaire. En cas de refus de remise de l'effet et du protêt le payeur par intervention ne peut que poursuivre le porteur par les voies du droit commun.

Effets du paiement par intervention.

515. — Aux termes de l'article 63 L. U., le payeur par intervention est non seulement subrogé aux droits du porteur, mais il acquiert les droits indépendants découlant de l'effet contre celui pour lequel il a payé et contre ceux qui sont tenus vis-à-vis de ce dernier en vertu de la lettre de change. La Conférence de Genève a précisé par là que l'intervenant pouvait aussi recourir contre l'accepteur de la lettre de change ⁽¹⁵⁸⁾.

(158) C. R. de la Conférence de Genève, Rapport du Comité de rédaction, p. 147, n° 137.

Toutefois, cet intervenant n'a pas la faculté d'endosser à nouveau l'effet; mais il peut le transmettre par voie de cession ordinaire. Cette disposition déroge à la règle qui permet l'endossement même après échéance. La dérogation ainsi admise se justifie par le but même du paiement par intervention : l'extinction des obligations qui sont créées par la lettre de change pour tous les signataires postérieurs à celui pour qui le paiement a été fait ⁽¹⁵⁹⁾.

516. — Le porteur peut refuser un paiement qui ne comprendrait pas toute la somme qu'aurait à payer celui pour qui l'intervention a lieu. De même, par voie d'analogie résultant de l'article 40, alinéa 1, L. U., le porteur ne peut être contraint d'accepter un paiement par intervention avant l'échéance. Par contre, conformément à l'article 61, le porteur qui refuse le paiement total par intervention perd ses recours contre ceux qui auraient été libérés ⁽¹⁶⁰⁾. Il faut cependant préciser que cette règle s'applique spécialement à la personne intervenant de son propre chef. Le porteur, qui refuserait d'accepter le paiement, perdrait ses droits de recours même contre celui en faveur de qui le paiement a été offert ⁽¹⁶¹⁾.

(159) V. *Conférence de La Haye de 1910, Actes*, p. 90. La transmission des droits qui n'ont pas la nature cambiaire sera opérée suivant les règles des divers droits communs des différentes nations.

(160) Cfr. MICHAELIS, *op. cit.*, p. 290, art. 62. W. O. ; LYON-CAEN et RENAULT, *op. cit.*, n° 338, art. 1257 et s. du code civil. C. R. de la *Conférence de Genève*, p. 319 à 321.

(161) V. *Deuxième Conférence de La Haye, 1912, Actes*, t. I, p. 99. En cas d'intervention de la part d'un recommandataire ou d'un accepteur par intervention, comme on le sait déjà, le porteur qui refuserait d'accepter le paiement perdrait ses droits de recours

517. — Le montant de la somme à débours par l'intervenant payeur est déterminé par la qualité en laquelle s'est obligé le signataire qui bénéficie de l'intervention.

Ainsi, lorsque l'intervention a lieu en faveur de l'accepteur ou de son avaliseur, le paiement doit comprendre la somme pour laquelle s'est engagé cet accepteur ou cet avaliseur. S'il s'agit d'un débiteur de recours (tireur ou endosseur), le payeur par intervention aura à débours les sommes prévues par les articles 48 et 49 L. U. Enfin, lorsqu'on intervient pour un accepteur par intervention, le paiement ne comprendra que la somme pour laquelle s'est obligé le signataire en faveur de qui cette acceptation par intervention a été donnée.

518. — Aux termes de l'article 63, alinéa 2, L. U., le paiement effectué par intervention libère tous les endosseurs postérieurs au signataire pour qui ce paiement a eu lieu. Rappelons que si un tiers intervenait en vue d'acquitter l'obligation de l'accepteur, il n'acquerrait pas les droits attachés à la lettre de change. Le paiement fait par ce tiers vaut décharge de l'effet, et, s'il y a eu un intervenant qui a accepté en faveur de l'accepteur, il est libéré lui aussi.

En cas de concurrence entre intervenants qui offrent le paiement pour deux ou plusieurs signataires,

contre celui qui a indiqué le « besoin » ou pour le compte de qui la lettre a été acceptée, ainsi que contre les endosseurs subséquents : faute de présentation de l'effet à cet intervenant, le porteur ne pourrait faire dresser le protêt requis par l'art. 60, al. 2, L. U. pour la conservation de ces droits de recours.

l'article 63, alinéa 3, L. U. décide que le paiement qui opère le plus de libération sera préféré. De ce fait, le payeur par intervention pour l'accepteur prime les autres intervenants. Si, toutefois, un payeur intervient, en connaissance de cause, contrairement à cette règle, la *Loi Uniforme* prescrit qu'il perd ses recours contre ceux qui auraient été libérés ⁽¹⁶²⁾. Il faut cependant préciser que la *Loi Uniforme* ne distingue point entre le recommandataire et la personne qui intervient de son propre chef. Enfin, le porteur, de son côté, n'a dans ce sens aucune obligation relevant du droit du change: il est libre de recevoir paiement de n'importe lequel des payeurs par intervention ⁽¹⁶³⁾.

B. — DROIT ANGLO-AMÉRICAIN.

519. — La plupart des règles de la *Loi Uniforme* concernant l'intervention se retrouvent dans les législations cambiales anglaise et américaine ⁽¹⁶⁴⁾.

520. — *Recommandataire (referee)* (art. 131 N. I. L. et 15 B. E. A.). — Le tireur ou l'endosseur d'une lettre de change peut nommer dans celle-ci une personne à qui le porteur pourra s'adresser au besoin, c'est-

(162) MICHAELIS, p. 294, art. 64 W. O. Mentionnons que le tiré intervenant ne peut être préféré à un autre payeur intervenant pour le même signataire : la *Loi Uniforme* ne contient pas de règle semblable à celle de l'art. 159, al. 5, code de commerce français. v. LYON-CAEN et RENAULT, n° 342.

(163) La responsabilité éventuelle du porteur ne pourra faire l'objet que des règles du droit commun.

(164) BRANNAN, 985, 1024 à 1028, art. 131, 161 à 177 N. I. L. ; CHALMERS, p. 44, 45, 265 à 271, art. 15, 65 à 68 B. E. A. ; FALCONBRIDGE, p. 533, 696, 731, 732, 791, 796, art. 33, 94, 117, 147 à 155 B. E. A. du Canada.

à-dire dans le cas d'un refus d'acceptation ou d'un refus de paiement. Mais, à la différence de la *Loi Uniforme*, le porteur est absolument libre de recourir ou non à cette personne. Rappelons tout de suite que la clause du recommandataire est très peu usitée en Angleterre et aux Etats-Unis. Selon *Brannan* aucun cas relatif à cette clause n'a été relevé dans la jurisprudence des Etats-Unis ⁽¹⁶⁵⁾.

Acceptation par intervention.

521. — Aux termes des articles 161 N. I. L. et 65, § 1, B. E. A., lorsqu'une lettre de change, qui n'est pas échue, est protestée faute d'acceptation ou pour plus ample garantie, toute personne peut, avec le consentement du porteur, intervenir de son propre chef et accepter la lettre sous protêt pour l'un quelconque des signataires ou pour celui pour le compte de qui la lettre de change est tirée. La législation anglo-américaine exige pourtant que la personne qui intervient ne soit pas déjà tenue en vertu de la lettre de change. La *Negotiable Instruments Law* ajoute que lorsqu'il y a eu acceptation par intervention pour un signataire, il peut y avoir encore une acceptation semblable de la part d'une autre personne en faveur d'un autre signataire.

(165) BRANNAN, p. 985.

Conditions de forme de l'acceptation par intervention (art. 161, 162, 163 N. I. L. et 65, §§ 2, 3, 4, B. E. A.).

522. — L'acceptation par intervention, en cas de protêt, doit être faite manuscritement sur la lettre de change même, en indiquant qu'il y a acceptation par intervention. La loi cambiale américaine ne prescrit pas formellement que la rédaction doive se faire sur l'effet même, mais il est incontestable que les auteurs de la loi n'ont pas voulu innover par rapport à la règle admise dans le droit anglais. L'acceptation doit être signée par l'intervenant. Mais, comme dans la *Loi Uniforme*, la signature seule ne suffit pas. *Chalmers* dit qu'il est d'usage d'attester l'acceptation par intervention par un « *act of honour* » notarié ⁽¹⁶⁶⁾. Signalons qu'elle est réputée donnée en faveur du tireur, si elle n'énonce pas expressément en faveur de qui elle est donnée.

522 bis. — Les lois cambiales anglo-américaines autorisent formellement l'intervenant à limiter son acceptation à une partie seulement du montant de l'effet.

Effets de l'acceptation par intervention (art. 164, 165, 166 N. I. L. et art. 65, § 5 et 66 B. E. A.).

523. — Par son acceptation l'intervenant est lié vis-à-vis du porteur et envers tous ceux devenus parties à la lettre de change après celui pour lequel il a accepté.

(166) CHALMERS. p. 266.

Il assume l'obligation de payer sur présentation régulière et selon les termes de son acceptation, pourvu qu'il n'y ait pas eu paiement par le tiré et pourvu aussi qu'il y ait eu présentation régulière au paiement, protêt faute de paiement et notification du refus audit intervenant. Il convient de noter que les législations anglo-américaines ne connaissent pas l'obligation, imposée à l'intervenant par la *Loi Uniforme*, de notifier son intervention au signataire qui en bénéficie.

Les lois cambiales anglo-américaines précisent, en outre, que lorsqu'une lettre de change, payable à un certain délai de vue, est acceptée par intervention, l'époque de l'échéance sera calculée du jour du constat de non-acceptation et non du jour de l'acceptation par intervention ⁽¹⁶⁷⁾.

Païement par intervention.

524. — Les articles 171 N. I. L. et 68, § 1, B. E. A. décident que lorsqu'une lettre de change a été protestée faute de paiement, toute personne peut intervenir et la payer en faveur de l'un quelconque des obligés ou de celui pour le compte de qui la lettre de change a été tirée. Mais, contrairement à l'acceptation par intervention, le paiement par intervention peut être effectué même par un signataire de l'effet. Et, en cas d'une lettre de change, acceptée par intervention, ou portant l'indication d'un recommanda-

(167) V. citation du professeur Ames, dans BRANNAN, p. 1025. Cette règle est en harmonie avec les usages du commerce.

taire, les articles 167 N. I. L. et 67, § 1, B. E. A. exigent qu'un tel effet soit obligatoirement protesté faute de paiement avant d'être présenté au paiement à l'accepteur par intervention ou au recommandataire. Rappelons cependant que le porteur est libre de ne pas recourir au recommandataire.

525. — A la différence de la *Loi Uniforme*, la présentation est obligatoire à tout intervenant accepteur sans distinction de lieu où se trouve son domicile. Aux termes des articles 168 N. I. L. et 67, § 2. B. E. A., la présentation au paiement à l'accepteur par intervention doit être faite comme suit : quand l'intervenant accepteur a son adresse dans le même lieu que celui où a lieu le protêt faute de paiement, la lettre de change doit lui être présentée au plus tard le lendemain de son échéance et s'il a son adresse dans un autre lieu que celui où le protêt a été dressé, elle doit être envoyée au plus tard le lendemain de l'échéance pour lui être présentée. Dans ce dernier cas, la *Negotiable Instruments Law* (art. 168, n°2, et art. 104) spécifie que si la présentation est faite par l'intermédiaire de la poste, l'effet doit être remis à la poste afin de pouvoir partir par courrier le lendemain de l'échéance, ou par la plus prochaine levée, s'il n'y a pas de levée à une heure convenable le jour même. D'autre part, si la présentation est faite autrement que par l'intermédiaire de la poste, le délai de transmission doit être semblable à celui que mettrait la poste dans les conditions énumérées ci-dessus.

Les législations anglo-américaines prescrivent, en

outre, que tout retard ou défaut de présentation à l'accepteur par intervention ou au recommandataire est excusé s'il est dû aux mêmes circonstances qui sont une excuse au retard ou au défaut de présentation au paiement (art. 169 N. I. L. et 67, § 3, B. E. A.).

Conditions de forme du paiement par intervention.

530. — D'après les articles 172, 173 N. I. L. et 68, §§ 3, 4, B. E. A., le paiement par intervention après protêt, pour opérer comme tel et non comme simple paiement volontaire, doit être certifié par un acte notarié d'intervention, qui pourra être attaché au protêt ou former une annexe. Cet acte notarié doit se baser sur une déclaration du payeur intervenant ou de son mandataire affirmant son intention de payer l'effet par intervention et dénommant la personne pour qui il paie.

Si deux ou plusieurs personnes offrent de payer par intervention pour diverses parties, la préférence est donnée à celui dont le paiement libèrera le plus de parties (art. 174 N. I. L. et 68, § 2, B. E. A.).

530 bis. — Le droit anglo-américain a consacré les mêmes principes que la *Loi Uniforme* quant à l'obligation du porteur de recevoir le paiement par intervention. Aussi, suivant les dispositions des articles 176 N. I. L. et 68, § 7, B. E. A., perd-il son droit de recours contre tout obligé qui aurait été libéré.

Effets du paiement par intervention.

531. — Quand une lettre de change a été payée par intervention, les articles 175 N. I. L. et 68, § 5, B. E.

A. déclarent que toutes les parties qui suivent celle en faveur de qui le paiement a été fait, sont libérées. Et le payeur par intervention, en payant au porteur le montant de la lettre et les frais accessoires de l'acte notarié concernant l'intervention, est en droit de recevoir et l'effet et le protêt (art. 177 N. I. L. et 68, § 6, B. E. A.). La loi anglaise ajoute que si, sur sa demande, le détenteur n'en fait pas délivrance, il sera tenu envers le payeur à des dommages-intérêts.

531 *bis*. — Le payeur par intervention est subrogé au porteur et lui succède dans tous ses droits et obligations, vis-à-vis de celui pour lequel il est intervenu et de ceux qui sont engagés envers ce dernier (art. 175 N. I. L. et 68, § 5, B. E. A.) ⁽¹⁶⁸⁾. Ajoutons que, suivant la solution du cas *Ex. p. Swan* ([1868], L. R. 6 Eq. 344), l'intervenant ne peut plus endosser l'effet qu'il a acquis en payant par intervention ⁽¹⁶⁹⁾.

531 *ter*. — Enfin, aux termes des articles 170 N. I. L. et 67, § 4, B. E. A., lorsqu'une lettre de change n'est pas payée par l'accepteur par intervention, on doit la protester faute de paiement par cet accepteur.

532. — Ces règles du droit anglo-américain sur l'intervention sont loin de présenter toutes une égale valeur au point de vue d'une saine politique législative

(168) V. citations de Ames, Brewster, Mc Keehan et Chafee dans BRANNAN, p. 1028. CHALMERS, p. 271. Chalmers doute que le payeur par intervention, subrogé au porteur, aurait un droit indépendant à agir en vertu de la lettre de change.

(169) CHALMERS, p. 269.

et par comparaison avec les dispositions correspondantes de la *Loi Uniforme* de Genève. Il en est qui ne sauraient être recommandées à l'adoption d'une législation réellement internationale et faisant le pont entre le droit uniforme de Genève et le droit uniforme anglo-américain. Tel est le cas de la règle qui exige que le paiement par intervention, pour produire ses effets spécifiques, soit constaté par un acte notarié, ou encore de l'absence de reconnaissance d'un droit propre de l'intervenant pour agir directement en vertu de la lettre de change. Les autres dispositions du droit anglo-américain en cette matière pourraient, au contraire, être proposées comme modèle à raison de leur précision.

CHAPITRE IV

Extinction des obligations cambiales

533. — Des causes spéciales peuvent décider de l'extinction des obligations cambiales. En premier lieu, la perte de l'effet entraîne la libération des parties, soit en général, soit uniquement vis-à-vis du détenteur qui a subi la perte. En second lieu, la prescription, une fois intervenue, annule toute action résultant de la lettre de change.

PERTE OU VOL DE L'EFFET

534. — La *Loi Uniforme* ne contient aucune disposition concernant la perte ou le vol de l'effet, car l'uniformité n'était point ici réalisable. Dans cet ordre d'idées, la *Convention sur les conflits de lois* prescrit que c'est la loi du pays où la lettre de change ou le billet à ordre sont payables, qui déterminera les mesures à prendre en cas de perte ou de vol de la lettre de change ou du billet à ordre. Aussi, en vue d'éviter les conséquences injustes de la disparition des effets, les Etats auront-ils à établir les règles néces-

saires suivant leurs conceptions juridiques et leur organisation judiciaire.

Plusieurs systèmes règlent la procédure relative à la perte de l'effet.

535. — *Système français* ⁽¹⁾ (art. 150 à 154 c. de com.). — En cas de perte d'une lettre de change non acceptée, celui à qui elle appartient peut en poursuivre le paiement sur une seconde, troisième, quatrième, etc. Par contre, si la lettre de change perdue est revêtue de l'acceptation, le paiement ne peut en être exigé sur une seconde, troisième, quatrième, etc., que par ordonnance du juge et en fournissant caution. Si, cependant, celui qui a perdu la lettre de change, acceptée ou non, ne peut représenter la seconde, troisième, quatrième, etc., il peut demander le paiement de la lettre de change perdue et l'obtenir par l'ordonnance du juge, en justifiant de sa propriété par ses livres, et en donnant caution.

En cas de refus de paiement sur la demande formée conformément à ces deux dernières règles, le propriétaire de la lettre de change conserve tous ses droits par un acte de protestation. Cet acte doit être fait le lendemain de l'échéance de la lettre de change perdue. Il doit être notifié au tireur et aux endosseurs, dans les formes et délais prescrits pour la notification du protêt.

D'autre part, signalons que le propriétaire de la lettre de change égarée doit, pour s'en procurer une

(1) LYON-CAEN et RENAULT, n^{os} 320 à 333.

seconde, s'adresser à son endosseur immédiat, qui est tenu de lui prêter son nom et ses soins pour agir envers son propre endosseur, et ainsi en remontant d'endosseur en endosseur jusqu'au tireur de la lettre. Les frais qui en résulteront seront à la charge du propriétaire de la lettre de change égarée.

536. — *Système allemand de la Wechselordnung de 1908* ⁽²⁾ (art. 73 et 74 W. O.). — En vue de conserver ses droits, le propriétaire d'une lettre de change perdue peut en poursuivre l'annulation devant le tribunal du lieu de paiement. Il a le droit, après introduction de la procédure en annulation, de réclamer le paiement à l'accepteur, à la condition de fournir sûreté jusqu'à l'annulation. Faute de cette sûreté, il est seulement fondé à exiger que la consignation du montant de l'acceptation soit opérée soit judiciairement, soit entre les mains d'une autorité ou d'un établissement ayant qualité pour recevoir des dépôts. Il convient de noter que la jurisprudence allemande tient compte, comme la législation française, du fait que la lettre de change égarée est ou non revêtue de l'acceptation. La procédure à suivre est une procédure provocatoire ; elle est déterminée par les articles 837 à 851 du code de procédure civile allemand. Mentionnons que cette procédure ne s'applique qu'aux lettres de change acceptées.

Cependant, il faut préciser que le détenteur d'une lettre de change qui a justifié de sa qualité de pro-

(2) MICHAELIS, p. 321 à 332.

priétaire par la suite ininterrompue des endossements aboutissant à sa personne (art. 36 W. O.) ne peut être contraint de se dessaisir de l'effet que s'il l'a acquis de mauvaise foi, ou si en l'acquérant, il a commis une faute lourde.

537. — *Système anglo-saxon* (art. 69 et 70 B. E. A.; 156 et 157 B. E. A. du Canada) ⁽³⁾. — Le droit anglais, à la différence du droit américain, contient des dispositions expresses en vue de régler le cas des lettres de change perdues ou détruites.

La loi cambiale anglaise a modifié la *Common Law*. D'après la *Common Law* la perte d'une lettre de change enlevait, en principe, au porteur aussi bien le droit à l'action basé sur l'effet que celui qui résultait de la cause de valeur (considération). On ne distinguait pas si la perte était survenue avant ou après l'échéance. Signalons qu'en fait le porteur n'était pas complètement dépourvu de tout moyen d'action : si, en cas de perte d'un effet, le porteur donnait caution suffisante pour indemniser l'accepteur, il pouvait poursuivre ce dernier devant la « cour d'équité ».

Aujourd'hui, la loi tend à améliorer les conditions du porteur d'une lettre de change perdue avant l'échéance. Mais, si un effet est égaré après échéance, ce sont les règles précitées de la *Common Law* qui s'appliquent.

Ainsi, lorsqu'une lettre de change a été perdue avant l'échéance, la personne qui en a été le porteur

(3) CHALMERS, p. 272 à 274 ; FALCONBRIDGE, p. 797 à 799.

en peut demander au tireur une autre conçue de même, en lui donnant caution, s'il l'exige, afin de l'indemniser contre toute réclamation, dans le cas où la lettre de change prétendue perdue se retrouverait. Et, à la différence des règles cambiales sur les exemplaires d'une lettre de change, la loi prescrit que le tireur qui refuse de délivrer un tel duplicatum peut y être contraint.

Cependant, dans une action ou autre procédure relative à une lettre de change, le juge peut ordonner que la perte de l'effet ne sera pas opposée comme moyen de défense, pourvu qu'on donne indemnité jugée suffisante par les tribunaux pour répondre à toutes réclamations relatives à l'effet en question.

Ajoutons que la loi américaine, comme la loi anglaise, décide que lorsqu'une lettre de change est perdue, détruite ou irrégulièrement détenue au détriment de la personne qui y a droit, le protêt peut être dressé sur une copie ou des écrits s'y rapportant (art. 160 N. I. L., et 51, § 8, B. E. A.). En outre, l'article 120 B. E. A. du Canada mentionne, et assimile à ces cas, le cas où la lettre de change serait accidentellement retenue dans un lieu autre que celui du paiement.

PREScription

A. — LOI UNIFORME (art. 70 et 71).

538. — Une réglementation spéciale de la prescription en matière de droit du change a déjà fait l'objet des diverses législations cambiales actuelles. Cette

mesure n'est que le résultat logique de la nature spéciale des obligations cambiaires et de la rigueur d'exécution dans le droit du change. Aussi a-t-il été jugé comme une nécessité absolue d'établir des règles uniformes sur la prescription en matière de droit du change.

539. — Dans l'élaboration de ces règles les auteurs de la *Loi Uniforme* se sont inspirés de celles de la *Wechselordnung* (*). Simplifiant les règles du droit allemand, les auteurs de la *Loi Uniforme* ont supprimé toute distinction faite suivant la place où se trouvent les intéressés.

540. — Aux termes de son article 70, la *Loi Uniforme* établit trois sortes de prescriptions :

1° Pour toutes actions découlant de la lettre de change contre l'accepteur, le délai de leur durée est fixé à 3 ans. Une fois ces actions contre l'accepteur éteintes, celui-ci ne peut plus être poursuivi que pour enrichissement sans cause par les voies ordinaires du droit commun.

Ce délai part du jour de l'échéance (non du jour du paiement), mais ne comprend pas le jour même qui lui sert de point de départ. Il est à noter que ce délai s'applique uniformément pour toute personne ayant droit à poursuivre l'accepteur. La date de l'échéance sert de point de départ à la prescription, même si l'acceptation était donnée après échéance. Si, cependant,

(4) MICHAELIS, p. 347 à 350, art. 77 à 79. W. O.

l'échéance était modifiée par l'acceptation, ce serait de cette nouvelle date que le délai devrait partir (art. 26, al. 2, L. U.). En outre, s'il s'agit d'un engagement cambiaire en renouvellement en vue de prolonger le délai de paiement, le délai de prescription partira du jour de l'échéance ainsi fixé. La durée des droits à l'action contre l'accepteur prend fin le dernier jour dudit délai. Toutefois, si ce dernier jour est un jour férié légal, nous estimons que, conformément à l'alinéa 2, article 72 L. U., le délai doit être prorogé jusqu'au prochain jour ouvrable.

La prescription des actions contre l'accepteur résultant d'une lettre de change payable à vue, commence à courir du jour de la présentation au paiement. Si la présentation n'a pas eu lieu, le point de départ de la prescription est fixé, soit à l'expiration du délai imparti par la loi, soit à l'expiration du délai déterminé par le tireur ⁽⁵⁾ en vue de la présentation de l'effet au paiement (art. 34 L. U.).

Enfin, lorsqu'il s'agit d'une lettre de change payable à un certain délai de vue, le point de départ de la prescription au profit de l'accepteur est le dernier jour de délai de présentation de la lettre de change, soit imparti par la loi, soit déterminé par le tireur, mais non par les endosseurs (art. 35 L. U.).

2° Les actions du porteur contre les endosseurs et contre le tireur se prescrivent par un an. Ce délai commence à courir de la date du protêt dressé en temps utile. En cas de clause de « retour sans frais »,

(5) Les délais indiqués par les endosseurs ne peuvent pas être pris en considération en raison de la confusion qui en résulterait.

c'est le jour de l'échéance qui sert de point de départ. Mentionnons que ledit délai est le même pour toute personne porteur de l'effet à l'échéance. La computation de ces délais, quant au jour qui leur sert de point de départ et au dernier jour s'il tombe un jour férié légal, se fait de la même façon que pour le délai de prescription au profit de l'accepteur.

3° Les actions en recours des endosseurs les uns contre les autres et contre le tireur sont soumises à la prescription de six mois. Le moment qui sert de point de départ à cette prescription est le jour où l'endosseur a remboursé la lettre de change. Si, cependant, il n'a pas voulu payer l'effet et a été actionné, le point de départ est le jour où l'on a intenté une action en recours contre lui. La computation de ces délais s'opère de la même manière que celle relative à la prescription au profit de l'accepteur.

540 bis. — La *Loi Uniforme* ne contient pas de dispositions formelles concernant la prescription libératoire en faveur de l'avaliseur, de l'accepteur par intervention et du représentant qui n'avait pas le pouvoir d'agir ou qui a outrepassé son mandat.

Cependant, les textes qui règlent les obligations de ces signataires permettent d'arriver à une conclusion.

La prescription qui court au profit de l'avaliseur est celle qui est instituée en faveur du signataire garanti (analogie avec l'al. 1, art. 32 L. U.). Toutefois, il faut préciser qu'en raison de la nature cambiaire du cautionnement de l'avaliseur, ce dernier ne se trouve pas

libéré par le seul fait de l'extinction des actions contre le signataire garanti (arg. de l'al. 2, art. 32 L. U.) ⁽⁶⁾.

L'accepteur par intervention bénéficie de la même prescription que le signataire pour lequel il est intervenu (arg. de l'al. 1, art. 58 L. U.). S'il y a eu paiement par intervention, l'intervenant, subrogé aux droits du porteur et acquérant les droits résultant de la lettre de change est autorisé à utiliser les délais de trois ans ou d'un an suivant la qualité du signataire qu'il poursuit ⁽⁶⁾.

Enfin, le faux représentant ainsi que celui qui a dépassé les pouvoirs accordés, bénéficient de la prescription instituée en faveur du signataire au nom duquel ils se sont engagés ⁽⁶⁾.

541. — *Interruption et suspension de la prescription.* — Les causes de l'interruption et de la suspension de la prescription sont sous l'étroite dépendance de la procédure civile, qui présente d'un Etat à un autre des différences profondes ⁽⁷⁾. Aussi a-t-il été impossible d'établir des règles uniformes sur cette matière. Aux termes de l'article 17 ⁽⁸⁾ de l'annexe II,

(6) V. MICHAELIS, p. 347.

(7) En vue d'éviter en cette matière des conflits de lois, on avait proposé de remplacer les délais de prescription par des délais de déchéance. Cependant, les différences entre la prescription et la déchéance n'étant pas les mêmes dans les diverses législations, il a été objecté que les conséquences de cette substitution ne seraient pas nécessairement les mêmes dans les différentes législations. Il a été donc décidé de s'en tenir à la notion de prescription, la question sus-visée demandant un examen plus approfondi. (*C. R. de la Conférence de Genève*, p. 148, n° 145, et p. 326 à 330).

(8) *C. R. de la Conférence de Genève*, p. 153, n° 175. Signalons que dans son rapport de 1923, M. Jitta a proposé, d'une part, de

portant des réserves, il a été décidé que c'est à la législation de chacun des Etats contractants qu'il appartiendra de déterminer les causes d'interruption et de suspension de la prescription des actions résultant d'une lettre de change dont ses tribunaux auront à connaître. Les autres Etats contractants auront la faculté de déterminer les conditions auxquelles elles reconnaîtront de pareilles causes. Il en est de même de l'effet d'une action comme moyen de faire courir le délai de prescription prévu par l'article 70, alinéa 3, L. U.

Une disposition concernant l'interruption de la prescription fait l'objet de l'article 71 L. U. Elle déclare qu'à la différence du droit commun, en matière de droit du change, l'interruption de la prescription n'aura d'effet que contre celui à l'égard duquel l'acte interruptif aura été fait.

542. — *Nature juridique de la prescription cambiaire.* — La prescription du droit du change a la même nature juridique que la prescription libératoire du droit commun.

Cependant, en réduisant dans ces fortes proportions la durée de la prescription ordinaire, il a été tenu compte surtout de la commodité et de la possibilité pour les créanciers de faire usage des actions cambiaires et des actes conservatoires. Or, à ce point

n'admettre comme acte interruptif que l'action en justice et les actes qui lui sont assimilés par la loi du lieu où le procès se déroule. D'autre part, il a demandé la suppression de toute cause personnelle qui pourrait suspendre le cours de la prescription. (*Livre Brun*, p. 40).

de vue, nous estimons que la prescription cambiaire participe à la nature propre aux délais préfixes. Aussi avons-nous admis plus haut que la computation de sa durée doit se faire comme celle de ces délais. Pourtant, en raison de sa nature juridique de prescription libératoire du droit commun les parties ne pourraient pas, à notre avis, modifier la durée des délais impartis par la loi. En outre, il convient d'observer que ces prescriptions doivent être opposées par les parties autorisées à s'en prévaloir, car le juge ne pourrait pas les soulever d'office.

543. — La *Loi Uniforme* garde un silence complet sur les effets de la prescription. On n'a pas tranché la question de savoir si l'action née de l'effet et celle qui provient de l'opération de fond sont éteintes à la fois. Suivant la conception allemande de la « dette abstraite » et les conclusions apportées par *Thaller*, nous estimons que la dette est définitivement éteinte, une fois la prescription cambiaire arrivée à son terme (°).

Cependant, lorsque l'un des signataires de l'effet est ainsi injustement libéré de son engagement, la personne lésée aura le droit de le poursuivre pour enrichissement sans cause. Ce quasi-contrat prend naissance au moment même où ledit garant est mis à l'abri de toute action cambiaire par suite de l'extinction de celle-ci : il devient donc redevable d'une somme qu'il détient sans cause. Son obligation tombe alors dans le droit commun et se trouve ainsi soumise aux règles de la prescription ordinaire.

(9) THALLER et PERCEROU, n^{os} 1562, 1563.

Nous considérons que cette opinion trouve un appui dans la façon dont sont exprimées les réserves de la Convention de Genève. On y prévoit la possibilité d'une action basée sur l'enrichissement sans cause. Ainsi aux termes de l'article 15 de l'annexe II, chacun des Etats contractants est libre de décider que, dans le cas de déchéance ou de prescription, il subsistera sur son territoire une action contre le tireur qui n'a pas fait provision ou contre un tireur ou un endosseur qui se serait enrichi injustement. La même faculté existera, en cas de prescription, en ce qui concerne l'accepteur qui aurait reçu provision ou se serait enrichi injustement.

B. — DROIT ANGLO-AMÉRICAIN.

544. — Dans le droit du change anglo-américain, il n'y a pas de réglementation spéciale de la prescription. On se rapporte aux prescriptions du droit commun (*Statute of Limitations*) ⁽¹⁰⁾.

Il est nécessaire de préciser tout de suite que dans le droit anglo-américain les effets de la prescription ne se présentent pas comme décharge de l'effet par la partie qui en bénéficie, mais apparaissent plutôt comme des fins de non-recevoir, résultant de l'expiration des délais préfixes.

(10) CHALMERS, p. 344 à 350 ; FALCONBRIDGE, p. 698, 699 ; BRANNAN, p. 690, 751, 830, 904.

545. — D'après *Chalmers*, cinq règles peuvent être formulées dans l'application du *Statute of Limitations* en matière de droit du change. Notons tout de suite que ces règles représentent l'opinion qui prévalait dans la jurisprudence anglaise à l'époque à laquelle écrivait *Chalmers*.

1° En principe, toute action, découlant d'une lettre de change contre l'un des signataires, est éteinte après l'expiration d'un délai de 6 ans à partir du moment où le porteur de l'effet avait acquis un droit à l'action contre cette partie. Le *Statut d'Anne* de 1704, qui réglementait les billets à ordre (*promissory notes*) a été abrogé et ceux-ci sont actuellement soumis à la réglementation générale sur les lettres de change. Aussi, les actions basées sur les *promissory notes* se prescrivent-elles par 6 ans. Cependant, les *promissory notes* créées sous le sceau d'une association et se présentant par suite comme des conventions spéciales, sont soumises aux règles du *Statut de William* (3 et 4 Will. 4, c. 42 s. 3). Les actions qui en résultent se prescrivent dans un délai de 20 ans à partir du jour où elles sont nées.

Suivant les solutions des cas *Kennedy v. Thomas* ([1894], 2 Q. B. 759, C. A.) et *Gelmini v. Moriggia* ([1913], 2 K. B. 549), lorsqu'il s'agit d'un effet payable à une date fixe, le point de départ dudit délai de 6 ans est le premier jour qui suit l'échéance.

546. — 2° Le délai de la prescription au profit de l'accepteur ou du souscripteur commence à courir du jour de l'échéance. Mais, si la présentation au paie-

ment est nécessaire en vue de lier l'accepteur, ledit délai partira, *probablement*, dit Chalmers, de la date de cette présentation. De même, si la lettre de change est acceptée après échéance, le point de départ du délai sera (*probablement*) la date de l'acceptation.

Lorsqu'il s'agit d'un effet payable sur demande, il faut distinguer s'il a été présenté à la date qu'il porte comme celle de sa création ou à une date ultérieure : le délai court à partir de la date de présentation (*Norton v. Ellam* ([1837], 2 M. & W. 461) ; *Savage v. Aldren* [1817], 2 Stark, 232). S'il s'agit cependant d'un effet payable à un certain délai après vue, la solution du cas *Thorpe v. Coombe* ([1826], 8 D. & R. 347), indique que le délai de prescription au profit du créateur de l'effet devrait partir du jour de l'échéance.

Il convient d'ajouter à cette seconde règle que, d'après la solution du cas précité *Gelmini v. Moriggia* ([1913], 2 K. B. 549), si le dernier jour du délai tombe un jour férié, il ne sera pas prorogé jusqu'au jour ouvrable suivant. Ainsi l'action qui serait intentée ce jour ouvrable n'aurait aucune valeur juridique. Il en résulte une contradiction avec la conception que le délai imparti par le *Statute of Limitations* n'est qu'un délai préfixe.

547. — 3° Il est *généralement* admis, dit Chalmers, que la prescription qui court en faveur du tireur ou d'un endosseur, prend pour point de départ le moment où celui-ci a reçu notification du refus ⁽¹¹⁾.

(11) La solution du cas américain *Colley v. Rowan* (71 Colo, 17, 203 Pac. 669) indique que la prescription au profit d'un endos-

Suivant la solution du cas anglais *Castrique v. Bernabo* ([1844], 6 Q. B. 498), le porteur n'acquiert de droit à l'action contre le tireur ou l'endosseur que si celui-ci a réellement reçu notification du refus. Aux Etats-Unis, au contraire, pour avoir ce droit à l'action, il suffit simplement que la notification soit envoyée aux parties intéressées (*Shed v. Brett*, 1823). S'il y a eu dispense de présentation au paiement et que par suite celle-ci n'ait pas été faite, le délai devrait, en principe, commencer à courir dès le moment où le porteur peut considérer que la lettre de change a subi un refus de paiement. Cependant, signalons que les solutions des arrêts se contredisent; ex.: *Re Bethell* (1887), *contra Re Boyse* (1886).

Il faut noter en outre que, dans la jurisprudence des Etats-Unis, il a été admis que l'action en remboursement du tiré payeur contre le tireur est renfermée dans des délais de prescription courts qui se rapportent aux contrats en général et non dans des délais relatifs aux conventions rédigées par écrit.

548. — 4° Lorsqu'une partie dans l'effet est actionnée en vue de l'exécution d'une obligation accessoire à la lettre de change, mais basée sur celle-ci, la nature de cette convention spéciale détermine l'époque qui sert de point de départ au délai de prescription. Ainsi, dans le cas *Reynolds v. Doyle* ([1840] 1 M. & Gr.

seur, qui a apposé sa signature après la transmission de l'effet, commence à courir du jour de l'endossement. D'autre part, le *Statute of Limitations* d'Oregon porte qu'une action contre l'endosseur se prescrit à partir du dernier paiement effectué, soit par le créateur de l'effet, soit par un endosseur (BRANNAN, p. 751).

753), il a été décidé que l'accepteur par complaisance pour le tireur, qui a payé l'effet, peut poursuivre ce dernier dans un délai qui commence à courir du jour où l'accepteur payeur a été actionné en paiement.

549. — 5° Tout fait qui suspend ou interrompt le cours de la prescription (les effets du *Statute of Limitations*) dans le cas d'un simple contrat, opère suspension et interruption en matière de droit du change.

Suivant le dictum de *Mellish, L. J.* ⁽¹²⁾, une dette peut être soustraite aux effets de la prescription, ou bien, premièrement, par une reconnaissance écrite de la dette qui implique une promesse de paiement, ou bien, en second lieu, par une promesse pure et simple de payer la dette, ou enfin par une promesse conditionnelle de payer la dette, avec la preuve que cette condition a été accomplie. La nouvelle prescription part du jour de la reconnaissance de la dette. Cependant, notons que le cours de la prescription n'est pas interrompu par l'endossement ou acquit (*note memorandum*) fait par écrit ou inscrit sur la lettre de change par la personne à qui ce paiement est effectué ou à son profit.

Il convient d'observer, d'autre part, que la reconnaissance ou le paiement partiel, fait par l'un des co-débiteurs ou co-contractants, n'interrompt pas le cours de la prescription au profit des autres ⁽¹³⁾. En

(12) Cité par CHALMERS, p. 349.

(13) Dans le cas américain *Barber v. Absher Co.* (175 N. C. 602, 96 S. E. 43), la même solution a été adoptée. Les endosseurs continuent à bénéficier de la prescription, malgré le paiement opéré par le créateur de l'effet après l'expiration du délai. D'autre

outre, l'absence du créancier demandeur, parti pour les pays d'outre-mer, ou son emprisonnement n'empêchent pas la prescription de commencer à courir.

550. — Deux conclusions se dégagent de cette analyse des règles anglo-américaines sur la prescription.

D'une part, la longueur du délai de prescription cadre mal avec la rigueur des obligations cambiales. Le droit anglo-américain s'en tient somme toute à la prescription du droit commun, alors qu'en bonne politique législative, cette prescription doit nécessairement être abrégée pour le droit du change.

D'autre part, la contradiction entre les arrêts et l'imprécision des règles établies, surtout en ce qui concerne la computation des délais, sont incompatibles avec les buts que poursuit une législation internationale : la fixité et l'uniformité des règles.

Il est incontestable donc qu'à ce point de vue les conceptions adoptées par la *Loi Uniforme* sont beaucoup mieux en harmonie que celles du droit commun anglo-américain avec les fins d'une législation internationale.

part, il a été décidé dans le cas *Homewood Peoples Bank v. Mc Cutcheon* (266 Pa. 116, 109 Atl. 873) que le créateur de l'effet par complaisance bénéficie de la prescription, même si le preneur au profit de qui l'effet a été créé effectue le paiement une fois le délai de prescription expiré (BRANNAN, *op. cit.*, p. 830, 904).

CHAPITRE V

Le billet à ordre

A. — LOI UNIFORME (art. 75 à 78).

551. — Le billet à ordre est un écrit par lequel un souscripteur contracte l'engagement pur et simple de payer à une personne déterminée ou à son ordre une certaine somme à une époque déterminée.

552. — La *Loi Uniforme*, comme le *Règlement Uniforme*, assimile le billet à ordre à la lettre de change, exception faite pour les différences résultant de la forme de ces effets.

Cette assimilation comporte cependant certaines réserves ⁽¹⁾ :

Chacun des Etats contractants garde la liberté de restreindre l'engagement, mentionné dans l'article premier de la Convention, aux seules dispositions relatives à la lettre de change et de ne pas introduire sur son territoire les dispositions sur le billet à ordre contenues dans le titre II de la *Loi Uniforme*. Dans ce cas, l'Etat qui a profité de cette faculté, ne sera consi-

(1) V. *Comptes Rendus de la Conférence de Genève*, p. 336 à 340.

déré comme partie contractante que pour ce qui concerne la lettre de change (art. 21, al. 1 de l'annexe II).

D'autre part, chacun des Etats contractants est également autorisé à faire une réglementation des dispositions relatives au billet à ordre. Ce règlement doit être entièrement conforme aux stipulations du titre II de la *Loi Uniforme*. Il doit reproduire les dispositions sur la lettre de change auxquelles il est renvoyé, sous les seules modifications résultant des articles 75, 76, 77 et 78 de la *Loi Uniforme* et des articles 19 et 20 de l'annexe II contenant les réserves (art. 21, al. 2 de l'annexe II).

Une autre dérogation est aussi admise en ce qui concerne les mentions qui doivent figurer sur un billet à ordre. Nous l'exposerons dans le paragraphe suivant.

§ 1^{er}. — ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS D'UN BILLET A ORDRE.

553. — Le billet à ordre contient obligatoirement certaines mentions prescrites par l'article 75 de la *Loi Uniforme* à peine de nullité. Elles sont presque identiques à celles d'une lettre de change. Ces énonciations sont au nombre de 7 :

1. — *La dénomination du titre qui doit être insérée dans le texte même et exprimée dans la langue employée pour la rédaction de cet effet.*

554. — La nécessité de cette formalité se justifie par les mêmes raisons que celles de la dénomination de

lettre de change. Nous renvoyons donc le lecteur à l'exposé qui en a été fait.

Cependant chacun des Etats contractants a la faculté, soit de déterminer la dénomination à adopter dans les lois nationales pour les titres visés à cet article 75 de la *Loi Uniforme*, soit de dispenser ces titres de toute dénomination spéciale pourvu qu'ils contiennent l'indication expresse qu'ils sont à « ordre » (2).

2. — *La promesse pure et simple de payer une somme déterminée.*

555. — C'est le créateur du billet à ordre qui promet de payer personnellement. En outre sont applicables au billet à ordre les règles du droit de la lettre de change concernant la somme à payer, la stipulation d'intérêts (art. 5 de la *Loi Uniforme*), les différences d'énonciations relatives à la somme à payer (art. 6 de la *Loi Uniforme*).

3. — *L'indication de l'échéance.*

556. — La mention de l'échéance est obligatoire dans un billet à ordre, pour les mêmes raisons que celles que nous avons indiquées pour la lettre de change et auxquelles nous renvoyons le lecteur. D'autre part, comme pour la lettre de change, la *Loi Uniforme* prescrit dans son article 76, al. 2, qu'à défaut de mention spéciale de l'échéance dans son texte, le billet à ordre est réputé payable à vue.

(2) *Ibid*, p. 153, n° 177 et p. 332 à 335 ; art. 19 de l'annexe II.

4. — *La désignation du lieu où le paiement doit s'effectuer.*

557. — Aux termes de l'al. 3 de l'article 76 de la *Loi Uniforme*, à défaut d'indication spéciale de ce lieu, la *Loi Uniforme* érige en présomption absolue que le lieu de création de l'effet doit être considéré comme le lieu du paiement. De plus, le lieu de création du titre est présumé être en même temps le lieu de domicile du souscripteur. Enfin, le lieu désigné à côté du nom du souscripteur est réputé être le lieu de la création de l'effet quand le billet à ordre n'indique pas le lieu de sa création. Nous estimons donc qu'en raison du principe *in favorem cambii*, on doit considérer, à défaut d'indication spéciale, comme lieu de paiement et lieu de la création de l'effet, le lieu mentionné à côté du nom du souscripteur. Cette opinion nous semble d'autant plus fondée qu'il s'agit en l'espèce du billet à ordre, pour lequel ces trois désignations différentes sont logiquement et normalement appelées à se fondre en une seule, celle du lieu du domicile du souscripteur.

5. — *La mention du nom de celui auquel ou à l'ordre duquel le paiement doit être effectué.*

558. — A notre avis, le billet à ordre serait valable, s'il était créé au profit ou à l'ordre du souscripteur. La justification en est donnée par le fait que les auteurs du *Règlement Uniforme* de 1912 ont supprimé la disposition de l'al. 2 de l'article 3 de l'*Avant-projet de La Haye* de 1910 stipulant que la lettre de change

tirée sur le tireur lui-même devenait nulle, si elle était en outre créée à l'ordre du tireur ⁽³⁾. La diversité des affaires peut provoquer le besoin d'utiliser un tel effet. Aussi est-il préférable d'en admettre la validité, puisque la *Loi Uniforme* elle-même ne l'interdit point.

6. — *L'indication de la date et du lieu de la souscription du billet.*

559. — Comme dans la lettre de change, la date pour être valable doit comprendre le jour, le mois et l'année.

Il faut ajouter que, d'après l'al. 4 de l'art. 76 de la *Loi Uniforme*, le billet à ordre, qui ne contient pas de désignation du lieu de sa création, est réputé être souscrit dans le lieu mentionné à côté du nom du souscripteur.

7. — *La signature de celui qui émet le billet à ordre.*

560. — Pour les règles concernant la signature du souscripteur, nous renvoyons le lecteur aux explications données sur la signature du tireur d'une lettre de change ⁽³⁾.

561. — L'effet sur lequel une des énonciations susvisées fait défaut, ne vaut pas comme billet à ordre, sauf les dérogations admises dans les cas déterminés que nous venons d'exposer.

(3) V. *supra*. Ch. I, section 1^{re}, 8^o *Tireur*, n^o 125. Mentionnons que le billet à ordre, pas plus que la lettre de change, ne peut être créé au porteur. C'est en somme la conception du droit allemand. Le droit français, au contraire, se rapproche du droit anglo-saxon et admet le billet au porteur ; mais, à la différence du

§ 2. — RÈGLES COMMUNES AU BILLET A ORDRE ET A LA LETTRE DE CHANGE QUANT AUX DIFFÉRENTES INSTITUTIONS DU DROIT DU CHANGE.

562. — Aux termes de l'article 77 de la *Loi Uniforme*, un grand nombre de dispositions concernant la lettre de change sont applicables au billet à ordre, en tant qu'elles ne sont pas incompatibles avec la nature de ce titre.

1° Signalons d'abord que la même capacité que celle qui est requise pour s'engager par lettre de change est exigée pour les billets à ordre, en raison de l'assimilation opérée par la *Loi Uniforme* de ces deux sortes d'effets négociables.

2° Suivant les articles 4 et 27 de la *Loi Uniforme*, le souscripteur peut, en créant un billet à ordre, désigner un tiers (domiciliataire) pour payer l'effet, soit au lieu de son domicile, soit dans une autre localité. A défaut d'indication du nom d'un tiers, on présume que le souscripteur s'est engagé à payer lui-même au lieu du paiement qu'il a ainsi désigné. Le billet à ordre pour être domicilié, doit donc nécessairement mentionner, soit le domicile du souscripteur et le lieu du paiement, soit le domicile du souscripteur et le lieu de l'émission de l'effet, soit encore le lieu du paiement et le lieu de la création du titre.

droit anglo-saxon, les obligations qui en résultent sont soumises aux règles du droit civil et non à celles du droit du change. Rappelons d'autre part, que la question de savoir si le bénéficiaire d'un billet à ordre pourrait être désigné simplement par l'indication de sa fonction et si, par suite, il est suffisamment identifié, est laissée à l'appréciation des tribunaux (V. C. R. de la Conférence de Genève, p. 128, n° 20).

3° Le billet à ordre en blanc est valable dans la législation uniforme; il suit les mêmes règles que la lettre de change en blanc (art. 10 de la *Loi Uniforme* (4)).

4° Les règles concernant les faux et les altérations sont également applicables aux billets à ordre (art. 7 et 69).

5° L'échéance des billets à ordre est fixée d'après les règles contenues dans les articles 33 à 37 de la *Loi Uniforme*, et relatives à la lettre de change.

Une innovation a été apportée pour les billets à ordre. Suivant l'al. 2 de l'article 78 de la *Loi Uniforme*, les billets à ordre payables à un certain délai de vue doivent être présentés au visa (5) du souscripteur dans les délais déterminés par l'article 23 de la *Loi Uniforme*. Le délai de vue court de la date du visa apposé par le souscripteur sur l'effet. Si le souscripteur refuse de donner son visa daté, ce refus doit, aux termes de l'article 25, al. 2 de la *Loi Uniforme*, être constaté par un protêt. La date de ce protêt sert de point de départ au délai de vue.

6° Le billet à ordre se transmet par voie d'endossement. Aussi les règles sur l'endossement de la lettre de change (art. 11 à 20 de la *Loi Uniforme*) s'appli-

(4) V. *Comptes Rendus de la Conférence de Genève, Rapport du Comité de rédaction*, p. 130, 131, nos 33, 34, 35 et 36.

(5) Cette dérogation aux dispositions de la *Loi Uniforme*, relatives à la lettre de change, s'explique en matière de billet à ordre, parce que celui-ci n'est pas soumis à l'acceptation. Aussi l'appréhension qui s'est manifestée au sein des Conférences de voir le visa confondu avec l'acceptation, ne pouvait-elle paraître en ce qui concerne le visa des billets à ordre (v. *Comptes Rendus de la Conférence de Genève, Rapport du Comité de rédaction*, p. 150, n° 154).

quent-elles au billet à ordre. De la validité du billet à ordre émis à l'ordre du souscripteur, que nous avons reconnue, il découle que ce dernier peut devenir par la suite endosseur de l'effet.

7° Les dispositions concernant le paiement d'une lettre de change (art. 38 à 42 de la *Loi Uniforme*) sont également applicables aux billets à ordre.

8° L'institution de l'aval (art. 30 à 32 de la *Loi Uniforme*) est étendue aux billets à ordre. L'article 77, al. 3, de la *Loi Uniforme* ajoute que, si l'aval n'indique pas pour le compte de qui il a été donné, il est réputé l'avoir été pour le compte du souscripteur du billet à ordre.

9° En raison de la différence de forme existant entre la lettre de change et le billet à ordre, les recours, lorsqu'il s'agit du billet à ordre, ne sont possibles que faute de paiement, l'acceptation n'existant pas en matière de billets à ordre (art. 43 à 50 et 52 à 54 de la *Loi Uniforme*).

Les débiteurs de recours ne sont donc que les endosseurs et leurs avaliseurs. Notons dans le même ordre d'idées, que ne pourront être dressés des protêts faute de paiement ou consécutifs à la faillite du souscripteur.

10° Le paiement par intervention peut avoir lieu en matière de billets à ordre (art. 55, 59 à 63 de la *Loi Uniforme*).

Le recommandataire ne peut être désigné que par les endosseurs, le souscripteur n'étant pas un débiteur de recours.

Cependant une personne peut même intervenir de son propre chef en payant au profit du souscripteur.

Comme en matière d'aval, il faut considérer que le paiement par intervention est fait au bénéfice du souscripteur, toutes les fois qu'il n'est pas indiqué pour le compte de qui il a été effectué (analogie tirée de l'art. 62 de la *Loi Uniforme*).

11° Les dispositions qui règlent la prescription des obligations découlant d'une lettre de change sont étendues aux obligations d'un billet à ordre. Comme nous le verrons par la suite, le souscripteur d'un billet à ordre est assimilé à l'accepteur d'une lettre de change. Aussi le souscripteur d'un billet à ordre pourra-t-il invoquer la prescription dans les mêmes conditions que l'accepteur d'une lettre de change.

12° Aux termes de l'article 20 des réserves contenues dans l'annexe II, les dispositions des articles 1 à 18 de cette annexe, relatives à la lettre de change, s'appliquent également au billet à ordre. Les législations nationales peuvent décider souverainement de l'introduction d'une action contre le souscripteur d'un billet à ordre qui se serait enrichi injustement.

§ 3. — CARACTÉRISTIQUES SPÉCIALES DU BILLET A ORDRE DÉCOULANT DE SA FORME.

563. — Il n'y a pas d'acceptation en matière de billet à ordre. Le débiteur principal est partie à l'effet du fait même de son émission. Aussi les endosseurs n'ont-ils pas à leur charge la garantie de l'acceptation;

il en est de même du souscripteur, qui ne se présente pas comme un tireur.

Il ne peut donc être dressé de protêt faute d'acceptation. Il ne peut être question non plus d'acceptation par intervention.

Enfin, il n'est pas possible d'émettre un billet à ordre en deux ou plusieurs exemplaires. Le souscripteur serait obligé de les signer tous ; en sa qualité de débiteur principal, il créerait par suite autant d'obligations qu'il y aurait d'effets portant sa signature. Ce serait donc contraire au but même de l'institution des exemplaires. Par contre, tout porteur d'un billet à ordre a le droit d'en faire des copies (art. 67 de la *Loi Uniforme*).

§ 4. — *Souscripteur d'un billet à ordre.*

564. — La *Loi Uniforme* stipule que le souscripteur d'un billet à ordre s'oblige de la même manière que l'accepteur d'une lettre de change (art. 78 al. 1 L. U.).

Il est d'autre part intéressant à noter que le souscripteur est en même temps le créateur de l'effet. A ce point de vue il s'assimile au tireur d'une lettre de change. Mais les obligations de l'accepteur étant bien plus lourdes que celles d'un tireur débiteur de recours elles absorbent ces dernières. Il en résulte que le souscripteur est considéré par la *Loi Uniforme* comme débiteur principal et perd les bénéfices créés au profit du tireur qui a le caractère d'un garant.

565. — De cette assimilation du souscripteur à l'accepteur on peut déduire plusieurs conséquences.

Le souscripteur d'un billet à ordre étant débiteur principal, contracte une obligation pure et simple. C'est à lui que l'effet sera présenté directement au paiement sans confection préalable d'un protêt.

S'il paye avant l'échéance, il le fait à ses risques et périls (art. 40, al. 2 de la *Loi Uniforme*).

S'il effectue un paiement partiel, il peut requérir que mention en soit portée sur l'effet et que quittance lui en soit donnée (art 39, al. 3 de la *Loi Uniforme*).

En outre, lors de la deuxième Conférence de La Haye (6) il a été admis qu'en cas de faillite ou de déconfiture du souscripteur, le porteur aurait la faculté d'exercer ses droits de recours contre les endosseurs avant l'échéance. Ainsi, conformément à l'article 43 de la *Loi Uniforme*, les recours sont possibles avant l'échéance en cas de faillite du souscripteur, de cessation de paiements, même non constatée par un jugement, ou de saisie de ses biens demeurée infructueuse.

Le porteur ne peut toutefois exercer ses droits de recours avant d'avoir présenté l'effet au paiement et fait dresser le protêt suivant l'al. 5 de l'article 44 ou suivant les al. 1 et 3 de l'article 44 de la *Loi Uniforme*.

Le souscripteur ne peut avoir droit à ce que lui soit notifié le refus de paiement, car il est débiteur principal.

Les actions cambiales contre le souscripteur se prescrivent par trois ans. C'est le jour de l'échéance qui sert de point de départ à ce délai triennal (7).

(6) *Deuxième Conférence de La Haye de 1912, Actes*, p. 103.

(7) *Comptes Rendus de la Conférence de Genève, Rapport du Comité de rédaction*, p. 150, n° 153. La Conférence a décidé que

566. — D'autre part, en qualité de créateur de l'effet, le souscripteur d'un billet à ordre peut :

1° Enlever à l'effet tout caractère de négociabilité par l'insertion des mots « non à ordre » ou de toute clause équivalente.

2° Créer le billet à ordre domicilié.

3° Dispenser le porteur de faire dresser, pour exercer ses recours, le protêt faute de paiement, en insérant dans le texte de l'effet la clause « retour sans frais », « sans protêt » ou toute autre expression équivalente (al. 1 de l'art. 46 de la *Loi Uniforme*).

4° Modifier le délai de présentation d'un billet à ordre payable à vue (art. 34, al. 1 de la *Loi Uniforme*).

5° Stipuler que la somme à payer libellée en monnaie étrangère, sera calculée d'après un cours de change précisé sur l'effet, ou ordonner que le paiement en sera opéré effectivement en une monnaie déterminée (al. 2 et 3 de l'art 41 de la *Loi Uniforme*).

Par contre, le souscripteur, n'étant pas un garant, n'a pas qualité pour indiquer un recommandataire. Mais, comme nous l'avons déjà indiqué, un intervenant peut effectuer le paiement au profit du souscripteur.

B. DROIT ANGLO-AMÉRICAIN.

567. — Dans le droit anglo-américain, la *promissory note* représente l'effet négociable correspondant au

lorsqu'un billet à ordre à vue n'a pas été présenté au paiement dans le délai de présentation, la prescription a comme point de départ le jour de l'expiration du délai de présentation.

billet à ordre du droit dit *continental* (art. 1, 5 et 184 N. I. L. et art. 83 B. E. A.) ⁽⁸⁾.

Une *promissory note* est donc une promesse pure et simple, faite par écrit par une personne à une autre et signée du souscripteur. Celui-ci s'engage à payer, sur demande ou dans un délai déterminé ou déterminable, une certaine somme d'argent à une personne désignée ou à son ordre. Suivant la conception anglo-américaine sur la négociabilité des effets, la *promissory note* peut aussi être payable au porteur.

568. — Comme pour les lettres de change, la *Negotiable Instruments Law*, conformément au principe énoncé dans son article 1, n° 4, exige la « clause à ordre » ou « au porteur » dans le texte de la *promissory note*. Cette clause n'est point requise dans les autres législations anglo-saxonnes.

569. — La dette à acquitter, représentée par la *promissory note*, consiste obligatoirement en une somme d'argent. Mais, à la différence de la législation anglaise, une *promissory note* ne perd pas le caractère d'effet négociable sous l'empire de la *Negotiable Instruments Law* (art 5), si elle contient une stipulation donnant au porteur une option pour exiger autre chose que le paiement en espèces. Toutefois, la législation anglaise s'accorde avec la *Negotiable Instruments Law* à reconnaître comme valable une *promis-*

(8) CHALMERS, p. 313 à 324; art. 83 à 89 B. E. A. BRANNAN, p. 1030 à 1036, 87 à 106, 147 à 158 ; art. 184, 1, 5 N. I. L. FALCONBRIDGE, p. 882 à 890; art. 176 à 187 B. E. du Canada.

sory note, qui contiendrait un nantissement avec autorisation de le réaliser (art. 83 § 3 B. E. A.).

570. — De même que la lettre de change, une *promissory note* peut être « intérieure » ou « extérieure ». Si, d'après ses apparences mêmes, elle se présente comme souscrite et payable sur le territoire d'un même Etat, elle est considérée comme « intérieure ». Dans le cas contraire, elle sera « extérieure ».

En définitive, la *promissory note* emprunte les caractéristiques de la lettre de change, mais ne se confond pas avec elle ⁽⁹⁾.

Conditions de forme spéciales à la « promissory note »

571. — Une *promissory note* est incomplète, c'est-à-dire n'engendre pas d'obligation, tant qu'elle n'a pas été remise au preneur ou au porteur. Un écrit par conséquent, sous forme de *promissory note*, libellé à l'ordre du souscripteur, n'est complet qu'au moment où il est endossé par celui-ci (art. 184 N. I. L. *in fine* et art. 83 § 2, B. E. A.).

572. — Une *promissory note*, payable sur demande et ayant fait l'objet d'une négociation, doit être présentée au paiement dans un délai raisonnable à partir du jour de l'endossement. A défaut, l'endosseur serait libéré (art. 70 et 71 N. I. L. et 86, § 1, B. E. A.).

(9) Il est intéressant de signaler que la *promissory note* est l'effet négociable le plus utilisé par les commerçants aux Etats-Unis.

Pour déterminer ce qu'on doit entendre par délai raisonnable, il est nécessaire de tenir compte de la nature de l'effet, des usages du commerce et des circonstances particulières (art. 193 N. I. L. et 86, § 2, B. E. A.).

572 *bis*. — D'autre part, à la différence de la lettre de change, l'article 86, § 3, B. E. A. prescrit qu'une *promissory note*, libellée payable sur demande et négociée, ne sera pas considérée comme échue et les droits du porteur ne seront pas atteints d'un vice dont il n'a pas eu connaissance, par le seul fait qu'un délai raisonnable s'est écoulé sans présentation de l'effet au paiement. Une *promissory note*, payable sur demande, est en somme considérée dans le monde commercial anglo-saxon, comme une garantie collatérale. Aussi est-il inutile de la présenter au paiement, tant qu'elle est réputée être une garantie, d'après les relations entre endosseur et endossataire. Cette conception est expressément énoncée par l'article 181 B. E. A. du Canada ⁽¹⁰⁾. Cette distinction entre la lettre de change et la *promissory note* n'est pas retenue par la loi cambiale américaine.

Mentionnons que, d'après le cas *Norton v. Ellam* ([1837] 2 M. et W., p. 464), la prescription au profit du souscripteur d'une *promissory note*, payable sur demande, devrait courir de la date de l'effet ⁽¹¹⁾.

573. — Aux termes de l'article 87, § 1, B. E. A., toute *promissory note*, libellée payable sur une place

(10) FALCONBRIDGE, p. 892, 893.

(11) CHALMERS, p. 321.

désignée, *doit être*, pour engager le souscripteur, présentée au paiement sur la place indiquée. Néanmoins, d'après les solutions des cas *Price v. Mitchell* ([1815] 4 Camp. 200), *Exon v. Russell* ([1816] 4 M. et S. 507), *Williams v. Warning* ([1829] 10 B. et C., 2), le souscripteur ne sera point libéré si la présentation n'a pas eu lieu à l'échéance ⁽¹²⁾. Dans tout autre cas, la présentation au paiement n'est pas nécessaire pour lier le souscripteur. Par contre, la présentation au paiement est nécessaire pour obliger l'endosseur d'une *promissory note*, art. 87, § 2, B. E. A.

573 bis. — Une *promissory note*, mentionnant dans son texte une place particulière pour le paiement, doit être présentée sur cette place afin de lier l'endosseur. Si le lieu du paiement est indiqué seulement pour mémoire, la présentation sur cette place sera suffisante pour engager l'endosseur ; il en sera de même de la présentation au souscripteur sur toute autre place, si cette présentation est suffisante sous les autres rapports (art. 87, § 3, B. E. A.).

*Dispositions relatives à la lettre de change
applicables à la « promissory note ».*

574. — A l'exception des règles spéciales que nous venons d'exposer, les autres dispositions qui se rapportent à la lettre de change, s'appliquent aux *promissory notes*, sauf celles relatives à leur forme.

(12) *Ibid*, p. 321.

Sont exclues par conséquent de cette application les règles du droit de change qui se rapportent à l'acceptation, à l'acceptation par intervention, à l'émission de la lettre de change en plusieurs exemplaires (art. 89, §§ 1, 2, 3, B. E. A.).

575. — La législation anglaise décide *en outre* qu'il n'est pas nécessaire de faire protester une *promissory note* « extérieure » qui a été refusée au paiement. La loi canadienne ajoute cependant que dans ce cas un protêt est indispensable pour obliger les endosseurs (art. 89, § 4, B. E. A. et 187 B. E. A. du Canada).

La pratique des affaires, enfin, a recherché quand une lettre de change pourrait être considérée comme un billet à ordre. Aux termes des articles 17, n° 5, et 130 N. I. L. et 5, § 2, B. E. A., le porteur a la faculté de considérer un effet, soit comme une lettre de change, soit comme une *promissory note*, chaque fois que dans une lettre de change le tireur et le tiré sont la même personne, ou quand le tiré est une personne fictive, ou une personne n'ayant pas capacité de contracter. Cette doctrine avait été déjà formulée par la solution du cas *Edis v. Bury* ([1827], 6 B. et C. 433, 1 Ames 136) ⁽¹³⁾.

Souscripteur (maker) de la « promissory note ».

576. — Aux termes de l'article 89, § 2, B. E. A. et d'après l'article 192 N. I. L., le souscripteur d'une *promissory note* est considéré comme étant dans la

(13) V. BRANNAN, p. 983 à 985, 243 à 247 ; CHALMERS, p. 20, 21 ; FALCONBRIDGE, p. 520 à 522.

même situation que l'accepteur d'une lettre de change. Le premier endosseur est par suite assimilé au tireur d'une lettre de change acceptée, payable à l'ordre de ce tireur.

Pourtant le souscripteur diffère de l'accepteur sur plusieurs points :

l'accepteur peut s'engager sous condition, tandis que le souscripteur contracte une obligation pure et simple ;

l'accepteur ne crée pas l'effet ; son engagement vient s'ajouter par la suite ; l'obligation du souscripteur, au contraire, est à l'origine de la *promissory note*

Enfin, le souscripteur et le preneur sont des parties « immédiates », c'est-à-dire en rapport direct l'une avec l'autre. Par contre, l'accepteur et le preneur sont parties « intermédiaires ».

577. — Les législations anglo-américaines (art. 60 N. I. L. et 88 B. E. A.) décident qu'en créant la *promissory note* le souscripteur contracte une double obligation : en premier lieu, il s'engage à payer l'effet suivant sa teneur ; en second lieu, il ne peut contester à un porteur régulier l'existence du bénéficiaire (preneur) et sa capacité actuelle d'endosser.

578. — Il convient de noter, en outre, qu'à la différence des accepteurs d'une lettre de change, les co-souscripteurs d'une *promissory note* peuvent, selon sa teneur, être engagés soit conjointement, soit conjointement et séparément à la fois. En s'ins-

pirant des solutions des cas *King v. Hoare* [(1844) M. et W. 494] et *Kendall v. Hamilton* [(1879), 4 App. Cas. 504], la loi anglaise ajoute que lorsqu'une *promissory note* est conçue en ces termes : « Je promets de payer » et porte la signature de deux ou plusieurs personnes, on doit considérer celles-ci comme engagées solidairement ⁽¹⁴⁾ Au contraire, suivant *Parsons*, si la *promissory note* porte : « Nous promettons de payer », les souscripteurs qui ont signé ne seront tenus que conjointement ⁽¹⁴⁾.

579. — Ces règles du droit anglo-américain, relatives aux billets à ordre, comme d'ailleurs la plupart des dispositions des législations cambiales anglo-américaines, consacrent les usages du commerce. A l'exception de la conception peu pratique du délai raisonnable, ces principes, développés utilement par la jurisprudence, nous apparaissent comme préférables à la réglementation apportée par la *Loi Uniforme*.

(14) CHALMERS, p. 319.

CHAPITRE VI

Dispositions générales communes à la lettre de change et au billet à ordre

A. — LOI UNIFORME (art. 72 à 74).

580. — A plusieurs reprises déjà nous avons cité quelques-unes des règles générales comprises dans le chapitre XII du Titre I^{er} de la *Loi Uniforme*. Nous croyons néanmoins qu'il est désirable, au point de vue de la clarté de notre exposé, d'ajouter un chapitre comprenant exclusivement des dispositions générales.

581. — 1^o L'article 72 de la *Loi Uniforme* déclare que tout acte, se rapportant à la conservation ou à la réalisation des droits qui résultent d'une lettre de change, ne peut être dressé qu'un jour ouvrable. Il précise qu'il en sera ainsi notamment de la présentation à l'acceptation et du protêt. Dans le même ordre d'idées, il a été prescrit que le paiement d'une lettre de change, dont l'échéance tombe un jour férié légal, ne pourra être exigé que le premier jour ouvrable qui suivra.

Ce même article prévoit ensuite dans un second alinéa le cas où des jours fériés font partie d'un dé-

lai, dans lequel un de ces actes doit être accompli. La *Loi Uniforme* distingue s'il s'agit d'un jour férié qui est le dernier du délai ou bien si ces jours fériés sont intermédiaires. Dans le premier cas, ce délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable qui suit l'expiration de ce délai. Dans le second cas, la *Loi Uniforme* décide que les jours intermédiaires doivent être compris dans la computation du délai.

Cependant, dans certains Etats, il est d'usage de ne pas dresser protêt ou de ne pas présenter l'effet au paiement certains jours qui sont pourtant ouvrables. C'est pour éviter de heurter trop brusquement les habitudes locales consacrant l'assimilation de certains jours à des jours fériés légaux, que les auteurs de la *Loi Uniforme* ont admis la possibilité de dérogations dans l'article 18 de l'annexe II. Chacun des Etats contractants a la faculté de prescrire que certains jours ouvrables seront assimilés aux jours fériés légaux en ce qui concerne la présentation à l'acceptation ou au paiement et tous autres actes relatifs à la lettre de change.

Toutefois, afin de faciliter aux étrangers la connaissance des jours fériés légaux ou les jours non-ouvrables dans les Etats contractants, la Conférence de Genève a émis le vœu dans son *Acte final* (II) que les Etats contractants se notifient les listes des jours fériés légaux et des autres jours où le paiement ne peut être exigé dans leurs pays.

582. — 2° L'adage romain: « *dies a quo non computatur in termino* » a été consacré d'une façon nette

et précise par l'article 73 : les délais légaux ou conventionnels ne comprennent pas le jour qui leur sert de point de départ.

583. — 3° Une règle, qui souligne toute la rigueur d'exécution des obligations cambiales, est énoncée non moins formellement par la *Loi Uniforme*. Aux termes de l'article 74 de la *Loi Uniforme*, aucun jour de grâce ni légal ni judiciaire n'est admis en matière de droit du change. Toutefois, on a dû admettre la faculté pour les divers Etats de déroger à ce principe dans une certaine mesure. Par dérogation aux dispositions de l'article 74 de la *Loi Uniforme*, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté d'admettre dans sa législation la possibilité pour les garants d'une lettre de change d'obtenir, en cas de recours exercé contre eux, des délais, *qui, en aucun cas ne pourraient dépasser l'échéance de la lettre de change* (art. 11 de l'annexe II) ⁽¹⁾. En outre, il a été stipulé dans les réserves (art. 22 de l'annexe II) que chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté d'édicter des dispositions exceptionnelles d'ordre général, relatives à la prorogation des délais concernant les actes conservatoires des recours et à la prorogation des échéances.

584. — Signalons enfin la disposition générale, contenue dans l'article 23 de l'annexe II de la Conven-

(1) *Comptes Rendus de la Conférence de Genève*, p. 152, n° 167; voir l'exposé de M. Percerou, délégué français, p. 318, procès-verbal de la 16^e séance du 22 — 5 — 1930.

tion portant Loi Uniforme : Chacun des Etats contractants s'engage à reconnaître les dispositions adoptées par tout Etat contractant en vertu des articles 1 à 4, 6, 8 à 16 et 18 à 21 de ladite annexe.

B. — DROIT ANGLO-AMÉRICAIN.

585. — Nous avons déjà signalé que le droit anglo-saxon admet des jours de grâce. Seuls les Etats de l'Union Américaine du Nord qui ont adopté la *Negotiable Instruments Law*, ont abrogé cette ancienne coutume anglaise. Aux termes de l'article 85 N. I. L., tout effet négociable est payable à la date qu'il indique sans aucun délai de grâce ⁽²⁾.

586. — Par contre, la computation des délais se rapproche sensiblement du système consacré par la *Loi Uniforme*.

Si l'échéance tombe un dimanche ou un jour férié, l'effet est payable le jour ouvrable suivant. Les effets dont l'échéance a lieu un samedi, doivent être présentés au paiement le premier jour ouvrable qui suit ; exception est faite pour les effets payables sur demande, qui peuvent être, au choix du porteur, présentés au paiement le samedi avant midi, si par ailleurs ce samedi n'est pas férié.

Lorsqu'il s'agit de jours de grâce, il en est de même si le dernier de ces jours tombe un dimanche ou un

(2) CHALMERS, p. 40 à 43, 332, 333, art. 14, 92, B. E. A. BRANNAN, p. 802 à 804, 1014, 1094 art. 85, 86, 146, 194, N. I. L. FALCONBRIDGE, p. 566 à 570 ; art. 42 à 46 B. E. A. du Canada.

jour férié. Cependant le Bills of Exchange Act (art. 14) fait une distinction : 1. Quand le dernier jour de grâce tombe un dimanche, le jour de Noël, le Vendredi-Saint, un jour proclamé férié par la Reine (le Roi), ou un jour d'actions de grâces publiques, la lettre, excepté dans le cas suivant (n° 2), est exigible et payable le jour ouvrable qui précède. 2. Quand le dernier jour de grâce est un jour de fête bancaire (autre que Noël ou le Vendredi-Saint), suivant la loi de 1871 sur les *Bank Holidays* et autres lois qui l'ont amendé ou étendu, ou quand le troisième jour de grâce est un dimanche et le second un jour de fête bancaire, la lettre est exigible et payable le jour ouvrable suivant.

587. — La présentation à l'acceptation se fait aux mêmes jours que ceux auxquels tout effet négociable peut être présenté au paiement. Si le jour choisi est un samedi, la règle relative aux échéances s'applique également à cette présentation.

588. — Si le jour ou le dernier jour fixé pour l'accomplissement d'une formalité imposée ou autorisée par la loi, tombe un dimanche ou un jour férié, cette formalité est reportée au jour suivant non férié ou au jour commercialement ouvrable. Mentionnons que naturellement les jours fériés intermédiaires doivent être compris dans la computation du délai.

589. — Enfin les législations anglo-américaines contiennent aussi des règles concernant le point de départ d'un délai. Ainsi, lorsqu'un effet est créé payable

à un certain délai de date, de vue ou après l'arrivée d'un événement spécifié, on ne compte pas dans ce délai le jour où il commence à courir, mais on compte le jour même du paiement.

590. — Sauf pour les jours de grâce, pour lesquels les Anglais ont une conception à part isolée, les autres règles anglo-américaines, se rapportant à la computation des délais, sont, comme nous venons de le voir, semblables à celles de la *Loi Uniforme*. Elles se recommanderaient à une législation pleinement internationale par leur fidèle reproduction des usages commerciaux et par la précision de leurs dispositions de détail.

CHAPITRE VII

Conflits de lois

591. — Le *Règlement Uniforme* de La Haye de 1912 contenait déjà une réglementation des conflits de lois qui faisait l'objet de son chapitre XIII du titre I. Ces règles n'auraient été mises en application que par les Etats qui auraient adopté le *Règlement Uniforme* en entier. Mais, pour remédier dans une plus large mesure aux inconvénients des conflits de lois subsistants, les auteurs de la *Loi Uniforme* de Genève, sur les indications des experts-juristes de 1928, ont élaboré, sous forme d'une convention spéciale, une réglementation des conflits de lois en matière de lettres de change et de billets à ordre. En conséquence, les Etats qui n'adopteront pas la *Loi Uniforme* pourront adhérer à cette convention ⁽¹⁾. Il en résultera toujours une notable réduction des difficultés créées par les divergences législatives.

(1) Mentionnons que, prévoyant une adhésion de la Grande-Bretagne à cette convention, la Conférence de Genève a remplacé dans le texte de ladite convention, proposé par les experts de 1928, le terme *Etat* par le terme *pays* (v. *Comptes Rendus de la Conférence de Genève*, p. 429).

A. — DROIT UNIFORME DIT CONTINENTAL (2).

592. — Les dispositions destinées à régler ces conflits se trouvent comprises dans les articles 2 à 10 de la convention susvisée.

Elles sont divisées en quatre groupes, suivant qu'elles se rapportent à la capacité des signataires, à la forme des obligations cambiales, à la forme et aux délais des actes nécessaires à l'exercice ou à la conservation des droits cambiales, ou enfin aux effets des engagements souscrits.

592 *bis*. — Notons, dès à présent, que, d'après l'article 10, chaque Etat contractant peut user de la faculté de ne pas appliquer les principes de droit international privé, consacrés par la dite convention en tant qu'il s'agirait :

1° D'un engagement pris hors du territoire d'un des Etats contractants ;

2° D'une loi qui serait applicable d'après ces principes et qui ne serait pas celle d'un des Etats contractants.

§ 1^{er}. — CAPACITÉ DES SIGNATAIRES (art. 2)

593. — L'article 2, qui a trait à la capacité de s'obliger par lettre de change et billet à ordre, n'apporte pas en réalité une solution unique et définitive.

(2) V. MICHAELIS, p. 390 à 397 ; LYON-CAEN et RENAULT, n° 624 à 665.

En effet, il est dit que la capacité d'une personne pour s'obliger en matière de lettre de change ou de billet à ordre, reste déterminée par sa loi nationale. C'est l'application du *statut personnel*.

La réglementation décide en plus que si cette loi nationale déclare compétente la loi d'un autre pays, c'est cette dernière loi qui sera appliquée. C'est la mise en application de la théorie du *renvoi* ⁽³⁾.

594. — Cependant, une dérogation aux règles du statut personnel a été admise en faveur de la conception de la *lex loci contractus*.

On ne peut être tenu de connaître les dispositions des diverses lois étrangères concernant la minorité et la majorité. Aussi, suffit-il, pour la validité d'un engagement cambiaire, qu'on ait traité avec un étranger sans légèreté et avec bonne foi. Dans cet ordre d'idées, la convention sur les conflits de lois décide que la personne qui serait incapable d'après sa loi nationale, est néanmoins valablement engagée, si elle a donné sa signature sur le territoire d'un pays d'après la législation duquel elle aurait été capable ⁽⁴⁾. Toutefois, la convention autorise chacun des Etats contractants à ne pas reconnaître la validité de l'enga-

(3) V. sur le renvoi l'exposé des systèmes du renvoi par HANS LEWALD, *Théorie du renvoi* dans *Recueil des Cours de l'Académie du droit international*, 1929, IV, 519 à 616. V. aussi *Arrêt Soulié* (Req. 1 mars 1910; D. P. 1912, 1.262 ; S. 1913, 1.105). A. PILLET et J.-P. NIBOYET rejettent, d'une façon absolue, le renvoi comme étant la négation même de tout droit international privé (*Manuel de Droit international privé*, Paris, 1924, p. 379. V. DICEY, *Conflict of Laws*, 3^e éd., p. 775).

(4) C. R. de la Conférence de Genève, p. 155, n° 187 et p. 346 à 352. *Contra* A. WEISS, *Traité théorique et pratique de Droit international privé*, Paris, 1898, t. III, p. 149 et s. et t. IV, p. 424 à 426.

gement sus-visé pris par l'un de ses ressortissants, dans le cas où cet engagement ne serait tenu pour valable dans le territoire des autres Etats contractants que par application de la dite règle dérogeant aux principes du statut personnel (al. 3 de l'art. 2).

§ 2. — FORME DES ENGAGEMENTS CAMBIAIRES (art. 3)

595. — Les dispositions de l'article 3, tendant à régler les conflits de lois relatifs à la forme des obligations cambiaires, sont l'application pure et simple du principe universellement reconnu: *locus regit actum*. Ainsi, la forme des engagements pris en matière de lettre de change et de billet à ordre est réglée par la loi du pays sur le territoire duquel ces engagements ont été souscrits ⁽⁵⁾.

596. — En raison de l'ignorance possible par les tiers du vice de forme qui peut affecter l'effet dès sa création, une seconde règle est ajoutée en vue de valider un engagement qui a été souscrit ultérieurement. On a donc décidé que, si les engagements souscrits sur une lettre de change ou un billet à ordre ne sont pas valables d'après les dispositions légales du pays où ils ont été contractés, mais sont conformes à la législation de l'Etat où un engagement ultérieur a été souscrit, le fait que les premiers engagements sont irréguliers en la forme n'infirmes pas la validité de l'engagement ultérieur. Cette dérogation aux principes

(5) *C. R. de la Conférence de Genève*, p. 352 à 355. Dans le même sens : A. WEISS, t. IV, p. 430 à 435; PILLET et NIBOYET, n° 384 et 510 bis.

du droit du change se justifie pleinement par le souci d'assurer la sécurité de la circulation internationale des effets.

597. — Enfin, sur l'intervention de la délégation allemande à la Conférence de Genève, une autre dérogation au principe *locus regit actum* a été prévue sous forme de réserve. Chacun des Etats contractants aura la faculté de prescrire que les engagements pris en matière de lettre de change ou de billet à ordre à l'étranger par l'un de ses ressortissants seront valables à l'égard d'un autre de ses ressortissants sur son territoire, pourvu qu'ils aient été contractés dans la forme prévue par la loi nationale.

§ 3. — FORME ET DÉLAIS DES ACTES NÉCESSAIRES A L'EXERCICE OU A LA CONSERVATION DES DROITS RÉSULTANT D'UNE LETTRE DE CHANGE OU D'UN BILLET A ORDRE.

Délais de recours (art. 5).

597. — Au projet des experts-juristes de 1928, la Conférence de Genève a ajouté un article (art. 5), dans le but d'éviter des conflits entre diverses législations en ce qui concerne la détermination de la durée des divers engagements. Aussi l'article 5 prescrit-il que les délais de l'exercice de l'action en recours restent déterminés par la loi du lieu de la *création du titre*. Cette détermination est la même à l'égard de tous les signataires de l'effet.

Signalons, toutefois, que l'adoption de la *Loi Uni-*

forme (art. 70 et 71) comme loi nationale de chaque Etat rendra superflue l'application de l'article 5.

Forme et délais du protêt et des autres actes nécessaires à l'exercice et à la conservation des droits cambiaires (art. 8 et 9).

598. — C'est le principe *locus regit actum* qui est adopté en cette matière ⁽⁶⁾.

Aux termes de l'article 8 de la Convention, la forme et les délais du protêt, ainsi que la forme des autres actes nécessaires à l'exercice et à la conservation des droits en matière de lettre de change et de billet à ordre, sont réglés par les lois du pays sur le territoire duquel doit être dressé le protêt ou passé l'acte en question. Nous estimons que cette règle englobe tout acte imposé au porteur en vue de l'exercice ou de la conservation des droits cambiaires: la notification du refus et la présentation, entre autres actes, rentrent donc dans le cercle d'application de ce texte. Nous pensons aussi que c'est au tribunal lui-même qu'il incombe de rechercher quel est le contenu de la loi étrangère et de contrôler l'application qui en est faite.

599. — Une autre règle est cependant adoptée lorsqu'il s'agit de déterminer quelle est la législation qui réglera les mesures à prendre en cas de perte ou de vol de la lettre de change ou du billet à ordre. L'article 9 de la Convention décide que dans ce cas c'est

(6) Dans ce sens : A. WEISS, t. IV, p. 439; PILLET et NIBOYET, n° 384.

la loi du pays où se fait le paiement qui sera applicable. Mais la Conférence de Genève a supprimé l'addition qui avait été proposée à ce texte par les experts de 1928, et qui étendait la même solution au cas de la faillite du porteur. On a jugé préférable de ne pas régler subsidiairement une question se rattachant à l'organisation de la faillite dans les rapports internationaux (7).

§ 4. — EFFETS DES ENGAGEMENTS CAMBIAIRES

(*Substance des obligations*)

Obligations des différents signataires (art. 4).

599. — La Conférence de Genève, à la différence des experts-juristes de 1928, a décidé que c'est la qualité du signataire qui déterminera quelle est la loi qui sera appliquée en vue de préciser les termes et limites dans lesquels sont engagés les différents signataires de l'effet. Suivant les cas, ce sera, soit la *lex loci solutionis*, soit la *lex loci contractus*.

600. — Ainsi, lorsqu'il s'agit des obligations de l'accepteur d'une lettre de change ou du souscripteur d'un billet à ordre, les effets en seront déterminés par la loi du lieu où ces titres sont payables (8). S'il y a

(7) *Comptes Rendus de la Conférence de Genève*, p. 365 et s. Notons qu'il a été précisé à la Conférence de Genève que l'expression « en cas de perte de la lettre de change » signifie aussi le cas de destruction de l'effet (*Rapport du Comité de rédaction*, p. 156, 157).

(8) A. WEISS, t. IV, p. 442. LYON-CAEN et RENAULT, n° 645; ces auteurs estiment que la loi du lieu où l'acceptation est faite, doit régir les effets des obligations qui en résultent.

eu domiciliation de l'effet ce sera alors la loi du lieu indiqué par le tireur dans la clause de domiciliation.

601. — Par contre, aux termes de l'alinéa 2 de l'art. 4, les effets que produisent les signatures des autres obligés par lettre de change ou billet à ordre sont soumis à la loi du pays sur le territoire duquel les signatures ont été données (°).

602. — Cette distinction est logique en principe. Mais la préférence donnée à la *lex loci contractus* entraîne de nombreuses difficultés. La constitution d'un endossement ou d'un aval par l'apposition d'une simple signature enlève, en réalité, toute possibilité de déterminer le lieu où l'engagement a été pris.

Toutefois cette difficulté peut être tournée. On peut conclure, à notre avis, que les endos, à partir de la négociation au preneur, apposés sans indication de lieu où l'endossement a été fait, sont présumés avoir été donnés au lieu d'émission de l'effet (10). Par suite, les endos sans indication de lieu, qui suivent un endos contenant cette indication, doivent être présumés avoir été donnés dans le lieu ainsi indiqué. C'est en somme du cours normal des affaires qu'est tirée cette solution logique, qui se présente sous forme de présomption *juris tantum*.

D'autre part, il semble illogique de soumettre les effets d'un aval ou d'une acceptation par intervention

(9) *C. R. de la Conférence de Genève*, p. 156, 356 à 365. A. WEISS, t. IV, p. 441.

(10) L'art. 46 N. I. L. édicte une règle analogue.

à la loi du lieu où cette obligation a été contractée. La *Loi Uniforme* avait déjà indiqué une solution. D'après les articles 32 et 58 L. U., les avaliseurs et les intervenants sont tenus de la même manière que la personne garantie. Il est donc logique de conclure qu'une seule et même *lex loci contractus* doit s'appliquer à la fois à l'engagement de la personne garantie et aux obligations de l'intervenant (ou de l'avaliseur) : celle du signataire garanti ⁽¹¹⁾.

Il en résulterait une diminution du nombre de lois à appliquer, ce qui est en définitive le but principal de cette convention.

Restriction de l'acceptation. — Paiement partiel
(art. 7)

603. — La matière de l'acceptation et du paiement partiels a été déjà réglementée par la *Loi Uniforme* (art. 26 et 39), mais la Conférence de Genève en a fait aussi l'objet de l'article 7 de la Convention sur les conflits de lois. Cette nouvelle disposition s'explique par le désir de régler les conflits qui surgiront, soit entre les Etats contractants qui auront adopté des réserves dérogeant à la *Loi Uniforme*, soit entre les

(11) Dans le même sens se prononce M. le Professeur CHÉRON dans les *Annales de Droit commercial*, 1931, la *Conférence de Genève* en 1930, p. 41. Du reste, l'intervenant doit être bien renseigné sur les conditions de la législation à laquelle se trouve soumise la personne pour qui il est intervenu. A notre avis, le seul cas dans lequel il faudrait appliquer la loi du lieu où l'intervenant (ou l'avaliseur) s'est obligé, serait celui où la rédaction donnée à l'engagement du signataire garanti, ne laisserait pas discerner le lieu où cet engagement a été souscrit mais où, par contre, la rédaction de l'engagement de l'intervenant permettrait de savoir où cet engagement a été contracté.

Etats qui n'adhéreront qu'à la Convention destinée à régler les conflits de lois.

Aux termes de l'article 7, la loi du pays où la lettre de change est payable règle la question de savoir si l'acceptation peut être restreinte à une partie de la somme. Il en est de même de l'obligation du porteur de recevoir un paiement partiel. La même disposition ajoute que cette règle s'applique aussi au paiement en matière de billet à ordre.

C'est donc le principe de la *lex loci solutionis* qui a été adopté.

Droits du porteur sur la provision (art. 6).

604. — L'article 6 de la Convention porte que la loi du lieu de la création du titre détermine si le porteur d'une lettre de change acquiert la créance qui a donné lieu à l'émission du titre.

Cette disposition a été reconnue utile, en raison de la liberté laissée aux législations nationales ⁽¹²⁾ d'introduire une réglementation de la provision en matière de lettre de change. Des conflits de lois étaient donc à prévoir.

604 bis. — La Conférence de Genève a jugé préférable d'adopter le principe de la *lex loci contractus* plutôt que celui de la *lex loci solutionis* proposé par les experts-juristes de 1928. Le point de vue de la Conférence nous semble plus logique: c'est contemporaine-

(12) V. art. 16 de l'annexe II portant des réserves dérogeant à la *Loi Uniforme*; v. *Comptes Rendus de la Conférence de Genève*, p. 156, 363 à 365.

ment à l'émission de l'effet que naît l'obligation du tireur de fournir provision ⁽¹³⁾.

La Conférence a aussi modifié sur un autre point le texte proposé par les experts. Elle a supprimé le mot *provision* afin d'éviter des divergences d'interprétation de ce terme dans différentes législations qui porteraient atteinte au principe de l'uniformité.

605. — Précisons, enfin, qu'à la différence des solutions apportées par les articles 6 et 7, celles, données par l'article 4, n'ont, semble-t-il, rien d'absolu: aucune restriction, ni expresse ni *implicite*, n'enlève aux parties le droit de les modifier. Ainsi, ces parties pourront désigner elles-mêmes la loi qui régira les effets de leurs engagements.

B. — DROIT ANGLO-AMÉRICAIN.

606. — La loi cambiale anglaise ainsi que celles des Dominions de l'Empire britannique contiennent un certain nombre de règles concernant les conflits de lois ⁽¹⁴⁾.

Le droit du change américain, au contraire, ne contient aucune disposition expresse relative aux conflits de lois. D'après les solutions des cas américains, ce sont les principes universellement reconnus du droit international privé qui sont mis en application ⁽¹⁵⁾.

(13) A. WEISS pense, au contraire, que les droits du porteur sur la provision doivent être régis par la loi du lieu où la lettre de change est payable (*op. cit.*, t. IV, p. 442).

(14) CHALMERS, p. 279 à 288, art. 72. B. E. A. ; FALCONBRIDGE, p. 803 à 853, art. 160 à 164 B. E. A. du Canada.

(15) BRANNAN, p. 1016, 1017. *Hennenlotter v. De Orvanos*, 114

Examinons donc ces règles de la loi cambiale anglaise de 1882.

Capacité.

607. — La réglementation des conflits de lois (art. 72 B. E. A.) ne contient pas de disposition expresse sur la loi applicable à la capacité des étrangers.

Les auteurs anglais s'accordent à reconnaître que la capacité d'un étranger est déterminée par la loi de son domicile. Mais d'après la solution de l'ancien cas *Male v. Roberts* (1800), il semble que pour les contrats commerciaux on devrait appliquer la *lex loci contractus* ⁽¹⁶⁾.

Forme des engagements cambiaux.

608. — Les principes *locus regit actum* et *lex loci contractus celebrati* déterminent aussi la forme des obligations cambiales dans le droit anglais. L'article 72, § 1, B. E. A. prescrit, en effet, que la validité d'une lettre de change quant aux conditions de forme est déterminée par la loi du lieu d'émission, et la validité quant aux conditions de forme des contrats qui surviennent ultérieurement, tels que l'acceptation ou l'endossement ou l'acceptation par intervention, est déterminée par la loi du lieu où ces contrats ont été faits.

Misc. Rep. 333, 186 N. Y. Supp. 488, *Belestin v. First Nat. Bank*, 177 M. O. App. 300, 154. S. W. 160.

(16) FALCONBRIDGE, p. 850. *Male v. Roberts*, 1800, 3 Esp. 163, 170 E. R. 574, 6 R. R. 823.

609. — Une dérogation aux règles précitées a été pourtant admise. L'article 72, § 1 *b*, B. E. A. porte qu'une lettre de change émise hors de la Grande-Bretagne, dans les formes exigées par la loi anglaise, peut, pour être payée en Angleterre, être traitée comme valable vis-à-vis de toutes personnes qui la négocient, la détiennent ou sont obligées en vertu d'elle en Grande-Bretagne ⁽¹⁷⁾. Cette dérogation aboutit en somme aux mêmes fins pratiques que celle admise par l'alinéa 2 de l'article 3 de la Convention de Genève sur les conflits de lois.

Interprétation et effets de l'émission, de l'acceptation et de l'endossement d'un effet négociable.

610. — Aux termes de l'article 72, § 2, B. E. A., il a été décidé que l'interprétation de la rédaction, de l'endossement, de l'acceptation ou de l'acceptation par intervention est déterminée par la loi du lieu où est fait un tel contrat.

610 *bis*. — D'après *Chalmers*, le terme « interprétation » englobe non seulement l'interprétation au sens strict du mot, mais aussi les effets des obligations cambiales.

Cette opinion de l'auteur de la loi cambiale anglaise de 1882 est mal fondée suivant *Falconbridge*.

L'erreur de *Chalmers* serait le résultat d'une interprétation spéciale de la *lex loci contractus* et de la

(17) *Ibid*, p. 810. *Re. Marseilles Extension Railway et Land C^o* (1885), 30 Ch. D. 598.

lex loci solutionis faite par *Story*, dans son ouvrage « *Conflits de lois* ». *Story* disait que le tireur et les endosseurs ne s'engageaient pas à payer la lettre de change sur la place étrangère sur laquelle l'effet était tiré ; ils s'obligeaient, en réalité, à garantir l'acceptation et le paiement sur la place où l'effet était créé payable, et à défaut de paiement, à s'exécuter au lieu où chacun d'eux avait contracté son obligation. Aussi, concluait-il, normalement, que la *lex loci contractus* était en même temps, quant à l'obligation d'un tireur, ou d'un endosseur, la *lex loci solutionis* : la *lex loci contractus* devait, par conséquent, régler les effets des obligations cambiales. En fait, *Story* n'assimilait la loi du lieu du paiement à celle du lieu où le contrat avait été passé que dans le cas où ces deux lieux ne seraient en réalité qu'un seul et même lieu.

611. — Cependant, *Falconbridge* ajoute qu'en dehors de l'application de la disposition précitée, on pourrait admettre que le terme « *interprétation* » comprenne aussi les effets des obligations cambiales. La *lex loci contractus* serait alors sans aucun doute applicable, car, en l'absence de stipulation contraire, l'exécution du contrat est censée prévue au lieu même où il a été passé ⁽¹⁸⁾.

Le même article 72, § 2, B. E. A., *in fine*, stipule cependant que l'endossement à l'étranger d'une lettre

(18) *FALCONBRIDGE*, p. 817 à 823. C'est la solution qui est donnée par la jurisprudence de Québec dans le cas *London et Brazilian Bank v. Maguire* (1895), Q. R. 8 S. C. 358. V. aussi *CHALMERS*, p. 282, 283.

de change « intérieure » doit, quant au payeur, être interprété suivant la loi anglaise. C'est la consécration du cas *Lebel v. Tucker* (1867, L. R. 32 B. 77, 1 Ames 364).

Echéance.

612. — Aux termes de l'article 72, § 5. B. E. A., c'est le principe de la *lex loci solutionis* qui est adopté. Ainsi, lorsqu'un effet négociable, créé dans un Etat, est payable dans un autre, la date de son échéance est fixée suivant la loi du lieu où l'effet doit être payé.

Somme payable en monnaie étrangère.

613. — Dans le droit anglo-américain, une clause de paiement obligatoire en une monnaie étrangère enlève, comme nous le savons, le caractère de négociabilité aux effets de commerce ⁽¹⁹⁾.

614. — Cependant, lorsqu'il s'agit d'un effet libellé payable en une monnaie étrangère et dont le paiement doit s'effectuer en Angleterre, c'est la *lex loci solutionis* qui reçoit application, quant à la convertibilité de la monnaie étrangère en monnaie nationale. Conformément à ce principe, l'article 72, § 4, porte que lorsqu'une lettre de change est tirée hors d'Angleterre, mais qu'elle y est payable et que la somme à payer n'est pas exprimée dans la monnaie courante du Royaume, on doit en calculer le montant, en l'absence de toute stipulation expresse, d'après le taux du change pour les traites à vue au lieu

(19) V. Chapitre II, § 4, *Clauses facultatives*, n° 175.

du paiement au jour de l'échéance de la lettre de change.

Lois relatives à la présentation de l'effet, au protêt et à la notification du refus de l'acceptation ou du paiement.

615. — Aux termes de l'article 72, § 3, B. E. A., « les devoirs du porteur, quant à la présentation à l'acceptation ou au paiement et la nécessité ou la suffisance d'un protêt ou d'une notification de non acceptation ou de non paiement ou autre formalité, sont déterminés par la loi du lieu où l'acte est exécuté ou bien par la loi du lieu où la lettre a subi un refus d'acceptation ou de paiement ».

616. — La rédaction de cette disposition n'est pas claire. *Falconbridge* la critique avec raison, car il n'est pas possible de déterminer exactement le sens des mots « l'acte est exécuté, ou la lettre de change a subi un refus ». Doit-on sous-entendre après les mots « l'acte est exécuté » les mots « ou ne l'est pas » ou bien lire « l'acte doit être exécuté » ? D'autre part, ne faut-il pas comprendre que l'expression « l'acte est exécuté » se rapporte à la présentation à l'acceptation ou au paiement et que les mots « ou la lettre de change a subi un refus » concernent exclusivement le protêt et la notification du refus ?

Il est donc très difficile, sinon impossible, de déterminer la loi qui doit régler l'accomplissement de formalités imposées au porteur. Toutefois, d'après une

jurisprudence constante, c'est la loi du lieu du paiement qui détermine les différents devoirs du dernier porteur de l'effet ⁽²⁰⁾.

617. — Cette réglementation représente le seul essai de codification dans le droit anglais en matière de conflits de lois. Il en résulte, selon l'expression de *Falconbridge*, que, d'une part, ces règles ont parfois un sens ambigu, et, de l'autre, qu'il est souvent difficile de les concilier avec les principes qui règlent d'une façon générale les conflits de lois en matière de contrats ⁽²¹⁾. Aussi, estimons-nous que, malgré les quelques lacunes qu'elle contient, la Convention de Genève destinée à régler certains conflits de lois se présente comme plus apte à remplir les fonctions d'une législation uniforme internationale.

(20) FALCONBRIDGE, p. 846 à 848. *Rotshschild v. Currie* (1841), 1 Q. B. 43, 2 Ames 137; *Hirshfeld v. Smith* (1866), L. R. 1. C. P. 340, 2 Ames 178; *Horne v. Rouquette* (1878) 3 Q. B. D. 514. Notons que les règles spéciales à la province de Québec sur le protêt provoquent des solutions particulières.

(21) *Ibid*, p. 805.

CHAPITRE VIII

Droits de timbre

618. — La troisième Convention de Genève, destinée à régler les sanctions des prescriptions fiscales, faisait corps avec les autres dispositions de la Convention de La Haye de 1912 portant Règlement Uniforme sur la lettre de change et le billet à ordre.

Les experts-juristes de 1928 avaient introduit dans leur projet de convention sur les conflits de lois comme article 1^{er} des dispositions qui se rapportaient à la sanction des prescriptions fiscales. Par contre, désireux d'obtenir le plus d'adhésions possibles et surtout celle de l'Angleterre, qui était disposée à souscrire à une réglementation des droits de timbre, les auteurs des Conventions de Genève de 1930 en ont fait l'objet d'une convention à part ⁽¹⁾.

A. — DROIT UNIFORME DIT CONTINENTAL.

619. — C'est l'article 1^{er} de ladite convention qui contient les prescriptions fiscales.

(1) V. *Comptes Rendus de la Conférence de Genève*, p. 157 et s., 435, 436.

Conformément à cet article, il a été décidé que dans le cas où telle ne serait pas déjà leur législation, les Etats contractants s'engagent à modifier leurs lois de telle manière que la validité des engagements pris en matière de lettre de change et de billet à ordre, ou l'exercice des droits qui en découlent, ne puissent être subordonnés à l'observation des dispositions sur le timbre.

Cependant, ces Etats ont la faculté de suspendre tout exercice de ces droits jusqu'à l'acquiescement des droits de timbre et des amendes encourues en vertu de la législation nationale ⁽²⁾. Ils peuvent, en outre, décider que la qualité et les effets de titre immédiatement exécutoire qui, d'après leurs législations, seraient attribués à la lettre de change et au billet à ordre, seront subordonnés à la condition que le droit de timbre ait été, dès la création du titre, régulièrement acquitté conformément aux dispositions de leurs lois.

Enfin, une autre réserve a été ajoutée sur la proposition des délégués de Lettonie : les Etats contractants gardent la faculté de n'admettre la validité des effets malgré inobservation des lois sur le timbre que pour les lettres de change exclusivement.

La Conférence a donc adopté la solution qui se présentait comme la plus juste et la plus conforme aux

(2) La réglementation de ces pénalités fut ajoutée au texte sus-visé sur la demande de la délégation française. Il n'y a donc plus de différence entre les effets tirés et payables à l'intérieur d'un seul et même Etat et les effets venant de l'étranger, lorsqu'il s'agit d'amendes à payer.

nécessités du commerce international. C'est le système du droit allemand ⁽³⁾.

620. — En dehors de ces règles, la Conférence de Genève a été obligée, à la suite des explications données par le délégué britannique, de formuler certaines réserves concernant la Grande-Bretagne et ses rapports envers ses Dominions et Colonies. Ainsi trois réserves ont été introduites dans le Protocole de la Convention sur les droits de timbre sous la lettre D.

1. Il est convenu que, pour ce qui concerne le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, les seuls titres auxquels s'appliquent les dispositions de la présente Convention sont les lettres de change présentées à l'acceptation, acceptées ou payables ailleurs que dans le Royaume-Uni.

2. La même limitation s'appliquera en ce qui concerne toute colonie, protectorat ou territoire sous la suzeraineté ou le mandat de Sa Majesté Britannique auquel la Convention deviendrait applicable en vertu de l'article 9, pourvu cependant qu'une notification ayant pour objet cette limitation soit adressée au Secrétaire général de la Société des Nations avant la date à laquelle l'application de ladite convention entrera en vigueur pour ce territoire.

(3) Notons à titre de comparaison que, d'après la loi française du 5 juin 1850, l'inobservation des prescriptions fiscales entraîne une nullité partielle des actions et droit de recours résultant des effets négociables. De plus, les contrevenants encourent des amendes. Par contre, suivant la loi allemande du 10 juin 1869, il n'y a lieu qu'à l'application de fortes pénalités, tandis que l'effet demeure valable. Le système anglais sera exposé plus loin.

3. Il est également convenu que, pour ce qui concerne l'Irlande du Nord, les dispositions de la présente Convention ne s'appliqueront qu'avec telles modifications qui seraient estimées nécessaires.

Cette dernière réserve a été insérée en vue de sauvegarder l'autonomie financière de l'Irlande du Nord, qui jouit d'une certaine liberté en matière fiscale, d'après les dispositions expresses de l'« *Order in Council* » du 29 mars 1923.

Dans le même protocole, sous le numéro 4, la Conférence a enfin prévu une autre réserve, ouverte à tout Etat qui adhérerait à la Convention, et qui donne la faculté de n'appliquer les règles de la Convention sur les droits de timbre qu'aux lettres de change présentées à l'acceptation, acceptées ou payables ailleurs que dans l'Etat en question. Toutefois, un Etat ne peut bénéficier de cette réserve avant d'en avoir informé le Secrétaire général de la Société des Nations. Celui-ci communiquera alors cette notification aux gouvernements de tous les Membres de la Société des Nations et des Etats non membres, au nom de qui la Convention aura été signée et au nom de qui il y aura été adhéré, en leur demandant s'ils ont des objections à présenter. Si, par suite, dans un délai de six mois à partir de ladite communication, aucune objection n'a été soulevée, la participation à la Convention, invoquant la limitation en question, sera considérée comme acceptée sous cette limitation (*).

(4) Cette mesure est justifiée pleinement par le désir de restreindre la possibilité que d'autres Etats fassent usage de cette réserve, qui, en somme, n'est qu'une concession exceptionnelle faite en faveur de l'Empire Britannique.

B. — DROIT ANGLO-AMÉRICAIN.

621. — Les lois fiscales des Etats-Unis n'exigent plus de timbre sur les effets négociables, excepté pour ceux qui sont tirés sur des banques ou sur d'autres établissements de crédit ⁽⁵⁾. Mais, même dans ce dernier cas, pour invalider un effet non timbré, il faut la preuve d'une intention frauduleuse.

Par contre, des dispositions légales sur le timbre en matière d'effets de commerce existent en Angleterre et dans les Dominions anglais.

622. — Le *Bills of Exchange Act*, dans sa réglementation des conflits de lois ⁽⁶⁾, contient une règle conçue en ces termes : « Une lettre de change, émise hors du Royaume-Uni, reste valable bien qu'elle ne soit pas timbrée conformément à la loi du lieu d'émission ». C'était d'ailleurs l'opinion établie bien avant la confection de la loi de 1882. Elle était déjà admise dans les solutions des cas *James v. Catherwood* (1823) et *Wynne v. Jackson* (1826) ⁽⁷⁾.

Cependant cette règle de principe est subordonnée à une législation fiscale très complexe.

Cette législation fiscale est formée par de nombreu-

(5) V. *The Revenue Law* du 6 juin 1932.

(6) CHALMERS, p. 279 à 281, art. 72, § 1 a, B. E. A. FALCONBRIDGE, p. 809, 810, art. 160 a B. E. A. du Canada. Il est intéressant de noter qu'un effet négociable, invalidé en Angleterre par suite d'inobservation des lois fiscales, est valable dans les Dominions anglais.

(7) *James v. Catherwood* (1823), 3 Dow et Ry. 100 ; *Wynne v. Jackson* (1826) 2 Russ. 351 et 634.

ses lois ⁽⁸⁾ réglementant avec une rigueur extrême les droits de timbre en matière d'effets négociables. D'après cette réglementation, il y a, d'une part, nullité absolue des droits cambiaires s'il n'a pas été procédé conformément aux exigences légales et, d'autre part, il y a lieu à l'application des pénalités contre ceux qui ont contrevenu aux lois.

Ainsi, les effets émis à l'étranger et négociés ou payables dans le Royaume-Uni, doivent être munis d'un timbre mobile avant toute négociation ou demande de paiement ⁽⁹⁾. Aussi les effets non revêtus de ce timbre sont-ils réputés nuls sur le territoire du Royaume et par suite ne peuvent donner lieu à aucune action en justice.

D'autre part, pour conserver les droits découlant des effets négociables émis en Grande-Bretagne, les parties doivent dresser ces effets sur papier timbré. La valeur de ce papier timbré varie suivant un barème officiel.

Finalement, aux termes des dispositions du « *Stamp Act* » de 1891 amendées par les *Acts* de 1899, 1909 et 1918, les lettres de change et les billets à ordre doivent être timbrés comme suit :

1° Le tireur ⁽¹⁰⁾ des lettres de change, payables sur

(8) La législation fiscale anglaise comprend ces principales lois : le « *Stamp Act* » de 1891, le « *Finance Act* » de 1899, le « *Revenue Act* » de 1909, le « *Finance Act* » de 1918, enfin l'« *Order in Council* » du 29 mars 1923. Voir aussi l'art. 19 du « *Stamp Act* » de 1853.

(9) CHALMERS, p. 412. La solution du cas écossais *Broddelius v. Grischotti* (1887), 24 Sc. L. R. 386 démontre que c'était une règle déjà admise avant le « *Stamp Act* » de 1891.

(10) CHALMERS, p. 410. Dans le cas *Hobbs v. Cathie* (1890) 6 Times Law Rep. 292, il a été jugé que l'apposition du timbre sur un chèque faite par un signataire autre que le tireur n'était pas régulièrement effectuée.

demande ou à un délai de vue de moins de trois jours, peut, soit les munir d'un timbre mobile, soit les dresser sur papier timbré;

2° Les autres lettres de change, si elles sont créées sur le territoire du Royaume, sont obligatoirement dressées sur un papier timbré *ad valorem* et si elles sont tirées de l'étranger, elles doivent être revêtues d'un timbre mobile suivant le barème légal ;

3° Les billets à ordre, créés à l'étranger, sont obligatoirement munis d'un timbre mobile *ad valorem*. Et, en cas de billets à ordre émis dans le Royaume, ceux-ci doivent être dressés sur un papier timbré suivant le barème officiel.

Conclusion

623. — Grâce aux exécutions qu'elle a déjà reçues ou qu'on s'apprête à lui donner dans nombre de pays, la Convention Internationale du 7 juin 1930, en vue de l'adoption commune d'une loi uniforme sur les lettres de change et les billets à ordre, est appelée à marquer une des étapes décisives dans la marche vers une réglementation réellement internationale des effets de commerce. Le corps de droit cambiaire supra-national, ébauché à La Haye, achevé à Genève, a conquis dès aujourd'hui une sphère d'application géographique assez large pour étouffer sous le sien le rayonnement — déjà déclinant — de celles des législations continentales qui, en dépit des promesses faites à Genève, garderaient leur autonomie.

624. — La lutte pour la direction internationale du droit cambiaire va, pendant les années qui vont venir, se circonscrire entre deux systèmes de droit commun du change, le système anglo-saxon et le système continental, exposé ou codifié par la *Loi Uniforme* de Genève.

Quand ce dernier sera parvenu à la même plénitude de diffusion et de rendement que son concurrent et devancier, il ne restera plus, pour atteindre le but

final, qu'une dernière et difficile étape à franchir : la substitution de l'unité complète à cette dualité de droits communs du change.

Il n'est pas probable que ce résultat puisse être atteint par l'effacement pur et simple d'un de ces corps de droit supra-nationaux devant l'autre. Car les signataires de la Convention du 7 juin 1930, en bâtissant un nouveau corps de droit uniforme, ont nettement marqué la volonté de leurs pays de ne pas se rallier au droit uniforme préexistant des peuples anglo-saxons. Et les représentants de ces derniers ont affirmé une non moins ferme volonté de leurs commettants de ne point abandonner la voie tracée par le *Bills of Exchange Act* de 1882 et l'*Uniform Negotiable Instruments Law*. Attitude qu'ils ont motivée, au cours des débats de La Haye et de Genève, par le souvenir des très longs efforts qu'il avait fallu faire pour obtenir le ralliement aux modèles fournis par ces deux Actes de toutes les législatures de l'Empire britannique et de la Fédération Nord-américaine, par la crainte qu'il ne faille encore plus de temps pour les unir dans l'acceptation du nouveau modèle genevois, et par la conviction que le monde anglo-saxon, pendant cette période de transition, sacrifierait la sécurité relative, mais actuelle, des relations de droit cambiaire, qu'il a su se créer, à la poursuite du programme plus ample, mais moins immédiat et moins certain d'uniformité juridique tracé à La Haye et à Genève.

S'ils n'avaient été retenus par les soucis de courtoisie diplomatique, ils auraient pu donner de leur refus systématique d'adhésion aux règlements uniformes de

La Haye et de Genève une raison beaucoup plus décisive encore. C'est que la substitution de cette réglementation à la leur constituerait pour les pays de *Common Law* une régression sensible dans leurs institutions de droit cambiaire, une diminution certaine de l'aptitude de cette branche de leurs législations à faire face à tous les besoins de leur pratique commerciale.

625. — La comparaison, que nous avons poursuivie au cours de ce travail, entre les règles du droit du change anglo-saxon et celles de la *Loi Uniforme* de 1930 est loin d'être toujours favorable aux secondes.

Toutes les directives générales de cette *Loi Uniforme* sont tirées d'une conception doctrinale, et par là même quelque peu artificielle, de l'effet de commerce, qui l'envisage comme un « acte abstrait », détaché de tout lien juridique avec les faits antérieurs qui lui ont donné naissance. Comme toutes les productions de la technique ou de la logique juridique, cette construction conceptuelle d'ensemble du système dit *continental* présente une rigidité de structure, une brutalité de lignes, une aspérité d'angles qui risquent trop souvent de meurtrir, en l'emprisonnant, la matière souple et délicate que constitue l'infinie diversité des transactions commerciales auxquelles se relie la lettre de change et le billet à ordre.

Produit quasi-spontané d'un patient travail d'empirisme juridique, né d'un effort prolongé des cours de justice pour exprimer en termes de droit les aspirations prédominantes de la pratique des affaires, et par

là œuvre des commerçants beaucoup plus que des juristes, le droit cambiaire anglo-américain se révèle beaucoup plus apte à concilier la sécurité nécessaire à la circulation des effets de commerce avec le respect de tous les usages économiquement légitimes que la pratique commerciale peut être amenée, selon les temps et les lieux, à faire de cet instrument de crédit.

626. — Le droit uniforme du change anglo-américain nous a paru présenter une supériorité très apparente de valeur pratique, par rapport à son rival genevois, aux deux points de vue suivants :

Tout d'abord, quant à la détermination de la situation juridique et des rapports respectifs des principales catégories de parties à la lettre de change, notamment du tireur, des endosseurs et du porteur. Ensuite en ce qui concerne les formalités requises pour la conservation et l'exercice des droits résultant d'un effet négociable.

627. — Le tireur, avant l'acceptation, est considéré par la *Loi Uniforme* de Genève comme débiteur principal. Aussi n'est-il point autorisé par elle à s'exonérer de sa garantie de paiement. Le droit anglo-américain, au contraire (art. 61 N. I. L., art. 16, § 1 et art. 55, § 1 B. E. A.), tout en rendant, en principe, le tireur garant de l'acceptation et du paiement, lui permet d'insérer dans le texte de l'effet une clause expresse le dégageant de cette responsabilité ou la limitant. Et il n'est pas douteux qu'en cela il s'inspire d'une vue fort exacte des exigences légitimes du commerce. Il peut,

en effet, y avoir nécessité pour une maison de commerce de faire tirer sur elle une lettre de change d'un lieu où elle n'a pas de succursale. Un de ses correspondants habituels pourra lui rendre le service de tirer cette lettre, mais à la condition de ne pas s'engager personnellement, ce qui est malheureusement impossible sous l'empire de la *Loi Uniforme*.

628. — En ce qui concerne l'endosseur, les art. 33 N. I. L., 32 § 6 et 33 B. E. A. admettent qu'il peut recourir à un endossement, soit spécial, soit en blanc, ou ne donner qu'un endossement, soit qualifié ou restrictif, soit conditionnel, tandis que l'article 12 de la *Loi Uniforme* écarte l'endossement conditionnel et déclare que la condition doit être réputée non écrite. Cette dernière disposition ne peut s'expliquer que par des préoccupations de logique juridique et une vision trop étroite du rôle du formalisme. C'est à juste titre que le droit anglo-américain a considéré que la reconnaissance de la légitimité de l'endos conditionnel et de l'endos restrictif était nécessaire pour permettre à la réglementation de la lettre de charge de ne point apporter des entraves inutiles aux mouvements complexes et variés de la vie des affaires.

629. — Quant au porteur, la réglementation de ses droits et de ses devoirs constitue la colonne vertébrale du système cambiaire anglo-américain; et, l'un des points où s'affirme le plus clairement l'esprit réaliste et le sens pratique de ce corps de droit commun, c'est la détermination des conditions que doit remplir tout

porteur pour être traité comme porteur régulier, investi comme tel du droit d'exiger le paiement de l'effet. Cette détermination est faite, dans la première phrase de l'article 16 L. U., d'après un critère extérieur ou formaliste: chaîne ininterrompue d'endossements. Et la dernière phrase de ce même art. 16 fait appel, pour apprécier la régularité du titre d'acquisition du porteur régulier, à des notions qui ne présentent pas une clarté et une précision suffisantes. Elle combine, en effet, et place sur le même plan la notion de mauvaise foi et la notion de faute lourde, en faisant de l'existence de l'un ou l'autre de ces éléments une cause qui vicie les droits du porteur.

629 *bis*. — La conception anglo-américaine des caractères constitutifs de la qualité de porteur régulier est beaucoup plus réaliste et laisse beaucoup moins de place, en cas de contestation, à l'appréciation arbitraire des juges. Elle considère comme étant un porteur régulier quiconque est entré, de bonne foi, en possession de l'effet selon les règles usitées dans le commerce, et reproduites fidèlement par les art. 52 N. I. L. et 29 § 1 B. E. A. L'opposition, qui existe sur ce point fondamental entre la réglementation anglo-américaine et la réglementation genevoise, ressort avec une particulière netteté de cette disposition de l'art. 90 du B. E. A.: « Une chose est considérée comme ayant été faite de bonne foi au sens de cet Acte, quand elle a été faite honnêtement, qu'elle ait été faite ou non d'une façon fautive (negligently). » Comme l'a justement remarqué le Professeur *Gutteridge* au

cours de la Conférence de Genève, ce qui constitue ici le trait caractéristique de la réglementation anglo-saxonne c'est qu'elle ne donne aucune place à la faute lourde.

Elle élimine ainsi l'élément le plus dangereux pour la stabilité des négociations dont l'effet de commerce peut être l'objet. Car il n'est guère de notion plus floue, plus difficile à définir, plus variable selon les appréciations individuelles que celle de la faute lourde. C'est ce qui ressort des applications judiciaires qui ont été faites des textes de la législation française, et d'autres législations nationales sur les accidents du travail, maintenant sous l'empire du droit commun la responsabilité des accidents causés par la faute inexcusable de l'employeur : faute inexcusable qui n'est qu'une des variétés de la faute lourde. L'inventaire des arrêts intervenus dans les divers pays à son sujet, que donne chaque année le *Recueil International de la Jurisprudence du Travail*, prouve bien, semble-t-il, qu'il n'est point d'autre moyen d'échapper à l'incertitude et la diversité des appréciations judiciaires de ce qui constitue la faute inexcusable ou de la faute lourde que d'en faire l'équivalent, ou l'une des formes du dol ou de l'acte commis avec la volonté de nuire ou avec la pleine conscience du dommage qu'il va causer à autrui.

La notion de bonne foi, dont se contente le droit cambiaire anglo-américain, offre une toute autre consistance, alors surtout que la mise en œuvre en est guidée par des directives aussi précises que la présomption de bonne foi couvrant tout porteur qui a

acquis son titre contre valeur ou « *valuable consideration* ». L'acquisition faite de mauvaise foi, c'est-à-dire avec connaissance par le porteur des vices du titre de son prédécesseur ou de faits qui auraient dû lui faire soupçonner l'existence de ces vices, est infiniment plus facile à établir que la « *negligence* » ou faute lourde commise dans l'accomplissement de ses devoirs d'investigation ou de diligence.

630. — Il est aussi un problème, intéressant tout l'ensemble des relations entre les diverses parties à la lettre de change, et plus spécialement, quoique non pas exclusivement, les parties immédiates ou originaires, — le créateur ou le souscripteur et le preneur, — que le droit uniforme anglo-américain a réglé avec un plus exact sentiment de la mesure et de l'équilibre que son concurrent genevois. C'est le problème des rapports à établir ou à maintenir entre l'effet de commerce et l'acte juridique ou le fait économique antérieur qui en a provoqué la création.

Le système continental est parti d'une vue rigide de l'effet de commerce, traité comme un « acte abstrait » se suffisant à lui-même et détaché de sa cause, qu'il n'est sans doute possible d'appliquer dans sa rigueur, comme le montre l'expérience du pays où ce système a pris naissance, l'Allemagne, qu'en dehors des rapports entre les parties initiales à l'effet de commerce.

Le système anglo-saxon, parce qu'il est fait de solutions puisées dans la pratique des affaires, n'a pas plus que cette pratique pu méconnaître l'existence de

la cause qui motive et justifie l'établissement de l'effet de commerce. Il le libère sans doute de l'état traditionnel que constituait cette cause ou « *consideration* », mais seulement dans l'intérêt des porteurs réguliers ou contre-valeur, dans la mesure nécessaire pour assurer à l'effet sa pleine négociabilité et l'entière sécurité de sa circulation. Mais il se garde bien, par ailleurs, de s'approprier la doctrine française de la provision.

On peut donc dire que le concept germanique de l'effet de commerce, acte abstrait, et le concept adopté par le code de commerce français de la lettre de change, instrument d'exécution du contrat de change, constituent l'un et l'autre des conceptions simplistes et extrémistes par rapport à la conception nuancée, affinée, et reproduisant l'équilibre naturel des réalités économiques, qui est à la base du droit cambiaire anglo-américain (art. 24 N. I. L. et 30 B. E. A.).

631. — La supériorité du système anglo-américain sur le système continental se manifeste aussi, à divers égards, quant à la réglementation des formalités imposées aux divers groupes de parties à l'effet de commerce pour la conservation ou l'exercice de leurs droits, et surtout dans la détermination de l'importance respective de ces formalités.

La notification et le protêt du droit cambiaire anglo-américain ont une valeur respective exactement inverse de celle qui leur est attribuée par le droit dit *continental* (art. 89 à 118 et 152 à 160 N. I. L., art. 48 à 51 B. E. A., art. 44 et 45 L. U.). Les lois anglaise et amé-

ricaine se sont pliées aux réalités de la pratique commerciale en reconnaissant comme une formalité indispensable la notification et en laissant un caractère facultatif à la formalité lourde et compliquée qu'est le protêt.

Les formalités relatives à la présentation de l'effet à l'acceptation ou au paiement sont aussi réglées avec plus de souplesse et en tenant un plus juste compte des nécessités d'adaptation aux circonstances dans lesquelles se trouvent les parties (art. 143 à 148, 70 à 80, 82 N. I. L., art. 39-44, 45, 46 § 2 et 87 B. E. A., art. 22, 38 L. U.).

C'est notamment d'une très exacte vision du jeu naturel des relations commerciales que le droit anglo-américain a tiré la reconnaissance comme valable de toute cause d'empêchement ou de retard par force majeure dans l'accomplissement des formalités cambiales, même de nature purement personnelle (art. 81 et 113 N. I. L., art. 46 § 1 et 50 § 1 B. E. A.). Solution libérale qui prend le contrepied de la règle de l'art. 54, al. 6 L. U. qui dispose: « Ne sont point considérés comme constituant des cas de force majeure les faits purement personnels au porteur ou à celui qu'il a chargé de la présentation de la lettre de change ou de la confection du protêt ». Dans les transactions commerciales, qui exigent rapidité et précision, les causes d'empêchement individuel ont la même importance et la même force pratiques que celles qui sont d'une nature collective. Aussi la conception anglo-américaine de la « force majeure », qui la fait consister dans des circonstances indépendantes de la

volonté du porteur et non imputables à sa faute, est-elle certainement préférable à celle du droit dit *continental*.

632. — Une compréhension plus claire des conditions pratiques dans lesquelles s'effectuent les transactions cambiales s'affirme encore dans les dispositions du droit anglo-américain, par comparaison avec le droit uniforme de Genève, soit en ce qui concerne la place faite à la preuve testimoniale dans les contestations cambiales, soit encore en ce qui concerne la forme des effets négociables. Plus que son concurrent, le système anglo-américain tient compte de tous les aspects du rôle économique que l'effet est appelé à jouer. Il admet que cet effet peut être créé au porteur et qu'il peut contenir (art. 5 N.I.L.) des clauses additionnelles se rattachant à toutes les conventions usuelles auxquelles peut se relier l'effet de commerce. Les dispositions du droit anglo-américain sur la rédaction de l'effet affirment aussi leur libéralisme quant à l'indication de la somme due, à la désignation des fonds destinés au règlement de l'effet, à la détermination de l'échéance, aux omissions, à la signature (art. 2, 3, 4, 5, 6, 11, 12 et 13 N. I. L., art. 3, 6, 9, 11, 12, 13 § 1 B. E. A.). Enfin, comme le précise l'art. 10 N. I. L., un effet n'est pas nécessairement, d'après le système anglo-saxon, rédigé dans le langage (ou la terminologie) de la loi; il suffit qu'il exprime clairement l'intention de se conformer aux exigences de la loi. Libéralisme qui contraste de façon particulièrement saisissante avec le formalisme rédactionnel du système continental.

633. — A tous ces points de vue, et à divers autres de moindre importance, le droit uniforme anglo-américain nous paraît présenter une réelle supériorité sur le droit uniforme de Genève.

634. — Mais il est d'autres points, moins nombreux d'ailleurs, où la comparaison devient, au contraire, favorable aux principes consacrés par la *Loi Uniforme* de Genève et révèle dans la réglementation anglo-américaine l'existence de flottements ou d'imprécisions de nature à compromettre la fixité et la certitude de ses applications. Tel est le cas de la notion de l'aval, et surtout de l'appel trop fréquent fait par les Actes anglais et américains au critère, d'une plasticité inquiétante, de caractère raisonnable: délai raisonnable, diligence raisonnable, etc...

635. — Il résulte donc de notre étude comparative que ni l'un ni l'autre des deux corps de droit commun actuellement en présence n'est apte à s'imposer en bloc pour l'établissement d'un droit du change vraiment et pleinement international. Ce droit international uniforme ne pourra être constitué que par une sélection et un amalgame entre les dispositions du droit anglo-américain et du droit uniforme genevois et peut être, dans une certaine mesure aussi, par la recherche de conciliations entre leurs règles.

Vu :

Lyon, le 12 Juin 1934.
Le Président de la Thèse,
Ed. LAMBERT.

Vu :

Lyon, le 13 Juin 1934.
Le Doyen,
L. JOSSERAND.

Vu et permis d'imprimer

Lyon, le 13 Juin 1934.

LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ.
A. LIRONDELLE.

